



# D É B A T S

*de*

***l'Assemblée législative***

**du**

**QUÉBEC**

---

**10e Législature — 1 re Session**

**1901**

**Texte établi par Mireille Barrière**

---

**Québec**

**Assemblée nationale**

**1982**

Québec (Province) Assemblée législative.  
Débats de l'Assemblée législative 1re Législature-  
1867/1868-  
Québec, Assemblée nationale du Québec, Journal des débats.  
V 25 cm  
Comprend du texte en anglais  
Constitue un projet commencé en 1974 pour reproduire les  
Débats de l'Assemblée législative  
1. Québec (Province) - Politique et gouvernement  
- 1867 - 1. Titre.  
A 11 A 8 A 22/

**COLLABORATEURS:**

Boudreau, Colette D.  
Chalifoux, Sylvie M.  
Lortie, Mildred B.

Transcription, révision et impression: Services de l'édition et de  
l'imprimerie de l'Assemblée  
nationale.

Dépôt légal: Bibliothèque Nationale du Québec, 1er trimestre 1983.

ISBN 2-551-05215-7

### Table des matières

Table des matières	IV
Préface	V
Bibliographie	VI
Sigles	IX
Faits marquants de la dixième législature	XI
Critique des journaux de la dixième législature	XXVII
Députés de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique	XXXI
Par ordre de circonscription	XXXIII
Membres du Conseil exécutif	XXXV
Table des séances XXXVII	
Débats-1	
Index	
Index des participants	307
Index des sujets	325

## PRÉFACE

Fidèle à son mandat, la Reconstitution des Débats publie, en collaboration avec la Direction de l'Édition de l'Assemblée nationale, un autre volume des Débats de l'Assemblée législative (1901-1904). Cette collection s'enrichira à chaque année des textes d'une Législature et ce jusqu'à 1963, date de la création de l'actuel Journal des Débats.

Parmi les ouvrages déjà publiés, les trois premiers ont été rédigés par monsieur Marcel Hamelin et comprennent les années 1868 à 1878. Trois autres reproduisent les débats des années 1893 à 1900. Certains s'étonneront de l'absence de publication pour la période de 1879 à 1893. Cette absence s'explique par l'existence d'une version d'époque réalisée par les frères Alphonse et Louis-Georges Desjardins et N. Malenfant.

Comme pour la 9e Législature, chaque session de la 10e Législature est publiée séparément. L'introduction qui est publiée dans le présent volume porte sur l'ensemble de la Législature, soit 1901, 1902, 1903 et 1904.

Le lecteur qui voudra trouver un complément d'informations tant sur l'origine du projet que sur la méthodologie utilisée pourra lire l'introduction des premier et quatrième volumes.

Jocelyn Saint-Pierre

Chef de la Division de la  
reconstitution des Débats



## Bibliographie

Tous les journaux de la liste suivante ont été dépouillés, mais certains d'entre eux ne contenaient aucune information relative aux débats parlementaires.

### Journaux de base

- 1) Le Canada (1903-1904)
- 2) L'Événement (1902-1904)
- 3) The Gazette (1901-1904)
- 4) Le Journal (1901-1904)
- 5) The Montreal Daily Herald (1904)
- 6) The Montreal Daily Star (1901-1904)
- 7) La Presse (1901-1904)
- 8) The Quebec Chronicle (1901-1904)
- 9) The Quebec Daily Telegraph (1901-1902)
- 10) Le Soleil (1901-1904)

### Journaux complémentaires

- L'Avenir du Nord (1901-1904)
- Le Canada-Français (1901-1904)
- Le Canard (1902-1903)
- Le Colon du Lac Saint-Jean (1902)
- Le Courrier de Saint-Hyacinthe (1901-1904)
- Le Courrier de Saint-Jean (1901-1904)
- Le Courrier de Sorel (1901-1904)
- Le Courrier des États-Unis (1904)
- Le Courrier du Canada (1901)
- Le Courrier du dimanche (1904)
- La Croix (1903-1904)
- Le Cultivateur (1901-1904)
- Les Débats (1901)
- L'Echo de Charlevoix (1901-1904)
- L'Echo des Bois-Francs (1901-1904)
- L'Etoile du Nord (1901-1904)
- L'Événement (1901-1903)
- La Gazette de Berthier (1901-1904)
- Le Journal (de Chicoutimi) (1901-1902)
- Le Journal de Francoise (1903-1904)
- Le Journal de Waterloo (1901-1904)
- Le Journal des Campagnes (1901)
- Le Lac Saint-Jean (1903-1904)
- Le Monde illustré (1901-1904)
- The Montreal Daily Herald (1901-1903)
- The Montreal Daily Witness (1901-1904)
- La Nation (1902-1904)
- Le Nationaliste (1904)
- Lè Nord (1901)
- La Patrie (1901-1904)
- Le Pionnier canadien (1904)
- Le Pionnier de Sherbrooke (1901-1902)
- Le Progrès de l'Est (1901-1904)
- Le Progrès de Valleyfield (1901-1904)
- Le Progrès du Golfe (190-4)
- Le Progrès du Saguenay (1901-1904)
- The Quebec Daily Mercury (1901-1903)
- The Quebec Daily Telegraph (1903-1904)
- Le Quotidien (1901-1904)
- Le Rappel (1903-1904)
- Le Saint-Laurent (1901-1904)
- The Saturday Budget (1901-1904)
- The Sherbrooke Daily Record (1902-1904)
- Le Sorelois (1901-1904)
- Le Sourire (1904)
- Le Spectateur (1902-1904)

Le Temps (1904)  
La Tribune (1901-1904)  
Le Trifluvien (1901-1904)  
The True Witness and Catholic Chronicle (1901-1904)  
L'Union (1901-1904)  
L'Union des Cantons de l'Est (1901-1904)  
La Vérité (1901-1904)

#### **Autres sources**

- Bills, 1ère session, 10e Parlement, 1901
- Bills, 2e session, 10e Parlement, 1902
- Bills, 3e session, 10e Parlement, 1903
- Bills, 4e session, 10e Parlement, 1904
- Duffy, l'honorable H. T., Discours sur le budget prononcé par l'honorable H. T. Duffy, Trésorier de la Province, à l'Assemblée législative de Québec, le 6 mars 1901, Québec, Cie d'imprimerie "Le Soleil", 1901, 37p.
- Duffy, l'honorable H. T., Discours sur le budget prononcé par l'honorable H. T. Duffy, Trésorier de la Province, à l'Assemblée législative de Québec, le 11 mars 1902, Québec, Cie d'imprimerie "Le Soleil", 1902, 39p.
- Duffy, l'honorable H. T., Discours sur le budget prononcé par l'honorable H. T. Duffy, Trésorier de la Province, à l'Assemblée législative de Québec, le 26 mars 1903, Québec, Cie d'imprimerie "Le Soleil", 1903, 57p.
- Flynn, Edmund James, La mauvaise politique qui dépouille nos forêts, sans profit pour le travail canadien, Discours en réponse à M. Parent sur la question forestière. Québec, Imprimerie S.-A. Demers, 1903, 23p.
- Gouin, Sir Lomer, Discours prononcés par l'honorable M. Lomer Gouin, ministre de la Colonisation et des Travaux publics à l'Assemblée législative de Québec, session 1904, s.l., s.n., (1904) 95p.
- Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, du 14 février au 28 mars 1901, Québec, Cie d'Imprimerie de Québec, 1901, 318p.
- Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, du 13 février au 26 mars 1902, Québec, Cie d'Imprimerie de Québec, 1902, 335p.
- Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, du 26 février au 25 avril 1903, Québec, Cie d'Imprimerie de Québec, 1903, 573p.
- Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, du 22 mars au 2 juin 1904, Québec, Cie de publication du "Soleil", 1904, 463p.
- McCorkill, l'honorable J.C.J.S., Discours sur le budget prononcé par l'honorable J.C.J.S. McCorkill, Trésorier de la Province, à l'Assemblée législative de Québec, le 19 avril 1904, Québec, Cie de publication "Le Soleil"- 1904, 56p.
- Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec 1901.
- Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec 1902.
- Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec 1903.
- Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec 1904.
- Parent, l'honorable Simon-Napoléon, Discours de l'honorable S.-N. Parent sur la question des droits de coupe sur le bois à pulpe, prononcé à l'Assemblée législative de Québec, le 25 avril 1903, Québec, (s.ed.) 1903, 47p.
- Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1901, Québec, Cie d'Imprimerie de Québec, 1901, 290p.
- Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1902, Québec, Imprimerie du "Soleil", 1902, 318p.
- Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de

## VIII

- Québec, 1903, Québec, Imprimerie du "Soleil", 1903, 499p.
- Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1904, Québec, Imprimerie du "Soleil", 1904, 437p.
- Statuts de la province de Québec, 1901, Québec, Imprimeur du roi, 1901, 524p.
- Statuts de la province de Québec, 1902, Québec, Imprimeur du roi, 1902, 436p.
- Statuts de la province de Québec, 1903, Québec, Imprimeur du roi, 1903, 913p.
- Statuts de la province de Québec, 1904, Québec, Imprimeur du roi, 1904, 453p.

**Sigles**

am.	:	amendement
C.	:	conservateur
Cl.	:	conservateur indépendant
d.d.	:	dépôt de document
int.	:	interpellation
L.	:	libéral
m.	:	motion
s.-am.	:	sous-amendement

## FAITS MARQUANTS DE LA DIXIÈME LÉGISLATURE (1901-1904)

Le 14 février 1901 s'ouvre la première session de la dixième législature. Le parti libéral a été reporté au pouvoir et Simon-Napoléon Parent préside à ses destinées et à celles de la province.

Le gouvernement libéral, issu des élections du 24 mai 1897, aurait pu, selon notre coutume parlementaire, se maintenir en place pendant encore au moins un an. Or, des élections générales sont déclenchées prématurément le 7 décembre 1900.

Le 25 septembre s'éteint le premier ministre Félix-Gabriel Marchand. Pour la première fois au Québec, un chef de gouvernement meurt en poste. Dès le 2 octobre, le lieutenant-gouverneur Louis-Amable Jetté appelle Simon-Napoléon Parent à la succession du défunt. Ministre des Terres, Forêts et Pêcheries dans le cabinet précédent, le nouveau premier ministre cumule également les fonctions de maire de Québec et d'administrateur de quelques compagnies dont celle du Pont de Québec. Ajoutons qu'il est en plus membre d'un influent bureau d'avocats de la Vieille Capitale. Il modifie peu le cabinet qui est assermenté le 3 octobre. L'ancien personnel politique demeure en place. Toutefois, pour éconduire J.-É. Robidoux, l'ardent défenseur d'un projet de ministère de l'Instruction publique, on lui offre un poste de juge et l'on fait accéder Lomer Gouin au ministère.

A Ottawa, Wilfrid Laurier détient le pouvoir depuis 1896. Il jouit d'un fabuleux prestige au Québec du fait qu'il soit le premier francophone à occuper la première fonction du pays depuis la Confédération. Tant chez les libéraux que chez les conservateurs, la sujétion aux partis fédéraux de leurs équivalents provinciaux est considérée comme tout à fait naturelle. Ainsi, Laurier recommande et obtient la nomination de Parent à la succession de Marchand alors que J.-É. Robidoux et Horace Archambault auraient pu légitimement prétendre au titre. D'ailleurs, le Soleil qui ne cache pas ses couleurs l'avoue sans ambages: être libéral à Québec, c'est l'être également à Ottawa. A partir de là s'explique l'une des causes du scrutin précoce de 1900.

Le cabinet Parent est à peine assermenté que la campagne électorale fédérale bat son plein. Le gouvernement Laurier vante ses réalisations: refoulement des préjugés de race et de religion et règlement de la question des écoles manitobaines, réhabilitation du crédit du pays et diminution de la dette publique, participation glorieuse des soldats canadiens à la guerre du Transvaal. Le 7 novembre, le parti de Laurier rafle 133 des 213 sièges que comptent alors les Communes. Il faut bien dire que c'est le Québec qui le reporte au pouvoir en lui accordant 57 des 65 sièges de la province alors que l'Ontario choisit 55 conservateurs et 37 libéraux pour le représenter à Ottawa. Ce résultat amènera l'opinion publique ontarienne à agiter une fois de plus l'épouvantail du "french power". Grâce à des organisations communes, les deux partis frères s'entraident et chaque camp met ses grands ténors au service de l'autre selon les circonstances.

Les conservateurs fédéraux du Québec sortent de cette lutte les reins brisés. De seize qu'ils étaient à la dernière législature, ils ne se retrouvent plus que huit. Parent profite de la situation. Constatant que les libéraux de Laurier ont toujours le vent en poupe au Québec, il continue sur cette lancée. Des élections partielles s'imposaient à l'Assemblée législative puisqu'une demi-douzaine de sièges étaient alors vacants. Le 14 novembre 1900, les Chambres sont dissoutes et les soixante-quatorze comtés provinciaux remis en jeu le 7 décembre suivant. Le 30 novembre se déroulera la présentation des candidats. Or, dès cette date, trente et un aspirants, tous libéraux, sont élus sans opposition. Quelques jours plus tard, quatre autres joindront ce groupe, les opposants conservateurs d'abord en lice s'étant désistés.

Cependant, les conservateurs n'avaient pas attendu ces premiers résultats pour manifester leur désarroi. Encore atterrés par leur défaite au niveau fédéral, ils partent perdants dans la lutte provinciale et ils en sont conscients. Une rumeur veut tout d'abord que le "caucus" ait carrément envisagé pour un temps de laisser le champ libre à Parent en ne présentant aucun adversaire aux libéraux. Ce geste spectaculaire aurait dénoncé au public la décision subite et anti-démocratique du premier ministre. Il se ravise pourtant et décide de se battre jusqu'au bout même s'il ne cultive aucune illusion quant au verdict populaire.

Les conservateurs accusent les libéraux de déloyauté envers eux: procéder à des élections aussi hâtivement après l'écrasement de leurs collègues fédéraux équivaut à s'acharner sur un lutteur déjà hors de combat. Ils reprochent à Parent de n'avoir pas fait ses preuves avant d'en appeler au peuple. Ils qualifient d'inconstitutionnelle cette dissolution des Chambres dix-huit mois avant son échéance légale. Et les comptes publics n'étant pas encore publiés pour l'année courante, toute discussion devant l'électorat devient impossible. Ils se font aussi les défenseurs de l'autonomie provinciale et proclament que, sous les libéraux, le gouvernement québécois se transforme en une succursale pure et simple d'Ottawa. Ils déplorent l'ingérence grandissante du gouvernement central dans les affaires du Québec. Enfin, l'opposition conservatrice supplie la population de voter de façon réfléchie afin de ne

pas la rayer complètement du tableau politique québécois, ce qu'elle redoute par dessus tout.

Quant aux libéraux, ils se vantent d'avoir restauré et équilibré les finances, réformé l'éducation, publié le premier manuel scolaire gratuit et aboli certaines taxes. Ils ont redonné la prospérité au Québec en développant des richesses jusque-là inexploitées. Ils attribuent cet essor général à la gestion honnête de Marchand et à l'habileté de son successeur. Ils mettent les électeurs en garde contre Flynn et son entourage qui ont fait preuve d'incompétence lors de leur passage au pouvoir. Le gouvernement sortant couvre d'ignominie l'administration du parti conservateur de 1892 qu'il qualifie de "gouvernement du coup de force" et de "castors". Quant à la tenue d'élections avant la fin de leur mandat, les libéraux la justifient au nom de la plus élémentaire démocratie qui, toujours selon eux, exige de faire approuver par le peuple le choix du lieutenant-gouverneur, ce que les conservateurs ont bien pris garde de faire autrefois lorsque la couronne imposa certains de leurs conseillers législatifs comme premiers ministres.

Le 7 décembre, il restait donc un peu plus de la moitié des sièges à pourvoir. Le scrutin confirme la victoire écrasante des libéraux: soixante-six comtés leur sont dévolus. Le siège des Iles-de-la-Madeleine demeure vacant jusqu'au 22 juillet 1901, la fermeture de la navigation entre Québec et cette région justifiant ce retard. Là encore, la déconfiture du parti conservateur est navrante. Flynn ne dirigera plus qu'une maigre opposition de sept membres alors qu'elle en comptait vingt-trois avant la dissolution de la Chambre. Le mauvais découpage de la carte électorale et le mode de scrutin uninominal à un tour ne lui assurent que 9,5% des sièges alors qu'elle a obtenu 43,8% du suffrage exprimé. Le Québec arbore donc le drapeau libéral au provincial comme au fédéral ce qui en théorie devrait faciliter les relations entre les deux paliers de gouvernement.

### **Le contexte politique**

La nouvelle Assemblée législative se réunit le 14 février 1901 alors que les Communes siègent depuis un peu plus d'une semaine.

La position confortable du parti libéral, tant à Québec qu'à Ottawa, n'implique pas nécessairement une unanimité tranquille au sein de ses troupes dont il a du mal à contenir l'impétuosité. Adopter l'étiquette libérale lors d'une élection, c'est partir gagnant. Déjà, au moment des mises en nomination aux élections provinciales, des heurts se produisent entre libéraux au sein d'un même comté et les chefs doivent trancher en faveur d'un des nombreux aspirants à l'investiture du parti. Ces jugements de Salomon provoqueront des animosités irrémédiables et des candidats évincés choisiront de se présenter quand même mais comme libéraux indépendants. Ainsi, dans Québec-Est, Lane l'emporte sur Darveau, candidat de Parent, et la brouille s'installe entre le nouveau député et le premier ministre. Le même scénario se répète lors des élections partielles en Beauce. En 1902, le libéral Arthur Godbout y défait Blaise Letellier, candidat du premier ministre et du Soleil. Le 3 octobre suivant, le même désaccord se manifeste dans Soulanges et crée du ressentiment chez les libéraux qui perdent le comté au profit des conservateurs. Dans Stanstead, les ministériels commettent une gaffe en choisissant un candidat anglophone alors que les conservateurs misent sur le francophone Georges-Henry St-Pierre et l'emportent. Enfin, aux partielles du 10 mars 1904, les conservateurs s'emparent de Portneuf et de Maskinongé. Les milieux libéraux attribuent ces deux derniers échecs à l'impopularité de Parent. La puissance des libéraux leur permet toutefois de traverser ces querelles intestines sans trop de dommage. Du côté de l'opposition quatre acquisitions mettent du baume sur ses plaies car, en plus du cinglant revers que l'on sait, elle avait vu le député de Lotbinière, Napoléon Lemay, quitter ses banquettes pour joindre les rangs ministériels à la veille de la session de 1902.

À l'extérieur de la Chambre, les forces nationalistes latentes se cristallisent autour d'un mouvement, la Ligue nationaliste. Née presque sous le manteau, la Ligue tient sa première assemblée publique le 23 août 1903. Elle se veut indépendante des partis traditionnels. Cependant, sa filiation bourassiste est limpide. Henri Bourassa, rappelons-le, siège toujours aux Communes comme député libéral de Labelle mais n'en continue pas moins sa lutte pour l'indépendance du Canada et contre l'impérialisme anglais. Cette campagne atteint un certain sommet le 12 mars 1901 alors que le petit-fils de Papineau dépose au Parlement fédéral sa fameuse motion. Celle-ci stipule entre autres que l'intervention du Canada au Transvaal ne doit pas constituer un précédent et l'engager dans toute autre guerre de l'Empire. Cette proposition est rejetée par un vote écrasant de 144 voix contre 3. Rien n'empêche qu'elle a soulevé un débat profond qui sortira le sentiment nationaliste de sa léthargie.

La conférence impériale de 1902 suscite également l'inquiétude du député fédéral de Labelle puisque, l'année précédente, le ministre anglais Joseph Chamberlain avait lancé l'idée d'une fédération impériale. Une frange importante de l'opinion canadienne-française du Québec réagit fortement contre le projet anglais d'autant plus que le cabinet Laurier semble tergiverser. Les forces anti-impérialistes sont donc aux aguets lors de la conférence et s'interrogent sur l'attitude de Laurier face au gouvernement métropolitain. Les rumeurs les

plus diverses circulent jusqu'à ce que la nouvelle parvienne que le premier ministre du Canada n'a pas cédé sur quoi que ce soit à Londres. Cette fermeté reconciliera Laurier et Bourassa mais pour un temps seulement. Comme nous verrons plus loin, la thèse bourassiste trouvera quelques défenseurs au sein même de l'Assemblée législative.

La Ligue nationaliste oeuvre dans la même ligne de pensée et sur les deux fronts, au fédéral comme au provincial. Dans ce dernier cas, elle soutient l'autonomie du Québec et condamne la politique de Parent en matière de développement des ressources naturelles qu'elle voudrait voir exploitées par des gens du pays. La Ligue trouve quelques sympathisants parmi les membres de la Chambre qui n'en conservent pas moins leur allégeance politique traditionnelle. Selon Rumilly, elle aurait été fondée chez Maurice Perrault, député libéral de Chambly; Ernest Roy, député libéral de Montmagny, lui aurait été sympathique. Du côté des conservateurs, Georges-Henry St-Pierre et Jérôme-Adolphe Chicoyne partagent ces sentiments nationalistes. La Ligue se fera donc entendre à la Chambre par personnes interposées. Une troisième force pose ses assises au Québec.

La politique fédérale s'ajuste mal parfois aux projets du Québec. Le cas du nouveau chemin de fer transcontinental vient illustrer ce fait. Un groupe d'hommes d'affaires de la Vieille Capitale défend une ligne presque parallèle à celle du Pacifique canadien mais orientée plus au nord. Québec en serait le terminus d'où l'on acheminerait le blé de l'Ouest vers l'Europe. De plus, le tracé passe par le Lac-Saint-Jean et la Baie-James et assure ainsi un meilleur développement de l'arrière-pays québécois. Le cabinet provincial appuie d'abord ce projet et profite de la conférence interprovinciale de 1902 pour rallier les Maritimes à cette cause. Plusieurs plans sont ébauchés opposant une foule de compagnies les unes aux autres. Le Grand Tronc en particulier prône le prolongement de son réseau avec Portland pour tête de ligne. Les promoteurs de Québec s'indignent puisque ce projet n'implique aucune infrastructure nouvelle dans la province, avantage Montréal et draine le commerce canadien vers un port américain. Le gouvernement provincial finit par retirer son appui au groupe québécois puisque Laurier entérine le projet du Grand Tronc en l'assortissant toutefois de la condition suivante: le nouveau transcontinental partira de Moncton et passera par Québec. Il est même vaguement question d'englober la construction tant attendue du pont de Québec dans ce vaste complexe.

C'est dans ce climat que Simon-Napoléon Parent gouvernera. Les débats à la Chambre ne manqueront pas d'être influencés par ces questions d'envergure fédérale même si l'amitié de Parent pour Laurier semblait assurer à ce dernier une Assemblée québécoise docile.

### **Les grands débats à la 10<sup>e</sup> législature**

À côté du travail de routine, trois grands thèmes émergent au cours de cette législature: les problèmes constitutionnels, les questions économiques et financières et la question sociale axée sur le monde du travail.

#### **Problèmes constitutionnels**

Même si, comme nous l'avons vu plus haut, le gouvernement Parent est largement inféodé au gouvernement Laurier, rien n'empêche quelques sursauts d'indépendance de la Chambre, et non seulement de la part de l'opposition mais encore d'occupants des banquettes ministérielles.

##### **1. Pêcheries**

Le discours du trône de 1901 fait allusion à la question des pêcheries du golfe Saint-Laurent qui demeure toujours pendante entre le gouvernement fédéral et celui de Québec. Quelque temps auparavant, le Conseil privé avait reconnu la juridiction provinciale sur les pêcheries mais des querelles d'interprétation subsistent entre les deux niveaux de gouvernement. L'opposition déplore ce retard mais encourage le gouvernement provincial à maintenir une attitude ferme face au pouvoir central. En 1902, le gouvernement fait connaître à la Chambre deux réclamations qu'il a adressées à Ottawa: le remboursement à la province des sommes perçues depuis 1867 et provenant des baux et des permis de pêche et le versement d'une partie de l'indemnité payée par les États-Unis en vertu du traité de Washington. Cependant, la situation évolue lentement puisqu'en 1904 aucune entente n'est encore intervenue, ce que l'opposition ne manque pas de relever avec ironie.

##### **2. Subside fédéral**

La question du subside fédéral est également préoccupante. Lors de la session de 1901, le premier ministre souligne la nécessité d'augmenter les revenus de la province mais se refuse pour l'instant de le faire en réclamant la hausse du subside fédéral. Selon lui, mieux

vaut prouver avant d'entreprendre une telle démarche que le Québec peut se bien administrer "sans l'aide d'un secours extérieur". L'opposition, fidèle à son rôle, le presse de renégocier cette somme. Une discussion plus profonde s'engagera à ce propos à la session de 1902. Maurice Perrault, député libéral de Chambly, dépose le 12 mars une proposition aux exigences nombreuses dont l'une est l'augmentation du subside fédéral. Parent approuve cette réclamation. Il reconnaît que les frais d'administration de la province ont beaucoup augmenté depuis 1867 tandis que l'octroi fédéral n'a pas été modifié. Des négociations étant en cours, le premier ministre recommande la discrétion afin de ne pas les entraver. L'opposition réclame plus de détails sur ces discussions même si aucune correspondance n'existe à ce sujet. Le député d'Argenteuil, W. A. Weir, se dispenserait bien pour sa part d'ennuyer le pouvoir central avec cette question et préconise plutôt une exploitation accrue des forêts et des mines.

Des historiens ont prétendu que Parent avait informé Laurier de l'intention du député de Chambly de présenter une telle motion; le premier ministre du Canada en aurait été agacé et aurait déconseillé à son homologue québécois de tolérer le débat. Cependant, ce dernier aurait jeté du lest, se disant qu'une discussion à la Chambre lui servirait pour frapper un grand coup. En effet, il décide de rouvrir le dossier constitutionnel concernant le subside fédéral. Le 18 décembre 1902, il convoque une conférence interprovinciale des premiers ministres. Celle-ci se voulait le prolongement de la première du genre convoquée par Honoré Mercier en octobre 1887. Lors de cette conférence mémorable, les revendications des participants avaient été nombreuses et énergiques, cependant elles devaient rester lettre morte. Moins ambitieuse, la conférence de 1902 vise un ajustement des subsides et octrois fédéraux proportionnellement à l'augmentation de la population.

À la session de 1903, le gouvernement Parent dresse un bilan des relations fédérales-provinciales en ce domaine. Il signale qu'en retour de la cession des droits de douane et "d'accise", la province de Québec reçoit chaque année la somme de \$ 70 000 et 80 cents par tête selon le recensement de 1861. Soulignant que les frais d'administration ont progressé avec l'accroissement de la population, il demande que l'octroi "per capita" soit basé non sur le recensement de 1861 mais sur le plus récent dénombrement décennal et qu'il augmente périodiquement suivant la poussée démographique. Il réclame par surcroît un montant additionnel pour les frais d'administration de la justice. Quoique sceptique sur les chances de succès du gouvernement, l'opposition lui souhaite quand même d'obtenir gain de cause. L'année suivante, la situation est toujours au même point. L'opposition reproche une fois de plus au gouvernement de ne pas s'être entendu encore avec son homologue fédéral et trouve étrange que ce dernier, pourtant sympathique au ministère Parent, ne se montre pas plus diligent que le gouvernement Macdonald envers Mercier par exemple. C'est donc un constat d'échec.

### 3. Autonomie et anti-impérialisme

Les sentiments autonomistes et anti-impérialistes qui se manifestent dans l'opinion pénètrent également la Chambre. Au début du vingtième siècle, l'Allemagne devient un sérieux concurrent pour l'Angleterre; les navires du Kaiser menacent dangereusement la suprématie de la marine britannique. Joseph Chamberlain, face au défi allemand, désire resserrer les liens militaires et politiques entre la métropole et ses colonies. C'est ainsi que le Canada participe à la guerre contre les Boers en Afrique du Sud. Comme on l'a vu, une conférence des pays de l'Empire britannique est convoquée pour l'été 1902. Contrairement aux Canadiens anglais, les Canadiens français ne favorisent pas les projets de Chamberlain. Durant la session de 1902, des députés réclament la sauvegarde des droits; certains vont jusqu'à exiger plus d'autonomie. On se méfie de l'impérialisme britannique et les discussions s'engagent bien avant la convocation de la fameuse conférence.

L'affaire Adrien Roy sert de prétexte à un débat à saveur autonomiste. Des étincelles s'échappant d'une locomotive du Canadien pacifique mettent le feu à sa ferme. Lomer Gouin, son avocat, gagne d'abord une poursuite en dommages contre la compagnie ferroviaire en vertu du code civil du Québec. Cependant, la cause est portée en appel et le Conseil privé déboute Roy en se basant sur la loi fédérale régissant les chemins de fer.

Le 13 mars 1902, Louis-Philippe Pelletier déclare en Chambre que c'est une grave atteinte au droit civil de la province tel que garanti par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Il veut rendre l'article 1053 plus explicite. Henry Thomas Duffy, membre du cabinet comme Gouin, déclare que la Chambre n'a pas le pouvoir de réviser les jugements des tribunaux et de corriger la sagesse et la justice du Conseil privé. Il faut s'adresser au gouvernement fédéral pour qu'il adopte une mesure rendant les chemins de fer responsables des dommages dus à leur négligence.

Lomer Gouin explique la portée du jugement. Il faut adopter une politique qui protège les citoyens contre les prétentions des corporations. Le ministre menace de prendre des



mesures unilatérales si Ottawa ne modifie pas sa législation sur les chemins de fer. Quant à E. J. Flynn, il ne voit pas la nécessité d'amender le code civil. Il ne croit pas que le Conseil privé persiste dans la voie où il s'est engagé. L'opposition est moins, revendicatrice que le gouvernement.

Pour traduire ses menaces d'intervention en actes, Lomer Gouin est peut-être l'inspirateur d'un bill présenté le 19 mars par Philippe-Honoré Roy, député libéral de Saint-Jean. Le projet de loi restreint les appels à la Cour supérieure et au Conseil privé aux causes de nature fédérale ou interprovinciale. Le parrain critique particulièrement la Cour suprême. La plupart des juges de ce tribunal ignorent le code civil de la province de Québec. H. T. Duffy pour sa part ne voit pas pourquoi on renoncerait volontairement au privilège d'en appeler à Sa Majesté qui est le symbole de la justice et de la liberté britanniques. A l'invitation de Duffy, P.-H. Roy retire son bill. Le député de Saint-Jean considère avoir atteint en partie son but, ayant pu porter la question devant l'opinion publique.

Le député de Chambly, Maurice Perrault, fait une nouvelle profession de foi autonomiste lors du dépôt de la motion dont nous avons parlé en traitant de la question du subside. Outre l'augmentation du subside fédéral, la proposition Perrault réclame le contrôle exclusif des provinces sur leurs propriétés publiques et sur les chemins de fer situés dans leurs limites, le pouvoir d'imposer des droits d'exportation sur les produits forestiers et miniers et le droit pour la Grande-Bretagne de désavouer des lois provinciales, droit exercé par le gouvernement fédéral. Selon Perrault, tout l'Acte de l'Amérique du Nord britannique est à repenser. Il déplore l'envahissement des compétences provinciales et reprend à son compte les idées autonomistes d'Honoré Mercier.

Le premier ministre répond que la motion va trop loin mais qu'il approuve la partie réclamant un rajustement du subside fédéral. Par contre, Jules-Alfred Lane appuie fermement Perrault. Le député de Québec-Est, comme celui de Chambly, supporte tous les principes libéraux de Mercier. Les conservateurs n'en accusent pas moins les gouvernements d'avoir oublié les revendications de ce dernier, ce que Parent s'empresse de réfuter.

Donc, tout le monde s'accorde quant à la nécessité d'une augmentation du subside fédéral, mais pour le reste le député de Chambly doit abandonner ses prétentions. Le débat est de courte durée. L'opposition accuse le gouvernement d'avoir empêché toute discussion sérieuse en acceptant qu'un amendement et un sous-amendement soient proposés immédiatement après l'exposé de Perrault. Les libéraux ont recours à ce subterfuge pour clore la discussion. Une question "de la plus haute importance", selon l'expression du député de Chambly, est ainsi traitée par le parti libéral.

C'est au député de Québec-Est, Jules-Alfred Lane, qu'il appartiendra de déposer devant la Chambre, le 21 mars 1902, une motion anti-impérialiste. Elle énonçait que la Chambre croit de son devoir de se prononcer contre ce que l'on appelle le nouvel impérialisme et ses tendances dangereuses. Selon l'auteur de la proposition, la renaissance de l'impérialisme anglais est une menace pour le Canada. Il ne désire pas de nouveaux liens avec la mère-patrie car ils peuvent aboutir à l'absorption totale des colonies, c'est-à-dire à l'union législative. Lane ne souhaite pas qu'on diminue en aucune manière la somme de libertés constitutionnelles accordées aux colonies anglaises. Il se déclare satisfait de la position de Laurier qui, semble-t-il, ne favorise pas l'établissement de rapports plus étroits avec la Grande-Bretagne. Cependant, le député de Québec-Est ne demande même pas le vote et retire sa motion.

Toutefois, la proposition est brièvement discutée. L'opposition y voit l'influence de Laurier. Selon les conservateurs, le retrait de la résolution est de nature à fortifier le nouvel impérialisme britannique. Quant à Adélard Turgeon, secrétaire de la province, il se laisse aller à une grande envolée oratoire. Il ne voit pas l'utilité de la résolution; c'est une question qui ne relève pas de la compétence de la législature. Il n'y a pas de machination de la part de Chamberlain pour restreindre les droits des colonies. Il ne faut pas trop critiquer les institutions d'autant plus que plusieurs journaux "toriers" d'Ontario, déjà hostiles aux Canadiens français, peuvent prendre prétexte de la résolution pour dénoncer encore les francophones comme des intransigeants, toujours inquiets et remuants.

Enfin, une tentative d'immixtion du gouvernement central en matière d'éducation donnera une autre occasion aux membres de la Chambre de faire voir leurs couleurs. A la session de 1903, Matthew Hutchinson veut faire entériner par la législature de Québec le principe du bill présenté par le docteur Roddick à la Chambre des communes. Selon cette loi intitulée Loi médicale du Canada, les futurs chirurgiens doivent passer des examens devant un bureau central d'examineurs pour obtenir alors le droit de pratiquer partout dans le dominion sans devoir se soumettre à d'autres épreuves. Ce conseil médical obtenait le pouvoir de déterminer un degré d'aptitudes et de connaissances en médecine qui permettrait à ceux qui l'atteindraient de pratiquer leur art dans toutes les provinces; il pouvait fixer les conditions d'inscription des aspirants ainsi que les cours d'étude et les examens à subir. Cependant, pour que le bill Roddick ait force de loi, il fallait que le Parlement fédéral obtienne l'assentiment de toutes les provinces. Toutes avaient accepté à l'exception du

Québec. C'est pourquoi le député Hutchinson dépose son projet de loi.

Le parrain le justifie en faisant miroiter les avantages d'un tel conseil médical. L'acceptation du bill Roddick, souligne-t-il, permettrait aux francophones hors Québec de bénéficier des soins de médecins parlant leur langue et réglerait la situation gênante des médecins pratiquant dans les provinces limitrophes. M. Duffy allègue que le bill profitera surtout au Québec puisque les Canadiens anglais, parlant difficilement le français, ne viendront pas s'installer ici alors que les Canadiens français, maîtrisant plus facilement l'anglais, pourront s'établir dans les autres provinces. Quant à M. Walker, il y voit une solution à la pléthore de médecins au Québec.

La réaction d'autres députés de la Chambre est explosive. Ainsi, MM. Turgeon et Flynn s'unissent pour dénoncer avec véhémence cette mesure qu'ils considèrent comme une grave atteinte à l'autonomie de la province. Selon eux, accepter un tel principe équivaudrait à abandonner le droit exclusif du Québec en matière d'éducation car, disent-ils, le conseil fédéral demande des pouvoirs énormes. Non seulement veut-il contrôler les examens et les études des carabins mais encore le programme de leurs études préliminaires, ce qui empiète sur l'autonomie des universités et des collèges. Pour M. Turgeon, la loi en plus de contrôler une branche importante de notre éducation supérieure réduit l'élément français à une infime minorité. Par ailleurs, M. Flynn estime que la loi fédérale est anticonstitutionnelle parce qu'elle touche à l'éducation, fief spécifique des provinces. Outre l'atteinte à l'autonomie québécoise, plusieurs élus considèrent qu'il résulterait de cette loi un abaissement du niveau des études qui, prétendent-ils, est plus élevé dans les universités que dans les "high schools". Enfin, la plupart s'entendent sur l'insuffisance de la représentation française au sein du conseil médical alors que les Canadiens français constituent le tiers de la population du pays; ils n'auraient que cinq représentants sur quarante, ce qui noierait leur influence.

D'autre part, certains députés proposent des solutions pour pallier au problème de la réciprocité interprovinciale. Par exemple, on suggère l'établissement d'un collège fédéral dont les diplômés pourraient pratiquer n'importe où dans le dominion, ou encore la création d'un bureau provincial qui conférerait des licences interprovinciales et devant lequel les médecins seraient obligés de passer leurs examens. Enfin, devant les pressions des représentants du peuple et des divers corps touchés par cette législation, le gouvernement est contraint de rejeter ce projet de loi.

On peut donc dire que, à quelques exceptions près, la mode est au respect de la constitution dans les questions touchant l'autonomie du Québec et les relations du Canada avec l'Empire.

### Questions économiques et financières

Les questions économiques et financières hantent cette législature. Le gouvernement Parent poursuit la politique établie par son prédécesseur Marchand. Il est obsédé par les risques de déficits qui, selon la philosophie de l'époque, sont un signe de mauvaise gérance. En 1901, le premier ministre déclare à la Chambre qu'il ne peut promettre des surplus budgétaires constants car trop d'impondérables influent sur l'économie. Les sources de revenus ordinaires de la province sont minces. Elles sont constituées principalement des subsides fédéraux, de quelques taxes, de perception d'intérêts et autres revenus secondaires comme ceux tirés de l'administration de la justice. Or, à chaque session, le gouvernement annonce fièrement un léger excédent des recettes sur les dépenses. En 1904, J.C.J.S. McCorkill qui a succédé à H. T. Duffy au Trésor dresse un bilan de la situation financière du Québec. Les revenus ont peu augmenté. De 4 745 190,47\$ qu'ils étaient à la fin de la première année du gouvernement Parent, ils se sont haussés à 4 746 357,98\$. Alors que les conservateurs terminaient leur règne avec un lourd déficit de plus de 213 000\$, les libéraux dès leur première année d'administration ont en caisse un surplus de 15 179,18\$. A la fin du dernier exercice budgétaire de la législature, le grand argentier déclare un excédent de 43 728,10\$. Il proclame que, sans imposer de nouvelles contributions, le gouvernement a réussi à stabiliser la dette au point de pouvoir consacrer des sommes plus importantes pour l'éponger.

C'est que, tout comme Marchand, le gouvernement Parent profite au maximum de la mutation des tendances de l'économie mondiale au début du XXe siècle. L'industrie prend le pas sur le commerce, l'aluminium supplante l'acier et l'électricité remplace peu à peu le charbon comme source de force motrice. Le Québec participera à ce nouveau décollage. Le gouvernement fait du développement industriel sa priorité. Et ce n'est pas pour rien qu'il se qualifie lui-même de "gouvernement d'affaires". Cette forte industrialisation modifie cependant la physionomie de la province: la philosophie de la colonisation est repensée et la question ouvrière se pose avec plus d'acuité. Le développement de l'industrie agricole s'accroît également quoiqu'à un rythme moins accéléré, l'élevage et l'industrie laitière se substituant à la production céréalière du siècle précédent.

## 1. Industrialisation

L'entrée des capitaux américains s'accroît durant cette période. L'industrie des pâtes et papiers connaît une expansion prodigieuse, favorisée par la présence de nombreux cours d'eau et d'un vaste réservoir forestier. Le sous-sol minier commence à attirer les investisseurs. Toutes ces ressources naturelles seront exploitées au maximum.

Le gouvernement accorde plusieurs chartes aux compagnies d'électricité. Celle de la "Montreal, Light, Heat and Power" suscitera un débat particulièrement houleux en 1901. Il est intéressant à un double point de vue. Tout d'abord, cette compagnie constituera quelque quarante ans plus tard le noyau d'Hydro-Québec. De plus, il s'élève au Québec une campagne contre le capitalisme de monopoles, monopoles que l'on désigne souvent d'ailleurs par l'anglicisme "combines".

La polémique tourne principalement autour de l'article 10 de ce projet de loi 142. Il autorise la nouvelle compagnie à creuser des excavations dans les rues et les chemins publics de Montréal et de toute municipalité située dans un rayon de cent milles de la métropole. Rien dans les premières ébauches du bill ne prévoyait l'autorisation préalable des municipalités concernées ni la responsabilité de la compagnie quant aux dommages matériels qu'elle pourrait causer durant les travaux.

Le député d'Argenteuil, W. A. Weir, s'insurge contre ces deux anomalies. Il propose un amendement qui obligerait la compagnie à obtenir le consentement des municipalités avant d'excaver la voie publique; sans cela, c'est empiéter sur leurs prérogatives. La Chambre rejette cet amendement deux fois: tout d'abord en comité plénier et ensuite au moment de la troisième lecture.

L'opposition à ce projet de loi vient non seulement des conservateurs mais aussi de ministériels aussi prestigieux que le ministre des Travaux publics. Lomer Gouin défend en effet les privilèges de la ville de Montréal et met ses collègues en garde: accorder de tels pouvoirs à une compagnie créerait un dangereux précédent et encouragerait la formation croissante de trusts. Qui pourra ensuite abattre leur toute-puissance?

Les édiles de Montréal et de Westmount adressent des propos amers aux législateurs. La presse anglophone, le *Montreal Herald* en particulier, mène bruyamment la campagne contre le bill. Quand il est adopté en troisième lecture, c'est le déchaînement; on parle même de recourir au désaveu fédéral. Le Conseil législatif atténuera la clause litigieuse pour la rendre plus acceptable. Le problème se pose une fois de plus à la Chambre en 1904 lors de l'étude du bill 148 incorporant la "Canadian Light". Le Conseil législatif dans un premier temps retourne le bill à l'Assemblée après l'avoir amendé de telle sorte que la compagnie doive obtenir l'autorisation des municipalités avant d'entreprendre ses travaux. Contrairement à ce qui s'était produit dans le cas de la M.L.H.P., le gouvernement semble prêt à acquiescer à la clause restrictive du Conseil. Gouin s'oppose cette fois à l'amendement de la Chambre haute. Il rappelle l'attitude qu'il avait adoptée en 1901 et affirme qu'il n'est pas juste de limiter les pouvoirs de la "Canadian Light" alors qu'on s'est montré si généreux pour sa concurrente. Approuver l'amendement du Conseil contribuerait à renforcer purement et simplement le monopole de la "Montreal Light". Malgré l'argumentation de ce ministre influent, l'Assemblée adopte la correction du Conseil.

En 1902, plusieurs nouvelles compagnies d'électricité voient le jour dont la "Beauharnois, Light, Heat and Power", la "Provincial Light Heat and Power" et la "St. Ann Power Company". Selon l'opposition, il y a dans les chartes des nouvelles compagnies des clauses octroyant des pouvoirs abusifs. Elle critique particulièrement le droit pour des entreprises privées d'exproprier des particuliers au nom du bien général.

Le débat se poursuit en 1903 alors que l'opposition vilipende le gouvernement qui présente un projet de loi concernant la "New Richmond Lumber Company". Celle-ci demande d'être autorisée à exproprier des lots adjacents ou se rattachant aux établissements de la compagnie, ou qui seront inondés ou affectés par la construction des digues, ateliers et bâtiments de la compagnie.

L'opposition proteste contre une législation qui consacre le principe de l'expropriation forcée en faveur des compagnies privées. Elle souligne que ce principe n'appartient qu'à l'Etat et aux grands corps municipaux et ne doit être appliqué que dans l'intérêt public.

Le gouvernement rétorque que les propriétaires riverains se montrent de mauvaise foi et réclament des prix exorbitants pour leurs propriétés et qu'il ne peut vendre des pouvoirs d'eau sans accorder des droits d'expropriation. Il accepte cependant un amendement et dorénavant la valeur du terrain sera établie par des experts aux frais de la compagnie avec droit d'appel à la Cour supérieure.

Avec l'exploitation des pouvoirs hydrauliques, l'industrie de la pulpe se trouve à la base de la stratégie de développement économique du gouvernement Parent. Les locations de terres publiques se multiplient. L'opposition s'inquiète et accuse le gouvernement de n'agir ainsi que pour boucler son budget. Le gouvernement libéral se défend à coups de statistiques prouvant que les conservateurs ont mis sous licence un territoire beaucoup plus vaste que ne

l'ont fait les libéraux. Et ces derniers se targuent d'avoir augmenté le prix de vente du mille carré: de 14,28\$ qu'il était en 1892, il est passé à 111\$ en 1902, preuve que le gouvernement conservateur troquait notre patrimoine pour un plat de lentilles. Le gouvernement libéral vend moins mais plus cher. De plus, la cession de terres publiques est le meilleur moyen de protéger les forêts contre le feu puisque le détenteur de permis a des obligations à ce sujet.

Même si les mines ne connaissent pas une exploitation aussi effrénée que l'hydroélectricité et le bois, le gouvernement juge bon de modifier sa loi les concernant. A la séance du 22 mars 1901, Adélar Turgeon explique la teneur du projet de loi 18. Jusque-là, les lois de 1880 et de 1892 obligeaient le détenteur d'un permis de prospection qui découvrait un gisement minier sur la terre d'un particulier à offrir au propriétaire d'exploiter lui-même le gisement. Si celui-ci se désistait, le prospecteur avait alors les coudées franches moyennant certaines conditions. Par l'amendement de 1901, l'obligation tombe de faire cette offre prioritaire au propriétaire du bien-fonds. Ce qui subsiste de l'ancienne législation, c'est le devoir pour le prospecteur d'obtenir le consentement à l'amiable du propriétaire avant d'exploiter sa découverte. S'il essuie un refus, il peut entreprendre des mesures d'expropriation. Autrement dit, les personnes privées sont exclues de l'exploitation minière. Le ministre ne cache pas que l'intention du gouvernement est de favoriser le développement sérieux des mines en libérant l'explorateur de toute entrave. L'opposition trouve cet amendement beaucoup trop radical. Cependant, la discussion s'évanouit rapidement.

Ce bradage de nos ressources naturelles, du bois en particulier, ne laisse pas l'opposition indifférente. Outre les objections déjà mentionnées, elle soulève le danger d'aliénation auquel est exposé le domaine national. Elle reprend à son compte des paroles que Lomer Gouin aurait prononcées lors d'un banquet offert en son honneur: nos ressources sont des biens que nous gérons pour nos enfants et les vendre sans considération serait en quelque sorte les spolier de leur héritage. Se faisant l'écho d'un certain nationalisme économique, M. Flynn se plaint de l'invasion du Québec par les capitaux étrangers. Les Américains contrôlent tout: pouvoirs d'eau, limites à bois, industries. Il les accuse de piller ni plus ni moins nos ressources naturelles. Il demande au gouvernement d'arrêter de mettre le territoire à l'enchère mais suggère d'attendre que les concessions forestières aient pris plus de valeur avant de les vendre en masse. A côté de ce drôle d'argument il avance pourtant que "du train dont on pousse les affaires, la province s'éveillera pour constater qu'elle appartient à l'Oncle Sam". Il conclut qu'un peuple qui veut maintenir sa nationalité doit rester maître du sol.

Constructive, l'opposition propose un remède, du moins en ce qui a trait à la pulpe: l'imposition d'un droit d'exportation élevé sur le bois afin que la matière première soit manufacturée au pays. Elle rappelle que, sous le gouvernement Marchand, un droit de 1,90\$ avait été imposé, assorti d'une remise de 1,50\$ lorsque le bois était transformé au Québec; cependant, le nouveau premier ministre a réduit ce droit d'exportation à 0,65\$ pour une période de dix ans. L'opposition mentionne que cette politique a déjà été adoptée par la province d'Ontario. J.-A. Chicoyne soutient qu'au lieu de céder si libéralement des concessions forestières, on aurait dû inviter les capitalistes étrangers à venir fabriquer la pulpe chez nous. Grâce à cette politique, "nos ouvriers auraient vécu en messieurs comme les ouvriers américains" puisque nous aurions vu l'implantation d'usines nombreuses et florissantes. P.-E. LeBlanc tient un discours semblable. Il rappelle que 50% de notre bois de pulpe alimentent les industries américaines; il laisse entrevoir ainsi que le Québec tient le bon bout de la corde dans d'éventuelles négociations.

Le cabinet Parent a réponse à tout. Le premier ministre proclame qu'il ne faut pas laisser dormir ces immenses richesses et pour cela il est nécessaire de ne pas soumettre les capitalistes à "des contributions trop onéreuses pour le maintien de l'administration". Loin de vouloir fermer le robinet des capitaux américains, il invite les capitalistes à investir davantage. Pour lui, les fonds américains sont indispensables au développement de nos richesses nationales. Il chante les vertus de ces investissements en signalant les travaux gigantesques et le développement inespéré de ressources jusque-là inexploitées et ce, grâce aux millions placés dans nos industries par les étrangers.

Concernant le pillage des forêts par les Américains, Parent rétorque que les cordes de bois exportées aux Etats-Unis ne représentent qu'une infime partie de nos ressources forestières et, qu'à ce rythme, il faudrait 4000 ans pour les épuiser. Il ajoute qu'à peine 1/6 du territoire boisé en exploitation est utilisé par les Américains. Le premier ministre se défend bien d'aliéner le domaine public puisque la vente des limites à bois n'est pas une aliénation mais une espèce d'affermage, un privilège de couper du bois dans un territoire déterminé pour lequel le bénéficiaire paie \$3.00 le mille carré. Ce que le gouvernement vend, c'est la récolte de bois et non le fonds de terre dont il demeure propriétaire. De plus, le détenteur d'un permis d'exploitation est exposé à le voir annulé s'il enfreint les règlements du département des Terres de la couronne. D'autre part, Lomer Gouin considère comme un grand mérite de l'administration libérale d'avoir rendu productifs des pouvoirs d'eau autrefois stériles.

L'industrialisation est même envisagée comme un facteur de paix sociale. Le premier ministre ne déclare-t-il pas en 1901 que plus nous attirerons capitaux étrangers et industries nouvelles, plus la paix sociale régnera entre toutes les races de notre communauté? Deux ans plus tard, le député Smith affirme que le gouvernement poursuit une oeuvre patriotique en vendant des pouvoirs hydrauliques dont l'utilisation par l'industrie fournit du travail à un grand nombre de nos citoyens et les engage à rester au pays au lieu de s'expatrier. C'est ainsi, dit-il, que le développement des ressources naturelles de la province contribue à la grande oeuvre du rapatriement. Le premier ministre poursuit dans la même veine lorsqu'il signale les bienfaits de l'industrie forestière sur la colonisation. Celle-ci progresse surtout à proximité des chantiers qui constituent un marché pour tout ce que les colons peuvent produire. Il renchérit sur le sujet en affirmant qu'il s'est fait plus de véritable colonisation durant ces dernières années que jamais auparavant, c'est-à-dire depuis l'implantation de l'industrie de la pulpe dans les zones forestières.

Enfin, le gouvernement rejette la suggestion de taxer fortement le bois exporté comme c'était le cas sous le ministère Marchand. Tout d'abord, les détenteurs de permis se trouveraient désavantagés par rapport aux propriétaires de lots puisqu'il est impossible de prélever des droits sur le bois que coupent les colons pour construire leurs bâtiments. De plus, la vente des concessions diminuerait car les capitalistes ne sont pas tous prêts actuellement à fabriquer de la pulpe dans cette province. Si le tarif était demeuré à 1.90\$, les Américains auraient pu s'approvisionner chez les propriétaires de lots patentés et de seigneuries ainsi qu'au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Ecosse et en Ontario à des prix moindres. Enfin, le premier ministre brandit la menace de représailles de la part des Américains. En 1904, Adélard Turgeon revient à la charge et craint qu'une telle mesure ne tue notre industrie naissante du papier qui a essentiellement besoin d'un marché extérieur comme ce fut le cas pour l'industrie cotonnière américaine à ses débuts. Le député de L'Islet, J.-É. Caron, prétend que les Etats-Unis pourraient riposter en imposant par exemple un droit élevé sur nos importations de charbon américain, denrée indispensable au Québec vu la rigueur de son climat.

Le gouvernement libéral a donc adopté la politique du "laissez-faire". Les capitaux anglo-américains affluent et le Parlement encourage ce mouvement: l'octroi de subsides et d'exemptions de taxes à certaines compagnies n'en est qu'un exemple. Le manque de revenus explique ce libéralisme à outrance. D'ailleurs, Adélard Turgeon pose nettement le dilemme à la session de 1904: "Le pays a à choisir entre la taxe directe et la loi actuelle (loi de la colonisation) quelque peu modifiée. Car, en fin de compte, la province n'a pas d'autres revenus. Si l'on ne profite pas des terres et des limites à bois, comment pourra-t-on alors trouver l'argent nécessaire à l'éducation, à l'agriculture, à la colonisation?"

## 2. Colonisation

La dixième législature modifiera profondément la loi sur les terres publiques, ce qui aura des répercussions sur la colonisation. Ce changement est également relié à la nouvelle orientation économique du Québec. Bien entendu, l'élite traditionnelle persiste à défendre la colonisation dans sa perspective agro-forestière et l'Eglise fonde toujours des sociétés diocésaines de colonisation. Et si le gouvernement partage en apparence le même discours idéologique, son attitude est en réalité tout autre. En effet, le développement industriel étant sa nouvelle priorité, son apport à la colonisation se confine surtout dans l'ouverture de chemins. Et là encore, cette politique favorise également la pénétration des industries à l'intérieur des zones forestières et autour des pouvoirs hydrauliques. La fusion des départements de la Colonisation et des Travaux publics en 1901 donne une première entorse à ce qu'on qualifiait à l'époque de "grande oeuvre nationale".

Le gouvernement justifie cette réforme administrative au nom de l'efficacité. Le premier ministre rétorque qu'un ministère distinct n'était plus nécessaire du moment que les fonctions de l'ancien département de la Colonisation ne se limitaient plus qu'aux dépenses de ponts et de chemins: il était donc tout naturel de le rattacher aux Travaux publics. L'opposition réagit comme il se doit. E. J. Flynn ne comprend pas comment le gouvernement puisse en même temps qualifier la colonisation d'oeuvre nationale et supprimer le ministère qui la dirige. Il rappelle que la création de ce département fut son oeuvre au moment où les conservateurs détenaient le pouvoir.

A la session de 1902, le discours du trône prévoit la création d'une commission d'enquête chargée d'étudier l'état de la colonisation dans la province. L'opposition qualifie ce projet de mesure dilatoire parce qu'il retarde la présentation de politiques appropriées devant la Chambre. Le 17 mars de la même année, le gouvernement dépose les résolutions créant la Commission de la colonisation dont la mission est d'étudier la situation de cette activité et de proposer les remèdes adéquats.

Le premier ministre en profite pour parler des abus constatés dans la vente des terres

publiques. Entre autres, des individus achètent des lots dans le but de spéculer et de vendre à des marchands "interlopes" le bois qu'ils y trouvent. Ils accaparent de bonnes terres qu'ils revendent à prix élevés aux vrais colons. Par contre, certains défricheurs s'installent en des endroits peu favorables à l'agriculture; on agrandit alors démesurément les lots prétextant la médiocrité du sol. Cependant, Parent minimise les difficultés entre colons et marchands de bois. Selon lui, certaines critiques amplifient le problème. Pour le résoudre, il suggère de classer les terres de la couronne en terres à bois et en terres à culture.

L'opposition doute qu'on obtienne des solutions miraculeuses. Selon Louis-Philippe Pelletier, chaque député connaît les besoins de son comté et c'est à lui et non à trois commissaires irresponsables devant la Chambre que l'on doit confier la tâche de proposer des remèdes. Pour l'opposition, le gouvernement a recours à ce moyen pour gagner du temps afin de n'être pas assailli de demandes qu'il ne peut satisfaire.

Cette commission subit quelques avatars. Composée tout d'abord de Mgr Laflamme, du juge Bourgeois et de G. W. Stephens, elle se modifie en cours de route suite à des décès ou des démissions. Ce sont le chanoine Thivierge, le sénateur Legris et le juge Brodie qui remettront un rapport. Le dépôt de ce dernier est promis dans le discours du trône de 1904. Il se fait attendre et la gauche s'impatiente. Un incident vient échauffer les esprits: un ancien commissaire, G. W. Stephens, a rédigé un rapport dissident. Louis-Philippe Pelletier en a obtenu une copie et demande la permission de la déposer en Chambre. Le gouvernement refuse en invoquant une question de règlement. Pelletier dit comprendre les réticences du ministre Parent puisque le rapport de Stephens, un libéral pourtant, ne se montre pas tendre pour lui. Enfin, le véritable rapport et ses nombreuses pièces annexes sont déposées. Le premier ministre et ministre des Terres présente le projet de loi 9 qui en est l'aboutissement. Il provoquera le débat le plus nourri de cette fin de législature.

Les points forts de cette loi sont les suivants: nomination d'inspecteurs des "agences des terres et des bois", modification de l'octroi de terres en vertu de la "loi des douze enfants" et classification des terres en deux catégories. Les inspecteurs nommés en vertu de la nouvelle loi devront visiter les agences deux fois l'an au moins et à chaque fois que le ministre l'ordonnera. C'était une première tentative sérieuse de contrôler l'application de la loi. Le gouvernement veut par ce biais contrer les spéculateurs, ceux qu'on appelle les "colons de mauvaise foi". Quant aux parents de douze enfants vivants qui en vertu de la loi de 1890 avaient droit à une terre gratuite mais n'avaient pas encore fixé leur choix, ils pourront désormais ou obtenir cent acres de terre gratuits ou se choisir un lot dans un territoire déjà octroyé pour la coupe du bois. Dans ce dernier cas, le lot ne pourra être exploité pour des fins agricoles pendant quinze ans; alors, en dédommagement, le détenteur du permis de coupe remettra une prime de 50\$ au colon. Enfin, toutes les terres de la couronne seront classées en terres propres à la culture et en terres d'exploitation forestière. Une fois cette classification accomplie, aucune vente ne pourra être faite pour fins de colonisation hors des terres jugées cultivables.

L'approche d'élections générales galvanise une opposition minime. Elle tâte de l'obstruction: discours fleuves et fournée d'amendements et de sous-amendements à la loi elle-même ou encore aux motions de formation en comité des subsides. L'opposition n'est pas enthousiasmée par la nomination d'inspecteurs, mesure qu'elle juge bien insuffisante et elle accuse le gouvernement de n'avoir rien fait pour régler les querelles entre colons et marchands de bois. Le versement d'un dédommagement de 50\$ au colon qui détient un lot dans un territoire sous licence ne l'enchant pas non plus. Selon elle, c'est exposer le colon à l'appât du gain et le détacher de son bien. Si les bénéficiaires de cette loi ont pris tant de temps à accéder à leur lot, ce n'est pas par mauvaise volonté, clame l'opposition, mais parce que le gouvernement leur en avait rendu l'accès difficile. Louis-Philippe Pelletier soutient qu'en modifiant la "loi des douze enfants", on trahit l'idée d'Honoré Mercier qui souhaitait que les familles nombreuses se constituent ainsi un patrimoine. En empêchant toute culture sur ces lots pendant quinze ans, on fermera de vastes territoires à la colonisation et on entravera ainsi cette grande oeuvre nationale. Deux députés ministériels, J.-É. Caron de L'Islet et C.-B. Major d'Ottawa, se joignent à la gauche pour dénoncer la prime de 50\$ et la classification des terres. On ne fait rien pour protéger le colon contre sa propre faiblesse. L'opposition s'en prend également à l'annulation automatique des privilèges du colon qui n'aura pas rempli ses obligations. Jusque-là, affirme-t-elle, la loi cherchait à favoriser le colon le plus possible et différerait les sanctions de ce genre. Aujourd'hui, le gouvernement s'en lave les mains. S'attardant ensuite à la catégorisation des terres de la couronne, l'opposition reproche au gouvernement de ne pas spécifier dans la loi comment elle se fera et qui la fera. J.-A. Chicoyne pour sa part avance que cette classification sera plus profitable aux marchands de bois qu'aux colons. Il prévoit des difficultés selon que les lots se trouvent dans des cantons inhabités ou déjà colonisés.

L'opposition accuse la commission de sollicitude envers les marchands de bois. Elle reprend son leitmotiv voulant que le gouvernement se soit délesté de ses responsabilités entre les mains d'un corps intermédiaire; ce dernier blâme tout le monde sauf le vrai coupable, en

l'occurrence le gouvernement. Les libéraux, disent encore les conservateurs, ne parlent que de colons de mauvaise foi et se montrent condescendants envers les marchands de bois. Louis-Philippe Pelletier en particulier s'acharne contre les membres de la seconde commission à qui il reconnaît une compétence en tout, sauf dans le domaine de la colonisation. La gauche soutient que la loi jusque-là en vigueur était bonne et aurait suffi à régler les problèmes si elle avait été bien appliquée. Enfin, Louis-Philippe Pelletier accuse l'étude dont fait partie le premier ministre de se préparer à profiter des retombées de la nouvelle loi.

L'opposition souligne à l'envi les conflits d'intérêts dénoncés par la commission elle-même. Cette dernière accuse Alfred Girard, député de Rouville, et C.-B. Major, député d'Ottawa, d'avoir favorisé la spéculation. Ils s'en défendent vigoureusement; le gouvernement lui-même les dédouanera en vantant leur intérêt réel envers la colonisation.

Adélard Turgeon plaide la cause du gouvernement. La commission, dit le ministre, condamne les colons de mauvaise foi qui ne sont que des spéculateurs et qui abandonnent leur terre après l'avoir dépouillée de tout son bois. Il soutient la politique du département des Terres dont la commission a vanté la saine administration. Il approuve les pouvoirs plus étendus accordés aux agents des terres lesquelles seront soumises à une inspection plus rigoureuse. Il raille le député de Dorchester, L.-P. Pelletier, qui défend la politique de feu Honoré Mercier en lui rappelant ses trahisons passées. Le ministre termine sur une note optimiste: la commission a démontré la valeur énorme de notre domaine national et a prouvé que le Québec était moins démuné qu'on ne le disait par rapport aux autres provinces.

Cette loi qui n'a pas fini de faire couler beaucoup d'encre sera finalement adoptée le 31 mai après avoir subi de légères modifications.

### 3. Agriculture

Le gouvernement, à chaque ouverture de session, vante la prospérité de l'agriculture. Cependant, son oeuvre y est réduite si on la compare au soin qu'il accorde à l'industrie. Les subventions qu'il continue à accorder aux cercles agricoles sont de peu d'importance.

1901 voit la refonte de la loi de l'hygiène publique dont une sous-section de l'article 9 se rapporte à l'industrie laitière afin d'en améliorer la qualité des produits et de les rendre concurrentiels sur les marchés étrangers. On se plaignait à l'époque de l'état déplorable d'un bon nombre de beureries et de fromageries. Cette loi règlemente également l'inspection des marchés. "A l'avenir, déclare le ministre Turgeon, espérons-le, le lait que nous boirons sera pur, la viande que nous mangerons sera saine, le poisson frais, les oeufs immaculés".

Le 25 mars de la même année, Charles Langelier ramène de nouveau à la Chambre une résolution demandant au gouvernement d'implanter des abattoirs et des entrepôts frigorifiques dans la province. Il souligne que les jeunes s'éloignent de l'agriculture parce qu'elle n'est pas assez rémunératrice. Il faut créer des marchés et l'établissement d'abattoirs serait un excellent moyen d'augmenter le prix de la viande et d'encourager les cultivateurs à se livrer à l'élevage. L'Angleterre et les Etats-Unis seraient nos premiers clients. Il se dit appuyé par la Chambre de commerce de Québec et par le haut clergé de Québec, de Rimouski et de Chicoutimi.

Son collègue, Némèse Garneau, est d'accord avec lui en principe. Cependant, il s'oppose à l'adoption de la résolution dont les conséquences pourraient compromettre l'industrie laitière. Il propose un sous-amendement stipulant que la Chambre, tout en souhaitant l'établissement d'abattoirs, a confiance que le gouvernement étudiera la question avec soin et prendra en temps et lieu les mesures qui s'imposeront. Le ministre Dechène accepte cet amendement avec plaisir. Le moment n'est pas venu, explique-t-il, de se lancer dans de telles dépenses. De plus, l'établissement d'abattoirs subventionnés par le gouvernement offrirait une concurrence déloyale aux abattoirs privés et risquerait de faire péricliter l'industrie laitière pour laquelle on a tant consenti de sacrifices il y a vingt-cinq ans. Quant au chef de l'opposition, il relève les contradictions du gouvernement qui a déclaré dans le discours du trône que l'industrie laitière avait atteint son apogée et qui annonce maintenant qu'il reste trop à faire dans ce domaine pour songer à encourager l'établissement d'abattoirs. Il espère que le gouvernement se penchera sérieusement sur le problème; quant à lui, il est plutôt sympathique aux résolutions Langelier. L'amendement Garneau est accepté, ce qui met fin à la discussion.

L'agriculture soulève donc peu de débats d'envergure. De toute façon, le ministre Dechène résume fort bien les nouvelles orientations économiques de son gouvernement: "Tout l'argent qu'on veut mettre au service des intérêts des cultivateurs doit aller à l'industrie que nous avons établie à grands frais, pécuniaires et autres, et qui fonctionne si bien maintenant".

## Monde ouvrier et question sociale

Dans le langage courant du début du XXe siècle, les problèmes ouvriers constituent la question sociale. Les conflits de travail se multiplient au Québec. L'un d'eux allait cependant hâter l'action du gouvernement québécois en matière de législation ouvrière.

### 1. Conseils de conciliation et d'arbitrage

Durant la session de 1901, le ministre Gouin présente le projet de loi 3 prévoyant l'institution de conseils de conciliation et d'arbitrage. Le conflit le plus marquant est celui qui paralyse l'industrie de la chaussure à Québec à la fin de l'année 1900. Les manufacturiers formés récemment en association trouvent les demandes des syndicats de la chaussure exagérées et décrètent un lock-out à la fin du mois d'octobre. Ils seraient prêts à rouvrir leurs usines à la condition que chaque ouvrier s'engage par contrat à n'adhérer à aucune association ouvrière. Après un net refus des salariés, le conflit s'éternise. Le 21 novembre, l'éditorialiste de l'Événement suggère aux deux parties de s'en remettre à l'arbitrage de Mgr Bégin, archevêque de Québec. Celui-ci accepte pourvu que les patrons ouvrent leurs fabriques et que les ouvriers suspendent leurs réunions pendant quinze jours. Le 10 décembre, le travail reprend et c'est le 10 janvier 1901 que l'archevêque rend sa sentence. Il reconnaît aux ouvriers le droit naturel de s'associer et propose la formation de comités de réclamation et de conciliation ainsi que d'un tribunal d'arbitrage.

Le gouvernement fédéral avait déjà passé une loi semblable l'année précédente et le gouvernement ontarien avait suivi. Fort de ces deux précédents et inspiré par la sentence Bégin, le gouvernement de Québec élabore sa loi. Contrairement à l'archevêque qui proposait la constitution de deux comités composés de trois membres chacun, l'un de réclamation choisi par les ouvriers et l'autre de conciliation émanant des manufacturiers, le gouvernement se rabat sur un conseil de conciliation de quatre membres, les parties en nommant chacune deux. La loi retient également l'implantation d'un conseil d'arbitrage comptant trois membres: les deux premiers sont nommés sur la recommandation des deux parties par le lieutenant-gouverneur en conseil. Quant au troisième, il appartient à ces deux membres de suggérer un nom au lieutenant-gouverneur en conseil et en cas de mésentente le lieutenant-gouverneur en conseil choisira lui-même. Là encore, la loi passe outre à la sentence de l'archevêque de Québec qui se proposait lui-même ainsi qu'un juge de la Cour supérieure comme arbitres.

L'opposition se montre sceptique comme toujours quant aux retombées de la loi: là où de telles mesures sont déjà implantées, les conflits ouvriers n'ont pas diminué. En 1903, elle sera modifiée en permettant au greffier du Conseil d'arbitrage de visiter les lieux où il y a menace de grève ou de lock-out pour tâcher de réconcilier les deux parties. Cette loi est à marquer d'une pierre blanche puisque ce fut sans doute la première loi ouvrière importante après celle des manufactures de 1885, laquelle pourvoyait à la protection de la vie et de la santé des travailleurs.

Cette législation ne fonctionne pas toujours au goût de l'opposition. Ainsi, en 1904, Louis-Philippe Pelletier insinue que le gouvernement ne respecte pas souvent le choix des ouvriers quand il s'agit de nommer leur représentant au Conseil d'arbitrage. A en croire le député de Dorchester, "le gouvernement ignore toujours les représentations des ouvriers". Lomer Gouin répond que la loi n'oblige pas le gouvernement à s'en tenir strictement au candidat des travailleurs mais qu'il doit "nommer le plus compétent et le plus apte à rendre service aux ouvriers et au public". Pelletier rétorque que, si le gouvernement refuse un premier choix des ouvriers, il devrait "leur en faire faire un second". J.-A. Chicoyne, pour sa part, ne doute pas de la bonne foi du gouvernement mais "suggère qu'on laisse les ouvriers un peu plus maîtres de leurs intérêts". Il demande qu'on respecte leur choix afin d'instaurer un climat de confiance. Il favorise une plus grande somme de libertés aux travailleurs "pourvu qu'elle n'aille pas contre les lois de l'Eglise".

### 2. Loi Lacombe

Une kyrielle de projets de lois visant à améliorer la condition des ouvriers est présentée lors de la session de 1903. La plus célèbre est sans doute la fameuse "loi Lacombe" sur la saisie des salaires. En 1898 et en 1900, Georges-Albini Lacombe avait présenté un projet semblable mais il avait été refusé par le Conseil législatif. Cet amendement au code de procédure civile veut, d'une part, rendre insaisissables les salaires au-dessous de 10\$ par semaine, sauf dans les cas de loyer, et d'autre part, permettre au débiteur d'éviter la saisie-arrêt en déposant entre les mains du greffier de la cour une partie de son salaire tout en avertissant ses créanciers. Le greffier répartira alors l'argent au prorata des créances. Le député Lacombe défend son bill en invoquant le fait que, lorsqu'une saisie-arrêt est prise



contre un ouvrier, celui-ci est congédié s'il n'obtient pas mainlevée car ils sont rares les patrons qui consentent à se plier aux exigences de la loi en pareil cas.

Certains députés, comme Pelletier et Taschereau, s'opposent à ce bill prétextant qu'on enlève à l'ouvrier la seule garantie qu'il puisse offrir à son fournisseur. Il lui sera donc plus difficile d'obtenir du crédit. Le député de Montmagny, Ernest Roy, y fait obstacle parce que, dit-il, ceux qui se plaignent ne sont souvent ni des hommes honnêtes ni des ouvriers, mais des gens qui travaillent de temps à autre et qui, lorsqu'ils ont de l'argent, refusent de payer leurs dettes. Finalement, le projet de loi est accepté mais la part insaisissable reste de 4/5 pour tout salaire n'excédant pas 3\$ par jour, 3/4 pour les salaires de 3\$ à 6\$ et 2/3 pour les salaires dépassant 6\$.

### 3. Amendement à la loi sur les établissements industriels

Lomer Gouin en amendant la loi des établissements industriels fait passer de 12 à 13 ans l'âge minimum des enfants pouvant travailler en usine. M. Lacombe soumet un amendement à la loi des manufactures pour obliger les propriétaires de ces établissements à mettre un signal d'alarme sur les chaudières et à prendre les précautions et les moyens indiqués par les inspecteurs des manufactures pour protéger les travailleurs contre les accidents.

### 4. Report d'une loi sur les accidents du travail

Le discours du trône en 1904 annonce une "mesure se rapportant aux accidents du travail". Mais, dès le lendemain, le ministre Turgeon se reprend: il ne s'agira pour la présente session que d'une étude préliminaire car, dit-il, "une telle loi modifiera peut-être profondément notre code civil et la jurisprudence au sujet des responsabilités". Louis-Philippe Pelletier espère que la future loi sera équitable pour toutes les classes de la société" ce qui est le meilleur moyen d'assurer la concorde entre le capital et le travail". Cela n'empêche pas le conservateur Chicoyne, d'esprit assez indépendant, de déplorer l'absence d'une telle législation et de dénoncer la négligence dont on fait preuve envers la santé des travailleurs. Le manque de hardiesse du gouvernement s'explique sans doute par le souci de ne pas embarrasser les grands entrepreneurs dont les capitaux étaient indispensables à l'essor de la jeune économie québécoise.

Pour assurer leur bien-être, les ouvriers ne peuvent compter à l'époque que sur des oeuvres à caractère social comme la Saint-Vincent-de-Paul et les sociétés de secours mutuels. Ainsi, en 1904, la Société de secours mutuels de la compagnie de tramways de Montréal demande une charte en vertu de laquelle, moyennant contributions de la part de l'employeur et des employés, elle assurerait des moyens de subsistance à ses membres rendus invalides par la maladie ou des blessures corporelles, fournissait des allocations à la veuve ou aux enfants d'un membre décédé et versait une pension aux travailleurs âgés. L'intervention gouvernementale directe viendra bien plus tard.

À la fin de la législature, Lomer Gouin se montre satisfait de l'oeuvre du gouvernement à l'égard de la classe ouvrière: le bureau des inspecteurs de manufactures serait le mieux organisé d'Amérique; le tribunal d'arbitrage fonctionne bien; les membres des sociétés de secours mutuels sont protégés; des écoles techniques, d'arts et métiers surgissent et permettent aux travailleurs de parfaire leurs connaissances.

Ces premières législations ouvrières témoignent d'un ajustement progressif du Parlement québécois à la nouvelle réalité socio-économique du pays. Cependant, la condition de la classe ouvrière s'améliore lentement; les lois la régissant s'avèrent souvent inopérantes.

### Les autres débats intéressants

Outre les grandes questions à l'ordre du jour dont nous venons de traiter les législateurs abordèrent d'autres problèmes. Nous les passerons en revue rapidement:

#### 1. Education

Les grandes querelles sur l'éducation semblent enterrées depuis l'abandon par le gouvernement du projet d'un ministère de l'Instruction publique. L'annonce dans le discours du trône de 1901 que le gouvernement a publié un manuel scolaire, Mon Premier Livre, aurait pu faire tourner les discussions au vinaigre. En effet, l'Eglise considérait l'uniformité et la distribution gratuite des livres scolaires comme le premier pas vers l'instruction laïque et obligatoire. Sortant des presses à la fin du régime Marchand, il suscite le mécontentement du comité catholique mais, avant de mourir, le premier ministre avait sauvé la situation en assurant le comité que le manuel publié par l'Etat ne serait pas imposé et que seules les

commissions scolaires qui en feraient la demande l'obtiendraient. En 1901, tout ce qui inquiète l'opposition, c'est que le gouvernement consacre ainsi des deniers publics à subventionner les riches comme les pauvres; on devrait appliquer ces sommes à une réforme scolaire en profondeur que le gouvernement promet toujours mais ne réalise jamais.

A cette époque, l'un des modes de financement de l'instruction était la perception obligatoire par les commissions scolaires d'une contribution mensuelle que devaient payer les parents ou les responsables d'enfants âgés de 7 à 14 ans en état de fréquenter l'école. Au cours de la session de 1901, Louis-Jules Allard, député de Yamaska voudrait laisser chaque commission scolaire libre d'imposer ou non cette "rétribution" (1) selon les besoins de son milieu. Pour financer l'éducation, il opterait plutôt pour la taxe sur la propriété foncière qui lui semble le moyen le plus juste de répartir les contributions. Le député en profite pour décocher quelques flèches au Conseil de l'instruction publique qui, selon lui, exerce une trop grande influence sur le gouvernement et usurpe ainsi des privilèges qui n'appartiennent qu'à la Chambre. Adélard Turgeon se hâte de réfuter les prétentions de son collègue en proclamant que les municipalités perçoivent mieux la rétribution obligatoire qu'il ne le prétend; enfin, il rétorque que, pour être étroits, les rapports entre la Chambre et le Conseil de l'instruction publique n'amointrissent aucunement les prérogatives du Parlement.

Toujours en 1901, Tancrède Boucher de Grosbois ramène devant la Chambre un projet de loi qu'il avait déposé en vain en 1899 et qui voulait instaurer la fréquentation scolaire obligatoire. Tout enfant âgé de 8 à 13 ans devait obligatoirement fréquenter l'école au moins treize semaines par année. Le parrain reprend intégralement les arguments dont il avait étoffé son plaidoyer deux ans plus tôt. Chez les opposants, la réplique est réduite; d'une douzaine d'intervenants que l'on dénombrait en 1899, on n'en retrouve plus que quatre en 1901. Adélard Turgeon repousse une fois de plus le projet au nom du gouvernement. Là encore, les arguments contre la loi n'ont pas beaucoup varié depuis le précédent Parlement. Il s'oppose à une législation coercitive au moment où, selon lui, la fréquentation scolaire s'améliore d'année en année. Il invoque comme motivation de l'indulgence du cabinet les longues distances et la rigueur du climat. Enfin, il conclut qu'il est préférable de perfectionner la qualité du corps enseignant et l'hygiène scolaire avant d'adopter une telle mesure. L'opposition raille: combien est prudente aujourd'hui l'attitude des libéraux dans le domaine de l'instruction'. Enfin, ils ont fait leurs principes conservateurs!

## 2. Incinération

Le Parlement accorde à la Compagnie protestante du cimetière du Mont-Royal le droit de se servir d'un four crématoire. Le 12 mars 1901, cette question est débattue à la Chambre. Certains députés s'y opposent pour des motifs religieux, rejoignant en cela la position officielle des Eglises sur le sujet. D'autres soulèvent des difficultés sur le plan judiciaire: comment, par exemple, pratiquer une autopsie en cas de crime si le feu vient détruire toute preuve du délit? Turgeon défend l'adoption de ce bill au nom de la liberté de conscience et de culte. Il ne s'agit pas ici, précise-t-il, d'imposer l'incinération à tous mais d'accorder ce droit à une secte protestante qui tolère une telle disposition des cadavres. Le Conseil législatif, plus conservateur pourtant que l'Assemblée, est pris par surprise et entérine le projet de justesse. C'est hors de la Chambre que les réactions sont les plus vives. Jules-Paul Tardivel fulmine contre le gouvernement et donne le ton aux autres journaux d'opposition. Monseigneur Bruchési quant à lui en a contre la liberté individuelle invoquée par Turgeon et la proclame mère du communisme, du socialisme et de l'anarchie.

## 3. Sociétés coopératives

Jérôme-Adolphe Chicoyne, député de Wolfe, propose une fois de plus un projet de loi concernant les sociétés coopératives. A la différence du projet qu'il avait déposé l'année précédente, celui-ci ajoute la notion de responsabilité limitée. Encore une fois, la loi est repoussée. Adélard Turgeon justifie ce geste en arguant que le mouvement coopératif est beaucoup trop jeune chez nous pour que le Parlement intervienne et que la législation dans le domaine bancaire relève du pouvoir fédéral. Le ministre mentionne bien l'ouverture d'une "banque populaire" à Lévis le 21 janvier 1901 et en félicite l'initiateur, Alphonse Desjardins. Il préfère cependant que cette nouvelle institution fasse ses preuves; il sera alors amplement le temps de légiférer.

## 4. Loi électorale

En 1903, le premier ministre décide de procéder à une réforme de la loi électorale du

Québec afin d'assurer une meilleure coordination entre les lois provinciale et fédérale. La nouvelle loi est fondée en partie sur l'ancien "acte électoral de Québec" et surtout sur la législation fédérale de 1900. Les principaux points de la réforme ont trait à la qualification des candidats et des électeurs, à la préparation des listes électorales, aux dépenses électorales et aux manœuvres corruptrices en temps d'élection.

Nombre de députés suggèrent des changements au droit de vote. M. Prévost souhaite que le cens électoral ne soit pas seulement basé sur la propriété mais aussi sur l'intelligence. Il veut établir le vote obligatoire et le vote additionnel, c'est-à-dire qu'un homme fortuné devrait avoir le droit de voter deux ou trois fois. A l'instar de Prévost, J.-A. Chicoyne croit que le suffrage devrait tendre plutôt vers le sens de la richesse. Par contre, P.-H. Roy propose le système "un homme, un vote", tandis que Flynn suggère de donner le droit de vote aux femmes qui sont majeures et propriétaires.

Toutefois, le gouvernement ne donnera pas suite à ces suggestions puisque le suffrage demeure censitaire comme dans la loi précédente. Règle générale, pour obtenir le droit de vote, il faut posséder des biens-fonds ou gagner des revenus annuels d'une valeur d'au moins 300\$.

Les députés se penchent également sur la plaie de la corruption électorale qu'ils tentent de cautériser. Selon certains, l'éducation politique du peuple et le vote obligatoire suffiraient à diminuer la vénalité des électeurs. D'autres suggèrent des moyens plus coercitifs comme la "défranchisation" des votants récalcitrants pour une période de cinq ans et des peines encore plus sévères telles les amendes de 500\$, l'emprisonnement et la privation de droits politiques pendant sept ans. Au lieu d'augmenter les peines infligées aux personnes coupables en vertu de la loi électorale, le gouvernement décide de les réduire par rapport à la loi de 1895. Le gel des dépenses électorales est aussi aboli.

Les lois électorales subiront de légères modifications entre 1901 et 1904 surtout en ce qui regarde les contestations d'élection dont on raccourcit le délai des procédures; il ne serait pas gratuit d'affirmer ici que le gouvernement a en tête de protéger ceux de ses candidats dont les majorités fragiles sont menacées par un recensement judiciaire. Enfin, Louis-Philippe Pelletier proposera en 1903 et en 1904 que la date des élections partielles soit fixée par la loi dans un certain délai à compter de la date à laquelle une vacance se produit. Le gouvernement refuse à chaque fois.

## CONCLUSION

Cette législature aux commencements sans histoire se terminera dans une atmosphère plus combative. En effet, l'opposition conservatrice qui manquait nettement de mordant en 1901 se ranime en 1904 dans la perspective d'élections générales prochaines.

Le Parlement reflète fidèlement la mutation socio-économique du Québec au début du XXe siècle. Une politique de soutien à l'industrie et au développement des richesses naturelles se substitue peu à peu aux subventions accordées aux chemins de fer et à la colonisation. Quant à cette dernière, fondée d'abord sur l'agriculture puis ensuite sur les activités agro-forestières, elle verra son caractère à nouveau modifié par la poussée industrielle du Québec: les zones de colonisation accueilleront souvent des industries qui y trouvent matières premières et sources d'énergie abondantes et les colons constitueront un bon réservoir de main-d'oeuvre.

L'industrialisation rapide du Québec, on l'a vu, inquiète une portion de l'opinion. Tout d'abord, l'opposition officielle dénonce la vente effrénée du bois de pulpe et des pouvoirs hydro-électriques. Cependant, on peut se demander quelle aurait été l'attitude des conservateurs s'ils avaient détenu le pouvoir en ces années cruciales; leur nationalisme économique n'était peut-être que circonstanciel. En effet, le programme des deux grands partis différerait-il sur le fond? L'attitude nationaliste de Chicoyne ou de St-Pierre par exemple relève sans doute plus de convictions personnelles que d'une orientation franche de leur parti dans cette voie.

Hors de l'enceinte de l'Assemblée, les forces nationalistes désapprouvent la politique de Parent. Omer Héroux affirme que "la législature est simplement devenue le champ clos où se heurtent les grandes forces financières" (2). La Presse, quant à elle, parle de "soumission coupable de la majorité aux trusts de l'électricité" (3).

Cependant, tous ces inquiets prêchent dans le désert. Le gouvernement fait la sourde oreille. A-t-il le choix? La plus grande partie de ses revenus provient du "subside fédéral" qui n'augmente pas en dépit de besoins toujours croissants. La progression de la population urbaine qui constitue près de 40% de la population totale du Québec à l'époque nécessite une création immédiate d'emplois pour absorber cet afflux de main-d'oeuvre. N'oublions pas aussi que le service de la dette occupe à l'époque plus du tiers des dépenses totales, ce qui explique que le gouvernement se refuse à contracter de nouveaux emprunts. Et recourir aux contributions directes pour alimenter le Trésor public, c'était se faire hara-kiri sur le plan électoral. Donc, Parent renonce à toute politique économique nationaliste: s'en remettre au

capital étranger était nettement plus commode.

Une nouvelle ligne de pensée surgit pourtant: Errol Bouchette publie à Ottawa en 1901 une brochure de 41 pages qu'il intitule "Emparons-nous de l'industrie". Il y affirme que la province de Québec n'occupera son domaine industriel "que par l'intervention directe de son gouvernement" (4) et que le gouvernement du Québec doit devenir "le banquier de l'industrie" (5). Cependant, cette nouvelle philosophie ne pouvait recevoir l'accueil favorable d'une société où l'interventionnisme en économie était regardé avec suspicion.

Dans la conjoncture d'un appel imminent au peuple, quelles étaient les chances respectives des deux forces en présence de remporter le pouvoir? Les conservateurs qui connaissaient un sérieux problème de leadership, pouvaient-ils espérer un retour en force après avoir grugé quelques sièges à leurs adversaires lors d'élections partielles? Israël Tarte, après son éclatante rupture avec Laurier, allait-il se ranger de leur côté et changer ainsi les enjeux politiques? L'ex-ministre fédéral demeurait un ennemi de taille pour les libéraux. Chez les libéraux par contre, le combat des chefs était commencé. L'opposition et les journaux qui lui étaient sympathiques ne manquaient pas d'y faire de fréquentes allusions. Dès le début de la législature, la rumeur se répand que Parent quitterait son poste pour accepter une sinécure à Ottawa et que Gouin et Turgeon se disputeraient déjà sa succession. Cette division du parti libéral en deux camps ne pourrait-elle pas altérer son crédit auprès de l'électorat? Cependant, les conservateurs, on l'a vu, connaissent des problèmes similaires que les libéraux exploient également avec plaisir.

Les gouvernementaux, malgré cette zizanie embryonnaire, possèdent d'excellents atouts dans leur jeu. Ils profitent largement des retombées de la popularité de Laurier au Québec. De plus, ils peuvent s'attribuer tout le mérite de la remontée générale de l'économie occidentale dont bénéficie le Québec. Enfin, même si des libéraux comme Maurice Perrault affichent à l'occasion une certaine indépendance, ils rentrent bien vite dans le rang et redonnent une homogénéité apparente au parti.

Quoi qu'il en soit, le dernier mot appartenait au pays légal.

Mireille Barrière

#### NOTES

1. La loi emploie ce terme fautif au lieu du mot "contribution".
2. Cité par Rumilly dans Histoire de la province de Québec, t.XI, p. 142.
3. Id, ibid.
4. Ecrits du Canada français, vol. 35, p. 231.
5. Id. ibid. p. 233.

## CRITIQUE DES JOURNAUX DE LA DIXIEME LEGISLATURE

Plus d'une soixantaine de journaux ont été consultés pour reconstituer les débats de la dixième législature. Afin de mieux guider le lecteur, nous avons analysé certains journaux qui nous sont apparus comme les plus exhaustifs pour la reconstitution des débats parlementaires (1).

### **Description des journaux de base**

#### **Le Canada**

Le Canada apparaît pour la première fois, le 4 avril 1903 et son rédacteur en chef est le député libéral de Montréal no 3, M. Godfroy Langlois. Dans l'esprit de ses fondateurs, Le Canada doit faire contrepoids au journal de Israël Tarte, La Patrie, sorti désormais de l'orbite du parti libéral. Issu de l'aile radicale du parti libéral, Le Canada vise à sensibiliser la population aux réformes proposées par ce parti. C'est ainsi qu'il s'intéressera de très près au problème de l'éducation.

Sa chronique parlementaire est plus rigoureuse que celle de son confrère de Québec, Le Soleil, car on y insère moins de commentaires partisans. Il accorde aussi plus d'importance aux députés conservateurs mais leurs propos sont souvent résumés.

#### **L'Événement**

De tendance conservatrice modérée à la législature précédente, L'Événement redevient plus conservateur et plus polémique sous la férule du nouveau rédacteur en chef, le député conservateur Louis-Philippe Pelletier.

A l'instar du Journal, il rapporte souvent les critiques faites envers le gouvernement, en particulier sur la question des terres publiques.

#### **The Gazette**

Le journal The Gazette, de tendance conservatrice, s'intéresse principalement aux affaires municipales et scolaires, aux questions financières et aux pouvoirs d'expropriation dévolus aux compagnies hydrauliques.

Il rapporte souvent des propos qui reflètent l'opinion de la minorité anglophone face à la politique gouvernementale. Sa chronique parlementaire ne contient pas de commentaires partisans et s'avère très utile pour connaître les propos des députés anglophones.

#### **Le Journal**

Organe du parti conservateur, Le Journal a été créé en 1899 pour concurrencer La Presse devenue, selon les conservateurs, trop sympathique au parti libéral.

Quoique sa chronique parlementaire soit plutôt complète, Le Journal met plus d'accent sur les aspects négatifs de la politique gouvernementale, surtout en ce qui a trait à la colonisation. Il ne se privera pas de rapporter même les critiques de certains députés libéraux. En contrepartie, il met en relief la politique du parti conservateur. Enfin, il oublie de mentionner certaines interventions des libéraux.

#### **The Montreal Daily Star**

The Montreal Daily Star, journal conservateur, reste lié aux milieux financiers de Montréal. Sa chronique est exhaustive et très fiable mais reprend sensiblement les propos rapportés par les autres journaux anglophones. Cependant, il insiste davantage sur les questions financières et commerciales et s'intéresse de près aux affaires municipales de Montréal.

#### **La Presse**

Même si le journal La Presse se montre favorable aux mesures du gouvernement libéral, il se veut relativement indépendant des partis politiques. Fidèle à sa volonté d'être un journal de masse, La Presse se porte souvent à la défense des plus démunis contre les trusts des compagnies de bois et d'électricité. Il s'occupe, entre autres, des questions ouvrières (conciliation, sécurité au travail), des problèmes agricoles (abattoirs) et des problèmes municipaux (droit de vote des contribuables, expropriation par les compagnies).

Ses chroniques sont exhaustives et plus objectives, en général, que celles des autres journaux. La Presse s'avère très utile pour retracer les préambules et les amendements des bills ainsi que les discussions des projets de loi en comité.

### The Quebec Chronicle

A l'instar de son confrère conservateur de Montréal, The Gazette, le journal The Quebec Chronicle s'intéresse aux affaires municipales et financières. D'ailleurs, on y retrouve souvent des renseignements identiques à ceux du journal montréalais.

### The Quebec Daily Telegraph

Dès le début de sa fondation en 1875, le journal libéral The Quebec Daily Telegraph veut attirer une clientèle populaire. Aussi défend-il les intérêts de la classe ouvrière à l'encontre du Quebec Chronicle plus proche des intérêts de la bourgeoisie conservatrice. En outre, son attachement aux problèmes commerciaux l'amène à s'intéresser au développement des moyens de transports. Toutefois, sa chronique parlementaire demeure relativement restreinte.

### Le Soleil

Le Soleil, déjà noyauté par des députés libéraux tels que Parent, Tessier et Turgeon, se fait le porte-parole officiel de la politique gouvernementale. Il donne un compte rendu très élaboré des discours libéraux concernant des projets de loi gouvernementaux mais néglige souvent les interventions des conservateurs. Dans sa chronique parlementaire, il entremêle les commentaires partisans au compte rendu officiel, rendant ainsi son utilisation délicate.

A partir de 1903, alors que Parent s'empare de la majorité des actions et que l'on fonde un autre porte-parole libéral Le Canada, Le Soleil, en réaction au journal conservateur l'Événement, devient de plus en plus polémique et la fiabilité de sa chronique en est largement amoindrie.

### Journaux complémentaires

Comme pour les législatures précédentes, nous avons constaté que les journaux de base nous fournissaient l'essentiel des débats parlementaires. Les journaux complémentaires nous apportent certains renseignements supplémentaires mais, en général, ils ne font que citer les propos des grands quotidiens.

Parmi les sources complémentaires les plus utilisées mentionnons le Montreal Daily Herald.

Ce journal, de tendance libérale, s'intéresse en général à une multitude de sujets tels que la loi Roddick ou le droit de vote mais tout particulièrement aux questions municipales et scolaires de Montréal.

Enfin, signalons l'arrivée en mars 1904, du Nationaliste, l'organe de la Ligue nationaliste lancé par Olivar Asselin. Indépendant des vieux partis politiques, Le Nationaliste combat les puissances de l'heure: les partis libéraux d'Ottawa et de Québec, les trusts d'électricité, etc.

Richard Ouellet

### **NOTE**

1. Dans l'ouvrage consacré à la huitième législature, le lecteur trouvera de plus amples informations sur la façon dont étaient élaborées les chroniques parlementaires au tournant du siècle dernier. Les lecteurs pourront aussi consulter les volumes d'André Beaulieu et Jean Hamelin: Les journaux du Québec de 1764 à 1964 et La Presse québécoise des origines à nos jours.

## DIXIÈME LÉGISLATURE

1901-1904

Session	Date d'ouverture	Date de prorogation	Nbre de séances	Projets de loi présentés	Lois sanctionnées
1901	14 février 1901	28 mars 1901	32	178	104
1902	13 février 1902	26 mars 1902	30	206	127
1903	26 février 1903	25 avril 1903	40	246	154
1904	22 mars 1904	2 juin 1904	45	200	114

## DÉPUTÉS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE, 1901

Député	Allégeance politique	Circonscription
ALLARD, Louis-Jules	L	Yamaska
BÉLAND, Henri-Séverin	L	Beauce
BERGEVIN, Achille	L	Beauharnois
BISSONNETTE, Pierre-Julien-Léonidas	L	Montcalm
BLANCHARD, Étienne	L	Verchères
BOURBONNAIS, Avila-Gonzalve	L	Soulanges
CARDIN, Louis-Pierre-Paul	L	Richelieu
CARON, Donat	L	Matane
CARON, Hector	L	Maskinongé
CHAMPAGNE, Hector	L	Deux-Montagnes
CHAURET, Joseph-Adolphe	L	Jacques-Cartier
CHÉNEVERT, Cuthbert-Alphonse	L	Berthier
CHERRIER, Côme-Séraphin	L	Laprairie
CHICOYNE, Jérôme-Adolphe	C.I.	Wolfe
CLAPPERTON, William Henry	L	Bonaventure
COCHRANE, James	L	Montréal no 4
COOKE, Richard Stanislas	L	Trois-Rivières
DAIGNEAULT, Frédéric-Hector	L	Bagot
DÉCARIE, Daniel-Jérôme	L	Hochelaga
DECHÈNE, François-Gilbert-Miville	L	L'Islet
DION, Napoléon	L	Témiscouata
DORRIS, Cyprien	L	Napierville
DUFFY, Henry Thomas	L	Brome
DUHAMEL, Joseph-Édouard	L	L'Assomption
DUPUIS, François-Xavier	L	Châteauguay
FISSET, Louis-Philippe	L	Saint-Maurice
FLYNN, Edmund James	C	Nicolet
GARNEAU, Némèse	L	Québec-Comté
GIARD, Allen Wright	C	Compton
GILLIES, David	L	Pontiac
GIRARD, Alfred	L	Rouville
GOSSELIN, François	L	Iberville
GOSSELIN, Joseph-Jean-Baptiste	L	Missisquoi
GOUIN, Lomer	L	Montréal no 2
GROSBOIS, Tancred Boucher de	L	Shefford
GUERIN, James John Edmund	L	Montréal no 6
HEARN, John Gabriel	L	Québec-Ouest
HUTCHINSON, Matthew	L	Montréal no 5
KENNEDY, Xavier	L	Gaspé
LACOMBE, Georges-Albini	L	Montréal no 1
LALONDE, Émery jr.	L	Vaudreuil
LANE, Jules-Alfred	L	Québec-Est
LANGELIER, Charles	L	Lévis
LEBLANC, Pierre-Évariste	C	Laval
LEMAY, Napoléon	C	Lotbinière
LOVELL, Moodie Brock	L	Stanstead
MACKENZIE, Peter Samuel George	L	Richmond
MAJOR, Charles-Beautron	L	Ottawa
MORIN, Joseph	L	Charlevoix
MORIN, Joseph	L	Saint-Hyacinthe
NEAULT, Pierre-Calixte	L	Champlain
PARENT, Simon-Napoléon	L	Saint-Sauveur
PELLETIER, Louis-Philippe	C	Dorchester
PELLETIER, Pantaléon	L	Sherbrooke
PERRAULT, Maurice	L	Chambly
PETIT, Honoré	L	Chicoutimi-Saguenay
PRÉVOST, Jean-Benoit-Berchmans	L	Terrebonne
RAINVILLE, Henri-Benjamin	L	Montréal no 3
ROBITAILLE, Amédée	L	Québec-Centre
ROY, Ernest	L	Montmagny
ROY, Louis-Rodolphe	L	Kamouraska



ROY, Philippe-Honoré	L	Saint-Jean
SMITH, George Robert	L	Mégantic
TANGUAY, Georges	L	Lac-Saint-Jean
TASCHEREAU, Louis-Alexandre	L	Montmorency
TELLIER, Joseph-Mathias	C	Joliette
TESSIER, Auguste	L	Rimouski
TESSIER, Jules	L	Portneuf
TOURIGNY, Paul	L	Arthabaska
TURGEON, Adélard	L	Bellechasse
WALKER, William Hugh	L	Huntingdon
WATTS, William John	L	Drummond
WEIR, William Alexander	L	Argenteuil
VACANT		Iles-de-la-Madeleine

## DÉPUTÉS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE, 1901

Circonscription	Allégeance politique	Député
Argenteuil	L	WEIR, William Alexander
Arthabaska	L	TOURIGNY, Paul
Bagot	L	DAIGNEAULT, Frédéric-Hector
Beauce	L	BÉLAND, Henri-Séverin
Beauharnois	L	BERGEVIN, Achille
Bellechasse	L	TURGEON, Adélar
Berthier	L	CHÉNEVERT, Cuthbert-Alphonse
Bonaventure	L	CLAPPERTON, William Henry
Brome	L	DUFFY, Henry Thomas
Chambly	L	PERRAULT, Maurice
Champlain	L	NEAULT, Pierre-Calixte
Charlevoix	L	MORIN, Joseph
Châteauguay	L	DUPUIS, François-Xavier
Chicoutimi-Saguenay	L	PETIT, Honoré
Compton	C	GIARD, Allen Wright
Deux-Montagnes	L	CHAMPAGNE, Hector
Dorchester	C	PELLETIER, Louis-Philippe
Drummond	L	WATTS, William John
Gaspé	L	KENNEDY, Xavier
Hochelaga	L	DÉCARIE, Daniel-Jérôme
Huntingdon	L	WALKER, William Hugh
Iberville	L	GOSSELIN, François
Iles-de-la-Madeleine		VACANT
Jacques-Cartier	L	CHAURET, Joseph-Adolphe
Joliette	C	TELLIER, Joseph-Mathias
Kamouraska	L	ROY, Louis-Rodolphe
Lac-Saint-Jean	L	TANGUAY, Georges
Laprairie	L	CHERRIER, Côme-Séraphin
L'Assomption	L	DUHAMEL, Joseph-Édouard
Laval	C	LEBLANC, Pierre-Évariste
Lévis	L	LANGELIER, Charles
L'Islet	L	DECHÈNE, François-Gilbert-Miville
Lotbinière	C	LEMAY, Napoléon
Maskinongé	L	CARON, Hector
Matane	L	CARON, Donat
Mégantic	L	SMITH, George Robert
Missisquoi	L	GOSSELIN, Joseph-Jean-Baptiste
Montcalm	L	BISSONNETTE, Pierre-Julien-Léonidas
Montmagny	L	ROY, Ernest
Montmorency	L	TASCHEREAU, Louis-Alexandre
Montréal no 1	L	LACOMBE, Georges-Albini
Montréal no 2	L	GOUIN, Lomer
Montréal no 3	L	RAINVILLE, Henri-Benjamin
Montréal no 4	L	COCHRANE, James
Montréal no 5	L	HUTCHINSON, Matthew
Montréal no 6	L	GUERIN, James John Edmund
Napierville	L	DORRIS, Cyprien
Nicolet	C	FLYNN, Edmund James
Ottawa	L	MAJOR, Charles-Beautron
Pontiac	L	GILLIES, David
Portneuf	L	TESSIER, Jules
Québec-Centre	L	ROBITAILLE, Amédée
Québec-Comté	L	GARNEAU, Némèse
Québec-Est	L	LANE, Jules-Alfred
Québec-Ouest	L	HEARN, John Gabriel
Richelieu	L	CARDIN, Louis-Pierre-Paul
Richmond	L	MACKENZIE, Peter Samuel George
Rimouski	L	TESSIER, Auguste
Rouville	L	GIRARD, Alfred
Saint-Hyacinthe	L	MORIN, Joseph
Saint-Jean	L	ROY, Philippe-Honoré
Saint-Maurice	L	FISSET, Louis-Philippe

Saint-Sauveur	L	PARENT, Simon-Napoléon
Shefford	L	GROSBOIS, Tancrède Boucher de
Sherbrooke	L	PELLETIER, Pantaléon
Soulanges	L	BOURBONNAIS, Avila-Gonzalve
Stanstead	L	LOVELL, Moodie Brock
Témiscouata	L	DION, Napoléon
Terrebonne	L	PRÉVOST, Jean-Benoit-Berchmans
Trois-Rivières	L	COOKE, Richard Stanislas
Vaudreuil	L	LALONDE, Émery jr.
Verchères	L	BLANCHARD, Étienne
Wolfe	C.I.	CHICOYNE, Jérôme-Adolphe
Yamaska	L	ALLARD, Louis-Jules

**L'HONORABLE LOUIS-AMABLE JETTÉ**

Lieutenant-gouverneur de la province de Québec

**Membres du Conseil exécutif, 1901**

L'honorable Simon-Napoléon Parent, premier ministre et commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries.

L'honorable Horace Archambault, procureur général.

L'honorable François-Gilbert-Miville Dechène, commissaire de l'Agriculture.

L'honorable Adélard Turgeon, secrétaire et commissaire de la Colonisation et des Mines.

L'honorable Henry Thomas Duffy, trésorier.

L'honorable Lomer Gouin, commissaire des Travaux publics.

L'honorable James John Edmund Guerin, sans portefeuille.

## Table des séances

Séance du 14 février 1901	1
Séance du 15 février 1901	5
Séance du 18 février 1901	11
Séance du 19 février 1901	35
Séance du 21 février 1901	37
Séance du 22 février 1901	43
Séance du 25 février 1901	45
Séance du 26 février 1901	47
Séance du 27 février 1901	55
Séance du 28 février 1901	61
Séance du 1er mars	69
Séance du 4 mars	73
Séance du 5 mars	77
Séance du 6 mars	81
Séance du 7 mars	119
Séance du 8 mars	127
Séance du 11 mars	133
Séance du 12 mars	141
Séance du 13 mars	151
Séance du 14 mars	161
Séance du 15 mars	179
Séance du 16 mars	191
Séance du 18 mars	199
Séance du 19 mars	207
Séance du 20 mars	217
Séance du 21 mars	235
Séance du 22 mars	251
Séance du 23 mars	263
Séance du 25 mars	267
Séance du 26 mars	283
Séance du 27 mars	293
Séance du 28 mars	297



Séance du 14 février 1901

Sous la présidence de l'honorable H.-B. Rainville

La séance s'ouvre à 3 heures.

A la première session de la dixième législature de la province de Québec, commencée et tenue dans la cité de Québec, le quatorzième jour de février, dans la première année du règne de Sa Majesté Édouard VII, roi du Royaume-Uni, de la Grande-Bretagne et d'Irlande, défenseur de la foi, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un.

Attendu qu'il a plu à Dieu, dans sa miséricorde, de rappeler à lui Notre Bien-Aimée Souveraine, la reine Victoria, de glorieuse mémoire, et que, par suite de ce décès, la couronne impériale du Royaume-Uni, de la Grande-Bretagne et d'Irlande et de toutes les autres possessions de l'Empire britannique est dévolue légalement à Son Altesse Royale Albert-Édouard, prince de Galles, qui est devenu de droit Notre Souverain, Édouard Sept, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni, de la Grande-Bretagne et d'Irlande, défenseur de la foi: Son Honneur le lieutenant-gouverneur ayant par proclamation (ci-annexée) appelé cette législature à se réunir en session, aujourd'hui, pour la dépêche des affaires.

Lequel jour, étant le premier jour de la réunion de cette législature pour la dépêche des affaires, conformément à une proclamation (ci-annexée); Louis-Georges Desjardins, écuyer, greffier de l'Assemblée législative et Alphonse-Charles Guilbault, écuyer, assistant-greffier de l'Assemblée législative, commissaires nommés "per dedimus potestatem", pour administrer le serment aux membres de l'Assemblée législative, tous s'y trouvant, conformément à leur devoir; ledit Louis-Georges Desjardins, écuyer, déposa sur la table de la Chambre une liste des noms des membres dont il a été fait rapport pour servir dans cette Assemblée législative (et dont copie est ci-annexée), lesdits commissaires ont administré le serment aux membres qui se sont présentés; cela étant fait et les membres ayant signé le rôle contenant ledit serment, ils ont pris leur siège dans la Chambre.

#### Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est apporté par Samuel Staunton Hatt, écuyer, gentilhomme huissier à la verge noire, et ledit message est comme suit:

L'Orateur, Son Honneur l'administrateur de la province (1) désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur se rend, avec la Chambre, dans la salle des séances du Conseil législatif.

Et alors, l'honorable Orateur du Conseil législatif a dit:

Honorables Messieurs et Messieurs de l'Assemblée législative, Son Honneur l'administrateur ne croit pas à propos de faire connaître les motifs qui l'ont engagé à convoquer la législature provinciale avant qu'un Orateur de l'Assemblée législative ait été choisi suivant la loi; mais qu'aujourd'hui, Son Honneur fera connaître les motifs pour lesquels il a assemblé ce Parlement.

Les députés étant de retour,

#### Élection de l'Orateur

L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur) propose à la Chambre pour son Orateur Henri-Benjamin Rainville, écuyer, député du district électoral de Montréal no 3, appuyé dans sa proposition par le représentant du district électoral de L'Islet (l'honorable F.-G.-M. Dechène).

Il fait un éloge du représentant de Montréal no 3, faisant ressortir ses aptitudes, son caractère et ses hautes qualités de cœur qui en feront l'un des Orateurs les plus capables et les plus brillants qui aient occupé le fauteuil jusqu'à présent. Il jouit d'une bonne réputation partout dans la province et a toutes les qualifications possibles pour la position qu'il va occuper.

M. E. J. Flynn (Nicolet) répond qu'il ne s'est pas levé pour s'opposer à la motion puisqu'il considère le choix fait comme étant judicieux.

Il accepte avec plaisir le choix fait par le gouvernement; mais il saisit l'occasion pour faire remarquer que le gouvernement déroge à la pratique encore en usage en Angleterre de laisser proposer l'élection de l'Orateur par deux simples députés plutôt que par les ministres afin de le rendre plus indépendant du parti au pouvoir et plus impartial envers les deux groupes politiques de la Chambre. Je crois, dit-il, que le gouvernement aurait pu profiter de sa position pour suivre cette coutume. Il admet que le gouvernement suit le précédent de tous les gouvernements qui se sont succédé aussi bien à Ottawa qu'à Québec, mais il prévoit que le jour n'est peut-être pas éloigné où le précédent anglais prévaudra aussi au Canada.

Quant au député que l'honorable premier ministre propose, dit-il, j'approuve

entièrement le choix qu'a fait le gouvernement, je félicite chaudement le nouvel Orateur qui a fait ses preuves d'indépendance et d'impartialité et je suis heureux de le voir gravir les degrés de la présidence. Il dit la haute estime dans laquelle le nouvel Orateur était tenu par la loyale opposition. Il est vrai que le représentant de Montréal no 3 ne siège pas depuis longtemps au Parlement, mais il a fait beaucoup en peu de temps. D'abord, son expérience des usages parlementaires dans le conseil de ville de Montréal qui, sans avoir toute l'importance de cette Assemblée, a aussi beaucoup de valeur. Puis, outre qu'il soit un travailleur, son indépendance de caractère, ses connaissances comme avocat distingué sont autant de garanties qu'il sera à la hauteur de sa position. Nous l'avons vu ici toujours conserver son sang-froid dans les plus vives discussions. Il s'est toujours beaucoup intéressé aux débats.

Je me permets de lui offrir mes plus sincères félicitations. Je lui assure le concours de ce côté de la Chambre et je lui souhaite longue vie et bonheur.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

**M. le Greffier** déclare l'honorable Henri-Benjamin Rainville dûment élu Orateur de la Chambre.

Il est conduit au fauteuil par l'honorable M. Parent et l'honorable M. Dechène et étant sur le premier degré du marchepied du fauteuil:

**L'honorable H.-B. Rainville (Montréal no 3):** J'offre à la Chambre mes sincères remerciements pour l'honneur qu'elle vient de me faire en me choisissant pour son Orateur. Je m'efforcerai de mériter constamment sa confiance.

Je n'accepte ses éloges qu'à titre d'émulation pour l'avenir. Je suis pénétré de mon incapacité à remplir cette position, mes services publics ne me permettent peut-être pas de remplir cette charge si tôt. Mais, me reposant sur la bienveillance et la coopération des honorables députés des deux côtés de cette Chambre, je tâcherai de faire mon devoir du mieux qu'il me sera possible et de remplir les fonctions de président avec justice et impartialité. J'espère que la Chambre m'aidera à revendiquer nos droits et privilèges, à maintenir nos règlements et à assurer la liberté des débats, conformément aux usages établis.

Si je dois demander quelquefois la courtoisie due au fauteuil, je m'efforcerai aussi d'exiger sans faiblesse le respect des privilèges des députés de cette Chambre. Je fais appel aux lumières des députés qui connaissent les pratiques et règles parlementaires. Je m'inspirerai de l'esprit

d'impartialité de mes prédécesseurs, surtout les deux derniers, les députés de Portneuf (M. J. Tessier) et de Laval (M. P.-É. LeBlanc), pour accorder à chacun ses droits et prérogatives et faire observer les règles de la Chambre.

Alors, il s'assied dans le fauteuil et la masse (qui, auparavant, était sous la table) est placée sur la table.

#### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

Le gentilhomme huissier à la verge noire apporte le message suivant:

M. l'Orateur, Son Honneur l'administrateur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur se rend, avec la Chambre, à la salle des séances du Conseil législatif et, là, M. l'Orateur parle comme suit:

Qu'il plaise à Votre Honneur, l'Assemblée législative m'a élu son Orateur bien que je sois peu capable de remplir les devoirs importants qui me sont assignés.

Si, dans l'exécution de mes devoirs, il m'arrive en aucun temps de tomber en erreur (sic), je demande que la faute me soit imputée et non à l'Assemblée dont je suis le serviteur et qui, par mon ministère, réclame, pour être en état de mieux remplir ses devoirs envers son souverain et son pays, tous ses droits et privilèges incontestables, spécialement ceux de la liberté de la parole dans ses débats, le libre accès auprès de la personne de Votre Honneur, en tout temps convenable, et, de la part de Votre Honneur, l'interprétation la plus favorable de ses délibérations.

L'honorable Orateur du Conseil législatif répond:

M. l'Orateur, j'ai ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de vous déclarer qu'il se confie pleinement dans le devoir et l'attachement de l'Assemblée législative envers la personne et le gouvernement de Sa Majesté et, ne doutant point que ses délibérations ne soient conduites avec sagesse, modération et prudence, il accorde et, en toutes les occasions, il reconnaîtra et permettra l'exercice de ses privilèges constitutionnels.

J'ai aussi ordre de vous assurer que la Chambre aura un prompt accès auprès de Son Honneur, en toutes les occasions convenables et qu'il interprétera toujours de la manière la plus favorable ses délibérations ainsi que ses paroles et ses actions.

Les députés étant de retour,

**M. l'Orateur** fait rapport que la Chambre s'est rendue dans la salle des séances du Conseil législatif et que, là, il a



informé Son Honneur l'administrateur de la province que le choix de l'Orateur était tombé sur lui; qu'il a, au nom de la Chambre et pour elle, réclamé, par une humble demande à Son Honneur, tous ses droits et privilèges, afin qu'elle puisse jouir de la liberté de la parole dans ses débats, recevoir une interprétation favorable de ses délibérations et avoir accès auprès de la personne de Son Honneur lorsque les circonstances l'exigeront; que, sur ce, Son Honneur a bien voulu dire que, sans hésiter et avec plaisir, il accordait à la Chambre tous ses privilèges constitutionnels, ainsi qu'un prompt accès auprès de sa personne, en toutes les occasions convenables, et qu'il interprétera toujours de la manière la plus favorable ses délibérations, ses paroles et ses actions.

#### Introduction de bills:

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** demande la permission d'introduire un bill (no 1) concernant la prestation des serments d'office.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### Discours du trône

**M. l'Orateur** fait rapport que, lorsque la Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Honneur l'administrateur de la province, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur de s'adresser par un discours aux deux Chambres de la législature provinciale; et que, pour prévenir toute erreur, il en a obtenu une copie dont il donne lecture à la Chambre comme suit:

Honorables Messieurs du Conseil législatif, messieurs de l'Assemblée législative, je suis sûr d'exprimer vos sentiments et ceux du peuple de cette province en disant que je regrette que la maladie ait empêché Son Honneur le lieutenant-gouverneur de venir lui-même vous souhaiter une cordiale bienvenue à l'ouverture de la première session du dixième Parlement de cette législature. Faisons des vœux sincères pour le prompt retour à la santé du chef de l'exécutif, afin qu'il puisse continuer l'exécution de ses hautes et importantes fonctions qu'il remplit si dignement.

L'Empire britannique vient de faire une perte bien sensible. La mort nous a enlevé notre reine bien-aimée. Jamais souverain n'a su conquérir à un plus haut degré l'affection, le respect et le dévouement de ses sujets, et toutes les nations ont manifesté leur admiration et leur sympathie pour cette femme illustre qui a été, pendant près de soixante et quatre ans, l'incarnation de sa patrie et qui sera admirée dans l'histoire pour le vif éclat dont elle a su faire briller

sa triple couronne de souveraine, d'épouse et de mère. Nulle part la reine Victoria ne sera plus regrettée qu'en ce pays. Fidèle à sa devise, la province se souvient, et elle n'a pas oublié que c'est sous le règne de cette illustre souveraine que nos libertés constitutionnelles ont germé et grandi, et que nous avons pu poursuivre en paix notre développement économique, intellectuel et politique.

Tout en ressentant profondément la perte que nous déplorons, réjouissons-nous de l'avènement de Sa Majesté le roi Édouard VII; reconnaissons avec plaisir son autorité et voyons avec satisfaction, dans la promesse qu'il a faite de continuer la glorieuse tradition du grand règne qui vient de finir, la garantie que les inappréciables privilèges du gouvernement autonome et des libertés civiles, politiques et religieuses dont nous avons joui depuis un demi-siècle ne seront pas altérés. Vous serez priés d'exprimer votre chagrin à l'occasion de la mort de Notre Illustre Souveraine la reine Victoria et votre satisfaction au sujet de l'avènement de Sa Majesté Édouard VII dont le règne vient de commencer.

Une autre douleur a été ressentie profondément par le peuple de ce pays lorsque la mort est venue enlever à notre estime et à notre affection le premier ministre de cette province, l'honorable Félix-Gabriel Marchand. Vous avez sans doute été sensibles comme moi aux tributs d'hommage et de respect apportés à sa mémoire par tous les citoyens du Canada. Monsieur Marchand a été un honnête citoyen et un homme d'État intègre qui a possédé l'estime et l'affection de tous ceux qui l'ont connu.

Je suis heureux de constater que ceux des citoyens de cette province qui sont allés combattre dans les républiques sud-africaines ont provoqué, comme leurs compagnons d'armes venus des autres parties du Canada, par leur bravoure, par leur sang-froid et leur virile endurance, l'admiration de leurs chefs et des vieux régiments avec lesquels ils ont été en contact.

Mon gouvernement a continué à donner une attention toute spéciale à la question des pêcheries. La propriété de celles qui sont situées dans le golfe Saint-Laurent a été l'objet de discussions avec le gouvernement du Canada, mais rien n'a été négligé pour conserver à cette province les droits qui lui ont été reconnus par le plus haut tribunal de l'Empire, et il y a tout lieu d'espérer que cette question recevra bientôt une solution satisfaisante pour nous.

Un nouveau livre pour l'enseignement primaire dans nos écoles publiques catholiques a été préparé sous la direction du gouvernement et a reçu l'approbation du comité catholique du Conseil de l'instruction publique. Ce livre sera distribué gratuitement à toutes les écoles de la province qui

désireront l'obtenir et pourra être mis en usage au commencement de la prochaine année scolaire.

Messieurs de l'Assemblée législative, les comptes publics pour le dernier exercice financier vous seront soumis ainsi que le budget des dépenses pour l'année qui commencera le premier de juillet prochain. Je suis heureux de vous dire que les recettes ordinaires de la dernière année fiscale présentent un excédent sur toutes les dépenses ordinaires et extraordinaires.

Honorables messieurs du Conseil législatif, messieurs de l'Assemblée législative, mon gouvernement a réussi à mettre à la disposition de l'école normale Laval un local qui permettra à cette institution de continuer, dans des conditions plus favorables, à remplir la tâche utile et importante qui est la sienne dans notre système éducationnel.

Je suis heureux de constater avec vous que l'agriculture est dans un état de prospérité inconnu jusqu'à nos jours et mon gouvernement s'est plu, et continuera à l'avenir, à se mettre à la disposition des cultivateurs pour seconder leurs efforts et encourager l'activité agricole dans toute la mesure de ses ressources.

L'oeuvre de la colonisation a été poussée avec énergie et succès, et le défrichement de nos terres publiques a reçu la plus vive impulsion.

Plusieurs projets de loi d'un intérêt général seront livrés à vos délibérations.

Le désastreux incendie de Hull, qui a détruit le palais de justice, le bureau d'enregistrement et les voûtes des notaires, a fait disparaître des documents d'une grande importance. Mon gouvernement s'est empressé de souscrire une somme de vingt-cinq mille piastres pour les malheureuses victimes de cette conflagration et un projet de loi vous sera soumis pour reconstituer les titres et les documents qui ont disparu.

En présence des souffrances causées par les conflits industriels, mon gouvernement a décidé de vous saisir d'une mesure dont l'objet sera de faciliter la conciliation ou l'arbitrage dans les différends entre patrons et ouvriers.

L'expérience des trois dernières années a démontré que les changements dans l'organisation des départements des Terres, Forêts et Pêcheries et de la Colonisation et des Mines, loin de faciliter les opérations de ces branches du service public, ont été l'occasion de complications inutiles dans l'administration des affaires. Vous serez appelés à adopter, pour remédier à cet état de choses, une mesure qui, tout en faisant disparaître les difficultés actuelles, permettra de réaliser une économie considérable par la suppression d'un des départements.

Vous donnerez, j'en suis convaincu, une attention toute particulière à l'étude de ces différentes questions. Votre patriotisme vous aidera à bien remplir vos devoirs officiels et je prie la divine Providence de bénir vos

efforts pour que le succès couronne vos travaux.

### Prise en considération du discours du trône

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** propose, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable F.-G.-M. Dechène), que le discours de Son Honneur l'administrateur de la province aux deux branches de la législature soit pris en considération lundi prochain.

Adopté.

### Formation des comités permanents

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** propose, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable F.-G.-M. Dechène), que des comités permanents de cette Chambre, pour la présente session, soient nommés pour les objets suivants, savoir:

1. Privilèges et élections;
2. Ordres permanents;
3. Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et des compagnies minières et manufacturières;
4. Bills privés;
5. Législation et lois expirantes;
6. Comptes publics;
7. Agriculture, immigration et colonisation;

8. Différentes branches d'industrie en cette province; lesquels dits comités seront respectivement autorisés à s'enquérir de toutes matières et choses qui leur seront soumises par la Chambre, à faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes, papiers et records.

Adopté.

### Adresse à Sa Majesté Édouard VII

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** informe la Chambre qu'il proposera, demain, une adresse à Sa Majesté Édouard VII à l'occasion du décès de Sa Majesté la reine Victoria et de l'avènement de son successeur.

### Ajournement

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** propose que la Chambre s'ajourne à 3 heures demain.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 30.

### NOTES

1. Il s'agit de Sir Louis-Napoléon Casault, juge en chef de la Cour supérieure du Québec.

Séance du 15 février 1901

Sous la présidence de l'honorable H.-B. Rainville

La séance s'ouvre à 3 h 10.

**Dépôt de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table:

- par M. Langelier, la pétition de James Peter Pidgeon, de Lewiston, Maine, médecin;

- par M. Dupuis, la pétition de L.-H. Hénault et autres, de Montréal;

- par M. Major, la pétition de Samuel Robert Martin, d'Aylmer;

- par M. Lacombe, la pétition de la Société des artisans canadiens-français, de Montréal; la pétition de Jos.-Ovide Gravel et autres, de Montréal; et la pétition de Léopold Houle, de Nicolet;

- par M. Langelier, la pétition de F. H. A. Baxter, de Montréal;

- par M. Major, la pétition de H.-A. Champagne et autres, de la cité de Hull; et la pétition de la cité de Hull;

- par M. Allard, la pétition du président et des syndicats de la commune de la seigneurie de Yamaska;

- par M. Perrault, la pétition de la ville de Longueuil et de la Compagnie de chemin de fer du Grand Tronc du Canada;

- par M. Cooke, la pétition de la cité des Trois-Rivières;

- par M. Roy (Montmagny), la pétition d'Aurélien Bernatchez, de Québec, étudiant en droit;

- par M. Watts, la pétition de James C. M. Hawley et autres, de Missisquoi, Bedford.

**Adresse à Sa Majesté Édouard VII**

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur):** M. l'Orateur, il y a environ une vingtaine d'années, l'un de mes distingués prédécesseurs mettait dans la bouche du représentant de la couronne, dans une circonstance analogue à celle qui nous réunit aujourd'hui, des paroles qu'il me paraît intéressant de rappeler en ce moment. Voici ce que disait alors Son Honneur le lieutenant-gouverneur dès les premiers paragraphes du discours du trône le 9 mars 1882:

"En inaugurant ce cinquième Parlement de notre législature, j'ai à constater avec le plus profond regret l'odieux attentat qui a été commis sur la personne de Sa Majesté la reine et qui a créé au milieu de nos populations autant de douleur que d'étonnement.

"Mon premier devoir est de remercier

la Providence qui a conservé à l'affection de ses sujets une souveraine aussi aimée et aussi respectée, et que ses hautes qualités semblaient devoir soustraire aux criminels complots qui se trament si fréquemment de nos jours contre les chefs des nations.

"Nous saisissons l'occasion de la réunion de cette législature pour offrir à notre Souveraine l'expression de notre affection, de notre loyauté et de notre reconnaissance pour les bienfaits dont elle a comblé ce pays."

Appelé à mon tour à parler au nom de la majorité du peuple de cette province, j'ai cru devoir rappeler à votre mémoire, M. l'Orateur, cet incident dont peut-être peu de mes collègues ont gardé le souvenir. En 1882, c'était la cinquième législature qui s'ouvrait, nous commençons aujourd'hui la dixième.

La bonne et grande souveraine dont nous déplorons aujourd'hui la perte venait justement d'être quelques jours à peine avant la rentrée des Chambres le point de mire du pistolet d'un anarchiste. Plus heureuse que le président Garfield qui, précisément dans la même année, était tombé sous les balles de l'horrible Guiteau, la reine Victoria n'avait pas été touchée et n'avait pas même eu connaissance, dit-on, du danger qu'elle avait couru.

Pour la septième fois depuis la criminelle tentative d'Oxford, en 1840, la plus aimable et la plus aimée des têtes couronnées d'Europe échappait de justesse à l'assassinat. Une main plus sûre que celle d'Oxford, de Francis, de Bean, de Hamilton, de Pate, d'O'Connor et enfin de McLean, le criminel de 1882, mais à laquelle nul n'échappe, pas plus dans les plus beaux palais du monde qu'au fond de la plus obscure chaumière, vient de couler dans la tombe l'illustre femme qui ornait le trône d'Angleterre depuis près de 64 ans. Il ne nous est pas permis de répéter le cri d'indignation que firent alors entendre nos devanciers parce que cette fois nous sommes en présence d'une force surnaturelle; mais nous pouvons bien, par exemple, leur emprunter leurs nobles protestations d'affection, de loyauté et de reconnaissance et les déposer comme des fleurs encore toutes fraîches et vivaces à vingt ans d'intervalle sur la tombe de celle qui fut si longtemps Notre Gracieuse Souveraine. Nous pouvons citer le discours du trône de 1882 comme une preuve historique de l'inaltérable loyauté que la population de cette province n'a cessé d'éprouver à l'égard de la couronne d'Angleterre sous le règne de cette grande

reine. Les sentiments qu'exprimaient nos prédécesseurs de 1882 sont restés les mêmes dans le cœur de la nouvelle génération; le temps n'a fait que les aviver.

Bien qu'après une aussi glorieuse carrière et l'un des plus longs règnes dont parle l'histoire de tous les temps la mort de l'illustre reine Victoria ne fut pas complètement inattendue, le chagrin qu'a causé cet événement n'a pas été moins sincère et moins universel, et j'oserais dire que nulle part dans tout l'Empire le deuil n'est resté plus profondément dans les cœurs que dans cette province de Québec. D'abord parce que nos populations ont conservé plus que d'autres le culte des vertus familiales qui ont distingué notre regrettée souveraine entre toutes les femmes de son temps et aussi parce que notre province n'a pas perdu et ne perdra jamais le souvenir des libertés dont la conquête a pour ainsi dire coïncidé avec les débuts du règne glorieux qui vient de se terminer et qui ont fait de nous un peuple uni, content de son sort et parfaitement heureux. Le patriotisme et la loyauté de la province de Québec se traduisent dans une langue qui lui est propre.

Le regret causé par la mort de la grande souveraine a pu ailleurs se manifester avec plus d'éclat extérieur; nulle part, il ne l'a été avec plus de sincérité spontanée que par le concert de louanges qui s'est élevé de tous nos foyers, de l'humble hutte des colons, de la maisonnette de l'ouvrier des villes, lorsque le télégraphe nous a instantanément apporté la triste nouvelle.

Nulle part on ne pouvait rendre un plus cordial hommage aux vertus antiques qui font la force d'une race et que la reine Victoria Première, que j'appellerai Victoria la Grande, a prêchées par son exemple, en même temps qu'elle a fait le prestige de l'Angleterre par l'habileté consommée avec laquelle elle a su manier le sceptre constitutionnel.

C'est donc avec toute la satisfaction que donne l'accomplissement d'un devoir solennel que je me lève dans cette Chambre pour rendre hommage à la noble figure de reine et de femme qui vient de descendre dans la tombe et aussi pour offrir à Sa Très Gracieuse Majesté le roi Édouard VII nos sincères félicitations et notre satisfaction à l'occasion de son heureux avènement au trône.

Monsieur l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, secondé par le représentant de Nicolet (M. E. J. Flynn), qu'une humble adresse soit présentée à Sa Majesté le roi comme suit:

À Sa Très Excellente Majesté le roi, Très Gracieux Souverain,

Nous, sujets obéissants et loyaux de Votre Majesté, l'Assemblée législative, assemblés en Parlement, nous approchons humblement de Votre Majesté pour exprimer la profonde douleur que nous avons ressentie

au sujet de la perte que Vous avez éprouvée par la mort de Votre Royale Mère, feu Notre Très Gracieuse Souveraine, reine Victoria, dont le règne juste et prospère laissera un souvenir qui sera respecté jusqu'à la postérité la plus reculée.

Comme représentants du peuple de la province de Québec, nous désirons exprimer notre profonde admiration pour les hautes vertus de Sa Majesté et pour le soin constant qu'elle a apporté au maintien de nos lois et de nos libertés, sous lesquelles notre province est arrivée à son état actuel de prospérité.

Tout en partageant la douleur de Votre Majesté au sujet de ce triste événement, qui a privé l'Empire d'une souveraine pleine de sagesse et le monde de la personnification la plus élevée des qualités de la femme, nous nous permettons de Vous offrir nos sincères félicitations à votre heureux avènement au trône.

Nous désirons aussi assurer Votre Majesté, dont la visite à Québec laissera toujours un souvenir profondément cher à nos cœurs, de notre dévouement et attachement à votre personne et à votre gouvernement, et nous sommes heureux de nous reposer sur la certitude que Votre Majesté a résolu de marcher sur les traces de notre feuve reine bien-aimée, dont le long et heureux règne nous a toujours fait jouir, d'une manière si large, de nos libertés civiles et religieuses.

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** déclare que la Chambre s'est réunie sous le coup d'une grande et poignante affliction qui est peut-être plus universelle que celle causée par tout autre événement analogue précédent.

Le 22 juin 1897, une fête unique dans l'histoire des peuples avait lieu pour célébrer le 60<sup>e</sup> anniversaire de l'avènement au trône de la plus aimée et la plus respectée des reines. La plus grande nation sur la face de la terre invitait toutes les autres nations à prendre part à une fête très solennelle comme on en avait rarement vu dans l'histoire. Jamais on n'avait vu tant de marques de tendresse et d'amour d'un aussi grand peuple pour son souverain. La circonstance était la manifestation d'un juste tribut de gratitude de l'Empire britannique à une personne qui avait si glorieusement et pendant un si grand nombre d'années présidé à ses destinées. Jamais le monde avait-il été témoin d'un spectacle si grandiose. Et ceux qui en ont été les témoins garderont toujours le souvenir immortel de cette manifestation. Cet empire est si colossal et si puissant que nul empire semblable n'a existé dans les temps modernes et, pour être en mesure de faire une comparaison, on doit retourner à l'Empire romain. Nous pourrions changer cette phrase "Ego sum civis Romanus" par la suivante "Ego sum civis Britannicus."

Mais, M. l'Orateur, continue le chef de l'opposition, combien les choses changent rapidement. En 1897, l'Empire anglais célébrait les gloires du règne de la reine Victoria. Hier, il célébrait sa grande reine; aujourd'hui, tout l'Empire est plongé dans le deuil. Hier, nous nous réjouissons; aujourd'hui, nous pleurons. Ainsi en est-il de la vie humaine.

Il est tenté de répéter les mots du grand écrivain et orateur français: "Tout change, tout disparaît. Tout meurt. Dieu seul demeure le même." Toutefois, de cette grande reine quelque chose reste: le souvenir et les oeuvres. Des morts, on ne dit que du bien. La tâche est facile lorsqu'il s'agit de parler de feu Sa Majesté la reine Victoria, et aucun effort particulier n'est nécessaire pour faire l'éloge de la plus aimée de toutes les reines.

Il voudrait parler de cette vie merveilleuse qui vient de s'éteindre, mais le sujet est trop vaste pour être traité comme il se doit. Il souligne qu'il ne peut entièrement rendre justice à Sa Majesté la reine Victoria qui a mené une vie si remarquable et si glorieuse. D'autres, au Parlement impérial, dans la presse et ailleurs ont parlé dans les plus hauts termes de la feue Souveraine et de ses vertus de femme, d'épouse et de mère, et sa gloire est proclamée dans chaque nation.

Je ne puis rien ajouter à ce témoignage universel. Comme souveraine, Victoria était partie de notre constitution, de notre législature, de notre gouvernement. Comment a-t-elle accompli ses devoirs à ce titre? On dit unanimement qu'elle a été fidèle au serment qu'elle a fait lorsqu'elle accéda au trône et qu'elle a observé scrupuleusement les lois du royaume et de la constitution. Elle a été, du commencement à la fin de son règne, une souveraine constitutionnelle. On n'ignore pas que, sous notre régime, le roi règne mais ne gouverne pas. Mais où est la ligne de démarcation? Elle est difficile à établir. Des rois sont allés au-delà de leurs attributions. Mais gloire à la reine Victoria qui est toujours restée une reine strictement constitutionnelle tout en faisant cependant sentir son influence qui a toujours eu le meilleur effet. J'ai lu dans les rapports des discours prononcés l'autre jour au Parlement impérial que la reine a souvent fait valoir son opinion en dépit des idées contraires de ses ministres. Chaque fois, les événements ont démontré que l'opinion de la reine était la meilleure.

En 1837, lors de la mort de Sa Majesté Guillaume IV, le spectacle au Bas-Canada était bien triste. En consultant les documents officiels de la session de 1837, dit-il, on peut voir que Lord Gosford convoqua la Chambre et annonça aux représentants du peuple la mort du roi

Guillaume IV et l'avènement au trône de la reine Victoria. Comment la Chambre accueillit-elle la nouvelle? Lors de l'ouverture du Parlement, au lieu d'adresses de condoléances, la Chambre adopta des résolutions de griefs contre l'administration (sic). C'était là la réponse au discours du gouverneur, annonçant la mort du roi.

Le chef de l'opposition demande à la Chambre de s'arrêter un instant et d'examiner avec lui par voie d'opposition (1) l'adresse venant juste d'être proposée par le premier ministre et celle adoptée par la législature de la province du Bas-Canada en 1837, lorsque le prédécesseur de Sa Majesté mourut et qu'elle accéda au trône. Pas un mot de condoléances n'avait été exprimé et, au contraire, l'adresse en réponse au discours du trône de Lord Gosford avait été adoptée par une très grande majorité, et l'extrait suivant faisait partie de cette adresse:

"Nous répétons, néanmoins, que nous regardons toutes mesures administratives quelconques comme insuffisantes pour assurer d'une manière efficace et durable la paix, la sécurité et le bonheur de la province, et que les réformes essentielles et constitutives que nous avons demandées, et en particulier l'application du principe d'élection au Conseil législatif, le rappel de tous privilèges indus et monopoles et des lois nuisibles passées en Angleterre, le libre exercice des droits et privilèges de cette législature et de cette Chambre en particulier, et l'établissement d'un gouvernement populaire et responsable sont le seul moyen d'assurer les avantages ci-dessus ainsi que de rendre avantageuses au peuple du Canada ses liaisons politiques avec la Grande-Bretagne. Nous souhaitons ardemment que les résolutions adoptées par les deux Chambres du Parlement soient rescindées comme attentatoires aux droits et aux libertés de cette province, comme de nature à y perpétuer les mauvais gouvernements, la corruption et l'abus de pouvoir et comme rendant plus juste et plus légitime la désaffection et l'opposition du peuple. Si ce retour de la part de la Métropole à ce que nous considérons comme de son devoir envers cette colonie avait lieu sous le règne de sa Très Gracieuse Majesté la reine Victoria, nous ne pourrions assez exprimer à Votre Excellence combien nous nous féliciterions d'avoir persévéré à réclamer justice pour le peuple, malgré les obstacles et les difficultés particulières qui ont tendu à nous en détourner."

Au Canada, reprend le député de Nicolet, nous étions en 1837 en pleine rébellion, notre constitution devenait suspendue. Nous passions l'Acte de 1841. Ce n'était pas encore le gouvernement responsable, mais le dernier mot n'était pas dit. Ce n'est qu'en 1847 (sic) que nous devons finir par obtenir enfin les libertés constitutionnelles dont nous jouissons

aujourd'hui. En 1867, l'Acte de la Confédération est adopté et il se distingue par un sentiment de soumission facile à Sa Majesté. Sir John A. Macdonald en fait foi par ces paroles prononcées dans un entretien avec la reine Victoria: "Nous avons voulu dans cette charte déclarer de la manière la plus solennelle et complète notre détermination d'être à jamais soumis à la souveraineté de Votre Majesté et de votre royale famille." Que de changements depuis le commencement à la fin du règne de la reine Victoria! Aujourd'hui, à la fin de ce règne glorieux, tous les peuples de la puissance du Canada acclament leur souveraine et expriment de sincères regrets à l'occasion de sa mort. A quoi devons-nous attribuer tout cela? À l'influence exercée par la reine sur la politique et dans la revendication de nos libertés constitutionnelles. Et, en retour de ce qu'elle a fait pour nous, nous nous sommes proclamés ses loyaux sujets et nous lui avons toujours manifesté notre reconnaissance.

En second lieu, je dois dire un mot de la reine comme protectrice des arts, de la littérature et des sciences. Je me permettrai, M. l'Orateur, de ne signaler qu'un fait qui se rapporte à notre province. C'est elle qui a signé de sa main la charte de l'université Laval de Québec, la première université catholique au Canada. Il y a peu d'institutions dans notre pays possédant une charte signée par la reine elle-même, et bien peu d'universités en Angleterre même peuvent se réclamer de cet honneur.

Je veux surtout montrer le rôle admirable que la reine a joué au sein de sa famille. Elle fut le modèle de la fille, de l'épouse, de la reine, de la veuve. La famille est la base première de la société. Elle doit être une garantie pour les peuples. La patrie est là où gît la famille. Je ne connais rien de plus beau et de plus touchant que le rôle de cette grande souveraine dans sa famille où elle a donné l'exemple de toutes les plus belles vertus. Elle eut ses problèmes et ses deuils, mais ils ajoutèrent à sa grandeur. Une des belles pages de sa vie intime, ce sont ses trente années de deuil. Dans des termes que seule une femme de son caractère pouvait le faire (sic), la reine écrivit elle-même les inscriptions sur le tombeau des siens, entre autres de son époux, le prince consort, de sa fille aînée, la princesse Alice, de son petit-fils, le duc de Clarence, de son gendre, le prince de Battenberg, etc. La reine traversa courageusement cette terrible époque de deuil. Elle écrivait en 1892: "Mes deuils durant les dernières trente années ont été bien lourds." Elle a survécu à ses principaux contemporains et conseillers: Lord Melbourne, Sir Robert Peel, Lord Palmerston, Lord John Russell, M. Disraeli, M. Gladstone sont tous décédés avant elle. L'histoire montre qu'elle

portait à ces grands hommes une affection particulière. Il n'y a pas tellement d'années, dans notre propre pays, nous avons vu Sa Majesté partager notre chagrin causé par la mort de Sir G.-É. Cartier, Sir John Macdonald et Sir John Thompson. Ce dernier, alors premier ministre du Canada, est mort au pied de son trône, à Windsor, Angleterre. De tous ces cèdres du Liban, des contemporains de la reine, un seul reste debout, c'est Sa Sainteté Léon XIII qui, malgré son grand âge, est encore dans toute la splendeur de sa haute intelligence et qui a toujours eu la plus grande estime et amitié pour la feue souveraine. Son respect et son admiration pour la reine étaient bien connus et étaient réciproques. La reine avait la plus profonde estime pour l'auguste vieillard du Vatican.

Au point de vue national, dit le chef de l'opposition, jamais souverain en Angleterre n'a été meilleur interprète des besoins d'un peuple que l'était Victoria. La reine aimait son peuple et régnait d'une manière éclairée. Souvent elle a imposé ses vues aux promoteurs qui ont dû céder à ses instances et se sont aperçus dans la suite que son jugement était très sûr. Elle a été aimée parce qu'elle était bonne. Sa bienveillance s'étendait en dehors de son royaume. Elle reçut des exilés, tels que Louis-Philippe et les consola dans leur détresse.

Le vieil adage dit: "Le roi est mort. Vive le roi!" Il pourrait dire: "La reine est morte. Vive la reine!" puisque feu Sa Majesté continuera de vivre non seulement comme théorie constitutionnelle, mais en la personne de son fils et successeur et dans le récit des hauts faits de sa noble vie.

Il dit qu'un historien bien connu l'avait proclamée le plus grand et le meilleur souverain que l'Angleterre ait eu depuis Alfred le Grand, et l'histoire allait confirmer ce verdict. Son règne ne s'est pas tant appuyé sur la force ou sur les richesses, mais sur les coeurs de ses sujets auxquels elle a su, par ses bontés et sa salubre influence en toutes circonstances, inspirer la plus profonde et la plus sincère affection.

Que vous reste-t-il à faire? ajoute-t-il. Lui exprimer vos regrets, verser sur sa tombe une larme et une prière. Des monuments seront élevés à sa mémoire. Le monument des Canadiens à la mémoire de la reine devrait porter l'inscription suivante: "À la mémoire de Victoria, noble, grande et bonne reine, modèle des filles, des épouses et des mères; érigé par ses sujets reconnaissants et aimants."

En ce qui a trait au nouveau souverain, notre attachement à lui et notre confiance en lui ont de nombreux motifs. Je crois qu'il est l'héritier d'un grand nom, le fils d'une mère remarquable. De plus, lorsqu'il a accédé au trône, il a donné sa parole royale

qu'il s'efforcera de marcher dans les traces de son auguste mère et d'être un roi strictement constitutionnel. Par sa vie riche d'expérience et d'étude, par ses grands voyages et ses recherches approfondies et par sa connaissance personnelle de son vaste Empire, Sa Majesté a été bien préparée pour ses fonctions royales et nous nous unissons tous pour souhaiter à la fois bonheur et succès au règne du roi Édouard VII et de sa bonne reine Alexandra. Elle tiendra dans le cœur des sujets britanniques la place due à toute souveraine anglaise. Formons des vœux pour le bonheur d'Édouard VII et aussi pour celui de la reine Alexandra, en attendant que nous ayons le plaisir de recevoir dans notre pays la visite de leur fils, le duc d'York et de Cornwall.

Le chef de l'opposition conclut par ces mots de Shakespeare: "God and good angels guard your sacred throne and may you long become it (2)."

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** félicite le chef de l'opposition d'avoir

prononcé son discours en français (3).

**Des voix** félicitent également le représentant de Nicolet.

La proposition est adoptée.

La séance est levée.

---

## NOTES

1. contraste.
2. "Que Dieu et ses anges protègent votre trône sacré et puissiez-vous régner longtemps."
3. Cette remarque nous paraît étrange. E. Flynn a en effet étudié et enseigné dans des institutions francophones. Il devrait donc maîtriser le français. Voir The Gazette, 16-02-1901.

Séance du 18 février 1901

SOUS la présidence de l'honorable H.-B. Rainville

La séance s'ouvre à 3 h 20.

**Dépôt et lecture de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table:

- par M. Hutchinson, la pétition du "Montreal Club" de Montréal; la pétition de "The Mount Royal Cemetery Company" de Montréal; la pétition de W. Strachan et autres, de Montréal; la pétition de "The Laurentides Pulp Company" de Montréal; la pétition de James C. King et autres, de Montréal; la pétition du très révérend W. B. Bond et autres, de Montréal; la pétition de James Scott, de Montréal; et la pétition de Henry Miles et autres, de Montréal;

- par l'honorable M. Duffy, la pétition de "The Synod of the diocese of Montreal";

- par M. Robitaille, la pétition de la Compagnie du chemin de fer Québec Central; la pétition de F.-X.-E. Guay, de Québec; la pétition de la Compagnie du chemin de fer Québec et Lac-Saint-Jean; la pétition de la corporation de la cité de Québec;

- par M. Langelier, la pétition du révérend frère Christian-Macaire Rioux et autres, de Mistassini, Lac-Saint-Jean; la pétition de Victor Fecteau et autres, de Saint-Étienne-de-Lauzon de Lévis; la pétition de M.-A. Lemieux, de Québec; et la pétition d'Orner Drouin, de Québec;

- par M. Roy (Kamouraska), la pétition de E.-H. Bégin, de Sherbrooke; la pétition de Charles-A. Paquet et autres, de Québec; et la pétition de Stanley Burns, de Québec;

- par M. Perrault, la pétition de "The Chambly Manufacturing Company";

- par M. Dupuis, la pétition de Henry J. Hague et autres, de Montréal;

- par M. Petit, la pétition de la corporation de la ville de Chicoutimi;

- par M. Hearn, la pétition de "Jeffery Hale's Hospital of Quebec";

- par M. Mackenzie, la pétition de la corporation de la ville de Richmond;

- par M. Cochrane, la pétition de L. Vineberg et autres, de Montréal;

- par M. Girard, la pétition de Cyrille-F. Lussier, de la paroisse de Saint-Damase; et la pétition de Moïse Véronneau, de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Rouville;

- par M. Décarie, la pétition de dame Marie-Émilie Viau et autres, de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

- de James Peter Pidgeon demandant

l'autorisation de pratiquer la médecine dans la province de Québec, après examen;

- de M. Hénault et autres demandant un acte d'incorporation;

- de Samuel Robert Martin demandant l'autorisation de pratiquer l'art dentaire dans la province de Québec;

- de la Société des artisans canadiens-français demandant de légaliser les décisions de leur dernière convention;

- des exécuteurs testamentaires de feu M. John Pratt demandant que leurs pouvoirs soient augmentés pour certaines fins;

- de M. Léopold Houle demandant un acte autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres;

- de F. H. A. Baxter demandant un acte l'autorisant à pratiquer l'art dentaire, après examen;

- de H.-A. Champagne et autres demandant un acte pour incorporer le Club commercial et littéraire de Hull;

- du président et des syndics de la commune de Yamaska demandant de régulariser certains actes de la commune de la seigneurie de Yamaska;

- de la ville de Longueuil et de la Compagnie du chemin de fer du Grand Tronc du Canada demandant un acte confirmant certains arrangements faits entre eux;

- de la cité de Hull demandant des amendements à sa charte;

- de la cité de Trois-Rivières demandant un acte amendement et consolidant sa charte;

- d'Aurélien Bernatchez demandant un acte autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- de J. C. Hawley et autres demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Free Methodist Church of the Province of Quebec".

**Adresse en réponse au discours du trône**

**M. E. Roy (Montmagny):** Monsieur L'Orateur, en me levant pour proposer l'adresse en réponse au discours du trône, je dois d'abord remercier le gouvernement pour l'honneur qu'il vient de faire au comté de Montmagny. Ce comté en était bien digne; d'abord, par sa longue et incontestable fidélité aux principes libéraux qui sont ceux du gouvernement actuel et aussi par le grand nombre d'hommes remarquables qu'il a donnés au pays, aux deux Parlements. Les Beaubien, les Fournier, les Taschereau, les Langelier, les Fortin, les Choquette, les Bernatchez, etc.,



sont intimement liés à l'histoire du comté que je représente, car ils en ont été tour à tour les mandataires. Après une carrière politique brillante, ils ont, pour la plupart, monté sur le banc judiciaire et tous, dans d'autres carrières, se sont aussi distingués.

En me confiant cette charge, on a voulu aussi continuer l'antique tradition qui veut que le plus jeune des députés soit l'un des premiers à parler dans cette Chambre. Je vous avoue, M. l'Orateur, que cette tradition me semble aujourd'hui assez embarrassante. En effet, c'est encore sous le coup de l'émotion qui nous saisit lorsque nous venons prendre place pour la première fois au milieu de cette Assemblée composée d'hommes politiques aussi éminents et si au fait des usages parlementaires, que nous devons apprécier les principaux événements qui se sont déroulés depuis la dernière session et dire ce que nous pensons des projets ministériels que l'on vient soumettre à nos délibérations.

J'ai conscience de ma faiblesse devant la tâche aussi lourde de proposeur (sic) de l'adresse, c'est pourquoi je demande l'indulgence de cette Chambre et j'espère que, si je suis téméraire à cause de ma jeunesse, l'on sera indulgent pour moi pour la même raison.

Monsieur l'Orateur, un siècle nouveau commence. Les hommes ont mesuré le temps. Pour en marquer davantage la rapidité, ils ont établi les mois, les années et les siècles. De cette manière nous nous sentons mieux vieillir. Ce calcul, basé sur des phénomènes astronomiques, conserve toujours comme un parfum de mystère et, lorsqu'une longue période se termine pour faire place à une autre, lorsqu'un siècle meurt devant un autre siècle qui naît, il nous semble que la nature signalera cette transition par quelque chose d'extraordinaire. Pour une fois, du moins, la chose est arrivée.

A peine avions-nous fait un pas dans le vingtième siècle que la nouvelle de la mort de la reine Victoria vint plonger dans un deuil profond tout un immense empire. Les sujets anglais répandus sur tous les points du globe ont ressenti une grande tristesse parce qu'ils perdaient non seulement une souveraine, mais surtout une mère, une personne tendrement aimée.

Je n'ai pas l'intention, après les éloquentes discours prononcés à la dernière séance de vendredi, après les appréciations élogieuses qui ont été faites sur la reine Victoria, d'en dire bien long sur ce sujet. Qu'il me soit permis cependant d'exprimer ma pensée, de dire ce qui, suivant moi, a été l'une des plus grandes causes de la gloire de cette reine. C'est, avant toute autre chose, par ses vertus domestiques qu'elle a conquis le coeur de son peuple.

Comme reine, elle a bien compris le rôle qui lui était assigné. À la tête d'une

monarchie constitutionnelle, elle sut respecter et même encourager les instincts libertaires de son peuple quand elle les a crus favorables à son intérêt. Mais elle eut aussi la fermeté nécessaire pour faire respecter les prérogatives royales et, lorsqu'un jour un ministre essaya d'oublier que la reine occupait la première place, elle brisa celui qui voulut ainsi méconnaître l'esprit constitutionnel. Non, ce n'est pas à la tête des armées qu'elle a conquis ses titres de gloire; ce n'est pas par des intrigues savantes qu'elle s'est assuré le concours de grands hommes, ce n'est pas par des actes d'audace qu'elle a émerveillé ses sujets, mais c'est bien par son tact parfait, par ses vertus nombreuses, par ses qualités variées qui lui ont permis de comprendre à chaque instant et dans toutes circonstances ce qu'elle devait faire pour assurer le progrès constant de son royaume, qu'elle s'est attiré l'amour de ses sujets et le dévouement de ses hommes publics.

J'ai dit que ses vertus domestiques sont comptées parmi les principales causes de sa gloire. Elle était femme et comme telle elle a parcouru les périodes d'espérance, de joie et de douleur qui sont le partage de la femme ici-bas. Jeune fille, elle connut les sentiments du coeur, l'amour lui dicta ses lois et avec la raison pour guide elle sut un jour se choisir un époux qui comprenait bien sa position délicate et qui fut pour elle en même temps qu'un mari affectueux, un conseiller sincère et éclairé. Les qualités spéciales de coeur et d'esprit qui étaient le partage du prince consort ont été admirées par tous ses contemporains. Et ce n'est pas peu dire que de reconnaître chez lui le mérite d'avoir rempli la mission que le Ciel assigne aux bons époux d'avoir soutenu la reine dans toutes les heures de la vie et d'avoir été en même temps le plus fidèle et le plus respectueux de ses sujets.

Mère, la reine Victoria connut toutes les joies douces de la famille et consacra tout le temps que lui laissaient les affaires publiques à l'éducation et au soin de ses enfants. Et lorsqu'un jour le deuil devint le compagnon habituel de son foyer, lorsque la grande loi humaine lui demanda tant de pleurs pour compenser les années de joie qu'elle avait goûtées, malgré son coeur profondément blessé, elle accepta, soumise, les épreuves que le Ciel lui envoyait. Elle fut aussi grande dans la douleur qu'elle l'avait été dans la joie.

Lorsque le souffle révolutionnaire, une fois de plus déchaîné sur l'Europe, faisait écrouler les trônes et modifier les constitutions, lorsque le prolétaire, ennuyé de sa douleur constante, se retournait dans son lit, l'Angleterre seule demeura paisible. Et pourtant, là comme ailleurs, le pauvre se posa le terrible pourquoi de sa douleur devant la jouissance des nobles et des riches.

Mais dans son humble foyer, au milieu de sa famille trop souvent visitée par la douleur, il parcourait les différents degrés de la hiérarchie sociale et, parvenu au sommet, en contemplant cette reine qui, malgré les richesses et les grandeurs, avait passé par toutes les joies, les devoirs et les angoisses qu'il avait connus, il comprit que le bonheur est un idéal irréalisable et fut content de son lot. Il ne voulut pas se plaindre davantage parce que la reine, sa souveraine, avait pleuré.

Le règne de Victoria a fait l'Angleterre forte et puissante, et dans l'histoire de la nation elle brille au premier rang. Pour nous, Canadiens français, elle avait un titre tout spécial à notre vénération, notre loyauté et notre affection. Car c'est à l'avènement de son règne et grâce à sa compréhension des véritables lois politiques que nous avons obtenu les libertés constitutionnelles dont nous jouissons aujourd'hui. Elle a compris qu'une race noble et généreuse ne peut renier ses ancêtres, ne peut mentir à son sang, et tout en conservant ses traditions personnelles, elle peut être parfaitement loyale à un souverain étranger. La reine Victoria ne nous a pas demandé de renier la France comme notre pays d'origine, mais elle nous a permis le souvenir du temps passé et le culte de nos traditions, et se contentant de notre serment d'allégeance qui nous a fait ses sujets loyaux et aimants.

Le roi ne meurt pas. Celui qui personnifie la nation, qui détient le pouvoir suprême, peut disparaître, mais son successeur est immédiat. En perdant la reine Victoria, nous avons eu le roi Édouard VII. Quel avenir nous prépare son règne? Nous ne pouvons sonder les desseins de la Providence: mais si nous nous appuyons sur le passé du nouveau roi pour faire des pronostics, nous devons être convaincus qu'il n'y aura qu'un nom de changé. Le prince de Galles, âgé déjà de soixante ans, est bien connu du peuple anglais. Ses qualités sociales en ont fait l'idole de la nation et dans tous ses actes publics il a révélé son amour pour la constitution anglaise et le respect de son intégrité. Doué, comme il nous semble, des qualités de sa mère, nous sommes convaincus qu'il continuera les traditions progressives qu'elle lui a laissées et que le regret causé par la mort de Victoria sera bien adouci par le spectacle des grandes choses qui seront accomplies sous Édouard VII.

Que notre nouveau souverain soit assuré des sentiments loyaux des habitants de cette province: les Canadiens français seront des sujets fidèles, qui, tout en conservant leur langue, leurs institutions et leurs lois, seront prêts à l'occasion à verser leur sang pour la défense du sol soumis au drapeau britannique. Ce drapeau est assez large pour abriter des races différentes et protéger toutes les conceptions légitimes de la liberté.

Monsieur l'Orateur, le chapitre des deuils n'est pas encore épuisé pour nous. La province de Québec a perdu, depuis la dernière session, l'un de ses plus grands citoyens. Le 25 septembre dernier, l'honorable M. Marchand, premier ministre de la province de Québec, partait pour un monde meilleur. Il est peu d'exemples d'une vie comme celle-là consacrée tout entière à son pays et récompensée par les plus hauts honneurs que la province puisse conférer. Dans sa vie publique comme dans sa vie privée, l'honorable M. Marchand a été un exemple pour ses concitoyens. Malgré des luttes politiques bien longues, il ne s'est fait aucun ennemi et ce fut à sa mort une unanimité complète chez les deux partis politiques à lui rendre hommage. Il était sincère dans ses convictions, les défendait avec énergie et intelligence tout en acceptant les suggestions de ses adversaires qui lui semblaient dans l'intérêt public.

Il était membre de cette Chambre depuis la Confédération et a gravi degré par degré l'échelle sociale, conservant ses principes et cherchant à les faire adopter. Lorsqu'un jour, devenu premier ministre par le choix du peuple, il fut à même de donner libre cours à ses idées, on en comprit toute la justesse et la province de Québec vit sous son administration des jours heureux et prospères. Il possédait la véritable science de l'économie politique dans les circonstances et les résultats sont venus confirmer l'excellence de ses principes en action. Les lettres canadiennes-françaises lui doivent beaucoup et dans ses oeuvres il s'est révélé bon poète et prosateur délicat.

Il a rendu service à son pays non seulement comme politique (sic) et travailleur de la pensée, mais il fut même un jour soldat et s'offrit à la défense du sol canadien lorsque des armées étrangères le menaçaient.

Devant cet homme honnête, ce citoyen intègre, cet homme politique sincère et convaincu et ce patriote dévoué, nous nous inclinons avec respect. L'honorable M. Marchand est, on peut le dire, un type parfait de la nation canadienne, distingué dans les oeuvres pacifiques et distingué sur le sentier de la guerre. Nous avons la confirmation de ce que j'avance dans la conduite des citoyens de cette province qui sont allés combattre sous le drapeau anglais dans l'Afrique-Sud (sic). Pour la plupart soldats d'un jour, ils se sont conduits comme de vieux militaires et ont même mérité les félicitations de leurs chefs pour leur bravoure intelligente, leur sang-froid et l'endurance dont ils ont fait preuve pendant toute la durée de la campagne.

Ils ont révélé aux vieilles nations de l'Europe que le militarisme à outrance n'est pas le meilleur système et que le Canada, malgré son déploiement militaire infime, peut

produire à l'occasion de bons soldats et même des héros.

Monsieur l'Orateur, il suffit de jeter un coup d'oeil sur les membres qui composent aujourd'hui l'Assemblée législative pour constater qu'elle a subi depuis la session dernière de profondes modifications. La mort de l'honorable Marchand appelait un nouveau premier ministre et l'honorable premier ministre, dont les qualités administratives se sont révélées en si peu de temps, a été chargé par le lieutenant-gouverneur de recueillir sa succession.

Le nouveau premier ministre a voulu faire ratifier par le peuple souverain le choix de sa personne fait par la couronne, et en même temps le consulter sur ce qu'il pensait de la politique du gouvernement libéral depuis 1897 et qu'il avait fait sienne. Tout le monde sait maintenant ce qui s'est passé. Le résultat des élections générales a été toute une surprise. Il a prouvé presque l'unanimité des sentiments des électeurs dans leur jugement favorable à l'honorable premier ministre et à son gouvernement. La majorité actuelle du gouvernement est la plus forte qui se soit jamais vue dans cette Chambre. Près de la moitié des élections ont été faites par acclamation; ces faits expliquent la présence de tant de figures nouvelles que nous apercevons dans cette Assemblée. Beaucoup d'hommes politiques distingués, mais avocats d'une mauvaise cause, sont disparus de cette arène parlementaire et condamnés à une réflexion bien longue qui produira, je l'espère, des fruits de salut. On a dit que la majorité du gouvernement était trop forte et que la loyale opposition de Sa Majesté aurait fort à faire pour surveiller, vu son petit nombre, les actes du gouvernement. Je suis convaincu, pour ma part, que les principes libéraux ne peuvent avoir trop de partisans dans cette Chambre, car ils sont, suivant moi, les meilleurs et les plus propres à assurer une administration honnête et progressive qui rend le peuple heureux. Les membres de cette Chambre sont assez sincères et ont assez le sentiment de leur devoir pour rendre nullement regrettable la faiblesse en nombre de l'opposition.

Le discours du trône, M. l'Orateur, nous fait part des principaux travaux opérés par les départements et nous mentionne certains projets de loi comme devant être soumis à notre approbation.

Nous devons être heureux d'apprendre que le conflit qui s'était élevé entre notre gouvernement et celui du Canada, à propos des pêcheries du golfe Saint-Laurent, va recevoir une solution satisfaisante pour nous. Nos besoins sont trop nombreux et nos ressources trop limitées pour ne pas les défendre avec énergie. Il reste dans cette province beaucoup de choses à faire, de nombreuses institutions à encourager, de nouvelles à établir, et si nous ne pouvons créer de

nouvelles sources de revenus nous devons conserver au moins toutes celles que nous avons.

La question éducationnelle, qui passionne aujourd'hui plus que jamais les intelligences, n'a pas été mise en oubli. On opère dans les détails, car c'est à peu près le seul champ sur lequel l'activité ministérielle peut faire quelque chose. La gratuité des livres, qui a pour but d'améliorer d'une façon sensible l'instruction élémentaire, deviendra dès l'automne prochain un fait accompli. Toutes les écoles qui en feront la demande seront gratuitement pourvues d'un livre excellent, approuvé par le Conseil de l'instruction publique, et la méthode des études dites concentriques sera adoptée. Le gouvernement mérite donc des félicitations pour ce succès, et tant que ses efforts tendront à développer l'instruction chez nos enfants, il sera sûr d'avoir l'appui de la plus grande partie des membres de cette Chambre, sinon de tous.

Il y a un vieil adage latin qui s'exprime ainsi: "Mens sana in corpore sano". On peut dire sans exagération que, jusqu'à ces derniers mois, ce vieil adage n'avait pas été respecté en ce qui concerne l'école normale Laval. Les conditions hygiéniques laissaient fort à désirer dans cette construction malsaine que le gouvernement avait louée du séminaire de Québec. Il y avait des plaintes souvent réitérées à ce sujet et l'on devait de toute nécessité y porter remède. Pour avoir de bons élèves, il faut avoir de bons maîtres, et pour avoir de bons maîtres, il faut prendre toutes les précautions nécessaires pour qu'ils conservent leur santé pendant leurs études. C'est déjà assez pour un enfant de travailler à augmenter ses connaissances et à se préparer au professorat sans qu'on l'expose à ruiner sa santé par des causes qu'il est en notre pouvoir de faire disparaître. C'est là un des beaux côtés du progrès moderne d'avoir fait de l'école une chose attrayante, un endroit où l'on se sent heureux de vivre. On ne peut donc donner trop d'attraits à nos écoles publiques, surtout à celles qui dépendent d'une manière absolue du gouvernement. C'est à lui à donner l'exemple. Donc, lorsqu'on nous annonce qu'une bâtisse nouvelle a été achetée pour servir d'école normale Laval et que cette bâtisse renferme toutes les conditions que nous sommes en droit d'exiger, on doit remercier le gouvernement parce qu'il a fait son devoir.

Il est une autre chose que les gouvernements ne peuvent trop encourager et développer: l'avenir de la province de Québec dépend en grande partie de l'impulsion qui sera donnée à la colonisation. Notre domaine est large et magnifique, mais il est pour la plus grande partie improductif et attend encore le défricheur qui fera pousser des moissons luxuriantes sur son sol encore inculte. On nous dit que le département de

la Colonisation a poussé avec énergie et succès son oeuvre patriotique et que le défrichement de nos terres publiques a reçu la plus vive impulsion. Je suis sûr que le gouvernement de ce côté ne considère pas son oeuvre terminée et que le commencement seul de tout un système de colonisation actif a été fait. Le mouvement industriel, si vivace dans notre pays depuis quelques années, attire chez nous une population importante. L'agriculture devenue payante, grâce à l'abandon de la routine ancienne et aux marchés nouveaux qui ont été ouverts aux cultivateurs, augmente chez ceux-ci l'amour de la culture du sol. Pour faire cesser toute émigration, pour ramener ceux des nôtres qui nous ont quittés naguère, pour attirer au milieu de nous une immigration avantageuse, il faut donner à la colonisation une attention toute spéciale, augmenter les octrois et faire pour cette oeuvre nationale des sacrifices importants, s'il faut, pour arriver aux meilleurs résultats.

Et à ce propos, je me rappelle que dans le discours du trône, on nous parle d'une modification importante dans l'organisation des différents départements qui existent aujourd'hui et surtout dans le département de la Colonisation. On nous annonce qu'une loi sera proposée à cet effet. Je sais personnellement que le service actuel est loin de donner satisfaction. Je dirai plus: il me semble avoir empiré les choses. Le département de la Colonisation est formé des branches des arpentages, du cadastre, des Mines et de la Colonisation proprement dite. Le département des Terres contrôle la vente des lots colonisables (sic) et des limites à bois de sorte que chaque fois que, par la vente d'une limite forestière ou d'un lot de terre une exploration ou un arpentage devient nécessaire, une correspondance doit s'engager entre les deux départements, ce qui occasionne ainsi un retard préjudiciable au bon fonctionnement des affaires publiques. Sans connaître ce que le gouvernement se propose de faire, je crois que toute mesure qui aura pour but de faire disparaître ces inconvénients sera la bienvenue. Les honorables membres de cette Chambre pourront faire leurs suggestions, lorsque cette mesure sera devant eux, et par une discussion sincère et raisonnée nous devons trouver le moyen d'obvier aux inconvénients que j'ai signalés et à bien d'autres que nous connaissons alors.

Je ne dirai qu'un mot de cette partie du discours du trône où l'on nous parle de l'incendie de Hull. On se rappelle encore cette immense conflagration qui jeta dans la misère des milliers de familles. La charité publique s'est émue et des comités de secours ont été partout organisés. Le gouvernement ne pouvait faire moins que tout le monde, et il a souscrit une somme de vingt-cinq mille dollars. La Chambre, je

n'en doute pas, approuvera son action. Quant au crédit qui sera demandé pour reconstituer les titres et les documents publics qui ont disparu dans cette circonstance, il ne peut être refusé, car la fortune publique et l'intérêt d'un trop grand nombre de personnes y sont intéressés. D'ailleurs il ne s'agit dans ce cas que d'une simple mesure de bonne administration.

Il est une autre nouvelle excessivement importante que le gouvernement nous annonce. C'est qu'il sera présenté une législation qui aura pour but de faciliter la conciliation dans les conflits qui s'élèvent, hélas, entre nos patrons et ouvriers, et même d'établir un tribunal d'arbitrage dans le cas où les voies conciliatrices seront insuffisantes. Autrefois, la disette décimait les peuples et la famine qu'elle amenait causait des révolutions. Aujourd'hui que les facilités des communications entre les différents pays ont rendu presque impossibles des famines dont l'histoire fait mention, il y a un autre fléau qui menace de troubler profondément l'ordre social. Ce sont les grèves. En répandant l'instruction parmi le peuple, l'ouvrier a mieux compris sa valeur individuelle, il a eu une notion plus avantageuse de son importance, et avec cet instinct de liberté qui caractérise notre époque, après avoir discuté les droits et les devoirs de chacun, il refuse son travail au patron qu'il enrichit, et pour se donner plus de force, il a recours aux puissances de l'association.

Je ne veux pas discuter le mérite ou le démérite de ces associations ouvrières non plus que des associations de capitaux qu'on appelle les combines, je ne veux que constater que l'homme est toujours le même partout, et que chez les patrons et les ouvriers les réclamations ne sont pas toujours justes, que chez les uns comme chez les autres on exagère souvent les droits, et l'État est hautement intéressé à faire cesser ces conflits regrettables qui s'élèvent entre le capital et le travail, et à leur donner une solution rapide et juste quand la bonne volonté fait défaut chez les principaux intéressés. Il vaut mieux prendre les devants et ne pas attendre que le pays soit complètement bouleversé par les grèves pour y trouver un remède, et la Chambre étudiera avec intérêt la législation qui lui sera soumise dans ce but. Il espère, dit-il, que cette mesure aura pour effet de faire disparaître les grèves. Il termine en rappelant le grand succès du parti ministériel l'automne dernier devant l'électorat et il exprime l'espoir que le gouvernement sera d'autant plus prudent qu'il est appuyé par des forces considérables.

Il propose, appuyé par le représentant de Richmond (M. P. S. G. Mackenzie), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de

Québec, dans les termes suivants:

À Son Honneur l'honorable Louis-Amable Jetté, lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en législature provinciale, remercions Votre Honneur du gracieux discours qu'il a plu à Votre Honneur de nous adresser à l'ouverture de la présente session.

**M. P. S. G. Mackenzie (Richmond)** commence par remercier le gouvernement de l'honneur conféré à son comté d'être désigné pour appuyer l'adresse.

Je suis sûr, dit-il, que toute la Chambre concourt dans les sentiments exprimés dans le discours du trône, que la santé de Son Honneur le lieutenant-gouverneur se rétablisse bientôt pour lui permettre de reprendre l'exercice de ses importantes fonctions comme chef de l'exécutif de la province.

L'ouverture de la première session du dixième Parlement de cette province a lieu dans des circonstances particulières de deuil. La mort de la reine met fin à une grande époque de l'histoire impériale et coloniale. Avec son règne finit le gouvernement personnel et commença le gouvernement constitutionnel. Nous sommes appelés à exprimer nos sentiments au sujet de la mort de notre bien-aimée souveraine. Il a été dit tant et de si belles choses au sujet de cet événement qu'il est difficile d'ajouter aux tributs d'hommages qui ont été rendus à la mémoire de la reine en termes si éloquents et si affectueux.

On a rappelé que pour ce qui regarde le Canada, la reine est montée sur le trône de ses ancêtres à un moment suprême et critique de notre histoire avant l'aurore de la liberté politique, alors que les dissensions intestines et la guerre civile désolaient les deux provinces, le Haut et le Bas-Canada, au moment où nos pères s'efforçaient de se soustraire au joug de l'oligarchie existante; que sous le règne sage de la reine et grâce à ses conseils, l'inestimable bienfait du "self-government" fut accordé au Canada, qu'il a été donné à notre pays dans l'ère splendide du progrès et des institutions libres.

On a bien dit avec raison qu'avec Victoria a fini le gouvernement personnel et commencé le vrai gouvernement constitutionnel. Sous ses prédécesseurs, il y avait eu une longue et constante lutte pour la suprématie entre le souverain et le Parlement. Sous le règne de Victoria les droits du peuple ont été unis par des liens indissolubles avec ceux de la couronne de sorte que, partout où les institutions britanniques ont été établies, les peuples de toutes les races et de toutes les croyances qui habitent ce vaste Empire jouissent des bienfaits d'une constitution qui a su unir la

tradition à l'innovation, la stabilité au progrès, la vigueur des temps modernes à la sagesse de l'antiquité et qui, malgré quelques défauts, est à bon droit considérée comme la meilleure constitution qui ait jamais régi une grande nation.

L'ère "victorienne" a vu la marche triomphale du progrès et de l'invention. C'est une ère éminemment pratique. Il a été permis à notre noble reine, pour employer l'expression de Tennyson, de voir plus de 60 ans d'expansion dans le commerce, plus de 60 ans d'avancement dans les sciences, plus de 60 ans d'épanouissement de la liberté et d'agrandissement de l'Empire.

Dans ce coup d'oeil rétrospectif sur ce règne de 60 ans qui vient de finir, nous, Canadiens, nous pouvons contempler avec orgueil les 60 ans de progrès matériel, moral et intellectuel durant lesquels notre pays, auparavant divisé, éparpillé en provinces, a été uni en une grande puissance, habitée par des races vigoureuses, animée d'un inaltérable attachement à ses institutions, déterminée à se rendre forte et heureuse à l'intérieur, puissante et respectée au dehors.

C'est dans ces circonstances que nous saluons l'avènement de notre nouveau souverain, le roi Édouard VII, qui, nous en avons la confiance, maintiendra les glorieuses traditions du trône d'Angleterre et que, sous son sceptre, l'étoile de la Grande-Bretagne brillera durant de longues et heureuses années d'un lustre non diminué.

Le décès regrettable de l'honorable Marchand, regretté premier ministre, a privé la province des services de l'un de ses hommes publics les plus honorables et de ses serviteurs les plus distingués. Il était entré dans cette Chambre au moment où les canons saluaient le premier anniversaire de la Confédération; et en exécutant fidèlement le mandat que lui avaient confié ses concitoyens, il a monté graduellement d'une position à l'autre, jusqu'au poste de premier ministre de sa province natale. C'était un homme aux manières distinguées, à l'esprit cultivé et avec ces qualités, il savait unir la douceur à la fermeté, ce qui en faisait un chef respecté autant qu'un habile homme d'État. Il était loyal et patriotique (sic) et l'auréole d'honneur qui entoure sa mémoire n'est que la conséquence naturelle d'une vie toute marquée au coin de la fidélité au devoir. Il fut appelé à la direction des affaires de la province à une époque où nos finances étaient dans un état déplorable. Il promit au peuple de rétablir l'équilibre entre le revenu et la dépense, sans imposer de nouvelles taxes, mais en suivant une politique de rigoureuse économie. Il entreprit cette tâche et il faut dire à son honneur qu'il l'a exécutée en moins de deux ans. On a érigé des monuments de bronze et de pierre à la mémoire d'autres hommes d'État: M. Marchand n'aura pas besoin d'autre

monument que l'histoire véridique de ce qu'il a accompli.

On a mentionné le succès brillant de nos troupes qui, sur l'appel fait à leur patriotisme, se sont rendues en Afrique du Sud pour défendre l'Empire en danger. Il sera à l'éternelle gloire du peuple de cette province d'avoir figuré au premier rang dans cette grande démarche tendant à l'unification de l'Empire et d'avoir été parmi les premiers à prendre les armes. L'histoire racontera les actes de bravoure accomplis sur ces champs de bataille et que le peuple canadien, sans distinction de race ou de croyance, a scellé le mouvement impérialiste du sang de ses fils, qui a coulé dans un flot commun avec celui des soldats des autres parties de l'Empire, qui ont sacrifié leur vie pour maintenir le pouvoir et la dignité du drapeau anglais.

Le gouvernement mérite des félicitations pour ce qu'il a fait en faveur de l'instruction publique. Je ne doute pas que tous députés considéreront qu'il est de leur devoir d'appuyer toute mesure propre à améliorer notre système scolaire, à stimuler la diffusion de l'instruction chez le peuple confié à leur charge.

Il faut regarder comme des mesures tendant vers ce but la distribution gratuite des livres d'écoles et l'achat de la nouvelle bâtisse pour l'école normale. Une dépense sage et judicieuse des deniers publics pour développer les avantages de l'instruction publique ne peut que produire un bien incalculable. C'est de la génération qui grandit et de ceux qui viendront après elle que dépend l'avenir du pays. Le flambeau en main, cette génération éclairera le sentier pour ceux qui viendront après elle. Comme le riche, le pauvre a droit aux bienfaits de l'instruction. J'ose espérer que le temps n'est pas éloigné où l'on donnera à notre système d'enseignement toute l'attention qu'il mérite.

La prospérité de la classe agricole est un sujet de grande satisfaction. L'agriculture est la base du pays; sa prospérité répand la vie et la vigueur dans les autres branches d'affaires. L'exportation des produits de ferme a atteint un chiffre inouï et nos cultivateurs profitent de cette augmentation ainsi que de la hausse dans les prix.

Le gouvernement, par la sage politique qu'il a suivie d'encourager le développement de l'industrie du beurre et du fromage et l'émulation qu'il a fait naître chez les cultivateurs au moyen du mérite agricole, a beaucoup contribué aux résultats obtenus et il mérite les félicitations de la Chambre comme du pays. Les succès obtenus à l'exposition de Paris par le gouvernement de la province de Québec contribueront beaucoup à l'avancement de nos intérêts agricoles et il faut espérer que le gouvernement ne se ralentira pas de la politique qu'il a suivie pour assurer dans une

aussi grande mesure le bonheur et la prospérité du peuple.

Le département de la Colonisation mérite d'être félicité sur la manière dont il a dirigé les affaires qui lui sont confiées. Il a pris toutes les précautions possibles pour rendre le sort du colon aussi doux et aussi aisé que possible et lui a donné tous les encouragements pour l'induire à s'emparer de nos terres publiques, en lui rendant les conditions faciles et attrayantes et sa position confortable. Le rapport de ce département constate que les résultats les plus satisfaisants ont été obtenus.

Le peuple apprendra avec plaisir que la prospérité générale du pays s'est fait sentir sur les finances de la province et que le revenu du dernier exercice excède la dépense. Cette situation financière est le résultat de la fidélité à la politique d'économie inaugurée par l'honorable M. Marchand au cours des trois dernières années, politique approuvée et désirée par le peuple de ce pays. Il sera à l'éternel honneur du parti libéral d'avoir relégué l'extravagance dans le domaine du passé et d'avoir rétabli l'administration financière sur une base d'affaires. Le gouvernement a d'autant plus de mérite que cette réforme n'a pas empêché la province de développer ses ressources et de prospérer. Sous les administrations précédentes, l'on considérait qu'il était impossible de coloniser, de développer les ressources de la province sans accorder de grosses subventions, sans faire de grosses dépenses. Sous le régime actuel, le développement du pays marche comme auparavant: des villages surgissent, des grands pouvoirs d'eau sont utilisés, de grandes étendues du pays sont ouvertes aux entreprises du commerce, faisant participer la province aux profits réalisés dans ces entreprises, sans lui demander aucune dépense d'argent.

Il faut espérer que le gouvernement réussira dans les mesures qu'il se propose d'adopter pour maintenir et perpétuer les bons rapports qui doivent exister entre le capital et le travail, entre le patron et l'ouvrier. On contribuera sensiblement à l'avancement de la prospérité du pays, à la protection efficace de la vie et de la prospérité au moyen d'une loi qui sera de nature à prévenir les grèves et à maintenir la bonne entente entre le patron et les employés dans nos grands établissements industriels.

M. l'Orateur, au commencement de mes remarques, j'ai dit que cette adresse que j'ai l'honneur d'appuyer est marquée d'une nuance de tristesse, mais elle a aussi son côté joyeux. L'événement auquel il est fait allusion et le fait que nous entrons dans un nouveau siècle nous portent à jeter un regard en arrière et à passer en revue les événements des derniers cent ans ainsi que

ceux du règne qui vient de finir, règne qui a été si fécond en grands résultats pour la civilisation et le bonheur du monde. Mais les joies de l'espérance sont toujours plus entraînantes que celles de la revue du passé. Et combien est brillante, pleine d'espoir, la perspective qui s'offre à notre province.

La Providence nous a confié un précieux héritage, dont l'administration comporte des devoirs et de grandes responsabilités. Les limites de notre territoire ont été étendues à des régions dont les noms, il y a quelques années, étaient enveloppés dans le mystère, familières seulement aux aventuriers et aux indigènes. Il nous faut ouvrir et développer ces territoires. Nous avons besoin de plus de colons. Nous avons là des millions d'acres de terre qui attendent le défricheur et la charrue; nous avons d'immenses étendues de forêts précieuses, abondant en matériaux qui n'attendent que d'être transformés pour être livrés au commerce; nous avons de nombreux et puissants pouvoirs d'eau qui sont là, prêts à fournir l'énergie pour opérer cette transformation. Nos ressources minérales n'ont été explorées et ne sont connues que d'une manière imparfaite, mais il est bien connu qu'il y a beaucoup de dépôts de minéraux dans les rochers et les montagnes, dans les lits des rivières qui, aujourd'hui, ne contribuent qu'à la beauté des paysages grandioses de notre pays.

Soyons fidèles à nous-mêmes, soyons unis. Nous qui sommes la minorité, nous nous enorgueillons au spectacle de la grande puissance colonisatrice de nos concitoyens d'origine française; ils ont été les premiers à arborer le drapeau de la civilisation dans cette province, ils ont été les premiers à fournir leur contingent à la liste des martyrs de la croix et par l'histoire comme par la tradition, cette province est leur patrie. Mais, avant de terminer, qu'il me soit permis de signaler l'esprit de tolérance dont ils ont toujours fait preuve envers la minorité, tolérance ayant suscité l'émulation. La loi de la tolérance devrait être apprise par tous et gravée dans le cœur de tous, car c'est au fond celle dont parle Hooker, loi dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle a son siège dans le sein de Dieu et sa voix dans l'harmonie du monde.

M. E. J. Flynn (Nicolet) commence par féliciter le proposeur et le secondeur de l'adresse pour le succès de leurs débuts au Parlement et pour l'habileté avec laquelle ils ont assumé les fonctions qui leur ont été dévolues. Les remarques de chacun d'eux ont été heureuses tant par la forme que par le contenu de leur adresse, mais il doit faire certaines réserves concernant certains points de vue politiques qu'ils ont exprimés. Il souligne que le représentant de Montmagny (M. E. Roy), est allé plus loin que le

discours du trône dans la proposition de l'adresse. Il dit qu'il est même surpris d'entendre de si éloquentes paroles, vu que le discours du trône, d'après ce que les députés en savent, ne donnait pas lieu à d'aussi belles phrases.

Il constate qu'il y a de nombreux visages nouveaux et, au nom de l'opposition, il lui fait plaisir de leur souhaiter la bienvenue, indépendamment de leur allégeance politique. J'exprime, dit-il, un sentiment de regret pour les disparus et je félicite tous ceux que l'électorat a envoyé siéger ici.

Il est d'accord avec l'allusion faite dans le discours du trône concernant l'état de santé du lieutenant-gouverneur Jetté. L'opposition concourt dans la sympathie exprimée et espère que Son Honneur recouvrera vite la santé.

Puisque, vendredi dernier, il a parlé assez longuement de la mort de Sa Majesté et de l'avènement au trône du roi Édouard VII, il sera bref. Toutefois, il a remarqué récemment que les journaux ont soulevé la question très délicate du serment du sacre du roi. Il dit un mot de l'objection très sérieuse faite par ses sujets catholiques romains à certaines parties du serment du sacre. Le serment est toujours le même, mais il date d'une époque où les choses étaient bien différentes de ce qu'elles sont aujourd'hui, et il espère sincèrement, comme loyal citoyen de la province de Québec, que le gouvernement britannique trouvera un moyen de régler cette question épineuse à la satisfaction de tous les loyaux sujets de la couronne de manière à ce qu'aucune partie de la population de l'Empire ne puisse se sentir blessée par certains termes du serment. Il espère que le mouvement qui se fait parmi les catholiques anglais aura du succès et que la formule en question sera modifiée tel que demandé.

Le décès de l'honorable M. Marchand a créé dans cette Chambre un vide difficile à combler. Sa connaissance des affaires publiques et son expérience parlementaire ont vu le jour en même temps que la Confédération. Aucun autre membre ne possédait son expérience parlementaire vieille de 30 ans, sa grande connaissance et son influence puissante. Avec les années, il avait acquis de l'expérience et il a travaillé consciencieusement tout au long de sa laborieuse carrière au service du peuple. Il le considère comme l'un des grands hommes de la vie publique du Canada. Il était un homme distingué, cultivé et lettré et sa présence à la Chambre est très regrettée non seulement du côté ministériel mais aussi du côté de l'opposition. Il était la tradition, longue tradition, qui avait son influence sur la Chambre et le pays.

Le temps a changé bien des choses. Les vieux politiciens parmi ceux qu'il a connus

comme leaders de la Chambre, Chapleau, Mousseau, Mercier et Marchand, sont disparus et personne plus que lui regrette la disparition de ces visages bien connus de la scène politique. Il souligne aussi l'absence de l'honorable M. Robidoux.

En ce qui a trait à la partie du discours se rapportant à la bravoure des soldats canadiens pendant la guerre sud-africaine, il abonde dans le même sens et il est fier de la bravoure et du courage déployés par les Canadiens sur les champs de bataille. Cela n'a rien de surprenant si l'on considère que les Canadiens qu'ils soient Anglais, Français, Irlandais ou Écossais appartiennent à une race d'hommes braves ayant des qualités particulières en plus de posséder toutes les qualités des autres races. Leurs qualités au combat, leur bravoure et leur discipline leur ont valu l'éloge des généraux anglais, et l'esprit guerrier de leurs ancêtres, qui furent les défenseurs de la terre contre les envahisseurs de nos frontières, se perpétue en eux.

Il critique le menu du gouvernement qu'il qualifie d'extrêmement maigre. La remarque faite au sujet des pêcheries, dit-il, offre peu de renseignements et aurait pu être omise du discours. La question qui, d'après le ministre des Pêcheries, était réglée il y a dix-huit mois, ne l'est donc pas encore, puisque le discours du trône nous apprend que le gouvernement cherche à sauvegarder ses droits sur ce point. S'il y a un sens à cela, c'est que la position exacte des gouvernements fédéral et provincial sur cette importante question est à peu de chose près la même que l'an dernier, nonobstant le fait que dans un rapport du commissaire des Terres de la couronne on mentionnait l'existence d'une entente entre les deux gouvernements et le fait regrettable que dans certains coins de la province l'application de la loi par la province n'est pas satisfaisante. Il regrette que les points en litige n'aient pas été entièrement résolus. C'est un réel plaisir de savoir que notre gouvernement continue de résister aux prétentions du pouvoir fédéral. Il est content de voir que le gouvernement défend les droits de la province et il le félicite à cet égard; il espère que la question sera finalement réglée à la satisfaction de la province de Québec. C'est une question d'administration difficile, mais il espère que le gouvernement ne renoncera à aucun de ses droits et que tous les intérêts seront respectés.

Le discours du trône annonce qu'un nouveau livre pour l'enseignement primaire dans les écoles publiques catholiques a été préparé sous la direction du gouvernement et qu'il sera distribué gratuitement l'été prochain. Il aimerait savoir si l'impression du livre est faite et, le cas échéant, comment elle a été financée. On ne le sait pas

encore. Mais, est-ce que la politique du gouvernement sous ce rapport est recommandable? Aucune somme d'argent n'a été votée à cet effet, ce qui l'amène à supposer qu'elle a été payée à même la somme de \$50 000 destinée à l'instruction primaire et votée par le gouvernement en 1897 en vertu de 60 Victoria. Il s'oppose à la distribution gratuite de tels livres sauf aux parents et aux municipalités pauvres. La distribution gratuite de livres scolaires faite sans distinction aux riches et aux pauvres ne mérite pas l'approbation des gens sérieux. Est-il sage de fournir des livres aux riches et aux pauvres? Avons-nous assez d'argent pour cela? Cela est très regrettable et exagéré de donner gratuitement et indifféremment les livres aux riches et aux pauvres, puisque cette mesure vise à aider les pauvres et non les riches. L'intention du créateur de ce projet n'était certes pas de faire des cadeaux aux riches. Mais, est-ce là la grande et belle mesure que le gouvernement devait soumettre aux Chambres? Non, et nous attendons encore l'exécution de cette promesse du gouvernement relativement à l'éducation publique.

L'article 8 du discours du trône nous annonce que les recettes ordinaires du dernier exercice marquent un excédent sur les dépenses ordinaires et extraordinaires. Il n'a pas encore vu les comptes publics et ne peut alors dire s'il s'agit d'un excédent réel et permanent ou d'un excédent fictif et accidentel car il y en a deux sortes. Les excédents ne sont pas toujours des surplus palpables. Jusqu'ici, les soi-disant surplus du gouvernement libéral sont disparus sans qu'on ait pu les toucher. Je doute, dit-il, que le surplus annoncé cette année soit sérieux. Il croit que c'est une déclaration hasardeuse à faire dans le discours du trône. Si le trésorier provincial réussissait à démontrer l'existence d'un excédent réel des recettes, il accomplirait quelque chose d'inédit et pourrait être considéré comme un grand financier, le plus fort financier que nous ayons eu depuis la Confédération, et recevrait ses sincères félicitations. Mais pour en arriver à cet excédent, il est possible qu'on ait ajouté aux recettes le produit des ventes de pouvoirs d'eau. L'argent obtenu par la vente des pouvoirs d'eau et d'autres ressources de la province ne constitue pas un revenu ordinaire. Le montant devrait être inscrit au compte du capital. Une chose est certaine, les dépenses extraordinaires sont maintenant réduites de beaucoup puisqu'il n'y a pas de travaux publics proprement dits entrepris par la province, pas plus que de subsides votés aux chemins de fer.

Le chef de l'opposition, examinant la question du déménagement de l'école normale dans la propriété située sur le chemin Sainte-Foy et ayant appartenu à feu le sénateur Chinic, demande ce que signifie:



"mettre une bâtisse à la disposition de l'école normale". N'était-il pas convenu d'acheter un terrain à cet effet et non seulement une bâtisse? Ce coup de maître, comme on l'a appelé, semble simplement consister à acheter une propriété qui avait coûté de \$15 000 à \$20 000 pour la somme de \$9000 attendu qu'il y aurait un important montant d'argent à dépenser pour réparer, agrandir et installer ce local. Il est impossible que le local acheté par le gouvernement suffise tel quel pour loger élèves et professeurs. Pour y mettre du confort, il faudra de grandes améliorations. Il a été question d'autres propriétés. Il s'enquiert aussi de ce qui est advenu de la propriété située sur Grande-Allée et achetée par l'honorable M. Mercier, et ayant coûté à la province \$30 000 en 1897. Mais, je laisse au premier ministre le soin de nous donner des détails sur cette affaire, dit-il, et nous jugerons plus facilement de l'action du gouvernement.

En lisant le discours du trône il a été plutôt surpris de l'allusion faite à la prospérité de l'agriculture dans cette province, état de prospérité inconnu dans ce pays! Le discours est certainement un peu optimiste. Mais il y a un oubli dans ce paragraphe. Il n'y a rien à propos de la part prise par la province de Québec à la grande exposition universelle de Paris, et de l'attribution ou non de prix aux fermiers de cette province. Notre province a fait excellente figure à ce grand concours des peuples. Mais le discours du trône n'en fait pas mention. Pourquoi n'en a-t-il pas été question? Il commence à se moquer du gouvernement avec ce qu'il appelle les omissions du discours. Évidemment, tout le monde sait que la province a été dignement représentée par un de ses ministres. Mais pas un seul mot n'a été dit au sujet du séjour du commissaire de l'Agriculture à l'exposition, pas même une petite mention de la décoration qui lui a été accordée par les cercles agricoles de France, bien qu'on sache qu'il y ait prononcé un discours. Il demande si l'omission de mentionner ce fait dans le discours venait de la trop grande modestie du commissaire de l'Agriculture.

On a passé sous silence le succès du département de l'Éducation de la province à l'exposition universelle de Paris, alors que le bruit court que la province s'est mérité des prix pour son enseignement primaire.

Enfin, le discours fait allusion à ce qui est vraiment la question la plus importante pour la province de Québec, la question de la colonisation. À ce qu'on dit, on y a travaillé avec énergie et succès. Et comment va-t-on récompenser cette énergie et ce succès? On va abolir le département! Il pense que la prétention du gouvernement de s'être préoccupé du plus grand intérêt national avec vigueur et succès vient à

l'encontre de sa proposition de supprimer le département de la Colonisation, ce qu'il condamne.

Il regrette d'apprendre que le gouvernement a l'intention de supprimer le département de la Colonisation et des Mines, abolissant ainsi un département. Il profite de cette circonstance pour rappeler quelles étaient les raisons qui avaient engagé son gouvernement à créer un ministère de la Colonisation. Il y avait deux raisons à la création de ce département. L'une était patriotique et l'autre politique: patriotique puisque la colonisation était une question nationale concernant à un très haut point l'avenir de la province. Il pense que dans un pays jeune comme le nôtre la colonisation est une question nationale à laquelle, aux yeux du public, on accordait une juste importance quand il y avait un département spécial qui s'en occupait. Voilà sa raison d'être patriotique. Maintenant, du point de vue politique, il dit que, dans cette province, il n'y a pas trop de sept ministres pour maintenir les bonnes relations entre les éléments de races et de croyances si diverses de la population et cela, dans l'intérêt d'un bon gouvernement. Avec seulement six ministères, il est impossible de donner aux principales composantes de la population la représentation à laquelle elles ont droit au cabinet. Avec un ministre très compétent à sa direction, le département de la Colonisation était des plus nécessaires pour la province de Québec.

Il fait mention de la compétence administrative admirable dont ont fait preuve M. Chapais qui a été le premier commissaire de ce département et le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon) qui en est le ministre actuel et qui a été désigné par l'honorable M. Marchand, et c'était bien le meilleur choix qu'il pouvait faire. Ce dernier avait affirmé qu'il n'y avait pas trop de sept ministres puisque, lorsque dans le discours du trône il avait demandé au lieutenant-gouverneur de proposer la nomination d'un ministre de l'Instruction publique, il avait répondu que le nombre de ministres n'augmenterait ni ne diminuerait.

Il proteste donc contre la proposition d'abolir le département de la Colonisation. Nous sommes encore au début de la colonisation, tout est à faire, dit-il, il y a eu énergie certainement mais pas de succès. Cependant, le gouvernement a décidé d'abolir cette importante branche de l'administration publique. Je suis porté à croire que le gouvernement a trop souvent fait pencher la balance du côté du marchand de bois au détriment du colon. Les colons ont encore des griefs. Le gouvernement n'a pas réglé cette question et la balance penche toujours du côté du plus fort. Bref, nous avons été approuvés sur ce point par nos successeurs. Mais aujourd'hui le gouvernement prétend

qu'il y a des complications entre les départements. Il y en a toujours eu, mais cela n'est pas une raison pour supprimer ce ministère. J'en conclus que le gouvernement cherche à détruire ce que nous avons fait de mieux quand nous étions au pouvoir. Aujourd'hui, on juge à propos de défaire tout cela. Il faudra entendre les raisons qui, selon le cabinet, militent en faveur de cette destruction. Le gouvernement actuel veut diminuer le ministère à six membres, à cause de quelques difficultés intestines et non pour le bien général de l'administration.

Quant à l'intention du gouvernement de saisir la Chambre d'une mesure d'arbitrage entre les patrons et les ouvriers, il espère que cette mesure ne s'inspirera pas des mesures prises à Ottawa.

Parlant de la question des incendiés de Hull, il dit qu'il sympathise avec les victimes de cette conflagration et que la somme de \$25 000 que le gouvernement leur a votée n'est que juste. Mais, comment se fait-il que des documents précieux ont été perdus dans l'incendie de Hull? N'y avait-il pas de voûtes? Il est bien regrettable que l'on ne prenne pas de bonnes mesures pour éviter des désastres et pour sauvegarder et conserver d'importants documents, officiels ou autres.

Plusieurs points ont été omis dans le discours du trône. Rien n'a été dit du succès de la province de Québec, s'il en fut, à l'exposition de Paris, ni de l'arbitrage entre Ontario et Québec. Et puis il n'a pas été question des abattoirs, que les chambres de commerce de Québec et Lévis ont approuvés et que le peuple demande, et quoique des résolutions à cet effet aient été présentées à la toute dernière minute à la dernière session.

**M. C. Langelier (Lévis):** Ça va venir.

**M. E. J. Flynn (Nicolet):** J'ai cru qu'un député influent, ami du gouvernement, a eu une conférence avec le cabinet. Des démarches se faisaient, on envoyait des requêtes, les ministres permettaient, attendaient, tergiversaient, puis l'huissier à la verge noire venait nous avertir de passer ailleurs, puis tout s'évaporait. Si l'on en avait parlé, l'on aurait jeté du baume sur les plaies d'un honorable député pour qui nous avons tous des sympathies personnelles.

Le chef de l'opposition voit dans ce silence un désaccord entre les membres du gouvernement. Il dit que la question des abattoirs qui occupe tant le député de Lévis menace de périr dans les neiges de la Sibérie où le député doit aller bientôt, puisqu'il n'en est pas question dans le discours du trône, non plus que du pont de Québec. Qu'est-il advenu du pont de Québec? On n'en a pas soufflé un mot. Pas une seule remarque n'a été faite au sujet de la cérémonie fastueuse

qui a eu lieu à l'emplacement du pont, l'automne dernier. Il demande si cette dernière omission est due à la trop grande modestie du premier ministre.

Il y a aussi l'omission de la politique de chemin de fer et du chemin de fer de la Baie-James, en particulier. Nous avons pourtant des voies ferrées dans cette province.

Le gouvernement a même oublié de dire à la Chambre ce qui a causé la dissolution soudaine du Parlement. La critique que j'ai à formuler à propos de ce geste, dit-il, est que s'il crée un précédent, cela voudrait dire qu'il devrait y avoir des élections générales chaque fois qu'il y a un nouveau chef de gouvernement. L'honorable premier ministre, étant appelé à succéder à feu M. Marchand, est allé devant le peuple; or, comme il est question que le premier ministre va résigner avant longtemps, et le bruit court qu'il y aura déjà d'autres remaniements, il faudra donc encore des élections générales si l'on veut suivre le principe créé par le gouvernement actuel.

Pour conclure, il passe une réflexion et formule un souhait. L'élection du 7 novembre et celle du 7 décembre derniers ont complètement changé la physionomie de la représentation législative dans la province. Il est vrai que le résultat de la dernière élection a dépossédé le parti conservateur, jusque-là puissant, de la majeure partie de sa représentation en Chambre. Est-ce un bien ou un mal? Le parti déplorera-t-il sa chute ou s'en réjouira-t-il? Est-ce au profit ou au détriment du parti au pouvoir? Personnellement, il s'incline devant la décision du peuple. Il ne tentera pas de régler le problème; l'avenir le dira. Certains hommes préfèrent au pouvoir le triomphe de leurs principes. Et il a la satisfaction méritée de constater, après plus de 20 ans de lutte acharnée, que ses adversaires de toujours, c'est-à-dire les chefs du parti libéral, marchent dans les traces de leurs prédécesseurs et gouvernent le pays et la province selon ce qu'ils considèrent être le bien public. L'homme n'est rien, c'est le principe qui doit prévaloir. Il ajoute alors que les partis politiques existeront toujours sous notre régime parlementaire. Le principe de la discussion est profondément ancré dans le cœur de l'homme et il est la condition préliminaire à une législation saine et éclairée. Mais, dit-il, face à ce principe, le parti politique est secondaire. Que sont les partis politiques? demande-t-il. Ils ne sont que les moyens et la fin est le bien du peuple. Il faut être patriote avant d'être conservateur ou libéral et avant de considérer une question comme un partisan, il faut la regarder comme un patriote. Il espère que le gouvernement s'unira à l'opposition pour travailler au bien-être de la province de Québec.

Une remarque du proposeur de l'adresse, (M. E. Roy), l'a fait réfléchir sur un autre point. Le représentant de Montmagny a exprimé des opinions plus explicitement qu'il est normalement fait dans la proposition de l'adresse, et puisque le parti conservateur est si décimé, il s'ensuit que la responsabilité qui pèse si lourd sur les épaules de la majorité au pouvoir est fortement accentuée et qu'il incombe à cette majorité écrasante d'agir avec patriotisme et prudence.

Il termine en disant que le discours est très long, mais aussi très mince, très lugubre, puisqu'il parle beaucoup des défunts et menace de tuer le septième ministre provincial. C'est un discours d'omission du commencement à la fin; et il prêche plus par ses omissions que par ses commissions.

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** annonce qu'il vient de recevoir un message du lieutenant-gouverneur l'informant qu'il est à peu près remis de son indisposition et qu'il pourra dans peu de temps se rendre à ses bureaux de la Chambre.

Monsieur l'Orateur, les discours que vous venez d'entendre font bien augurer de cette première session d'une nouvelle législature. Il est vrai que c'est un autre siècle que nous commençons et que les commencements de siècles sont généralement appelés à des ères nouvelles, c'est-à-dire des périodes où l'orientation des idées change tout à coup, où de nouveaux courants de vents se font sentir jusque dans l'atmosphère politique. Est-il permis d'espérer qu'avec le vieux siècle on a enterré les vieilles haches guerrières et que tous travailleront pour le bien général de la population? À tout événement, les dernières scènes politiques qui se sont déroulées dans la province de Québec sur la fin du XIXe siècle avaient bien peu de ressemblance à ce qui s'était vu jusque-là et il suffit de jeter un coup d'oeil sur cette Chambre telle que l'a constituée le vote populaire, pour se rendre compte des modifications profondes qui se sont opérées dans l'opinion publique simultanément avec le changement de siècle.

C'est dans cet esprit nouveau que se sont exprimés les honorables députés de Montmagny (M. E. Roy) et de Richmond (M. P. S. G. Mackenzie), qui ont bien voulu se charger de la tâche de proposer et de seconder l'adoption de l'adresse et qui se sont acquittés avec tant de talent de cette besogne de commentateurs. Toute la Chambre, j'en suis sûr, a entendu avec plaisir les éloges que leur a adressés l'honorable chef de l'opposition. Inutile de dire que sur ce point j'abonde dans son sens; c'est même mon devoir de renchérir sur ses compliments à l'adresse des deux débutants qui promettent d'être de si heureuses acquisitions pour ce côté de la Chambre et

de leur dire, au nom de tous les amis du gouvernement, combien nous sommes fiers de leur succès.

C'est notre devoir, au début de cette session, de rendre hommage à la mémoire d'un nom vénéré qui, s'il est disparu de la liste des vivants, restera toujours profondément gravé dans notre mémoire et, sur ce point encore, je suis certain d'être d'accord avec tous ceux qui m'entendent des deux côtés de la Chambre. Vous avez compris, M. l'Orateur, que je veux parler de mon très regretté prédécesseur, l'honorable Félix-Gabriel Marchand. Homme intègre s'il en fut, aimé et respecté de tous, adversaires comme amis politiques, pendant un tiers de siècle, membre assidu de cette Chambre où il a tour à tour occupé les plus hautes charges et rendu les plus grands services à sa province, on peut dire qu'il est mort à son poste, victime de son devoir et emportant dans la tombe le respect de tous, sans exception de parti, de croyance ou de nationalité. Le gouvernement a cru devoir honorer sa mémoire en lui faisant des funérailles nationales aux frais de la province et je crois qu'en cela nous aurons l'appui unanime de toute la députation car la province a été unanime à déplorer sa perte. Au nom de tous ses anciens collègues je tenais à déposer sur sa tombe ce nouvel hommage de regret.

Jusqu'ici, M. l'Orateur, nous avons été unanimes; mais à partir de ce moment, je sais que j'aurai à me séparer à mon grand regret de mon honorable ami, le chef de l'opposition. L'honorable chef de l'opposition nous a servi de la moutarde après dîner et il aurait dû dire toutes ces choses-là à la dernière session, puisqu'il s'agit des actes du gouvernement qui nous a précédés. C'est à la dernière session que la plupart de ses critiques auraient été à propos. Je crois qu'il est inutile de discuter maintenant les raisons invoquées par l'honorable chef de l'opposition pour blâmer le gouvernement d'avoir avisé la dissolution des Chambres.

L'électorat s'est prononcé assez clairement là-dessus pour nous dispenser de perdre un temps précieux. S'il y avait eu le moindre doute sur la légitimité de l'exercice de la prérogative, le peuple est assez jaloux de ses droits qu'il n'aurait pas été unanime à appuyer un pareil abus de pouvoir. Il a compris qu'il y avait amplement de motifs d'intérêt public pour justifier l'appel au peuple. D'ailleurs il y a les précédents de 1881 et 1892 par des gouvernements dont l'honorable chef de l'opposition faisait partie. (Citer Mercury et Soleil. Traduction du Witness. Élections partielles. Déf. des journaux). (sic)

Les explications à donner au sujet des remaniements ministériels seront très courtes. L'honorable M. Marchand étant décédé le 25 septembre dernier, le 2

octobre, j'ai été appelé à former un gouvernement qui est le même que celui qui l'a précédé, sauf l'honorable M. Robidoux, collègue qui était l'ornement de cette Chambre, mais que ses talents et ses aptitudes désignaient manifestement pour la magistrature et qui a été appelé sur le banc. On constate qu'une vacance n'a pas été remplie. C'est parce qu'un projet de loi sera soumis à cette session au sujet d'une mesure qui se recommande au point de vue de l'économie comme de l'efficacité du service public.

Quant à la suppression du ministère de la Colonisation, elle était devenue inévitable, par suite de la confusion que ce ministère causait dans le rouage administratif et parmi les employés supérieurs, et qui nuisait au progrès de la colonisation. Ceux qui avaient été les plus ardents à demander la création de ce nouveau ministère sont aujourd'hui les plus ardents à en demander la suppression. Mais, si le ministre disparaît, le département de la Colonisation ne disparaît pas et nous ne faisons ce changement que pour faire disparaître des embarras qui entravaient le mouvement de la colonisation, auquel nous voulons donner une impulsion plus forte que jamais.

Nous avons un portefeuille de la Colonisation qui, n'ayant à peu près sous son contrôle que les dépenses pour ponts et chemins de colonisation, appartient plutôt normalement au département des Travaux publics, lequel, lui-même, est loin d'avoir la même somme d'ouvrage qu'à l'époque où chaque année l'on votait des subsides aux chemins de fer. De plus, le service des arpentages et des mines relève par sa nature même du département des Terres, dont il avait été détaché pour ajouter surtout quelque utilité à celui de la Colonisation; mais, en réalité, ce dont l'emploi a été plutôt une cause de lenteur et de malentendu.

Le gouvernement croit donc mieux servir les intérêts publics en supprimant le commissariat de la Colonisation et des Mines, et en le partageant entre ceux dont il relève par sa nature même. On effectuera ainsi une économie de plusieurs milliers de piastres tout en assurant un meilleur service.

Je ne crois pas pouvoir mieux répondre à la critique courtoise que l'honorable chef de l'opposition a faite de la politique ministérielle qu'en déclarant en mon nom et celui de mes collègues qu'elle continuera d'être ce qu'elle a été sous le gouvernement de l'honorable M. Marchand, qui a été une si universelle satisfaction à la province que, lorsqu'elle a été soumise à l'électorat, celui-ci a cru devoir faire une exception honorable en sa faveur et l'approuver. Il est bien connu, en effet, qu'aux dernières élections générales, la plupart de nos adversaires étaient forcés pour capter l'attention des

électeurs d'approuver la politique ministérielle ou du moins, de déclarer qu'ils ne se présentaient pas comme des adversaires quand même et que, s'ils étaient élus, ils donneraient "fair play" au gouvernement. Eh bien, je déclare ici, au nom de mes collègues, que nous sommes fiers des traditions d'honnêteté et de sagesse administratives que nous a léguées notre prédécesseur et que nous entendons les perpétuer tant que nous aurons la confiance de cette Chambre. Notre programme sera un programme d'économie en même temps que de progrès et d'affaire. Il en est des gouvernements comme des individus, le plus sûr moyen de les juger, c'est de les juger par leurs actes et leur passé. C'est de cette façon que nous demandons d'être jugés.

L'oeuvre accomplie par l'honorable M. Marchand peut se résumer en peu de mots: établissement de l'équilibre dans les finances de la province par la diminution des dépenses et l'augmentation des revenus. Malgré le surcroît des dépenses résultant de l'augmentation de la dette publique, en trois ans le gouvernement Marchand a réduit la dépense ordinaire de \$450 403.07. Si vous ouvrez les comptes publics, vous verrez que les paiements pour les fins ordinaires ont été de \$4 853 927.48 en 1897 et vous constaterez, par les comptes publics du dernier exercice dont le résumé a été publié dans la Gazette officielle que pour les douze mois expirés le 30 juin 1900, nous avons réduit le total de cette dépense à \$4 403 524.41. Maintenant, si vous prenez le total des paiements ou l'ensemble des paiements ordinaires et extraordinaires, vous trouverez une diminution de \$2 008 472, c'est-à-dire que de \$6 634 944 en 1897, le gouvernement a réduit le total de tous les paiements à \$4 626 472 en 1900.

Il ne suffisait pas, pour combler l'abîme creusé par les conservateurs, de diminuer les dépenses: il fallait aussi augmenter les revenus. Les conservateurs avaient recours à un moyen facile pour augmenter les revenus, c'était de taxer. Le gouvernement Marchand n'a pas voulu adopter cette pratique d'aller prendre forcément l'argent dans les poches des contribuables; il a cru qu'il était plus équitable de rechercher ce qu'il lui fallait dans le développement des immenses ressources de notre domaine public. Les taxes directes ont rapporté en moyenne \$1 230 405.94 par année durant les cinq ans d'administration des conservateurs. Durant les trois années de l'administration de M. Marchand, elles n'ont rapporté que \$1 042 637.77, c'est-à-dire que nous avons diminué de \$187 770.17 par année ces taxes directes, toutes imposées par des gouvernements conservateurs.

Notre province (avec son nouveau territoire) a une étendue de 220 500 000

acres. De cette étendue, d'après le dernier recensement 212 000 000 d'acres en forêts, dont 210 000 000 appartiennent à la couronne. De ces forêts, moins de 30 000 000 d'acres étaient sous licence pour la coupe du bois. Lorsque M. Marchand arriva au pouvoir en 1897, il nous restait en disponibilité un domaine en forêts de 180 000 000 d'acres. Le bon sens le plus élémentaire nous commandait de tirer parti de ce domaine et c'est ce que nous avons fait. Nous avons mis 5 441 280 acres sous licence, qui nous ont rapporté en prime \$538 929.77 et la rente foncière de \$3 du mille nous assure un surcroît de revenus fixes et permanents de \$25 500 par année, tout en obtenant une meilleure protection de nos forêts contre le feu.

Contrairement à ses prédécesseurs, le gouvernement Marchand s'est occupé d'utiliser cette ressource et de la mettre à contribution. Depuis trois ans, nous en avons vendu 13 qui ont rapporté \$111 210. "Mais, disent les moins scrupuleux de nos adversaires, vous épuisez les ressources de la province". Est-ce bien épuiser les ressources de la province que de concéder 5 000 000 et demi d'acres de coupe de bois, (non aliénés) quand nous en avons 180 000 000 en disponibilité? Est-ce bien épuiser les ressources de la province que de vendre 13 pouvoirs d'eau, quand il nous en reste des milliers à mettre au service de l'industrie manufacturière? N'est-ce pas que c'est plus pratique d'augmenter le revenu de cette manière que de recourir à la taxe? Où est l'homme sensé qui, en possession de pareils trésors, les laisserait à l'état latent? Il est important que ces forêts, que ces pouvoirs d'eau soient exploités avant la fin du monde si nous voulons le développement des ressources du pays, son avancement, son progrès, et la restauration de sa position financière. Nous laisserons à nos adversaires le domaine des abstractions, la dialectique subtile sur l'étendue des privilèges constitutionnels, ergoter sur l'opportunité ou la non opportunité de faire ratifier par le peuple le choix d'un nouveau ministre par le lieutenant-gouverneur. Mais à nous l'initiative des réformes nécessaires à l'avancement du pays, surtout de mettre notre province à la tête du grand mouvement industriel qui se prépare.

Nos adversaires parlent souvent de pratiquer une saignée dans le Trésor fédéral pour grossir les recettes du nôtre. Si les circonstances veulent un jour qu'une plus forte proportion du Trésor fédéral soit mise à l'usage des provinces, nous verrons à ce que la nôtre ait sa juste part; mais si nous allons à Ottawa au sujet du subside fédéral, je veux que ce soit en hommes indépendants réclamant leurs droits, pas dans l'humiliante attitude de nécessiteux sollicitant l'aumône. Nous voulons prouver à nos concitoyens des

autres parties du Canada que le peuple de Québec est capable de se gouverner, de manière à faire face à ses obligations lui-même, sans l'aide d'un secours de l'extérieur. Nous avons mis fin aux déficits. Nos deux derniers bilans se soldent par des excédents de recettes sur les dépenses, à savoir: surplus de \$22 556.22 en 1899, et de \$18 192.57 pour l'exercice expiré le 30 juin 1900.

De plus, le gouvernement a souscrit \$250 000 au pont de Québec, a aussi donné une aide au chemin de fer de la Rive Sud, au moyen d'une annuité de \$8000 par année pendant 10 ans, sur les crédits votés pour l'avancement de l'agriculture. Ce chemin de fer est dans l'intérêt de l'agriculture, qui fera beaucoup plus que les chemins ordinaires pour l'avancement de l'agriculture dans la région qu'il doit traverser, la superbe région agricole de Lévis à Montréal le long du Saint-Laurent.

Le maintien de l'équilibre dans les finances de la province, tel a été l'étoile polaire de l'administration Marchand et tel est aussi le but que se propose d'atteindre le gouvernement dont j'ai l'honneur d'être le chef. Mais je veux être bien compris: de ce que nous sommes bien déterminés à maintenir l'équilibre dans le budget, il ne faudrait pas conclure que nous nous engageons formellement à avoir chaque année un surplus. Nos dépenses sont, pour la plupart, des charges fixes dont peu sont susceptibles de diminution et dont plusieurs doivent nécessairement augmenter de pair avec notre population. Ainsi l'on comprend que l'administration de la justice doit coûter plus cher pour une population de 2 000 000 que pour une de 1 500 000. Il en est de même pour les asiles d'aliénés, les institutions de réforme et surtout pour l'instruction publique. Il est clair que l'augmentation de la population comporte celle des dépenses que nous sommes obligés de faire pour ces fins. D'un autre côté, une bonne partie de notre revenu est sujet à fluctuations. À part le subside fédéral, qui est fixe, pour le reste il faut compter avec les vicissitudes qui peuvent surgir dans les affaires.

Les taxes sur les corporations commerciales, les licences d'hôtels se ressentent promptement du mauvais état des affaires commerciales. La taxe sur les successions est un revenu d'une nature aléatoire qui peut fournir un gros appoint une année et ne donner presque rien l'année suivante. Nous ne mériterions pas la confiance du peuple si nous ne prenions pas les moyens d'accélérer le développement des ressources de la province, de la faire marcher dans la voie du progrès.

Le revenu de notre domaine public, la recette la plus considérable de notre budget après celle du subside fédéral, est aussi sujet

à fluctuations. On comprend facilement que l'état des affaires, surtout aux États-Unis et en Angleterre, les deux principaux marchés sur lesquels nous vendons nos produits forestiers, peut affecter sensiblement les revenus provenant de cette source.

Je vous pose toutes ces considérations pour vous montrer avec quelle prudence il faut procéder dans l'administration des affaires de la province, pour vous faire voir que, malgré tout le soin qu'on puisse apporter au contrôle des dépenses, il peut se présenter des cas où le revenu soit en défaut, l'équilibre du budget momentanément dérangé malgré les efforts du gouvernement et indépendamment de ses actes et de son administration.

Est-ce à dire pour cela que le gouvernement doit rester stationnaire, immobile, faire jouer à la province de Québec le rôle de borne au milieu du progrès qui s'opère autour d'elle? Non, la prudence n'exclut pas le progrès. Dans notre province, il y a trois grandes causes qui s'imposent à la plus favorable considération du gouvernement et de la législature: ce sont l'instruction publique, l'agriculture et la colonisation.

Depuis 1897, nous avons augmenté sensiblement les octrois de l'instruction publique et nous avons inauguré la fourniture gratuite des livres de classe dans les écoles élémentaires. Nous avons déjà fait distribuer une carte de la province de Québec et de l'Amérique du Nord. Nous ferons prochainement distribuer Le premier livre de l'enfance, qui est à l'impression. C'est le premier d'une série de livres de classe au moyen desquels nous voulons établir l'uniformité des livres dans les écoles, uniformité depuis si longtemps demandée par tous ceux qui s'occupent d'améliorer l'enseignement élémentaire. Tous ces livres seront fournis par le gouvernement en sorte qu'avant deux ou trois ans les parents et les contribuables n'auront rien à payer pour les livres de classes dont les enfants se serviront dans les écoles.

C'est peut-être la plus grande réforme qui ait été opérée au sujet de l'enseignement primaire. Ouvrez les rapports des inspecteurs d'écoles depuis 20 ans et vous constaterez que le grand obstacle au progrès des écoles, c'est le manque de livres de classe. Ces rapports constatent que, par suite de la négligence ou de la pauvreté de leurs parents, une proportion considérable des élèves manque de livres, ce qui paralyse les efforts des maîtres et entrave le progrès de l'enseignement. Dans beaucoup de municipalités, les commissaires refusent les cartes et d'autres articles semblables, ce qui nuit aussi à l'efficacité de l'enseignement. Nous voulons remédier à tout cela en fournissant gratuitement aux écoles les livres de classe, les cartes géographiques et autres articles de

cette nature. Calculez ce que cela représente pour les parents et les contribuables, c'est une économie considérable par année pour eux, c'est un moyen comme un autre de diminuer les charges qui pèsent sur le peuple.

Ce dégrèvement des charges scolaires permettra de mieux payer les services du corps enseignant, d'avoir de meilleurs maîtres et maîtresses et de relever sensiblement le niveau et l'efficacité de l'enseignement primaire. Nous voulons aider tout particulièrement les écoles dans les municipalités pauvres. Dans les nouveaux établissements, le maintien d'une école est souvent un obstacle sérieux au progrès de la colonisation. Les colons sont obligés de consacrer à cette fin des ressources dont ils auraient besoin pour ouvrir et améliorer des chemins. Le gouvernement est disposé à faire l'impossible pour améliorer le système éducationnel. Pendant les trois dernières années, le gouvernement Marchand a dépensé une moyenne annuelle de \$35 000 de plus que ses prédécesseurs pour cette fin, à savoir: \$438 000 en 1900 pour l'instruction publique à laquelle ils ne donnaient que \$394 000 en 1897. La vérité est que nous procédons par ordre, méthodiquement et sûrement, mais toujours de l'avant.

Améliorer l'agriculture, améliorer les modes de préparation des produits de la ferme, notamment ceux de la laiterie, pour leur donner plus de prix, améliorer la voirie rurale pour permettre aux cultivateurs de transporter plus facilement et plus économiquement leurs produits sont des fins qui occupent tout particulièrement notre attention. Consultez les documents publics et vous verrez qu'en moyenne nous avons dépensé \$14 368.60 par année de plus que nos adversaires pour l'agriculture. L'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable F.-G.-M. Dechêne) a inauguré avec succès l'amélioration de la voirie rurale. Il a donné un bon élan à l'amélioration des produits de la laiterie au moyen des primes accordées pour l'installation de bonnes chambres de maturation. Il a commencé l'organisation des stations pour l'encouragement de l'arboriculture fruitière et les résultats obtenus sont des plus encourageants. Le département de l'Agriculture, sous l'habile direction de l'honorable ministre de l'Agriculture, fera l'impossible pour faire de l'agriculture une carrière payante afin qu'elle soit recherchée par nos jeunes gens.

Nous voulons aussi augmenter la production de la province en augmentant l'étendue de nos terres en culture, en faisant passer dans le domaine de l'industrie agricole une aussi grande étendue que possible de notre domaine forestier. En prenant les données du recensement de 1890, il y aurait dans le territoire actuel de la province environ 212 000 000 d'acres de terre en

forêt et à peu près 6 000 000 d'acres en culture. On peut juger par là du champ ouvert à l'oeuvre si éminemment nationale de la colonisation. D'un autre côté, se basant sur le nombre, la représentation respective des différentes provinces dans le Parlement fédéral, la constitution de 1867 a fait de l'avancement de la colonisation une oeuvre qui s'impose forcément à toutes les administrations provinciales. Il faut coloniser, il faut augmenter notre population si nous voulons empêcher de diminuer l'influence que nous devons avoir dans le Parlement fédéral. C'est assez dire que le gouvernement est bien déterminé à faire tout ce qui peut se faire pour stimuler la colonisation.

Le développement de l'industrie de la pulpe donnera aussi un fort élan à la colonisation, vu la main d'oeuvre fournie par le colon aux manufacturiers; et les petits arbres qu'ils abattent au cours du défrichement se vendent aujourd'hui. Le colon trouve dans le défrichement même les moyens de faire vivre sa famille. C'est une des raisons qui nous porte à donner au développement de l'industrie de la pulpe toute l'impulsion possible.

En certains quartiers, il est passé à l'état de manie d'accuser quand même les gouvernements de ne pas faire assez pour la colonisation. Les uns voudraient que les terres fussent concédées gratuitement; d'autres voudraient qu'il fut ouvert des chemins pour sillonner la forêt dans toutes les directions et dans toutes les parties de la province; d'autres se plaignent de la complication des rouages administratifs, et il y en a même qui accusent le gouvernement de traiter le domaine public comme s'il était le patrimoine exclusif des marchands de bois. Je n'ai pas besoin de vous signaler la large part qu'occupe l'exagération dans les plans de ces réformateurs qui prêchent la campagne contre l'administration. Dans certains cas, il y a aussi manque évident de bonne foi et de sincérité.

Quant aux chemins de colonisation, les plaintes qu'on entend proviennent joliment du manque de système dans les efforts qui se font en faveur de la colonisation. Il me semble que nous devrions concentrer ces efforts et restreindre un peu les caprices de certains colons. Vous avez, par exemple, des gens qui iront s'enfoncer à 7 ou 10 milles dans le beau milieu du bois pour prendre des terres pas plus favorables à la culture que celles qui sont disponibles dans le voisinage des chemins ouverts. Si le gouvernement n'ouvre pas de chemins pour favoriser cet éparpillement de colons, l'on crie à la négligence. C'est là en grande partie la cause des jérémiades que l'on fait entendre sur le manque de chemins pour le colon. Est-ce raisonnable?

En beaucoup d'endroits l'on commet aussi la faute grave d'induire les colons à

s'établir sur des terres impropres à une culture sérieuse, incapables de faire vivre un homme avec une famille. Qu'arrive-t-il? Après de vains efforts pour se faire un établissement, le colon se décourage et il s'en va grossir le flot de l'émigration. C'est là un mal auquel il faut remédier énergiquement si nous voulons asseoir la colonisation sur des bases solides pour faire une oeuvre sérieuse et durable.

Dans tous les cas, je puis affirmer que les colons sérieux, de bonne foi, qui voudront s'établir sur de bonnes terres, propres à une culture profitable, peuvent compter sur la bonne volonté et l'entier concours du gouvernement qui est bien déterminé à faire tout ce qui dépendra de lui pour stimuler par tous les moyens l'oeuvre si grande, si éminemment nationale de la colonisation.

Dans ces circonstances, nous avons raison d'ouvrir nos coeurs à l'espérance et de rêver pour notre belle et chère province de Québec une longue période de développement et d'activité, pendant laquelle elle fera des affaires d'or, retenant sur son sol ses enfants satisfaits de leur sort, rappelant ceux qui l'on quittée dans les mauvais jours, attirant chez elle l'émigration, le capital et l'industrie étrangère, et pendant laquelle surtout, elle continuera à jouir de la paix intérieure, de l'harmonie entre toutes les races qui l'habitent, paix et harmonie que tous les membres du gouvernement ont à coeur et qu'ils s'efforceront de maintenir par tous les moyens en leur pouvoir.

L'adresse est adoptée.

### Subsides

#### L'honorable H. T. Duffy (Brome)

propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent), que, lundi prochain, cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

### Voies et moyens

#### L'honorable H. T. Duffy (Brome)

propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent), que, lundi prochain, cette Chambre se forme en comité pour considérer les voies et moyens à prendre pour prélever les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

### Interpellations:

### Discours du budget

M. E. J. Flynn (Nicolet) demande au représentant de Brome (l'honorable H. T. Duffy) quand il prononcera le discours du budget.

L'honorable H. T. Duffy (Brome) dit qu'il ne peut préciser pour l'instant quand il pourra le faire.

#### Formation des comités permanents

L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur) propose, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable F.-G.-M. Dechène), qu'il soit nommé un comité spécial de onze membres pour préparer et rapporter, avec toute la diligence convenable, les listes des membres devant composer les comités permanents spéciaux ordonnés par cette Chambre, et que les honorables MM. Parent, Dechène, Duffy, et MM. Flynn, Pelletier, Langelier, Mackenzie, Tessier (Rimouski), Robitaille, Roy (Montmagny) et Watts composent ce comité.

Adopté.

#### Documents:

##### Rapport du bibliothécaire de la législature

M. l'Orateur communique à la Chambre le rapport du bibliothécaire de la législature de la province de Québec, qui se lit comme suit:

À l'honorable Orateur et aux honorables députés de l'Assemblée législative.

Le bibliothécaire a l'honneur de vous soumettre son rapport pour la vacance de 1900-1901:

Depuis la dernière session du dernier Parlement, la bibliothèque s'est accrue de 1950 volumes et de 340 brochures, tant au moyen d'achats que de dons et d'échanges avec les pays étrangers.

Le nombre total de volumes est maintenant de 58 500 et de 13 500 brochures. Sur ce nombre, le département principal de la bibliothèque en contient 29 000, c'est-à-dire près de la moitié, et le bureau du bibliothécaire, 4000. La pièce consacrée aux journaux reliés, qui se trouve au sous-sol, renferme 2375 volumes. Le reste des livres est installé sous les toits, dans une pièce qui représente en grande la moitié de la bibliothèque principale. Cette dispersion des livres donne nécessairement lieu à des embarras incessants et rend le service plus difficile. À plusieurs reprises déjà l'attention des honorables députés a été appelée sur une anomalie aussi préjudiciable au public en général. Il est du devoir du bibliothécaire de revenir à la charge sur ce point, dans l'espérance que sa voix trouvera un écho plus encourageant que dans le passé.

La question de bâtir une nouvelle bibliothèque, ou d'agrandir celle qui existe, s'impose de toute nécessité; c'est le seul moyen d'obvier aux inconvénients nombreux résultant de l'état de choses actuel.

Durant la vacance, le bibliothécaire a pu se procurer la collection complète des

rapports judiciaires de droit du Haut-Canada depuis la première année de leur publication jusqu'en 1883, le tout formant une série de 182 volumes. Cette partie de la collection avait été détruite en 1883 lors de l'incendie de l'ancien hôtel du Parlement; la bibliothèque se trouve à posséder aujourd'hui, grâce à cette nouvelle acquisition, une collection aussi rare qu'importante.

Le tout humblement soumis.

(Signé) N.-E. Dionne

Bibliothèque de la législature.

Québec, le 14 février 1901.

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) transmet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, signé par Son Honneur.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

L.-A. Jetté,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie des rapports de l'honorable Conseil exécutif concernant certaines nominations dans le service civil. (Document de la session no 14)

Hôtel du gouvernement.

Québec, ce 14 février 1901.

L.-A. Jetté,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie d'un rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 16 octobre 1900, et approuvé par lui le 17 octobre 1900, concernant la commission de l'économie interne de l'Assemblée législative. (Document de la session no 11)

Hôtel du gouvernement.

Ce 14 février 1901.

L.-A. Jetté,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'imprimeur de la reine indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels (sic) ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux et en vertu de quelle autorisation, et le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits statuts. (Document de la session no 12)

Hôtel du gouvernement.

Québec, ce 14 février 1901.

L.-A. Jetté,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie d'un rapport du comité de l'honorable



Conseil exécutif concernant la distribution de la Gazette officielle. (Document de la session no 13)  
Hôtel du gouvernement.

Québec, ce 14 février 1901.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a donné son agrément à l'adresse votée par la Chambre à Sa Très Excellente Majesté le roi à l'occasion de la mort de notre souveraine, la reine Victoria, et de son avènement au trône en remplissant l'espace laissé en blanc par les mots "le Conseil législatif et".

Aussi, un autre message du Conseil législatif informant l'Assemblée législative qu'il a ordonné qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur dans les termes suivants:

À l'honorable Louis-Amable Jetté, lieutenant-gouverneur.

Nous, les loyaux sujets de Sa Majesté, le Conseil législatif de la province de Québec, assemblés en Parlement, avons résolu d'envoyer une adresse à Sa Très Excellente Majesté le roi pour lui exprimer le chagrin profond et universel du peuple de la province de Québec, à l'occasion de la mort de feu (sic) Notre Souveraine Dame la reine Victoria, et nos félicitations à l'occasion de l'accession du roi au trône.

Nous demandons qu'il nous soit permis de demander à Votre Honneur de vouloir bien transmettre respectueusement ladite adresse à Son Excellence le Très Honorable Sir Gilbert John Elliot, comte de Minto, gouverneur général du Canada, priant Son Excellence de la faire parvenir à Sa Très Gracieuse Majesté le roi.

#### Adresse à Sa Majesté Édouard VII

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** propose, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable F.-G.-M. Dechène), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant Leurs Honneurs que cette Chambre concoure dans leur adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de transmettre à Son Excellence le Très Honorable Sir Gilbert John Elliot, comte de Minto, gouverneur général du Canada, l'adresse collective des deux Chambres à l'occasion de la mort de Notre Souveraine Dame la reine Victoria et de l'accession au trône de Sa Majesté le roi Édouard VII.

Que le blanc dans ladite adresse soit rempli par les mots: "et l'Assemblée législative".

Que ladite adresse soit signée par l'honorable Orateur au nom de cette

Chambre, que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Adopté.

#### [Documents:

#### Vente de pouvoirs d'eau

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 7 février 1900, demandant la production de:

1. Copie de tous arrêtés en conseil et de toutes décisions du commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries autorisant la vente de pouvoirs d'eau depuis le 1er juillet 1897;

2. Copie de tous rapports d'évaluations et de tous comptes pour frais de telles évaluations, avec mention des sommes payées jusqu'à présent pour tels frais;

3. Copie de toute correspondance, au sujet de l'achat ou de la vente de ces pouvoirs d'eau, depuis la même date. (Document de la session no 10)

#### État des comptes publics

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** dépose sur la table de la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur l'état des comptes publics de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1900. (Document de la session no 2)

#### Rapport du commissaire de l'Agriculture

**L'honorable F.-G.-M. Dechène (L'Islet)** dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le rapport du commissaire de l'Agriculture de la province de Québec pour 1900. (Document de la session no 3)

#### Rapport des inspecteurs des prisons, asiles et bureaux publics

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre le 29e rapport des inspecteurs des prisons, asiles et bureaux publics de la province de Québec pour l'année 1899. (Document de la session no 4)

#### Rapport du commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le rapport du commissaire des

Terres, Forêts et Pêcheries de la province de Québec pour les douze mois expirés le 30 juin 1900. (Document de la session no 8)

**Rapport du commissaire  
de la Colonisation et des Mines**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le rapport du commissaire de la Colonisation et des Mines de la province de Québec pour 1900. (Document de la session no 9)

**Rapports des corporations  
municipales**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état tabulaire, conformément à l'article 4619 des statuts refondus de la province de Québec, des rapports transmis par les secrétaires-trésoriers des corporations municipales au secrétaire de la province, en vertu de l'article 4618 des statuts refondus de la province de Québec. (Document de la session no 15)

**État des cautionnements**

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** dépose sur le bureau de la Chambre un état des cautionnements donnés par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, depuis le 22 janvier 1900, jusqu'au 12 février 1901 inclusivement, tel que requis par l'article 653 des statuts refondus de la province de Québec. (Document de la session no 16)

**Rapport du Conseil et  
des mandats spéciaux**

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** dépose sur le bureau de la Chambre un état des rapports du Conseil et des mandats spéciaux émis durant la vacance, en vertu des statuts révisés de la province de Québec, article 785, qui se lit comme suit: État des rapports du Conseil et des mandats spéciaux émis en vertu de l'article 785 des statuts refondus de la province de Québec, durant l'espace de temps compris entre la session close le 23 mars 1900 et l'ouverture de la session suivante, le 14 février 1901. (Déposé le 18 février 1901)

Nos	SERVICES	Rapport du conseil			Mandats spéciaux		
		Nos	Dates	Montants	Montants	Dépenses	Balances
7	Services divers:  Divers en général:  Montant requis d'urgence afin de solder la réclamation de M. S. V. Blake "Solicitor" Londres Angleterre, au montant de 229 6 8 liv. st., pour balance de ses honoraires et déboursés en sa qualité de "Solicitor" et pour balance des honoraires de l'honorable Edward Blake, en sa qualité de conseil, dans la cause de la reine vs Demers, devant le Conseil privé, le crédit budgétaire à même lequel cette dépense doit être acquittée ne disposant pas d'un montant suffisant pour y satisfaire	179	11 avril 1900	\$1 116.08	\$1 116.08	\$1 116.08	
8	Terres, Forêts et Pêcheries:  Montant requis d'urgence afin de mettre le département des Terres, Forêts et Pêcheries en mesure de solder d'ici à la fin de l'exercice en cours, les dépenses se rattachant aux deux services suivants "Dépenses générales" et "Pêche et Chasse", les crédits affectés à ces services se trouvant insuffisants:  Dépenses générales \$18 900.00 Pêche et Chasse 2 600.00	182	11 avril 1900	21 500.00	21 500.00	21 500.00	
9	Services divers:  Montant requis afin de mettre le Trésor en mesure de subvenir aux dépenses urgentes et nécessaires se rattachant aux sept services suivants, les crédits législatifs affectés à ces						

	services, pour l'exercice en cours, se trouvant épuisés, savoir:					
	Imprimeur de la reine:					
	Impression, reliure et distribution des statuts	\$2 000.00				
	Gouvernement civil:					
	Dépenses contingentes	1 500.00				
	Administration de la justice:					
	Administration de la justice	30 000.00				
	Traitement des registrateurs et frais casuels	5 000.00				
	Colonisation et Mines, etc.:					
	Chemins de colonisation	20 000.00				
	Service d'enregistrement (cadastre)	3 000.00				
	Bureau provincial d'hygiène	2 500.00	252	10 mai 1900	\$64 000.00	\$64 000.00
10	Gouvernement civil:					
	Dépenses contingentes:					
	Montant requis d'urgence afin de pourvoir aux dépenses contingentes des départements du service civil; les crédits attribués à ce service pour l'exercice en cours se trouvant insuffisants		272	19 mai 1900	1 000.00	1 000.00
11	Législation:					
	Conseil législatif:					
	Dépenses contingentes:					
	Montant requis d'urgence pour défrayer les dépenses contingentes du Conseil législatif, le					

	crédit affecté à ce service pour l'exercice en cours se trouvant insuffisant	290	7 juin 1900	\$400.00	\$400.00	\$863.24	\$36.76
1	Services divers: Secours aux victimes de l'incendie de Hull et d'Ottawa:  Montant requis d'urgence afin de transmettre au comité de secours le montant accordé en vertu de l'ordre en conseil 250, du 10 mai 1900, aux victimes de l'incendie de Hull et d'Ottawa, le budget pour l'exercice en cours ne contenant aucune disposition à cet effet						
2	Législation:  Dépenses d'élection:  Montant requis d'urgence, dans l'intérêt général, afin de pourvoir au paiement des dépenses qui vont être occasionnées par les élections générales qui auront lieu le 7 décembre prochain, le crédit attribué à de telles dépenses ne se trouvant pas pourvu dans le budget de l'exercice en cours	377	3 août 1900	25 000.00	25 000.00	25 000.00	
3	Agriculture:  Montant requis d'urgence, non pourvu dans le budget de l'exercice en cours, afin de mettre le département de l'Agriculture en mesure d'honorer des engagements se rattachant à l'association agricole du district des Trois-Rivières ainsi qu'à la société d'agriculture du comté de Saint-Jean, et à subvenir à certaines dépenses relatives à l'industrie laitière, dont le crédit se trouve insuffisant par suite du nombre	547	27 novembre 1900	75 000.00	75 000.00	36 052.01	38 947.99

4	Colons croissant des beurseries et fromageries, ledit montant devant être imputé comme suit, savoir:					
	Exposition des Trois-Rivières	\$3 031.50				
	Exposition de Saint-Jean	2 000.00				
	Encouragement à l'industrie laitière	4 800.00	548	27 novembre 1900	\$9 831.50	\$9 831.50
5	Colonisation et Mines, etc.:					
	Montant requis d'urgence, afin de mettre le département de la Colonisation et des Mines en mesure de solder des comptes dus pour travaux complétés se rattachant aux services de la colonisation, des arpentages, du cadastre et des mines, les crédits affectés à ces services, pour l'exercice en cours, se trouvant insuffisants, ledit montant étant imputable comme suit, savoir:					
	Chemins de colonisation	\$35 000.00				
	Travaux d'arpentage	15 000.00				
5	Travaux de cadastre	5 000.00				
	Mines	1 000.00	549	17 novembre 1900	56 000.00	56 000.00
	Services divers:					
	Funérailles de feu l'honorable F.-G. Marchand premier ministre de la province de Québec. Montant requis d'urgence afin de mettre le Trésor en mesure de solder les dépenses encourues par la province, se rattachant aux funérailles de feu le premier ministre, l'honorable F.-G. Marchand, le budget de l'exercice en cours ne comportant pas de disposition à cette fin		38	17 janvier 1901	9 833.33	9 833.33
					\$263 680.91	\$263 680.91
					\$220 696.16	\$42 984.75

Département du Trésor,  
Bureau de l'auditeur,  
Québec, 16 février 1901.

A.-H. Verret,  
Auditeur de la province.

**Publication des rapports  
dans les journaux**

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** attire l'attention du cabinet sur le fait que, depuis plusieurs jours, ces mêmes rapports ont été mis entre les mains des journaux. Il cite le Soleil qui annonce aujourd'hui même qu'il a ces rapports.

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** dit qu'il a lui-même mis ces rapports sous

clef afin d'empêcher les journaux de s'en emparer. Le Soleil les a imprimés et il pourrait bien en avoir profité pour l'avantage de son journal.

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** félicite le premier ministre et lui dit qu'à l'avenir il devra être plus prudent dans le choix de ses imprimeurs.

La séance est levée à 6 h 30.

Séance du 19 février 1901

Sous la présidence de l'honorable H.-B. Rainville

La séance s'ouvre à 3 h 45.

**Dépôt de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table:

- par M. Taschereau, la pétition de l'honorable P. Garneau et autres de Québec; la pétition de "The Restigouche Boom Company"; la pétition de Jos Langlois et autres, de Québec; la pétition de Elzéar Fortier et autres, de Sainte-Anne-de-Beaupré, Montmorency; la pétition de J.-E. Boily, de Chicoutimi; et la pétition de J. A. Wallace et autres, d'Inverness, Mégantic;

- par M. Pelletier (Sherbrooke), la pétition de John Soucy et autres, d'Ascot; la pétition de la révérende Eulodie-V. Paradis et autres, de Sherbrooke;

- par M. Robitaille, la pétition de dame M.-H.-M. Renaud, de Québec; la pétition de "The Canadian Electric Light Company";

- par M. Décarie, la pétition des commissaires d'écoles de la ville de Sainte-Cunégonde, Montréal; et la pétition des syndicats de la paroisse de Saint-Paul de Montréal;

- par M. Langelier, la pétition de Victor Filteau et autres, de la paroisse de Saint-Étienne de Lévis;

- par M. Hutchinson, la pétition de "The Laing Packing and Provision Company of Montreal";

- par M. Lovell, la pétition du révérend L.-N. Caron et autres, de la paroisse de Sainte-Catherine-de-Hatley;

- par M. Neault, la pétition de la corporation du village de Grand-Mère; et la pétition d'Aimé Levasseur et autres, de la paroisse de Saint-Maurice;

- par M. Cardin, la pétition de E.-A. Dorion, de la ville de Saint-Ours, comté de Richelieu;

- par M. Cochrane, la pétition de Gabriel Bolduc et autres, du village de Grand-Mère;

- par M. Perrault, la pétition de William Power et autres, de Montréal;

- par M. Major, la pétition de C. T. Harvey et autres, d'Ottawa.

**Composition des comités permanents**

L'honorable F.-G.-M. Dechène (L'Islet) fait rapport que le comité spécial, nommé pour préparer et rapporter la liste des membres devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre, présente son premier rapport. Voici le

rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a élu président l'honorable M. Dechène.

Votre comité a aussi l'honneur de faire rapport qu'il a préparé la liste suivante des membres des comités permanents de cette Chambre:

Ordres permanents: L'honorable M. Duffy, MM. Allard, Bourbonnais, Champagne, Chauret, Chicoyne, Caron (Matane), Duhamel, Lalonde, LeBlanc, Robitaille, Smith et Weir.

Bills privés: Les honorables MM. Dechène, Duffy, Gouin, Guerin, Parent, Turgeon, MM. Allard, Bergevin, Bissonnette, Cooke, Cardin, Caron (Maskinongé), Champagne, Chauret, Chênevert, Chicoyne, Cochrane, Daigneault, de Grosbois, Duhamel, Dupuis, Fiset, Flynn, Garneau, Giard, Gosselin (Missisquoi), Hutchinson, Kennedy, Lacombe, Lalonde, Lane, Langelier, LeBlanc, Lemay, Lovell, Mackenzie, Major, Morin (Saint-Hyacinthe), Pelletier (Dorchester), Pelletier (Sherbrooke), Perrault, Prévost, Roy (Kamouraska), Roy (Montmagny), Roy (Saint-Jean), Smith, Taschereau, Tellier, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Walker, Watts et Weir.

Comptes publics: Les honorables MM. Dechène, Duffy, Gouin, Guerin, Parent, MM. Allard, Bergevin, Bourbonnais, Cardin, Chauret, Chicoyne, Clapperton, Cochrane, Cooke, Dion, Fiset, Flynn, Garneau, Gillies, Gosselin (Iberville), Gosselin (Missisquoi), Hearn, Hutchinson, LeBlanc, Lovell, Morin (Saint-Hyacinthe), Neault, Pelletier (Dorchester), Perrault, Prévost, Roy (Kamouraska), Tellier, Tessier (Portneuf), Tourigny, Walker, Watts et Weir.

Agriculture et Immigration: L'honorable M. Dechène, MM. Allard, Béland, Bergevin, Blanchard, Caron (Maskinongé), Champagne, Chauret, Cherrier, Chicoyne, Clapperton, Cooke, Daigneault, Décarie, Dion, Dorris, Duhamel, Dupuis, Fiset, Garneau, Giard, Gillies, Gosselin (Iberville), Kennedy, Lalonde, Lemay, Major, Mackenzie, Morin (Charlevoix), Neault, Pelletier (Sherbrooke), Petit, Roy (Montmagny), Roy (Saint-Jean), Smith, Tanguay, Tellier, Tessier (Rimouski) et Walker.

Industries: Les honorables MM. Dechène, Duffy, Turgeon, MM. Caron (Matane), Cochrane, Dion, Dorris, Fiset, Garneau, Giard, Girard, Gosselin (Missisquoi), Hearn, Hutchinson, Lemay, Lovell, Morin (Saint-Hyacinthe), Neault, Pelletier (Sherbrooke), Petit, Smith et Tourigny.

Privilèges et élections: Les honorables MM. Dechène, Duffy, Gouin, MM.



Champagne, Flynn, Langelier, Pelletier (Dorchester), Mackenzie, Robitaille, Tellier (Joliette) et Tessier (Rimouski).

Chemins de fer et canaux: Les honorables MM. Duffy, Gouin, Parent, Turgeon, MM. Béland, Bissonnette, Blanchard, Bourbonnais, Champagne, Chênevert, Cherrier, Chicoyne, Clapperton, Cochrane, Cooke, Daigneault, Décarie, de Grosbois, Duhamel, Flynn, Garneau, Gillies, Girard, Gosselin (Iberville), Gosselin (Missisquoi), Hearn, Kennedy, Lacombe, Lalonde, Lane, Langelier, LeBlanc, Lovell, Mackenzie, Major, Morin (Charlevoix), Neault, Pelletier (Dorchester), Pelletier (Sherbrooke), Perrault, Petit, Prévost, Roy (Kamouraska), Roy (Montmagny), Smith, Tanguay, Taschereau, Tessier (Portneuf), Walker et Watts.

Législation et lois expirantes: Les honorables MM. Duffy, Gouin, Turgeon, MM. Champagne, Chênevert, Chicoyne, Cooke, Dupuis, Flynn, Hutchinson, Lane, Langelier, LeBlanc, Mackenzie, Morin (Saint-Hyacinthe), Pelletier (Dorchester), Robitaille, Roy (Kamouraska), Roy (Saint-Jean), Taschereau,

Tellier, Tessier (Rimouski), Watts et Weir.  
Adopté.

### Travaux de la Chambre

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** propose, appuyé par le représentant de l'Islet (l'honorable F.-G.-M. Dechène), que cette Chambre s'ajourne jusqu'à jeudi prochain, à trois heures.  
Adopté.

### Documents:

#### Travaux publics

**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)** dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le rapport général du commissaire des Travaux publics de la province de Québec pour 1900. (Document de la session no 7)

La séance est levée à 4 heures.

Séance du 21 février 1901

Sous la présidence de l'honorable H.-B. Rainville

La séance s'ouvre à 3 h 05.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table:

- par M. Chênevert, la pétition de Walter G. Mitchel, de Montréal;
  - par M. Champagne, la pétition d'Antoine Gobeil;
  - par M. Morin (Charlevoix), la pétition de Charles Forgues et autres, du village de la Pointe-au-Pic;
  - par M. Tellier, la pétition de Rodolphe Beaudry et autres, de Montréal;
  - par M. Morin (Saint-Hyacinthe), la pétition de G.-C. Dessaulles et autres, de Saint-Hyacinthe;
  - par M. Taschereau, la pétition de Joseph-Arthur Paquet et autres, de Québec;
  - par M. Roy (Kamouraska), la pétition de John J. Barry, de Montréal;
  - par M. Bergevin, la pétition de la corporation de la ville de Salaberry-de-Valleyfield;
  - par M. Décarie, la pétition de la corporation de la ville de Saint-Louis; et la pétition de la "Montreal Land and Improvement Company";
  - par M. Hutchinson, la pétition de "The Montreal Gas Company".
- Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:
- d'Omer Drouin demandant une loi autorisant le barreau de cette province à l'admettre au nombre de ses membres;
  - de Moïse Véronneau demandant que le collège des médecins et chirurgiens soit autorisé à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;
  - de Cyrille-F. Lussier demandant que le collège des médecins soit autorisé à l'admettre au nombre de ses membres;
  - de la ville de Chicoutimi demandant certains amendements à sa charte;
  - de E.-H. Bégin demandant que le barreau soit autorisé à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;
  - de C.-A. Paquet et autres demandant à être incorporés sous le nom de "La Compagnie de pulpe de Métabetchouan";
  - de "The Laurentides Pulp Company" demandant l'autorisation de voter aux élections municipales de Grand-Mère;
  - de L. Vineberg et autres demandant à être incorporés sous le nom de "The Chevra Kadisha of Montreal";
  - de la cité de Québec demandant des amendements à sa charte;
  - de la ville de Richmond demandant

une loi refondant sa charte;

- de M.-A. Lemieux demandant que le barreau soit autorisé à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;
- du "Jeffery Hale's Hospital", demandant des amendements à sa charte;
- de la "Mount Royal Cemetery Company" demandant des amendements à sa charte;
- du "Montreal Club" demandant des amendements à sa charte;
- du révérend frère Macaire Rioux et autres demandant une loi d'incorporation sous le nom de "Le monastère de Notre-Dame de Mistassini";
- des exécuteurs testamentaires de la succession de C.-T. Viau demandant certains pouvoirs;
- de Stanley Burns demandant l'autorisation de pratiquer comme chirurgien dentiste dans la province de Québec;
- de W. Strachan et autres demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Strachan Company";
- de Henry J. Hague et autres demandant une loi d'incorporation sous le nom de "The Montreal Light, Heat & Power Company";
- de "The Chambly Manufacturing Company" demandant des amendements à sa charte;
- de James C. King et autres demandant d'être incorporés sous le nom de "Warden King & Son, Limited";
- de F.-X.-E. Guay demandant que le barreau soit autorisé à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;
- du "Quebec & Lake St. John Railway Company" demandant des amendements à sa charte;
- de Victor Fecteau et autres demandant des amendements à la loi octroyant certains pouvoirs à la corporation de Saint-Étienne de Lauzon;
- de "The Synod of the Diocese of Montreal" demandant l'abrogation de la 3e section de sa charte;
- du très révérend W. B. Bond et autres pour confirmer certains arrangements intervenus entre l'évêque de Montréal et le recteur du "Christ Church Cathedral";
- de Henry Miles et autres demandant d'être incorporés sous le nom de "Montreal Business Men's League";
- du "Quebec Central Railway" demandant des amendements à sa charte;
- de James Scott demandant l'autorisation de changer son nom en celui de James Barn Scott;
- de la "Laing Packing and Provision

Company Limited" demandant l'autorisation d'établir des abattoirs dans les limites de la cité de Montréal;

- de certains propriétaires de Sainte-Flore s'opposant à l'annexion d'une partie de cette paroisse au village de Grand-Mère;

- de M.-H.-W. Renaud et autres demandant une loi autorisant la vente de certains immeubles de la succession J.-B. Renaud;

- de "The St. Lawrence Southern Railway Company" demandant un acte d'incorporation;

- de la municipalité scolaire de la cité de Sainte-Cunégonde demandant certains pouvoirs;

- de la corporation du village de Grand-Mère demandant une loi la constituant en corporation de ville;

- de V. Fecteau et un certain nombre de contribuables de Saint-Étienne, comté de Lévis, demandant l'abrogation de la loi accordant certains pouvoirs à ladite municipalité de Saint-Étienne;

- de la "Canadian Electric Light Company" demandant une loi pour ratifier l'émission de débentures et autres pouvoirs;

- de l'honorable P. Garneau et autres demandant l'incorporation du "Quebec and James Bay Railway Company";

- du révérend M. Caron et autres demandant l'érection en municipalité de Sainte-Catherine-de-Hatley;

- des syndics de la paroisse de Saint-Paul de Montréal demandant une loi amendant la loi concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de Saint-Paul de Montréal;

- de la "Ristigouche Boom Company" demandant permission de construire des estacades, etc;

- de Joseph Langlois et autres demandant l'incorporation des manufacturiers de chaussures de Québec;

- de E.-A. Dorion demandant à ajouter les mots de "Saint-Ours" à son nom;

- d'Elzéar Fortier et autres demandant l'incorporation de la "Compagnie de téléphone de Montmorency";

- de John Soucy et autres demandant l'érection en municipalité de Saint-Stanislas-de-Kotska;

- de J.-E. Boily demandant une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre à la pratique de la médecine et de la chirurgie;

- de C. T. Harvey et autres demandant l'incorporation du "Quebec Northern Railway Company";

- d'Aimé Levasseur et autres demandant une loi constituant en corporation "La Compagnie du pont de Grand-Mère";

- de J. A. Wallace et autres demandant l'incorporation du "Wolfe, Lotbinière & Megantic Railway";

- de la révérende Eulodie-V. Paradis et autres demandant l'incorporation des Petites soeurs de la Sainte-Famille.

### Composition des comités permanents

**M. W. J. Watts (Drummond)** propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. T. B. de Grosbois), que le nom de M. Weir soit ajouté à ceux des membres du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et des compagnies minières et manufacturières.

Adopté.

**L'honorable F.-G.-M. Dechène (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin), que le nom de M. Taschereau soit ajouté à ceux du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et des compagnies minières et manufacturières.

Adopté.

**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)** propose, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable F.-G.-M. Dechène), que le nom de M. Prévost soit ajouté à ceux du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation.

Adopté.

### Introduction de bills:

**M. L.-J. Allard (Yamaska)** demande la permission d'introduire un bill (no 81) amendant la loi de l'instruction publique. Le promoteur explique que son bill vise la disposition de la loi obligeant les municipalités à taxer tous ses habitants à des fins scolaires et veut donner un pouvoir discrétionnaire aux commissaires d'écoles en imposant des contributions mensuelles pour les enfants de certaines catégories d'âges.

En ce moment, la loi n'accorde aucune liberté d'action sur ce point puisque les contributions sont imposées pour tous les enfants habitant les villes. Il y a des cas, dit-il, où les parents gardent les enfants de ces catégories d'âges à la maison pour ne pas payer les contributions mensuelles. Il prétend que la contribution mensuelle empêche une foule d'enfants de 5 à 7 ans et de 14 à 16 ans de fréquenter les écoles. Il prétend de plus que l'entretien des écoles, de même que celui des cours d'eau, chemins, etc., doit être supporté par la propriété foncière et non par les individus.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. J. Cochrane (Montréal no 4)** demande la permission d'introduire un bill (no 82) amendant l'ordonnance 3 Victoria, chapitre 31, intitulée "Ordonnance pour

pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet" et les divers actes et ordonnances qui l'amendent. Il explique que le but de cette mesure est simplement d'augmenter les pouvoirs actuels de l'État de manière à ce que les automobiles et autres véhicules mécaniques soient taxés et paient des droits de passage comme les autres véhicules dans le voisinage de la cité de Montréal.

Quand nos grands-pères ont édicté la loi introduisant la méthode des droits de péage pour garantir un fonds permettant l'amélioration des chemins, l'invention des automobiles et des autres véhicules sans chevaux n'avait pas été prévue et de là, ces dernières années, les personnes riches en quête de plaisirs qui cèdent à la vogue de l'automobile ont pu passer les barrières de péage sans devoir assouvir le cerbère de service. Le bill propose de changer complètement cette situation et de soumettre le riche aux mêmes règlements que le pauvre. Il permettra de plus aux automobiles de circuler sans rencontrer les inconvénients des mauvais chemins qui existent aujourd'hui.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** demande la permission d'introduire un bill (no 83) amendant le code civil et décrétant des dispositions relatives à l'adoption.

L'amendement désiré viserait à assurer l'adoption des enfants moralement abandonnés qui peuvent être trouvés dans les rues de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### Interpellations:

##### Octrois à la Société d'agriculture no 2 du comté de Joliette

**M. J.-M. Tellier (Joliette):** 1. Pour quelles raisons la Société d'agriculture no 2 du comté de Joliette n'a-t-elle pas reçu d'octroi du gouvernement durant les exercices financiers expirant le 30 juin des années 1898, 1899 et 1900?

2. Cette société a-t-elle touché quelque octroi depuis le 30 juin 1900?

3. Dans l'affirmative, quel montant a-t-elle reçu, et quelle est la date du paiement?

**L'honorable F.-G.-M. Dechène (L'Islet):** 1. Parce qu'elle ne s'est pas conformée à la loi.

2. Non.

3. Non.

##### Cercle agricole de Saint-Jean-de-Matha

**M. J.-M. Tellier (Joliette):** 1. Pour quelles raisons le cercle agricole de la paroisse de Saint-Jean-de-Matha, dans le comté de Joliette, n'a-t-il pas reçu d'octroi du gouvernement durant les exercices financiers expirant le 30 juin des années 1898, 1899 et 1900?

2. Ce cercle a-t-il touché quelque octroi du gouvernement depuis le 30 juin 1900?

3. Dans l'affirmative, quel montant a-t-il reçu, et à quelle date a-t-il été payé?

##### L'honorable F.-G.-M. Dechène (L'Islet):

1. En 1898, 1899 et 1900, le cercle n'a rien reçu, parce qu'il ne s'est pas conformé à la loi.

2 et 3. Cinquante piastres ont été payées dans le courant de septembre 1900.

##### Honoraires dans les cours de justice

**M. J.-M. Tellier (Joliette):** 1. L'attention du gouvernement a-t-elle été appelée sur le fait que le tarif d'honoraires de la Cour supérieure et celui des greffiers de la Cour de circuit ne seraient plus en rapport avec la procédure, depuis l'entrée en vigueur du nouveau code de procédure civile?

2. L'attention du gouvernement a-t-elle été appelée sur le fait que ces tarifs seraient exorbitants sur certains points et incomplets sur d'autres?

3. Est-ce l'intention du gouvernement de réviser ou de refaire ces tarifs ou de prendre des mesures pour que cela soit fait?

**L'honorable H. T. Duffy (Brome):** 1. Non.

2. Non.

3. À l'étude.

**M. J.-M. Tellier (Joliette):** J'ai fait la même question l'an dernier, et la chose était à l'étude.

##### Demande de documents:

##### Dissolution de l'Assemblée législative

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de l'arrêté en conseil, recommandant la dissolution de l'Assemblée législative, mentionné dans la proclamation de novembre dernier 1900.

Il dit qu'il tenait pour acquis que, lorsque l'ordre en conseil recommandant la dissolution de la Chambre fut déposé, cela prouvait que le gouvernement avait consacré le principe démocratique qu'avec chaque changement de premier ministre il devrait y avoir un nouvel appel au peuple.

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur):** Il n'y a rien de tel dans l'ordre en conseil qui ne renferme pas les considérants ordinaires en pareils cas.

Le fait qu'il y avait déjà l'automne dernier environ sept sièges à combler à la Chambre lorsque la dissolution a été votée, dit-il, a influencé la décision du gouvernement de proposer la tenue d'élections générales un an plus tôt qu'il était vraiment nécessaire.

Le désir d'éviter les frais qu'entraîne la tenue d'un grand nombre d'élections partielles nécessaires était une des raisons importantes de cette décision et il y avait eu aussi changement du chef du cabinet.

La proposition est adoptée.

#### **Transactions concernant l'école normale Laval**

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:

1. Copie de tous arrêtés en conseil, depuis la dernière session, au sujet de la vente par le gouvernement du terrain sur la Grande-Allée ci-devant acquis pour les fins d'une école normale;

2. Copie de toute correspondance au sujet de telle vente ou de la location de tel terrain, le tout depuis la dernière session.

Aussi qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:

1. Copie de tous arrêtés en conseil au sujet de l'acquisition d'un terrain ou site pour l'école normale Laval, depuis la dernière session;

2. Copie de tous contrats et de toute correspondance à ce sujet;

3. Copie d'un état indiquant les sommes dépensées, tant pour l'acquisition que pour dépenses de réparation, d'installation, d'agrandissement, etc.

J'ai cru comprendre que le gouvernement a vendu à l'Association des amateurs athlétiques la balance du terrain acheté comme site pour une école normale et qu'une partie du terrain a été louée à des fins sportives à un prix pratiquement dérisoire.

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** dit qu'il avait été accordé par voie d'adjudication pour la somme de \$13 000 comptants à l'unique soumissionnaire, M. W. Rae, qui avait formé une compagnie avec certains hommes de cette ville et avait acheté les lieux pour \$15 000 comptants dans le but de mettre l'endroit à la disposition

des athlètes de la ville. Cette association avait érigé des bâtisses, fait des frais considérables sur ce terrain et nous avons cru qu'il serait injuste de lui faire perdre tout cela. On a déjà vendu l'autre partie du terrain.

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** demande si ce montant additionné à celui déjà reçu pour la vente d'une autre partie du terrain totaliserait la somme de \$30 000 qui a été payée par le gouvernement Mercier aux autorités du dominion lors de l'achat initial du terrain.

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** répond qu'avec la somme d'argent obtenue pour les autres parties du même terrain le compte total y serait à peu près.

La proposition est adoptée.

#### **Droits de la couronne sur la seigneurie de Mingan**

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** demande les documents concernant les concession, vente ou abandon par la couronne de tous ses droits sur la seigneurie de Mingan.

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur):** Si l'honorable chef de l'opposition veut seulement se donner le trouble d'ouvrir le dernier rapport du commissaire des Terres qui est entre les mains de tous les députés, il y trouvera tous les documents relatifs à cette affaire.

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** demande alors l'ajournement de son avis de motion.

La proposition est retirée.

#### **Subsides pour le pont de Québec**

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:

1. Copie de tous arrêtés en conseil autorisant le paiement d'aucune partie du subside voté pour venir en aide à la construction d'un pont entre Lévis et Québec;

2. Copie de tous contrats et de toute correspondance au sujet du paiement de tel subside.

Il demande la production de ces documents pour voir si le gouvernement a fait un contrat avec la compagnie et si ce contrat est conforme aux conditions de la loi qui accorde la subvention à la compagnie du pont, ou si le statut décrétant les conditions auxquelles le subside a été voté a été

changé. Il croyait que le subside avait été voté à certaines conditions. Quelle est la somme payée jusqu'à présent?

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** dit au chef de l'opposition que \$18 000 du subside voté au pont de Québec par la Chambre avaient été payés pour les évaluations provisoires de l'ingénieur, et que les conditions auxquelles le subside a été voté par le dernier Parlement ont été respectées en tout point. Le gouvernement a fait avec la compagnie un contrat basé sur le statut et en vertu de ce contrat, il a payé \$2000 à la compagnie, ce qui représente la proportion des travaux exécutés.

La proposition est adoptée.

#### **Dépenses pour chemins et ponts de colonisation**

**M. J.-M. Tellier (Joliette)** propose, appuyé par le représentant de Nicolet (M. E. J. Flynn), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:

1. Copie d'un état détaillé, comté par comté, des montants dépensés pour chemins

et ponts de colonisation dans cette province depuis le 30 juin 1900;

2. Copie de tous arrêtés en conseil se rapportant à cette dépense.

Adopté.

#### **Documents:**

##### **Rapport du secrétaire et registraire de la province**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le rapport du secrétaire et registraire de la province de Québec pour l'exercice du 1er juillet 1899 au 30 juin 1900. (Document de la session no 6)

##### **Statistiques municipales**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, les statistiques municipales ou rapports municipaux pour l'année expirée le 31 décembre 1899. (Document de la session no 17)

La séance est levée à 3 h 40.

Séance du 22 février 1901

Sous la présidence de l'honorable H.-B. Rainville

La séance s'ouvre à 3 heures.

**Dépôt de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table:

- par M. Tessier (Rimouski), la pétition de la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, du Canada ;
- par M. Petit, la pétition de la révérende soeur Françoise Simard et autres, de Chicoutimi;
- par M. Gillies, la pétition de Ashley Bemis Tower, des États-Unis;
- par M. Cochrane, la pétition de J.-B.-A. Lancôt et autres, de Montréal.

**Documents:**

**M. l'Orateur** met devant la Chambre l'état des affaires des institutions suivantes pour 1900, savoir:

- l'asile de Sainte-Brigitte de la cité de Québec; la salle d'asile Saint-Jean-d'Iberville; l'hôpital Notre-Dame, de Montréal; "Women's Christian Association", Québec; "Ladies' Protestant Home", Sherbrooke; "Protestant Hospital"; soeurs de la Charité de l'hospice Saint-Jean-de-la-Délivrance, Lévis; l'hospice des soeurs de la Charité, de Rimouski; l'Association des dames charitables de Québec; l'hospice des soeurs de la Charité de Québec; l'orphelinat des soeurs de la Charité de Québec; l'hospice des soeurs de la Charité de Québec; "Church of England"; "Female Orphan Asylum"; monastère de Charité du Bon-Pasteur de Montréal; l'hospice de la Miséricorde; l'asile du Bon-Pasteur, de Québec; "Montreal Protestant Orphan Asylum"; la communauté des soeurs de la Charité de l'hôpital général de Montréal; l'hospice de la maternité et des enfants abandonnés de Montréal, sous la direction des soeurs de la Miséricorde; l'hôpital de Fraserville; l'hospice Saint-Jérôme; l'Hôtel-Dieu Saint-Vallier, de Chicoutimi; Montreal "Ladies' Benevolent Society"; l'hôpital de Saint-Patrice de Montréal; l'hôpital du Sacré-Coeur de Sherbrooke; l'Hôtel-Dieu de Nicolet; l'Hôtel-Dieu de Saint-Joseph d'Arthabaskaville; "Royal Trust Company", Montréal; salle d'asile Saint-Jacques; l'asile Nazareth de Montréal; l'hôpital général de Sorel; l'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur-de-Jésus, de Québec; "Ladies' Hebrew Benevolent Society"; "Baron de Hirsch Institute and Hebrew Benevolent Society"; "St. Margueret's Home for Incurables"; l'hospice Sainte-Anne de la Baie-Saint-Paul; soeurs de la Providence,

Montréal; asile Saint-Vincent-de-Paul, Montréal et l'hôpital de Valleyfield. (Document de la session no 18)

**M. l'Orateur** met devant la Chambre l'état des affaires de "The Royal Trust Company of Montreal" pour 1900. (Document de la session no 19)

**Frais pour les dépôts de pétitions**

**M. A. Tessier (Rimouski)** propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. D. Gillies), que la règle de cette Chambre relative à l'honoraire additionnel soit suspendue en autant qu'elle s'applique aux pétitions présentées aujourd'hui.

Adopté.

**Rapports de comités:**

**M. T. B. de Grosbois (Shefford):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et des compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a élu M. de Grosbois son président et recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent de la législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a élu l'honorable M. Duffy son président et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

**M. W. J. Watts (Drummond):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport:

Votre comité a élu M. Watts son président et recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

**L'honorable F.-G.-M. Dechène (L'Islet):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent d'agriculture, d'immigration et de colonisation. Voici le rapport:

Votre comité a élu l'honorable M. Dechène son président et recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

**M. A. Tessier (Rimouski):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité, après avoir élu A. Tessier, écuyer, président dudit comité, est convenu de recommander à votre honorable Chambre que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

**M. É. Lalonde (Vaudreuil):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Lalonde pour son président et recommande à votre honorable Chambre de réduire le quorum dudit comité à cinq membres.

Adopté.

**M. G. R. Smith (Mégantic):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des industries. Voici le rapport:

Votre comité a élu M. Smith son président et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

**M. H. Champagne (Deux-Montagnes):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des privilèges et élections. Voici le rapport:

Votre comité a élu M. Champagne son président et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

#### **Demande de documents:**

#### **Aliénation des droits de la couronne sur la seigneurie de Mingan**

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:

1. Copie de tous arrêtés en conseil au sujet de la concession, vente ou abandon par la couronne de tous ses droits et prétentions sur le territoire dit seigneurie de Mingan;

2. Copie de tous contrats et de toute correspondance à ce sujet.

Adopté.

La séance est levée à 3 h 10.



Séance du 25 février 1901

Sous la présidence de l'honorable H.-B. Rainville

La séance s'ouvre à 3 h 13.

#### Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

- de Walker G. Mitchell demandant d'autoriser le barreau à l'admettre au nombre de ses membres;
- d'Antoine Gobeil demandant d'autoriser le barreau à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;
- de C. Forgues et autres demandant des amendements à l'acte d'incorporation du village de la Pointe-au-Pic;
- de Rodolphe Beaudry et autres demandant l'autorisation d'hypothéquer certain terrain;
- de G.-C. Dessaulles et autres demandant de constituer en corporation la "Union Railway Company";
- de Joseph-Arthur Paquet et autres demandant l'incorporation de la Compagnie Paquet, Limitée;
- de John J. Barry demandant d'autoriser le barreau à l'admettre au nombre de ses membres après examen;
- de la ville de Salaberry-de-Valleyfield demandant de ratifier certains règlements;
- de la corporation de la ville de Saint-Louis demandant des amendements à sa charte;
- de la "Montreal Land Improvement Company" demandant de dégager de toute responsabilité les acheteurs d'immeubles légués par feu Simon Valois;
- de la "Montreal Gas Company" demandant des amendements à sa charte;
- de la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, du Canada, demandant certains privilèges et pouvoirs additionnels;
- de Françoise Simard, soeur Marie-du-Bon-Conseil et autres demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de L'Institut de Notre-Dame-du-Bon-Conseil;
- d'Ashley Bemis Tower demandant que la Société canadienne des ingénieurs civils soit autorisée à l'admettre au nombre de ses membres;
- et de J.-B. Lanctôt et autres demandant que la charte de la cité de Montréal soit amendée.

#### Introduction de bills:

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) demande la permission d'introduire un bill (no 6) amendant et refondant la loi concernant

l'hygiène publique, le but du bill étant principalement d'étendre les pouvoirs du Conseil d'hygiène de la province dans les cas de maladies contagieuses et épidémiques.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### Interpellations:

##### Honoraires pour le serment d'allégeance des juges de paix au nouveau souverain

M. J.-A. Chicoyne (Wolfe): Le gouvernement est-il informé que les greffiers de la paix exigent un honoraire des juges de paix pour recevoir leur serment d'allégeance à notre nouveau souverain?

Dans l'affirmative, en vertu de quelle autorité tel honoraire est-il perçu?

L'honorable H. T. Duffy (Brome): Non.

#### Demande de documents:

##### État des recettes et paiements

M. E. J. Flynn (Nicolet) propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'il soit mis devant la Chambre un état des différentes recettes et paiements de toutes sources, de la province de Québec, depuis le premier juillet dernier (1900) jusqu'à date.

Adopté.

##### Droits de pêche dans le comté de Nicolet

M. E. J. Flynn (Nicolet) propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'il soit mis devant cette Chambre:

1. Copie de toutes requêtes et de toute correspondance, depuis le 1er juillet 1897, au sujet du droit de pêcher dans le fleuve Saint-Laurent, en ce qui regarde le territoire qui longe ce fleuve et qui est compris dans le comté de Nicolet;

2. Un état indiquant, année par année, les noms des personnes qui ont reçu, soit du gouvernement de Québec, soit du gouvernement d'Ottawa, des permis ou licences de pêche, la nature de ces permis, leur durée, et le prix, le tout depuis le 1er juillet 1897;

3. Copie de chaque formule de permis ou licence émise par le département des Terres, Forêts et Pêcheries ou en vertu de ses instructions avec, aussi, copie de chaque formule de différentes espèces de permis ou licences de pêche émise par le département

de la Marine et des Pêcheries, le tout pour la même période;

4. Un état indiquant la somme totale reçue, année par année, depuis le premier juillet 1897, pour loyer ou prix de ces permis ou licences, avec le chiffre des dépenses encourues chaque année pour les services des gardes-pêche ou autrement; le tout pour la même période et pour la même région.

Adopté.

#### **Chemins avoisinant Montréal**

M. J. Cochrane (Montréal no 4) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Verchères (M. E. Blanchard), que le bill (no 82) amendement l'ordonnance 3 Victoria, chapitre 31, intitulée "Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant et pour établir un fonds pour cet objet et les divers actes et ordonnances qui l'amendent" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il est d'opinion que la loi qu'il propose aura pour effet de favoriser les chemins et les habitants aussi. Les véhicules servant au transport des engrais devront avoir des roues de quatre pouces de largeur pour être exempts du péage des barrières et les automobiles paieront moins cher que les voitures à chevaux.

L'acte 7 Victoria, chapitre 14, stipule que tous les véhicules servant au transport des engrais qui sortent de la cité de Montréal ou tous véhicules vides servant au même transport rentrant dans la cité seront exempts du péage des barrières. Le bill prévoit que cette mesure ne sera pas applicable à l'avenir aux chemins sous l'autorité desdits syndics, sauf si les roues des véhicules utilisés pour le transport des engrais ont une largeur d'au moins quatre pouces pour des véhicules à deux roues et de trois pouces pour des véhicules à quatre roues. Tous les véhicules dont la largeur des roues ne sera pas celle prescrite devront déboursier les droits de péage ordinaires sur ces chemins.

M. L.-P. Pelletier (Dorchester) attire l'attention de la Chambre sur l'importance d'une telle mesure, particulièrement en ce qui concerne le district de Montréal. Il fait remarquer que la Chambre devrait étudier ce bill soigneusement avant de l'adopter. Il s'oppose à la deuxième lecture qui comporte la ratification du principe du bill, non pas qu'il y trouve un point en particulier prêtant à objection, mais parce que le bill lui semble être d'une trop grande importance pour être passé à la hâte en Chambre, sans que les personnes intéressées de Montréal aient

l'opportunité de faire des recommandations sur le sujet. S'il comprend bien le projet de loi, son objet est d'obliger les gens à mettre à leurs roues des pneus plus larges que ceux qu'ils utilisent maintenant et, dans ce cas, la population devrait être prévenue de ces stipulations avant que le projet soit adopté en vitesse. De plus, les Montréalais pourraient protester si le projet de loi était adopté trop rapidement. Ce projet de loi est d'une grande importance puisqu'il obligera l'élargissement de quelques rues à certains endroits.

Par conséquent, il ne devrait pas être passé à la hâte, car on pourrait le regretter.

#### **L'honorable H. T. Duffy (Bram)**

répond, ainsi que le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin), que le projet de loi est important. Tous deux disent qu'ils ne voient dans ce projet de loi aucun motif particulier qui puisse retarder la deuxième lecture.

#### **L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)**

ne voit aucun inconvénient à renvoyer le bill au comité permanent de la législation où toute partie intéressée pourra se faire entendre.

M. L.-P. Pelletier (Dorchester) souligne que, si la deuxième lecture du bill se fait maintenant, le principe du bill sera accepté.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

#### **Documents:**

#### **Dissolution de l'Assemblée législative**

#### **L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)**

dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, en date du 21 février 1901, demandant copie de l'arrêté en conseil recommandant la dissolution de l'Assemblée législative, mentionné dans la proclamation de novembre dernier 1900. (Document de la session no 20)

#### **Composition des comités permanents**

#### **L'honorable F.-G.-M. Dechène (L'Islet)**

propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent), que le nom de M. Tourigny soit ajouté à ceux des membres du comité d'agriculture, d'immigration et de colonisation.

Adopté.

La séance est levée à 3 h 35.

Séance du 26 février 1901

Sous la présidence de l'honorable H.-B. Rainville

La séance s'ouvre à 3 heures.

**Dépôt de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table:

- par M. Langelier, la pétition des commissaires d'écoles de la ville de Magog; la pétition de David Édouard Barras, de Lévis; la pétition de Henry Higgins et autres, de Londres, Angleterre; la pétition de L.-H. Gaudry et autres, de Québec et d'ailleurs; et la pétition du révérend M. Garon et autres, de Saint-Étienne de Lauzon, Lévis;

- par M. Pelletier, la pétition de Z. Brochu et autres, de Saint-Anselme, Dorchester;

- par M. Roy, (Montmagny), la pétition du révérend M. Sirois et autres, du Cap-Saint-Ignace, Montmagny;

- par l'honorable M. Guerin, la pétition de Alice Rolland et autres, de Montréal;

- par M. Champagne, la pétition du Crédit foncier du Bas-Canada, de Montréal;

- par M. Tessier, la pétition du révérend M. Bernard et autres, de Sainte-Christine, Portneuf; et la pétition d'Étienne Guilmette et autres, de Saint-Gilbert, Portneuf.

**Rapports de comités:**

**M. É. Lalonde (Vaudreuil):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité, après avoir examiné les pétitions suivantes, trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas:

- du Club commercial et littéraire de Hull, de "The Free Methodist Church" de la province de Québec, de la Compagnie de pulpe de Métabetchouan, de "The Chevra Kadisha of Montreal", de "The William Strachan Company, Limited", de "The Montreal Business Men's League", de l'institut Notre-Dame-du-Bon-Conseil, de la ville de Grand-Mère, de la Compagnie du pont de Grand-Mère demandant respectivement une loi les constituant en corporation; de la cité de Hull, de la cité de Trois-Rivières, de la ville de Richmond, de la "Montreal Gas Company", de la Compagnie du cimetière de Mont-Royal, de "The Montreal Club", de la Compagnie manufacturière de Chambly, du synode du diocèse de Montréal, de la Compagnie de chemin de fer du Québec central demandant respectivement une loi amendant leur charte;

de la Compagnie de chemin de fer Québec central demandant une loi lui accordant le pouvoir de construire un embranchement;

- d'Aurélien Bernatchez, d'Orner Drouin, de E.-H. Bégin, de M.-A. Lemieux, de F.-X.-E. Guay, d'Antoine Gobeil demandant respectivement une loi autorisant le barreau de la province de Québec à les admettre au nombre de ses membres, après examen;

- de Moïse Véronneau et de J.-E. Boily demandant respectivement une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à les admettre au nombre de ses membres, après examen;

- de S.-R. Martin, de Stanley Bums, demandant une loi les autorisant à pratiquer l'art dentaire dans la province de Québec;

- des exécuteurs testamentaires de la succession de feu John Pratt demandant certains pouvoirs;

- du président et des syndics de la commune de Yamaska demandant des amendements aux lois qui règlent ladite commune;

- de la corporation de la municipalité de Saint-Étienne de Lauzon demandant des amendements à sa charte;

- et de la "Christ Church Cathedral" demandant une loi pour confirmer certains arrangements;

- de James Scott demandant une loi l'autorisant à changer son nom en celui de James Barn Scott;

- des syndics de la paroisse de Saint-Paul de Montréal demandant une loi amendant la loi concernant la construction des église, sacristie et presbytère de ladite paroisse;

- de la ville de Salaberry-de-Valleyfield demandant de ratifier certains règlements;

- de "The Montreal Land and Improvement Company" demandant de dégager de toute responsabilité les acheteurs d'immeubles légués par feu S. Valois;

- de A. B. Tower demandant une loi autorisant la Société canadienne des ingénieurs civils à l'admettre au nombre de ses membres;

- de R. Beaudry et autres demandant une loi concernant la succession de feu F.-X. Beaudry.

**Introduction de bills:**

**M. P.-É. LeBlanc (Laval)** demande la permission d'introduire un bill (no 139) concernant la succession de feu François-

Xavier Beaudry.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. A. Bergevin (Beauharnois)** demande la permission d'introduire un bill (no 33) autorisant et ratifiant le règlement no 162 de la ville de Salaberry-de-Valleyfield, accordant une exemption de taxes et certains avantages à la compagnie dite "The Montreal Cotton Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** demande la permission d'introduire un bill (no 123) amendant l'article 19-20 Victoria, chapitre 128, intitulé "Acte pour amender et consolider les différents actes qui incorporent la Compagnie du cimetière de Mont-Royal".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** demande la permission d'introduire un bill (no 67) changeant le nom de James Scott, de la cité de Montréal, marchand, en celui de James Barn Scott.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** demande la permission d'introduire un bill (no 41) constituant en corporation "The William Strachan Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** demande la permission d'introduire un bill (no 53) constituant en corporation la "Montreal Business Men's League".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** demande la permission d'introduire un bill (no 34) ratifiant la constitution en corporation du Club de Montréal et lui accordant certains pouvoirs additionnels.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** demande la permission d'introduire un bill (no 32) confirmant certains arrangements intervenus entre le lord-évêque du diocèse de Montréal et le recteur de la "Christ Church Cathedral" dans ledit diocèse.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. L.-A. Taschereau (Montmorency)** demande la permission d'introduire un bill (no 51) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à

admettre J.-E. Boily à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1)** demande la permission d'introduire un bill (no 66) concernant la succession de feu John Pratt.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. L.-J. Allard (Yamaska)** demande la permission d'introduire un bill (no 43) amendant les lois qui régissent la commune de la seigneurie de Yamaska. Il s'agit pour le plus grand bien des intéressés dans cette commune d'amender les actes réglant ladite commune, en ce qui concerne les réunions des syndics et autres détails.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. P. S. G. Mackenzie (Richmond)** demande la permission d'introduire un bill (no 49) amendant et consolidant la charte de la ville de Richmond.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. H. Peyit (Chicoutimi-Saguenay)** demande la permission d'introduire un bill (no 50) constituant en corporation l'institut des sœurs de Notre-Dame-du-Bon-Conseil.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. R. S. Cooke (Trois-Rivières)** demande la permission d'introduire un bill (no 131) révisant et refondant la charte de la cité des Trois-Rivières.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. C. Langelier (Lévis)** demande la permission d'introduire un bill (no 56) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Marc-Aurèle Lemieux au nombre de ses membres, après examen.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. C. Langelier (Lévis)** demande la permission d'introduire un bill (no 57) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Orner Drouin au nombre de ses membres, après examen.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. C. Langelier (Lévis)** demande la permission d'introduire un bill (no 120) amendant la loi octroyant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Étienne de Lauzon, dans le comté de Lévis.

Accordé. Le bill est lu pour la

première fois.

**M. C.-B. Major (Ottawa)** demande la permission d'introduire un bill (no 63) modifiant de nouveau la charte de la cité de Hull.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. C.-B. Major (Ottawa)** demande la permission d'introduire un bill (no 64) autorisant Samuel Robert Martin à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. C.-B. Major (Ottawa)** demande la permission d'introduire un bill (no 68) constituant en corporation le Club commercial et littéraire de Hull.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. A. Robitaille (Québec-Centre)** demande la permission d'introduire un bill (no 69) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre F.-X.-Édouard Guay au nombre de ses membres, après examen. Il demande que le barreau de la province de Québec soit autorisé à l'admettre à son examen final sur présentation d'un diplôme de bachelier en droit de l'université Laval et des certificats attestant qu'il a fait trois ans au moins de cléricature.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. A. Robitaille (Québec-Centre)** demande la permission d'introduire un bill (no 77) amendement de nouveau la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec central.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. A. Robitaille (Québec-Centre)** demande la permission d'introduire un bill (no 76) amendement de nouveau la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec central.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. W. A. Weir (Argenteuil)** demande la permission d'introduire un bill (no 140) autorisant la Société canadienne des ingénieurs civils à admettre Ashley Bemis Tower au nombre de ses membres.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. W. J. Watts (Drummond)** demande la permission d'introduire un bill (no 31) modifiant la loi connue sous le titre de "Loi modifiée des biens temporels du diocèse de Montréal, 1890".

Accordé. Le bill est lu pour la

première fois.

**M. W. J. Watts (Drummond)** demande la permission d'introduire un bill (no 54) constituant en corporation la société religieuse "The Free Methodist Church" de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. D.-J. Décarie (Hochelaga)** demande la permission d'introduire un bill (no 58) amendement la loi concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse Saint-Paul de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. D.-J. Décarie (Hochelaga)** demande la permission d'introduire un bill (no 44) dégageant de toute responsabilité les acquéreurs des immeubles légués par feu Simon Valois.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. J. Cochrane (Montréal no 4)** demande la permission d'introduire un bill (no 110) constituant en corporation "The Chevra Kadisha of Montreal".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. M. Perrault (Chambly)** demande la permission d'introduire un bill (no 141) amendement la charte de la Compagnie manufacturière de Chambly.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. H. Champagne (Deux-Montagnes)** demande la permission d'introduire un bill (no 138) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Antoine Gobeil au nombre de ses membres, après examen.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** demande la permission d'introduire un bill (no 118) autorisant Stanley Bums à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** demande la permission d'introduire un bill (no 47) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Édouard-Honoré Bégin au nombre de ses membres, après examen.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. E. Roy (Montmagny)** demande la permission d'introduire un bill (no 79)

autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Aurélien Bernatchez au nombre de ses membres, après examen.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. P.-H. Roy (Saint-Jean)** demande la permission d'introduire un bill (no 129) amendant la charte de la Compagnie du gaz de Montréal et les actes qui l'amendent.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Adoption des enfants

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. W. A. Weir), que le bill (no 83) amendant le code civil et décrétant des dispositions relatives à l'adoption soit maintenant lu pour la deuxième fois.

**Des voix:** Expliquez!

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** dit que le but premier du bill est de légaliser l'adoption, protégeant ainsi les personnes qui, pour une raison ou une autre, deviennent les parents adoptifs d'un enfant.

Il note que le code civil tel qu'il est aujourd'hui ne comporte aucune loi spécifique portant sur l'adoption d'enfants et il désire que le code soit modifié dans ce sens. Les enfants de moins de dix ans, dont les parents sont décédés et qui n'ont pas de parent plus rapproché qu'au quatrième degré capable de pourvoir à leurs besoins, ou les enfants abandonnés par leurs parents ou dont les parents sont absents de la province, qui sont élevés par des institutions de bienfaisance ou de réforme, pourraient, selon une partie de son bill, être adoptés par une personne célibataire ou par mari et femme conjointement et l'adoption d'un tel enfant pourrait être permise par les autorités judiciaires sur la recommandation d'un conseil de famille.

Le projet de loi n'est pas de son cru et il est possible qu'il demande à être modifié. Il lui a été remis par un éminent avocat de Montréal qui a ressenti le besoin d'une telle loi pendant l'exercice de sa profession, comme sans aucun doute d'autres l'ont ressenti. Il y a des gens fortunés, par exemple, qui sont prêts à adopter un enfant illégitime dont l'extraction est connue et dont l'adoption est préférée à celle d'orphelins immigrants qui ont souvent quelque tare. Mais ces personnes hésitent à dépenser leur argent et à concentrer leur affection sur un enfant qui pourrait subséquemment leur être enlevé. Dans sa forme actuelle, la loi permet que de grandes épreuves et injustices soient infligées à ces personnes charitables car, après avoir pris,

avoir fait vivre et avoir élevé un enfant pendant, disons, cinq à six ans, les parents naturels peuvent le réclamer sans aucune compensation. Une telle loi existe dans plusieurs États de l'Union, en France, dans le code de la Louisiane qui provient du droit français et dans plusieurs pays européens dont la jurisprudence est basée sur le droit romain. Il pense qu'il est simplement juste que notre code civil leur accorde la même protection. Il veut seulement que les personnes qui adoptent des enfants soient protégées. Le projet de loi lie l'adopté et l'adoptant par des liens indissolubles.

**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)** signale l'importance de cette mesure. Il démontre tout le danger qu'il y a à adopter une loi aussi vague et qui peut se prêter aux plus graves abus. Il fait voir tout ce qu'il y a de défectueux et même de dangereux dans le projet de loi du représentant de Montréal no 5 (M. M. Hutchinson).

Je crains, dit-il, que ce projet de loi ne comporte de très graves inconvénients. On permet l'adoption d'un enfant de moins de dix ans et l'on ne fait aucune réserve quant aux personnes qui pourront exercer ce droit d'adoption. En France, il y a des conditions à l'adoption et la loi française est très sage sur ce point; l'on a pris les plus grandes précautions quant à l'âge de l'adopté et de l'adoption (1). Voici ce que dit à ce sujet Laurent:

L'article 343 porte que l'adoption n'est permise qu'aux personnes de l'un et l'autre sexe, âgées de plus de cinquante ans. Berlier explique les motifs de cette première condition. L'adoption n'est accordée que comme consolation à ceux qui n'ont pas d'enfants ou qui ont eu le malheur de les perdre: on ne devrait donc pas l'autoriser à un âge où la nature permet encore d'en avoir par le mariage. Si l'adoptant est marié, il ne peut plus espérer qu'à cinquante ans une union restée stérile jusque-là cessera de l'être: la nature même lui interdit cet espoir. Pour la femme, cette limite existe alors même qu'elle ne serait pas mariée.

À l'égard des hommes, il en est bien peu qui, après cinquante ans, songent au mariage; il y a plus: il n'est guère dans l'intérêt social qu'ils y songent.

On voit que la loi permet l'adoption aux célibataires, mais seulement à l'âge de cinquante ans. En accordant l'adoption à ceux qui n'ont jamais été mariés, on craignait de détourner les hommes du mariage. Berlier a raison de dire que ce sont là de vaines craintes. On ne reste pas célibataire pour le plaisir d'adopter, à l'âge de cinquante, un enfant étranger: les hommes ne font pas de ces calculs. Les uns ne se marient pas parce qu'ils ne le peuvent pas: à ceux-là il n'y a certes pas de motifs de refuser la consolation de l'adoption, si

consolation il y a. Quant à ceux qui préfèrent les plaisirs faciles du célibat au sérieux bonheur du mariage, ils ne songent certes pas à l'adoption. Que si, arrivés au seuil de la vieillesse, ils veulent se corriger, pourquoi la loi ne le leur permettrait-elle pas? Laissons faire la nature. Montesquieu l'a bien jugé en écrivant ces paroles: "Partout où il se trouve une place où deux personnes peuvent vivre commodément, il se fait un mariage".

En France, la loi ne permet pas l'adoption d'un enfant âgé de moins de vingt et un ans, c'est-à-dire capable de raisonner et de prendre soin de ses intérêts. C'est une sage précaution et c'est sous ce rapport que le projet de loi soumis à la Chambre est peut-être le plus défectueux. Il ne comporte pas et pour l'adopté et pour l'adoptant la protection que donne la loi française.

Je ne m'opposerais pas au projet de loi, dit-il, si celui-ci proposait des mesures préventives de quelque nature, mais je ne peux appuyer les amendements tels qu'ils sont soumis. C'est un véritable attentat à la liberté individuelle, la création d'une espèce de servage.

Voyons un peu les conséquences auxquelles il peut conduire, continue-t-il. Voici un enfant doué de grands talents auquel la Providence réserve un brillant avenir. Il n'a pas de parents et si le projet de loi de l'honorable député devient loi, le premier venu, pour ainsi dire, peut s'en emparer, le lier pour la vie au moyen de l'adoption. Cette loi imposerait à l'enfant de faire vivre toute sa vie celui qui l'adopterait. Supposez encore qu'il lui adienne un héritage de sa famille: cet héritage est grevé de la charge de faire vivre sa vie durant celui qui l'aura adopté. Et tout cela lui est imposé au pauvre enfant sans son consentement, avant qu'il ait atteint l'âge de 21 ans, l'âge auquel il sera en état de raisonner et de prendre intelligemment soin de ses intérêts et de son avenir. Et quelle garantie le projet de loi en question lui accorde-t-il en retour de pareil sacrifice? Aucune. Le premier mendiant venu peut ainsi s'emparer de la liberté et de l'avenir d'un enfant. Si vous lui imposez des charges, assurez-lui au moins des garanties, des compensations.

En France, ce grave inconvénient est atténué par la disposition de la loi qui décrète que, dans le cas où il nait un enfant à l'adoptant, l'adoption devient nulle. Si le projet de loi qui nous est soumis contenait une disposition dans ce sens, il conserverait au moins un rayon d'espoir au pauvre adopté qui aurait à se plaindre de son sort.

Il est un autre point qui mérite notre plus sérieuse considération. En France, la loi ne permet l'adoption que du consentement des deux conjoints. Le projet de mon honorable ami ne renferme aucune

sauvegarde de ce genre. S'il devenait loi, un mari pourrait faire entrer dans sa famille, imposer à sa femme et à ses enfants légitimes un enfant adultérin. Allons-nous consigner dans nos statuts une loi autorisant pareille monstruosité?

Voici un autre cas qui doit attirer notre attention. Une fille donne naissance à un enfant qui est envoyé dans un asile et adopté. Plus tard, cette fille s'amende, marie son séducteur et veut ravoïr son enfant, qui se trouverait légitimé par ce mariage. Si le projet de loi dont nous sommes saisis vient en force, la mère ne pourra plus ravoïr son enfant pour effacer du front de ce dernier le stigmate de l'illégitimité de sa naissance. Je le demande en toute franchise: Est-il possible de consigner dans nos statuts une loi qui porte à d'aussi monstrueuses conséquences? Le projet de loi qu'on nous soumet aujourd'hui impose de fort lourdes obligations à l'enfant et à son père adoptif.

Le moins que nous pourrions faire, c'est de référer ce projet de loi au comité de législation, qui en fera une étude particulière et lui fera subir les modifications voulues pour le rendre acceptable, conforme aux dictées de la morale et de l'équité. Le bill devra peut-être même être entièrement biffé à cause du principe qui est sujet à modification. Ce n'est pas impunément qu'on peut toucher à notre code civil. Nos vieilles lois françaises ont été conservées par les plus nobles efforts et les plus grands sacrifices. La législature de Québec est le gardien jaloux de ces patriotiques traditions du passé et ne s'en dépossédera que pour les plus graves raisons.

**M. J.-M. Tellier (Joliette):** Monsieur l'Orateur, ce projet de loi mérite assurément que nous nous arrêtions un peu avant d'en adopter ou d'en rejeter le principe.

Quel est son objet? C'est de légaliser l'adoption. Jusqu'à présent, l'adoption n'a pas été reconnue dans notre droit. Le code civil n'en dit pas un mot, soit pour la permettre, soit pour l'interdire.

Si nous la rencontrons parfois dans la pratique - et ce n'est que dans des cas très exceptionnels - nous la trouvons dénuée de tout effet juridique, c'est-à-dire ne produisant ni droits, ni obligations entre l'adoptant et l'adopté.

Le bill qui nous est soumis veut que l'adoption produise désormais des effets civils tout comme un contrat ordinaire, c'est-à-dire que l'adoptant et l'adopté demeurent liés, l'un envers l'autre, par un lien indissoluble.

Avant de procéder à faire l'analyse de ce projet de loi, il n'est pas hors de propos, je crois, de nous poser cette simple question: Est-il désirable que l'adoption soit reconnue dans notre droit civil, même sans le consentement de l'adopté ou de ceux qui peuvent représenter ses intérêts? Je me

déclare immédiatement pour la négative.

Les partisans de l'affirmative nous diront sans doute que l'adoption va donner un père ou une mère à l'orphelin, un protecteur au délaissé, qu'elle va procurer les douceurs d'une paternité fictive à ceux à qui manque la paternité réelle.

Tout cela est bien vrai et bien beau. Mais il n'est pas besoin d'une loi nouvelle pour l'obtenir. Rien n'empêche l'adoption sous notre loi actuelle. Je suis libre, si je le veux, d'adopter un orphelin et de le considérer et traiter comme mon enfant. Je peux même lui donner les biens que je possède ou l'instituer mon héritier, à l'exclusion de mes propres enfants.

Et que veut-on de plus? Que mon enfant adoptif ne soit pas libre de me quitter et que je n'aie pas la liberté de le renvoyer? Voilà assurément tout ce que produirait l'adoption civilement reconnue. Est-ce désirable cela? Quel intérêt public y a-t-il à forcer de vivre ensemble deux personnes qui peuvent ne pas être faites pour vivre ensemble? Où est la morale dans tout cela?

La société est-elle intéressée à ce que je garde dans ma famille un enfant adoptif pour qui je n'ai plus d'affection et qui est devenu peut-être une cause de désagréments ou même de scandale parmi les miens? Et d'un autre côté, si c'est mon protégé lui-même qui a quelque motif de se plaindre de moi, où est la raison d'intérêt social qui nous justifierait de le contraindre à demeurer sous mon toit malgré lui?

Ne vaut-il pas mieux que l'adoptant et l'adopté demeurent libres tous les deux, libres de se séparer du moment qu'ils ne peuvent plus convenablement vivre ensemble? L'on peut bien lier un serviteur envers son maître et le contraindre à compléter le terme d'un engagement auquel il a consenti. C'est qu'il n'y a entre eux que des rapports d'affaires. Mais l'adoption est d'un ordre plus élevé que le contrat de louage de services. Les rapports qui existent, dans l'adoption, entre l'adoptant et l'adopté sont avant tout des rapports de sentiments. Or, comment voulez-vous contraindre les sentiments d'une personne?

On nous dit que l'adoption a existé à Rome et qu'elle existe actuellement en France. C'est vrai. Mais, pour ce qui concerne la France, elle n'est pas dans les mêmes conditions juridiques et économiques que la province de Québec.

Le citoyen français, par exemple, n'est pas libre de disposer de tous ses biens, hors de famille, par donation entre vifs ou par testament. Dans ces conditions, l'adoption peut avoir souvent son utilité pour justifier à l'égard de l'adopté, une libéralité que la loi ne permettrait pas en faveur d'un étranger.

Dans la province de Québec, au contraire, nous possédons la liberté illimitée

de disposer de nos biens, soit par donation entre vifs, soit par testament. C'est dire que l'enfant adoptif, dont l'adoption n'est pas civilement reconnue, peut être doté comme l'enfant légitime, et même à l'exclusion de l'enfant légitime. Donc, la reconnaissance civile de l'adoption n'augmenterait nullement la capacité de recevoir ou d'acquérir chez l'adopté.

Maintenant, s'il arrive assez souvent en France que les héritiers légitimes fassent défaut, l'on conviendra qu'il n'en est guère ainsi dans la province de Québec. Sauf de très rares exceptions, personne parmi nous n'est obligé de s'inquiéter s'il aura des héritiers en ligne directe pour recueillir sa succession. La règle générale, c'est que nos unions matrimoniales sont fructueuses; et comme on le chante dans "Les gars normands", on peut presque dire: "Nos enfants sont par douzaines et par centaines nos petits-enfants". Puis, s'il arrive parfois qu'il ne se trouve pas d'héritiers de la ligne directe pour recueillir une succession, les parents collatéraux ne font jamais défaut.

À mon avis donc, il n'est pas désirable en principe que l'adoption soit reconnue civilement dans la province de Québec.

Maintenant, à ces quelques arguments tirés du mérite du sujet, je puis joindre l'argument qui résulte de l'autorité des codificateurs. Ceux qui ont bâti notre code civil en 1866 l'ont calqué, presque du commencement à la fin, sur le code Napoléon. Ils ont cependant abandonné leur modèle quand ils en sont arrivés à l'adoption et ils n'ont pas reproduit la loi française légalisant l'adoption. Ils ne l'ont pas jugé à propos. Les savants jurisconsultes avaient leurs raisons pour laisser ces dispositions de côté, après en avoir fait une étude approfondie de la question. Voilà, certes, une autorité qui n'est pas sans valeur.

Or, en quoi notre condition est-elle changée depuis 1866? Quelle est la raison nouvelle que l'on pourrait invoquer pour vous justifier de changer l'oeuvre des codificateurs et de donner des effets civils à l'adoption? Mais sur quoi voudrait-on s'appuyer pour vouloir mettre en défaut la sagesse de nos codificateurs? Quelles considérations l'honorable député a-t-il à faire valoir à l'appui de son projet de loi?

Analysons maintenant le projet de loi qui nous est soumis. Ce projet de loi me paraît bien incomplet, bien défectueux, bien impraticable, même dangereux, même s'il fallait admettre en principe l'opportunité d'une loi d'adoption. Voyons!

Qui pourra adopter? N'importe qui. Il n'y a pas de restriction à cet égard. Toute personne, de l'un ou l'autre sexe, sans égard à son âge, à sa condition sociale, à ses moeurs même, aura la faculté d'adopter.

En France, c'est bien différent: le L'adoptant doit avoir au moins 50 ans. 2e- II



faut qu'il n'ait ni enfants ni descendants légitimes. 3e- Il doit avoir au moins 15 ans de plus que l'adopté. 4e- Si l'adoptant est marié, le consentement de son conjoint est requis. 5e- Il faut que l'adoptant ait fourni des soins à l'adopté durant au moins 6 ans pendant sa minorité. 6e- Enfin, on exige que l'adoptant soit reconnu comme une personne de bonnes moeurs.

Toutes ces diverses conditions de la loi française me paraissent très sages et leur raison d'être n'a pas besoin d'être démontrée devant cette Chambre. Aucune de ces sages précautions ne se trouve dans le projet de loi qui nous est soumis.

Qui pourra être adopté? Le bill permet d'adopter seulement les enfants de moins de 10 ans. Tout enfant de moins de 10 ans pourra être adopté: 1e- si ses père et mère sont décédés et s'il n'a pas de parent plus rapproché qu'au 4e degré pouvant pourvoir à ses besoins; 2e- si ses parents l'ont abandonné ou sont absents de cette province, s'il n'a aucun parent plus rapproché qu'au 4e degré pouvant pourvoir à ses besoins et s'il est élevé par des institutions de bienfaisance ou de réforme; 3e- s'il est un enfant illégitime.

Ici encore notre bill diffère essentiellement de la loi française. En France, l'adopté doit être âgé d'au moins 21 ans révolus. C'est sage puisque l'adoption est un contrat et un contrat des plus sérieux puisqu'il s'agit de la liberté individuelle de l'adopté et que personne ne peut se lier par un contrat s'il n'a l'exercice de ses droits civils. Le code Napoléon exige avec raison que l'adopté, la partie la plus intéressée au contrat, ait l'âge requis pour figurer aux contrats ordinaires. Que comporte à cet égard le projet de loi de l'honorable député? Selon notre projet de loi, les enfants de "moins de 10 ans" peuvent seuls être adoptés. Et que fait-on du principe de l'incapacité du mineur? Le mineur n'a pas le droit d'administrer ses biens. Il ne peut non plus en disposer. Va-t-on permettre à un enfant de moins de 10 ans d'aliéner sa liberté, de disposer de ce qu'un homme possède de plus cher au monde, de se lier, sans rémission par un contrat dont il devra subir l'effet toute sa vie, un contrat qui devra naturellement entraîner pour lui les obligations qui résultent de la filiation?

Que dis-je? On ne pourroit même pas à ce que cet enfant soit représenté par un tuteur dans cet acte d'aliénation de sa liberté. Non, ce sont des tiers qui disposeront de lui, de sa personne, de sa liberté. On ne dispose pas autrement d'une chose, d'un esclave.

Ce n'est pas tout. On ne pourroit même pas - sauf dans le cas d'un enfant illégitime - à ce que le père ou la mère de cet enfant soient consultés avant l'adoption. Sans même les prévenir, on va les dépouiller

de leur autorité paternelle pour toujours.

D'après ce projet de loi, sans assistance aucune, sans conseils pour le guider, un pauvre enfant pourrait être irrévocablement assujéti à son adoptant. En d'autres termes, il autorise sans formalités ni précautions la plus odieuse de toutes les expropriations, celle de la liberté individuelle. Une pareille loi, je n'hésite pas à le dire, serait une tache dans nos statuts.

En France, le consentement du père et de la mère sont expressément requis et cette règle est fondée sur un droit sacré et imprescriptible de la nature.

Quelles seront les formes de l'adoption? Pour l'enfant illégitime, il suffira que la mère consente à l'adoption. Dans tous les autres cas, l'adoptant devra avoir l'autorisation du tribunal, du juge, ou du protonotaire, lequel sera tenu de consulter le conseil de famille.

Muni de cette autorisation, l'adoptant s'en ira trouver un gardien du registre de l'état civil pour lui faire enregistrer l'adoption devant témoin. Et toute l'affaire se trouvera bâclée pour toujours.

En France, l'on exige, entre autres formalités, la passation d'un contrat solennel entre l'adoptant et l'adopté, pour constater leur mutuel consentement.

Quels seront les effets de l'adoption? L'adoption conférera à l'adoptant la puissance paternelle ainsi que la responsabilité paternelle. Le bill exclut expressément l'adopté de la succession légitime de son père adoptif. Je ne saisis pas très exactement ce que l'on entend désigner sous le nom de "responsabilité paternelle"; à moins que ce ne soit la responsabilité que la loi attribue aux parents pour les délits et quasi-délits de leurs enfants.

Quoi qu'il en soit de la portée de ces termes, on ne peut contester que ce projet de loi est très mesquin à l'égard de l'adopté. La loi française est infiniment plus libérale que lui: 1. Elle permet à l'adopté d'adoindre à son nom celui de son père adoptif. 2. Elle lui donne le droit d'exiger des aliments. 3. Et, surtout, elle lui reconnaît le droit de succéder à l'adoptant, tout comme s'il était l'enfant légitime.

Quel serait l'effet d'une telle loi d'adoption? Si ce bill devenait loi, le seul effet juridique qu'il produirait pour l'adopté, c'est que celui-ci demeurerait irrévocablement assujéti à l'adoptant, obligé de lui obéir comme un enfant à son père, de travailler pour lui et de contribuer à l'enrichissement d'une succession que la loi ne lui destine pas.

Avec une telle loi, - procédons au moyen d'un exemple - il serait loisible à chacun de nous de pénétrer, avec l'assistance de l'autorité judiciaire, dans un orphelinat quelconque de cette province, d'y choisir un

enfant de l'un ou l'autre sexe, âgé de moins de six ans (2), et d'amener cet enfant chez soi pour s'en faire, un peu plus tard, un domestique, une servante, un esclave peut-être. Ce serait probablement abuser de la loi, et assurément s'écarter du but que se propose l'honorable promoteur du bill; mais enfin, ce serait donner à la loi une application qu'elle est susceptible de recevoir.

Monsieur l'Orateur, je suis d'avis qu'une loi qui peut prêter à de tels abus ne mérite pas d'entrer dans nos statuts. Et, même si j'étais favorable en principe à l'adoption, je ne pourrais pas appuyer le bill qui nous est soumis. Dans notre province, il n'a pas sa raison d'être.

**M. H. Champagne (Deux-Montagnes)** s'oppose à ce projet de loi, le jugeant superflu dans cette province.

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** dit que puisqu'aucune plainte n'a été portée concernant l'adoption d'enfants jusqu'à maintenant, il trouve inutile d'introduire une telle mesure dans le code civil qui, dans sa forme actuelle, est un monument. La loi actuelle est parfaite et il s'oppose au principe du bill proposé. Il prie le représentant de Montréal no 5 (M. M. Hutchinson) de répondre aux objections très sérieuses soulevées contre son projet de loi.

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** dit qu'il n'avait pas prévu discuter du projet de loi dans cette première étape, mais que si le projet de loi était envoyé au comité permanent de législation, il fournirait de plus amples renseignements aux membres du comité.

La proposition est adoptée sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

#### **Demande de documents:**

**Bureaux d'enregistrement des  
comtés de Pontiac, Deux-Montagnes,  
Argenteuil, Wright et Labelle**

**M. C.-B. Major (Ottawa)** propose, appuyé par le représentant des Deux-Montagnes (M. H. Champagne), qu'il soit mis devant cette Chambre copie des deux derniers rapports de l'inspecteur des bureaux d'enregistrement pour les comtés de Pontiac, Deux-Montagnes, Argenteuil, Wright et Labelle.

Adopté.

#### **Comptes du docteur Demers**

**M. F.-X. Dupuis (Châteauguay)** propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. A. Bergevin), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de tous comptes transmis au gouvernement par le docteur Demers, coroner conjoint du district de Beauharnois, avec un état détaillé des montants payés audit coroner.

Adopté.

#### **Documents:**

##### **Subsides pour le pont de Québec**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 21 février 1901, demandant:

1. Copie de tous arrêtés en conseil autorisant le paiement d'aucune partie du subsidy voté pour venir en aide à la construction d'un pont entre Lévis et Québec;

2. Copie de tous contrats et de toute correspondance au sujet du paiement de tel subsidy. (Document de la session no 21)

La séance est levée à 4 h 30.

#### **NOTES**

1. Il faudrait sans doute lire "l'adoptant".

2. Il s'agit probablement d'une erreur de typographie: c'est "dix ans" qu'il faut lire ici.

Séance du 27 février 1901

Sous la présidence de l'honorable H.-B. Rainville

La séance s'ouvre à 3 heures.

**Dépôt de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table de la Chambre:

- par M. Cooke, la pétition de "The North Shore Power Company";
- par M. Neault, la pétition du révérend M. Cloutier et autres, de Saint-Narcisse;
- par M. Fiset, la pétition du révérend M. Trahan et autres, de Saint-Sévère, comté de Saint-Maurice;
- par M. Flynn, la pétition du révérend M. Raiche et autres, de Bécancour, Nicolet; et la pétition du révérend M. Saint-Germain et autres, de Sainte-Marie, Nicolet;
- par M. Langelier, la pétition du révérend M. Lacerte et autres, de Saint-Prosper, comté de Champlain;
- par l'honorable M. Dechène, la pétition de J. Pelletier et autres, de Sainte-Louise, L'Islet; la pétition de P.-O. Saint-Pierre et autres, de Saint-Aubert, L'Islet; et la pétition du révérend M. Frénette et autres de Saint-Jean-Port-Joli, L'Islet;
- par M. Lemay, la pétition du révérend M. Peruse et autres, de Saint-Flavien, Portneuf.

**Rapports de comités:**

**M. É. Lalonde (Vaudreuil):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité, après avoir examiné les pétitions suivantes, trouve que les avis donnés sont suffisants: de "The Montreal Light, Heat and Power Company", des petites soeurs de la Sainte-Famille demandant respectivement une loi les constituant en corporation; de Léopold Houle, de John J. Barry demandant respectivement une loi autorisant le barreau de la province de Québec à les admettre au nombre de ses membres, après examen; de la Société des artisans canadiens-français, de la cité de Québec demandant respectivement des amendements à leur charte; de la ville de Longueuil et de la Compagnie de chemin de fer Le Grand Tronc du Canada demandant une loi ratifiant un certain arrangement; des exécuteurs testamentaires de la succession de Charles-T. Viau, et de la "Laing Packing and Provision Company" demandant certains pouvoirs.

**Introduction de bills:**

**M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1)** demande la permission d'introduire un bill (no 40) amendant la charte de la Société des artisans canadiens-français.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1)** demande la permission d'introduire un bill (no 133) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre L. Houle au nombre de ses membres, après examen.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. P.-C. Neault (Champlain)** demande la permission d'introduire un bill (no 130) constituant en corporation la Compagnie du pont de Grand-Mère, et l'autorisant à construire un pont de péage sur la rivière Saint-Maurice entre le village de Grand-Mère et la paroisse de Saint-Théophile-du-Lac.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. D.-J. Décarie (Hochelaga)** demande la permission d'introduire un bill (no 55) concernant la succession de feu Charles-Théodore Viau.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** demande la permission d'introduire un bill (no 65) concernant la "Laing Packing and Provision Company".

Le but du bill proposé est d'accorder l'autorisation à la "Laing Packing and Provision Company" de construire dans les limites de la cité de Montréal des bâtiments dans lesquels elle fera le commerce de fabricant de conserves dans tous ses différents genres.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. F.-X. Dupuis (Châteauguay)** demande la permission d'introduire un bill (no 142) constituant en corporation la "Montreal Light, Heat and Power Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. P. Pelletier (Sherbrooke)** demande la permission d'introduire un bill (no 37) constituant en corporation les petites soeurs de la Sainte-Famille.

Accordé. Le bill est lu pour la

première fois.

**M. M. Perreault (Chambly)** demande la permission d'introduire un bill (no 35) concernant la ville de Longueuil et la Compagnie du chemin de fer du Grand Tronc du Canada.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** demande la permission d'introduire un bill (no 137) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre J. J. Barry au nombre de ses membres, après examen.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. A. Robitaille (Québec-Centre)** demande la permission d'introduire un bill (no 36) amendant la charte de la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. A. Girard (Rouville)** demande la permission d'introduire un bill (no 38) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Moïse Véronneau à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)** demande la permission d'introduire un bill (no 3) concernant les conseils de conciliation et d'arbitrage pour régler les différends industriels.

**Des voix:** Expliquez! Expliquez!

**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2):** Ce n'est pas la coutume parlementaire de donner des explications sur un projet de loi lorsqu'on en propose la première lecture. Je me contenterai donc de dire à la Chambre que la loi proposée est semblable à la loi qui existe dans l'Ontario sur le même sujet.

Il fournira de plus amples informations sur son bill lorsque celui-ci reviendra demain devant la Chambre pour la seconde lecture.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. W. J. Watts (Drummond)** demande la permission d'introduire un bill (no 89) amendant l'article 5290 des statuts refondus du Québec, concernant les compagnies d'assurance mutuelle.

Il introduit un bill concernant les compagnies d'assurance mutuelle contre le feu, leur permettant d'assumer plus de risques qu'en ce moment.

Les compagnies d'assurance mutuelle de cette province touchent leurs primes sous forme de billets promissoires totalisant en général dix à cinquante % environ des montants assurés. Ces billets sont gardés comme fonds de réserve et lorsque surviennent des pertes, une répartition est faite à partir de ces billets. La loi existante stipule que ces compagnies doivent couvrir les risques, dans les cités et villes, seulement jusqu'à concurrence de dix pour cent du montant total des billets promissoires qu'elles détiennent. Cet acte date, dit-on, de l'incendie de Montréal en 1844 lorsque les actionnaires de la compagnie d'assurance mutuelle locale, qui n'avaient pas été ruinés par le feu, ont eu à payer le montant total des billets déposés. Les compagnies s'opposent aux limitations qui, disent-elles, les privent d'une bonne partie du commerce le plus fructueux qu'elles pourraient faire dans les villages. Elles désirent en conséquence que les limitations disparaissent complètement. Mais le bill propose une limitation à soixante-quinze pour cent du montant des billets promissoires détenus par les compagnies au lieu d'abolir la limite complètement.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a nommé un comité spécial, pour assister l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés, et pour agir au nom du Conseil législatif, comme membre du comité conjoint des deux Chambres de la bibliothèque, et que ce comité a été composé des honorables MM. Chapais, de Boucherville, Girouard, Lanctôt, Mathieu, Ouimet, Rolland, McCorkill et Ward.

#### Bibliothèque de la législature

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** propose, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable F.-G.-M. Dechène), qu'un comité spécial composé des honorables MM. Parent, Turgeon, Gouin, Guerin et MM. Tellier, Tessier (Rimouski), Tessier (Portneuf), Chauret, Chicoyne, Roy (Kamouraska), Flynn, Pelletier, LeBlanc, Cardin, Weir et Allard soit nommé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque de la législature, en tant que les intérêts de cette Chambre sont concernés, et pour agir comme membres du comité conjoint des deux Chambres, au sujet de la bibliothèque.

Adopté.

Il est résolu qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif, communiquant à Leurs Honneurs la résolution précédente.

#### **Comité conjoint des impressions de la législature**

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** propose, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable F.-G.-M. Dechène), qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif, priant Leurs Honneurs de bien vouloir se joindre à cette Chambre, pour former un comité conjoint des deux Chambres, au sujet des impressions de la législature, en informant Leurs Honneurs que les honorables MM. Parent, Dechène et Duffy, et MM. Robitaille, Flynn, Pelletier, LeBlanc, Garneau, Champagne, Watts et Lacombe agiront comme membres dudit comité des impressions.

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** exprime l'espoir qu'à cette session, la Chambre accordera une attention toute spéciale à la bibliothèque.

Adopté.

#### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur revêtu de la signature de Son Honneur.

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

L.-A. Jetté,  
Messieurs de l'Assemblée législative,  
J'ai reçu avec grand plaisir l'adresse que vous avez votée en réponse au discours du trône et vous en remercie bien sincèrement.  
Hôtel du gouvernement  
27 février 1901.

#### **Interpellations:**

##### **Démission du député-percepteur M. Goulet**

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester):** 1. M. Goulet, député-percepteur du revenu pour le district de Québec, a-t-il été démis de ses fonctions?

2. Dans l'affirmative, à quelle date et pour quelle cause?

3. M. Goulet est-il encore à l'emploi du gouvernement à quelqu'autre titre?

**L'honorable H. T. Duffy (Brome):** 1. et 2. M. Goulet, ci-devant, député-collecteur du revenu provincial pour le district de Québec, a résigné sa position le 21 janvier 1901, et sa démission a été acceptée par un ordre en

conseil vers le 25 du même mois.

3. Non.

#### **Nomination du registrateur Godbout**

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester):** 1. Est-il vrai que le docteur Godbout, député à la Chambre des communes du comté de Beauce, a été nommé à une position permanente par le gouvernement de cette province?

2. Dans l'affirmative, laquelle?

3. Quel est le salaire qu'il recevra?

**L'honorable H. T. Duffy (Brome):** 1. Oui.

2. Registrateur pour le comté de Beauce, conjointement avec M. Taschereau Fortier, écuyer.

3. Il partagera, avec son collègue, les honoraires et les émoluments de cet emploi.

#### **Demande de documents:**

##### **Enquête sur le député-percepteur M. Goulet**

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** propose, appuyé par le député de Nicolet (M. E. J. Flynn), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de tous arrêtés en conseil, papiers, documents, correspondances et rapport de L. J. Cannon, écuyer, assistant procureur général, au sujet de l'enquête tenue contre M. Goulet, assistant percepteur du revenu de ce district, sur plainte faite contre lui par l'Association des marchands de vin et de liqueurs licenciés de Québec, et aussi copie, de toutes pièces et documents quelconques se rapportant à cette affaire.

Adopté.

##### **Primes reçues par les compagnies d'assurances du Québec**

**M. J. Cochrane (Montréal no 4)** propose, appuyé par le représentant de Huntindgon (M. W. H. Walker), qu'il soit mis devant cette Chambre une liste des primes reçues par les différentes compagnies d'assurances dans la province de Québec, contenant le nom des compagnies, leur bureau principal, le montant reçu par chacune d'elles dans la province de Québec, en 1899, et les taxes payées par chacune d'elles.

Adopté.

#### **Dissolution de l'Assemblée législative**

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** fait remarquer qu'il manque l'ordre en conseil recommandant la dissolution des Chambres au dossier que le représentant de Bellechasse (l'honorable A.

Turgeon) a déposé l'autre jour sur le bureau de la Chambre.

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** réplique que tout est devant la Chambre. Il n'y a pas d'autres documents à produire à ce sujet.

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** insiste.

**M. C. Langelier (Lévis)** dit que, si le chef de l'opposition peut prouver que le gouvernement a omis de passer un ordre en conseil à ce sujet, il faudra recommencer les élections générales.

#### **Succession M. F.-X. Beaudry**

**M. P.-É. LeBlanc (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 139) concernant la succession de feu François-Xavier Beaudry soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Exemption de taxes à la "Montreal Cotton" de Valleyfield**

**M. A. Bergevin (Beauharnois)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 33) autorisant et ratifiant le règlement no 162 de la ville de Salaberry-de-Valleyfield, accordant une exemption de taxes et certains avantages à la compagnie dite "The Montreal Cotton Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Biens temporels du diocèse de Montréal**

**M. W. J. Watts (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 31) modifiant la loi connue sous le titre de "Loi modifiée des biens temporels du diocèse de Montréal, 1890" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **M. J. B. Scott**

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 67) changeant le nom de James Scott, marchand de la cité de Montréal, en celui de James Barn Scott soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Compagnie du gaz de Montréal**

**M. P.-H. Roy (Saint-Jean)** propose,

selon l'ordre du jour, que le bill (no 129) amendant la charte de la Compagnie du gaz de Montréal et les actes qui l'amendent soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **M. J.-E. Boily**

**M. L.-A. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 51) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre J.-E. Boily à la pratique de la médecine et de la chirurgie soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Succession M. S. Valois**

**M. D.-J. Décarie (Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 44) dégageant de toute responsabilité les acquéreurs des immeubles légués par feu Simon Valois soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **"The William Strachan Company"**

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 41) constituant en corporation "The William Strachan Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **"The Montreal Business Men's League"**

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 53) constituant en corporation "The Montreal Business Men's League" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Le but de ce bill est d'encourager certaines améliorations dans la ville, tout particulièrement en ce qui a trait à la propreté des rues, l'embellissement des parcs et des carrés et autres choses semblables. Le conseil du "Board of Trade" a le droit de nommer trois des cinq membres du bureau d'administration, les deux autres étant élus lors de l'assemblée annuelle de la ligue.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Club de Montréal**

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 34) ratifiant l'incorporation du Club de Montréal et lui accordant certains pouvoirs additionnels soit maintenant lu pour la

deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Compagnie du cimetière du Mont-Royal**

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 123) amendant l'acte 19-20 Victoria, chapitre 128, intitulé "Acte pour amender et consolider les différents actes qui incorporent la Compagnie du cimetière du Mont-Royal" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Arrangements entre le lord-évêque de Montréal et la "Christ Church Cathedral"**

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 32) confirmant certains arrangements entre le lord-évêque du diocèse de Montréal et le recteur de la "Christ Church Cathedral" dans ledit diocèse soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **M. Édouard-Honoré Bégin**

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 47) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Édouard-Honoré Bégin au nombre de ses membres, après examen, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **M. F.-X.-Édouard Guay**

**M. A. Robitaille (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 69) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre F.-X.-Édouard Guay au nombre de ses membres, après examen, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Succession M. J. Pratt**

**M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 66) concernant la succession de John Pratt soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Club commercial et littéraire de Hull**

**M. C.-B. Major (Ottawa)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 68) constituant en corporation le Club commercial et littéraire de Hull soit

maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Charte de la commune de la seigneurie de Yamaska**

**M. L.-J. Allard (Yamaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 43) amendant les lois qui régissent la commune de la seigneurie de Yamaska soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **"The Free Methodist Church"**

**M. W. J. Watts (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 54) constituant en corporation la société religieuse "The Free Methodist Church" de la province de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **"The Chevra Kadisha of Montreal"**

**M. J. Cochrane (Montréal no 4)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 110) constituant en corporation "The Chevra Kadisha of Montreal" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Charte de Richmond**

**M. P. S. G. Mackenzie (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 49) amendant et consolidant la charte de la ville de Richmond soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **M. Ashley Bemis Tower**

**M. W. A. Weir (Argenteuil)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 140) autorisant la Société canadienne des ingénieurs civils à admettre Ashley Bemis Tower, au nombre de ses membres soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Institut des sœurs de Notre-Dame-du-Bon-Conseil**

**M. H. Petit (Chicoutimi-Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 50) constituant en corporation l'institut des sœurs de Notre-Dame-du-bon-Conseil soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité

permanent des bills privés.

**Compagnie manufacturière  
de Chambly**

**M. M. Perrault (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 141) amendement la charte de la Compagnie manufacturière de Chambly soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et des compagnies minières et manufacturières.

**Compagnie du chemin de fer  
Québec central**

**M. A. Robitaille (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 76) amendement de nouveau la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec central soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et des compagnies minières et manufacturières.

**Compagnie du chemin de fer  
Québec central**

**M. A. Robitaille (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 77) amendement de nouveau la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec central, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et des compagnies minières et manufacturières.

**Charte de Saint-Étienne de Lauzon**

**M. C. Langelier (Lévis)** a demandé à ce que (sic) son bill intitulé "Loi amendement la loi octroyant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Étienne de Lauzon, dans le comté de Lévis" soit remis à plus tard, car il vient de recevoir une contre-pétition à ce sujet.

Adopté.

La séance est levée à 3 h 45.



Séance du 28 février 1901

Sous la présidence de l'honorable H.-B. Rainville

La séance s'ouvre à 3 h 30.

**Dépôt et lecture de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table de la Chambre:

- par M. Langelier, la pétition de C. Blanchette et autres, de Saint-Étienne de Lévis;

- par M. Roy (Montmagny), la pétition du révérend M. Thiboutot et autres, de Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues;

- par M. Lemay, la pétition du révérend M. Moreau et autres, de Sainte-Philomène-de-Fortierville, Lotbinière;

- par M. Tessier, la pétition de J.-P. Guertin et autres, de Saint-Thuribe, Portneuf.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues, savoir:

- des commissaires d'écoles de la ville de Magog demandant de ratifier un arrangement intervenu entre eux et la "Dominion Cotton Mills Company";

- de Joseph David Édouard Barras demandant à être admis à la pratique de l'art dentaire;

- de Henry Higgin et al. demandant l'incorporation de la compagnie de chemin de fer "Canadian Atlantic Western";

- de L.-H. Gaudry et al. demandant l'incorporation de la Compagnie de chemin de fer électrique de Lévis;

- d'Aline Rolland et al. s'opposant à ce que le nom de "Saint-Ours" soit ajouté à celui de E.-A. Dorion;

- et du Crédit foncier du Bas-Canada demandant des amendements à sa charte.

**Rapports de comités:**

**M. É. Lalonde (Vaudreuil):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité, après avoir examiné les pétitions suivantes, trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas, savoir:

- de la Compagnie du chemin de fer de Québec et de la Baie-James, de l'Association des manufacturiers de chaussures de Québec, de la Compagnie de téléphone du comté de Montmorency, de la Compagnie Paquet Limitée demandant respectivement d'être constituées en corporation; du "Jeffery Hale's Hospital", de la Compagnie du chemin de fer Québec et Lac-Saint-Jean, de la "Canadian Electric Light Company" demandant respectivement

des amendements à leur charte; et de M.-H.-W. Renaud et autres demandant une loi autorisant la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu Jean-Baptiste Renaud et la loi qui l'amende.

**Composition du comité spécial du code municipal**

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** propose, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable F.-G.-M. Dechène), qu'un comité spécial, composé des honorables MM. Duffy et Guerin et de MM. Blanchard, Champagne, Cherrier, Chauret, Chicoyne, Flynn, Garneau, Morin (Saint-Hyacinthe), Décarie, Gosselin (Iberville), Lacombe, Tellier, Pelletier (Dorchester), Pelletier (Sherbrooke), Lemay, Roy (Saint-Jean), Watts, de Grosbois, Roy (Kamouraska), Duhamel, soit nommé pour prendre en considération certains amendements au code municipal.

Adopté.

**Introduction de bills:**

**M. A. Robitaille (Québec-Centre)** demande la permission d'introduire un bill (no 60) amendant la loi 47 Victoria, chapitre 91, intitulé "Acte autorisant la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu Jean-Baptiste Renaud" et la loi qui l'amende. Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. A. Robitaille (Québec-Centre)** demande la permission d'introduire un bill (no 39) concernant la "Canadian Electric Light Company Limited".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. A. Robitaille (Québec-Centre)** demande la permission d'introduire un bill (no 61) amendant la loi 63 Victoria, chapitre 67, concernant la Compagnie du chemin de fer Québec et Lac-Saint-Jean.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. L.-A. Taschereau (Montmorency)** demande la permission d'introduire un bill (no 72) constituant en corporation la Compagnie du téléphone du comté de Montmorency.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. L.-A. Taschereau (Montmorency)** demande la permission d'introduire un bill (no 73) constituant en corporation l'Association

des manufacturiers de chaussures de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. L.-A. Taschereau (Montmorency)** demande la permission d'introduire un bill (no 71) constituant en corporation la Compagnie Paquet Limitée.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. G. Tanguay (Lac-Saint-Jean)** demande la permission d'introduire un bill (no 74) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Québec et de la Baie-James.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. J. G. Hearn (Québec-Ouest)** demande la permission d'introduire un bill (no 59) amendant l'acte d'incorporation de l'hôpital Jeffery Haie, de la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. P.-C. Neault (Champlain)** demande la permission d'introduire un bill (no 124) constituant en corporation la ville de Grand-Mère.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**L'honorable F.-G.-M. Dechène (L'Islet)** demande la permission d'introduire un bill (no 8) amendant la loi concernant l'agriculture.

Il déclare que son bill n'est pas encore complet et qu'il l'expliquera à la prochaine séance. Dans tous les cas, ce n'est pas d'une bien grande importance, puisqu'il s'agit de changements techniques.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** demande la permission d'introduire un bill (no 88) amendant l'article 1048 du code municipal, de façon à ce que les amendes imposées aux municipalités pour mauvais entretien des chemins soient remises, comme la chose se faisait autrefois, aux poursuivants et non à la couronne.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** demande la permission d'introduire un bill (no 87) amendant l'article 2260 du code civil.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. J.-A. Chicoyne (Wolfe)** demande la permission d'introduire un bill (no 86) concernant les subventions municipales, pour empêcher les municipalités d'accorder des "bonus" aux industries, surtout aux

compagnies manufacturières, qui tirent profit du système actuel en s'implantant dans une municipalité après avoir reçu quelques "bonus".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. T. B. de Grosbois (Shefford)** demande la permission d'introduire un bill (no 84) amendant le code municipal.

Le but est l'amélioration des chemins d'hiver. On sait que, dans certains endroits de la province, les habitants ont adopté le système dit "des travaux ou brancards croches" qui fait que le cheval, au lieu de marcher dans le milieu de la route, suit la lisse tracée par la voiture. Ceci aide à l'entretien des chemins d'hiver, et il voudrait rendre obligatoire, dans toute la province, l'usage des "brancards croches".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. C.-A. Chênevert (Berthier)** demande la permission d'introduire un bill (no 85) amendant la loi concernant les dentistes.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. W. H. Walker (Huntingdon)** demande la permission d'introduire un bill (no 90) amendant l'article 761 du code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### Interpellations:

##### Livre gratuit dans les écoles primaires

**M. N. Lemay (Lotbinière):** 1. Le livre mentionné dans le discours du trône comme devant être distribué gratuitement dans les écoles primaires est-il imprimé?

2. Dans l'affirmative, à combien d'exemplaires, et combien a coûté l'impression de ces exemplaires?

3. S'il n'est pas imprimé, à combien est estimé le coût de l'impression?

4. Combien a coûté ou coûtera le travail de préparation de ce même livre?

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse):** Le livre est actuellement sous presse. Le contrat a été donné à la Compagnie d'imprimerie de Québec, à raison de \$16 000 pour 100 000 exemplaires de chaque partie.

##### M. F.-X. Boileau et le Bulletin du travail

**M. A. Girard (Rouville):** 1. Le gouvernement est-il informé si M. F.-X. Boileau, registraire du département des Travaux publics de cette province, est intéressé dans la publication du journal Le Bulletin du travail, de Québec?

2. Dans l'affirmative, en quelle qualité?

**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2):**

1. Oui, par une lettre, en date du 25 février 1901, adressée à l'honorable premier ministre et transmise au département des Travaux publics.

2. Il est dit dans cette lettre que M. F.-X. Boileau est le rédacteur et le propriétaire du journal Le Bulletin du travail.

**Demande de documents:****Inspecteurs de chaudière à vapeur des manufactures**

**M. L.-P.-P. Cardin (Richelieu)** propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. A. Tessier), qu'il soit mis devant cette Chambre:

1. Une liste des noms de tous les inspecteurs de chaudière à vapeur des manufactures de la province de Québec ainsi que leur résidence;

2. Une liste des noms des examinateurs qui leur ont donné leur certificat, ainsi que de leur résidence.

Adopté.

**Permis de chasse et de pêche**

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant les noms des personnes qui ont obtenu des permis de chasse en vertu de l'acte 62 Victoria, chapitre 24 (1899), avec mention des sommes payées pour tels permis, et leur durée.

Aussi qu'il soit mis devant cette Chambre une copie de tous rapports, requêtes et de toute correspondance au sujet d'infractions, depuis deux ans, à la loi de chasse et de pêche dans la région de la Matapédia, dans les comtés de Matane et de Bonaventure.

Il veut savoir le nom de ceux qui ont obtenu des permis de chasse et qui en abusent ainsi. Cette liste sera d'un renseignement fort utile pour ceux qui s'intéressent à la production du gibier. Il profite de l'occasion pour attirer l'attention du gouvernement sur les nombreux abus qui se commettent dans différentes parties de la province.

La question est de la plus haute importance. Il parle de la façon dont les lois de chasse et de pêche de cette province sont respectées ou plutôt enfreintes. Malgré les 200 gardes de chasse et de pêche en cette province, on abat par centaines le chevreuil, l'orignal et le caribou. Il cite d'un numéro du Daily Telegraph, un journal ministériel anglais de Québec, un texte se rapportant à la destruction massive des chevreuils à Montmagny. Il prétend même que 600 de ces innocentes bêtes sont mortes "de mort violente" dans ce seul comté. Dans la

Beauce, les déprédations sont énormes. Selon certains rapports de la presse, il y a eu beaucoup d'abus dernièrement, en particulier dans les paroisses de la rive sud où le massacre des chevreuils se pratique sur une grande échelle en saison et hors saison.

Il ajoute qu'il est inutile d'édicter des lois si on ne les fait pas respecter et, puisqu'il y a un grand nombre de gardes-chasse dans cette partie de la province, le gouvernement devrait examiner de près cette affaire. Les permis de chasse ne s'accordant qu'aux étrangers, puisque les citoyens de ce pays doivent se conformer à la loi, il importe donc de connaître le nombre de ces permis. Ce n'est pas un reproche qu'il veut faire au gouvernement en rappelant ce qui se passe dans certaines régions, mais c'est tout simplement pour attirer son attention sur une grave question.

Toutefois, il ne jette pas la pierre au gouvernement pour ce qui est de la transgression des lois, mais il est surpris que les gardes-chasse laissent de telles choses se produire. Il ne s'oppose pas à ce qu'un pauvre colon tue occasionnellement un chevreuil hors saison pour assurer la pitance de sa famille, mais il s'oppose au massacre du chevreuil hors saison par des individus qui sont seulement intéressés à vendre les peaux à des tanneurs. Il considère que si les gardes-chasse accomplissaient leur devoir comme il se doit, ce massacre du gibier hors saison ne se produirait pas! Des centaines de peaux ont été trouvées dans la tannerie d'un homme qui était un garde-chasse de la région.

Il recommande au gouvernement d'être très circonspect dans la distribution des droits de chasse. Il ignore si le gouvernement a été informé de ces massacres mais il espère qu'il prendra tous les moyens à sa disposition pour faire respecter nos lois de chasse et de pêche et, en même temps, protéger le gibier.

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur):** Je dois déclarer à l'honorable chef de l'opposition qu'une enquête a été faite et que les rapports qui ont été envoyés au Daily Telegraph sont fort exagérés.

Il prévient la Chambre des nombreuses exagérations publiées par la presse au sujet de cette question de chasse et de pêche et dit que les rapports excessifs qui ont paru de temps à autre dans certains journaux sont faux.

Nous avons pris des informations sur les faits énoncés, ajoute-t-il, nous avons obtenu des renseignements des gardes-chasse, et la conclusion a été qu'il y a eu des déprédations, mais pas aussi considérables qu'on l'avait annoncé, et que les auteurs de cette destruction étaient la plupart du temps des hommes de chantiers que la loi peut atteindre difficilement puisque sur les

chantiers on mange du chevreuil en guise de viande.

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** admet que les histoires du *Telegraph* sont sans aucun doute exagérées; cependant, elles contiennent un fond de vérité. Il dit qu'il y a trop de fumée pour ne pas y avoir de feu.

Il est au courant que dans certains comtés de la Côte-Nord il y a un massacre continuel du gibier hors saison et que naturellement les gens se demandent: "Mais où sont les gardes-chasse?" Il se platt à reconnaître que le gouvernement a fait des efforts pour enrayer le mal mais il pourrait y en avoir encore pour mettre fin à ce massacre général.

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** répond que le gouvernement n'a rien à se reprocher et qu'il a employé la plus grande diligence dans l'exécution des lois de chasse et de pêche. Il est vrai que plusieurs chevreuils ont été tués dans les bois en arrière de Saint-Henri de Lévis par des hommes de chantiers et le gouvernement est en train de prendre des mesures pour punir les coupables. Le département étudie la question afin de déterminer si les hommes mêmes qui ont fait cette tuerie devaient être punis ou si le gouvernement ne devait pas plutôt tenir responsables des infractions à la loi les marchands de bois qui ont permis ou ordonné à leurs employés de faire ce genre de chose.

Pendant quelques années le nombre de gardes-chasse a été augmenté et le gibier était plus protégé en général, mais il arrive souvent qu'un certain nombre de chevreuils soient tués là où il y a des cabanes de bûcherons. Le département s'est montré très sévère dans l'application de la loi; il a pris une foule d'actions et imposé un grand nombre d'amendes; suite aux poursuites qui ont eu cours ces deux ou trois dernières années, le problème du braconnage a de fait beaucoup diminué.

Mais, malgré toute la bonne volonté du gouvernement, il est impossible de contrôler entièrement la surveillance des forêts. Il y a toujours des abus de ce côté-là et il est extrêmement difficile, pour ne pas dire impossible, d'y remédier complètement. Le gouvernement fera tout en son pouvoir pour empêcher la destruction du chevreuil et des autres animaux qu'on vient de lui signaler, et c'est ce qu'il a déjà fait en augmentant le taux des permis, ce qui a eu pour effet d'en diminuer le nombre. Cette question intéresse trop profondément le public pour que le gouvernement la néglige un seul instant. Le gouvernement s'efforce de faire observer les lois de chasse. L'expérience du passé prouve amplement que le gouvernement met tout en oeuvre pour la protection du gibier et du poisson. Dans tous les cas, le gouvernement

continuera à faire son possible pour faire cesser les abus.

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** parle de façon encourageante du bon travail des sociétés pour la protection du poisson et du gibier. Il croit que les différentes associations ont droit à l'aide et à l'encouragement du gouvernement, surtout les nouvelles associations qui se sont formées dernièrement à Montréal et à Québec. Il ne croit pas à l'adoption de lois de chasse qu'on ne fait pas respecter, pas plus qu'à l'accusation d'un pauvre habitant qui tue un chevreuil pour manger alors même que des individus massacrent massivement ces animaux simplement pour vendre leur peau.

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** admet le bon travail fait par les associations de protection. Comme le représentant de Nicolet (M. E. J. Flynn), il parle en très bons termes de l'Association nord-américaine pour la protection du poisson et du gibier formée récemment à Montréal et aussi de l'Association pour la protection du poisson et du gibier de la province de Québec sise à Montréal et subventionnée par la province. Le gouvernement aidera aussi l'association récemment formée à Québec dont a fait mention le chef de l'opposition.

La proposition est adoptée.

#### **Chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs**

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toutes requêtes adressées, depuis un an, au gouvernement de la province de Québec, à l'honorable premier ministre ou à aucun membre du gouvernement au sujet de la continuation du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs jusqu'au bassin de Gaspé, et de la construction d'une ligne à travers la péninsule de Gaspé, dite "ligne courte".

Il dit qu'il est extrêmement désirable de terminer cette ligne aussitôt que possible. Toutefois, il y a quelques problèmes locaux qui ont attiré son attention, particulièrement lorsque les pétitions faites à ce gouvernement ont été comparées à celles adressées dernièrement au cabinet fédéral. Il réfère aux pétitions venant de Bonaventure et de Gaspé et s'opposant à la construction de la "ligne courte". Les gens craignent les effets de cette dernière sur le chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs qu'ils sont des plus pressés de voir complété.

Il sait qu'un grand nombre de requêtes ont été adressées au gouvernement, le priant d'intervenir auprès du gouvernement fédéral pour l'engager à faire l'acquisition du chemin de la Baie-des-Chaleurs et d'en faire un

embranchement de l'Intercolonial, et pour s'opposer à la construction d'une nouvelle voie ferrée dans le comté de Bonaventure. Il voudrait savoir si les autorités provinciales ont acquiescé à la demande qui leur était faite. Il estime que c'est bien là la meilleure solution. Il ajoute que, le représentant de Bonaventure (M. W. H. Clapperton) n'ayant jusqu'ici pu prendre son siège en Chambre pour cause de maladie, il croit de son devoir de représenter les intérêts des électeurs de Bonaventure et de Gaspé avec le même zèle qu'il y mettait autrefois alors qu'il était député de ce district.

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** admet l'utilité de la ligne proposée. Le gouvernement n'a aucune objection à produire les pétitions demandées qui ont été adressées à lui et à aucun membre du gouvernement, et la Chambre pourra juger de l'attitude du gouvernement touchant cette question. Il dit que le gouvernement étudie la question et promet d'y prêter une attention particulière. Cependant, il n'est pas suffisamment fixé pour être en mesure de dire quelle sera sa position. On attend une importante délégation et il ne prendra pas de décision avant que celle-ci soit entendue.

Il profite de l'occasion qui lui est offerte pour déclarer pour la centième fois que son gouvernement est ami du progrès et qu'il a autant à cœur les intérêts des habitants de l'extrémité est de la province que ceux des autres parties.

**M. C. Langelier (Lévis)** fait remarquer au chef de l'opposition que, déjà, des pétitions ont été présentées aux deux gouvernements à ce sujet. Il dit qu'il y aura bientôt devant la Chambre plus de pétitions en faveur du bill de la "ligne courte" que contre le bill.

J'ai reçu, je crois, plus de pétitions que le gouvernement sur la question du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs. Voyant que ce chemin restait dans le statu quo depuis plusieurs années, une compagnie s'est formée et a demandé de construire une nouvelle voie ferrée. Ce sont les adversaires de ce projet qui ont adressé des pétitions au gouvernement. Et pourtant, nous voyons à la tête de la nouvelle entreprise des citoyens importants, entre autres les propriétaires des puits de pétrole de la Gaspésie, et ces hommes entreprenants demandent tout simplement une charte pour construire une voie ferrée destinée à faire un grand bien dans cette partie de la province. Les promoteurs n'ont pas demandé d'argent au gouvernement. Ils demandent simplement une charte pour construire une voie ferrée dans laquelle ils investiront leur propre argent et ne demandent aucune aide pécuniaire au gouvernement.

La proposition est adoptée.

#### **Contrat entre le gouvernement, la "Standard Assurance Company" et les soeurs de la Charité de Québec**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** propose, appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin), que cette Chambre se forme en comité général, demain, pour considérer une certaine résolution relative au contrat passé entre le gouvernement, la "Standard Assurance Company" et les soeurs de la Charité de Québec.

Adopté.

#### **Hygiène publique**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin), que le bill (no 6) amendant et refondant la loi concernant l'hygiène publique soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Comme l'indique le titre de ce projet de loi, il s'agit ici d'une refonte avec quelques amendements. Je vais exposer aussi clairement et aussi rapidement que possible la nature des principaux amendements que renferme cette mesure: le projet de loi comporte 40 pages. Je ferai d'abord remarquer que, pour les faire saisir plus facilement, les nouvelles dispositions de la loi sont mises entre crochets. Ainsi, l'on voit que dans l'article 9, la sous-section première s'applique à l'état sanitaire des maisons d'éducation, des ateliers, des hôpitaux, institutions de bienfaisance, prisons, casernes, etc.

La sous-section 5 du même article se rapporte aux laiteries, etc. En présence des succès que les produits de nos laiteries et de nos beurrieres ont remportés sur les marchés anglais et à l'étranger, on s'est ému en Europe de la concurrence que nous faisons aux produits des vieux pays. On veut, par cette nouvelle disposition, augmenter encore la qualité de nos produits de laiterie.

Cet article répond à des besoins qui se faisaient sentir depuis longtemps. Le public s'est plaint à maintes reprises du peu de soin donné aux conditions hygiéniques dans certaines de nos institutions scolaires; d'autre part, il est parvenu à la connaissance de M. le ministre de l'Agriculture que nombre de fromageries et beurrieres sont dans un état déplorable.

Les articles 45-49 réglementent l'inspection des marchés. "Jusqu'ici, nous disent les membres du Conseil d'hygiène, nous n'avons eu pratiquement aucun pouvoir relativement à la police des marchés. Nous voulons combler une des grandes lacunes de notre loi actuelle et nous mettre au niveau des autres États qui nous ont dénoncés sur

ce point". À la bonne heure! Voilà un point qui ne laissera personne indifférent. À l'avenir, espérons-le, le lait que nous boirons sera pur, la viande que nous mangerons sera saine, le poisson frais, les oeufs immaculés; cette fraîcheur et cette pureté iront certainement au coeur de chacun de nous.

On a laissé en blanc dans le projet le montant de certaines pénalités et amendes; je propose que nous nous montrions discrets dans la fixation du chiffre. Mais ces amendes sont là surtout comme avertissement et menace et elles auront un effet salutaire. Ces modifications contribueront à accroître davantage la qualité de ces produits.

L'article 27 s'applique aux territoires non organisés. On sait que des épidémies désastreuses ont éclaté dans certains chantiers. En vertu de cette disposition, le gouverneur en conseil, à la demande du Conseil d'hygiène, pourra envoyer des officiers d'hygiène dans ces territoires non organisés, et ces officiers seront sous le contrôle du Conseil d'hygiène qui définira leurs pouvoirs et leurs devoirs suivant la loi.

Les dispositions des articles 27 et 29 sont absolument semblables à celles contenues dans les statuts de la province d'Ontario. On a beaucoup emprunté à l'Ontario et aux provinces soeurs dans l'élaboration de notre projet, et l'on a eu raison car il est permis de faire ce compliment à Messieurs les Anglais: ils sont les grands modèles à imiter lorsqu'il s'agit de prudence sanitaire et de précautions hygiéniques. Le sentiment d'émulation qui nous fait désirer voir la province de Québec au diapason du reste du dominion est certainement louable à tous les points de vue. Il serait fastidieux et peut-être inutile de repasser l'un après l'autre tous les articles de la loi actuelle et de la refonte projetée.

Quelques-uns des paragraphes nouveaux ont pour but de mettre le Conseil d'hygiène en état de faire exécuter ses règlements, de rendre obligatoire la coopération des autorités locales et prévoir à la nomination par les municipalités d'un officier chargé de faire exécuter les décisions des autorités sanitaires municipales. À cela, l'on ne pourra faire aucune objection, car, dans le passé, chacun le sait, un grand nombre d'ordonnances sont restées lettre morte en raison des lacunes de la loi actuelle.

D'autres ont trait aux mesures de rigueur à adopter en cas d'épidémie, à la manière d'isoler les malades, etc., etc. Plusieurs de ces mesures sont sévères, mais les conséquences désastreuses que peut amener la négligence de précautions sanitaires, dans ces circonstances, les justifient pleinement.

J'admets que certaines dispositions de la loi accordent une autorité très étendue, mais cependant il ne faut pas oublier que

cette autorité peut être contrôlée par les conseils municipaux. De prime abord, nous paraissions empiéter sur la liberté individuelle, mais il faut que l'intérêt public passe avant l'intérêt individuel.

Le sentiment public a bien changé sur la question d'hygiène depuis quelques années. Je me rappelle qu'en 1885 le conseil municipal de la ville de Montréal rendit la vaccination obligatoire. Il s'ensuivit alors presque une émeute; on appela les troupes sous les armes; il y eut des pertes de vie, et il en résulta une dépense d'environ \$120 000. Grâce aux conseils salutaires qui ont été donnés par des gens bien pensants et grâce aussi aux autorités religieuses, la vaccination ne cause plus les mêmes terreurs qu'autrefois.

L'automne dernier, la fièvre scarlatine éclata à La Malbaie, cette place d'eaux si célèbre dans les annales canadiennes. Ce magnifique endroit aurait été ruiné à tout jamais et aurait vu fuir de ses plages les centaines de touristes américains qui fréquentent ce lieu enchanteur, si le Conseil d'hygiène n'eût pas donné un certificat pour attester le fait que l'épidémie n'était plus à craindre. Sans cette intervention du Conseil d'hygiène, je le répète, La Malbaie aurait été ruinée et cette ruine aurait causé des pertes énormes.

Après avoir relu la loi actuelle et la refonte proposée, je ne puis, pour ma part, que rendre hommage à la sagesse et à la prévoyance de messieurs les officiers du Conseil d'hygiène. Ainsi qu'il est dit dans le préambule que je viens de vous lire, ce n'est que progressivement que notre province a pu s'établir sur de solides bases hygiéniques; dans le projet complémentaire qui vous est soumis, il me semble que rien n'a été oublié et la présente session qui ne paraît pas devoir être grosse d'événements aura vu au moins cette chose éminemment satisfaisante: le perfectionnement d'une de nos institutions provinciales. Il est certain, également, que ces messieurs du Conseil sont plus compétents qu'aucun de nous dans la question, et qu'il est juste de leur accorder beaucoup de latitude dans le choix de la législation qui doit assurer le bon fonctionnement de leur oeuvre.

Le gouvernement demande la coopération de tous les députés et en particulier des députés qui exercent la profession médicale pour rendre cette loi aussi efficace que possible. C'est un projet de loi présenté par le gouvernement, mais ce n'est pas une mesure politique. Au contraire, le gouvernement désire avoir toutes suggestions utiles et acceptera avec plaisir les amendements qu'on voudra proposer pour rendre la loi aussi parfaite et aussi efficace que l'exige l'intérêt public.

En somme, Messieurs, sous la haute surveillance du Conseil d'hygiène et sans

qu'il en coûte plus cher à notre province, toute infection, toute contagion, tout microbe, tout bacille dangereux sera combattu; le bon état sanitaire des maisons, des boutiques, des aliments, des eaux sera assuré; si le choléra nous emporte ou si la variole nous prend... ou nous reprend, c'est que Dieu l'aura voulu. Cela étant, c'est pourquoi mon bill est aujourd'hui devant la Chambre.

**M. E. J. Flynn (Nicolet):** Je n'ai pas eu le temps de prendre connaissance suffisamment de ce projet de loi. Nous allons en adopter la seconde lecture sur division et en comité, nous l'étudierons dans tous ses détails.

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse):** Je ne presserai pas la passation de cette mesure afin de donner le temps aux députés de l'étudier. Nous ne l'examinerons en comité général, s'il le faut, que mardi ou mercredi de la semaine prochaine.

La proposition est adoptée sur division. Le bill est renvoyé à un comité général de toute la Chambre.

#### **Charte de Saint-Étienne-de-Lauzon**

**M. C. Langelier (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 120) amendement la loi octroyant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Étienne-de-Lauzon, dans le comté de Lévis, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Construction des bâtiments religieux de la paroisse Saint-Paul de Montréal**

**M. D.-J. Décarie (Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 58) amendement la loi concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de Saint-Paul de Montréal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **"Laing Packing and Provision Company"**

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 65) concernant la "Laing Packing and Provision Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Succession M. T. Viau**

**M. D.-J. Décarie (Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 55)

concernant la succession de Théodore Viau soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Compagnie du pont de Grand-Mère**

**M. P.-C. Neault (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 130) constituant en corporation la Compagnie du pont de Grand-Mère et l'autorisant à construire un pont de péage sur la rivière Saint-Maurice, entre le village de Grand-Mère et la paroisse de Saint-Théophile-du-Lac, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Accord entre la ville de Longueuil et la Compagnie du Grand Tronc**

**M. M. Perrault (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 35) concernant la ville de Longueuil et la Compagnie du chemin de fer du Grand Tronc du Canada soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Charte de Québec**

**M. A. Robitaille (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 36) amendement la charte de la cité de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **"Montreal Light, Heat and Power Company"**

**M. F.-X. Dupuis (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 142) constituant en corporation la "Montreal Light, Heat and Power Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Société des artisans canadiens-français**

**M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 40) amendement la charte de la Société des artisans canadiens-français soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Documents:**

#### **Dépenses pour chemins et ponts de colonisation**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre la

réponse à une adresse, en date du 21 février courant, demandant:

1. Copie d'un état détaillé, comté par comté, des montants dépensés pour chemins, ponts de colonisation dans cette province, depuis le 30 juin 1900;

2. Copie de tous arrêtés en conseil se rapportant à cette dépense. (Document de la session no 22)

La séance est levée à 4 heures.



Séance du 1er mars 1901

Sous la présidence de l'honorable H.-B. Rainville

La séance s'ouvre à 3 heures.

**Documents:**

**M. l'Orateur** met devant la Chambre l'état des affaires des institutions suivantes pour 1900, savoir:

- l'oeuvre du patronage de Québec; (Document de la session no 18)
- "The Turnpike Road Company" de l'île Jésus pour 1900. (Document de la session no 23)

**Dépôt et lecture de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table:

- par M. Chauret, la pétition de la ville de Saint-Laurent, Montréal;
- par M. Caron, la pétition de C. Paradis et autres, de la ville de Sorel, district de Richelieu;
- par l'honorable M. Turgeon, la pétition de O. Lachance et autres, de Beaumont, Bellechasse; la pétition de H. Boucher et autres, de Saint-Philémon, Bellechasse; la pétition de J. Asselin et autres, de Saint-Charles, Bellechasse; la pétition du révérend Samson et autres, de Saint-Cajetan, Bellechasse; la pétition du révérend M. Bureau et autres, de Saint-Michel, Bellechasse; la pétition de H. Morin senior et autres, de Notre-Dame-de-Buckland, Bellechasse;
- par M. Roy (Kamouraska), la pétition du révérend M. Fraser et autres, de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, (Kamouraska);
- par M. Fiset, la pétition du révérend M. Janelle et autres, de Sainte-Thècle, Champlain;
- par M. Lemay, la pétition de S. Gameau et autres, de Saint-Antoine-de-Tilly, Lotbinière;
- par M. Tessier (Rimouski), la pétition du révérend M. LeBel, de Saint-Donat de Rimouski; la pétition du révérend M. LeBlanc et autres, de Saint-Gabriel, Rimouski; la pétition du révérend M. Audet et autres, de Saint-Fabien, Rimouski.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue: la pétition de la "North Shore Railway Company" demandant des amendements à sa charte.

**Rapports de comités:**

**M. É. Lalonde (Vaudreuil):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité, après avoir examiné les

pétitions suivantes, trouve que les avis requis ont été publiés dans chaque cas, savoir:

- de la "Ristigouche Boom Company" demandant une loi l'autorisant à construire et exploiter des estacades et des jetées dans la province de Québec;
- de la paroisse de Saint-Stanislas demandant une loi l'érigeant en municipalité;
- et de la municipalité scolaire de la cité de Sainte-Cunégonde demandant certains pouvoirs.

**Introduction de bills:****M. L.-A. Taschereau (Montmorency)**

demande la permission d'introduire un bill (no 75) autorisant la "Ristigouche Boom Company" à construire et exploiter des estacades et des jetées dans la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. D.-J. Décarie (Hochelaga)**

demande la permission d'introduire un bill (no 125) concernant l'instruction publique dans la municipalité scolaire de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. P. Pelletier (Sherbrooke)**

demande la permission d'introduire un bill (no 42) érigeant la municipalité de Saint-Stanislas-de-Kotska.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. P. S. G. Mackenzie (Richmond)**

demande la permission d'introduire un bill (no 93) amendant l'article 1080 du code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**Contrat entre le gouvernement,  
la "Standard Assurance Company" et les  
soeurs de la Charité de Québec**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)**

propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération une résolution relative au contrat passé entre le gouvernement, la "Standard Assurance Company" et les soeurs de la Charité de Québec. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** propose que:

Attendu que, dans un acte de vente passé par V.-W. LaRue, notaire, le sept avril mil huit cent quatre-vingt-treize, consenti par l'honorable P. Landry et autres, aux soeurs de la Charité de Québec, l'une des propriétés vendues au lieu d'être décrite sous son véritable numéro, savoir: 737, a été désignée par erreur sous le numéro 739 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Beauport;

Attendu que le propriétaire de cet immeuble, numéro 739, a plusieurs fois requis les soeurs de la Charité de faire radier tous ces enregistrements de sa propriété;

Attendu que les vendeurs et les acquéreurs, suivant qu'il appert d'un acte devant L.-P. Sirois, notaire, en date du treize novembre dernier (1900), ont ratifié cette erreur, et ont substitué, dans l'acte de vente ci-dessus cité, le numéro 737 au numéro 739 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Beauport;

Attendu que cette même erreur a été commise dans un contrat passé entre le gouvernement, la "Standard Life Assurance Company" et les soeurs de la Charité de Québec, devant William de M. Marier, le vingt-neuf juin mil huit cent quatre-vingt-treize;

Attendu que ce dernier contrat a été ratifié par la loi 57 Victoria, chapitre 7;

Attendu que la "Standard Life Assurance Company" veut bien consentir à cette rectification à la condition que la responsabilité du gouvernement envers elle, tel qu'il appert de ce contrat, ne soit en aucune manière atténuée ni changée;

Attendu qu'il est dans l'intérêt de tous les intéressés de faire cette rectification;

Qu'il soit en conséquence résolu que la "Standard Life Assurance Company" soit autorisée à donner mainlevée, sur le numéro 739 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Beauport, de l'hypothèque consentie en sa faveur par les soeurs de la Charité de Québec devant W. de M. Marier, notaire, le vingt-neuf juin mil huit cent quatre-vingt-treize, en, par les soeurs de la Charité de Québec, lui donnant une autre hypothèque, pour le montant de sa créance, sur le numéro 737 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Beauport, cette mainlevée et cette nouvelle hypothèque ne devant diminuer en rien la garantie donnée par le gouvernement en faveur de la "Standard Life Assurance Company", pour le montant du prêt fait aux soeurs de la Charité aux termes de l'acte ci-dessus cité et ratifié par la loi 57 Victoria, chapitre 7.

Après avoir lu cette résolution, on s'aperçoit qu'il s'agit tout simplement de

corriger une erreur cadastrale dans l'acte de vente de l'asile de Beauport et de ses dépendances aux soeurs et que cela ne diminue d'aucune façon la garantie de paiement du prêt consenti aux soeurs donnée par le gouvernement en faveur de la "Standard Assurance Company".

La résolution est adoptée.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

**Introduction de bills:**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** demande la permission d'introduire un bill (no 9) concernant le contrat passé entre le gouvernement, la "Standard Life Assurance Company" et les soeurs de la Charité de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**Interpellations:****Exposition de Buffalo**

**M. C. Langelier (Lévis):** Est-ce l'intention du gouvernement de prendre part à l'exposition de Buffalo et de s'y faire représenter?

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur):** Ce n'est pas l'intention du gouvernement.

**Les petites soeurs de la Sainte-Famille**

**M. P. Pelletier (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 37) constituant en corporation les petites soeurs de la Sainte-Famille soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Hôpital Jeffery Hale**

**M. J. G. Hearn (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 59) amendant l'acte d'incorporation de l'hôpital Jeffery Hale, de la cité de Québec, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté, le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Compagnie Paquet Limitée**

**M. L.-A. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 71) constituant en corporation la Compagnie Paquet Limitée soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Association des manufacturiers  
de chaussures de Québec**

**M. L.-A. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 73) constituant en corporation l'Association des manufacturiers de chaussures de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Succession M. J.-B. Renaud**

**M. A. Robitaille (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 60) amendement la loi 47 Victoria, chapitre 91, intitulé "Acte autorisant la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu Jean-Baptiste Renaud" et la loi qui l'amende soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Compagnie du chemin de fer de  
Québec et de la Baie-James**

**M. G. Tanguay (Lac-Saint-Jean)** propose,

selon l'ordre du jour, que le bill (no 74) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Québec et de la Baie-James soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Cette compagnie se propose de construire une voie ferrée depuis un point quelconque du chemin de fer du Lac-Saint-Jean jusqu'à un port à eau profonde de la Baie-James.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et des compagnies minières et manufacturières.

**Compagnie du chemin de fer  
Québec et Lac-Saint-Jean**

**M. A. Robitaille (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 61) amendement la loi 63 Victoria, chapitre 67, concernant la Compagnie du chemin de fer Québec et Lac-Saint-Jean soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et des compagnies minières et manufacturières.

La séance est levée à 3 h 15.

Séance du 4 mars 1901

Sous la présidence de l'honorable H.-B. Rainville

La séance s'ouvre à 3 h 05.

**Dépôt et lecture de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table:

- par l'honorable M. Turgeon, la pétition du révérend M. Boulet et autres, de Saint-Lazare, Bellechasse;

- par M. Flynn, la pétition de M. de Carufel et autres, de Sainte-Angèle-de-Laval, Nicolet;

- par M. Lemay, la pétition de F. Dion et autres, de Saint-Sylvestre, Lotbinière;

- par M. Tanguay, la pétition du révérend M. Delay et autres, de Saint-Louis-de-Chambord (Lac-Saint-Jean); la pétition de N. Simard et autres, de Saint-Gédéon, Lac-Saint-Jean; la pétition du révérend M. Bilodeau et autres, de Saint-Thomas-d'Aquin et de Saint-François-de-Sales, Lac-Saint-Jean.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue: de Charles Blanchet et autres, de Saint-Étienne, comté de Lévis, demandant que le chapitre 63 du statut 63 Victoria ne soit pas amendé.

**Introduction de bills:**

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** demande la permission d'introduire un bill (no 95) amendant l'article 291 du code municipal.

Il voudrait que tout électeur qui n'a pas payé ses taxes quinze jours avant le jour fixé pour la votation soit déqualifié (sic).

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial du code municipal.

**M. C. Langelier (Lévis)** demande la permission d'introduire un bill (no 99) amendant les articles 1191 B et 1191 D des statuts révisés de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. C. Langelier (Lévis)** demande la permission d'introduire un bill (no 100) amendant la section 10 du chapitre 21 du code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. T. B. de Grosbois (Shefford)** demande la permission d'introduire un bill (no 94) amendant l'article 291 du code municipal au sujet du paiement des taxes municipales.

Cet article veut que les électeurs municipaux paient leurs taxes avant de voter.

Et il arrive que le jour de l'élection un grand nombre de votants se pressent pour voter et payer leurs taxes en même temps, ce qui retarde beaucoup la votation.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial du code municipal.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill suivant auquel il demande le concours de cette Chambre: bill (E) intitulé "Loi amendant la loi concernant l'organisation des clubs de récréation".

Aussi, que le Conseil législatif a passé le bill (G) intitulé "Loi amendant la loi concernant la nomination des constables par les magistrats de police".

**Introduction de bills:**

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que le bill (E) amendant la loi concernant l'organisation des clubs de récréation soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** pour **l'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que le bill (G) amendant la loi concernant la nomination des constables par les magistrats de police soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

**M. Antoine Gobeil**

**M. H. Champagne (Deux-Montagnes)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 138) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Antoine Gobeil au nombre de ses membres, après examen, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Municipalité de Saint-Stanislas-de-Kotska

**M. P. Pelletier (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 42)

érigeant la municipalité de Saint-Stanislas-de-Kotska soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **"Ristigouche Boom Company"**

**M. L.-A. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 75) autorisant la "Ristigouche Boom Company" à construire et exploiter des estacades et des jetées dans la province de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Ville de Saint-Laurent**

**M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. N. Garneau), que la règle 49e de cette Chambre soit suspendue, et que la pétition de la corporation de la ville de Saint-Laurent demandant une loi amendement sa charte, présentée vendredi dernier, soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

#### **Lecture de pétitions:**

La pétition suivante est lue et reçue: par M. Chauret, la pétition de la ville de Saint-Laurent, Montréal.

#### **Interpellations:**

##### **Octrois à l'Association agricole de Trois-Rivières**

**M. L.-P.-P. Cardin (Richelieu):** Quels sont les montants que le gouvernement a payés à l'Association agricole des Trois-Rivières, chaque année, depuis 1895 à ce jour?

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur):**

1896-97	\$5000.00
1897-98	8000.00
1899-00	3959.57
1900-01	3391.50

##### **Fréquentation scolaire**

**M. T. B. de Grosbois (Shefford):** Combien y a-t-il d'enfants, d'après les rapports des inspecteurs, qui ne fréquentent aucune école dans la province de Québec?

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse):** D'après les rapports des inspecteurs, 239 662 enfants sont d'âge à fréquenter l'école et 6803 s'abstiennent. Je dois ajouter que ce dernier chiffre n'est pas exact, vu que nous

n'avons aucune donnée sur le nombre de ceux qui fréquentent les écoles indépendantes.

#### **Remplacement du messager**

**M. R. Casgrain par M. A. Nicole**

**M. L.-R. Roy (Kamouraska):** 1. M. Alphonse Nicole a-t-il remplacé M. Raymond Casgrain comme messager des juges des districts ruraux du palais de justice de Québec?

2. Dans l'affirmative, à la demande de qui et pourquoi?

3. À quelle date a-t-il été nommé pour remplacer M. Raymond Casgrain?

4. Depuis sa nomination, combien de jours est-il demeuré audit palais de justice et y a-t-il rempli ses fonctions comme tel?

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur):** 1. Oui.

2. À la demande des honorables juges Cimon, Larue, Pelletier, Lemieux, Langelier, Choquette et de Ernest Roy, écuyer M.P.P., pour le comté de Montmagny. La raison est que Nicole est sténographe et, comme tel, peut rendre des services aux juges que Casgrain ne pouvait rendre.

3. 2 février 1901.

4. Depuis sa nomination, il a été absent, avec la permission des juges, d'abord pour cause de maladie, et ensuite en raison de la mort de sa femme.

#### **Animaux reproducteurs de pur-sang**

**M. C. Langelier (Lévis):** 1. Combien existe-t-il actuellement dans cette province d'animaux mâles, âgés, pur-sang, pour la reproduction?

2. Combien de jeunes animaux mâles, pur-sang, aussi pour la reproduction, dans la classe des chevaux, bestiaux, moutons et porcs?

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur):** Il n'y a aucune statistique en cette province qui permette de donner le nombre d'animaux reproducteurs de pur-sang.

#### **Compagnies d'assurance mutuelle**

**M. W. J. Watts (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Shefford (M. T. B. de Grosbois), que le bill (no 89) amendement l'article 5290 des statuts refondus de la province de Québec, concernant les compagnies d'assurance mutuelle, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

L'objet de ce bill est de permettre aux compagnies d'assurance mutuelle de faire trois quarts de leurs affaires dans les cités et villes au lieu d'un dixième seulement comme maintenant.

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** souligne que l'augmentation demandée paraît trop grande et que d'autres compagnies d'assurances pourraient s'opposer à une telle augmentation.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

#### **Hygiène publique**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent), que la Chambre se forme en comité général, demain, pour considérer certaines résolutions concernant l'hygiène publique. Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à lui soumettre ces résolutions que Son Honneur recommande à sa considération.

Adopté.

#### **Contrat entre le gouvernement, la "Standard Assurance Company" et les soeurs de la Charité de Québec**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 9) amendement la loi relative au contrat passé entre le gouvernement, la "Standard Assurance Company" et les soeurs de la Charité de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Billets promissaires**

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Shefford (M. T. B. de Grosbois), que le bill (no 87) amendement l'article 2260 du code civil soit maintenant

lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

#### **Documents:**

##### **Rapport du surintendant de l'Instruction publique**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec pour l'année 1899-1900. (Document de la session no 5)

##### **Transactions concernant l'école normale Laval**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 21 février 1901, demandant:

1. Copie de tous arrêtés en conseil, depuis la dernière session, au sujet de la vente par le gouvernement du terrain sur la Grande-Allée, ci-devant acquis pour les fins d'une école normale;

2. Copie de toute correspondance au sujet de telle vente ou de la location de tel terrain, le tout depuis la dernière session. (Document de la session no 26)

##### **Chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 28 février dernier, pour une copie de toutes requêtes adressées, depuis un an, au gouvernement de la province de Québec, à l'honorable premier ministre ou à aucun membre du gouvernement, au sujet de la continuation du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs jusqu'au bassin de Gaspé, et de la construction d'une ligne à travers la péninsule de Gaspé, dite "ligne courte". (Document de la session no 25)

La séance est levée à 3 h 35.

Séance du 5 mars 1901

Sous la présidence de l'honorable H.-B. Rainville

La séance s'ouvre à 3 heures.

**Dépôt et lecture de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table de la Chambre:

- par M. Weir, la pétition de Henry M. Molson et autres, de Montréal;
- par M. Dion, la pétition du révérend M. Lamontagne et autres, de Saint-Éloi; la pétition du révérend M. Blais et autres, de la Rivière-du-Loup; la pétition du révérend M. Delage et autres, de Saint-Modeste; la pétition du révérend M. Bérubé et autres, de Saint-Louis-du-Ha!Ha!; la pétition du révérend M. Girard et autres, de Notre-Dame-du-Portage; et la pétition du révérend M. Beaulieu et autres, de Saint-Hubert, comté de Témiscouata.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues, savoir:

- du révérend M. Garon et autres, de Saint-Étienne-de-Lauzon;
- du révérend M. Lacerte et autres, de Saint-Prosper, comté de Champlain;
- du révérend M. Sirois et autres, du Cap-Saint-Ignace;
- du révérend M. Fraser et autres, de Sainte-Anne-de-la-Pocatière;
- du révérend M.-P. Bernard et autres, de Sainte-Christine, comté de Portneuf;
- de M. Guilmette et autres, de Saint-Gilbert, comté de Portneuf;
- de J.-P. Guertin et autres, de Saint-Thuride, comté de Portneuf;
- de Zéphirin Brochu et autres, de Saint-Anselme;
- du révérend M. Pérusse et autres, de Saint-Fabien;
- de Ferdinand Dion et autres, de Saint-Sylvestre;
- du révérend M. Moreau et autres, de Sainte-Philomène;
- de Damase Gagneau et autres, de Saint-Antoine-de-Tilly;
- du révérend M. Frenette et autres, de Saint-Jean-Port-Joli;
- de J.-O. Saint-Pierre et autres, de Saint-Aubert, comté de L'Islet;
- de Joseph Pelletier et autres, de Sainte-Louise, comté de L'Islet;
- du révérend M. Saint-Germain et autres, de Sainte-Marie, comté de Nicolet;
- du révérend M. Carufel et autres, de Sainte-Angèle-de-Laval;
- du révérend M. Raiche et autres, de Bécancour, comté de Nicolet;
- du révérend M. Trahan et autres, de Saint-Sévère, comté de Saint-Maurice;

- du révérend M. Janelle et autres, de Sainte-Thècle, comté de Champlain;
- du révérend M. Cloutier et autres, de Saint-Maurice;
- du révérend M. Thiboutot et autres, de l'Isle-aux-Grues;
- du révérend H. Morin et autres, de Notre-Dame-de-Buckland;
- de Joseph Asselin et autres, de Saint-Charles-de-Bellechasse;
- du révérend M. Samson et autres, de Saint-Cajetan-d'Armagh;
- de Onésime Lachance et autres, de Beaumont;
- du révérend M. Bureau et autres, de Saint-Michel-de-Bellechasse;
- de Herménégilde Boucher et autres, de Saint-Philémon;
- du révérend M. Boulet et autres, de Saint-Lazare, comté de Bellechasse;
- du révérend M. Audet et autres, de Saint-Fabien, comté de Rimouski;
- du révérend M. LeBel et autres, de Saint-Donat, comté de Rimouski;
- du révérend M. J.-A. Leblanc et autres, de Saint-Gabriel;
- du révérend M. Delay et autres, de Saint-Louis-de-Chambord;
- du révérend M. Bilodeau et autres, de Saint-Thomas-d'Aquin et de Saint-François-de-Sales;
- de W. Simard et autres, de Saint-Gédéon, Lac-Saint-Jean, priant respectivement la Chambre de demander au gouvernement un octroi pour assurer l'établissement d'abattoirs dans la province.

**M. l'Orateur** attire l'attention de la Chambre sur la présentation de ces pétitions qu'il juge irrecevables.

Il fait remarquer que les pétitions concernant les abattoirs renferment une demande d'argent et que, par conséquent, suivant les règlements de la Chambre, elles doivent émaner du gouvernement ou être autorisées par un ordre en conseil et il cite à l'appui la règle 86 du manuel de l'Assemblée législative: "1. Toute pétition qui a pour objet une demande d'argent ou une dépense publique, le règlement d'une dette ou la remise de droits quelconques dus à la couronne ne peut être reçue à moins qu'elle ne soit recommandée par le lieutenant-gouverneur. (B. 266. M. 613)"

"2. Toute pétition qui ne porte pas atteinte aux privilèges de la Chambre et qui peut être reçue conformément aux règles et à la pratique est apportée au bureau de la Chambre deux jours après sa présentation sur l'ordre de l'Orateur, et celui-ci ne peut

permettre aucun débat au sujet de cette pétition. Mais la pétition peut être lue par le greffier, s'il en est ainsi ordonné; et si elle demande le redressement devenu urgent de quelque grief personnel, la Chambre peut immédiatement entamer la discussion sur ce sujet. (B. 260, 269, 370. M. 618)"

**M. C. Langelier (Lévis)** fait remarquer à l'Orateur que cette règle de la Chambre ne peut s'appliquer dans le présent cas, car il ne s'agit que de la présentation de pétitions recommandant au gouvernement un acte de législation en faveur des abattoirs et non d'une demande d'argent. Il demande à l'Orateur d'ajourner sa décision à demain car il veut prouver que, selon Bourinot, de telles pétitions peuvent être présentées puisqu'elles ne constituent qu'une requête faite à la Chambre de demander de l'aide au gouvernement pour les abattoirs.

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** dit qu'il n'en est pas certain car les pétitions prient toute la Chambre de demander de l'aide au gouvernement. Il dit qu'il a, lui aussi, vérifié la loi et qu'il en est venu à la conclusion que de telles pétitions peuvent être présentées. Ces pétitions prient la Chambre de demander au gouvernement une aide pour une entreprise; ce n'est pas une demande directe d'argent au gouvernement.

**M. l'Orateur** informe la Chambre qu'il donnera, demain, sa décision au sujet de la réception de ces pétitions.

#### Rapports de comités:

**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement, savoir:

- bill (no 69) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre F.-X.-Edouard Guay au nombre de ses membres, après examen;
- bill (no 67) changeant le nom de James Scott, de la cité de Montréal, marchand, en celui de James Barn Scott;
- bill (no 139) concernant la succession de feu François-Xavier Beaudry;
- bill (no 110) constituant en corporation "The Chevra Kadisha of Montreal".

Aussi, les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

- bill (no 36) amendant la charte de la cité de Québec;
- bill (no 50) constituant en corporation l'institut des soeurs de Notre-Dame-du-Bon-Conseil;

- bill (no 53) constituant en corporation la "Montreal Business Men's League".

#### Introduction de bills:

**M. T. B. de Grosbois (Shefford)** demande la permission d'introduire un bill (no 97) à l'effet d'assurer une meilleure assistance aux écoles publiques.

**Des voix:** Expliquez!

**M. T. B. de Grosbois (Shefford):** Comme son titre l'indique, l'objet de cette mesure est d'assurer une meilleure assistance à l'école. Voici comment se lit le deuxième article du projet de loi:

"II. Toute personne qui a la garde ou prend soin d'un enfant âgé de huit à treize ans doit envoyer cet enfant à une école publique de la municipalité où il réside durant seize semaines au moins de chaque année scolaire pendant laquelle une telle école y reste ouverte." Le bill stipule que les secrétaires-trésoriers des municipalités scolaires doivent faire un recensement annuel des enfants en âge d'aller à l'école. On remettra cette liste aux instituteurs qui diront au secrétaire-trésorier quels enfants s'absentent de l'école. Les parents seront alors avertis de cette abstention et s'ils ne se soumettent pas aux dispositions du bill, ils devront payer une amende de \$2 pour la première offense et de \$5 pour les cas de récidive.

Dans un grand nombre de paroisses, plusieurs pères de famille négligent ou ne veulent pas (sic) envoyer leurs enfants à l'école. J'ai présenté cette mesure l'année dernière, mais elle a eu une triste fin. J'espère, cette année, qu'elle sera acceptée par une grande majorité et qu'elle deviendra loi.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. T. B. de Grosbois (Shefford)** demande la permission d'introduire un bill (no 106) amendant l'article 3435 des statuts refondus de la province de Québec, concernant les pouvoirs des fabriques.

**Une voix:** Expliquez!

**M. T. B. de Grosbois (Shefford):** On me demande d'expliquer la nature de ce projet de loi. La voici: Il y a deux ans, j'ai présenté une mesure à peu près semblable. Si je me le rappelle bien, c'est l'honorable chef de l'opposition qui lui a donné son coup de mort, sous le prétexte qu'elle renfermait des pouvoirs extraordinaires. Cette année, les pouvoirs que revendique mon projet de loi ne sont pas extraordinaires. Il demande plus de



protection pour les contribuables des paroisses. En ce moment, dit-il, les fabriques s'endettent souvent de la façon la plus contraire aux usages du monde des affaires. Selon la loi telle qu'elle est aujourd'hui, le curé et les marguilliers d'une paroisse ont, selon l'usage, le droit d'amasser des fonds parmi les paroissiens pour rencontrer toute dépense encourue par la fabrique. Aujourd'hui, les fabriques, pour pouvoir emprunter, doivent convoquer des assemblées de contribuables pour faire ratifier le projet d'emprunt excepté dans deux cas, le premier lorsqu'un statut autorise l'emprunt et le second lorsque l'usage en admet le principe.

Je veux que le pouvoir d'emprunt pour une fabrique soit autorisé par une assemblée de paroisse ou dans les cas prévus par la loi; je propose tout simplement de retrancher les mots "ou l'usage". Voici pourquoi je demande cet amendement.

Quand la loi sanctionne le principe de l'emprunt pour des causes déterminées, c'est très bien et il n'y a pas d'objection à faire à moins de faire modifier la loi. Mais quant à l'autorisation d'emprunter par le seul fait que l'usage semble l'avoir permis, c'est une chose tout à fait différente, d'autant plus que l'usage est quelquefois trop facilement présumé exister et que dès lors les contribuables peuvent être trop facilement exposés à être les victimes de personnes qui ont pris leurs désirs pour des réalités.

On construit souvent un presbytère, par exemple, sans l'autorisation de la paroisse, on fait un emprunt pour rencontrer l'obligation contractée par cette construction et les paroissiens qui n'ont pas été consultés sont obligés de payer. Si quelques-uns refusent de payer, on les traduit devant un tribunal et ils ont beau dire qu'ils n'ont pas autorisé cette dépense, les anciens et les nouveaux marguilliers viennent jurer que c'est l'usage suivi depuis 25 à 30 ans, et il faut que tous les paroissiens délient les cordons de leur bourse parce que c'est la loi.

J'exige donc qu'à défaut de dispositions spéciales de la loi, chaque fois qu'une fabrique voudra emprunter, c'est-à-dire chaque fois que l'intérêt des contribuables est en jeu, il faudra avant qu'un emprunt soit contracté que ceux qui seront chargés de payer soient consultés.

Il me semble que c'est rendre justice aux paroissiens que de faire disparaître de la loi existante les mots "ou l'usage", et d'accorder aux fabriques le pouvoir d'emprunter lorsque la chose a été décidée par une assemblée de paroisse ou dans les cas prévus par la loi.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. J.-A. Chicoyne (Wolfe)** demande la permission d'introduire un bill (no 96)

concernant les sociétés coopératives.

Ce bill a pour effet de faciliter l'organisation des sociétés coopératives parmi les diverses professions, particulièrement parmi les cultivateurs, en permettant aux fermiers de se combiner (sic) pour acheter des instruments aratoires et pour vendre; en fait, il s'agit d'un système similaire aux associations coopératives qui existent en Angleterre et en France.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### **Registrateurs et organisation des bureaux d'enregistrement**

**M. H. T. Duffy (Brome)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent), que la Chambre se forme en comité général, demain, pour considérer certaines résolutions concernant les registrateurs et l'organisation des bureaux d'enregistrement. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

#### **Hygiène publique**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 6) amendement et refondant la loi de l'hygiène.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent), que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général pour étudier certaines résolutions concernant l'hygiène publique. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** propose:

1. Que le secrétaire du Conseil d'hygiène de la province de Québec recevra tel traitement, n'excédant pas deux mille quatre cents piastres, que le lieutenant-gouverneur en conseil jugera convenable;

2. Que le Conseil d'hygiène pourra nommer des analystes, un compilateur de la statistique et les autres officiers nécessaires

dont la rétribution sera proportionnée à la somme d'ouvrage qu'ils accompliront.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

**Demande de documents:**

**Cession de lots à la  
"Montreal Cotton Company"**

**M. F.-X. Oupuis (Châteauguay)** propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. A. Bergevin), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de la correspondance se rapportant à la concession de certains lots de grève, terrains et îles à Valleyfield, dans le comté de Beauharnois, faite en 1897, à M. Andrew F. Gault, président de la "Montreal Cotton Company", ainsi que les ordres en conseil, contrats et tous autres documents s'y rapportant.

Adopté.

**Compagnie du téléphone du comté  
de Montmorency**

**M. L.-A. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 72) constituant en corporation la Compagnie du téléphone du comté de Montmorency soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et des compagnies minières et manufacturières.

**Charte de Hull**

**M. C.-B. Major (Ottawa)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 63) modifiant de nouveau la charte de la cité de Hull soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**"Canadian Electric Light Company Limited"**

**M. A. Robitaille (Québec-centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 39) concernant la "Canadian Electric Light Company Limited" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

La séance est levée à 4 h 15.

Séance du 6 mars 1901

Sous la présidence de l'honorable H.-B. Rainville

La séance s'ouvre à 3 heures.

**Félicitations à l'honorable L. Gouin**

**Des voix** félicitent l'honorable commissaire à la Colonisation et aux Travaux publics (l'honorable L. Gouin) pour l'immense succès du banquet complémentaire (sic) qui lui a été offert par le Club libéral de Montréal-Est. Ils lui font des compliments sur le discours qu'il a prononcé à cette occasion.

**Dépôt de pétitions:**

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table: par M. Pelletier, la pétition du révérend M. Dupuis et autres, de Saint-Nazaire, Dorchester.

**Rapports de comités:**

**M. É. Lalonde (Vaudreuil):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis requis ont été publiés dans chaque cas:

- de "The St. Lawrence Southern Railway Company", de "The Quebec Northern Railway Company", de "The Union Railway Company", de la Compagnie de chemin de fer électrique de Lévis demandant respectivement d'être constituées en corporation; de l'Assurance mutuelle contre le feu, du Canada, du village de la Pointe-au-Pic, du Crédit foncier du Bas-Canada, de la "North Shore Power Company" demandant respectivement des amendements à leur charte; et de la paroisse de Sainte-Catherine-de-Hatley demandant une loi l'érigeant en municipalité.

**M. C.-B. Major (Ottawa):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement:

- bill (no 73) constituant en corporation l'Association des manufacturiers de chaussures de Québec;

- bill (no 35) concernant la ville de Longueuil et la Compagnie du chemin de fer du Grand Tronc du Canada;

- bill (no 34) ratifiant la constitution en corporation du Club de Montréal et lui accordant certains pouvoirs additionnels;

- bill (no 59) amendant l'acte d'incorporation de l'hôpital Jeffery Haie de la cité de Québec;

- bill (no 32) confirmant certains arrangements entre le lord-évêque du diocèse de Montréal et le recteur de la "Christ Church Cathedral", dans ledit diocèse;

- bill (no 123) amendant l'acte 19-20 Victoria, chapitre 128, intitulé "Acte pour amender et consolider les différents actes qui incorporent la Compagnie du cimetière du Mont-Royal";

- bill (no 71) constituant en corporation la Compagnie Paquet Limitée;

- bill (no 47) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Édouard-Honoré Bégin au nombre de ses membres, après examen.

Aussi, le bill (no 43) amendant les lois qui régissent la commune de la seigneurie de Yamaska, auquel votre comité a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

**M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial du code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a élu M. Chauret son président et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

**M. W. J. Watts (Drummond):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent de la législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (no 82) intitulé "Loi amendant l'ordonnance 3 Victoria, chapitre 31, intitulée "Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet et les divers ordres et ordonnances qui l'amendent" et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté avec plusieurs amendements.

**M. T. B. de Grosbois (Shefford):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et des compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté sans amendement, savoir: bill (no 77) amendant de nouveau la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec central.

Votre comité a aussi examiné les bills

suyvants et a l'honneur de faire rapport qu'il les a adoptés avec certains amendements:

- - bill (no 141) amendant la charte de la Compagnie manufacturière de Chambly;
- et bill (no 76) amendant de nouveau la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec central.

#### Introduction de bills:

**M. R. S. Cooke (Trois-Rivières)** demande la permission d'introduire un bill (no 117) amendant la loi 60 Victoria, chapitre 77, constituant en corporation la "North Shore Power Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. J. Morin (Charlevoix)** demande la permission d'introduire un bill (no 70) amendant la loi 40 Victoria, chapitre 46, relative au village de la Pointe-au-Pic et augmentant ses pouvoirs.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. J. Morin (Saint-Hyacinthe)** demande la permission d'introduire un bill (no 128) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Union.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. F.-H. Daigneault (Bagot)** demande la permission d'introduire un bill (no 52) conférant certains pouvoirs additionnels et privilèges à la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, du Canada.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. C.-B. Major (Ottawa)** demande la permission d'introduire un bill (no 127) constituant en corporation "The Quebec Northern Railway Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. M. B. Lovell (Stanstead)** demande la permission d'introduire un bill (no 48) érigeant la municipalité de Sainte-Catherine-de-Hatley.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier)** demande la permission d'introduire un bill (no 101) amendant la loi des corporations de ville.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. H. Champagne (Deux-Montagnes)** demande la permission d'introduire un bill (no 92) amendant la loi électorale de Québec, 1895, en accordant le droit de vote à tous

les "recorders" dans la province, à l'exception de ceux de Montréal et de Québec, lors d'élections provinciales.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. H. Champagne (Deux-Montagnes)** demande la permission d'introduire un bill (no 115) amendant la loi concernant le Crédit foncier du Bas-Canada.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### Vote obligatoire

Le bill du représentant de Shefford (M. T. B. de Grosbois), pour amender la loi électorale en ce qui concerne le vote obligatoire, a été retiré du consentement unanime de la Chambre.

#### Demande de documents:

##### Permis de pêche et de chasse dans le parc des Laurentides

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. N. Lemay), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant les noms des personnes qui ont eu, depuis deux ans, des permis ou licences de pêche ou de chasse dans le territoire du parc national des Laurentides avec mention des sommes payées, en chaque cas, et la durée de tels permis ou licences.

Il dit qu'il croyait que certains lacs de ce parc avaient été loués à des individus qui permettent à d'autres personnes d'y pêcher.

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** répond que le département a adopté la même façon de procéder que les gouvernements précédents. Il y a certains lacs dont on doute qu'ils appartiennent au parc national car ils sont situés à la limite du parc. Ces lacs sont loués à un dénommé Verret qui permet à certains individus d'y pêcher depuis des années. Les privilèges sont continués tant qu'ils n'auront pas été localisés comme étant dans la réserve du gouvernement. Cette vérification se fera prochainement.

La proposition est adoptée.

#### Nomination du messenger M. A. Nicole

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. T. B. de Grosbois) qu'il soit mis devant cette Chambre: documents, correspondance et requêtes au sujet de la nomination d'Alphonse Nicole comme messenger des juges des districts ruraux au palais de justice de Québec.

Adopté.

**Messages du lieutenant-gouverneur:**

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** transmet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, signé par lui.

**M. L'Orateur** lit ledit message comme suit:

L.-A. Jetté,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1901 et le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1902, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique britannique (sic) du Nord, 1867, et recommande ces budgets à la considération de la Chambre. (Document de la session no 1)

Hôtel du gouvernement,  
Québec, 5 mars 1901.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose que ce message et les estimations qui l'accompagnent soient renvoyés au comité des subsides.

Adopté.

**Instruction publique**

**M. L.-J. Allard (Yamaska)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Artabaska (M. P. Tourigny), que le bill (no 81) amendement la loi de l'instruction publique soit maintenant lu pour la deuxième fois. Ce bill veut permettre aux commissions scolaires d'imposer et de percevoir la rétribution mensuelle là où elles jugent à propos de le faire, de ne pas l'imposer dans tous les cas où elles ne jugent pas la perception de cette rétribution opportune. La loi actuelle les oblige à imposer cette rétribution, que les commissaires la jugent opportune ou non.

D'après le projet de loi, cette obligation serait supprimée et les commissaires d'écoles seraient libres d'imposer telle contribution ou de prélever sur les propriétaires fonciers seulement tout l'argent nécessaire au fonctionnement des écoles de leurs municipalités respectives.

Avant d'entrer dans le mérite de la question, il désire attirer l'attention de la Chambre sur la correspondance parlementaire de La Patrie du 22 février dernier, déclarant qu'il y a entente entre le gouvernement et le Conseil de l'instruction publique, qu'aucun amendement à la loi scolaire ne devra être adopté par la Chambre sans être soumis au Conseil de l'instruction publique. Il déclare qu'il est fortement contre ce principe, qu'il a beaucoup de respect en l'honnêteté, la connaissance et le dévouement des membres du Conseil de l'instruction publique, qui est

composé de nos hommes les plus éminents, et qu'il appartient à la législature seule, bien plus, à la législature seule incombe le devoir d'adopter des lois qui sont dans l'intérêt de cette province.

Lorsque le peuple souffre de quelques préjudices, il s'adresse à ses représentants, à ceux qui ont mission spéciale de voir à y porter remède.

Avant 1846, il n'y avait, dans cette province, aucune organisation scolaire, nous n'avions que des écoles privées soutenues par la rétribution mensuelle seulement. Plus tard, on a obligé les propriétaires de biens-fonds de contribuer pour partie au maintien des écoles publiques.

En consultant les rapports du surintendant de l'instruction publique depuis les dernières vingt années, on constate que le nombre des enfants fréquentant les écoles élémentaires a considérablement augmenté et que, d'un autre côté, durant la même période, le montant de la rétribution mensuelle, surtout dans les campagnes, a considérablement diminué; bien plus, un grand nombre de municipalités scolaires ne l'ont pas imposée.

L'instruction primaire de nos enfants est une question d'intérêt public et d'ordre public; or, quel est le système adopté dans notre province pour les autres matières d'intérêt public? 1. La dîme: c'est la propriété foncière. Le cultivateur qui récolte beaucoup parce qu'il a beaucoup de propriétés, fût-il seul avec son épouse, paie pour le maintien du curé dix fois plus que son voisin qui récolte dix fois moins, quand bien même la famille de ce dernier serait quatre fois plus nombreuse. 2. La construction des églises et pesbyteres: c'est encore la propriété foncière qui est appelée à y contribuer. 3. Entretien des chemins publics: encore la propriété foncière. Le cultivateur qui a une terre de trois arpents de largeur entretiendra beaucoup plus de chemin que son voisin qui n'est propriétaire que d'un seul emplacement de cinquante pieds de largeur, quand bien même ce dernier se servirait des chemins publics beaucoup plus souvent que le premier. Et lorsqu'il s'agit de l'instruction primaire de nos enfants, on voudrait changer le principe accepté et suivi pour les autres matières d'intérêt public. Pourquoi? Est-ce pour punir les familles qui ont le plus contribué à l'accroissement de notre population?

La rétribution est exigible de tous les enfants de 7 à 14 ans et, pour ceux de 5 à 7 et de 14 à 16, que dans le cas où ils fréquentent les écoles. La conséquence est que les parents n'envoient pas ces derniers à l'école pour ne pas avoir à payer la petite rétribution qui leur serait maintenant exigée si les enfants fréquentaient l'école.

Il déclare qu'il veut laisser aux commissaires d'écoles le pouvoir

discrétionnaire de l'imposition de la rétribution mensuelle afin que les contribuables qui ont des enfants, et ce sont les plus nombreux, voient à élire les commissaires qui ont des enfants d'âge à fréquenter les écoles. Et ces derniers, joignant l'intérêt personnel à l'intérêt public, feront tout ce qu'ils pourront pour l'amélioration de leurs écoles primaires.

Durant ces dernières années, on a beaucoup fait pour l'amélioration de notre système scolaire. D'abord, on a obligé les inspecteurs d'écoles de donner au moins une fois par année aux institutrices des conférences pédagogiques; ensuite, on a fait distribuer aux institutrices un livre, ouvrage très bien fait, et une revue très bien faite, publiée par M. Magnan; ces jours derniers, le gouvernement m'informait que, cet automne, des livres gratuits allaient être distribués dans toutes les écoles primaires de cette province.

Si ceux qui ont vu à faire donner ces conférences aux institutrices, à distribuer le livre de l'enseignement primaire à ces mêmes institutrices et à donner des livres à tous les enfants de nos écoles primaires ont puissamment aidé à l'amélioration de notre système scolaire et mérité l'approbation unanime de leurs concitoyens, peut-on avec justice me traiter de rétrograde quand j'offre de mettre l'épaule à la roue et de contribuer dans la faible mesure de mes capacités à l'amélioration du sort du peuple, en ouvrant toutes grandes les portes de l'école aux enfants dans la province? Il s'est efforcé de démontrer que sa mesure est tout à fait dans l'intérêt public et qu'elle contribuerait à assurer une plus grande assistance à l'école.

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** propose en amendement, appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin), que le mot "maintenant" soit retranché et les mots "dans six mois" soient ajoutés à la fin de la motion.

Le gouvernement ne peut accepter l'amendement suggéré par l'honorable député de Yamaska (M. L.-J. Allard) non pas tant à cause des dispositions mêmes du projet de loi qu'en raison de son origine. Il s'agit, comme il l'a d'ailleurs exprimé, d'un changement radical dans le paiement de la rétribution mensuelle: d'obligatoire, elle deviendrait facultative, ce qui, dans l'opinion même du promoteur, équivaldrait à sa suppression.

J'ai écouté avec attention, dit-il, les raisons de l'honorable député, qu'il a exprimées avec clarté, avec force et, pour tout dire, avec tout le talent qui le caractérise; mais je n'ai pas été convaincu. Personne, parmi ceux qui le connaissent, ne contestera la loyauté de ses intentions, la sincérité de ses motifs, mais ce projet de loi aura un effet diamétralement opposé à

l'objet qu'il veut atteindre.

Le gouvernement entend prendre, sur tout ce qui touche à notre système éducationnel, une attitude bien définie. La loi de l'instruction publique a été refondue, il y a à peine deux ans, après une longue discussion et une délibération mûrie, et il ne convient pas de la modifier sans cesse dans ce qui touche à ses points importants. L'honorable député a parlé d'une entente entre le gouvernement et le Conseil de l'instruction publique, il a paru s'en offenser ou, pour parler plus exactement, il a paru s'en étonner. Cette entente n'a jamais été formulée dans une résolution écrite mais elle existe à titre de courtoisie. Je comprends que cette entente ne peut lier la députation; je suis prêt à admettre que ce n'est pas une fin de non-recevoir, du moins absolue, à toute proposition qui pourrait être faite devant cette Chambre, mais c'est, incontestablement, une raison de convenance que le gouvernement a le droit d'invoquer et que la députation appréciera. Ce projet de loi, je l'ai déjà dit, n'atteindra pas le but qu'il se propose.

Il représente un comté rural et, comme tel, il est soucieux de dégrever la propriété foncière ou, du moins, d'établir plus équitablement les charges qui pèsent sur elle. Or, qu'advient-il si sa proposition devient loi?

Dans tous les centres industriels, continue-t-il, dans les municipalités avec un fort village, dans tous les endroits, et ils sont nombreux, où la population est mixte, c'est-à-dire se compose pour partie de cultivateurs et pour partie d'emplacitaires, ceux-ci chercheront à s'emparer des commissions scolaires et, en supprimant la rétribution mensuelle, grèveront d'autant la propriété foncière; car il faudra bien combler le déficit causé par cette diminution de revenu et, en définitive, c'est la propriété foncière agricole qui paiera les pots cassés.

Il y a plusieurs autres raisons de nature plus ou moins secondaire et qui peuvent être invoquées contre ce projet de loi, mais je le combats surtout parce qu'il est rétrograde et qu'il nous ramène cinquante ans en arrière. Eh quoi! L'on proteste contre la négligence des parents, on déplore de toute part le défaut d'assistance des enfants à l'école et, par ce projet de loi, inconsciemment, je l'admets, mais efficacement, on favorise cette négligence et on encourage cette abstention. L'État, tout le monde l'admet, a le droit de recourir à tous les moyens de persuasion légitimes pour encourager les parents à envoyer leurs enfants aux écoles. C'est non seulement son droit, mais son devoir le plus impérieux. Ces moyens peuvent être très variés et même très indirects. L'honorable député en a mentionné plusieurs. Je puis en ajouter d'autres à cette liste, comme l'excellence des chemins, la

compétence des instituteurs, la bonne condition sanitaire des écoles, etc., et ce peut être aussi une punition pécuniaire infligée aux parents négligents. On sait que c'est là l'idée qui a inspiré le paiement obligatoire de la rétribution mensuelle. On a dit aux parents récalcitrants: "Vous ne profiterez pas de votre négligence, vous ne bénéficierez pas de cette infraction à une obligation de droit naturel." En d'autres termes, la loi n'a pas voulu créer une situation privilégiée à cette catégorie de pères de famille au détriment de ceux qui comprennent et qui observent leurs devoirs envers Dieu et envers la société. Et, je m'adresse plus particulièrement à ceux qui ont été élevés à la campagne ou à ceux que leur profession a mis en rapport avec les groupes ruraux, que cela a été l'un des moyens de propagande les plus actifs et l'un des plus heureux. Ceux qui connaissent le tempérament de notre peuple savent qu'il n'aime pas à payer pour rien et qu'il veut en avoir pour son argent. Au début, il y a eu des protestations même violentes, mais le calme s'est rétabli et la raison supérieure a fini par triompher. Savez-vous jusqu'à quel point et avec quel succès? La loi autorise le surintendant à retenir la subvention gouvernementale à toute municipalité qui n'exige pas le paiement de la rétribution mensuelle. Or, l'an dernier, sur 1358 municipalités, deux seulement ont été réfractaires et n'ont pas eu droit à l'octroi du gouvernement et elles ont fini, d'ailleurs, par se soumettre. Et c'est après avoir obtenu un tel résultat, après avoir fait l'éducation, je dirai, politique de notre population que l'on propose maintenant de faire machine en arrière et de renoncer aux efforts de plusieurs décades. Si ce projet de loi était accepté, la rétribution mensuelle,

d'obligatoire qu'elle est maintenant, deviendrait facultative et finirait bientôt par disparaître complètement. Le gouvernement ayant conscience de sa mission et soucieux de sa responsabilité n'y peut consentir et c'est pour ces raisons que j'ai l'honneur de proposer que ce projet de loi ne soit pas lu maintenant, mais dans six mois.

**M. J.-M. Tellier (Joliette)** n'est pas du même avis que le dernier orateur (l'honorable A. Turgeon) et croit que l'objet premier du bill est de permettre aux commissaires d'écoles de juger des situations, c'est-à-dire de leur laisser un pouvoir discrétionnaire quant à l'opportunité ou l'inopportunité d'imposer les rétributions scolaires. C'est juste, car pourquoi ne pas laisser les contribuables libres de se gouverner chez eux comme ils l'entendent? Il est en faveur du bill tel que présenté et prétend que cette mesure est destinée à faire beaucoup de bien à la cause de l'instruction publique en cette province.

**M. H. Garon (Maskinongé)** est d'opinion que ce projet de loi n'obtiendra pas l'effet qu'on désire. Le député de Yamaska (M. L.-J. Allard) aurait dû dire quels seraient les avantages qui en résulteraient pour les municipalités si, comme il se le propose, on abolissait la rétribution mensuelle, et nous démontrer en même temps si la loi existante empiète sur les droits des municipalités.

Quant à lui, d'après l'expérience qu'il a acquise comme trésorier de la commission scolaire de sa paroisse, il est convaincu que la loi de l'instruction publique, telle qu'elle existe aujourd'hui, n'empiète sur aucun des droits des municipalités; elle est mal appliquée, dans plusieurs cas, et voilà tout. Il dit que la loi de l'instruction publique telle que refondue il y a deux ans, si elle est appliquée telle qu'elle doit l'être, assure l'autonomie des municipalités scolaires.

D'après l'amendement proposé, un citoyen qui n'a aucune propriété, mais qui possède plusieurs enfants, n'aura rien à payer, tandis qu'un cultivateur, vivant dans la gêne, devra payer non seulement pour ses enfants, mais encore pour les enfants du citoyen qui ne possède rien en propriété foncière, mais qui a de l'argent à la banque.

La loi actuelle protège le pauvre, et nous devons la maintenir, car c'est un moyen de favoriser le progrès de l'enseignement primaire.

Il y a deux choses sur lesquelles nous devons porter tout particulièrement notre attention: l'assistance à l'école et la rémunération des instituteurs et des institutrices. Nous obtiendrons une meilleure assistance en accordant une prime aux enfants qui fréquentent les écoles assidûment en faisant une remise de tant pour cent sur la rétribution mensuelle aux parents de ces enfants. Si les pères de famille savaient qu'à la fin de l'année, ils auraient une remise de tant pour cent pour les enfants qui ne se sont pas absentés de l'école, l'assistance ne laisserait rien à désirer.

Il partage entièrement les vues exprimées par l'honorable secrétaire provincial (l'honorable A. Turgeon). Une application sage et éclairée de la loi actuelle contribuerait grandement à améliorer notre système scolaire.

**M. L.-P. Fiset (Saint-Maurice)** peut parler de cette question sans être poussé par l'intérêt personnel, puisqu'il n'a pas d'enfant à envoyer à l'école. Il corrobore entièrement les remarques du député de Maskinongé (M. H. Caron). Il est heureux d'apprendre que les meilleurs rapports possibles existent entre le gouvernement et le Conseil de l'instruction publique; il espère que ces rapports se continueront toujours ainsi et qu'on ne retranchera aucun pouvoir à ce corps composé d'hommes éminents. On ne doit pas abolir la rétribution mensuelle, parce qu'elle

coopère au progrès de l'instruction primaire en cette province.

**M. J.-A. Chicoyne (Wolfe)** est d'opinion que le bill du député de Yamaska (M. L.-J. Allard) se recommande à l'attention de la Chambre et que le but qu'il veut atteindre est excellent. Il exprime sa surprise de l'attitude du gouvernement dont les principes devraient être d'endosser la mesure soumise par ce membre de la majorité.

**M. R. S. Cooke (Trois-Rivières)** se prononce pour le maintien de l'état de choses actuel et prétend qu'on nuirait à l'enseignement primaire, si on retranchait la rétribution mensuelle de nos statuts.

**M. L.-J. Allard (Yamaska)** lui donne la réplique.

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** endosse les remarques du représentant de Trois-Rivières (M. R. S. Cooke) et fait allusion au discours prononcé au banquet en l'honneur du ministre des Travaux publics (l'honorable L. Gouin) par M. Langlois, journaliste libéral, en faveur d'une réforme radicale dans notre système scolaire. Il considérerait cette loi de toute nécessité. Le gouvernement libéral semble oublier les principes des vieux libéraux. Il sera heureux que le vote soit pris sur cette question pour voir ce que feront les jeunes députés. Ce sera une leçon d'histoire pour l'avenir. Il remarque qu'en ce moment le représentant de Yamaska (M. L.-J. Allard) défend seulement les vieux principes libéraux, c'est-à-dire ceux des vieux rouges, alors que le secrétaire provincial (l'honorable A. Turgeon) seconde les principes qui ont toujours été prêchés par les conservateurs. Le parti libéral a beaucoup évolué au cours des deux dernières années.

Le secrétaire provincial a bien changé. Il y a deux ans, le secrétaire provincial était contre le département de l'Instruction publique et voulait qu'on l'abolisse et aujourd'hui, il adopte une attitude contraire face à cette importante question: l'attitude qu'il prend sur le projet de loi du député de Yamaska constitue tout simplement une défense du Conseil. En fait, il appuie la politique des conservateurs sur cette question. Il prétend, ainsi que le chef de l'opposition, que le gouvernement a changé du tout au tout.

**M. J.-B.-B. Prévost (Terrebonne)** dit qu'il ne se serait pas levé si vite pour faire son premier discours si la mesure du député de Yamaska (M. L.-J. Allard) n'eût pas été aussi importante. Il est en faveur du maintien de la rétribution mensuelle, parce que c'est une mesure essentiellement libérale et le secrétaire provincial a bien fait de déclarer que le gouvernement n'était pas

prêt à accepter l'amendement proposé et de proposer le renvoi de cette mesure à six mois.

À regret, il ne peut partager les vues de son collègue, parce que la rétribution mensuelle est nécessaire dans les campagnes. Il s'est lui-même vu forcé, en sa qualité d'avocat, de prendre un "mandamus" contre des commissaires d'écoles récalcitrants de son comté pour les forcer à obéir à la loi.

Les honorables députés de la gauche, qui réclament le patronage de cette loi, ne s'entendent pas avec les conservateurs du comté de Terrebonne qui lui ont fait la lutte en reprochant au parti libéral d'avoir établi cette rétribution mensuelle.

Le représentant de Yamaska (M. L.-J. Allard) dit qu'en votant pour maintenir ce rouage scolaire, nous faisons oeuvre de conservation. Je dis non, car c'est une mesure qui tend à l'instruction obligatoire, en forçant les pères à envoyer leurs enfants aux écoles. Malheureusement, un grand nombre d'entre eux se disent: "Abolissons la rétribution mensuelle; nous aurons quand même la subvention du gouvernement et nos propriétés seront moins grevées." La rétribution mensuelle est un moyen de favoriser l'assistance à l'école, car si les commissions scolaires ne font pas payer cette rétribution, elles seront privées de la subvention du gouvernement. C'est une véritable épée de Damoclès qui pèse sur les municipalités scolaires pour les forcer à remplir leur devoir. C'est donc là une mesure libérale, car elle tend à répandre l'instruction dans la masse du peuple.

En outre, cette loi est juste. Elle différencie ceux qui ont des enfants de ceux qui n'en ont pas; ceux qui en font instruire plusieurs de ceux qui n'en font instruire que quelques-uns.

Au point de vue de l'intérêt des enfants, du peuple et de la justice, il se range donc du côté du gouvernement, qu'il félicite d'avoir défendu cette loi.

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** abonde dans le même sens et est content de constater que les idées des libéraux sont meilleures aujourd'hui qu'auparavant et que ceux-ci ont adopté la politique des conservateurs dans le domaine de l'instruction.

Il fait quelques remarques défavorables au bill, lequel attaque la loi établie par l'ancien gouvernement conservateur. D'un autre côté, il n'approuve pas les déclarations faites par l'honorable secrétaire provincial.

Le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier) et lui-même se prononcent contre l'amendement proposé parce qu'ils ne veulent pas renier le passé du parti conservateur.

**M. L.-J. Allard (Yamaska)** termine le débat en disant que les arguments qu'il vient



d'entendre l'ont convaincu davantage que son bill a un but excellent. Cette mesure a pour but de légaliser un état de choses qui existe depuis un grand nombre d'années et cela dans l'intérêt de l'instruction primaire. Il a promis à ses électeurs de faire cette proposition en cette Chambre et aujourd'hui il remplit sa promesse.

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** exige que le vote soit pris.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bergevin, Bissonnette, Blanchard, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Chênevert, Cherrier, Cochrane, Cooke, Daigneault, Décarie, Dechêne, Dion, Dorris, Duffy, Dupuis, Fiset, Flynn, Garneau, Gillies, Gosselin, (Missisquoi), Gouin, Guerin, Hutchinson, Kennedy, Lalonde, Langelier, Lemay, Lovell, Mackenzie, Morin (Charlevoix), Morin (Saint-Hyacinthe), Neault, Parent, Pelletier (Dorchester), Pelletier (Sherbrooke), Perrault, Petit, Prévost, Roy (Kamouraska), Roy (Montmagny), Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, Walker, Watts et Weir, 50.

**Contre:** MM. Allard, Chicoyne, de Grosbois, Giard, Lane, LeBlanc, Tellier et Tourigny, 8.

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors, la motion principale ainsi amendée étant soumise à la Chambre, il est ordonné que ce bill soit lu une deuxième fois dans six mois.

### Subventions municipales

**M. J.-A. Chicoyne (Wolfe)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montcalm (M. P.-J.-L. Bissonnette), que le bill (no 86) concernant les subventions municipales soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Ce projet de loi a pour but d'empêcher les municipalités d'accorder des bonus aux industries.

L'année dernière, la Chambre a formé une commission d'enquête qui devait demander l'opinion des différentes municipalités de la province sur cette importante question. Plus de 600 municipalités ont manifesté le désir de voir apporter une plus grande restriction aux bonus donnés aux industries. Il espère donc que la Chambre approuvera son projet de loi dont le but est de protéger les municipalités contre les manufacturiers qui aiment trop à déménager d'un endroit à un autre pour recevoir des bonus.

Ce projet de loi demande que

l'approbation par les deux tiers des contribuables votant soit exigée pour qu'une municipalité puisse accorder un bonus.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des industries.

### Dentistes

**M. C.-A. Chênevert (Berthier)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. H. Champagne), que le bill (no 85) amendement la loi des dentistes soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il voudrait qu'il y ait appel à la Cour supérieure des décisions de leur bureau de direction.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

### Successions

**M. C. Langelier (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Rimouski (M. A. Tessier), que le bill (no 99) amendement les articles 1191b et 1191d des statuts refondus de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

### Appel

**M. C. Langelier (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Rimouski (M. A. Tessier), que le bill (no 100) amendement la section 10 du chapitre 21 du code de procédure civile soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

### Succession M. F.-X. Beaudry

**M. P.-É. LeBlanc (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 139) concernant la succession de feu François-Xavier Beaudry.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. P.-É. LeBlanc (Laval)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### M. F.-X.-Édouard Guay

**M. A. Robitaille (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que la

Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 69) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre F.-X.-Édouard Guay au nombre de ses membres après examen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. A. Robitaille (Québec-Centre)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**M. J. B. Scott**

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 67) changeant le nom de James Scott, de la cité de Montréal, marchand, en celui de James Barn Scott.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**"The Chevra Kadisha of Montreal"**

**M. J. Cochrane (Montréal no 4)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 110) constituant en corporation "The Chevra Kadisha of Montreal".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. J. Cochrane (Montréal no 4)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte de Québec**

**M. A. Robitaille (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 36) amendement la charte de la cité de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. A. Robitaille (Québec-Centre)** propose que le bill soit maintenant lu pour la

troisième fois.

Adopté.

11 est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**L'institut des soeurs de Notre-Dame-du-Bon-Conseil**

**M. H. Petit (Chicoutimi-Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 50) constituant en corporation l'institut des soeurs de Notre-Dame-du-Bon-Conseil.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. H. Petit (Chicoutimi-Saguenay)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**"The Montreal Business Men's League"**

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 53) constituant en corporation la "Montreal Business Men's League".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Hygiène publique**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour considérer les résolutions concernant l'hygiène publique.

En comité:

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** propose:

1. Que le secrétaire du Conseil d'hygiène de la province de Québec recevra tel traitement, n'excédant pas deux mille quatre cents piastres, que le lieutenant-gouverneur en conseil jugera convenable.

Adopté.

2. Que le Conseil d'hygiène pourra nommer des analystes, un compilateur de la statistique et les autres officiers nécessaires,

dont la rétribution sera proportionnée à la somme d'ouvrage qu'ils accompliront.  
Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (no 6) amendement et refondant la loi concernant l'hygiène publique.

Adopté.

#### En comité:

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit aux paragraphes 3 et 5:

"Le secrétaire reçoit tel traitement que le lieutenant-gouverneur en conseil juge convenable, mais n'excédant pas deux mille piastres.

"Le Conseil a le pouvoir de nommer un inspecteur d'hygiène, des analystes, un ingénieur sanitaire, dont la rétribution est proportionnée à la somme d'ouvrage qu'ils accomplissent. Ces officiers ne sont point membres du Conseil."

Ces deux paragraphes sont amendés et les mots suivants sont ajoutés: "quatre cents" après les mots "deux mille" et "un compilateur de la statistique et les autres officiers nécessaires" après les mots "ingénieur sanitaire".

Adopté.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié.

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Documents:

##### États, rapports et statistiques des chemins de fer

**L'honorable L. Guoin (Montréal no 2)** dépose sur le bureau de la Chambre, par

ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, les états, rapports et statistiques des chemins de fer jusqu'au 31 décembre 1899 et 30 juin 1900, en conformité des articles 5176, paragraphe 4, 5178, 5179 et 5180 des statuts refondus de la province de Québec. (Document de la session no 27)

À 6 heures, la Chambre interrompt ses travaux.

#### Reprise de la séance à 8 h 30

#### Documents:

##### État des recettes et paiements du Québec

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état des recettes et paiements, de toutes sources, de la province de Québec, depuis le 1er juillet 1900 jusqu'au 25 février 1901. (Document de la session no 28)

#### Subsides

**L'honorable H. T. Duffy (Brome):** Monsieur l'Orateur, le 25 septembre dernier, la mort est venue frapper l'ex-trésorier de la province avant qu'il ait eu l'occasion de faire à la Chambre l'exposé de la dernière année financière sur laquelle, malgré sa santé défaillante, il a veillé avec un soin énergique et tant de succès.

L'un des journaux de cette ville a annoncé sa fin sous ce titre: "A good man has gone to his reward." - un homme de bien est allé recevoir sa récompense - et les citoyens de la province, sans distinction de couleur politique, ont, dans un deuil universel, déploré sa mort comme celle d'un homme dont la vie a été absolument consacrée au devoir et aux meilleurs intérêts de la province.

Avant d'entrer dans l'examen du budget pour l'année fiscale qui vient de finir, on me permettra bien, pour un instant, de jeter un coup d'oeil sur les résultats de l'administration Marchand, comparés à ceux des administrations antérieures durant les cinq années qui l'ont précédée.

Le résultat des cinq années d'administration jusqu'à juillet 1897 se résume comme suit:

1e La dette publique augmentée de	\$3 869 081.10
2e La dette fondée augmentée de	9 021 334.07
3e Un déficit annuel de	291 481.71
4e Un déficit total pour les 5 années de	1 457 408.56
5e Augmentation de taxes s'élevant annuellement à	452 490.51
6e Total pour les 5 années des taxes accrues	2 262 452.55
7e Total des déficits et des nouvelles taxes pour les 5 années	3 719 861.11
8e Charges des intérêts annuels augmentées de	123 082.55

Je ne cite pas l'état de choses ci-dessus avec l'intention de jeter du blâme sur qui que ce soit, mais simplement avec l'idée de montrer les difficultés au milieu desquelles s'est trouvé le gouvernement Marchand.

Ajoutons à cela que les embarras financiers de l'administration ont été augmentés par la diminution du revenu et l'accroissement des dépenses occasionnées par certaines charges, comme suit:

1e Par l'abolition de certaines taxes s'élevant à la somme de	\$272 720.04
2e La diminution de l'intérêt annuel sur les fonds dus par le Pacifique canadien	32 214.00
3e Par l'augmentation de nos dépenses pour:	
a) Intérêt sur la dette publique	\$60 893.04
b) Subvention supplémentaire pour l'instruction publique	50 000.00
c) Le gouvernement civil (organisation d'un nouveau département et augmentation de salaires)	16 249.01
d) Dépenses supplémentaires occasionnées par l'augmentation des sommes allouées aux asiles d'aliénés en vertu du statut 60 Victoria, chapitre 6	22 000.00
Ce qui forme en tout:	<u>149 142.05</u> \$454 076.09

Les comptes publics pour 1896-97 accusent un déficit dans l'état des recettes et des dépenses ordinaires de

\$810 484.20

Et dans le total des recettes et dépenses de sans compter les dépôts en garantie et les subventions des chemins de fer.

\$984 043.01

Pendant la première année de l'administration Marchand expirée le 30 juin 1898, le déficit des recettes et dépenses ordinaires a été diminué de

\$810 484.20 en 1896-97

à

187 030.33 en 1897-98

Ce qui constitue une amélioration au montant de

\$623 453.87.

Pendant la deuxième année de la même administration, les déficits ont entièrement disparu pour faire place à un surplus du revenu ordinaire sur la dépense ordinaire de

\$33 615.33 en 1898-99

La troisième année, cette administration a eu un surplus de recettes ordinaires sur les dépenses ordinaires de \$23 192.57.

Tout cela a été pratiquement accompli sans imposer de nouvelles taxes et sans créer de

nouvelles sources de revenus.

Tel a été le résultat d'une stricte économie dans les dépenses et d'une perception soigneuse de recettes.

L'administrateur des finances de la province ne peut trouver actuellement dans ses fonctions l'occasion de faire des miracles, mais on peut en toute justice dire que, si le gouvernement Marchand n'a pas surpassé ses prédécesseurs, il a été au moins leur égal.

#### Année financière expirée le 30 juin 1900

Les comptes publics pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1900 indiquent que les recettes et les dépenses ordinaires ont été comme suit:

Recettes ordinaires	\$4 451 578.29
Dépenses ordinaires	<u>4 428 385.72</u>
Surplus	\$23 192.57

Les recettes totales, moins les subsides de chemins de fer et le remboursement des dépôts en garantie des chemins de fer, mais y compris les dépôts en fidéicommiss, ont été:

Recettes	\$4 502 445.83
Dépenses	<u>4 465 833.24</u>
Surplus	\$36 612.59

#### Prévisions budgétaires

Les prévisions budgétaires pour la même année étaient:

Recettes ordinaires	\$4 204 899.42
Dépenses ordinaires	<u>4 155 755.97</u>
Surplus estimé	\$49 143.45

Dans les recettes ainsi prévues se trouvait compris un article de \$30 000 pour la taxe sur les subventions de chemins de fer, dont \$644.83 seulement ont été perçues.

Ceci représente en fait la différence entre le surplus prévu et le surplus actuel.

L'estimation des recettes ordinaires, y compris celle des montants prélevés par les shérifs et les percepteurs du revenu, et déboursés par eux, était de

Les recettes ordinaires réelles ont été	\$4 204 899.42
Surplus sur l'estimation	<u>4 451 578.29</u>
	\$246 678.87

Les dépenses ordinaires avaient été estimées à

\$4 155 755.97

Montant auquel il faut ajouter les déboursés des shérifs et des percepteurs du revenu à même leurs perceptions

29 861.31

Les dépenses ordinaires réelles ont été de

\$4 185 617.28

Excédant l'estimation de

\$4 428 385.72

\$242 768.44

#### Exposé des différences entre les recettes et les dépenses prévues et réelles

On voit, par ce qui précède, la différence considérable qui se trouve entre les recettes ordinaires prévues et les recettes ordinaires perçues, mais on constate presque la même différence entre les dépenses ordinaires prévues et les dépenses ordinaires effectuées; d'où il résulte que le surplus existant diffère très peu de celui qui avait été prévu.

Certains services accusent des excédents sur les prévisions budgétaires s'élevant en tout à

\$374 740.59

Tandis que d'autres services ont diminué en tout de

128 061.72

De sorte que les recettes perçues ont excé-

dé les estimations de \$246 678.87

L'augmentation principale se trouve dans les services suivants:

Terres, Forêts et Pêcheries	\$249 371.73
Taxes directes sur les corporations commerciales	26 598.39
Droits sur les successions	45 865.58
Asiles d'aliénés	12 713.87
La diminution, comparativement aux estimations, est, dans l'article des licences, au montant de	81 559.55
Et celui de la taxe sur les subventions de chemins de fer, au montant de	29 355.17

#### Dépenses excédant les prévisions budgétaires

Les principaux excédents sur les prévisions budgétaires relatives aux dépenses sont les suivants:

Gouvernement civil	\$16 096.16
Administration de la justice (prop)	54 657.06
Instruction publique	20 198.37
Agriculture	21 109.97
Terres, Forêts et Pêcheries	20 704.13
Colonisation et Mines	55 845.00
Asiles d'aliénés	20 400.00
Services divers	40 455.57
Et les déboursés qui ont été moindres que les prévisions budgétaires sont:	
Dette publique	\$32 352.34
Travaux et édifices publics (dépenses ordinaires)	3 193.64

#### Comparaison des recettes et des dépenses de 1899-1900 avec celles de 1898-1899

##### Recettes ordinaires

Le montant total des recettes ordinaires pour l'année 1899-1900 a été de	\$4 451 578.29
Et pour l'année 1898-99 de	4 223 579.43
Soit une augmentation pour 1899-1900 de	\$227 998.86

Les principaux articles accusant augmentation sont les suivants:

Terres, Forêts et Pêcheries	\$256 126.06
Mines	7 835.55
Honoraires judiciaires	5 552.67
Taxes directes sur les corporations commerciales	13 972.35
Asiles d'aliénés, contributions municipales	32 473.59

Voici l'explication de ces augmentations:

Terres, Forêts et Pêcheries	\$256 126.06
-----------------------------	--------------

Cette augmentation provient de l'exploitation croissante des bois, et tout particulièrement du bois de pulpe, due à la prospérité générale du pays et à l'établissement de grands moulins à pulpe dans la province.

Il y a eu aussi dans le cours de l'année une vente de coupe de bois qui a été un succès.

Les recettes des terres de la couronne comprennent un article de \$26 000, produit de la vente de la seigneurie de Mingan.

Mines	\$7 835.55
-------	------------

Cette augmentation provient du nombre accru des permis de mines - prospecting licenses - ainsi que des ventes de terrains miniers.

Taxes directes sur les corporations commerciales

\$13 972.35

En ce cas-ci, l'augmentation est due à l'accroissement des capitaux engagés dans les entreprises commerciales et industrielles. Voici les dénominations des différentes compagnies qui contribuent à cet impôt et les montants de leurs contributions:

Banque	\$35 026.67
Compagnies d'assurances	49 266.05
Compagnies autorisées (incorporated)	71 682.30
Compagnies de prêts	4 013.31
Compagnies de navigation	2 659.86
Compagnies de télégraphe	223.00
Compagnies de téléphone	1 609.56
Compagnies de tramways	4 646.00
Compagnies de chemins de fer	18 885.55
Asiles d'aliénés, contributions des municipalités	32 473.59

C'est de la perception d'arrérages considérables dus pour des années antérieures que nous provient cette dernière augmentation.

#### Articles des recettes moindres que ceux de 1898-1899

Les principaux articles sous cette rubrique accusant diminution sont les suivants:

Dominion du Canada	\$41 145.46
Permis (licences)	20 307.21
Droits sur les successions	17 130.05

#### Explication de la diminution

Dominion du Canada	\$41 145.46
--------------------	-------------

Dans son discours sur le budget l'an dernier, le trésorier a attiré l'attention sur l'augmentation anormale du montant perçu du gouvernement du Canada pour 1898-1899, augmentation qui a été produite par le paiement dans le cours de l'année des arrérages d'intérêts dus sur les fonds en fidéicommiss et qui explique la diminution apparente de cet article en 1899-1900, alors qu'il est revenu à son chiffre normal.

Permis (licences)	\$20 307.21
-------------------	-------------

La diminution du revenu qui découle des "licences", diminution existant particulièrement en dehors des grandes villes, est causée par l'accroissement du nombre de municipalités rurales qui ont adopté des règlements prohibitifs ou ont restreint le nombre des licences. Dans plus des deux tiers des municipalités rurales, ces règlements sont en vigueur, et le revenu provenant de ces municipalités a constamment diminué en conséquence. C'est une bonne note pour la condition morale du peuple, mais le revenu en souffre parallèlement.

Droits sur successions	\$17 130.05
------------------------	-------------

Le revenu de cette source est déterminé par le montant des successions laissées par les personnes qui meurent, et ne peut être contrôlé par le gouvernement.

#### Dépenses ordinaires

Le total des dépenses ordinaires pour 1899-1900 a été de

\$4 428 385.72

Et pour 1898-1899 de

4 189 964.10

Soit une augmentation de

238 421.62

#### Principaux articles d'augmentation

Législation	\$9 535.87
Gouvernement civil	16 221.65
Administration de la justice	17 111.28

Instruction publique	63 743.56
Agriculture	18 341.71
Colonisation	45 000.00
Terres, Forêts et Pêcheries	28 135.72
Divers	44 676.86

## Explication de ces augmentations

Législation		\$9 535.87
Augmentations:		
Conseil législatif		\$481.27
Assemblée législative		2 419.20
Impressions et reliure (pour les deux Chambres)		10 055.30
Impressions etc., des statuts		2 000.00
		<u>\$14 955.77</u>
Diminutions:		
Dépenses d'élections	\$3 099.05	
Alloué aux réviseurs	<u>2 320.85</u>	
		\$5 419.90
		<u>\$9 535.87</u>
Gouvernement civil		\$16 221.65
Augmentations:		
Salaires	\$4 221.65	
Contingents	<u>12 000.00</u>	
		<u>\$16 221.65</u>
L'augmentation des contingents à \$12 000 se divise comme suit:		
Département des Terres, Forêts et Pêcheries	\$8 000.00	
Lieutenant-gouverneur	800.00	
Secrétaire provincial	500.00	
Instruction publique	200.00	
Colonisation et Mines	1 000.00	
Instruction publique	<u>1 500.00</u>	
		<u>\$12 000.00</u>
Administration de la justice		\$17 111.28
Augmentations:		
Appointements et dépenses des shérifs, des protonotaires, etc., poursuites criminelles, divers, etc		\$17 487.82
Ecoles de réforme		1 200.00
		<u>\$18 687.82</u>
Diminutions:		
Police	\$624.69	
Inspection des bureaux publics	<u>951.85</u>	
		1 576.54
		<u>\$17 111.28</u>

L'augmentation en ce cas-ci est produite par l'accroissement des salaires et des contingents dans les bureaux des shérifs et des protonotaires à Montréal, par les \$2 849.25 payés à la ville de Hull, étant le montant de la taxe pour la cour de district d'Ottawa imposée par le statut 60 Victoria, chapitre 7 et perçue par timbres judiciaires.

Instruction publique	\$63 743.56
Augmentations:	
École polytechnique de Montréal	\$500.00
Livres pour prix	2 000.00
Journaux de l'instruction publique	4 550.00
Fonds de pension des instituteurs	4 000.00



Écoles élémentaires (60 Victoria, chapitre 3)	53 065.09
Collège de Saint-Romuald	500.00
Conseils des Arts et Métiers	128.47
	<u>\$64 743.56</u>

## Diminutions:

R.C. High School, Montréal	1 000.00
	<u>\$63 743.56</u>

L'excédent des dépenses pour l'école polytechnique de Montréal, pour les livres donnés en prix et les journaux de l'instruction publique fut voté dans le bill des subsides pour 1899-1900. Quant à l'augmentation de l'octroi pour le fonds de pension des instituteurs, il fut accordé en vertu de la loi de l'instruction publique 62 Victoria, chapitre 28, article 513. Les dépenses en vertu du statut 60 Victoria, chapitre 3, en 1898-1899, étaient de \$13 133.28 et, en 1899-1900, de \$66 198.37. Dans ces montants ne sont pas compris les sommes dépensées en vertu des mêmes lois pour les écoles du soir pendant les deux années et entrées sous d'autres rubriques.

Agriculture	\$18 341.71
-------------	-------------

## Augmentations:

Sociétés d'agriculture	\$45.28
Cercles agricoles, etc	6 455.52
Sociétés d'horticulture, Québec	116.12
Écoles d'agriculture	94.37
Écoles vétérinaires	96.92
Associations laitières et inspection des syndicats du beurre et du fromage	2 132.99
Industrie laitière	1 029.68
Culture des arbres fruitiers	1 000.00
Conférences sur l'agriculture	89.98
Mérite agricole provincial	670.83
La métairie Saint-Joseph, Saint-Hyacinthe	1 000.00
Améliorations des chemins ruraux	5 110.07
Exposition de Paris	8 500.00
	<u>\$26 341.76</u>

## Diminutions:

Fête des arbres	\$0.05
Expositions agricoles	3 000.00
Ferme modèle de Compton	5 000.00
	<u>8 000.05</u>
	<u>\$18 341.71</u>

Colonisation	\$45 000.00
--------------	-------------

## Augmentations:

Chemins de colonisation	\$45 000.00
Terres, Forêts et Pêcheries	\$28 135.72

## Augmentations:

Dépenses générales	\$16 900.00
Pêcheries et chasse	9 600.00
Protection des forêts	3 000.00
	<u>\$29 500.00</u>

## Diminutions:

Comptes en suspens	\$1 010.51
Publication de cartes	349.58
Parc national des Laurentides	4.19
	<u>1 364.28</u>
	<u>\$28 135.72</u>

Il a été pourvu au paiement de l'augmentation des dépenses générales par mandat spécial. Le rapport du commissaire dit que ces dépenses ont été requises pour déboursés relatifs aux explorations des coupes de bois et des pouvoirs d'eau. Quant à l'augmentation qui se rattache aux pêcheries et à la chasse, elle est mentionnée comme ayant été

principalement occasionnée par les nouvelles dépenses qu'a entraînées le retrait des pêcheries du contrôle du gouvernement du dominion.

Divers		\$44 676.86
Augmentations:		
Divers (en général)	\$1	133.29
Bureau d'hygiène provincial	4	000.00
Gazette officielle de Québec		646.68
Timbres, licences, etc	2	316.36
Perception des licences, etc	49	957.60
Arbitrage en vertu du 54 Victoria, chapitre 4		260.50
Tenure des terres, Iles-de-la-Madeleine		172.89
Inspection des institutions de bienfaisance	1	204.16
Réclamation de Joseph Dussault	24	818.48
Succession Neville, re interruption de son bail du château de Ramezay, Montréal	7	962.24
Déboursés par les shérifs à même la perception du fonds de bâtisses et des jurés		460.11
		<u>\$92 932.31</u>
Diminutions:		
Fonds des municipalités		\$36.00
Inspection des chemins de fer		96.85
Écoles du soir		119.25
Loi des établissements industriels de Québec		757.15
Salaires de registrateurs et dépenses contingentes	1	637.77
Institut impérial, Londres		100.00
Pensions, service civil	1	551.60
Pensions spéciales		250.00
Déboursés par les percepteurs du revenu provincial à même la perception des produits des licences	43	706.83
		<u>48 255.45</u>
		\$44 676.86

L'augmentation relative au Bureau d'hygiène provincial est due aux dépenses causées par les cas de petite vérole qui ont été signalés et par les déboursés de deux membres de ce bureau à Paris.

Quant à l'augmentation des déboursés de perception des licences payés par mandat, - \$49 957.60 - elle se trouve compensée en partie par le montant de \$43 706.83 ci-dessus, que les percepteurs n'ont pas eu à déboursier sur leurs recettes.

Le mode maintenant établi comporte que les percepteurs doivent verser au Trésor le montant brut de leurs perceptions et obtenir des mandats pour payer les dépenses du service des licences.

#### Diminution des dépenses

L'article principal de diminution concerne la dette publique. Il se chiffre à

\$20 263.83

réparti comme suit:

Diminutions:		
Rachat de la dette	2	725.34
Escompte et charges sur la conversion de la dette		30 080.74
		<u>\$32 806.08</u>
Augmentations:		
Intérêt sur la dette consolidée	\$3	140.12
Intérêt sur la dette non consolidée	6	226.41
Fonds d'amortissement	2	828.26
Commissions, timbres, annonces, etc		21.93
Prime, escompte et échange	325.53	<u>\$12 542.25</u>
		\$20 263.83

On voit ainsi que, s'il y a eu une augmentation considérable des dépenses de l'année dernière sur celles de l'année précédente, c'a été principalement dans les trois branches de l'Instruction publique, de l'Agriculture et de la Colonisation. Les dépenses de ces trois services réunies forment un excédent total de

\$127 085.27

On ne prétendra pas que l'argent a été dépensé sans discernement, et le seul reproche que l'on pourrait faire serait d'exprimer l'espoir que nous aurions les moyens de déboursier encore plus.

L'augmentation de

\$28 135.72

dans le service des Terres, Forêts et Pêcheries en est une à laquelle on devait s'attendre dans un département dont l'importance va toujours grandissant, et dont le revenu s'est accru dans des proportions si extraordinaires.

#### L'année courante

L'état des recettes et des dépenses pour l'année courante jusqu'au 25 février 1901 a été préparé et déposé devant la Chambre. Il indique que certains déboursés ont été faits qui n'avaient pas été mentionnés dans les prévisions budgétaires et dont les principaux ont été les suivants:

Incendie de Hull	\$25 000.00
Funérailles de feu l'honorable M. Marchand	9 383.33
Dépenses d'élections, environ	40 000.00
Ce qui fait un total pour ces trois articles de	<u>\$74 383.33</u>
Toutes les dépenses d'élections, sauf celles d'un seul comté, ont été produites et payées, et les déboursés de ce chef s'élèvent à	\$36 082.01
Quand la balance encore impayée sera ajoutée au compte de ce chef, le total ne dépassera pas	40 000.00
Les dépenses des élections générales de 1897 furent de	75 379.60
Nous avons donc épargné aux dernières élections	35 379.60

Les élections par acclamation ont beaucoup d'avantages, et celui de l'économie n'est pas le moindre.

Dans les recettes, il y a eu jusqu'à présent une diminution considérable à l'article des droits de succession, une diminution d'environ \$130 000

Comme nous l'avons déjà dit, c'est là un revenu qui échappe au contrôle du gouvernement. Nous pouvons cependant observer qu'il y a des raisons de soupçonner que plusieurs personnes éludent la loi en disposant de leurs biens par donations "inter vivos", même en face de la mort, au lieu de par testament.

En Angleterre et dans d'autres pays où l'impôt sur les successions existe, on a prévu cela en statuant que le transfert d'une propriété, par donation, dans un certains laps de temps précédant la mort du propriétaire, est considéré comme équivalant à toute mutation après décès. Il peut être nécessaire de songer si des dispositions en ce sens ne pourraient pas être introduites dans nos lois.

L'année financière courante n'est pas encore assez avancée pour en prévoir les résultats avec quelque certitude.

Il n'est pas mal à propos, cependant, de dire que nos dépenses, fussent-elles même le plus rigoureusement contrôlées, accroissent toujours. L'augmentation de la population entraîne avec elle un surcroît considérable de dépenses dans les services de l'administration de la justice, des asiles d'aliénés, de la colonisation, de l'Instruction publique, et de fait dans tous les services publics. Avant tout, nous avons à rencontrer l'intérêt de la dette publique s'élevant à plus de \$1 500 000 par année.

D'un autre côté, notre revenu n'en est pas un qui puisse se développer, mais il reste à peu près fixe.

Pendant que la population s'accroît et que commerce prend de l'expansion, nos subsides du dominion restent toujours les mêmes.

Il est inutile de dissimuler que, quelles que soient nos dispositions à l'économie, le trésorier de la province n'en voit pas moins se dresser devant lui le problème de l'augmentation du revenu.

#### Prévisions budgétaires pour l'année 1901-1902

Voici maintenant l'estimation des recettes et des dépenses pour l'année 1901-1902. Elle a été soigneusement basée sur les informations recueillies des différents départements et préparée avec une stricte économie.

J'ai estimé le total des recettes ordinaires à	\$4 321 761.89
Et celui des dépenses ordinaires à	4 267 643.28
Surplus des recettes ordinaires sur les dépenses ordinaires	\$54 118.61
Dépenses extraordinaires	<u>33 300.00</u>

Total surplus prévu des recettes ordinaires sur les dépenses ordinaires et extraordinaires, moins les subsides de chemins de fer	\$20 818.61
--	-------------

#### Recettes probables, 1901-1902

Puissance du Canada:		
Subsides en vertu de l'A.A.B. du N. (sic)	\$959.252.80	
Intérêts sur fonds en fidéicomis	72 848.41	
Subside spécial, 47 Victoria, chapitre 4	127 460.68	
Intérêts sur subventions de chemins de fer, 47 Victoria, chapitre 8	<u>119 700.00</u>	\$1 279 261.89
Intérêts:		
Intérêt sur prix de vent du chemin Québec, Montréal, Ottawa et Occidental	\$300 000.00	
Intérêt sur prêts et dépôts	<u>7 000.00</u>	\$307 000.00
Terres, Forêts et Pêcheries		1 139 000.00
Mines		10 000.00
Administration de la justice:		
Timbres judiciaires	\$195 000.00	
Honoraires judiciaires	16 000.00	
Fonds de bâties et des jurés (revenu brut)	30 000.00	
Entretien des prisonniers	9 000.00	
Gardes des prisons, Montréal et Québec	4 000.00	
Amendes	200.00	
Prison de Montréal	1 500.00	
Autres prisons - gains des prisonniers	200.00	
Palais de justice de Montréal	6 000.00	
Honoraires du grand connétable, Québec	<u>500.00</u>	\$262 400.00
Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des registrateurs salariés)		70 000.00
Licences (revenu brut)		650 000.00
Taxes directes sur les corporations commerciales		180 000.00
Droits sur les successions		265 000.00
Commissions sur honoraires d'officiers publics		5 300.00
Commissions sur renouvellement d'hypothèques		200.00
Entretien des aliénés		75 000.00
Entretien des pensionnaires des écoles		
d'industrie et de réforme		20 000.00
Législation		8 000.00
Gazette officielle		20 400.00
Loyers d'édifices publics, etc		1 500.00

Revenu casuel	6 800.00
Compagnies d'assurance provinciales - contributions	400.00
Contributions aux pensions, service civil	5 000.00
Prime, escompte et change	1 500.00
	<u>\$4 306 761.89</u>
Taxes sur les subventions de chemins de fer	15 000.00
	<u>\$4 321 761.89</u>

## Dépenses probables 1901-1902

Dettes publiques	\$1 557 776.02
Législation	198 644.70
Gouvernement civil	280 561.00
Administration de la justice, etc	512 658.55
Instruction publique, etc	461 560.00
Travaux et édifices publics - (ordinaires)	100 107.26
Agriculture	189 750.00
Terres, forêts et pêcheries	141 000.00
Colonisation et mines, etc	136 750.00
Asiles des aliénés, écoles de réforme, etc	413 825.00
Institutions de bienfaisance	45 210.75
Charges sur le revenu	127 500.00
Services divers	102 300.00
	<u>\$4 267 643.28</u>
Travaux et édifices publics (extraordinaires)	33 300.00
	<u>\$4 300 943.28</u>
Subventions aux chemins de fer	191 534.00
	<u>\$4 492 477.28</u>

## Opérations de caisse, 1899-1900

Argent en banque le 30 juin 1899	\$201 970.05
Il faut en déduire le montant des mandats dus et payés au 30 juin 1899	87 476.18
	<u>\$114 493.87</u>

Les recettes du 1er juillet 1899 au 30 juin 1900 ont été:	\$4 451 578.29
Dépôts en fidéicommiss	50 867.54
	<u>\$4 502 445.83</u>

Les dépenses (non compris les subsides de chemins de fer et les dépôts en garantie de chemins de fer) ont été du 1er juillet 1899 au 30 juin 1900:

Dépenses ordinaires	\$4 428 385.72	
Dépenses extraordinaires	5 000.00	
Dépôts en fidéicommiss	<u>32 447.52</u>	<u>\$4 465 833.24</u>
Surplus des recettes		<u>36 612.59</u>
		<u>\$151 106.46</u>

Les paiements de subsides de chemins de fer et des dépôts de garantie de chemins, du 1er juillet 1899 au 30 juin 1900, ont été:

Subsides de chemins de fer	\$90 276.22	
Dépôts en garantie de chemins de fer	33 072.12	<u>\$123 348.34</u>
Solde en caisse le 30 juin 1900		<u>\$27 758.12</u>

Soit:

Argent en banque	\$160 425.05	
Moins mandats non payés non compris dans les paiements ci-dessus	<u>132 666.93</u>	<u>\$27 758.12</u>

**État approximatif du passif et de l'actif  
de la province de Québec au 30 juin 1900**

**Passif**

Dette consolidée telle qu'existant avant la conversion	\$33 345 870.67	
Augmentation du capital par conversion	<u>1 726 156.76</u>	\$35 072 027.43
Emprunts temporaires		700 000.00
Dépôts en fidéicommis		348 366.05
Mandats impayés		132 666.93
Subventions en argent des chemins de fer, autorisées mais non encore dues	267 183.87	
Subventions en terres des chemins de fer converties en argent, à 52 1/2 cents par acre, autorisées mais non encore dues	<u>458 483.58</u>	725 667.45
Octroi pour le pont sur le Saint-Laurent		250 000.00
Perte sur dépôt à la Banque d'échange		25 218.75
Obligations du palais de justice de Québec		<u>176 000.00</u>
		<u>\$37 429 946.61</u>

**Actif**

Partie du prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental déposé en banque	\$377 390.00	
Partie du prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental placé en \$29 000 d'obligations de la province de Québec, emprunt de 1878, achetée à 109%	31 610.00	
Partie du prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental placé en obligations du palais de justice de Québec	176 000.00	
Partie du prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa, et Occidental placé en obligations de la cité de Québec	15 000.00	
Balance non payée du prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental	<u>7 000 000.00</u>	\$7 600 000.00
Fonds inscrits de la province de Québec 3%		55 646.38
Allocations de chemins de fer, en vertu de l'acte fédéral 47 Victoria, chapitre 8	2 394 000.00	
Argent en banque	160 425.05	
Coût de l'école Jacques-Cartier, Montréal, à être remboursé par la vente de propriété	5 391.11	
Réclamation in re feu l'honorable Thomas McGreevy	100 000.00	
Avances à divers	159 332.89	
Palais de justice de Québec, en vertu du 45 Victoria, chapitre 26, et 48 Victoria, chapitre 16	<u>176 000.00</u>	10 650 795.43
Excédant du passif sur l'actif au 30 juin 1900		<u>\$26 779 151.18</u>
L'excédent du passif sur l'actif était le 30 juin 1899		\$26 625 562.47

Les changements suivants ont été opérés dans le passif et l'actif de cette année-là comme suit:

Augmentation du passif:

Capital de la dette consolidée (par la conversion)	\$10 729.04
Dépôts en fidéicommiss	18 420.02
Mandats non payés	45 190.75
Octroi pour pont sur le Saint-Laurent	250 000.00
	<u>\$324 339.81</u>

Diminution du passif:

Dette consolidée (achat)	\$67 549.33		
Dépôts en garantie de chemins de fer	33 072.12		
Subsides de chemin de fer	90 276.22		
Obligations du palais de justice de Québec	<u>24 000.00</u>	<u>214 897.67</u>	<u>109 442.14</u>
			<u>\$26 735 004.61</u>

Augmentation de l'actif:

Fonds inscrits, 3%	\$23 898.43
--------------------	-------------

Diminution de l'actif:

Avances	2 500.00		
En caisse	41 545.00		
Taxe du palais de justice de Québec	<u>24 000.00</u>	<u>68 045.00</u>	<u>44 146.57</u>

Excédent du passif sur l'actif le 30 juin 1900	\$26 779 151.18
Excédent du passif sur l'actif le 30 juin 1899	\$26 625 562.47
Excédent du passif sur l'actif le 30 juin 1900	<u>26 779 151.18</u>
Augmentation de l'excédent du passif	153 588.71
Augmentation du capital de la dette consolidée par la conversion	10 729.04
	<u>142 859.67</u>

Ce qui se répartit comme suit:

Montant réduisant l'actif relativement aux avances	\$2 500.00
Montant de l'augmentation du passif par la subvention pour un pont sur le Saint-Laurent	250 000.00
	<u>\$252 500.00</u>

Moins:

Le surplus du revenu ordinaire sur les dépenses ordinaires et extraordinaires, comprenant le rachat de \$67 549.33 d'obligations de l'emprunt de 1880 et l'achat de \$23 898.43 du fonds inscrit pour le fonds d'amortissement	\$18 192.57		
Montant de la diminution du passif relativement à la dette consolidée	67 549.33		
Montant de l'augmentation de l'actif relativement au fonds d'amortissement	<u>23 898.43</u>	<u>109 640.33</u>	<u>142 859.67</u>

Sans compter les \$10 729.04 d'augmentation sur le capital de la dette consolidée par la conversion, et les \$250 000 accordés pour aider à la construction d'un pont sur le Saint-Laurent (à Québec), l'excédent du passif de cette année fiscale a été réduit de \$107 140.33.

**Dettes consolidées**

Au 30 juin 1899 la dette consolidée était de	\$35 128 847.72
Au 30 juin 1900	<u>35 072 027.43</u>
Réduction de la dette consolidée	56 820.29

Se divisant comme suit:

Obligations de l'emprunt de 1880 rachetées	\$67 549.33
Obligations d'emprunts divers rachetées par la conversion de la dette	<u>59 957.34</u>
	\$127 506.67

Moins:

Fonds inscrits de 3% émis dans la conversion de la dette	<u>70 686.38</u>	<u>56 820.29</u>
Au 30 juin 1900 la dette consolidée consistant en obligations de divers emprunts de la province était de		\$35 072 027.43
À déduire les fonds d'amortissements investis s'élevant à		<u>10 049 646.38</u>
Ce qui laisse une balance de la dette consolidée "non pourvue" de		\$25 022 381.05

**Dettes flottantes**

Le 30 juin 1900 cette dette consistait en:	
Emprunts temporaires	\$700 000.00
Dépôts en fidéicommiss	348 366.05
Mandats non payés	132 666.93
Subsides de chemins de fer octroyés, mais non gagnés	725 667.45
Octroi pour un pont sur le Saint-Laurent	250 000.00
Perte sur dépôt à la Banque d'échange	25 218.75
	<u>\$2 181 919.18</u>

Pour rencontrer cette dette nous avons:

Argent en banque	\$160 425.05	
Réclamations contre des personnes et des corporations pour prêts et avances	264 724.00	425 149.05
Balance de la dette flottante pour laquelle il n'a pas été pourvu de		1 756 770.13
Une augmentation de \$234 307.43 durant l'année		
Montant de la dette nette consolidée		25 022 381.05
Montant de la dette flottante		<u>1 756 770.13</u>
Total de la dette "non pourvue"		\$26 779 151.18

**Conversion de la dette en vertu du 60 Victoria, chapitre 2**

Les obligations suivantes ont été converties durant l'année par l'entremise de l'agence de la Banque de Montréal à Londres:

Emprunt de 1874	\$2 433.34
Emprunt de 1880	31 244.00
Emprunt de 1882 (à Londres)	26 280.00
	<u>\$59 957.34</u>

La prime payée sur ces obligations s'est élevée à

7 194.73
<u>\$67 152.07</u>

L'escompte sur l'émission du fonds inscrit a été de

3 534.31
----------

Montant du fonds inscrit émis à 3%

<u>\$70 686.38</u>
--------------------

Le capital de la dette a été augmenté



par la conversion durant l'année de \$10 729.04.

Le total des obligations converties au 30 juin 1900 était de

\$7 393 254.65

Et les fonds inscrits à 3% émis pour cette conversion ont été de

9 119 411.41

Augmentation du capital de la dette par la conversion

1 726 156.76

L'intérêt annuel sur les \$7 393 254.65 d'obligations converties a été de

331 256.39

Intérêt annuel sur les \$9 119 411.41 des fonds inscrits

\$273 582.31

Les fonds d'amortissement annuel requis pour le rachat de l'augmentation de \$1 726 156.76 sur le capital de la dette au 1er avril 1937, est de

22 912.80

\$296 495.11

Économie dans la dépense produite par la conversion des obligations originaires jusqu'à date où elles viendront à maturité

\$34 761.28

Contre cette économie annuelle il faut porter les \$56 996.32 de commutation des droits de timbres sur les \$9 119 411.41 des fonds inscrits.

### Arbitrage

#### Fonds des écoles communes

Lors de la deuxième session de cette législature, les travaux des états de compte de ces fonds ont été arrêtés en attendant la décision de la Cour suprême sur un appel de l'Ontario à propos des décisions des arbitres du 6 mars 1896 et du 21 octobre 1899.

La Chambre avait eu connaissance pendant les années précédentes de la nature et de l'effet de ces décisions qui rendaient l'Ontario responsable envers le fonds des écoles communes du montant des réductions accordées dans le prix et les intérêts alloués aux acheteurs des terres des écoles communes par le gouvernement d'Ontario, en vertu d'une loi de sa législature en date du 2 mars 1892. Cette loi décidait que ces réductions et diminutions devaient être faites en payant les sommes prises sur le fonds du revenu consolidé de l'Ontario, et que les intérêts de Québec n'en devaient pas être affectés, mais en examinant les livres on a constaté que toutes ces réductions et déductions avaient été faites sur les perceptions du fonds des écoles communes, et l'Ontario essaya de justifier cet acte qui était en contravention directe du statut ci-dessus mentionné, mais les arbitres décidèrent que l'Ontario était responsable du plein montant de toutes les réductions et diminutions, sauf dans le cas où il serait prouvé qu'elles avaient été faites comme acte d'une administration équitable et prudente du fonds des écoles.

Le premier mai 1900, cet appel de l'Ontario, sur motion de l'avocat de Québec, a été mis à néant par décision unanime de la cour, et après une assemblée des arbitres

qui eut lieu le 2 juin, deux comptables, MM. Robert Forsyth nommé par l'Ontario et Albert Swindlehurst nommé par Québec, furent désignés pour réviser et corriger les articles composant les états préparés en 1894, par M. John Hyde, des montants dont l'Ontario était responsable envers le fonds des écoles communes pour les déductions de prix et d'intérêt accordées aux acheteurs de ces terres par le gouvernement d'Ontario.

Ces comptables n'ont complété ce travail que dans le mois de janvier de cette année, et les états révisés et corrigés sont maintenant prêts à être présentés aux arbitres. Il y a quelques articles sur lesquels les comptables n'ont pu s'accorder et qui ont été réservés pour être décidés par le bureau. Il est donc probable que, à la première assemblée des arbitres, le montant que l'Ontario doit au fonds pour les perceptions à raison des ventes jusqu'au 31 décembre 1892 sera déterminé. Ce montant sera d'environ \$275 000, lequel, ajouté à la somme qui se trouve déjà entre les mains du dominion, portera le fonds des écoles à \$2 803 484, sur lequel le dominion paie des intérêts à l'Ontario et au Québec en proportion de leur population respective.

Ce fonds sera, de plus, augmenté de la somme que l'Ontario doit comme intérêts, en vertu des décisions ci-dessus mentionnées, sur les perceptions retenues jusqu'en 1889 au lieu d'avoir été payées semi-annuellement au dominion, conformément à la décision de 1870. La préparation de ce compte d'intérêt sera probablement faite conjointement par les comptables désignés par les deux provinces ou nommés par les arbitres.

Cela comprendra les comptes du fonds des écoles communes en ce qui regarde les perceptions provenant des ventes de terres jusqu'au 31 décembre 1892. Il existe cependant une somme de plus de \$500 000 encore en souffrance et due par les acheteurs de ces terres qui, d'après nos renseignements, peuvent payer entièrement leur dette sans difficulté, leurs terres étant

situées dans la meilleure partie du Canada pour les fins agricoles et leurs fermes étant de grande valeur à peu d'exceptions près. La province d'Ontario ne semble pas, malgré la commission de 6% allouée par la décision de 1870 sur les sommes perçues, avoir fait aucun effort pendant trente ans pour faire payer les balances dues sur ces ventes de terres, mais paraît, au contraire, en avoir empêché le paiement en changeant les termes et conditions des ventes dans l'intérêt des acheteurs. Dans ces circonstances, le gouvernement a jugé qu'il était de son devoir de s'adresser aux arbitres pour que les balances non payées du capital et des intérêts de ces ventes, dans la proportion qu'il peut être jugé équitable et juste, soient considérées comme argent dû par l'Ontario au fonds des écoles communes jusqu'au 31 décembre 1892 ou pour que les arbitres fixent et déterminent une date à partir de laquelle l'Ontario devra être considéré comme ayant reçu ces balances.

Cette réclamation a été faite et débattue à l'assemblée des arbitres du 2 juin dernier et, le 13 septembre, ceux-ci, considérant qu'il s'agissait d'une question légale, décidèrent et jugèrent qu'ils n'avaient ni autorité ni juridiction pour s'en occuper. Cette décision étant rendue sans préjudice aux droits et intérêts de Québec dans les balances non reçues.

Vu le montant considérable mis en question et jugeant, d'après l'administration passée de l'Ontario, qu'il serait probable que ces balances resteraient non payées, au mépris des intérêts de Québec et au détriment de cette province, il a été décidé d'en appeler de cette décision à la Cour suprême. On espérait que la Cour suprême aurait pu prendre connaissance de cet appel au dernier terme, mais l'absence forcée du juge en chef, Sir Henry Strong, a empêché d'avoir un quorum suffisant pour entendre l'appel. M. le juge Girouard ne pouvant pas siéger, attendu qu'il avait été avocat dans la cause du fonds des écoles communes. Il est probable que l'appel sera plaidé au prochain terme de la cour.

Il avait été reconnu - que l'appel fût maintenu ou renvoyé - qu'il était très important qu'un état exact des montants de ces balances non payées fût fait et reconnu comme exact par les deux provinces d'Ontario et de Québec, et on a proposé à l'Ontario de faire faire un état conjoint préparé par les mêmes comptables qui avaient déjà fait celui des déductions, etc., en vertu de la décision du 21 octobre 1899, attendu qu'ils étaient au courant des comptes et des dossiers se rapportant aux ventes des terres des écoles communes; mais le gouvernement d'Ontario refusa de se joindre à nous pour faire préparer cet état, et celui-ci offrait de laisser consulter les livres et dossiers du département des Terres de la

couronne par la personne que la province de Québec pourrait nommer pour faire cet état "ex parte".

Il fut alors décidé de donner instruction à M. Swindlehurst, dont la compétence et la capacité avaient été reconnues, de préparer l'état des balances non payées, et il s'occupe actuellement de ce travail.

#### **Comptes avec le dominion Comptes de la province du Canada**

À l'assemblée des arbitres du 2 juin, un état de comptes entre le dominion et l'ancienne province du Canada, maintenant représentée par les provinces d'Ontario et de Québec, depuis la Confédération jusqu'au 31 décembre 1892, dont le règlement avait soulevé tant de questions difficiles, ayant été accepté par les représentants de trois gouvernements, fut présenté au bureau.

Le montant de la dette des provinces pour les annuités des sauvages des lacs Supérieur et Huron, et le montant fixé comme capital dont le paiement relevait les deux provinces de toute obligation à partir de cette date et à toujours, ayant été approuvés par ordres en conseil des trois gouvernements, furent compris dans le compte. La balance devant être portée au débit des comptes particuliers des provinces avec le dominion, dans la proportion déterminée par les arbitres en 1870 pour la division de l'excédent de dette en sus de \$60 000 de l'ancienne province du Canada, s'élevant à \$213 904.04 sur laquelle la part de Québec est \$100 553.51.

#### **Comptes de Québec avec le dominion**

Le compte entre le dominion et la province de Québec, depuis la Confédération jusqu'au 31 décembre 1892, a également été complété, mais n'a pas encore été présenté aux arbitres.

La balance de ces comptes s'élève à \$1 096 325.11 en faveur du dominion, qui représente en fait les montants des deux avances de \$500 000 et de \$125 000 faites par le dominion à la province en 1878 et en 1879, avec intérêt à 5%.

D'un autre côté, le dominion détient certains fonds appartenant à cette province s'élevant à \$412 314.25, et la part de Québec dans le fonds des écoles communes retenue par le dominion en fidéicommiss pour les deux provinces s'élève, en prenant pour base la population d'après le recensement de 1891, à \$1 044 653.86, sur lesquelles le dominion paie annuellement un intérêt au taux de 5% par an.

La part de Québec dans le fonds des écoles communes sera certainement augmentée de plus de \$100 000 quand les montants dus par l'Ontario en vertu des décisions du 6 mars 1896 et du 21 octobre

1899 auront, été payés au dominion, et il reste à percevoir notre part des \$500 000 des balances non payées sur les ventes des terres des écoles communes.

En terminant, M. l'Orateur, je dois remercier la Chambre de la bonté et de la patience dont elle a fait preuve en prêtant une oreille attentive aux détails qu'il était de mon devoir de donner sur la position financière de la province. L'histoire des opérations du Trésor pendant les trois années qui viennent de s'écouler est un sujet dont on peut parler avec plaisir. Après de longues années de déficits, nous avons réussi à équilibrer enfin nos recettes et nos dépenses, et nous pouvons même prouver un modeste surplus. Nous avons arrêté l'augmentation rapide de la dette publique et pu payer, pendant les trois dernières années, une somme de \$225 131.99 en réduction de cette dette.

De fait, nous n'avons pas créé de nouvelles sources d'impôts. Il est vrai que l'on n'a pas voté de grandes subventions comme on le faisait autrefois, mais le peuple de la province a appris à avoir confiance en

lui-même, et aucune industrie n'en a souffert.

L'agriculture a été plus prospère qu'elle ne l'avait jamais été auparavant. L'exode de notre population vers la grande république située au sud de notre frontière a cessé, et les Canadiens trouvent maintenant un foyer dans leur pays natal.

La colonisation a été encouragée au plus haut degré. Les ressources naturelles de notre province commencent à être connues au loin et les fonds étrangers affluent plus que jamais auparavant. C'est par millions que l'on voit les capitaux arriver chez nous pour être placés dans l'industrie de la pulpe et du papier. Nos magnifiques pouvoirs d'eau sont destinés à faire de la province de Québec un des grands centres manufacturiers du monde. Notre peuple est uni et heureux. L'esprit de parti, parfois rempli d'acrimonie dans le passé, a disparu. Le peuple, sans distinction de nationalités, de croyances ou de partis, est uni dans la résolution de faire de la province de Québec non seulement une des premières provinces du dominion, mais une des contrées les plus avancées du monde.

#### État A

Années	Dépenses	Recettes	Déficit	Surplus
1896-97	\$4 907 281.71	\$3 923 238.70	\$984 043.01	
1897-98	4 449 045.48	4 236 015.14	213 030.34	
1898-99	4 234 410.81	4 249 589.99		\$15 179.18
1899-00	4 465 833.24	4 502 445.83		36 612.59

#### État B

1896-97

##### Dépenses:

Dépenses ordinaires (y compris \$84 680 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)		\$4 677 095.20
Dépenses extraordinaires (édifices publics)		176 832.28
Achat de propriété		30 000.00
Paievements sur dépôts en fidéicommis		14 999.01
Taxes sur les subventions de chemins de fer:		
Frais de perception	\$413.17	
Remboursements	7 942.05	8 355.22
		<u>\$4 907 281.71</u>

##### Recettes:

Revenu ordinaire		\$3 874 803.18
Vente de propriété	\$2 500.00	
Dépôts de fonds en fidéicommis	45 772.48	
Recettes pour taxes sur sub-		
ventions de chemins de fer	163.04	48 435.52
Déficit		<u>3 923 238.70</u>
		<u>\$984 043.01</u>

## 1897-98

## Dépenses:

Dépenses ordinaires (y compris \$87 307.99 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)	\$4 364 686.68
Dépenses extraordinaires (édifices publics)	50 683.70
Paielements sur dépôts en fidéicommiss	33 675.10
	<u>\$4 449 045.48</u>

## Recettes:

Revenu ordinaire	\$4 176 139.63
Dépôts de fonds en fidéi- commis	58 358.79
Recettes pour taxes sur subventions de chemin de fer	<u>1 516.72</u>
Déficit	<u>59 875.51</u>
	<u>4 236 015.14</u>
	<u>\$213 030.34</u>

## 1898-99

## Dépenses:

Dépenses ordinaires (y compris \$70 274.67 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)	\$4 188 641.10
Dépenses extraordinaires (édifices publics)	11 059.11
Paielements sur dépôts en fidéicommiss	33 387.60
Taxes sur les subventions de chemins de fer, remboursements	1 323.00
	<u>\$4 234 410.81</u>

## Recettes:

Revenu ordinaire	\$4 220 844.73
Dépôts de fonds en fidéicommiss	26 010.56
Recettes pour taxes sur subventions de chemin de fer	<u>2 734.70</u>
Surplus	<u>28 745.26</u>
	<u>4 249 589.99</u>
	<u>\$15 179.18</u>

## 1899-00

## Dépenses:

Dépenses ordinaires (y compris \$67 549.33 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)	\$4 428 385.72
Dépenses extraordinaires (édifices publics)	5 000.00
Paielements sur dépôts en fidéicommiss	<u>32 447.52</u>
	<u>\$4 465 833.24</u>

## Recettes:

Revenu ordinaire	\$4 450 933.46
Dépôts de fonds en fidéi- commis	50 867.54
Recettes pour taxes sur subventions de chemin de fer	<u>644.83</u>
Surplus	<u>51 512.37</u>
	<u>4 502 445.83</u>
	<u>\$36 612.59</u>

## État C

## Recettes

	1895-96	1896-97	1897-98	1898-99	1899-00
	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
Puissance du Canada	1 231 798.59	1 257 183.70	1 266 413.48	1 320 137.28	1 278 991.82
Terres de la couronne	1 045 310.19	879 893.26			
Terres, Forêts et Pêches			1 087 042.52	1 043 245.67	1 299 371.73
Mines			7 872.67	4 125.93	11 961.48
Timbres judiciaires	186 278.50	177 426.80	182 490.40	195 570.50	194 110.10
Timbres d'enregistrement	61 338.51	63 875.90	66 423.95	68 850.95	68 003.49
Fonds de bâtisses et des jurés	23 828.40	27 565.83	23 433.81	30 612.13	29 232.42
Honoraires judiciaires	14 329.34	9 654.38	16 642.96	14 980.79	20 533.46
Municipalités - Pour l'entretien des prisonniers	11 322.06	12 751.96	8 121.18	9 166.43	8 546.70
Palais de justice de Montréal	4 381.94	2 123.88	5 155.79	5 938.96	7 075.99
Prison de Montréal	2 374.59	2 946.94	1 578.02	1 298.85	10.81
Gardes des prisons de Montréal et Québec	13 600.00	2 800.00	4 000.00	4 000.00	4 000.00
Gain des prisonniers, prison de Québec	42.01	140.75	192.66	109.01	150.60
Gain des prisonniers, prison de Sainte-Scholastique			13.60		
Ferme de la prison, Québec	10.00				
Amendes, justice	147.50	246.60	136.50	209.50	134.85
Honoraires du grand concétable, Québec	413.41	540.29	683.10	530.98	535.46
Fonds d'amortissement du palais de justice, district d'Ottawa				263.83	24.05
Licences	663 087.46	586 176.42	615 043.83	613 747.66	593 440.45
Taxes directes sur les corporations commerciales	148 643.86	134 404.03	194 312.36	172 626.04	186 598.39
Taxes sur transports de propriétés	184 254.50	74 856.99	2 055.81	277.10	139.80
Taxes directes sur certaines personnes	17 507.67	3 507.74	1 380.18	686.43	16.00
Licences de manufactures et de commerce	79 728.52	10 393.77	29 846.74	7 347.64	1 383.09
Droits sur successions	163 365.33	229 441.72	163 455.26	287 995.63	270 865.58
Commission sur honoraires d'officiers publics	8 125.67	6 671.83	8 550.07	5 847.69	5 291.87
Commission sur renouvellement d'hypothèques	165.44	163.04	128.10	106.76	151.96
Législation	11 491.51	8 391.39	8 780.12	9 349.13	12 572.63
Asiles d'aliénés, contributions municipales	35 005.69	7 703.59	63 544.63	44 722.66	77 196.25
Asiles d'aliénés, patients payants	78.00	1 638.98	2 127.85	2 149.61	2 517.62
Écoles d'industrie et de réforme	12 366.76	923.72	36 386.84	19 677.44	23 176.22
Gazette officielle de Québec	23 182.60	21 637.58	20 958.55	18 544.56	17 879.89
Revenu casuel	4 880.85	7 570.62	8 121.49	8 367.44	7 782.25

	1895-96	1896-97	1897-98	1898-99	1899-00
	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
Service civil, contribu- tions pour pensions	6 028.77	5 712.61	5 514.35	5 322.72	5 368.15
Compagnies d'assurances provinciales - dépen- ses d'inspection	400.00	376.33	397.86	429.35	546.81
Travaux et édifices pu- blics, loyers	1 063.60	785.60	1 060.60	1 062.60	1 783.47
Inspection des chemins de fer	492.00	204.00	72.00	108.00	108.00
Intérêts sur prêts et dépôts	17 437.79	35 556.71	40 452.29	18 847.58	18 836.24
Prime, escompte et chan- ge	29.00	2 141.15	2 916.72	4 023.86	2 511.65
Intérêt sur prix de ven- te du chemin de fer Québec, Montréal, Ot- tawa et Occidental	33 057.98	299 395.07	300 833.34	300 827.85	300 084.18
Remboursements	21 897.81				
Prêt aux incendiés de Québec	200.00				
Puissance du Canada, comptes généraux	244.70				
	4 327 910.55	3 874 803.18	4 176 139.63	4 221 108.56	4 450 933.46
Ventes de propriété à Québec		2 500.00			
Fonds en fidéicommis, remboursements, etc.:					
Fonds de pension des instituteurs	7 789.57	3 951.21	1 022.70	949.40	710.71
Fonds d'amortissement de la cité de Hull	163.40	167.63	173.84	179.64	184.10
Fonds d'amortissement de Pointe-à-Gatineau	100.00	100.00	100.00	140.00	140.00
Héritiers et succession F.-F. Roy	880.50	884.50	886.10	866.50	880.80
Fonds de licences de ma- riage	7 221.00	6 693.00	6 864.00	6 714.00	6 804.00
Cautionnement des offi- ciers publics	1 508.17	1 000.00	563.00	900.00	2 120.82
Dépôt de la Compagnie d'assurance Saint-Lau- rent	10 000.00	15 000.00			
Fonds du palais de jus- tice d'Aylmer		17 976.14			
Remboursements au fonds de subventions des chemins de fer	3 285.62	163.04	1 516.72	2 734.70	644.83
Dépôts en vertu de l'ac- te 59 Victoria, chapi- tre 34			5 000.00	5 000.00	15 000.00
Dépôts en vertu de l'ac- te 61 Victoria, chapi- tre 39			25 000.00	10 000.00	
Déventures du palais de justice de Hull, fonds d'amortissement			968.15	997.19	1 027.11
Fonds de bâtisse et des jurés district de Ri- mouski, assurance sur les palais de justice et la prison			17 781.00		

	1895-96	1896-97	1897-98	1898-99	1899-00
	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
Taxe palais de justice de Québec					24 000.00
Emprunts temporaires	4 358 858.81	3 923 238.70	4 236 015.14	4 249 589.99	4 502 445.83
Rachat emprunt 1876, remboursement	300 000.00	700 000.00			
	736.10				
Produit de l'emprunt de 1896	2 044 000.00	1 124 200.00			
Produit de l'emprunt de 1897		1 224 000.00			
Produits de fonds inscrits émanés en consolidation de la dette		3 015 853.86	738 676.28	4 389 322.30	67 152.07
En caisse au 1er juillet de chaque année	543 033.37	784 799.49	1 391 428.65	490 663.59	201 970.05
	<b>7 246 628.28</b>	<b>10 772 092.05</b>	<b>6 366 120.07</b>	<b>9 129 575.88</b>	<b>4 771 567.95</b>

## État D

## Dépenses

	1895-96	1896-97	1897-98	1898-99	1899-00
	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
Dette publique	1 497 429.99	1 550 874.16	1 591 177.03	1 558 323.03	1 538 059.20
Législation	195 549.27	288 623.41	210 910.19	190 027.22	199 563.09
Gouvernement civil	253 401.69	277 247.91	282 585.08	269 650.70	285 872.35
Administration de la justice	568 544.28	662 665.77	618 379.65	609 131.09	626 242.37
Instruction publique	382 759.76	410 060.00	434 260.00	389 014.81	452 758.37
Agriculture				175 418.26	193 759.97
Colonisation	286 814.09	404 695.75	307 476.97	79 000.00	124 000.00
Immigration				4 250.00	4 249.63
Travaux et édifices publics:					
ordinaires	97 544.64	165 783.76	127 483.73	83 968.98	92 209.15
extraordinaires	58 485.34	176 832.28	50 683.70	11 059.11	5 000.00
Asiles et institutions de bienfaisance	326 078.25	358 616.77	339 375.75	379 570.75	384 970.75
Terres, forêts et pêcheries				121 568.41	149 704.13
Arpentages et mines				57 243.00	60 845.00
Divers (y compris les paiements faits par les officiers du revenu sur leurs perceptions)	433 099.69	558 527.67	453 038.28		
				271 474.85	316 151.71
Achat de propriété	4 099 707.00	4 853 927.48	4 415 370.38	4 199 700.21	4 433 385.72
Remboursements des dépôts de garantie de chemin de fer	268 241.39	381 187.62	237 471.86	99 630.37	33 072.12
Fonds en fidéicommiss	17 459.02	14 999.01	33 675.10	33 387.60	32 447.52
Fonds de remboursements des subventions de chemins de fer, frais et remboursements	29 861.11	8 355.22		1 323.00	
Subventions aux chemins de fer et Q.M.O. & O	4 415 268.52	5 288 469.33	4 686 517.34	4 334 041.18	4 498 905.38
	250 186.59	1 346 475.01	198 645.14	100 079.17	90 276.22
Remboursements d'emprunts temporaires	4 665 455.11	6 634 944.34	4 885 162.48	4 434 120.35	4 589 181.58
Rachat de la dette par conversion:	1 760 000.00				
Partie emprunt 1874 et prime			56 048.90	915 420.48	2 599.47
Partie emprunt 1876 et prime			64 794.80	981 409.77	
Partie emprunt 1878 et prime			163 584.00	178 491.23	
Partie emprunt 1880 et prime			24 079.04	913 373.98	34 059.87
Partie emprunt 1882 et prime			322 849.80	771 470.89	30 492.73
Partie emprunt 1888 et prime				315 494.00	



	1895-96 \$ cts	1896-97 \$ cts	1897-98 \$ cts	1898-99 \$ cts	1899-00 \$ cts
Partie emprunt 1894 et prime			107 319.74	313 661.95	
Partie emprunt 1896 et prime		3 015 853.86			
Ajoutez: paiements de mandats impayés au 30 juin 1895, 1896, 1897, 1898, 1899	6 425 455.11	9 650 798.20	5 623 838.76	8 823 442.65	4 656 333.65
	209 495.96	173 122.28	443 257.08	191 639.36	87 476.18
Déduisez: mandats impayés au 30 juin 1896, 1897, 1898, 1899, 1900	6 634 951.07	9 823 920.48	6 067 095.84	9 015 082.01	4 743 809.83
	173 122.28	443 257.08	191 639.36	87 476.18	132 666.93
	6 461 828.79	9 380 663.40	5 875 456.48	8 927 605.83	4 611 142.90

## État E

## Recettes probables, 1901-1902

## Puissance du Canada:

Subsides en vertu de l'acte de l'A.B. du N. (sic)	\$959 252.80	
Intérêts sur fonds en fidéicomis	72 848.41	
Subside spécial, 47 Victoria, chapitre 4	127 460.68	
Intérêts sur subventions de chemins de fer, 47 Victoria, chapitre 8	<u>119 700.00</u>	\$1 279 261.89

## Intérêts:

Intérêt sur prix de vente du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa & Occidental	300 000.00	
Intérêts sur prêts et dépôts	<u>7 000.00</u>	307 000.00

## Terres, Forêts et Pêcheries

1 139 000.00

## Mines

10 000.00

## Administration de la justice:

Timbres judiciaires	195 000.00	
Honoraires judiciaires	16 000.00	
Fonds de bâties et des jurés (revenu brut)	30 000.00	
Entretien des prisonniers	9 000.00	
Gardes des prisons de Montréal et de Québec	4 000.00	
Amendes	200.00	
Prison de Montréal	1 500.00	
Autres prisons - gains des prisonniers	200.00	
Palais de justice de Montréal	6 000.00	
Honoraires du grand connétable, Québec	<u>500.00</u>	262 400.00
Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des registrateurs salariés)		70 000.00
Licences (Revenu brut)		650 000.00
Taxes directes sur les corporations commerciales		180 000.00
Droits sur successions		265 000.00
Commissions sur honoraires d'officiers publics		5 300.00
Commissions sur renouvellement d'hypothèques		200.00
Entretien des aliénés		75 000.00
Entretien des pensionnaires des écoles d'industrie et de réforme		20 000.00
Législation		8 000.00
Gazette officielle		20 400.00
Loyers d'édifices publics		1 500.00
Revenu casuel		6 800.00
Compagnies d'assurances provinciales, contributions		400.00
Contributions aux pensions, service civil		5 000.00
Prime escompte et change		<u>1 500.00</u>
		4 306 761.89
Taxes sur les subventions de chemins de fer		<u>15 000.00</u>
		<b>\$4 321 761.89</b>

## État F

## Dépenses probables, 1901-1902

Dettes publiques	\$1 557 776.02
Législation	198 644.70
Gouvernement civil	280 561.00
Administration de la justice, etc.	215 658.55
Instruction publique, etc.	461 560.00
Travaux et édifices publics	100 107.26
Agriculture	189 750.00
Terres, forêts et pêcheries	141 000.00
Colonisation et mines, etc.	136 750.00
Asiles des aliénés, écoles d'industrie et de réforme, etc.	413 825.00
Institutions de bienfaisance	45 210.75
Charges sur le revenu	127 500.00
Services divers	102 300.00
	<u>4 267 643.28</u>
Travaux et édifices, extraordinaires	33 300.00
	<u>4 300 943.28</u>
Subventions de chemins de fer	191 534.00
	<u>\$4 492 477.28</u>

## État G

État approximatif du passif et de l'actif de la province  
de Québec au 30 juin 1900.

## Passif

Dette consolidée telle qu'existant avant la conversion	\$33 345 870.67	
Augmentation du capital par conversion	<u>1 726 156.76</u>	35 072 027.43
Emprunt temporaire		700 000.00
Dépôts en fidéicommiss		348 366.05
Mandats impayés		132 666.93
Subventions en argent des chemins de fer, autorisées mais non encore dues	267 183.87	
Subventions en terres des chemins de fer converties en argent, à 52 1/2 cents par acre, autorisées mais non encore dues	<u>458 483.58</u>	725 667.45
Octroi pour le pont sur le Saint-Laurent		250 000.00
Perte sur dépôt à la Banque d'échange		25 218.75
Obligations du palais de justice de Québec		<u>176 000.00</u>
		<u>\$37 429 946.61</u>

## Actif

Partie du prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental déposé en banque	\$377 390.00	
Partie du prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental placée en \$29 000 d'obligations de la province de Québec, emprunt de 1878, achetée à 109%	31 610.00	
Partie du prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental placée en obligations du palais de justice de Québec	176 000.00	
Partie du prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental placée en obligations de la cité de Québec	15 000.00	
Balance non payée du prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental	<u>7 000 000.00</u>	7 600 000.00
Fonds inscrits de 3%		55 646.38
Allocations aux chemins de fer, en vertu de l'acte fédéral, 47 Victoria, chapitre 8		2 394 000.00
Argent en banque		160 425.05
Coût de l'école Jacques-Cartier, Montréal, à être remboursé par vente de propriété		5 391.11
Réclamation in re feu l'honorable Thomas McGreevy		100 000.00
Avances à divers		159 332.89
Palais de justice de Québec, en vertu de 45 Victoria, chapitre 26, et 48 Victoria, chapitre 16	<u>176 000.00</u>	<u>10 650 795.43</u>
Excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1900		<u>\$26 779 151.18</u>

Des voix félicitent le trésorier provincial.

M. E. J. Flynn (Nicolet) dit que l'état des recettes et des dépenses venant tout juste d'être présenté devant la Chambre, il ne lui a évidemment pas été possible de l'examiner et qu'on ne s'attende pas à ce qu'il donne, au pied levé, une réponse exhaustive au discours sur le budget. Au même moment où il complimente le trésorier pour la confiance qu'il manifeste au sujet des finances de la province, il est dans l'obligation de dire qu'à en juger par la façon dont ont été préparés le discours et les comptes, il ne lui paraît pas être aussi confiant après sa courte expérience du département du trésor qu'il ne l'était il y a un an lorsqu'il a fait son premier discours en Chambre comme autorité en matière de finances de la province.

Le chef de l'opposition considère comme chose établie que le discours prononcé ce soir par le trésorier provincial est l'état officiel des comptes, mais, au même moment, il attire l'attention de la Chambre sur les différentes opinions exprimées par trois membres du gouvernement. Après avoir lu le discours du premier ministre qu'il aurait prononcé en début de session, et le discours prononcé à Montréal, lundi dernier, par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin), il doit admettre que ces trois ministres ne sont pas du même avis en ce qui touche l'état des finances de la province. On ne peut comprendre ces discours de la même façon puisqu'ils diffèrent entièrement. Il a en main le rapport d'un important discours sur les affaires publiques de la province prononcé à Montréal avant-hier soir par le commissaire aux Travaux publics et dont l'essentiel était que les revenus de la province sont nettement insuffisants pour subvenir aux besoins de la province, que le gouvernement n'a pas assez d'argent pour les combler.

Selon La Patrie, il reste seulement trois issues à la province pour se sortir de sa situation difficile: l'imposition directe, mais en 1897 la province s'était prononcée contre cette mesure; l'emprunt, mais la province n'en voulait pas non plus; et finalement, la vente des terres publiques. Mais pour vendre, il faut trouver des acheteurs et, de plus, nous n'avons aucun droit de dépouiller nos enfants de ce qui leur appartient: tout ce que nous pouvons faire c'est d'administrer avec soin leur bien.

Le commissaire aux Travaux publics (l'honorable L. Gouin) envisage aussi d'aller chercher à Ottawa une augmentation du subside. Cela constitue un exposé très libéral, très franc et très honnête de la situation de la province, mais son opinion des finances de cette province n'a pas été très sombre. En fait, ce discours semblait être le

véritable budget. Il demande au trésorier pourquoi il n'a pas fait traduire le discours du commissaire aux Travaux publics et pourquoi il ne s'en est pas servi à la place de son discours sur le budget.

Dans une copie de l'Événement qu'il a dans sa main, il y a l'exposé du premier ministre, lequel fait un rapport plus fiable de la situation financière et n'exprime pas autant de confiance dans les surplus que le trésorier. Le premier ministre a dit qu'il pourrait y avoir un surplus, mais il n'a pas promis qu'il y en aurait toujours un. Le gouvernement en a seulement eu un cette année, à cause de la vente extraordinaire des terres publiques et des pouvoirs d'eau. Si les énoncés du premier ministre, du commissaire aux Travaux publics et du trésorier étaient comparés, on serait à même de constater qu'ils ne s'entendent pas du tout. Le représentant de Montréal no 2 a presque menacé Ottawa si l'aide fédérale lui était refusée. Le premier ministre n'a pas voulu promettre de surplus. Le trésorier a prêté des surplus et n'a absolument pas parlé de la nécessité de demander une aide pécuniaire additionnelle à Ottawa. Il dit que le trésor avait \$201 970 en banque au début de la présente année et \$132 666 en mandats spéciaux impayés à la fin de l'année. Si ces montants sont retranchés, il demande ce qu'il advient du prétendu surplus.

Le chef de l'opposition compare ensuite les dépenses ordinaires sous les régimes libéral et conservateur. Selon les comptes publics du régime libéral de 1897, les dépenses ordinaires sont de \$4 853 927; en 1898, de \$4 415 370; en 1899, de \$4 201 023; en 1900, de \$4 433 385; et selon le budget, de \$4 510 197 en 1901 et de \$4 267 643 en 1902. Maintenant, si on réfère à une motion qu'a faite le 21 décembre 1896 le représentant de l'Islet (l'honorable F.-G.-M. Dechêne), aujourd'hui ministre de l'Agriculture, on peut voir que les dépenses ordinaires sous le régime conservateur étaient les suivantes: en 1893, de \$3 952 258; en 1894, de \$3 876 990; en 1895, de \$4 043 228; en 1896, de \$4 041 221, ce qui correspond, selon l'actuel ministre de l'Agriculture, à une moyenne annuelle de \$3 978 424, ce qu'il trouve énorme et disproportionné par rapport aux ressources de la province.

Si l'on compare les \$4 201 023 de 1899 aux dépenses ordinaires de l'administration libérale, la différence est de \$222 599 et si l'on compare à 1900, la différence est de \$454 961. Et, puisque l'estimation des dépenses pour 1901 a été fixée à \$4 510 197, la différence serait toujours plus grande: \$531 773. Dans son discours, le trésorier a manifesté l'intention de réduire les dépenses de certains départements, mais le chef de l'opposition a démontré l'impossibilité de faire de telles réductions.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome):** Ne vous attendiez-vous pas à une augmentation?

**M. E. J. Flynn (Nicolet):** Oui, mais lorsque le gouvernement actuel a pris le pouvoir, il a entrepris de diminuer les dépenses.

**Des voix:** Très bien! Très bien!

**M. E. J. Flynn (Nicolet):** Une fois de plus les ministres actuels, lorsqu'ils étaient dans l'opposition, avaient violemment dénoncé les mandats spéciaux les qualifiant de violations du principe du gouvernement constitutionnel et ils en font abus depuis qu'ils sont au pouvoir.

Puis, il réfère au gouvernement libéral qui, en 1897, du 29 mai au 30 juin de cette année, a émis des mandats spéciaux pour un montant de \$281 627; de \$67 120, en 1898, de \$90 332, en 1899; de \$120 984, en 1900 et de \$175 664, du 1er juillet 1900 au 14 février 1901. La belle affaire, surtout après que les libéraux aient tant cherché la petite bête noire lorsqu'ils étaient dans l'opposition. Et puis, le gouvernement a jugé nécessaire d'augmenter les crédits de l'an dernier par cette quantité extraordinaire de mandats spéciaux; il demande comment, cette année, peuvent-ils remplir leur promesse d'administrer les affaires de la province en réduisant de beaucoup les crédits par rapport à ceux de l'an dernier qui, eux, se sont avérés si nettement inadéquats qu'il a fallu y ajouter une si grande quantité de mandats spéciaux.

L'état des recettes et des dépenses des huit derniers mois démontre que le gouvernement ne peut aucunement administrer les affaires de la province d'après le budget de l'an dernier. Le crédit de la colonisation est déjà presque épuisé. D'après le trésorier, l'harmonie et la bonne volonté règnent dans le pays. Mais, d'après ce qu'on peut voir, l'harmonie et la bonne volonté n'existent pas entre les différents membres du gouvernement en ce qui concerne les finances de la province. Il pense qu'il ne peut y avoir une critique plus sévère du budget que le discours du représentant de Montréal no 2 au banquet à Montréal.

Il a admis que nous étions pauvres et que nous avions besoin d'argent. Pourquoi le trésorier ne déchire-t-il pas une page de son livre et n'exhorte-t-il pas le dominion à nous faire de meilleures conditions? Le gouvernement Chapleau l'a demandé. Le gouvernement Ross a fait de même et a obtenu de l'aide. M. Mercier a essayé, mais s'est plaint qu'il ne réussirait pas tant que Sir John A. Macdonald serait au pouvoir. Pourquoi les libéraux n'ont-ils pas essayé après la mort de Sir John? Son gouvernement (celui de l'actuel chef de l'opposition) a essayé mais a échoué avant que quoi que ce

soit fût fait. Il demande si le premier ministre agit de pair avec son nouveau ministre (l'honorable L. Gouin) dans cette affaire ou avec le trésorier. Si c'est avec le premier, alors lui, (le chef de l'opposition) et ses amis de la Chambre se joindront à lui puisqu'il se rapproche le plus de l'idée qu'il a des choses.

Il est convaincu que le trésorier n'a pas pu avoir le discours du commissaire aux Travaux publics, sinon il y aurait référé dans son budget. Il répète que 1901 est la pire année du point de vue économique de l'administration libérale et que les crédits sont nettement insuffisants. Il a souligné l'an dernier l'insuffisance du crédit accordé à la colonisation. Les députés ont maintenant en main les documents prouvant la véracité de ses dires. Il continue à critiquer le fait que, même si les dépenses prévues pour 1902 ont paru dans le discours sur le budget, celles de 1901 n'ont pas été inscrites et il en déduit que l'estimation des dépenses pour 1901 est la pire qui ait jamais existé. Il parle des coupures de dépenses proposées dans le discours sur le budget. Il s'oppose à la diminution du coût d'administration de la justice qu'il prétend être absurde puisque des mandats spéciaux ont toujours été émis pour ce service.

La Chambre s'était à peine prorogée l'an dernier que déjà des mandats spéciaux étaient émis. Il répète que les réductions promises pour 1902 semblent pratiquement impossibles à accorder et à plus forte raison si on considère que, cette année, le revenu a été gonflé par des moyens si extraordinaires.

Il fait ensuite une comparaison entre l'état des finances sous le régime conservateur et celui sous le régime libéral. Selon le rapport du commissaire, des recettes du département des Terres de la couronne, \$394 604 semblent provenir de la vente de concessions forestières, incluant les rentes foncières; \$26 000 proviennent de la vente de la seigneurie de Mingan et \$27 200 de la vente des pouvoirs d'eau, pour un total de \$447 804 en revenus extraordinaires. Cet énoncé ne concorde pas avec l'opinion du commissaire aux Travaux publics en ce qui touche la vente des terres publiques, puisqu'il a dit qu'elles doivent être préservées pour nos enfants et que le gouvernement est tenu de les administrer fidèlement.

Pour conclure, il mentionne qu'il aura encore l'occasion de s'adresser à la Chambre au sujet de plusieurs points contenus dans le discours sur le budget.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** répond brièvement et met fin à la discussion. Il demande que M. l'Orateur quitte le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de l'Association laitière de la province de Québec et à l'inspection des syndicats de beurreries et de fromageries, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour encourager l'industrie laitière, l'enseignement de la fabrication des variétés de fromage, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a passé deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions étant lues une fois, il est ordonné que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à plus tard.

**Agriculture**

**L'honorable F.-G.-M. Dechène (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent), que le bill (no 8) amendement la loi concernant l'agriculture soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation.

**Registrateurs et organisation  
des bureaux d'enregistrement**

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent), que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général pour étudier une certaine résolution relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à l'attention de cette Chambre.

**En comité:**

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)**

propose que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse, quand il le jugera à propos, révoquer toute proclamation par laquelle une division d'enregistrement a été rendue sujette au paragraphe a 1 de la section quinzisième du chapitre premier de la première partie du titre douzième des statuts refondus (57 Victoria, chapitre 41) et à la suite de laquelle le registrateur a été payé au moyen d'un traitement au lieu de l'être par des honoraires et émoluments d'office; et, à compter de cette révocation, ce registrateur percevra et gardera pour lui, comme avant la proclamation, les honoraires et émoluments de son office au lieu de toucher un traitement.

Adopté.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

**Introduction de bills:**

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** demande la permission d'introduire un bill (no 4) relatif aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**Registrateurs et organisation  
des bureaux d'enregistrement**

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 4) relatif aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à 11 h 30.

Séance du 7 mars 1901

Sous la présidence de l'honorable H.-B. Rainville

La séance s'ouvre à 3 heures.

**Dépôt et lecture de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table de la Chambre:

- par M. Chauret, la pétition de E. Aubey, de la ville de Saint-Laurent;
- par M. Giard, la pétition du révérend M. Martel et autres, de Stoke, et la pétition de B. W. Fowell et autres, de Eaton, Compton;
- par M. Mackenzie, la pétition du révérend M. Martel et autres, de Stoke, Compton;
- par M. Cardin, la pétition de la corporation de la ville de Sorel.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues savoir:

- de Henry Markland Molson et autres, de Montréal, demandant un acte d'incorporation;
- et de C.-O. Paradis, maire, et autres, de Sorel, demandant la réouverture du chemin de fer du sud-est, entre Drummondville et Sorel.

**Irrecevabilité des pétitions  
pour l'établissement d'abattoirs**

**M. L'Orateur** rend sa décision au sujet de la réception des pétitions suivantes:

- du révérend M. P. Beaulieu et al., de Saint-Hubert (Témiscouata); du révérend Jos Girard et al., de Notre-Dame-du-Portage (Témiscouata); du révérend M. A.-P. Bérubé et al., de Saint-Louis-du-Ha! Ha!; du révérend M. F.-X. Delage et al., de Saint-Mo-deste; du révérend M. Blais et al., de Saint-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup; du révérend M. S.-A. Lamontagne et al., de Saint-Éloi (Témiscouata), priant respectueusement la Chambre de demander au gouvernement un octroi pour l'établissement d'abattoirs dans cette province, qui ont été lues aujourd'hui, et de celles qui suivent qui ont été lues mardi, le 5 mars courant:
- du révérend M. Garon et al., de Saint-Étienne-de-Lauzon;
- du révérend Lacerte et al., de Saint-Prosper, comté de Champlain;
- du révérend M. Sirois et al., du Cap-Saint-Ignace;
- du révérend M. Fraser et al., de Sainte-Anne-de-la-Pocatière;
- du révérend M. P. Bernard et al., de Sainte-Christine, comté de Portneuf;
- de M. Guillemette et al., de Saint-Gilbert, comté de Portneuf;
- de J.-P. Guertin et al., de Saint-Thuride, comté de Portneuf;
- de Zéphirin Brochu et al., de Saint-

Anselme;

- du révérend M. Pérusse et al., de Saint-Fabien;
- de Ferdinand Dion et al., de Saint-Sylvestre;
- du révérend M. Moreau et al., de Sainte-Philomène;
- de Damase Gameau et al., de Saint-Antoine-de-Tilly;
- du révérend M. Frenette et al., de Saint-Jean-Port-Joli;
- de J.-O. Saint-Pierre et al., de Saint-Aubert, comté de L'Islet;
- de Joseph Pelletier et al., de Sainte-Louise, comté de L'Islet;
- du révérend M. Saint-Germain et al., de Sainte-Marie, comté de Nicolet;
- du révérend M. Carufel et al., de Sainte-Angèle-de-Laval;
- du révérend M. Raiche et al., de Bécancour, comté de Nicolet;
- du révérend M. Trahan et al., de Saint-Sévère, comté de Saint-Maurice;
- du révérend M. Janelle et al., de Sainte-Thècle, comté de Champlain;
- du révérend M. Cloutier et al., de Saint-Maurice;
- du révérend M. Thiboutot et al., de l'Isle-aux-Grues;
- du révérend H. Morin et al., de Notre-Dame-de-Buckland;
- de Joseph Asselin et al., de Sainte-Charles-de-Bellechasse;
- du révérend M. Samson et al., de Saint-Cajetan-d'Armagh;
- d'Onésime Lachance et al., de Beaumont;
- du révérend M. Bureau et al., de Saint-Michel-de-Bellechasse;
- de Hermenégilde Boucher et al., de Saint-Philémon;
- du révérend M. Boulet et al., de Saint-Lazare, comté de Bellechasse;
- du révérend M. Audet et al., de Saint-Fabien, comté de Rimouski;
- du révérend M. LeBel et al., de Saint-Donat, comté de Rimouski;
- du révérend M. J.-A. Leblanc et al., de Saint-Gabriel;
- du révérend M. Delay et al., de Saint-Louis-de-Chambord;
- du révérend M. Bilodeau et al., de Saint-Thomas-d'Aquin et de Saint-François-de-Sales;
- de W. Simard et al., de Saint-Gédéon, Lac-Saint-Jean, priant respectivement la Chambre de demander au gouvernement un octroi pour assurer l'établissement d'abattoirs dans la province.

Et cette décision se lit comme suit:

C'est un des principes essentiels du régime parlementaire anglais que seule la couronne demande à la Chambre les sommes



nécessaires au service public et que, sur cette demande seule, la Chambre a le droit exclusif de disposer du revenu national.

C'est en application de ce principe que la règle 86 a été adoptée.

Cette règle se lit comme suit:

"Toute pétition qui a pour objet une demande d'argent ou une dépense publique, le règlement d'une dette ou la remise de droits quelconques dus à la couronne, ne peut être reçue, à moins qu'elle ne soit recommandée par le lieutenant-gouverneur."

Cette règle positive ne saurait être rédigée en termes plus clairs. Elle décrète formellement que "toute pétition qui a pour objet une demande d'argent ou une dépense publique" ne sera pas reçue par cette Chambre sans être recommandée par Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

Les nombreuses pétitions qui ont été présentées au sujet de l'établissement d'abattoirs ont certainement pour objet une demande d'argent et une dépense publique. Il est également certain que Son Honneur le lieutenant-gouverneur n'a pas informé cette Chambre qu'il lui recommandait de le recevoir.

Lorsque l'on m'a demandé, lundi, d'ajourner ma décision, on m'a signalé une autorité que j'avais déjà examinée. On a dû faire allusion aux lignes suivantes, que je lis aux pages 322 et 323 de la seconde édition de Bourinot:

"But whilst petitions that directly ask for any public aid or for any measure directly involving an appropriation of public money are now never received, the House does not reject those which ask simply for legislation, or for 'such measures as the House may think it expedient to take with respect to public works.'" (1)

La conclusion des pétitions relatives aux abattoirs ne demande pas seulement à cette Chambre, en termes généraux, d'adopter "telles mesures qu'elle jugera convenables, en rapport (with respect) avec l'établissement d'abattoirs", elle prie cette Chambre de prendre l'initiative de demander au gouvernement un octroi d'argent pour l'établissement de ces abattoirs.

Ces pétitions vont donc trop loin et elles ne sont pas conçues en termes assez généraux pour qu'elles soient régulières.

On a attiré mon attention sur ce fait que les pétitions ne demandent pas directement à la Chambre d'accorder un subside, mais elles la prient simplement de demander au gouvernement un octroi pour favoriser l'établissement d'abattoirs.

Dans la pensée des pétitionnaires, leur requête, s'adressant directement à la Chambre, serait irrégulière, mais elle deviendrait régulière en passant par la Chambre pour s'adresser au gouvernement.

Cette prétention serait peut-être soutenable si la Chambre avait elle-même le droit de faire cette demande, mais la Chambre n'a pas ce pouvoir.

En effet, l'Acte de l'Amérique

britannique du Nord (sic) décrète positivement que cette Chambre ne peut adopter aucune résolution, adresse ou bill pour l'appropriation d'une partie quelconque du revenu public, ou d'aucune taxe ou impôt à un objet qui n'aura pas au préalable été recommandé par un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur durant la session pendant laquelle telle résolution, adresse ou bill est proposé.

La Chambre a voulu affirmer ce que décrète l'acte constitutionnel en résumant les sections 54 et 90 dans son code de règles positives, que je lis comme suit, à la page 100:

"Le statut impérial 30 Victoria, chapitre 3, Acte de l'Amérique britannique du Nord (sic), 1867, section 54 et 90, décrète qu'il ne sera pas loisible à la Chambre d'adopter ou de passer un vote, une résolution, une adresse ou un bill comportant l'appropriation d'une partie quelconque du revenu public, ou d'aucune taxe ou impôt, à un objet qui n'aura pas au préalable été recommandé par un message du lieutenant-gouverneur pendant la session où ce vote, cette résolution, cette adresse ou ce bill est proposé."

Comment alors prétendre que cette Chambre peut recevoir des pétitions lui demandant de prendre l'initiative d'une résolution ou d'une adresse que l'acte constitutionnel lui-même ne lui permet pas d'adopter?

Pour toutes ces raisons, je dois donc décider que ces pétitions ne peuvent pas être reçues.

#### Rapports de comités:

**M. É. Lalonde (Vaudreuil):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis ont été donnés, dans chaque cas, savoir:

- de la Compagnie de chemin de fer Wolfe, Lotbinière et Mégantic; de la Compagnie de chemin de fer Canadien Atlantique et Occidental demandant respectivement une charte;

- de James Peter Pidgeon demandant une loi l'autorisant à pratiquer la médecine dans la province de Québec, après examen;

- de F. H. A. Baxter, de Joseph-David-Édouard Barras demandant respectivement une loi les autorisant à pratiquer l'art dentaire, après examen;

- des commissaires d'écoles de la ville de Magog demandant une loi ratifiant un arrangement entre eux et la "Dominion Cotton Mills Company";

- et de E.-A. Dorion demandant une loi l'autorisant à ajouter "de Saint-Ours" à son nom.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la présentation des bills privés soit prolongé

jusqu'au 14<sup>e</sup> jour de mars courant.  
Adopté.

**M. C.-B. Major (Ottawa):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement:

- bill (no 31) modifiant la loi connue sous le titre de "Loi modifiée des biens temporels du diocèse de Montréal 1890";

- bill (no 54) constituant en corporation la société religieuse "The Free Methodist Church", de la province de Québec;

- bill (no 60) amendant la loi 47 Victoria, chapitre 91, intitulé "Acte autorisant la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu Jean-Baptiste Renaud" et la loi qui l'amende.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir:

- bill (no 130) constituant en corporation la Compagnie du pont de Grand-Mère et l'autorisant à construire un pont de péage sur la rivière Saint-Maurice, entre le village de Grand-Mère et la paroisse de Saint-Théophile-du-Lac;

- bill (no 68) constituant en corporation le Club commercial et littéraire de Hull;

- bill (no 37) constituant en corporation les petites soeurs de la Sainte-Famille.

Votre comité désire aussi recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la présentation des bills privés soit prolongé jusqu'au 14 mars courant.

Adopté.

#### Introduction de bills:

**M. L.-P.-P. Cardin (Richelieu)** demande la permission d'introduire un bill (no 122) permettant à Eugène-Alexandre Dorion d'ajouter à son nom les mots "de Saint-Ours".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. C. Langelier (Lévis)** demande la permission d'introduire un bill (no 46) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre J.-P. Pidgeon à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. C. Langelier (Lévis)** demande la permission d'introduire un bill (no 121) autorisant Joseph-David-Édouard Barras à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la

première fois.

**M. C. Langelier (Lévis)** demande la permission d'introduire un bill (no 78) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Wolfe, Mégantic et Lotbinière.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. C. Langelier (Lévis)** demande la permission d'introduire un bill (no 143) constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer Canadien Atlantique et Occidental.

Le Canadien Atlantique et Occidental est la raison sociale d'une compagnie anglaise qui demande à être constituée en corporation en vue de la construction proposée d'une "ligne courte" à travers la péninsule gaspésienne.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. C. Langelier (Lévis)** demande la permission d'introduire un bill (no 116) constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de Lévis.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. C. Langelier (Lévis)** demande la permission d'introduire un bill (no 45) autorisant F. H. A. Baxter à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. H. B. Lovell (Stanstead)** demande la permission d'introduire un bill (no 135) ratifiant une convention concernant les taxes d'écoles imposées sur les propriétés de la "Dominion Cotton Mills Company Limited", dans la ville de Magog.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. L.-P.-P. Cardin (Richelieu)** demande la permission d'introduire un bill (no 91) amendant le code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. N. Dion (Témiscouata)** demande la permission d'introduire un bill (no 104) amendant l'article 1785 du code civil, de manière à ce que le code civil corresponde aux statuts du Dominion en matière d'intérêt. Le code civil fixe le taux d'intérêt à 6% par année. Le bill vise à le réduire à 5% par année.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. W. A. Weir (Argenteuil)** demande la permission d'introduire un bill (no 108) amendant l'article 855 du code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** demande la permission d'introduire un bill (no 148) amendant l'article 314 du code de procédure civile.

L'objet de cette mesure est de rendre plus claire l'interprétation de cette disposition du code, en donnant aux époux et épouses le droit de rendre témoignage l'un pour l'autre.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** demande la permission d'introduire un bill (no 147) amendant l'article 65 du code civil.

Il arrive souvent, dit-il, que des contrats de mariage ne sont pas enregistrés. Quand il surgit des procès à propos de ces contrats, comme pour les séparations de biens, par exemple, il nous faut faire des recherches infinies pour découvrir la nature de ces contrats. Pour obvier à ces inconvénients, le projet de loi que nous discutons obligera les officiers de l'état civil à indiquer dans leurs registres la nature des contrats de mariage.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### Interpellations:

##### **La compagnie d'assurance-vie La Canadienne et le respect de la loi**

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5):** 1. Est-ce que toutes les compagnies d'assurance sur la vie, sujettes à inspection dans la province, se sont conformées aux dispositions de la loi 62 Victoria, chapitre 45, et ont fourni au gouvernement des détails complets relativement à leur passif?

2. Est-ce que La Canadienne, compagnie d'assurance sur la vie, a fourni au gouvernement un état de l'exercice finissant le 31 décembre 1899, faisant voir la valeur actuelle, nette, de toutes les polices impayées en vigueur, avec le mode de computation ou d'estimation, déduction faite des renouvellements (62 Victoria, chapitre 45, section touchant le passif)?

3. Dans la négative, quelles sont les mesures adoptées par le gouvernement pour faire exécuter la loi?

4. Est-ce que le gouvernement se propose de retirer le permis accordé à cette compagnie jusqu'à ce qu'elle se soit conformée à la loi?

5. Est-ce que le gouvernement se propose d'exiger un autre dépôt en espèce de cette compagnie?

**L'honorable H. T. Duffy (Brome):** 1. Non, il n'y a qu'une seule compagnie d'assurance sur la vie soumise à l'inspection du gouvernement, savoir: La Canadienne, compagnie d'assurance sur la vie.

2. Non.

3. Le gouvernement a notifié la compagnie qu'elle doit fournir l'état requis.

La compagnie a demandé du délai jusqu'au 1er avril prochain pour le faire, lequel délai lui a été accordé.

4. Le gouvernement prendra, à sa discrétion, les mesures qui lui paraîtront convenir à ce cas.

5. Non, le dépôt de \$20 000 déjà fait par la compagnie constitue le plein montant exigé par la loi de Québec, 50 Victoria, chapitre 62.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (H) intitulé "Loi amendant la loi concernant les pertes causées par l'incendie d'un palais de justice", pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

#### Introduction de bills:

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent), que le bill (H) du Conseil législatif intitulé "Loi amendant la loi concernant les pertes causées par l'incendie d'un palais de justice" soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

#### Subsides

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure des résolutions rapportées le 6 mars courant du comité des subsides, lesquelles résolutions sont adoptées.

##### **Accord entre la ville de Longueuil et la Compagnie du Grand Tronc**

**M. M. Perrault (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 35) concernant la ville de Longueuil et la Compagnie du chemin de fer du Grand Tronc du Canada.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. M. Perreault (Chambly)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

##### **Association des manufacturiers de chaussures de Québec**

**M. L.-A. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 73) constituant en

corporation l'Association des manufacturiers de chaussures de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. L.-A. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Club de Montréal

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 34) ratifiant la constitution en corporation du Club de Montréal et lui accordant certains pouvoirs additionnels.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Arrangements entre le lord-évêque de Montréal et la "Christ Church Cathedral"

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 32) confirmant certains arrangements entre le lord évêque du diocèse de Montréal et le recteur de la "Christ Church Cathedral", dans ledit diocèse.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Hôpital Jeffery Haie

**M. J. G. Hearn (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 59) amendement l'acte d'incorporation de l'hôpital Jeffery Haie, de la cité de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. J. G. Hearn (Québec-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le

bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Compagnie Paquet Limitée

**M. L.-A. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 71) constituant en corporation la Compagnie Paquet Limitée.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. L.-A. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### M. Édouard-Honoré Bégin

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 47) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Édouard-Honoré Bégin au nombre de ses membres, après examen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Charte de la commune de la seigneurie de Yamaska

**M. L.-J. Allard (Yamaska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 43) amendement les lois qui régissent la commune de la seigneurie de Yamaska.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. L.-J. Allard (Yamaska)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Compagnie du chemin de fer Québec central

**M. A. Robitaille (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 77) amendement de nouveau la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec central.

Adopté. Le comité étudie le bill et en

fait rapport sans amendement.

**M. A. Robitaille (Québec-Centre)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Compagnie du chemin de fer Québec central**

**M. A. Robitaille (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 76) amendant de nouveau la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec central.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. A. Robitaille (Québec-Centre)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Trois-Rivières**

**M. R. S. Cooke (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 131) révisant et refondant la charte de la cité de Trois-Rivières soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **"North Shore Power Company"**

**M. R. S. Cooke (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 117) amendant la loi 60 Victoria, chapitre 77, constituant en corporation la "North Shore Power Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Municipalité de Sainte-Catherine- de-Hatley**

**M. M. B. Lovell (Stanstead)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 48) érigeant la municipalité de Sainte-Catherine-de-Hatley soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, du Canada**

**M. F.-H. Daigneault (Bagot)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 52) conférant certains pouvoirs additionnels et privilèges à la Compagnie d'assurance

mutuelle contre le feu, du Canada soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Compagnie du chemin de fer Union**

**M. J. Morin (Saint-Hyacinthe)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 128) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Union soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et des compagnies minières et manufacturières.

#### **"The Quebec Northern Railway Company"**

**M. C.-B. Major (Ottawa)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 127) constituant en corporation "The Quebec Northern Railway Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et des compagnies minières et manufacturières.

#### **Documents:**

##### **Aliénation des droits de la couronne sur la seigneurie de Mingan**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 22 février 1901, demandant:

1. Copie de tous arrêtés en conseil au sujet de la concession, vente ou abandon par la couronne de tous ses droits et prétentions sur le territoire dit seigneurie de Mingan;

2. Copie de tous contrats et de toute correspondance à ce sujet. (Document de la session no 29)

##### **Enquête sur le député percepteur M. Goulet**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 27 février 1901, demandant la production de copie de tous arrêtés en conseil, papiers, documents, correspondances et rapports de L. J. Cannon, écuyer, assistant procureur général, au sujet de l'enquête tenue contre M. Goulet, assistant percepteur du revenu de ce district, sur plainte faite contre lui par l'Association des marchands de vins et de liqueurs licenciés de Québec, et aussi copie de toutes pièces et documents quelconques se rapportant à cette affaire. (Document de la session no 30)

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le

greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill suivant, sans amendement: bill (no 9) intitulé "Loi amendant la loi relative au contrat passé entre le gouvernement et la "Standard Assurance Company" et les soeurs de la Charité de Québec".

La séance est levée à 4 h 15.

---

#### NOTES

1. "Mais les pétitions qui demandent directement une subvention au gouvernement ou toute autre mesure comportant directement une allocation des deniers publics ne peuvent être reçues. Cependant, la Chambre ne rejette pas les pétitions qui demandent simplement une mesure législative, ou "les mesures que la Chambre peut juger à propos de prendre au sujet de travaux publics."

Séance du 8 mars 1901

Sous la présidence de l'honorable H.-B. Rainville

La séance s'ouvre à 3 heures.

**Documents:**

**M. l'Orateur** met devant la Chambre l'état des affaires de la "Sheltering Home of Montreal" pour l'année 1900. (Document de la session no 18)

**Rapports de comités:**

**M. É. Lalonde (Vaudreuil):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis ont été donnés, dans chaque cas, savoir:

- de Cyrille-F. Lussier demandant d'être autorisé à pratiquer la médecine et la chirurgie dans cette province;
- du monastère de Notre-Dame-de-Mistassini demandant une charte;
- et de la ville de Saint-Laurent demandant des amendements à sa charte.

**M. T. B. de Grosbois (Shefford):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et des compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (no 61) intitulé "Loi amendant la loi 63 Victoria, chapitre 67, concernant la Compagnie de chemin de fer de Québec et Lac-Saint-Jean" et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements.

**M. C.-B. Major (Ottawa):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement:

- bill (no 138) intitulé "Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Antoine Gobeil au nombre de ses membres, après examen";
- bill (no 51) intitulé "Loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre J.-E. Boily à la pratique de la médecine et de la chirurgie".

Quant à ce bill, votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le 5e paragraphe de la 57e règle soit suspendu.

Votre comité a examiné aussi le bill

(no 39) intitulé "Loi concernant la "Canadian Electric Light Company Limited", auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à votre honorable Chambre.

**Admission à l'exercice d'une profession**

**M. C.-B. Major (Ottawa)** propose, appuyé par le représentant de Yamaska (M. L.-J. Allard), que la partie dudit rapport qui recommande la suspension du 5e paragraphe de la 57e règle, en ce qui concerne le bill (no 51), soit maintenant adoptée.

Cette règle dit qu'aucun étudiant ne peut faire appel à la législature en vue d'être admis à la pratique du droit ou de la médecine, à moins que sa demande ne soit recommandée par le conseil général du barreau ou par le collège des médecins. Depuis le début de la session, environ quarante projets de loi de ce genre ont été présentés déjà.

Or, le bill de M. Boily n'est pas muni de la recommandation dudit collège. Par conséquent, il y a irrégularité, et pour y remédier, il faut que la 57e règle soit suspendue quant à ce bill.

**M. J.-B.-B. Prévost (Terrebonne)** réitère les déclarations qu'il fit l'autre jour au comité des bills privés contre le principe de prendre en considération les bills d'étudiants qui, incapables pour une raison ou pour une autre de passer leurs examens requis pour l'admission à l'étude, font appel à la législature pour reconnaître des titres qu'ils n'ont point. Si la règle de la Chambre est pour rester lettre morte, autant vaut la biffer et ouvrir la porte des professions libérales à tout venant, quand bien même ce serait un élève de cinquième.

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** émet l'opinion que le principe à suivre dans ce cas devrait être que tout candidat à l'admission de la profession étudiée entre par la porte d'honneur et non par la porte de service. Dans le cas de circonstances exceptionnelles et très urgentes, telle l'omission fortuite de quelque formalité dans les années passées, l'acquiescement des autorités professionnelles concernées à une législation spéciale serait probablement toujours utile et la suspension de la règle demandant cet acquiescement est dès lors absolument inutile.

Tous les étudiants aspirant à la pratique d'une profession devraient être considérés sur un pied d'égalité. Il considère que le refus d'une demande d'admission par le conseil du barreau devrait mettre fin à la

discussion.

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** proteste énergiquement contre la suspension de cette règle considérant que tous les étudiants devraient être soumis aux mêmes règlements. Cette règle a précisément été adoptée dans le but de prévenir ce genre de problème et il est tout à fait contre l'utilisation d'une législation spéciale à des fins semblables. Il considère que cette règle est bonne et que la Chambre ne devrait pas passer outre les corps professionnels, qui sont les parties les plus intéressées dans cette affaire.

**M. H. T. Duffy (Brome)** dit qu'il a l'honneur d'être membre du conseil du barreau qui a très minutieusement étudié toutes les demandes d'admission de ce genre et dont plusieurs leur ont été soumises. Dans certains cas, les raisons les plus farfelues ont été invoquées en vue d'avoir une législation spéciale. Un homme a donné comme raison qu'il avait échoué plusieurs fois l'examen régulier. Il mentionne que la Chambre a pris une position ferme l'an dernier sur cette question et qu'il y a eu entente de ne plus suspendre la règle. Il ne voit pas pourquoi, après avoir accordé des pouvoirs aux bureaux professionnels, cette Chambre leur enlèverait leurs attributions et permettrait aux candidats d'ignorer leur décision. La Chambre ne devrait pas intervenir et acquiescer aux demandes des candidats, renversant par le fait même la décision des bureaux professionnels que la législature a constitués en corporation, à moins qu'il ne soit prouvé qu'ils ont échoué dans leurs fonctions.

Toutes les demandes d'admission ont été étudiées soigneusement par le conseil, quelques-unes ont été acceptées, d'autres refusées et il pense que certains candidats dont la demande a été refusée s'adressent à la législature par bravade contre le barreau. À moins que le barreau n'abuse de ses privilèges, la Chambre ne devrait pas passer outre.

**M. A. W. Giard (Compton)** pense qu'il y a des cas d'injustice flagrante qui méritent assurément l'attention de la Chambre et qui nécessitent des bills spéciaux. Il pense que la règle devrait être suspendue.

**M. J.-B.-B. Prévost (Terrebonne)** adopte le même point de vue que le représentant de Brome (l'honorable H. T. Duffy).

**M. H. Champagne (Deux-Montagnes)** soutient, ainsi que le représentant de Shefford (M. T. B. de Grosbois) et celui de Rouville (M. A. Girard) que la législature devait mettre fin aux abus qu'on constate à chaque session à propos des étudiants et que, pour l'honneur des professions, on doit, en

général, suivre les règles établies, c'est-à-dire que la Chambre ne doit accepter que les projets de loi qui sont recommandés par le bureau d'une profession. Mais il y a des cas où la Chambre peut faire des exceptions aux règles générales, c'est lorsque les raisons alléguées sont tellement claires que la Chambre ne peut refuser de rendre la justice qu'on lui demande.

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** suggère d'ajourner le débat à mardi prochain.

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. N. Lemay), que le débat soit ajourné.  
Adopté.

#### Introduction de bills:

**M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier)** demande la permission d'introduire un bill (no 145) amendant la loi 56 Victoria, chapitre 59, constituant en corporation la ville de Saint-Laurent.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. G. Tanguay (Lac-Saint-Jean)** demande la permission d'introduire un bill (no 114) constituant en corporation le monastère de Notre-Dame-de-Mistassini.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. A. Girard (Rouville)** demande la permission d'introduire un bill (no 144) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Cyrille-F. Lussier à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. L.-A. Taschereau (Montmorency)** demande la permission d'introduire un bill (no 102) amendant l'acte des corporations de villes.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. L.-A. Taschereau (Montmorency)** demande la permission d'introduire un bill (no 103) amendant l'article 165 du code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. F.-X. Dupuis (Châteauguay)** demande la permission d'introduire un bill (no 80) concernant le barreau de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. C.-B. Major (Ottawa)** demande la



permission d'introduire un bill (no 150) amendant l'article 94 du code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. L.-J. Allard (Yamaska)** demande la permission d'introduire un bill (no 149) amendant la loi concernant l'érection et la division des paroisses.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Subsides

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas douze cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour traitements et dépenses contingentes pour payer le coût des valises pour les membres du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas trois mille sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour traitements et dépenses contingentes pour payer le coût des valises des membres de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour achat d'ouvrages de haute valeur historique et littéraire, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Conseil d'hygiène provincial, statuts refondus de la province de Québec, titre 7, chapitre 3, section 1, pour couvrir l'insuffisance du crédit, résultant de l'invasion de maladies contagieuses, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas cent vingt-cinq piastres et huit cents soit accordée à Sa Majesté, pour payer une partie du traitement de l'inspecteur du vaccin qui ne se trouvait pas comprise dans les crédits, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses se rapportant à la perception des licences,

droits sur les successions, taxes sur les corporations commerciales, etc., (41 Victoria, chapitre 3, tel qu'amendé, 55-56 Victoria, chapitre 17, tel qu'amendé, et 54 Victoria, chapitre 15, tel qu'amendé) pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues pour la première fois.

### Conseils de conciliation et d'arbitrage

**L'honorable L. Guoin (Montréal no 2)** propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que, lundi prochain, la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les conseils de conciliation et d'arbitrage pour régler les différends industriels. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

Adopté.

### Nomination des constables par les magistrats de police

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (G) du Conseil législatif, amendant la loi concernant la nomination des constables par les magistrats de police soit maintenant lu pour la deuxième fois.

L'objet de cette mesure est tout simplement de donner aux magistrats de police le pouvoir de nommer des constables, tout aussi bien qu'aux juges de paix.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Pouvoirs des fabriques

**M. T. B. de Grosbois (Shefford)** propose,

selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Kamouraska (M. L.-R. Roy), que le bill (no 106), amendement l'article 3435 des statuts refondus de la province de Québec, concernant les fabriques, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

## Interpellations

### Traitements des institutrices

**M. T. B. de Grosbois (Shefford):** Combien y a-t-il d'institutrices dans la province de Québec dont le traitement n'atteint pas cent piastres par année?

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse):** Sur les 5461 institutrices brevetées, 1469 n'ont pas un traitement de cent dollars par année. Sur 607 institutrices non brevetées qui, à proprement parler, ne sont pas des institutrices, puisqu'elles n'enseignent que par tolérance, 401 ont un traitement inférieur à cent dollars.

### Conciliation

**M. J.-A. Chicoyne (Wolfe)** propose, appuyé par le représentant de Compton (M. A. W. Giard), qu'un comité spécial de cette Chambre soit nommé pour étudier le fonctionnement de l'acte 62 Victoria, chapitre 54, intitulé "Loi concernant la conciliation", avec pouvoir de prendre toutes les informations qu'il jugera nécessaires et d'envoyer à cette fin un questionnaire aux personnes qu'il croira être en état de lui transmettre des renseignements utiles à l'accomplissement de sa mission; ledit comité devant être composé de l'honorable M. Duffy et de MM. Bissonnette, Caron (Maskinongé), Garneau, Lalonde, Langelier, LeBlanc, Mackenzie, Tellier et Chicoyne.

Cette loi fut mise en force à titre d'essai et de premier pas dans la voie des réformes judiciaires. Ceux qui l'ont fait adopter avaient l'intention bien arrêtée de la modifier et de l'améliorer au bout d'un certain temps, lorsque l'expérience aurait mieux démontré son degré d'utilité et ses imperfections. L'heure semble arrivée de donner au principe de la conciliation une application plus étendue et surtout mieux définie.

La proposition est adoptée.

### Compagnie du cimetière du Mont-Royal

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général

pour étudier le bill (no 123), amendement l'acte 19-20 Victoria, chapitre 128, intitulé "Acte pour amender et consolider les différents actes qui incorporent la Compagnie du cimetière du Mont-Royal".

**M. N. Garneau (Québec-Comté)** proteste en disant que les députés n'ont pas encore eu le temps de l'étudier puisqu'il vient justement d'être distribué en langue française.

Le projet de loi du représentant de Montréal Saint-Antoine a été suggéré par des Écossais presbytériens et je sais que plusieurs députés sont opposés à l'abolition des cimetières. C'est à peu près ce qu'il demande puisqu'il désire que la législature légalise l'usage de la crémation des cadavres. Cette idée de remplacer les cimetières par des fours crématoires n'est pas, dit-on, du goût des autorités ecclésiastiques de notre province. Certains députés voteront contre le bill sous prétexte qu'il n'est pas nécessaire de demander la sanction de la législature pour l'établissement de fours crématoires; la corporation de Montréal a ce pouvoir-là.

Il demande à ce que l'on remette l'étude de ce bill à lundi, car cette question est très importante et la plupart des députés canadiens-français qui sont contre cette mesure sont présentement absents. Il serait plus sage de remettre ce bill à plus tard, du moins jusqu'à ce que tous les députés aient pris connaissance de ses clauses.

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** dit qu'il n'y a pas de raison valable de remettre ce bill à plus tard, étant donné qu'il a déjà été imprimé et distribué dans les deux langues. Il consent cependant à ce que ce bill soit remis à mardi prochain.

La proposition est retirée.

### Succession M. J.-B. Renaud

**M. A. Robitaille (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 60) amendement la loi 47 Victoria, chapitre 91, intitulé "Acte autorisant la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu Jean-Baptiste Renaud" et la loi qui l'amende.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. A. Robitaille (Québec-Centre)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Club commercial et littéraire de Hull**

**M. C.-B. Major (Ottawa)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 68) constituant en corporation le Club commercial et littéraire de Hull.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. C.-B. Major (Ottawa)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Les petites sœurs de la Sainte-Famille**

**M. P. Pelletier (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 37) constituant en corporation les petites sœurs de la Sainte-Famille.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. P. Pelletier (Sherbrooke)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Compagnie du chemin de fer Wolfe, Mégantic et Lotbinière**

**M. C. Langelier (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 78) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Wolfe, Mégantic et Lotbinière soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et des compagnies minières et manufacturières.

**Taxes scolaires de la Dominion Cotton Mills de Magog**

**M. M. B. Lovell (Stanstead)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 135) ratifiant une convention concernant les taxes d'écoles imposées sur les propriétés de la "Dominion Cotton Mills Company Limited", dans la ville de Magog, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**M. E.-A. Dorion de Saint-Ours**

**M. L.-P.-P. Cardin (Richelieu)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 122) permettant à Eugène-Alexandre Dorion d'ajouter à son nom les mots "de Saint-Ours" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Documents:****État des recettes et dépenses**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 25 février 1901, pour un état des différentes recettes et divers paiements, de toutes sources, de la province de Québec, depuis le premier juillet dernier 1900, jusqu'à date. (Document de la session no 28a)

La séance est levée à 4 h 15.

Séance du 11 mars 1901

Sous la présidence de l'honorable H.-B. Rainville

La séance s'ouvre à 4 heures.

**Nomination de l'assistant sergent d'armes, M. O. Delisle**

M. l'Orateur annonce la nomination de M. Olivier Delisle comme assistant sergent d'armes de l'Assemblée législative.

**Dépôt et lecture de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table de la Chambre:

- par M. Langelier, la pétition de H. LeBoutellier et autres, de Gaspé; la pétition de James W. Bechervais et autres, de Gaspé; la pétition de C. Sutton LeBoutellier et autres; la pétition du révérend P. Côté et autres; la pétition de G. Myles et autres; la pétition du docteur Pidgeon et autres, et la pétition de E. Bourget et autres, de l'Anse-du-Cap, Gaspé.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues, savoir:

- de la corporation de la cité de Sorel demandant la réouverture du chemin de fer du Sud-Est;

- de M. E. Aubey, de Saint-Laurent, demandant à être détaché de la ville de Saint-Laurent et à être annexé à la paroisse de Saint-Laurent;

- de B. W. Fowell, T. A. Butler et autres s'opposant à l'érection de la municipalité de Saint-Stanislas-de-Kostka;

- et du révérend E.-A. Martel s'opposant à l'érection de la municipalité de Saint-Stanislas-de-Kostka.

**Introduction de bills:**

M. E. Roy (Montmagny) demande la permission d'introduire un bill (no 157) amendant la loi concernant les arpenteurs.

Il explique que l'objet de son bill est d'empêcher les arpenteurs engagés comme employés civils d'exercer leur profession dans certains cas, de façon à les empêcher de faire concurrence à leurs confrères du dehors. Cette mesure leur enlève certains droits, mais bien peu.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. T. B. de Grosbois (Shefford) demande la permission d'introduire un bill (no 156) amendant les dispositions spéciales relatives aux corporations de cités, de villes et autres corporations.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-J. Allard (Yamaska) demande la permission d'introduire un bill (no 153) amendant le code municipal, de façon à permettre aux municipalités de prendre charge des ponts, chemins ou routes qui sont dans leur circuit et de les mettre à charge de toute la municipalité, si le conseil le juge juste et équitable; et aussi de donner aux conseils municipaux le pouvoir d'adopter des règlements obligeant les propriétaires ou occupants à enlever la neige et la glace des trottoirs en face de leurs propriétés.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) demande la permission d'introduire un bill (no 16) amendant la loi concernant les cimetières et les inhumations et exhumations.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. Antoine Gobeil**

M. H. Champagne (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 138) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Antoine Gobeil au nombre de ses membres, après examen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. H. Champagne (Deux-Montagnes) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**"Canadian Electric Light Company Limited"**

M. A. Robitaille (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 39) concernant la "Canadian Electric Light Company Limited".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. Robitaille (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande

son concours.

**Biens temporels du diocèse  
de Montréal, 1890**

**M. W. J. Watts (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 31) modifiant la loi connue sous le titre de "Loi modifiée des biens temporels du diocèse de Montréal, 1890".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. W. J. Watts (Drummond)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**"The Free Methodist Church"**

**M. W. J. Watts (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 54) constituant en corporation la société religieuse "The Free Methodist Church" de la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. W. J. Watts (Drummond)** propose que le bill (no 54) soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Compagnie du chemin de fer Québec  
et Lac-Saint-Jean**

**M. A. Robitaille (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 61) amendant la loi 63 Victoria, chapitre 67, concernant la Compagnie du chemin de fer Québec et Lac-Saint-Jean.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. A. Robitaille (Québec-Centre)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Compagnie du chemin de fer Canadien  
Atlantique et Occidental**

**M. C. Langelier (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 143) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Canadien Atlantique et

Occidental soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et des compagnies minières et manufacturières.

**Compagnie de chemin de fer  
électrique de Lévis**

**M. C. Langelier (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 116) constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer électrique de Lévis soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et des compagnies minières et manufacturières.

**Monastère de Notre-Dame-de-Mistassini**

**M. H. Petit (Chicoutimi-Saguenay)**, pour **M. G. Tanguay (Lac-Saint-Jean)**, propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 114) constituant en corporation le monastère de Notre-Dame-de-Mistassini soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Interpellations:**

**Subvention spéciale aux sociétés  
d'agriculture des comtés de Berthier,  
Richelieu, Verchères et Yamaska**

**M. L.-P.-P. Cardin (Richelieu):** Combien a-t-il été payé par le gouvernement à titre de subvention spéciale, pour des fins d'expositions, à chacune des sociétés d'agriculture des comtés de Berthier, Richelieu, Verchères et Yamaska, chaque année, depuis 1895 à ce jour?

**L'honorable F.-G.-M. Dechène (L'Islet):** Il n'y a rien eu de payé à ces différentes sociétés, depuis le 30 juin dernier, à titre de subventions spéciales pour fins d'expositions; quant aux subventions qui auraient été payées les années précédentes, on trouvera les renseignements demandés en consultant les comptes publics.

**Surveillance du parc des Laurentides**

**M. J. Morin (Charlevoix):** 1° Le département des Terres de la couronne sait-il que, vu l'étendue du parc des Laurentides, la surveillance en est presque impossible?

2° Dans l'affirmative, se propose-t-il d'en diminuer l'étendue dans le comté de Charlevoix, de considérer comme faisant partie du parc seulement le terrain appelé "Les Jardins", laissant ouvert au public le reste du territoire?

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur):** 1° Le département des Terres, Forêts et Pêcheries contrôle d'une manière satisfaisante le parc national des Laurentides.  
2° Non.

#### Coupes de bois payées à M. C. Hervey

**M. J. Morin (Charlevoix):** 1° Cyrille Hervey, garde forestier pour le comté de Charlevoix, a-t-il collecté quelques sommes pour coupe de bois depuis le 1er juillet 1898?

2° Dans l'affirmative, de quelles personnes?

3° Quels montants?

4° Pour quel objet?

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur):** 1° Oui.

2° De divers colons dans les cantons Collières, Chauveau, DeSales, etc.

3° \$352.93.

4° Pour droits de coupe de bois.

#### Demande de documents:

##### Chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toutes requêtes adressées, depuis un an, au gouvernement de la province de Québec, à l'honorable premier ministre ou à aucun membre du gouvernement, au sujet de la continuation du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs jusqu'au bassin de Gaspé, et de la construction d'une ligne à travers la péninsule de Gaspé, dite ligne courte, et de toute correspondance sur ce sujet depuis la même date.

Il dit qu'un certain nombre de documents a déjà été déposé, mais que la signature des pétitionnaires sur certains de ces documents n'a pas été déposée. Il sait très bien que les comtés de Gaspé et de Bonaventure sont tourmentés par cette question et, en l'absence du représentant de ce dernier comté pour cause de maladie, les habitants du comté lui adressent des pétitions.

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** promet de déposer tous les documents aussitôt que possible.

La proposition est adoptée.

#### Code de procédure civile, article 314

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Shefford (M. T. B. de

Grosbois), que le bill (no 148) amendant l'article 314 du code de procédure civile soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Cet article traite de l'incapacité de certaines personnes à être témoins. Le paragraphe 4 de cet article dit que les époux ne peuvent être témoins l'un contre l'autre, sauf dans certains cas. Le but de l'amendement est de retrancher ce paragraphe.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

#### Contrat de mariage

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Shefford (M. T. B. de Grosbois), que le bill (no 147) amendant l'article 65 du code civil soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Cet article se rapporte à la célébration du mariage et la manière de faire l'entrée au registre.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

#### Corporations de villes

**M. L.-A. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant du Lac-Saint-Jean (M. G. Tanguay) que le bill (no 102) amendant l'acte des corporations de villes soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il veut amender l'article 411 afin de pourvoir à la nomination d'arbitres par un juge de la Cour supérieure dans le cas d'expropriation pour cause d'utilité publique, sous l'empire de l'acte des corporations des villes.

Dans le système actuel, chaque partie doit nommer un arbitre et un juge nomme le troisième. Mais, si une des parties refuse de nommer son arbitre, l'arbitrage (sic) ne peut pas procéder, le juge ne pouvant nommer que le troisième. Le but de l'amendement est de permettre au juge de nommer l'arbitre de la partie qui dans un certain délai refuse de le faire.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

#### Dépôt par la partie défenderesse

**M. L.-A. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant du Lac-Saint-Jean (M. G. Tanguay), que le bill (no 103) amendant l'article 165 du code de procédure civile soit maintenant lu pour la deuxième fois.

La Cour d'appel ayant récemment décidé que toutes les motions préliminaires

devraient être accompagnées d'un dépôt, le but de l'amendement est d'exempter la formalité du dépôt dans le cas des motions qui n'entraînent pas le renvoi de l'action.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

#### **Érection et division des paroisses**

**M. L.-J. Allard** (Yamaska) propose, selon l'ordre du jour, et appuyé par le représentant d'Ottawa (M. C.-B. Major), que le bill (no 149) amendant la loi concernant l'érection et la division des paroisses soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il permettrait aux commissaires pour l'érection civile des paroisses, lorsqu'ils sont obligés de se déplacer, d'être remboursés de leurs frais de déplacement et d'exiger une juste rémunération pour leur temps.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

#### **Barreau de la province de Québec**

**M. F.-X. Dupuis** (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Rouville (M. A. Girard), que le bill (no 80) concernant le barreau de la province de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Cette mesure comporte plusieurs nouvelles clauses concernant plus particulièrement les élections du conseil du barreau pour la section de Montréal et la discipline de certains membres de la profession.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité de la législation et des lois expirantes.

#### **Code de procédure civile, article 94**

**M. C.-B. Major** (Ottawa) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Yamaska (M. L.-J. Allard), que le bill (no 150) amendant l'article 94 du code de procédure civile soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

#### **Saisies**

**M. L.-P.-P. Cardin** (Richelieu) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. W. A. Weir), que le bill (no 91) amendant le code de procédure civile soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des

lois expirantes.

#### **Code civil, article 1785**

**M. N. Dion** (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Matane (M. D. Caron), que le bill (no 104) amendant l'article 1785 du code civil soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Ce bill a pour but de réduire le taux de l'intérêt de 6% à 5%.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

#### **Loi électorale du Québec**

**M. H. Champagne** (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. N. Garneau), que le bill (no 92) amendant la loi électorale de Québec, 1895, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

#### **Remboursement de certains subsides par les compagnies de chemins de fer**

**L'honorable H. T. Duffy** (Brome) propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent), que, demain, la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant le remboursement de certains subsides par les compagnies de chemins de fer. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

Adopté.

#### **Hôpital protestant des aliénés de Verdun**

**L'honorable A. Turgeon** (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable F.-G.-M. Dechène), que, demain, la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'hôpital protestant des aliénés. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

Adopté.

#### **Subsides**

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure des six résolutions apportées le 8 mars courant, du comité des subsides, lesquelles résolutions sont lues pour la deuxième fois et adoptées.

#### **Conseils de conciliation et d'arbitrage**

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que le bill (no 3) concernant les conseils de conciliation et d'arbitrage soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il explique à la Chambre que la loi qu'il présente n'est pas nouvelle, puisqu'elle existe déjà dans plusieurs contrées. Il dit que son projet est basé sur la loi d'Ontario, d'Angleterre, des États-Unis et de France. Pour notre mesure, nous nous sommes inspirés de la loi d'Ontario dont les résultats sont excellents. Le principe est le même, elle n'en diffère que dans les détails.

En France, une loi semblable fut passée en 1892, et cette loi semble avoir servi de base à toutes celles qui existent dans les autres pays, comme en Angleterre et aux États-Unis. La loi d'Ontario diffère peu de la loi française.

Pourtant (sic), dans les pays les plus civilisés, cette loi produit les meilleurs résultats. En France, la loi de conciliation fut établie le 27 décembre 1892, et dès 1894, grâce à elle, 25% des conflits ouvriers étaient conciliés. On s'adresse au juge de paix du canton. On nomme des représentants, pas plus que 5, et le juge de paix préside et dirige les débats.

S'il y a accord, un procès-verbal est dressé et signé par les parties, sinon, le juge de paix les invite à se choisir soit chacune un ou plusieurs arbitres, ou un arbitre commun. Si les arbitres ne s'entendent pas, ils peuvent choisir un nouvel arbitre pour les départager; s'ils ne s'entendent pas sur ce choix, ils le déclarent sur procès-verbal et l'arbitre est nommé par le président du tribunal civil.

En cas de grève, à défaut d'initiative, le juge invite les parties d'office à faire connaître leur différend. La demande de conciliation, d'arbitrage, la sentence, le refus sont affichés dans chaque commune. Les bureaux et dépenses sont payés par la commune et le département. Les arbitres et les délégués doivent être Français. C'est la France qui a inauguré le régime de la justice arbitrale.

Au moyen âge, l'arbitrage faisait partie de l'organisation corporative. Cette juridiction était laissée aux grands jurés choisis parmi les prud'hommes du métier. C'étaient de véritables magistrats de l'industrie. La cause des grèves, c'est la formation des grandes corporations. Il n'y a plus comme autrefois des relations suivies entre patrons et ouvriers.

Il faut que le médiateur jouisse de la considération, de la confiance et de l'estime, qu'il connaisse les lieux et les circonstances. Dans cette question, il y avait à choisir entre l'arbitrage obligatoire et les conseils de conciliation. En France, où l'on a l'instruction obligatoire, les ouvriers et les

économistes qui ont vécu parmi eux ne veulent pas d'arbitrage obligatoire. Sous le droit commun, si un syndicat contracte avec un patron et qu'il y a rupture, il y a action et arbitrage. C'est plutôt de la réconciliation. En 1895, M. Jaurès disait: "L'arbitrage obligatoire serait un péril mortel pour les libertés ouvrières." Quant à la sanction, les ouvriers n'ont rien à part la prison, les patrons ont tout.

En 1892, M. Prunpton disait: "Dans notre pays, l'arbitrage obligatoire ne peut jamais réussir. Il conduirait à forcer le travail, et je maintiens que tout le progrès de l'Europe a consisté à rendre le travail libre. Un pas dans la direction de l'obligation serait réellement rétrograde, même s'il en devait résulter des avantages temporaires." "Les ouvriers ont le droit de grève, tant mieux, mais ce qu'on peut leur souhaiter de mieux, c'est qu'ils ne s'en servent pas." (J. Simon). Millerand, en septembre 1900, a proposé l'arbitrage obligatoire en France. Il a été combattu par à peu près tous les camps.

La conciliation nous a paru être le meilleur choix, et c'est là l'objet de cette mesure, dont voici brièvement les principales dispositions:

Tout conseil de conciliation se compose de quatre membres, deux choisis par chacune des parties aux différends. Chaque partie peut se faire représenter au conseil par un nombre de personnes n'excédant pas trois.

Après avoir pris connaissance de tous les faits, le conseil de conciliation transmet un rapport de ses opérations au greffier nommé par ordre en conseil.

Si le rapport mentionne le fait que le conseil n'a pas réussi à régler le différend, le greffier doit s'empressement en transmettre une copie certifiée par lui à chacune des parties au différend et alors chaque partie peut requérir le greffier de porter le différend devant le conseil d'arbitrage pour être réglé.

Chaque conseil d'arbitrage devra se composer de trois membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Un membre est nommé par les ouvriers, un autre membre par les patrons et un troisième est suggéré comme président au lieutenant-gouverneur en conseil, par ces deux membres, dans les 21 jours qui suivent leur nomination.

Les séances du conseil d'arbitrage seront publiques.

Le conseil d'arbitrage, après avoir entendu les causes du différend dans tous leurs détails, devra rendre sa sentence pas plus tard qu'un mois après avoir terminé l'instruction; cette sentence est rendue et signée par la majorité des membres du conseil.

Pour obtenir les fins que la loi veut atteindre, les conseils de conciliation et d'arbitrage auront les pouvoirs suivants que



nous trouvons dans la mesure elle-même:

De visiter la localité où le différend a pris naissance et d'entendre toutes les personnes intéressées qui peuvent se présenter devant eux;

D'assigner toute personne à comparaître comme témoin devant le conseil, et si la personne assignée refuse de comparaître, l'une ou l'autre des parties peut obtenir, d'un juge de paix ayant juridiction dans la cité, la ville ou le comté où le conseil siège, un ordre lui enjoignant de comparaître; et tout juge de paix a le pouvoir de forcer cette personne à comparaître devant le conseil comme il aurait pu la forcer à comparaître devant lui dans les matières régies par la partie LVIII du code criminel 1892;

De faire prêter serment par ou de recevoir l'affirmation de toute personne comparaisant comme témoin devant le conseil, et d'examiner toute telle personne sous serment ou affirmation;

Aucune partie à un différend déferé à un conseil de conciliation ou aux conseils d'arbitrage ne peut être représentée par un avocat, ou par un ou des agents rétribués autres qu'une ou plusieurs des personnes intéressées dans le différend.

Les dépenses qu'entraînera la mise en opération de cette loi seront payées à même les fonds qui seront votés à cette fin par la législature.

Il espère que le projet aura un aboutissement heureux.

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** prend part au débat. Il félicite le commissaire des Travaux publics.

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** demande à l'honorable ministre des Travaux publics quel serait le montant des dépenses nécessitées par la création de ces conseils et par la mise en application de la loi proposée.

**L'honorable L. Guin (Montréal no 2)** répond qu'il est difficile, pour le moment, de préciser le montant de ces dépenses, mais que, dans tous les cas, il ne croit pas qu'il atteigne un chiffre bien élevé. Au début, les dépenses seront très limitées. Du reste, toutes ces dépenses seront soumises à la législature.

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** félicite le ministre du travail qu'il s'est imposé pour rédiger cette loi, mais il prévoit qu'elle sera inutile. Il dit craindre qu'elle n'apporte des résultats meilleurs que ceux entraînés par l'application d'une loi semblable en France où elle existe depuis huit ans. Les grèves continuent toujours, leurs ravages sont plus nombreux que jamais et la loi reste lettre morte. Il dit que la loi de conciliation n'est

pas applicable en France ni au Canada, où nous avons cette loi en existence depuis près de deux ans. La loi de la puissance fut lettre morte lors de la grève de la filature de coton de Montmorency, il y a quelques semaines. Cette loi n'est pas applicable. Lorsque les ouvriers la demandent, les patrons la refusent et vice versa. Toutefois, il n'a pas d'objection à ce que la loi soit adoptée.

**M. J.-A. Chicoyne (Wolfe)** dit qu'il est heureux de donner son appui au gouvernement sur cette mesure qui est un premier pas dans la bonne voie. Les grèves, qui sont presque toujours l'oeuvre des démagogues qui pêchent en eau trouble, sont plus ruineuses pour l'ouvrier que pour le patron. Il admet que la loi peut n'être pas parfaite, qu'elle ne mettra pas fin à toutes les grèves, mais qu'elle en diminuera considérablement le nombre. Il en félicite le gouvernement. Il n'est pas d'accord avec le représentant de Dorchester (**M. L.-P. Pelletier**) lorsqu'il utilise comme exemple la loi française puisque les conditions là-bas sont très différentes de celles de cette province.

Il souligne le fait qu'une telle législation a plus de chances d'avoir du succès dans une collectivité comparativement plus petite que dans un pays ayant quarante millions d'habitants. Il pense que la loi vaut au moins la peine d'être essayée. Ce sera un grand pas de fait dans la voie du bien. Pour cette raison, il est en faveur du principe de la loi projetée.

La proposition est adoptée sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

### Organisation des clubs de récréation

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (**L'honorable S.-N. Parent**), que le bill (E) du Conseil législatif amendant la loi concernant l'organisation des clubs de récréation soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Réunion du comité des  
bills privés**

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)**  
propose qu'à partir de demain le comité des  
bills privés siège les matins et les soirs, les  
mardis, mercredis et jeudis, pendant que la

Chambre ne siège pas, de manière à ce que  
les parties intéressées aient l'occasion de  
venir défendre ou combattre plusieurs bills et  
de faire passer leurs lois.

Adopté.

La séance est levée.

Séance du 12 mars 1901

Sous la présidence de l'honorable H.-B. Rainville

La séance s'ouvre à 3 heures.

**Dépôt de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table de la Chambre:

- par l'honorable M. Gouin, la pétition de M. McCrory et autres, de la Pointe-Saint-Charles, Montréal;
- par M. Giard, la pétition de R. Bridgette et autres, de Eaton; la pétition de T. Butler et autres, de Eaton; et la pétition de F. H. Lindsay et autres, de Westbury, Compton.

**Rapports de comités:**

**M. C. Langelier (Lévis):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter avec certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

- bill (no 41) constituant en corporation la "William Strachan Company";
- bill (no 55) concernant la succession de feu Charles-Théodore Viau;
- bill (no 140) autorisant la Société canadienne des ingénieurs civils à admettre Ashley Bemis Tower au nombre de ses membres.

Le promoteur (M. P. Pelletier) du bill (no 42) intitulé "Loi érigeant la municipalité de Saint-Stanislas-de-Kotska" ayant informé votre comité que les amendements qui doivent y être introduits en feront un bill public, votre comité est convenu de le référer à votre honorable Chambre afin qu'il puisse être présenté comme bill public.

Le promoteur (M. F.-H. Daigneault) du bill (no 52) intitulé "Loi conférant certains pouvoirs additionnels et privilèges à la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, du Canada" ayant déclaré à votre comité qu'il désirait ne pas procéder sur ce bill, votre comité recommande, en conséquence, à votre honorable Chambre, que permission lui soit accordée de retirer ledit bill.

Adopté.

**M. É. Lalonde (Vaudreuil):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis donnés sont

suffisants, dans chaque cas, savoir:

- de la compagnie "Warden King and Son, Limited", du "Royal St. Lawrence Yacht Club" demandant respectivement une loi les constituant en corporation;
- de "The Laurentide Pulp Company" demandant certains pouvoirs;
- de la ville de Saint-Louis demandant des amendements à sa charte;
- et de J.-B.-A. Lanctôt et autres demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal.

**Introduction de bills:**

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** demande la permission d'introduire un bill (no 119) constituant en corporation la Compagnie de pulpe de Métabetchouan.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** demande la permission d'introduire un bill (no 113) amendant la charte d'incorporation du village de Grand-Mère.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** demande la permission d'introduire un bill (no 136) constituant en corporation "Warden King and Son, Limited".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. J. Cochrane (Montréal no 4)** demande la permission d'introduire un bill (no 146) amendant la loi 62 Victoria, chapitre 58, section 8, en vue d'imposer une taxe spéciale sur les magasins à départements dans la cité de Montréal.

Les pétitionnaires prétendent que l'établissement des magasins à départements à Montréal cause déjà des torts importants aux autres établissements de commerce et d'affaires en général; qu'il en fait disparaître un très grand nombre et qu'il est sur le point de ruiner la plupart des autres; que les taxes payables et payées par ces magasins à départements sont de beaucoup inférieures à celles payées par les autres magasins; qu'il serait à propos d'amender la charte de la cité de Montréal et d'autoriser la cité de Montréal à imposer une taxe plus juste sur les magasins à départements, pour chaque genre de commerce qui y serait tenu pendant l'année; que la corporation de Montréal consent à cette modification.

Le conseil peut, par règlement,

classifier et définir les différents genres de commerce et d'affaires exercés dans les magasins à départements, pour les fins de l'imposition de cette taxe.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. H. Petit (Chicoutimi-Saguenay)** demande la permission d'introduire un bill (no 109) amendant la loi concernant les tribunaux de Gaspé.

La loi existante s'applique à la Côte-Nord depuis Moisie jusqu'à Blanc-Sablon; mais la partie qui s'étend jusqu'à Bersimis présente les mêmes difficultés.

C'est pourquoi il demande que le territoire où s'applique la loi s'étende jusqu'à Bersimis. Et vu, quelquefois, le manque absolu de personnes lettrées dans ces parages éloignés, que les constables spéciaux qui accompagnent le magistrat de district soient autorisés à signer les documents judiciaires dans toute l'étendue de ce territoire.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. M. Perrault (Chambly)** demande la permission d'introduire un bill (no 105) amendant l'article 1688 du code civil.

Voici l'objet de ce bill. D'après l'article 1688 du code civil, les architectes et les entrepreneurs sont responsables des travaux qu'ils font exécuter, pendant un laps de temps de 10 années. Le projet de loi qui est présenté vise à changer cet article de façon à le ramener à l'ancienne loi, à savoir qu'il limite cette période à 5 ans. Quand on aura examiné ce projet de loi au comité de législation, on restera convaincu que cette disposition est autant dans l'intérêt public que dans l'intérêt des architectes et des entrepreneurs. Cela aura pour effet de réduire de beaucoup le coût des entreprises des architectes.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. L.-P.-P. Cardin (Richelieu)** demande la permission d'introduire un bill (no 151) amendant la loi concernant les établissements industriels.

L'objet de ce bill est d'accorder aux inspecteurs de chaudières à vapeur, dans les villes et municipalités, pleins pouvoirs dans ces établissements et d'empêcher les inspecteurs autres que ceux nommés par les municipalités de gêner leur travail.

Ces inspecteurs venant du dehors n'ont pas toujours la compétence voulue et mettent souvent en danger la vie des ouvriers dans un grand nombre d'établissements industriels.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. L'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant pour lequel il demande le concours de cette Chambre: bill (D) concernant l'admission au barreau de certains étudiants.

Aussi, que le Conseil législatif a passé le bill (K) concernant la loi 63 Victoria, chapitre 28, pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

#### Introduction de bills:

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent), que le bill (D) du Conseil législatif concernant l'admission au barreau de certains étudiants soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent), que le bill (K) du Conseil législatif concernant la loi 63 Victoria, chapitre 28, soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

#### Incendie d'un palais de justice

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (H) du Conseil législatif amendant la loi concernant les pertes causées par l'incendie d'un palais de justice soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité:

**M. C.-B. Major (Ottawa)** propose, en amendement, que le paragraphe suivant soit ajouté:

"En remplaçant le paragraphe 19 par le suivant:

"19. La période de temps comprise entre la destruction de la cour et des archives et le premier jour de septembre de l'année suivante, en autant qu'il s'agit de procédures et d'affaires devant la cour du banc du roi, la cour supérieure et la cour de circuit du district, qui se rapportent aux dossiers détruits en tout ou en partie par l'incendie, est exclue de l'opération des

articles 1040, 1550, 1998, 1999, 2242, 2243, 2250, 2251, 2252, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2267 et 2268 du code civil de cette province et des articles 279, 1065, 1175, 1178, 1179, 1209, 1210 et 1211 du code de procédure civile; et, relativement auxdits articles du code civil et du code de procédure civile, ledit premier jour de septembre sera considéré comme étant le jour suivant immédiatement le jour où ladite cour et ses archives ont été détruites."

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a modifié. L'amendement est lu deux fois et adopté.

### Conseil de conciliation et d'arbitrage

**L'honorable L. Guin (Montréal no 2)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 3) concernant les conseils de conciliation et d'arbitrage pour régler les différends industriels.

Adopté.

### En comité:

**L'honorable L. Guin (Montréal no 2)** propose, en amendement, que les articles suivants soient ajoutés:

1. Que les membres des conseil d'arbitrage, constitués en vertu de la loi à laquelle se rapportent les présentes résolutions, seront rémunérés de leurs services en la manière et suivant le tarif que fixera le lieutenant-gouverneur en conseil, à même les deniers affectés à cette fin de temps à autre par la législature;

2. Que chaque membre d'un conseil de conciliation, constitué en vertu de la loi à laquelle se rapportent ces résolutions, sera rémunéré pour ses services, à même les fonds votés par la législature de temps à autre pour cet objet, conformément au tarif suivant:

Assemblée préliminaire	\$3.00
Journée complète de séance, assemblées subséquentes	4.00
Demi-journée de séance, assemblées subséquentes	2.00

3. Que les témoins devant ces conseils de conciliation et d'arbitrage auront droit à la même taxe que les témoins en Cour supérieure, et que cette taxe sera prise à même les fonds affectés à cette fin de temps à autre par la législature.

La question est laissée en suspens.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

### Compagnie du cimetière du Mont-Royal

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 123) amendement l'acte 19-20, Victoria, chapitre 128, intitulé "Acte pour amender et consolider les différents actes qui incorporent la Compagnie du cimetière du Mont-Royal".

Adopté.

### En comité:

**M. W. A. Weir (Argenteuil)** s'oppose à la clause 1 concernant la définition d'un lot.

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** dit que cette clause n'est pas d'une très grande importance et qu'il consent à la biffer du projet de loi.

La clause est retirée.

**M. W. A. Weir (Argenteuil)** s'oppose aussi à la clause 2 considérant qu'elle enlève des droits acquis aux petits propriétaires de lots. Il dit que selon la charte de la Compagnie du cimetière du Mont-Royal, les propriétaires de petits lots ont droit de vote et de parole en ce qui concerne l'administration de la compagnie. Selon le présent bill, seuls les propriétaires de lots ayant 100 pieds de superficie ont des droits de quelque nature et les petits propriétaires sont évincés. L'orateur n'en voit pas la raison, d'autant plus que la modification proposée et acceptée est qu'il y ait un conseil de directeurs et non d'actionnaires. Il propose que la clause soit biffée.

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** ne voit pas le bien-fondé des remarques du représentant d'Argenteuil et dit que les droits de vote des actionnaires sont pratiquement les mêmes que ceux stipulés dans l'ancienne loi.

**M. W. A. Weir (Argenteuil)** répond que, si tel est le cas, il ne voit aucune raison valable d'ajouter les clauses dont il a parlé.

La motion étant mise aux voix, elle est rejetée sur division (24 contre 12).

La question principale est adoptée.

Les clauses 3 à 10 ont été adoptées sans discussion.

**M. le Président (M. A. Bergevin-Beauharnois)** propose l'adoption de la 11e clause, qui se lit comme suit:

"11. Ledit acte est de plus amendé en y ajoutant les sections suivantes:

"XXX. La compagnie pourra disposer des corps des personnes décédées par

inhumation, incinération ou crémation, et, en vertu de la présente loi, ériger pour cette dernière fin une ou des bâtisses convenables et les pourvoir des appareils et facilités qui peuvent être jugés nécessaires pour que cette incinération ou crémation puisse se faire suivant les principes scientifiques reconnus".

**M. N. Garneau (Québec-Comté)** signale que la clause en question a pour effet d'introduire la crémation dans notre province. Il propose en amendement le rejet pur et simple de cette clause, la crémation étant une vieille coutume païenne et anti-chrétienne, contraire à l'enseignement chrétien et catholique romain. Il ne s'y oppose pas comme catholique romain, mais comme chrétien, et aussi dans l'intérêt de la médecine légale. Le gouvernement britannique a toujours refusé de sanctionner la crémation. En plus des catholiques romains, un grand nombre de protestants est contre la crémation. Elle n'a reçu de sanction officielle dans aucun pays civilisé. Il est vrai qu'en Italie, en Allemagne, en France et en Angleterre cette pratique est amorcée jusqu'à un certain point, mais on a toujours refusé de la sanctionner. Ceci étant, cette législature pourrait sûrement suivre une voie semblable sans être accusée d'intolérance. Il s'oppose à sa légalisation officielle ici puisqu'elle est contraire aux sentiments non seulement des catholiques, mais aussi des protestants.

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse):** Après avoir entendu la discussion en comité des bills privés et les remarques de l'honorable député du comté de Québec, je ne vois pas pourquoi il y aurait des objections contre cette clause. Il est évident que les objections contre ce projet de loi sont de deux natures: une objection tirée de l'enseignement de l'Eglise et une autre tirée de la médecine légale. J'ai été un peu ébranlé par cette dernière au comité des bills privés, mais je me suis dit, et je le crois encore, qu'en s'inspirant des législations similaires à l'étranger et surtout en France, où l'on est si méticuleusement soigneux, on pourrait entourer la crémation des corps de toutes les garanties pour la protection de la société et pour la constatation légale des crimes cachés par la crémation.

J'avoue que je n'ai pas compris et que je ne comprends pas encore l'objection tirée de l'enseignement de l'Eglise catholique. Je comprendrais cette objection s'il s'agissait de généraliser la crémation, de passer une loi prescrivant la crémation de tous les corps, car alors, mais alors seulement, les catholiques pourraient élever la voix puisqu'on violenterait leurs croyances; mais, ici, où sont les violences faites aux consciences? Nous décrétons que la crémation sera permise aux personnes qui n'y

ont pas d'objection religieuse ou autres et qui désirent donner une sépulture de cette nature à leurs morts.

Mais on dit: "Comme catholiques, vous ne pouvez pas reconnaître dans une législation un principe contraire à l'enseignement de l'Eglise catholique et à votre croyance". En vérité, voilà une prétention extraordinaire et qui nous mettrait dans une belle posture si elle était acceptée. Tous les jours, dans cette Chambre, nous sanctionnons, par législation, des principes et des croyances qui ne sont pas les nôtres. Sans référer à un débat antérieur, lorsque la semaine dernière, nous avons voté l'incorporation des "Free Methodists" et de la "Chevra Kadisha", une Eglise juive qui a répudié le Saint Evangile, avons-nous renoncé à l'Evangile pour accepter le Talmud?

Comme catholique, je ne suis pas partisan du principe de la crémation, mais il n'y a pas de raison, dans ce pays où tous jouissent de la liberté religieuse la plus complète, nous justifiant de nous opposer à ceux qui y sont favorables. Lorsque le secrétaire de la province - je cite cet exemple entre mille - signe des lettres patentes pour donner l'existence juridique à des loges maçonniques, est-ce qu'il répudie les enseignements de l'Eglise sur la franc-maçonnerie? Évidemment non! Il ne fait que se conformer au droit commun du pays, au droit de libre association, car, Dieu merci, dans cette province, le droit d'association est sacré; il existe pour toutes les fins, excepté celles qui seraient contraires à l'ordre public et aux bonnes moeurs. Tous jouissent de libertés civiles et religieuses égales. Si un groupe de personnes jugent que l'incinération est un moyen convenable de disposer de ses morts, nous pouvons ne pas être du même avis mais nous ne pouvons pas infirmer leur droit de s'associer pour mettre leurs idées à exécution pourvu que cela ne cause préjudice au public en général et ne mette pas en danger la santé publique.

Mais, ça a été là l'argument de l'honorable député du comté de Québec. La crémation est une coutume païenne. Cela se peut, quoiqu'elle me paraisse acceptée par plusieurs sectes protestantes; mais, si cela était, la question n'est pas changée. Autrefois, on enseignait à l'école de droit que "le christianisme est une partie constituante ou intégrante du droit anglais". Le plus haut tribunal de l'Empire a décidé que cette maxime ne faisait plus partie de notre droit public et le Parlement impérial y a manifestement renoncé en admettant dans son sein des juifs et des libres-penseurs.

Nous vivons sous un régime de liberté complète et absolue, et personne plus que les catholiques n'est intéressé au maintien de ce régime dans toute son intégrité. Il regrette infiniment que la question des croyances religieuses ait été mise sur le tapis. Ne

refusons pas aux autres ce que nous serions les premiers à réclamer nous-mêmes. Cette Chambre ne commettra pas l'erreur funeste d'infirmer le vote du comité des bills privés; ce serait une décision regrettable et qui semerait les germes de la discorde dans notre population si paisible. Le rejet de cette clause aurait pour effet d'indisposer fortement nos frères séparés contre nous. Je donne un solennel avertissement. Pour moi, si jamais les droits de mes coreligionnaires sont attaqués, j'essaierai à les défendre avec toute l'énergie dont je suis capable; mais, aussi longtemps que je comprendrai mes devoirs d'homme public, dans un pays mixte comme celui-ci, les droits et les croyances des autres me seront aussi sacrés que mes droits et mes croyances propres. Je veux, et j'espère que ce principe sera sanctionné par la Chambre, la liberté pour tous et pour chacun, comme pour moi-même.

**L'honorable J. J. E. Guerin (Montréal no 6)** soutient que c'est là une clause dangereuse et il insiste fortement pour sa suppression.

Il précise qu'il ne s'oppose pas à cette clause par préjugé, mais par principe. Il a jusqu'ici combattu le bill parce que cette mesure attaque le christianisme, et non parce qu'elle est présentée par la minorité protestante. Il souligne qu'on ne devrait pas demander à une législature chrétienne de sanctionner un rite païen. Il croit aussi qu'il est absolument inutile de demander à la Chambre la permission d'incinérer des cadavres. Il n'y a rien dans les lois de ce pays qui empêche cette méthode de disposer des cadavres. Si le bill était adopté, cela constituerait un danger pour la société et, par ailleurs, il n'est pas approuvé par la majorité des actionnaires.

Ceux qui s'opposent au bill ne veulent priver qui que ce soit de ses droits, puisque, selon les lois de cette province, tout habitant de cette province a le droit de disposer de ses morts de la façon qu'il lui plaît sans passer par la législature, puisqu'il peut le faire inhumer en Chine ou le faire incinérer à Boston. Mais cela suffit et on ne doit pas légaliser l'établissement de fours crématoires. La loi proposée par le représentant de Montréal no 5 (M. M. Hutchinson) est des plus dangereuses. Il a consulté, ces jours derniers, plusieurs protestants qui l'ont félicité sur son intervention contre le bill. Depuis son récent discours prononcé à ce sujet devant le comité des bills privés, il dit avoir rencontré plusieurs actionnaires de la Compagnie du cimetière qui s'opposent aux clauses du bill relatives à la crémation, bien que ces gens soient protestants et que leurs croyances religieuses diffèrent des siennes; ils l'ont remercié pour l'attitude qu'il a adoptée. Comme chrétiens, nous ne devrions pas

encourager dans un pays chrétien ce qu'aucun ministre de l'Évangile ne pourrait endosser de sa propre signature. La question concerne tous les chrétiens et ne touche aucune dénomination ou secte religieuse en particulier.

Les motifs de son opposition à la crémation ne sont pas uniquement religieux. Il croit qu'elle est dangereuse pour la société et qu'elle pourrait empêcher la constatation d'un crime, surtout dans les cas de fraude d'assurances. Lorsqu'un corps est enterré, le mystère entourant la cause du décès peut généralement être résolu par l'exhumation du cadavre, chose manifestement impossible si le corps est incinéré. Pour illustrer ce point, il cite le cas de l'arrestation faite récemment à Montréal d'un jeune médecin et de son complice accusés d'une erreur médicale qui s'était avérée fatale. La preuve a pu être obtenue uniquement par l'exhumation du corps d'une jeune femme et aurait été détruite si le corps de la malheureuse avait été incinéré au lieu d'être enterré.

**M. J.-B.-B. Prévost (Terrebonne)** endosse les remarques de l'honorable secrétaire provincial (l'honorable A. Turgeon). Il est en faveur du principe de cette loi bien qu'il l'ait combattue devant le comité des bills privés, parce que, étant les habitants d'une province qui jouissent de la liberté des cultes, chaque religion doit avoir la liberté d'enterrer ses morts comme elle l'entend, et parce que la crémation en elle-même n'est pas immorale. Il dit qu'au début il s'opposait à cette mesure du point de vue de la jurisprudence médicale, mais maintenant il la considère comme une question de tolérance à l'égard de la minorité et l'approuve. Il prétend que l'opposition de l'Église catholique romaine à la crémation n'est pas dogmatique et dit avoir vu à Milan le testament de prêtres catholiques romains qui avaient demandé à être incinérés. Le refus de la législature de Québec d'accepter ce projet de loi peut soulever des discussions religieuses, ce que nous devons éviter avec soin.

Ceux qui s'opposent à la mesure le font, disent-ils, tant comme catholiques que comme chrétiens. Comme catholiques romains, nous n'avons pas le droit d'imposer nos vues aux protestants, pas plus qu'ils ont le droit de nous imposer les leurs. Comme chrétiens, les anglicans, les baptistes, les presbytériens nous demandent le droit d'incinérer leurs cadavres. Si, sur cette question, ils comprennent le christianisme autrement que nous, devons-nous leur imposer notre manière de voir?

Pouvons-nous, dit-il, empêcher un homme de demander que son corps soit livré après sa mort au four crématoire? Je dis: non! Pouvons-nous empêcher un homme d'avoir un crématoire, s'il se conforme aux

règles de l'hygiène? Je dis également: non! La crémation n'est pas immorale en elle-même; et, si elle ne l'est pas, nous ne pouvons pas nous interposer.

**M. A. Robitaille (Québec-Centre)**

envisage la question sous un autre point de vue. Il existe dans notre province une loi concernant les inhumations. Cette loi est de droit commun. Nous ne pouvons la changer que si l'État le demande. Dans le cas actuel, c'est une compagnie qui demande de changer le mode d'inhumation et non l'État; cette association veut ajouter l'incinération à l'inhumation. Est-ce dans l'intérêt de l'hygiène publique qu'on propose ce nouveau mode? Les promoteurs de la mesure ne nous le disent pas.

Le cas qui occupe la Chambre est très sérieux. En Angleterre, quelques protestants demandèrent une loi analogue; mais le gouvernement s'y refusa; et il ne peut être question que ce sont les catholiques qui ont refusé cette demande, puisque c'est le gouvernement impérial.

L'orateur cite ensuite les autorités de France sur cette question. En 1874, le conseil municipal de Paris, par une délibération du 8 août, invita l'administration à mettre à l'étude la question de la crémation et à ouvrir un concours sur les moyens pratiques à employer. Un arrêté du préfet de la Seine fut rendu conformément à cette délibération, le 15 février 1875. (V. Cadet, op. cit., p. 99 et s; G. Salomon, p. 6).

M. G.-D. Salomon, dans l'ouvrage précité (p. 7 et s.), retrace les efforts tentés par diverses sociétés privées pour arriver à faire triompher, ou tout au moins admettre, le procédé de l'incinération des corps. Ne pouvant rien obtenir directement de l'administration, la Société pour la propagation de la crémation tenta de provoquer l'intervention du gouvernement pour arriver au vote d'une loi. Mais en 1881, le ministre de l'Intérieur refusa d'agir, dans les termes suivants: "Le gouvernement ne croit pas qu'il y ait lieu de prendre en ce moment l'initiative d'un projet de loi sur la matière. Il suit, avec l'intérêt que comporte la gravité du sujet, les essais tentés à l'étranger pour faire entrer la crémation dans nos mœurs. Quand des résultats appréciables auront été obtenus, quand il sera démontré que les populations se disposent à adopter ce mode de sépulture, il y aura lieu d'en étudier l'application en France".

Le rapport de M. Gomot, en 1883, notamment, ne niait pas la gravité de l'objection; toutefois, il constatait que l'intervention d'un médecin qui constaterait la cause du décès et de l'administration qui, en cas de doute, refuserait le permis d'incinérer, étaient des garanties suffisantes.

D'un autre côté, il constatait aussi que le danger allégué n'existait que rarement. "C'est surtout, disait-il, des cas d'empoisonnement qu'il faut s'occuper. Or, en France, pendant une période de dix années, six cent dix-sept cas d'empoisonnement se sont produits. Presque toujours les poursuites ont commencé dans les vingt-quatre heures du décès. Cinq cent douze crimes ont été consommés à l'aide de l'arsenic, du phosphore, du sulfate de cuivre et du vert-de-gris. À l'exception du phosphore, qui ne laisse de traces suffisantes pour les constatations dans aucun cas, ces différentes substances auraient pu se retrouver au moins en partie après la réduction en cendres. La nicotine, les cantharides, la digitaline avaient servi dans les cent cinq cas restants; le feu les aurait détruites ou tout au moins dénaturées et la constatation médico-légale fut devenue impraticable. Ce calcul, ainsi que le fait remarquer M. Casimir Périer, donnerait une moyenne de dix crimes par an et, sur une population de 40 millions d'habitants, un sur 4 millions de vivants. Encore faut-il supposer la crémation appliquée obligatoirement à tous les Français. Certes, malgré la proportion infinitésimale des cas, il est grave d'entraver l'oeuvre de la justice criminelle. Mais faut-il, pour cet intérêt hypothétique et restreint, renoncer aux grandes réformes hygiéniques et économiques? C'est une question sur laquelle la Chambre aura à se prononcer".

En France, on a agité au Parlement la question de la crémation, mais ce n'est que lorsque l'opinion publique se fut prononcée sur cette question que l'État s'est décidé à passer une loi sur ce sujet, mais pas auparavant.

Dans notre province, où est cette expression d'opinion publique? S'est-elle jamais prononcée en faveur de la crémation? Jamais! On n'en a jamais entendu parler. Tant qu'on ne nous aura pas démontré que cette législation est l'expression de l'opinion publique, il déclare qu'il sera contre tout projet de loi de cette nature. Il appuie la demande du député du comté de Québec (M. N. Garneau) à l'effet de faire supprimer la clause relative à la crémation.

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)**

exprime sa surprise en face de l'opposition factice qui est faite à son bill. Il pense que certains membres se méprennent. Pour ce qui est de l'opposition manifestée à l'égard de la crémation sous prétexte qu'elle soit une institution païenne, il dit que la méthode actuelle de disposer des cadavres, l'enterrement, est aussi empruntée à des rites païens et était utilisée en Grèce antique et à Rome. Il demande qu'on accorde à la Compagnie du cimetière du Mont-royal les mêmes libertés religieuses et individuelles qu'aux "Free Methodists" et à la "Chevra



Kadisha". Ce n'est pas une question religieuse mais civile. Et même en supposant qu'elle ait été religieuse, toutes les religions devraient avoir les mêmes privilèges. En effet, toute personne dans cette province jouit du droit demandé et il demande pourquoi il n'est pas accordé à une compagnie. Il est tout à fait faux de prétendre que tous les chrétiens désapprouvent la crémation. Un grand nombre de bonnes gens s'opposent à l'enterrement comme il se fait actuellement pour des raisons d'hygiène et il cite le cas du défunt M. Wolferstan Thomas, gérant de la "Molson's Bank", dont la volonté était d'être incinéré à Boston et de voir faire ramener ses cendres à Montréal. Il était un vrai chrétien distingué, un homme de premier plan dans les bonnes oeuvres et le président de l'hôpital général de Montréal depuis de nombreuses années. Du point de vue de l'hygiène, il n'y a pas de doute que la crémation est de beaucoup préférable à l'inhumation comme méthode de disposer des cadavres.

À Montréal, la cité des morts est maintenant plus dense en population que la cité des vivants. Le village de Côte-des-Neiges est un endroit des moins agréables à habiter du fait qu'il est à proximité du cimetière et que l'eau utilisée par des résidents provient des puits de l'entourage. Il accorde peu d'importance aux craintes exprimées voulant que la crémation soit utilisée pour camoufler un crime et il dit qu'on pourrait prendre les mesures nécessaires pour prévenir ce genre de chose. Dans les cas d'empoisonnement, toute trace de poison végétal disparaît peu de temps après l'inhumation et un compte rendu qu'il a lu disait que, parmi 6200 enquêtes de coroners en Angleterre, il n'y a eu qu'une exhumation.

Il termine ses remarques en demandant à la Chambre de laisser la Compagnie du cimetière protestant Mont-Royal légiférer sur ses propres affaires. La crémation est un droit qui, tout le monde le sait, est accordé à tous les individus. Pourquoi alors refuserait-on ce droit à un groupe d'individus qui s'appellent eux-mêmes une compagnie?

**M. F.-X. Dupuis (Châteauguay)** parle au point de vue de la tolérance et de la liberté, et dit que la Chambre ne peut raisonnablement refuser aux protestants ce qu'ils demandent. Toutes les religions sont libres dans cette province d'enterrer leurs morts comme bon leur semble.

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** dit qu'au comité des bills privés il a voté contre le bill de la crémation, non parce qu'il en condamne le principe, dans lequel il ne voit aucun inconvénient, mais parce que la compagnie qui en fait la demande ne

s'engage pas à remplir toutes les formalités requises pour la protection de la société et du public. Il voudrait au moins que le bill renfermât les conditions qui puissent sauvegarder les lois de l'hygiène et les droits de la société. Il voudrait dans le bill les garanties ou les sécurités telles qu'elles existent, par exemple, dans les lois françaises, comme des certificats provenant de la famille ou de l'officier de santé, etc., qu'il dit être exigés en France lorsqu'une crémation est faite sous la surveillance des gouvernements municipaux et il y a une autopsie pratiquée avant la crémation dans les cas où les certificats médicaux nécessaires font défaut. Dans le bill qu'on soumet ici, la crémation n'est sujette à aucun contrôle de l'autorité municipale ou autre. Il ne contient aucune disposition de nature à assurer au public une sérieuse protection.

Il suggère en conséquence de renvoyer ce projet de loi au comité des bills privés pour y apporter les modifications nécessaires pour en faire une mesure acceptable et préparée de telle sorte qu'elle offre plus de garanties de sécurité pour le public, ou bien encore le soumettre à un comité spécial pour en arriver au même résultat.

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** désapprouve le fait qu'une question si sérieuse soit traitée de façon si médiocre parce que le cas présent n'intéresse que les protestants. Il communique à la Chambre le fruit d'une longue étude qu'il vient de faire sur cette question qu'il considère comme la plus importante, la plus difficile à résoudre et la plus grave qui ait été soumise à la législature depuis qu'il occupe un siège de député.

Il regrette profondément que cette question soit lancée dans cette province comme étant le simple accessoire à un bill privé sans qu'il y ait référence aux personnes qui sont responsables de la gouverne de la province en matière de législation, c'est-à-dire les greffiers de la couronne.

Il précise que le bill est très important et qu'il devrait être étudié en profondeur. Au début, le bill semblait avoir été présenté uniquement pour être modifié; mais il s'aperçoit qu'il s'agit d'un tout nouveau projet. Il comporte de grands principes qu'on ne remarque pas à première vue.

Il dit qu'il a voté contre le principe de la crémation lorsque la question fut discutée au comité des bills privés. Il est d'avis que les clauses étaient bonnes en principe, que celle concernant la crémation devrait être étudiée avant que les membres prennent une décision. Il y a eu des propositions en faveur et contre la crémation. Son attention a été attirée sur le bill par des personnes qui occupent des postes importants à Montréal et dont les croyances religieuses diffèrent des

siennes. À l'appui de ses dires, il lit un télégramme et une lettre qu'il a reçus de Montréal afin de prouver l'opinion ferme exprimée par un certain nombre de protestants qui considèrent le bill comme une demande faite par un groupe uniquement de protestants qui veulent gérer leurs affaires de la façon qu'ils jugent être la meilleure.

Dans la correspondance qu'il a reçue sur le sujet, il y avait le télégramme suivant:

"Notre bill concernant le cimetière ayant passé au comité des bills privés, nous espérons que vous ne refuserez pas, lors du vote, à un groupe formé exclusivement de protestants le droit de gérer ses propres affaires. La réaction serait très forte si le bill était refusé."

À cela il a répondu qu'il se sentait justifié de dire à la Chambre que les protestants de Montréal considèrent que c'est une question purement religieuse. Il a reçu la réponse suivante:

"Merci de votre honorée du 7. Nous soutenons que la Compagnie du cimetière du Mont-Royal est une organisation exclusivement protestante. Lors d'une réunion importante, ils ont unanimement passé la résolution autorisant leurs administrateurs à demander la permission de prendre entente avec Sir Wm McDonald, afin de pouvoir construire un four crématoire dans le cimetière. La très grande majorité de nous, bien que nous ne soyons pas partisans de la crémation au sens large, considérons que la crémation, faite ici selon des règlements appropriés et avec des garanties, est préférable au fait d'envoyer des cadavres se faire incinérer aux États-Unis comme cela s'est fait dans le passé. Nous pensons aussi qu'il ne serait pas désirable, ni juste, ni dans le plus grand intérêt du sentiment que nous désirons si ardemment voir grandir, c'est-à-dire un sentiment de bienveillance entre les deux groupements religieux, que la loi soit refusée à un organisme exclusivement protestant demandant à l'unanimité une mesure législative lui permettant de mener à bien une entreprise qui le concerne uniquement. Au moment où je vous écris, je ne sais pas si le bill a été adopté ou non, mais j'espère qu'il obtiendra l'appui de votre influence afin de permettre, comme je l'ai déjà dit, à un organisme exclusivement protestant de gérer ses affaires internes de la façon qu'il juge être la meilleure même si tel ne semble pas être l'avis de certains catholiques romains. De façon générale, notre évêque ne peut être appelé un partisan de la crémation et pourtant il a écrit, exprimant clairement son point de vue, qu'il serait très regrettable qu'obstacle soit fait à la clause du bill concernant la crémation."

S'il votait contre leur demande de gérer eux-mêmes leurs affaires, les sentiments de la minorité protestante

seraient froissés. Il a aussi reçu d'autre courrier sur le sujet et il se demande maintenant, en tant que membre de la Chambre, en tant qu'ancien premier ministre et en tant qu'avocat, s'il ne devrait pas étudier la question plus en profondeur. Il croit que la question n'a pas été bien posée.

Il décrit les circonstances entourant l'offre que Sir Wm McDonald a faite à la compagnie du cimetière de lui construire un four crématoire et il dit que la correspondance dont il a fait lecture montre à quel point la question est sérieuse aux yeux de certaines personnes appartenant à la minorité protestante de Montréal. Il dit qu'on se trouve presque confronté à la question très importante et très délicate de la liberté religieuse, et les intéressés nous verraient d'un mauvais oeil si nous ne faisons droit à leur demande.

Les autres provinces et le dominion ont les yeux rivés sur la province de Québec.

Il ne faut pas croire que cette question est sans importance, elle doit être tranchée à l'honneur de cette législature. Il fait remarquer que la Chambre se trouve aujourd'hui en face d'une question de liberté individuelle et religieuse des plus graves.

Bien qu'il s'oppose personnellement à la crémation, même si l'Église ne la condamne pas catégoriquement mais la désapprouve, bien qu'il la considère être une coutume païenne contraire aux idées et aux sentiments chrétiens, il est prêt à respecter la croyance des autres, particulièrement dans ce pays où est respectée la liberté de culte et de pensée religieuse. Il répète toutefois qu'il trouve malheureux que ce pays soit appelé à légaliser officiellement une pratique à laquelle la mère patrie, la protestante Angleterre, a toujours refusé jusqu'ici la sanction officielle.

Il n'a pas tellement apprécié la remarque d'un orateur précédent disant que le christianisme n'est pas une partie essentielle de la constitution britannique. Il rejette cette théorie. La déclaration du souverain lors de son accession au trône prouve le contraire. Jusqu'en 1850, les juifs n'étaient pas admis au Parlement impérial, le serment d'office des membres étant fait sur la foi chrétienne. Revenant à la question de la liberté religieuse, il dit qu'elle est une loi fondamentale de notre propre province. Il cite la loi des rectoreries, soit l'article 3439 des statuts révisés: "La jouissance et le libre exercice du culte de toute profession religieuse, sans distinction ni préférence, mais de manière à ne pas servir d'excuse à la licence ni à autoriser des pratiques incompatibles avec la paix et la sûreté de la province, sont permis par la constitution et les lois de cette province à tous les sujets de Sa Majesté qui y vivent." La législature n'a pas le droit de s'immiscer dans les affaires internes du culte et il croit qu'elle

a outrepassé ses pouvoirs lorsqu'elle a adopté la semaine dernière le bill ratifiant l'entente entre le lord-évêque et le recteur de Montréal visant entre autres à mettre en place l'ordre de préséance à la "Christ Church Cathedral" pour certains dignitaires ecclésiastiques. La Chambre n'avait rien à voir dans cette entente, mais elle a préféré donner son accord à ce bill plutôt que de paraître intolérante.

Il se pose comme antagoniste au principe de la crémation et il la conteste du point de vue juridique. Il n'y a pas de doute que l'Église catholique défend la crémation, mais ce n'est pas ce qui doit décider la question actuelle. Le chef de l'opposition se pose cette question: "Un homme a-t-il le droit légal de dire dans son testament de brûler son corps après la mort?". C'est là une question qui a été longtemps discutée mais on n'a pu la résoudre.

Il cite l'intéressante affaire Williams dont la décision a été rendue par le juge Hay, en 1882. La personne en question est décédée en 1876 laissant dans son testament la volonté d'être incinérée. Après sa mort, elle fut inhumée en terre non consacrée à Brompton. Un parent chargé de l'exécution du codicille demandant sa crémation a obtenu du ministre de l'Intérieur un ordre permettant l'exhumation du corps, ordre accordé à condition que le corps soit réinhumé ailleurs en terre consacrée. Le corps a été envoyé en Italie où il a été incinéré et les cendres ont été ramenées et mises en terre consacrée. Les exécuteurs testamentaires ont été poursuivis à cause du coût du transport du corps, de sa crémation, etc.; et la cour a décidé que la clause du testament concernant la disposition du corps du testateur ne pourrait être exécutée, mais que les exécuteurs avaient droit de possession dudit corps et qu'il était de leur devoir de l'enterrer. D'autre part, il a aussi été décidé qu'il n'existe pas de droit de propriété sur un cadavre et la question reste en suspens à savoir s'il est légal ou non d'incinérer un cadavre. Plus tard, il y a eu la cause Regina vs Price dans laquelle un homme a incinéré le corps d'un enfant et a été traduit en justice. Le juge Stevens a décidé que cela ne constituait pas une infraction grave d'incinérer plutôt que d'enterrer un cadavre, à moins que cela soit fait d'une façon qui porte atteinte aux droits du public ou à la moralité publique. Cette décision a été soulevée deux fois à la Chambre des communes la même année lorsque, en réponse à une enquête, Sir William Harcourt a dit qu'il ne voulait pas se prononcer sur la légalité de la crémation mais qu'il ferait tout en son pouvoir pour empêcher une pratique qu'il croit être répréhensible et incompatible aux sentiments de la collectivité en général.

Il est en faveur de rendre justice à la

minorité protestante; mais il est personnellement contre la crémation à cause des dangers qu'elle offre pour la société. Il ajoute que dans la Cyclopedia of the laws of England, sous la rubrique "Cremation" qui révisé l'évolution du phénomène jusqu'à ce jour et l'accepte du point de vue de l'hygiène, on dit: "Les conditions d'après lesquelles le rite peut être accompli sans danger ne sont pas définies, le Parlement ayant refusé jusqu'ici d'adopter toute loi réglementant la crémation de peur de lui accorder une sanction positive au lieu de la sanction purement négative ci-dessus (celle du juge Stevens). Pour le moment, la loi doit être considérée comme en suspens. Juridiquement, le droit de propriété sur un cadavre n'existe pas".

Après avoir référé aux allusions que saint Paul a faites à l'inhumation dans ses Épîtres, il ne veut pas jouer au théologien mais il est évident que l'inhumation était pratiquée dans tous les pays civilisés. Aucune loi en Angleterre ne permet la crémation. Personnellement, il s'y oppose parce qu'elle est une relique du paganisme. Il ne voit aucune raison justifiant ce changement. Il n'y a pas une seule loi globale sur cette question. Il dit que le Parlement anglais n'a jamais voulu se prononcer sur ce droit ou sanctionner ce principe. Si la Chambre veut accepter le principe de la crémation, qu'on prenne toutes les précautions possibles. La clause qui est soumise à la députation est mauvaise. Il regrette infiniment qu'on demande à cette Chambre, la législature de la plus vieille province du dominion, la première colonie anglaise, de se prononcer sur le sujet. Si elle en accepte le principe, elle serait la première législature à le faire, à sanctionner une pratique que le gouvernement de la mère patrie a refusé par deux fois de sanctionner. Il aurait aimé, que la mère patrie, qui est le parent de notre constitution, ouvre la voie dans ce domaine avant que nous soyons saisis de cette question ici, dans la province de Québec. Pour sa part, il ne prend pas sur lui la responsabilité de demander à la Chambre d'accepter ou de rejeter ce principe. Du reste, il demande pourquoi brusquer les choses avant que le bill soit soumis à l'attention du gouvernement, gardien de la constitution ou du procureur général, gardien de la loi. C'est le Parlement fédéral, d'après lui, et non le Parlement d'une province, qui devrait légiférer sur la crémation ou se prononcer sur le principe de l'incinération. Il regrette qu'on ait saisi cette province de cette importante question, et une question entraînant des conséquences si graves ne devrait pas être réglée à la légère et sans avoir obtenu l'attention qu'elle mérite. Il trouve déplorable que l'étude de cette mesure ne puisse être différée jusqu'à ce que la Chambre soit plus éclairée sur le sujet.

Mais il examinera la question du point de vue du Québec; et puisque la Chambre semble appuyer ce principe, il s'inclinera devant la majorité mais il demandera que des garanties et des dispositions nécessaires soient ajoutées au bill, comme l'a suggéré le représentant de Kamouraska (M. L.-R. Roy). La clause ne peut être acceptée telle qu'elle est.

**M. E. Roy (Montmagny)** dit qu'il a voté contre ce bill au comité des bills privés et qu'en principe il est encore contre la crémation; mais depuis, il a fait, comme le chef de l'opposition, une étude spéciale de cette importante question et il en est venu à la conclusion que, par tolérance, il ne s'opposera pas à l'adoption de cette clause pourvu qu'elle renferme toutes les garanties possibles. Cependant, il est favorable à l'idée de remettre le projet à l'étude en le soumettant à un comité spécial et de l'amender de manière à le rendre acceptable. Il suggère que le bill soit soumis à un comité spécial.

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** propose que le comité se lève et demande la permission de siéger de nouveau.

Adopté.

Le comité fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

#### **Charte de Pointe-au-Pic**

**M. J. Morin (Charlevoix)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 70), amendant la loi 40 Victoria, chapitre 56, relative au village de la Pointe-au-Pic et augmentant ses pouvoirs soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Crédit foncier du Bas-Canada**

**M. H. Champagne (Deux-Montagnes)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 115), amendant la loi concernant le Crédit foncier du Bas-Canada soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Documents:**

##### **Transactions concernant l'école normale Laval**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 21 février 1901, demandant:

1. Copie de tous arrêtés en conseil au sujet de l'acquisition d'un terrain ou site pour l'école normale Laval, depuis la dernière session;

2. Copie de tous contrats et de toute correspondance à ce sujet;

3. Copie d'un état indiquant les sommes dépensées tant pour l'acquisition que pour les dépenses de réparation, d'installation, d'agrandissement, etc. (Document de la session no 32)

##### **Inspecteurs de chaudière à vapeur des manufactures**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 28 février dernier, pour:

1. Une liste des noms de tous les inspecteurs de chaudière à vapeur des manufactures de la province de Québec, ainsi que l'indication de leur résidence;

2. Une liste des noms des examinateurs qui leur ont donné leurs certificats, ainsi que l'indication de leur résidence. (Document de la session no 31)

#### **Municipalité de Saint-Stanislas-de-Kotska**

**M. P. Pelletier (Sherbrooke)** propose que son bill (no 42) intitulé "Loi érigeant la municipalité de Saint-Stanislas-de-Kotska soit référé au comité spécial des douze représentants des douze comtés anglais de la province pour être étudié et référé à la Chambre pour sa passation.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

Séance du 13 mars 1901

Sous la présidence de l'honorable H.-B. Rainville

La séance s'ouvre à 3 heures.

**Dépôt et lecture de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table de la Chambre:

- par M. Langelier, la pétition du révérend M. Rouleau et autres, de L'Assomption, Matane;
- par M. Tessier (Rimouski), la pétition de B. Ouellet et autres, de Saint-Anaclet, Rimouski;
- par M. Allard, la pétition du révérend M. Paquin et autres, de Saint-David, Richelieu.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

- de C.-S. Leboutillier et al., de la municipalité de York, comté de Gaspé;
- de Gabriel Myles et al., de la municipalité de Pabos, comté de Gaspé;
- du révérend C.-P. Côté et al., de la municipalité de l'Anse-du-Cap, comté de Gaspé;
- de J. W. Bechervaise et al., de la municipalité de Gaspé South, comté de Gaspé;
- du Dr Pidgeon et autres, de la municipalité de Gaspé, comté de Gaspé;
- de N. Bélanger et al., de la municipalité de York, comté de Gaspé, demandant qu'une charte soit octroyée à la compagnie "Canadian Atlantic and Western Railway".

**Rapports de comités:**

**M. A. Tessier (Rimouski):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement:

- bill (no 66) concernant la succession de feu John Pratt;
- bill (no 122) permettant à Eugène-Alexandre Dorion d'ajouter à son nom les mots "de Saint-Ours";

Aussi, le bill (no 135) ratifiant une convention concernant les taxes d'écoles imposées sur les propriétés de la "Dominion Cotton Mills Company Limited", dans la ville de Magog, auquel il a fait certain amendement qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le

troisième rapport du comité permanent de la législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'il les a adoptés sans amendement:

- bill (no 102) amendant la loi concernant les corporations de villes;
- bill (no 103) amendant l'article 165 du code de procédure civile.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'il les a adoptés avec certains amendements, savoir:

- bill (no 87) amendant l'article 2260 du code civil;
- bill (no 148) amendant l'article 314 du code de procédure civile;
- bill (no 149) amendant la loi concernant l'érection et la division des paroisses;
- bill (no 147) amendant l'article 65 du code civil;
- bill (no 89) amendant l'article 5290 des statuts refondus concernant les compagnies d'assurance mutuelle;
- bill (no 150) amendant l'article 94 du code de procédure civile.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'il les a rejetés:

- bill (no 85) amendant la loi concernant les dentistes;
- bill (no 91) amendant le code de procédure civile;
- bill (no 92) amendant l'acte des élections de Québec, 1895.

Votre comité a aussi examiné le bill (no 80) intitulé "Loi concernant le barreau de la province de Québec" et a l'honneur de faire rapport qu'il recommande, vu qu'il est bien important, de l'étudier pendant la vacance et de l'examiner ensuite à la prochaine session.

**M. T. B. de Grosbois (Shefford):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et des compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (no 78) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Wolfe, Mégantie et Lotbinière et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté avec plusieurs amendements.

**Introduction de bills:**

**M. D.-J. Décarie (Hochelaga)** demande

la permission d'introduire un bill (no 134) amendant la charte de la ville de Saint-Louis.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### Barreau de la province de Québec

**M. F.-X. Dupuis (Châteauguay)** propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. A. Bergevin), que le bill (no 80) concernant le barreau de la province de Québec, rapporté aujourd'hui du comité, soit de nouveau référé au comité de la législation et des lois expirantes pour reconsidération.

Adopté.

#### Loi électorale du Québec

**M. H. Champagne (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. N. Garneau), que le bill (no 92) amendant la loi électorale de Québec, 1895, rapporté aujourd'hui du comité comme ayant été rejeté, soit de nouveau renvoyé au comité de la législation et des lois expirantes pour reconsidération.

Adopté.

#### Interpellations:

##### Remplacement du président de la Société d'industrie laitière

**M. J.-A. Vaillancourt par M. J.-C. Chapais**

**M. L.-J. Allard (Yamaska):** 1. Le gouvernement est-il informé si l'usage s'est établi, dans la Société d'industrie laitière, de remplacer le président, à l'expiration de son terme, par le vice-président, tel qu'énoncé dans les deux paragraphes suivants de la page 6 du numéro du journal *La Vérité*, du 2 février 1901: "M. Vaillancourt, le président, ayant fini son terme, devait être remplacé par M. J.-C. Chapais, le vice-président, qui, dans les deux ans, aurait été remplacé à son tour par le vice-président d'alors. C'est l'usage qui a toujours été suivi depuis que la société existe. M. Chapais devait donc être porté à la présidence en vertu de la coutume qui veut que le vice-président devienne président."

2. Est-il à la connaissance du gouvernement que cette coutume ait existé depuis le 27 novembre 1890?

L'honorable L. Gouin (**Montréal no 2**): Nos 1 et 2. Le gouvernement ignore l'existence de cette coutume.

Il n'a pour se renseigner à ce sujet que les rapports des élections annuelles contenus dans les rapports annuels de la Société d'industrie laitière qui constatent que les messieurs dont les noms suivent ont été élus présidents et vice-présidents pour la période couverte par l'interpellation:

#### Pour l'année

#### Président:

#### Vice-Président:

1891	M. N. Bernatchez, M.P.P.	M. l'abbé Montmigny
1892	M. l'abbé T. Montmigny	M. S. A. Fisher
1893	M. l'abbé T. Montmigny	M. S. A. Fisher
1894	M. l'abbé T. Montmigny	M. S. A. Fisher
1895	M. l'abbé T. Montmigny	M. S. A. Fisher
1896	M. l'abbé T. Montmigny	M. S. A. Fisher
1897	M. Milton McDonald, M.P.P.	M. J.-C. Chapais
1898	M. Milton McDonald, M.P.P.	M. Henri Bourassa, M.P.
1899	M. J.-A. Vaillancourt	M. J.-C. Chapais
1900	M. J.-A. Vaillancourt	M. J.-C. Chapais

Bien que le rapport annuel de la Société pour 1900 ne soit pas encore imprimé, le gouvernement a cependant appris par la presse que MM. J.-A. Vaillancourt et J.-C. Chapais ont été réélus président et vice-président de la Société pour l'année 1901, en décembre dernier, à Fraserville.

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** répond, à la deuxième question, que ce n'est pas la coutume. Pour moi, dit-il, qui connais

le motif de la question puisque j'ai assisté à la dernière convention annuelle de la Société d'industrie laitière, à Fraserville, je me permettrai de faire remarquer que M. Vaillancourt, de Montréal, a été réélu à l'unanimité des délégués. Un peu avant l'élection des officiers, un petit groupe se mit en tête de fourrer de la politique au sein de cette Société, de là la décision de la grande majorité de réélire le président.

**Plaintes contre le registrateur,  
M. L. de G. Lachaine**

**M. J.-B.-B. Prévost (Terrebonne):** 1. Le gouvernement est-il informé que des plaintes sérieuses, appuyées d'affidavits, ont été faites contre Louis de Gonzague Lachaine, registrateur pour le comté de Terrebonne?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement entend-il prendre action sur ces plaintes?

**L'honorable H. T. Duffy (Brome):** 1. En octobre 1897, il fut porté plainte, sur laquelle une enquête fut ouverte par l'inspecteur des bureaux d'enregistrement, dont le rapport exonérait le registrateur. Une nouvelle plainte fut faite le 19 février 1901.

2. Le gouvernement n'a pas l'intention de donner effet à cette nouvelle plainte.

**Subventions aux sociétés de colonisation  
et concession de lots**

**M. J.-B.-B. Prévost (Terrebonne):** Quelles sont les sociétés de colonisation qui sont subventionnées par le gouvernement?

2. Quel est le montant de la subvention à chacune de ces sociétés?

3. Le gouvernement exerce-t-il un contrôle tant sur la dépense des sommes allouées que sur le nombre des nouveaux colons mentionné dans les rapports de ces sociétés?

4. Quel est le nombre de lots concédés pendant l'année 1899-1900 dans les diverses régions de colonisation sous les auspices desdites sociétés?

5. Quel est le nombre de ces lots mis en exploitation?

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur):** Nos 1, 2 et 3. La subvention aux sociétés de colonisation est réglée par l'article 1731 des statuts refondus: "Le département de la Colonisation et des Mines paie en travaux qu'il approuve un montant égal au tiers des recettes de chaque société". Une subvention, établie sur cette disposition de la loi, a été payée pour la dernière année fiscale pour le compte de chacune des sociétés de Québec et de la cité de Sherbrooke. (Voir rapport du département de la Colonisation et des Mines pour 1899-1900, pages 122, 123.) Le gouvernement n'a pas de contrôle sur les colons que dirigent les sociétés, excepté quant aux conditions d'établissement requises par le billet de location qui leur est octroyé.

4. 16 lots comme suit:

Dans Crespieul et Malherbe,  
par la Société de colonisation  
de Saint-Sauveur

1

Dans le canton Nantel,  
sous les auspices de la So-  
ciété mutuelle colonisation  
des ouvriers de la paroisse

de Québec

3

Dans le canton La Minerve,  
octroyés gratuitement sous  
les auspices de la Société  
de colonisation de Montréal

12

5. Impossible de répondre à cette question, à moins de faire au préalable inspecter ces lots par l'agent ou un garde forestier.

**Admission à l'exercice d'une profession**

**M. C. Langelier (Lévis)** propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. W. A. Weir), que le 5e paragraphe de la 57e règle de cette Chambre soit suspendu et ne soit pas appliqué aux bills suivants:

- bill (no 56) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Marc-Aurèle Lemieux au nombre de ses membres, après examen;

- bill (no 57) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Omer Drouin au nombre de ses membres, après examen;

- bill (no 45) autorisant F. H. A. Baxter à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec;

- bill (no 46) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre J. P. Pidgeon à la pratique de la médecine et de la chirurgie;

- bill (no 121) autorisant Joseph-David-Édouard Barras à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec, et qu'instruction soit, en conséquence, donnée au comité des bills privés.

Je sais qu'il existe une répugnance marquée à mettre de côté cette règle. Pour ma part, je suis aussi opposé que qui que ce soit à ce qu'au moyen d'une législation l'on dispense des jeunes gens des examens nécessaires pour être admis dans ces différents corps. Et cette règle a été établie dans le passé pour faire main basse sur les abus qui se pratiquaient alors.

Cette règle est injuste. Ceux en faveur desquels je demande la suspension de la règle sont dans une situation absolument favorable, comme on va le voir.

M. Baxter est un gradué de l'université de Toronto qui a obtenu ses diplômes avec tous les honneurs sur la théorie et sur la pratique. Depuis trois ans, il a été immatriculé à Montréal et demande à être admis dentiste après examen.

Le cas de M. Barras est également favorable. Il a étudié l'art dentaire à New York, chez le docteur Fournier; en 1896-97, il s'est fait immatriculer au "New York Dental School"; en 1898-99, il a été gradué à Baltimore à l'université de Maryland. Depuis le 20 septembre, il a étudié sous l'un des dentistes les plus distingués de cette ville, le docteur Lanthier.

Je ne crois pas que l'Association des dentistes soit fortement opposée à ces deux bills. Elle ne se réunit qu'une fois l'an et partant (sic), il n'a pas été possible d'obtenir son assentiment.

Le docteur Pidgeon, lui, est le fils du docteur Pidgeon de Percé. Il a fait un cours classique complet au collège de Rimouski. Il est diplômé des universités Laval et Victoria de Montréal. Pendant trois ans, il a pratiqué dans le Nouveau-Brunswick et pendant sept ans aux États-Unis. Il voudrait revenir dans son pays et on lui refuserait ce privilège? Ce serait une injustice.

M. Aurèle Lemieux est le fils de notre ancien collègue, aujourd'hui l'honorable juge Lemieux, de Sherbrooke. C'est un garçon de talent, comme son père. Il a subi tous ses examens et est prêt à subir les derniers, mais veut se faire relever de certaines erreurs dans sa cléricature. Allons-nous lui refuser cette simple justice?

M. Drouin est dans le même cas. C'est le fils d'un avocat distingué de cette ville qui a tous ses certificats d'étude et d'admission à l'étude. Il veut faire rectifier certaines erreurs dans son brevet. Où est le mal?

On sait que nos cours d'études sont très longs; ils durent huit années. Après cela, vient la cléricature qui dure encore trois ou quatre ans. Voilà donc onze ans de la vie d'un jeune homme employés à étudier, et l'on voudrait le forcer à rester six mois à ne rien faire, quand il est prêt à subir ses examens, à cause de certaines irrégularités dans son brevet. Allons-nous faire souffrir ces jeunes gens-là des erreurs qu'ils ont commises par simple ignorance de la loi?

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** s'oppose au fait de suspendre une règle chaque fois qu'elle devient un peu gênante. Il s'oppose au principe de la motion car la législature devrait s'en tenir à ses règles. Si c'était une question personnelle, il appuierait la motion, mais la création de cette règle avait un but et elle devrait être respectée ou être abolie complètement des règlements de la Chambre.

La Chambre s'est prononcée, à plusieurs reprises, pour le maintien de cette règle et, l'année dernière encore, elle a réaffirmé le même principe. Il dit que lorsque la règle a été adoptée en Chambre, la question avait été examinée à fond et qu'elle avait été adoptée par la très grande majorité de membres. Il pense qu'il est très peu digne de pratiquement dire en Chambre que l'adoption de cette règle a été une erreur. Mais puisqu'on viole cette règle tous les ans, qu'on l'abolisse. Mais, si on la laisse dans les règlements de la Chambre, eh bien, qu'on s'y conforme dans tous les cas, et n'allons pas exposer la Chambre à se contredire d'un jour à l'autre.

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** souligne que le procureur général devrait prendre position clairement dans cette affaire car cela commence à constituer un abus que des bills semblables soient soumis à la Chambre chaque année.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** répond que ces bills tiennent de la législation privée qui relève entièrement de la Chambre et qu'il ne peut exprimer l'opinion du gouvernement. La Chambre n'a peut-être pas suivi une voie logique lorsqu'elle a adopté ces bills, puis a regretté de l'avoir fait par après. C'est une bonne règle que d'obliger les pétitionnaires à obtenir l'autorisation des conseils ou des bureaux des différentes professions. La demande de suspension de la règle ne constitue pas une requête ordinaire; elle se résume par une demande d'abolition de la règle, ce à quoi il s'oppose énergiquement. Les mêmes choses se présentent à chaque session. Les bills sont adoptés et, une fois que tout est terminé, la Chambre devient vertueuse et dit: "Nous ne le ferons plus jamais". Nous avons une règle, et une bonne, disant qu'un candidat doit obtenir l'autorisation du bureau professionnel avant d'être admis. De cette façon, tous les candidats compétents pourront largement être admis. Le ministre n'a jamais entendu parler de plaintes portées contre le Conseil du barreau ou contre les corps réquissant les autres professions, selon lesquelles ils auraient abusé de leurs privilèges. Et il ne voit pas pourquoi la Chambre devrait supplanter leur décision. Il est complètement contre la motion de suspension. Il est d'opinion que la Chambre devrait s'en tenir à la règle. En la violant aussi souvent, on la rend nulle.

**M. T. B. de Grosbois (Shefford)** n'entend pas, comme député, se laisser imposer des restrictions par une association quelconque, et il se réserve le droit de se prononcer sur les cas qui seront soumis à cette Chambre. Il se dit en faveur de l'abolition de la règle puisqu'elle est violée. Il sait que les candidats qui ont de l'argent et de l'influence politique à l'appui ont plus de chances de succès que ceux qui n'en ont pas, car c'est un fait connu de tout le monde qu'avec de l'argent et des influences, un étudiant peut entrer facilement dans une profession libérale comme médecin par exemple, tandis qu'un pauvre malheureux qui n'a pas le sou, mais qui est parfaitement qualifié, se verra repousser du corps des médecins ou des avocats.

**M. J.-B.-B. Prévost (Terrebonne)** exprime l'opinion que cette règle est une sauvegarde pour les professions libérales, mais qu'on ferait mieux de l'abolir, puisqu'on la viole si souvent. Pour lui, il se réserve le



droit de se prononcer sur les cas qui sont soumis à la législature; car il arrive souvent qu'un jeune homme doué de beaucoup de talent et possédant toutes les qualités requises pour exercer une profession libérale n'est pas admis à en faire partie, faute de protection ou de moyens pécuniaires.

**M. A. Girard (Rouville)** est en faveur du maintien de la règle, parce que c'est une protection pour les professions libérales. C'est au Conseil du barreau ou au collège des médecins de décider quand cette règle doit s'appliquer.

**M. L.-P. Fiset (Saint-Maurice)** partage les vues exprimées par le député de Lévis (M. C. Langelier).

**M. E. Roy (Montmagny)** reconnaît qu'il se présente des cas tout à fait favorables et pour lesquels on doit mettre la règle de côté. La législature doit avoir le droit de se prononcer sur la valeur de ces cas. Avec cette règle, on rend la législature dépendante des bureaux des différentes professions libérales.

La députation a le droit de se prononcer sur chaque cas et ne doit pas être enchaînée par aucune règle. Dans le cas présent, il est en faveur de la suspension de la règle.

**M. J.-A. Lane (Québec-Est)** est en faveur de la suspension de la règle. Pourquoi? Parce que la législature doit revendiquer les privilèges et les droits du peuple et, en second lieu, parce que la législature doit être indépendante des bureaux des différentes professions libérales. Il proteste énergiquement contre le fait que les bureaux et les conseils de profession dirigent la législature. Il ne veut pas être lié par une règle qui exige l'autorisation du barreau ou de la médecine pour permettre à un homme de s'adresser à la législature dans le but d'obtenir justice. Ce sont les droits et les libertés populaires qu'il est chargé de protéger, et il ne reculera pas devant son devoir. Il soutient, ainsi que le représentant de Montmagny (M. E. Roy), que la Chambre doit toujours faire preuve d'indépendance dans toutes les décisions qu'elle est appelée à rendre.

Pourquoi les députés de la province abandonner leurs privilèges aux mains des conseils ou des bureaux professionnels? Ils ont des droits à faire valoir et ils ne sont pas envoyés à la législature pour devenir les esclaves du Conseil du barreau ou du collège des médecins, des chirurgiens et des dentistes de cette province. C'est une chance qu'ils puissent dire en Chambre ce qu'ils veulent bien dire. Il est toujours facile à un fils d'un gros monsieur de se faire admettre dans une profession libérale, tandis que le

fils d'un pauvre ouvrier aura toutes les misères du monde à faire partie du barreau ou de la faculté de médecine; la politique, les influences, les capitaux jouent un grand rôle sous ce rapport. La Chambre doit respecter les droits du peuple, et c'est pour cette raison qu'il votera pour la proposition du député de Lévis. Les députés ont été élus par le peuple pour légiférer et ils n'abandonneront pas leurs privilèges entre les mains des bureaux professionnels. Il aura son franc parler en Chambre et ne sera l'esclave de personne.

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** en vient à la conclusion que la Chambre passe par une crise révolutionnaire. Il fait observer que le discours qu'il vient d'entendre est un des plus révolutionnaires qui aient jamais été prononcés en cette Chambre. On veut tout bouleverser; on veut abolir ce qui a été édifié l'année dernière et même les années précédentes. L'année dernière, la Chambre a décidé, presque à l'unanimité, d'imposer cette règle pour empêcher que la législature ne soit asslégée, à chaque session, de demandes innombrables de cette nature. Il est contre la motion et la qualifie d'insulte à la Chambre.

De plus, les accusations portées par le représentant de Shefford (M. T. B. de Grosbois) étaient tendancieuses et devraient être scrutées. La même question revient devant la Chambre tous les ans et l'an dernier, suivant la motion de l'honorable M. Robidoux, il a été unanimement décidé de mettre fin à cet état de choses qui dépassait les bornes. Considère-t-on que les membres de la dernière législature étaient des fous pour avoir adopté la résolution de l'an dernier? Abolissez toutes les lois et alors la révolution et l'anarchie seront maîtres. On a parlé de l'indépendance de la Chambre et des droits populaires. Mais on a oublié un fait important: l'indépendance de la Chambre ne peut être violée que lorsqu'il s'agit de législation publique. Ici, il ne s'agit pas de législation publique, mais d'une question d'une nature privée. Or, dans ce dernier cas, la Chambre se constitue en tribunal judiciaire, et la Chambre ne peut remplir les fonctions d'un tribunal judiciaire que pour des questions d'une extrême importance et parce qu'elle a pu juger du fait et du droit. C'est ce qui n'est pas démontré dans le cas qui nous occupe. La tendance qu'on constate en cette Chambre de tout changer et de tout détruire est tout à fait déplorable. Dans tous les cas, il est bien convaincu que la Chambre aurait tort de supprimer cette règle 57 ou de la suspendre pour favoriser tel ou tel cas.

**M. C. Langelier (Lévis)** a déjà fait connaître son opinion sur cette question. Il est opposé aux demandes de ce genre qui

sont formulées par des étudiants qui n'ont pas subi d'examen. Quant aux étudiants qui ont fait un cours d'études brillant et qui ont passé tous les examens exigés par la loi, avec le plus grand succès, il est prêt à leur tendre la main. Autrefois, on admettait dans le barreau des gens qui n'avaient subi aucun examen.

L'honorable chef de l'opposition nous a parlé de révolution. Mais les anciens membres de cette Chambre se rappellent que l'honorable M. Taillon a proposé lui-même la suspension de cette règle. C'est donc le chef de la révolution. Après tout, les révolutionnaires d'aujourd'hui ne sont pas en trop mauvaise compagnie et les bouleversements qu'on leur attribue ne sont pas aussi redoutables qu'on le prétend.

**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)** a toujours prétendu qu'il fallait s'en tenir à la règle de la Chambre qui impose l'obligation d'obtenir l'autorisation du Conseil du barreau, du collège des médecins, de la chambre des notaires, etc., avant de demander la passation d'une loi concernant les professions libérales. Naturellement, il n'est pas esclave des décisions de ces corps, car il y a parfois des cas exceptionnels qui sont soumis à la Chambre; mais, il y a quelques années, il a été décidé de référer ces bills aux conseils des professions afin d'obtenir leur autorisation et cela a sauvé beaucoup de temps. Il a lui-même proposé la suspension de la règle 57, mais il a déclaré en même temps que la loi qu'il présentait avait reçu l'autorisation requise dans pareil cas.

Nous devons rendre justice à tout le monde sans violer les droits ou les privilèges de la Chambre. Nos prédécesseurs nous ont tracé la marche à suivre ou établi un mode de procédure; un examen pour l'admission et un examen final. Tous les étudiants, qu'ils soient fils de juge, fils d'avocat, fils de riche, fils d'ouvrier, fils de pauvre, doivent remplir ces obligations tracées par la loi. S'ils sont trouvés compétents, ils sont admis dans les professions libérales.

Il arrive quelquefois que des étudiants n'ont pu se conformer à la loi, et que leurs demandes sont favorables. En présence de ces faits, la législature s'est posé une règle; pour éviter une perte de temps, elle dit aux étudiants: "Nous nous en rapporterons aux conseils des différents corps de profession. S'ils approuvent votre cas, tant mieux: nous l'étudierons; s'ils le désapprouvent, nous ne nous obligeons pas à le considérer." Voilà ce qui doit avoir lieu. Cependant, la Chambre a toujours le droit de revenir sur la règle qu'elle a tracée elle-même.

On a fait valoir l'argument que, dans la plupart des cas, il s'agissait de jeunes gens dont les parents possédaient une grande fortune. Dans la question qui nous occupe, on ne peut pas invoquer le même argument et

dire que les quatre jeunes gens pour lesquels on demande la suspension de la règle sont des fils de parents pauvres et ne jouissant d'aucune influence; car l'un est le fils d'un juge, l'autre le fils d'un avocat distingué, le troisième est un dentiste pratiquant qui possède déjà de l'argent, et le quatrième n'est pas dans une situation désespérée. De sorte qu'il ne leur est pas difficile de trouver la somme de \$200 pour présenter un bill à la législature.

Le courant semble être aujourd'hui en faveur des demandes de ce genre, et la Chambre a parfaitement le droit de se prononcer sur la valeur des cas qui lui sont soumis. Mais il est d'opinion que les députés se prononceront à regret et qu'à la fin de la session, ils seraient peut-être heureux de revenir à l'ancien état de choses, car la règle que nous discutons est sage, dans l'intérêt des professions et dans l'intérêt public.

Dans l'Ontario, la législature n'est pas saisie de demandes comme ici. Est-ce qu'on comprend mieux là-bas qu'il vaut mieux être professionnel par la science que par la politique?

Il est inutile de discuter cette question plus longuement. Il se contentera d'ajouter que la Chambre ne commettra aucune injustice envers les jeunes gens dont il s'agit maintenant, si elle retarde de six mois leur admission à la pratique d'une profession, car ils n'auront rien à souffrir de ce retard.

En terminant, il déclare de nouveau qu'il est en faveur du maintien de la règle de la Chambre dans le cas actuel.

Et la question étant soumise, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bergevin, Blanchard, Cardin, Caron (Maskinongé), Chênevert, Cherrier, Cochrane, Cooke, Daigneault, Décarie, de Grosbois, Dupuis, Fiset, Garneau, Gillies, Girard, Gosselin (Missisquoi), Hearn, Kennedy, Lacombe, Lane, Langelier, LeBlanc, Major, Morin (Charlevoix), Neault, Parent, Pelletier (Sherbrooke), Perrault, Prévost, Roy (Kamouraska), Roy (Montmagny), Roy (Saint-Jean), Smith, Tanguay, Taschereau, Tellier, Walker et Weir, 39.

**Contre:** MM. Allard, Chicoyne, Dechène, Duffy, Flynn, Giard, Gosselin (Iberville), Gouin, Guerin, Hutchinson, Lemay, Pelletier (Dorchester), Robitaille, Tessier (Rimouski) et Watts, 15.

Ainsi, la proposition est résolue dans l'affirmative.

**M. Samuel-Robert Martin**

**M. C.-B. Major (Ottawa)** propose, appuyé par le représentant de Yamaska (M. L.-J. Allard), que le paragraphe 5 de la 57e règle soit suspendu et ne soit pas appliqué

au bill (no 64) intitulé "Loi autorisant Samuel-Robert Martin à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec" et qu'instruction soit, en conséquence, donnée au comité des bills privés.

Adopté sur division.

#### M. Léopold Houle

**M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1)** propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. C.-A. Chênevert), que le 5e paragraphe de la 57e règle de cette Chambre soit suspendu et ne soit pas appliqué au bill (no 133) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre L. Houle au nombre de ses membres, après examen.

Adopté sur division.

#### Demande de documents:

##### Procès par jury en matière civile dans le comté de Gaspé

**M. X. Kennedy (Gaspé)** propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. E. Blanchard), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toutes requêtes et de toute correspondance antérieures, depuis deux ans, au 23 de mars 1900, ayant trait à aucun amendement à la loi concernant les procès par jury, en matière civile, dans le comté de Gaspé.

Adopté.

#### Chemins avoisinant Montréal

**M. J. Cochrane (Montréal no 4)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 82) amendement l'ordonnance 3 Victoria, chapitre 31, pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet, et les divers actes et ordonnances qui l'amendent.

Adopté.

Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

#### Travaux de la Chambre

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** propose, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable H. T. Duffy) que, lorsque la Chambre s'ajournera, vendredi, elle s'ajourne à onze heures, a.m., samedi prochain.

Adopté.

#### Loi 63 Victoria, chapitre 28

**L'honorable H. T. Duffy (Brome):** Il semble que le bill présenté la session

dernière par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier) visant à augmenter l'amende dont sont passibles les personnes convaincues d'avoir pratiqué la médecine illégalement a été adopté par l'Assemblée mais rejeté par le Conseil législatif. On a annoncé par erreur à la fin de la session qu'il avait été adopté par le Conseil législatif et sanctionné par le lieutenant-gouverneur. On peut en effet le trouver sous le titre de "Loi 63 Victoria, chapitre 28". Il y a maintenant un bill (K) devant la Chambre mentionnant les faits énoncés ci-dessus et déclarant que cette soi-disant loi ne fait pas partie des statuts de cette province.

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** dit également quelques mots à ce sujet.

**MM. L.-P. Pelletier (Dorchester) et J.-M. Tellier (Joliette)** prétendent que, l'an dernier, il a été couché dans les statuts certains amendements qui n'ont jamais été faits par le Parlement.

#### Conseils de conciliation et d'arbitrage

**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 3) concernant les conseils de conciliation et d'arbitrage pour régler les différends industriels.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

**L'honorable L. Gouin (Montréal m 2)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant les conseils de conciliation et d'arbitrage pour régler les différends industriels.

Adopté.

#### En comité:

**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)** propose:

1. Que les membres des conseils d'arbitrage, constitués en vertu de la loi à laquelle se rapportent les présentes résolutions, seront rémunérés de leurs services en la manière et suivant le tarif que fixera le lieutenant-gouverneur en conseil, à même le fonds consolidé de la province.

Adopté.

2. Que chaque membre d'un conseil de conciliation, constitué en vertu de la loi à laquelle se rapportent ces résolutions, sera rémunéré pour ses services à même le fonds consolidé de la province, conformément au tarif suivant:

Assemblée préliminaire	\$3
Journée complète de séance, assemblées subséquentes	4
Demi-journée de séance, assemblées subséquentes	2

Adopté.

3. Que les témoins devant ces conseils de conciliation et d'arbitrage auront droit à la même taxe que les témoins en Cour supérieure, et que cette taxe sera payée à même le fonds consolidé de la province.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que les résolutions soient renvoyées au comité général appelé à considérer le bill (no 3) concernant les conseils de conciliation et d'arbitrage pour régler les différends industriels.

**L'honorable L. Guin (Montréal no 2)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 3) concernant les conseils de conciliation et d'arbitrage pour régler les différends industriels.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

**L'honorable L. Guin (Montréal no 2)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Admission au barreau de certains étudiants

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (D) du Conseil législatif concernant l'admission au barreau de certains étudiants soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs

Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

#### Municipalité de Saint-Stanislas-de-Kotska

**M. P. Pelletier (Sherbrooke)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. L.-P. Fiset), que le bill (no 42) érigeant la municipalité de Saint-Stanislas-de-Kotska, rapporté du comité des bills privés, mardi, le 12 courant, soit de nouveau référé au comité des bills privés; les intéressés ayant décidé de limiter leur demande de pouvoirs à ceux dont avis a été donné, suivant les règles de la Chambre, et qui font de ce bill un bill privé.

Adopté.

#### M. Omer Drouin

**M. C. Langelier (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 57) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Omer Drouin au nombre de ses membres, après examen, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### M. Marc-Aurèle Lemieux

**M. C. Langelier (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 56) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Marc-Aurèle Lemieux au nombre de ses membres, après examen, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### M. Stanley Burns

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 118), autorisant Stanley Burns à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### M. Samuel-Robert Martin

**M. C.-B. Major (Ottawa)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 64), autorisant Samuel-Robert Martin à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### M. Aurélien Bernatchez

**M. E. Roy (Montmagny)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 79), autorisant

le barreau de la province de Québec à admettre Aurélien Bernatchez au nombre de ses membres, après examen, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**M. Moïse Véronneau**

**M. A. Girard (Rouville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 38) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Moïse Véronneau à la pratique de la médecine, après examen, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**M. J. J. Barry**

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 137), autorisant le barreau de la province de Québec à admettre J. J. Barry au nombre de ses membres, après examen, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**M. L. Houle**

**M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 133), autorisant le barreau de la province de Québec à admettre L. Houle au nombre de ses membres, après examen, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Municipalité scolaire de Sainte-Cunégonde**

**M. D.-J. Décarie (Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 125) concernant l'instruction publique dans la municipalité scolaire de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il représente que, vu l'augmentation de sa population, il est devenu nécessaire d'apporter les modifications ci-après énoncées relativement à la perception des contributions et des taxes scolaires, à la manière de faire l'élection des commissaires d'écoles d'icelle.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**M. J. P. Pidgeon**

**M. C. Langelier (Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 46) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre J. P. Pidgeon à la pratique de la

médecine et de la chirurgie soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**M. F. H. A. Baxter**

**M. C. Langelier (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 45) autorisant F. H. A. Baxter à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**M. Joseph-David-Édouard Barras**

**M. C. Langelier (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 121) autorisant Joseph-David-Édouard Barras à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**M. Cyrille-F. Lussier**

**M. A. Girard (Rouville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 144) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Cyrille-F. Lussier à la pratique de la médecine et de la chirurgie soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Charte de Grand-Mère**

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 113) amendant la charte d'incorporation du village de Grand-Mère soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**"Warden King and Son, Limited"**

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 136) constituant en corporation "Warden King and Son, Limited" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Taxation des magasins à rayons**

**M. J. Cochrane (Montréal no 4)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 146) amendant la loi 62 Victoria, chapitre 58, section 8, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**M. J.-E. Boily**

La Chambre, suivant l'ordre du jour, reprend le débat ajourné sur la motion proposée, vendredi le 8 mars courant: Que la partie du cinquième rapport du comité des bills privés, présenté à la séance du 8 mars courant, recommandant la suspension du 5e paragraphe de la 57e règle de cette Chambre, en ce qui concerne le bill (no 51) autorisant le collège des médecins et chirurgiens à admettre J.-E. Boily au nombre de ses membres, soit maintenant adoptée.

Et la question étant posée, la proposition est résolue dans l'affirmative.

**"The William Strachan Company"**

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 41) constituant en corporation "The William Strachan Company".  
Adopté.

**En comité:**

Les articles 1 à 9 sont adoptés sans discussion.

Le comité étudie l'article 10 qui se lit comme suit: "Toute décision de la compagnie concernant l'émission de nouveau stock ou débetures sera publiée dans la Gazette officielle de Québec et dans deux journaux publiés dans le district de Montréal dans les langues française et anglaise respectivement."

Cet article est retranché.

Les articles 11 à 15 sont adoptés sans discussion.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. L'amendement est lu deux fois et adopté.

La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Succession M. T. Viau**

**M. D.-J. Décarie (Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 55) concernant la succession de feu Théodore Viau.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. D.-J. Décarie (Hochelaga)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**M. Ashley Bemis Tower**

**M. W. A. Weir (Argenteuil)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 140) autorisant la Société canadienne des ingénieurs civils à admettre Ashley Bemis Tower au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. W. A. Weir (Argenteuil)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à 6 h 40.

Séance du 14 mars 1901

Sous la présidence de l'honorable H.-B. Rainville

La séance s'ouvre à 3 heures.

**Documents:**

**M. l'Orateur** met devant la Chambre l'état des affaires de la "Church Home of Montreal" pour l'année 1900. (Document de la session no 18)

**Dépôt et lecture de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur la table:

- par M. Cardin, la pétition du révérend M. Guilbert et autres, de Sainte-Anne-de-Sorel, Richelieu;
- par M. Fiset, la pétition du révérend M. Gravel et autres, de Saint-Boniface-de-Shawinigan, Saint-Maurice;
- par M. Langelier, la pétition de E. Rouillard et autres, de la Rivière-à-Pierre, Portneuf.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

- de T. Butler et autres s'opposant à l'érection de la municipalité de Saint-Stanislas-de-Kostka;
- de R. Bridgette V. E. Ball et autres s'opposant au bill (no 42), érigeant en municipalité Saint-Stanislas-de-Kostka;
- et de J. McCrory et autres, s'opposant au bill concernant la "Laing Packing and Provision Company".

**Rapports de comités:**

**M. É. Lalonde (Vaudreuil):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que, dans chaque cas, les avis requis ont été donnés, savoir:

- de "The Point St. Charles Amateur Athletic Association" demandant une charte;
- de Walter G. Mitchell demandant une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres.

Quant à la pétition de la ville de Chicoutimi, demandant des amendements à sa charte, votre comité trouve que les avis n'ont pas été publiés pendant tout le temps requis dans les journaux français, cependant, votre comité est d'opinion que les avis sont suffisants, convaincu qu'il est que toutes les parties intéressées sont bien informées de la demande.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour

recevoir les rapports sur les bills privés soit prolongé jusqu'au 22 de ce mois, inclusivement.

Il est résolu, que cette Chambre concoure dans le rapport du comité, moins en ce qui concerne la ville de Chicoutimi.

**L'honorable F.-G.-M. Dechène (L'Islet):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent d'agriculture. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (no 8) intitulé "Loi amendant la loi concernant l'agriculture" et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements.

**M. H. Champagne (Deux-Montagnes):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent de la législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'il les a adoptés sans amendement:

- bill (no 92) intitulé "Loi amendant la loi électorale de Québec, 1895";
- bill (no 106) intitulé "Loi amendant l'article 3435 des statuts refondus, concernant les pouvoirs des fabriques";
- bill (no 104) intitulé "Loi amendant l'article 1785 du code civil".

Votre comité a aussi examiné le bill (no 83) intitulé "Loi amendant le code civil et décrétant des dispositions relatives à l'adoption" et a l'honneur de faire rapport qu'il suggère d'en faire une étude pendant la vacance de cette Chambre.

**M. C. Langelier (Lévis):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

- bill (no 63) intitulé "Loi modifiant de nouveau la charte de la cité de Hull";
- bill (no 48) intitulé "Loi érigeant la municipalité de Sainte-Catherine-de-Hatley";
- bill (no 142) intitulé "Loi constituant en corporation la "Montreal Light, Heat and Power Company";
- bill (no 58) intitulé "Loi amendant la loi concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de Saint-Paul de Montréal";
- aussi, le bill (no 44) intitulé "Loi dégageant de toute responsabilité les acquéreurs des immeubles légués par feu

Simon Valois" qu'il a l'honneur de rapporter sans amendement.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants qu'il a l'honneur de rapporter sans amendement:

- bill (no 131) intitulé "Loi révisant et refondant la charte de la cité de Trois-Rivières";

- et bill (no 65) intitulé "Loi concernant la "Laing Packing and Provision Company".

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour recevoir les rapports du comité des bills privés soit prolongé jusqu'au 22 de ce mois, inclusivement.

Adopté.

#### Introduction de bills:

**M. F.-X. Dupuis (Châteauguay)** demande la permission d'introduire un bill (no 112) constituant en corporation "The Point St. Charles Amateur Athletic Association".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. C.-A. Chênevert (Berthier)** demande la permission d'introduire un bill (no 126) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Walter S. Mitchell au nombre de ses membres.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. J.-É. Duhamel (L'Assomption)** demande la permission d'introduire un bill (no 154) amendant la loi de l'instruction publique, dans le but de déterminer la valeur de la propriété qualifiant un commissaire ou un syndic d'écoles.

Par l'article 148 du code scolaire, il suffit, pour avoir droit de voter aux élections des commissaires d'écoles, d'être propriétaire de biens-fonds et d'avoir payé toutes ses contributions scolaires. Le projet de loi amendant cet article exigerait que les biens-fonds qualifiant les propriétaires à voter à ces élections soient estimés à au moins \$50 en valeur réelle et que le propriétaire soit majeur et du sexe masculin, ce qui n'est pas prévu par la loi actuelle.

Le même projet de loi aurait de plus pour but d'exiger des commissaires et des syndics d'écoles une qualification foncière de \$200.

Par la loi actuelle, il leur suffit d'être propriétaires de biens-fonds, leur valeur réelle n'étant même que d'une piastre.

Les curés catholiques romains et les ministres du culte d'une autre dénomination religieuse auraient le droit d'être élus commissaires et syndics d'écoles sans qualification foncière dans les municipalités scolaires qu'ils desservent, comme par la loi actuelle, mais pourvu qu'ils résident dans

cette municipalité.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. H.-S. Béland (Beauce)** demande la permission d'introduire un bill (no 29) amendant le chapitre 2e du titre VIe des statuts refondus de Québec.

L'objet de ce bill est d'obliger les juges de la Cour du banc du roi à résider à Québec pendant la durée complète du terme de la cour. Cette demande repose sur plusieurs plaintes des avocats parce que certains juges ont pris l'habitude de quitter Québec lorsque les intéressés dans les causes ne sont pas tout à fait prêts à procéder.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** demande la permission d'introduire un bill (no 11) concernant le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Wright.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. J. Cochrane (Montréal no 4)** demande la permission d'introduire un bill (no 155) autorisant les municipalités des cités et villes à faire des dépenses nécessaires pour la réception de Son Altesse royale le duc de Cornwall et York.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. L.-A. Taschereau (Montmorency)** demande la permission d'introduire un bill (no 24) amendant l'article 1994c du code civil.

Cet article donne aux hommes de chantier un privilège sur les billots qu'ils coupent. Sous le système actuel, le marchand de bois est exposé, une fois qu'il a déjà payé son contracteur, à payer une seconde fois aux ouvriers (sic).

L'amendement a pour effet de protéger le marchand de bois en obligeant les ouvriers à lui donner un avis qu'ils n'ont pas été payés.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. L.-A. Taschereau (Montmorency)** demande la permission d'introduire un bill (no 26) amendant l'article 1234 du code civil, afin de permettre de contredire un acte quand il y a un commencement de preuve par écrit.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. L.-A. Taschereau (Montmorency)** demande la permission d'introduire un bill (no 27) amendant les articles 835 et 896 du code de procédure civile. 11 a pour but d'étendre les dispositions du capias.



Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** demande la permission d'introduire un bill (no 30) amendant l'article 213 du code civil.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

#### Fréquentation scolaire

**M. T. B. de Grosbois (Shefford):** 1. Combien y a-t-il d'enfants, dans la province de Québec, qui n'assistent pas à l'école pour cause de pauvreté?

2. Combien y a-t-il d'enfants, dans la province de Québec, qui ne peuvent assister à l'école à cause de la trop grande distance de leur résidence à la maison d'école?

3. Combien y a-t-il d'enfants, dans la province de Québec, qui n'assistent pas à l'école à cause de la négligence ou de la mauvaise volonté des parents?

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse):** Nos 1, 2 et 3: Le département de l'Instruction publique n'a pas ces renseignements. On ne les trouve, d'ailleurs, dans les statistiques d'aucun pays du monde.

**Demande de documents:**

#### Établissement de féculeries au Québec

**M. L.-J. Allard (Yamaska)** propose, appuyé par le représentant d'Ottawa (M. C.-B. Major) qu'il soit mis devant cette Chambre copie de tous documents, correspondance, rapports, etc., depuis le premier janvier 1898, au sujet de l'établissement de féculeries dans cette province.

Il fait l'historique de l'établissement de cette industrie dans la province, et il croit qu'elle est de celles que le gouvernement peut encourager sans nuire au succès et au développement de l'industrie laitière qui a sauvé de la ruine nos cultivateurs, grâce aux encouragements des gouvernements. Il demande la production de ces documents afin de pouvoir procurer à la Chambre, et surtout aux députés qui représentent des comtés ruraux, les renseignements qui leur sont demandés à ce sujet par leurs électeurs. Il ajoute que cette industrie a pris naissance dans le comté de Yamaska et que, depuis, des députés ont désiré être renseignés à ce sujet.

Il dit que le gouvernement doit encourager, autant que possible, l'établissement, dans cette province, d'industries agricoles. Ce sera le meilleur moyen de favoriser la colonisation, car, du moment que

la culture est payante, une foule de jeunes gens, fils de cultivateurs qui émigrent aux États-Unis, préféreront aller s'établir sur nos terres non défrichées.

L'industrie laitière a contribué puissamment à améliorer le sort de la classe agricole. Mais il ne faut pas se croiser les bras. Il faut tâcher d'en créer de nouvelles. Celle de la féculerie va de pair avec l'industrie laitière.

Il remercie l'honorable commissaire de l'Agriculture (l'honorable F.-G.-M. Dechène) de l'aide qu'il a donnée à la manufacture établie à la Baie-du-Febvre il y a deux ans, et espère que le gouvernement continuera à l'aider et à en assurer le bon fonctionnement. Il dit qu'avec un peu d'encouragement, cette industrie deviendra aussi importante que l'industrie de la pulpe et que l'industrie laitière.

**L'honorable F.-G.-M. Dechène (L'Islet)** promet que les documents demandés seront produits immédiatement, et que le gouvernement sera toujours disposé à aider cette industrie et toutes autres qui seraient dans l'intérêt des cultivateurs. Les féculeries fonctionnent très bien. Outre celle de Yamaska, mentionnée par l'honorable député, il y en a une autre qu'on ne peut passer sous silence, c'est celle de Sainte-Luce, comté de Rimouski, qui a très bien réussi.

Il croit devoir profiter de l'occasion pour assurer à la Chambre que le gouvernement, lorsqu'il s'agira d'encouragements à donner à la classe agricole, fera tous ses efforts, comme dans le passé, pour faire un usage profitable des sommes mises à sa disposition, quelle que soit la nature de l'industrie qu'on se propose de développer, pourvu qu'elle doive profiter aux habitants de la campagne. Oui, le gouvernement sera toujours disposé à aider aux industries agricoles, mais c'est aux cultivateurs à prendre l'initiative.

Le gouvernement n'a pas deux politiques sur ce point. Si on se plaît dès aujourd'hui à lui accorder quelques mérites d'une bonne administration, il saura dans l'avenir faire son devoir et tout son devoir, comme dans le passé.

La proposition est adoptée.

#### Corporations de villes

**M. L.-A. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 102) amendant la loi concernant les corporations de villes.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. L.-A. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu pour la

troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Dépôt par la partie défenderesse

**M. L.-A. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 103) amendement l'article 165 du code de procédure civile.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. L.-A. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Contrat de mariage

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 147) amendement l'article 65 du code civil.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Code de procédure civile, article 314

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 148) amendement l'article 314 du code de procédure civile.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Code de procédure civile, article 94

**M. C.-B. Major (Ottawa)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 150)

amendant l'article 94 du code de procédure civile.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

#### Érection et division des paroisses

**M. L.-J. Allard (Yamaska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 149) amendement la loi concernant l'érection et la division des paroisses.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. L.-J. Allard (Yamaska)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Fréquentation scolaire obligatoire

**M. T. B. de Grosbois (Shefford)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. W. A. Weir), que le bill (no 97) à l'effet d'assurer une meilleure assistance aux écoles publiques soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il soutient que le bill est nécessaire. Je veux par cette législation, dit-il, forcer les parents négligents à envoyer leurs enfants à l'école, et pour obtenir cette fin, j'impose une amende aux pères de famille qui se rendent coupables de cette négligence. Dans la région est de la province, ils sont nombreux les enfants qui sont privés de l'instruction à cause de la négligence des parents. Or, avec son projet de loi, il veut atteindre les parents négligents. Son bill concerne seulement les enfants âgés de 8 à 13 ans et il stipule qu'ils devraient fréquenter l'école au moins 16 semaines de chaque année scolaire.

J'ai fait tout à l'heure une interpellation importante au gouvernement. Je lui ai posé trois questions sur l'assistance à l'école. Et l'on m'a répondu d'une bien drôle de manière, c'est-à-dire en ne me donnant aucun renseignement. Si mon bill est adopté, et j'espère qu'il le sera, il me sera ensuite facile d'avoir des informations sur le sujet contenu dans mon interpellation. Le secrétaire provincial ne pourra plus alors éluder la question, et pourra me donner les explications que je lui demanderai. Et voici pourquoi:

D'après mon bill, les secrétaires-trésoriers des commissions scolaires devront préparer, chaque année, une liste des enfants de l'arrondissement qui doivent fréquenter les écoles. Ils transmettront une copie de cette liste à chaque instituteur d'une école

publique. L'instituteur ou l'institutrice, après la réception de l'extrait de la liste en question, fera connaître aux secrétaires-trésoriers les noms des enfants qui ne fréquentent pas l'école ou qui y assistent d'une manière irrégulière.

Les secrétaires-trésoriers donneront l'avis voulu par la loi aux parents dont les enfants n'assistent pas à l'école, et si les parents refusent d'obéir, ils seront passibles d'une amende, dans les cas où les parents seront convaincus de négligence ou de mauvaise volonté. Les statistiques scolaires seront transmises au gouvernement, et alors le secrétaire de la province ne pourra pas prétendre qu'il n'y a pas de parents négligents dans cette province, quand on sait qu'il y a 6000 à 7000 enfants qui ne vont pas à l'école.

Mon projet de loi renferme des exceptions. Ainsi, ne seront pas tenus d'assister à l'école:

1. Les enfants qui en ont été exemptés par la commission scolaire de leur croyance religieuse, après preuve satisfaisante qu'ils sont atteints d'incapacité physique ou intellectuelle qui les rend incapables d'y assister;

2. Les enfants qui résident à plus de deux milles d'une école publique de leur croyance religieuse;

3. Les enfants qui reçoivent à la maison, dans une institution privée ou ailleurs, un enseignement qui n'est pas inférieur à celui donné aux enfants de même âge dans les écoles publiques de la municipalité scolaire de leur croyance religieuse.

Connaissant les enfants pauvres, les commissaires d'écoles pourront prendre les moyens de leur venir en aide.

On dit que mon projet de loi empiète sur les droits des pères de famille. Je n'ai pas eu le temps de faire une étude bien approfondie de cette question. Mais je ne crois pas que cette législation soit aussi funeste qu'on le prétend et je m'appuie pour le soutenir sur les autorités suivantes, dont je prends la liberté de faire connaître les vues sur cette question:

Mgr Sauvé: "Ici se présente, écrit-il, la question de savoir si l'État a le droit de rendre obligatoire pour tous ses sujets une certaine dose d'instruction. Sans vouloir me prononcer absolument sur cette question, je n'oserais contester entièrement à l'État le droit de rendre obligatoire du moins en certains temps et lieux l'instruction élémentaire rigoureusement utile ou nécessaire."

Mgr Ketteler, le célèbre évêque de Mayence: "L'État a le droit, en vertu même de sa mission, d'exiger de ses sujets une certaine somme, si faible qu'elle soit, de connaissances élémentaires et de forcer les parents qui ne peuvent ou ne veulent pas

procurer par d'autres moyens cette éducation à leurs enfants à profiter de l'école publique, supposé bien entendu qu'elle soit en harmonie avec les convictions religieuses et avec la conscience du chef de famille."

Jérôme de Medecis, l'un des meilleurs commentateurs de saint Thomas, écrit, textuellement: "Le souverain établira par une loi que les adolescents doivent étudier les lettres, afin que, par cette étude, se forment les citoyens et que le bien commun de la conservation de la justice et de la paix soit procuré."

Taparelli, illustre théologien, dans un essai théorique du droit naturel, s'exprime en ces termes: "Il est du devoir de l'autorité civile de veiller à ce que chaque enfant reçoive une instruction convenable. Elle a l'obligation, comme tenant la place de ce Père suprême dont dérive toute paternité, de réveiller les parents de leur léthargie et de forcer un père dénaturé à se conduire en père et non pas en tyran à l'égard de ses enfants."

Saint Thomas: "La loi a le bien commun pour but. C'est pourquoi il n'est aucune vertu dont les actes échappent à ses prescriptions. La loi humaine ne peut cependant pas porter sur tous les actes de toutes les vertus, mais seulement sur ceux qui sont susceptibles de se rapporter au bien commun soit immédiatement comme ceux qui sont faits directement à cause du bien commun, soit médiatement comme ceux qui, rentrant dans une bonne éducation par laquelle sont formés les citoyens sont rapportés par le législateur au bien commun de la conservation par ceux de la justice et de la paix."

Charles Perrin, économiste catholique que les conservateurs intransigeants se plaisent à citer, est beaucoup plus formel: "Que le père, dit-il, oublie qu'il se doit à ses fils jusqu'à la plus complète abnégation de soi; qu'il se fasse au milieu des siens une extrême existence égoïste, sans souci de l'obligation que Dieu lui impose de faire de ses enfants des hommes pour l'Église et pour l'État; osera-t-on, en face d'un mal si grand, dénier à l'État le droit de pourvoir par l'instruction obligatoire à l'avenir des jeunes générations et à la conservation du corps social lui-même?"

Le cardinal Manning: "L'État est fondé à pourvoir à l'éducation du peuple. Il lui appartient de se protéger contre les dangers de l'ignorance ou du vice, causes ordinaires de troubles et de crimes, et il a le devoir de protéger les enfants contre la négligence et l'abandon de leurs parents, de veiller à ce qu'ils reçoivent une éducation suffisante pour pouvoir pénétrer dans la société des hommes et des citoyens."

Je pourrais citer d'autres autorités, mais celles-ci suffisent pour prouver que je ne marche pas en mauvaise compagnie. Si

ma loi est adoptée, dans deux ou trois ans, elle aura rendu des services signalés à la province et l'instruction publique aura fait un grand pas dans la voie du progrès.

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** propose en amendement, appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin) que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "dans six mois" soient ajoutés à la fin de la motion.

M. l'Orateur, si la députation, au lieu d'être aussi sympathique pour l'honorable député de Shefford, voulait lui jouer un mauvais tour, elle n'aurait qu'à laisser inscrire dans nos statuts la loi qu'il veut y mettre et, dans deux ans, au bout d'une année peut-être, il reviendrait devant la Chambre confesser l'erreur de ses ambitieuses visées éducationnelles. Il y a dans ce projet de loi deux choses: une question de principe et une question d'opportunité. L'honorable député s'est évertué à démontrer que l'instruction obligatoire n'est pas contraire à la doctrine de l'Église catholique et il a appuyé sa démonstration de citations empruntées à quelques-uns des plus grands noms de l'Église. Sur ce point, je suis d'accord avec l'honorable député, pourvu qu'il entende - et je crois que c'est là son système - laisser aux parents le choix de l'école et le choix de l'instituteur. Donner à l'État un contrôle absolu et exclusif sur l'école est une proposition condamnée par l'Église et condamnée d'ailleurs par tous les esprits vraiment libéraux; c'est un empiètement sur les droits de la conscience et la liberté individuelle, et c'est une tyrannie, la plus odieuse des tyrannies, que de forcer les parents à confier l'esprit et le cœur de leurs enfants à des maîtres dont ils contestent la moralité et la compétence ou dont ils redoutent les principes religieux.

Il ne s'oppose pas carrément au principe de l'instruction obligatoire, mais il faut admettre qu'elle porte atteinte aux libertés individuelles, qu'elle oblige les pères de famille à confier leurs enfants aux soins de maîtres dans lesquels ils n'ont peut-être pas confiance et que l'État a le pouvoir de contraindre les parents à envoyer leurs enfants se faire enseigner par des personnes auxquelles ils peuvent être justifiés de s'opposer.

Le moins que l'on puisse dire, ajoute-t-il, c'est que l'instruction obligatoire, dans le système de l'honorable député, est une question libre. Elle a même des partisans enthousiastes. L'honorable député a cité le cardinal Manning, saint Thomas, Mgr Sauvé, etc., etc. Il aurait pu ajouter Mgr Ireland, Mgr Ketteler, l'éminent archevêque de Mayence (sic), M. Randu, qui a donné sa vie à l'étude de ces délicates questions et qui n'a jamais cru manquer à ses devoirs de fils

soumis de l'Église en prônant l'instruction obligatoire. Il aurait pu ajouter que M. le comte de Mun, le grand orateur catholique, et qui consacre toute l'énergie de sa belle carrière à l'amélioration des classes laborieuses est, lui aussi, un champion des mêmes idées. Fait moins connu, peut-être, mais à coup sûr, plus décisif, c'est que celui qui a été représenté comme le type et le modèle de l'homme d'État chrétien, celui dont la presse catholique du monde entier et le souverain pontife lui-même ont, dans plus d'une circonstance, proclamé la pureté de la vie et la sûreté des principes, Garcia Moreno, a établi dans ses États l'instruction gratuite et obligatoire. Sur ce point donc, je suis d'accord avec l'honorable député de Shefford, mais l'entente arrête ici.

Je combats ce projet de loi parce que je le crois inutile, inefficace, et de nature à créer un malentendu regrettable. L'honorable député propose, il ne faut pas l'oublier, une loi pénale. Or, c'est un principe élémentaire de législation qu'aucune loi pénale ne doit être proposée, à moins de raisons graves et de nécessité absolue. Où sont les raisons graves et comment a-t-il démontré cette nécessité? Les statistiques seules l'auraient justifié et les statistiques sont contre lui. J'ai déjà eu l'honneur, il y a deux ans, de démontrer devant cette Chambre qu'au point de vue de l'assistance, nous occupions la première place dans la Confédération et que notre moyenne était supérieure à celle de la plupart des États de la grande république voisine. Autrefois, le nombre des réfractaires était assez grand, mais il n'a fait que diminuer d'année en année, et aujourd'hui, le chiffre de l'assistance à l'école est de nature à donner satisfaction. Que démontrent les statistiques plus récentes? Sur une population scolaire, (c'est-à-dire en âge de fréquenter l'école), de 239 000 enfants, 6800 seuls s'abstiennent et encore n'avons-nous aucune donnée sur le nombre de ceux qui fréquentent les écoles libres. Or, l'an dernier, il y en avait 8000; en 1894, il y en avait 25 000; et en 1899, 30 000. C'est-à-dire, monsieur, que sans vexations, sans amendes et sans emprisonnement, mais par des moyens de persuasion légitimes, par les conseils des hommes en autorité, par les efforts des membres du clergé de toutes les dénominations religieuses, car, ici, il y a entre tous une heureuse émulation, le noyau des réfractaires diminue chaque année. Voilà pourquoi je soutiens que votre législation est inutile. Je ne veux pas et j'espère que je ne voudrai jamais de la coaction (sic) et des gendarmes là où peut s'exercer l'action salutaire de la raison. Il importe d'éviter toute mesure coercitive, car elle nous exposerait à perdre une partie du terrain que nous avons gagné. Il importe surtout d'éviter toute mesure de nature à jeter des germes de discorde dans nos rangs. Cette loi est

inutile; je dis qu'elle serait de plus inefficace. Il croit que le bill du représentant de Shefford est présenté à un moment inopportun. Pour augmenter l'assistance à l'école ou du moins la maintenir au même niveau, il faut faire comprendre aux parents leurs devoirs vis-à-vis leurs enfants et pour cela l'aide du clergé est nécessaire.

Le projet de loi est une utopie dangereuse, dit-il. Le représentant de Shefford demande que toute personne qui a la garde ou prend soin d'un enfant âgé de huit à treize ans envoie cet enfant à une école publique de la municipalité où il réside durant seize semaines au moins de chaque année scolaire pendant laquelle une telle école y reste ouverte, et que quiconque contreviendra à l'obligation ci-dessus prescrite soit passible, pour la première infraction, d'une amende n'excédant pas deux piastres, et pour toute infraction subséquente, d'une amende n'excédant pas cinq piastres.

Cette demande est injuste pour les chefs de famille qui n'ont pas même de quoi vivre, encore moins les moyens de payer pour envoyer leurs enfants à l'école. Il serait plus rationnel de demander d'abord l'éducation gratuite et de travailler à relever le niveau du corps enseignant. La loi du représentant de Shefford provoquerait des malentendus regrettables et sèmerait des germes de méfiance parmi les diverses classes de la société. Nous devons marcher de concert avec le Conseil de l'instruction publique; ce serait une grave erreur que de songer à mettre de côté les sages avis des distingués membres du clergé qui font partie de ce corps. Il ne peut être question de comparer la province de Québec à la Suisse et il sera toujours injuste de faire cette comparaison ou toute autre semblable aussi longtemps que la Suisse sera ce qu'elle est avec l'exigüité de son domaine et le groupement compact de sa population et aussi longtemps que la province de Québec sera ce qu'elle est avec l'immensité de son territoire et le disséminement (sic) de sa population. Cette loi serait inefficace à cause de l'éloignement de l'école, de l'étendue des arrondissements scolaires, de l'état des chemins et de la rigueur des saisons. Elle sera inefficace aussi parce que, dans certains cas, c'est la pauvreté, c'est la rareté des bras pour l'agriculture qui forcent les parents à retenir leurs enfants. Non, monsieur! Soyons pratiques et ne nous laissons pas entraîner par des utopies d'autant plus dangereuses qu'elles sont inspirées par des sentiments généreux et par les plus louables intentions. Quand vous aurez décrété l'amende et l'emprisonnement, aurez-vous amélioré l'état de la voirie, aurez-vous rapproché l'enfant de l'école, aurez-vous, surtout, tempéré la rigueur de nos hivers

canadiens? Je dis que cette loi aurait un résultat néfaste, car les pères de famille comprendront moins la grandeur morale de leur obligation, ils en sentiront moins bien le caractère et la portée si vous lui donnez une sanction dégradante. Vous aurez des hommes forcés, vous n'aurez pas des hommes convaincus.

Il n'y a que deux moyens de favoriser l'assistance à l'école: l'un matériel, l'autre moral. Faisons disparaître les objections d'une nature physique et que j'ai indiquées il y a un instant; travaillons à relever le niveau du corps enseignant; surveillons les conditions hygiéniques de l'école et surtout, faisons comprendre aux parents toute l'étendue de leur devoir. Il nous faut, pour atteindre ce but, la coopération active du clergé. Or, une partie du clergé de cette province n'entretient pas sur le principe même de l'instruction obligatoire les mêmes opinions que nous, et cette mesure créerait, j'en ai peur, un malentendu regrettable et qu'il faut éviter. Nous avons besoin sur cette question de l'éducation populaire, que nous avons tous tant à cœur, nous pouvons différer sur les moyens, mais nous sommes d'accord sur le but, nous avons besoin de la coopération de toutes nos forces vives, et n'allons pas, méprisant nos traditions et les enseignements de notre histoire, nous aliéner le concours de la première des autorités morales, l'autorité religieuse, cette autorité que l'on peut quelquefois discuter, mais qu'il faut toujours, en somme, respecter.

Voilà ce qu'il faut avoir le courage de dire dans ce débat. J'exprime l'idée des penseurs et des philosophes et, parmi ceux-là, il s'en trouve qui ne sont pas des croyants, qui se sont préoccupés de l'avenir de notre race. Nous avons échappé aux orages du passé, à la grande tourmente qui devait nous emporter, par diverses causes que les historiens ont depuis longtemps indiquées et analysées. Les mêmes causes produisent les mêmes effets et tous ceux qui veulent le maintien de notre nationalité, qui veulent lui faire au soleil une place de plus en plus grande, de plus en plus importante, apprécieront la portée de mes paroles. Ce n'est pas en vain qu'un peuple cherche à sortir de son alvéole, du moule dans lequel il s'est formé et dans lequel il a grandi et, si je ne craignais de faire un hors-d'oeuvre, je pourrais montrer que dans un autre pays, pays qui nous est cher à plus d'un titre, les plus grands noms de la littérature contemporaine reviennent aux croyances de leurs aïeux, quelques-uns par convictions, convictions religieuses, mais la plupart par clairvoyance politique; l'étude des questions historiques leur a fait voir tout ce qu'il y avait de faux dans la situation actuelle de la France pour sa grandeur et sa dignité.

Il faut donc soigneusement éviter tout ce qui est de nature à troubler les

consciences ou à semer des germes de défiance entre les groupes et les classes. La paix religieuse, et par là j'entends la concorde non seulement entre les catholiques et les protestants, mais entre les catholiques eux-mêmes, doit être notre "ultima ratio". On cherchera peut-être une contradiction dans nos paroles; quelques esprits chagrins se donneront peut-être le vain plaisir de nous opposer à nous-mêmes: je n'en ai souci et ne m'en émeus pas. Le parti libéral représente aujourd'hui l'immense majorité du pays, il a la responsabilité du gouvernement et le parti libéral saura se rendre digne de la confiance que l'on a mise en lui. D'ailleurs, Monsieur, ces maximes et ces principes sont les maximes et les principes du vrai parti libéral. Qu'est-ce que c'est que le libéralisme, si ce n'est le respect et le respect scrupuleux des croyances et des convictions de chacun? Le mot libéral est l'un des plus beaux mots de la langue française, puisqu'il exprime, à la fois, l'idée de liberté et de libéralité et cette idée de liberté, de libéralité nous l'appliquerons dans toute son intégrité, dans toute sa calme, rayonnante beauté.

**M. W. A. Weir (Argenteuil)** se prononce pour le bill, parce que l'assistance à l'école n'est pas ce qu'elle devrait être et que la province de Québec est très arriérée sous le rapport de l'instruction publique. Les enfants, dans plusieurs localités, ne fréquentent l'école que pendant trois ou quatre mois de l'année et n'y vont très souvent que deux ou trois ans. Le moyen de remédier à cet état de choses, c'est de forcer les parents négligents à envoyer leurs enfants à l'école, surtout dans les régions rurales où l'on fait plus particulièrement preuve de négligence envers l'école, et c'est le résultat qu'obtiendra le projet de loi du député de Shefford.

Il souligne que l'instruction obligatoire a eu des effets très bénéfiques dans d'autres pays les plus civilisés et qu'elle ne pourrait que faire du bien dans la province de Québec. Comme exemple, il cite une législation similaire au Massachusetts. Il est plutôt étrange que malgré le pourcentage d'assistance à l'école, plus grand dans cette province que dans les autres, le pourcentage de gens illettrés soit plus grand. Il déclare que la province de Québec est plus ignorante que les autres sections de la puissance. Il pense qu'une des raisons pour lesquelles la moyenne d'assistance est si élevée est que dans plusieurs endroits les écoles sont ouvertes seulement trois mois par année et, dès lors, ces chiffres sont trompeurs.

**MM. E. J. Flynn (Nicolet) et L.-P. Pelletier (Dorchester)** demandent au dernier orateur où il a pris ses renseignements et quelle preuve il a à l'appui de ses dires.

**M. W. A. Weir (Argenteuil):** Regardez le dernier rapport du recensement de 1891.

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester):** Mais, si vous avez le rapport du recensement, vous devriez être en mesure de nous donner plus d'information sur ce point.

**M. W. A. Weir (Argenteuil)** répond qu'il n'a pas le rapport en main en ce moment mais qu'il y a référé. Il sait que certaines écoles sont ouvertes seulement trois ou quatre mois par année et que cela explique le fait que les statistiques donnent un pourcentage d'assistance élevé, soit 70%.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** dit sa crainte que le bill n'atteigne pas le but visé. Il ne voit pas non plus les choses du même oeil que l'orateur précédent.

Il souligne qu'on ne peut en faire trop pour l'instruction dans cette province et que c'est à la législature de décider comment atteindre ce but. En ce qui concerne le bill, il ne peut pas voir comment le représentant pourrait atteindre son objectif puisqu'il est impossible d'obliger les parents à envoyer leurs enfants à l'école si on ne leur donne pas l'instruction et les livres gratuitement. Avant d'encourager l'instruction obligatoire, il encouragerait les écoles gratuites et les livres gratuits. Le système de la gratuité contribuera beaucoup plus au progrès de l'éducation que l'instruction obligatoire.

Il prétend que le respect de la liberté des parents en ce qui concerne l'instruction et la façon de guider l'éducation de leurs enfants est la véritable conception des libéraux en matière d'instruction.

Il veut bien lui aussi que tous les enfants en cette province aillent à l'école, par conséquent se fassent instruire, mais, si désirable que soit l'instruction des enfants de la province, son opinion est que le bill présenté à la Chambre ne peut atteindre ce but de façon satisfaisante.

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** dit que le principe de cette mesure est l'instruction obligatoire, et c'est ce principe que le député de Shefford s'est efforcé de prôner en citant certaines autorités.

Il dit qu'il s'oppose au bill pour deux raisons: par principe et parce qu'il est inopportun. Quant au principe, il ne partage pas toutes les vues émises par l'honorable secrétaire provincial. Pour ce qui est de cette dernière raison, il abonde dans le même sens que le secrétaire provincial en ce qui a trait au pourcentage d'assistance. Il est très content d'entendre de la bouche du secrétaire provincial que le parti maintenant au pouvoir a adopté entièrement la position des gouvernements conservateurs en matière d'éducation, il le félicite de sa politique tout à fait conservatrice dans ce domaine et de

mettre une fois de plus en application un principe qui a toujours figuré dans les premiers paragraphes du programme conservateur. Il y a quelques années il était difficile d'essayer de convaincre les libéraux que l'assistance dans les écoles de la province était meilleure que celle de n'importe quelle autre province, mais aujourd'hui ces derniers doivent bien l'admettre. Le bill maintenant à l'étude ne devrait pas être adopté; en fait, il devrait être immédiatement rejeté. La question est de savoir si c'est l'Etat ou le père de famille qui devrait veiller à l'instruction des enfants. On ne peut contester le fait que l'instruction des enfants relève du chef de la famille, que le gouvernement peut aider l'éducation mais qu'il n'a aucun droit de se substituer aux parents.

L'instruction obligatoire dans notre province n'est pas nécessaire; cela est prouvé par le chiffre de l'assistance à l'école. C'est insulter la province de dire que l'instruction est négligée; d'après ce qu'il sait et d'après les statistiques qu'il a vues sur l'instruction, il doit admettre qu'il ne connaît aucun Canadien qui ne désire pas ou qui n'est pas fier de faire instruire ses enfants. Naturellement, il y a des cas où il est presque impossible que les enfants aillent à l'école. Prenez par exemple un homme pauvre qui habite loin de la maison d'école, comment peut-on s'attendre à ce qu'il envoie ses enfants à l'école en hiver avec les piètres moyens dont il dispose. La contrainte n'est pas l'acte d'un vrai libéral. Et c'est faire injure aux pères de famille de cette province que de prétendre qu'il faille une loi coercitive pour les obliger de faire instruire leurs enfants. Je proteste de toutes mes forces contre cette prétention, dit-il.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Béland, Bergevin, Bissonnette, Blanchard, Cardin, Caron (Maskinongé), Champagne, Chauret, Chênevert, Chicoyne, Cooke, Daigneault, Décarie, Dechnène, Dorris, Duffy, Duhamel, Dupuis, Fiset, Flynn, Garneau, Giard, Gillies, Gosselin (Iberville), Gosselin (Missisquoi), Gouin, Guerin, Hearn, Hutchinson, Kennedy, Lacombe, Lane, LeBlanc, Lemay, Lovell, Mackenzie, Morin (Charlevoix), Morin (Saint-Hyacinthe), Neault, Parent, Pelletier (Dorchester), Pelletier (Sherbrooke), Perrault, Petit, Robitaille, Roy (Montmagny), Smith, Tanguay, Taschereau, Tellier, Tourigny, Turgeon, Walker et Watts, 54.

**Contre:** MM. Cherrier, Cochrane, de Grosbois, Langelier, Prévost, Roy (Saint-Jean), et Weir, 7.

Ainsi, l'amendement est adopté.

La motion principale, ainsi amendée, est alors soumise; la Chambre se divise et la

proposition est résolue affirmativement, sur la même division.

### Sociétés coopératives

**M. J.-A. Chicoyne (Wolfe)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montcalm, (M. P.-J.-L. Bissonnette), que le bill (no 96) concernant les sociétés coopératives soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Ce projet de loi a pour but de faciliter l'esprit d'association parmi les travailleurs, et surtout parmi les travailleurs de la campagne, les cultivateurs. On veut, par cette loi, donner aux sociétés coopératives les moyens de lutter contre les monopoles, contre les "combines"; c'est-à-dire qu'on veut réunir les faibles en association pour lutter contre les forts. Il tend à introduire dans ce pays le régime des syndicats professionnels, tels qu'ils existent en France et en Angleterre depuis quelques années.

D'après le projet, les sociétés coopératives pourront s'appliquer au crédit, à la production, à la consommation et à la vente. En fait de crédit, elles prendront la nature des caisses rurales avec ce caractère particulier que la responsabilité de ses (sic) membres sera limitée au montant de leurs mises respectives.

En vertu de ses dispositions, les cultivateurs se livrant à un même genre de production pourront s'unir pour posséder en commun certains outillages nécessaires et ils pourront également s'entendre pour vendre leurs produits collectivement.

Le système coopératif a pris des développements considérables dans plusieurs contrées d'Europe, de même que sur le continent américain et notamment en Californie, où les producteurs de fruits ont réussi à améliorer leur sort en se coalisant pour mettre sur les marchés des articles de qualité uniforme et supérieure.

Un exemple des bons effets de la coopération se trouve dans les nombreuses beurrieres et fromageries que les cultivateurs ont érigées en cette province, au moyen de parts souscrites entre eux. Il s'agirait d'appliquer le même principe à d'autres industries communes à l'agriculture. Il termine en demandant de référer son projet de loi à un comité spécial composé de cinq membres.

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** propose, appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin), que ce débat soit ajourné.

Adopté.

### Corporations de villes

**M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par

le représentant de Deux-Montagnes (M. H. Champagne), que le bill (no 101) amendement la loi des corporations de villes soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

#### **Code civil, article 1688**

**M. M. Perrault (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant du Lac-Saint-Jean (M. G. Tanguay), que le bill (no 105) amendement l'article 1688 du code civil soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

#### **Établissements industriels**

**M. L.-P.-P. Cardin (Richelieu)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. W. A. Weir), que le bill (no 151) amendement la loi concernant les établissements industriels soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Cet amendement demande que dans toute cité et ville ayant une charte spéciale l'autorisant à nommer un inspecteur des chaudières à vapeur, l'inspection prévue par l'article 3028 des statuts refondus ne puisse dans aucun cas être faite par un autre inspecteur que par l'inspecteur de ladite cité ou ville, nonobstant toute loi à ce contraire, privée ou publique.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

#### **Corporations de cités, de villes et autres corporations**

**M. T. B. de Grosbois (Shefford)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Chambly (M. M. Perrault), que le bill (no 156) amendement les dispositions spéciales relatives aux corporations de cités, de villes et autres corporations, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

#### **Tribunaux de Gaspé**

**M. H. Petit (Chicoutimi-Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. L.-P. Fiset), que le bill (no 109) amendement la loi concernant les tribunaux de Gaspé soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

#### **Remboursement de subsides par les compagnies de chemins de fer**

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent), que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant le remboursement de certains subsides par les compagnies de chemins de fer.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose:

1. Attendu que la section 11 de la loi 54 Victoria, chapitre 88, telle que remplacée par la loi 58 Victoria, chapitre 6, section 1, a été d'une application difficile, et qu'une taxe imposée sur les profits nets des divers chemins de fer subventionnés serait dans les circonstances, plus équitable, qu'il soit en conséquence résolu:

1. Que toute compagnie de chemin de fer qui a été ou qui pourra à l'avenir être subventionnée par cette province, et que toute compagnie, corporation ou personne possédant ou exploitant un chemin de fer subventionné, devra en sus des rapports exigés par la loi générale, concernant les chemins de fer, préparer annuellement des rapports, suivant les formules contenues dans la cédule de ces résolutions, du trafic et des frais d'exploitation et des profits nets de ce chemin de fer subventionné, et de tous les renseignements exigés, tels que spécifiés dans lesdites formules; et que ces rapports seront datés, signés et attestés sous serment par telle personne, ou par le secrétaire ou quelque autre officier principal de telle compagnie ou corporation, et par le président, ou, en son absence, par le vice-président ou le gérant de la compagnie ou corporation;

2. Que ces rapports, pour l'année actuelle, seront faits pour la période comprise entre le premier juillet dernier et le trente juin prochain, et, par la suite, couvriront les douze mois finissant le trente juin de l'année suivant la date du rapport précédent;

3. Qu'un double de ce rapport, daté, signé et attesté comme susdit, sera transmis par telle compagnie, corporation ou personne au commissaire des Travaux publics, dans les trois mois qui suivront le premier jour de juillet de chaque année;

A. Que telle compagnie, corporation ou personne fournira aussi, outre les renseignements qui doivent être transmis au commissaire, tels que spécifiés dans ces formules, tous autres renseignements et rapports qu'exigera de temps en temps le commissaire;



5. Que le commissaire soumettra aux deux Chambres de la législature, dans les vingt et un premiers jours de chacune de ses sessions, les rapports qui lui auront été faits et transmis, conformément à la loi, basée sur les présentes résolutions.

Cette proposition est adoptée.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)**  
propose:

2. Que toute compagnie de chemin de fer qui a été ou pourra être, par la suite, subventionnée par cette province, et que toute compagnie, corporation ou personne possédant ou exploitant un chemin de fer subventionné, devra payer annuellement, en deux paiements égaux, le premier jour de janvier et le premier jour de juillet de chaque année, - au lieu de la somme d'une demie de 1% sur le montant total de la subvention payée, prélevée annuellement en vertu des dispositions de la section 11, de la loi 54 Victoria, chapitre 88, telle que remplacée par la loi 58 Victoria, chapitre 6, section 1, au trésorier de la province, une somme de 5% sur les profits nets de ce chemin de fer subventionné, tels qu'établis par les rapports fournis au commissaire des Travaux publics, pour l'exercice financier précédent, en vertu de la section 1 de la loi basée sur ces résolutions; que le premier paiement en vertu de la loi basée sur ces résolutions devra être fait le premier octobre prochain, et sera calculé sur le rapport des recettes nettes jusqu'au premier juillet prochain.

Adopté.

3. Que toute telle compagnie, corporation ou personne qui refusera ou négligera de transmettre lesdits rapports dans le délai prescrit continuera à être obligée de payer ladite somme d'une demie de 1%, exigible en vertu de la section 11 de la loi ci-dessus mentionnée.

Adopté.

4. Que, si le commissaire a raison de croire que les rapports de quelqu'une de ces compagnies, corporations ou personnes n'indiquent pas fidèlement quels ont été les profits nets du chemin de fer, il pourra charger spécialement un officier d'aller faire l'inspection des livres et registres de telle compagnie, corporation ou personne, et interroger sous serment les officiers de cette compagnie ou corporation et les employés de cette personne au sujet des entrées qui y seront faites; que ces livres et registres devront être soumis à l'officier chargé de l'inspection pour examen, et que tels officiers et employés seront tenus de répondre aux questions qui leur seront posées à ce sujet.

Qu'advenant le cas où telle compagnie, corporation ou personne refuserait de laisser voir ses livres et registres, ou que ces officiers ou employés refuseraient de répondre aux questions qui leur seront faites à leur sujet, la compagnie, corporation ou personne sera censée ne pas avoir fourni les rapports exigés par la loi basée sur ces résolutions, et que la section 3 de ladite loi s'appliquera à telle compagnie, corporation ou personne, ainsi qu'au paiement qu'elle sera tenue de faire.

1  
Produit de l'exploitation du chemin de fer

-	\$	cts
1. Trafic des voyageurs		
2. Trafic des marchandises		
3. Service des postes et d'express		
4. Autres provenances		
Total		

A  
Frais d'exploitation - entretien de la voie, des bâtiments, etc.

-	\$	cts
1. Coût de la main-d'oeuvre employée à l'entretien de la voie, y compris les évitements et garages		
2. Coût des rails en fer avec attaches		
3. Coût des rails en acier avec attaches		
4. Ballastage		
5. Réparation des ponts, ponceaux		
6. Réparation et construction de bâtiments		
7. Réparation de clôtures		
8. Enlèvement de la neige		
9. Surintendance		
Total		

B  
Frais d'exploitation, service et réparation des locomotives

-	\$	cts
1. Salaires des mécaniciens, chauffeurs et nettoyeurs		
2. Combustible: charbon Combustible: bois		
3. Réparation des locomotives et tenders		
4. Huile, graisse, étoupe et chiffon pour les locomotives		
5. Machines d'alimentation d'eau		
6. Réparation d'outillage et de machines		
7. Surintendance		
Total		

C  
Service et réparation des chars

-	\$	cts
1. Gages et matériaux pour la réparation des wagons à voyageurs		
2. Gages et matériaux pour la réparation des wagons à marchandises et chasse-neige		
3. Surintendance		
Total		

## D

## Frais d'exploitation, dépenses générales

	\$	cts
1. Frais de bureaux y compris ceux des directeurs, auditeurs, administration, frais de route, fourniture, etc.		
2. Agents de station, commis, chargeurs, etc.		
3. Conducteurs préposés aux bagages et serre-freins		
4. Indemnité pour accident ayant occasionné des blessures		
5. Indemnité pour perte et avarie de marchandises		
6. Indemnité pour bestiaux tués		
7. Frais de passage d'eau et bateau-passeur		
8. Frais d'agences étrangères		
9. Fournitures diverses, y compris lumière, lampes et appareils de signaux		
10. Tous autres frais		
11.		
12.		
13.		
Total		

Des blancs sont laissés pour l'insertion de tous autres items de dépenses non compris dans l'état qui précède.

## 2

## Sommaire des frais d'exploitation

	\$	cts
A. Entretien de la voie, des bâtiments, etc.		
B. Service et réparation des locomotives		
C. Service et réparation des wagons		
D. Frais généraux d'exploitation		
Total		

L'état ci-dessus devra comprendre tous les frais d'exploitation du chemin de fer, et le total devra s'accorder avec l'état publié par la compagnie.

## 3

## Récapitulation

	\$	cts
Recettes du chemin de fer		
Frais d'exploitation		
Recettes nettes		

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions lesquelles sont lues pour la première fois.

#### Loi 63 Victoria, chapitre 28

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (K) du Conseil législatif concernant la loi 63 Victoria, chapitre 28, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

#### Cimetières, inhumations et exhumations

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 16) amendement la loi concernant les cimetières et les inhumations et exhumations soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Code de procédure civile, article 94

**M. C.-B. Major (Ottawa)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le

bill (no 150) amendement l'article 94 du code de procédure civile.

Adopté.

#### En comité:

Le comité étudie l'article unique qui se lit comme suit: "L'article 94 du code de procédure civile, tel qu'amendé par la loi 63 Victoria, chapitre 41, section 1, est de nouveau amendé en ajoutant les mots suivants à la fin du paragraphe 3, savoir: "ou s'il s'agit d'une poursuite pour diffamation publiée dans un journal, devant le tribunal de tout district où circule ce journal."

Cet article est amendé et les mots suivants sont ajoutés: "et dans lequel réside le demandeur", après le mot "journal".

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. L'amendement est lu deux fois et adopté. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

**M. C.-B. Major (Ottawa)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Compagnie manufacturière de Chambly

**M. M. Perrault (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 141) amendement la charte de la Compagnie manufacturière de Chambly.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

**M. M. Perrault (Chambly)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Succession M. J. Pratt

**M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 66) concernant la succession de feu John Pratt.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1)** propose que le bill soit maintenant lu pour la

troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **M. E.-A. Dorion de Saint-Ours**

**M. L.-P.-P. Cardin (Richelieu)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 122) permettant à E.-A. Dorion d'ajouter à son nom les mots "de Saint-Ours".

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable J. J. E. Guerin (Montréal no 6)** propose que le comité soit levé. Il appert qu'une requête a été présentée protestant contre la passation de ce bill.

**M. L.-P.-P. Cardin (Richelieu)** propose le renvoi du bill devant le comité des bills privés.

**Une voix** demande le vote sur la motion du représentant de Montréal no 6 (l'honorable J. J. E. Guerin).

La proposition principale est adoptée.

#### **Taxes scolaires de la "Dominion Cotton Mills" à Magog**

**M. M. B. Lovell (Stanstead)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 135) ratifiant une convention concernant les taxes d'écoles imposées sur les propriétés de la "Dominion Cotton Mills Company Limited" dans la ville de Magog.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. M. B. Lovell (Stanstead)** propose que le bill (no 135) soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Compagnie du chemin de fer Wolfe, Mégantic et Lotbinière**

**M. C. Langelier (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 78) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Wolfe, Mégantic et Lotbinière.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. C. Langelier (Lévis)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **M. J.-E. Boily**

**M. L.-A. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 51) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre J.-E. Boily à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. L.-A. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Ville de Grand-Mère**

**M. P.-C. Neault (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 124) constituant en corporation la ville de Grand-Mère soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Charte de Saint-Louis**

**M. D.-J. Décarie (Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 134) amendant la charte de la ville de Saint-Louis soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Hôpital protestant des aliénés de Verdun**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable F.-G.-M. Dechène), que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant l'hôpital protestant des aliénés. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** propose:

Attendu qu'il est nécessaire que l'hôpital protestant des aliénés, constitué en

corporation par la loi 44-45 Victoria, chapitre 50, construisent un nouveau bâtiment destiné aux patients, une nouvelle cuisine, ainsi que des appareils frigorifiques et une boulangerie pour leur asile de Verdun, et relie au fleuve par des tuyaux de fer les égouts de leurs édifices, et attendu que l'exécution de ces travaux coûtera \$65 000, qu'il lui faudra emprunter;

Attendu que l'hôpital n'est pas en position de négocier un pareil emprunt sans la garantie du gouvernement et attendu que, dans l'intérêt public, il est à propos de donner cette garantie; qu'en conséquence, il soit résolu:

qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de garantir le paiement du capital et de l'intérêt, à un taux n'excédant pas 4 1/2% par an, du nouvel emprunt de \$65 000 qui sera fait par l'hôpital protestant des aliénés, lequel emprunt devra être employé à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil pour lesdites constructions, pourvu:

(a) que toute somme que le gouvernement pourra être appelé à payer par suite de cette garantie soit déduite du montant annuellement dû audit hôpital, en vertu de son contrat avec le gouvernement pour l'entretien et le maintien des aliénés, tant que durera ce contrat;

(b) que ledit hôpital consente, en faveur du gouvernement, pour assurer le remboursement de toute somme qu'il paiera en vertu de la garantie, une hypothèque, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, sur lesdites constructions nouvelles et sur les constructions actuelles, ainsi que sur le terrain où elles s'élèvent et s'élèveront; et

(c) que ledit hôpital assure lesdites constructions pour au moins les trois quarts de leur valeur et transporte les polices constatant cette assurance au gouvernement.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution laquelle est lue deux fois et adoptée.

#### Introduction de bills:

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** demande la permission d'introduire un bill (no 15) concernant l'hôpital protestant des aliénés.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (no 4) intitulé "Loi modifiant la loi relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement" sans amendement.

#### Documents:

##### Documents concernant les élections depuis 1867

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 février 1900, pour un état par comté, donnant:

1. La liste des noms des candidats, dans toutes les divisions électorales, aux diverses élections générales et partielles dans la province depuis 1867 inclusivement;

2. Le nombre total des votes inscrits pour chacun des candidats;

3. La majorité constatée dans chaque cas;

4. Un semblable état pour les divisions électorales de la province de Québec aux élections générales et partielles pour la Chambre des communes du Canada, depuis 1867 inclusivement. (Document de la session no 33)

##### Cession de lots à la "Montreal Cotton Company"

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 mars 1901, pour une copie de la correspondance se rapportant à la concession de certains lots de grève, terrains et îles à Valleyfield, dans le comté de Beauharnois, faite en 1897 à M. Andrew F. Gault, président de la "Montreal Cotton Company", ainsi que les ordres en conseil, contrats et tous autres documents s'y rapportant. (Document de la session no 34)

##### Nomination du messenger M. A. Nicole

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 mars courant, pour production de tous documents, correspondance et requêtes au sujet de la nomination d'Alphonse Nicole comme messenger des juges des districts ruraux, au palais de justice de Québec. (Document de la session no 35)

##### Permis de pêche et de chasse dans le parc des Laurentides

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date

du 6 mars 1901, pour un état indiquant les noms des personnes qui ont eu, depuis deux ans, des permis ou licences de pêche ou de chasse, dans le territoire du parc national des Laurentides, avec mention des sommes payées en chaque cas et la durée de tels permis ou licences. (Document de la session no 36)

**Composition du comité  
du code municipal**

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** propose, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable H. T. Duffy), que M. Mackenzie fasse partie du comité du code municipal.

Adopté.

La séance est levée à 6 h 30.

Séance du 15 mars 1901

Sous la présidence de l'honorable H.-B. Rainville

La séance s'ouvre à 3 heures.

**Dépôt et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table de la Chambre: par M. Chauret, la pétition de F. Deguire et autres, de Saint-Laurent, Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue: du révérend M. Paquin et autres, de Saint-David de Yamaska, demandant la réouverture du chemin de fer du Sud-Est.

**Rapports de comités:**

**M. C. Langelier (Lévis):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

- bill (no 120) amendement la loi octroyant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Étienne-de-Lauzon, dans le comté de Lévis;

- bill (no 40) amendement la charte de la Société des artisans canadiens-français;

- bill (no 129) amendement la charte de la Compagnie du gaz de Montréal et les actes qui l'amendent;

- bill (no 42) érigeant la municipalité de Saint-Stanislas-de-Kotska.

- bill (no 3) autorisant et ratifiant le règlement no 162 de la ville de Salaberry-de-Valleyfield, accordant une exemption de taxes et certains avantages à la compagnie dite "The Montreal Cotton Company", qu'il a l'honneur de rapporter sans amendement;

- et le bill (no 114) constituant en corporation le monastère de Notre-Dame-de-Mistassini auquel il a fait un amendement qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

**Conciliation**

**M. C. Langelier (Lévis):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial formé pour étudier le fonctionnement de l'Acte 62 Victoria, chapitre 54, intitulé "Loi de la conciliation". Voici le rapport:

Votre comité a élu M. Langelier son président, et a décidé d'envoyer le questionnaire suivant aux honorables juges de la Cour supérieure, aux juges de la Cour de circuit, aux recorders, magistrats de district,

aux secrétaires des diverses sections du barreau, aux curés et maires de cette province.

**Questionnaire**

1. Quelle est votre adresse postale?

2. Vous a-t-il été donné d'observer, à un degré quelconque, le fonctionnement de la loi de conciliation, étant la 62 Victoria, chapitre 54?

3. Quels sont les résultats que vous avez pu constater?

4. Considérez-vous, d'après votre expérience, que cette loi a fait du bien?

5. Êtes-vous d'opinion qu'elle devrait être amendée?

6. Avez-vous des suggestions à faire sous ce rapport?

7. En général, avez-vous des remarques à transmettre au comité, relativement à l'objet de sa mission?

**Rapports de comités:**

**M. G. R. Smith (Mégantic):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des différentes branches d'industries. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (no 86) concernant les subventions municipales et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent de la législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté sans amendement: bill (no 109) amendement la loi concernant les tribunaux dans Gaspé.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'il les a rejetés:

- bill (no 105) amendement l'article 1688 du code civil;

- bill (no 151) amendement la loi concernant les établissements industriels.

Votre comité a aussi examiné le bill (no 100) amendement la section 10 du chapitre 21 du code de procédure civile, et a l'honneur de faire rapport qu'il recommande d'en faire l'étude durant la vacance.

Votre comité a recommandé également que copie dudit bill, tel qu'amendé, soit imprimé et adressé aux honorables juges de



la Cour supérieure et aux différentes sections du barreau de cette province.

**M. T. B. de Grosbois (Shefford):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et des compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements: bill (no 72) constituant en corporation la Compagnie de téléphone du comté de Montmorency.

Votre comité a aussi l'honneur de faire rapport que le promoteur (M. T. B. de Grosbois - Shefford) du bill (no 127) intitulé "Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Québec Nord" ayant déclaré à votre comité qu'il désirait ne pas procéder sur ce bill, votre comité recommande, en conséquence, à votre honorable Chambre, que permission lui soit accordée de retirer ledit bill et que les sommes par lui payées au comptable de l'Assemblée législative lui soient remises, moins le coût de l'impression et de la traduction dudit bill.

Adopté.

#### Introduction de bills:

**M. P.-H. Roy (Saint-Jean)** demande la permission d'introduire un bill (no 25) amendant le code de procédure civile relativement aux confessions de jugement.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** demande la permission d'introduire un bill (no 22) concernant la constitution en corporation et l'administration des compagnies commerciales.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### Remboursement de subsides par les compagnies de chemins de fer

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des quatre résolutions rapportées du comité général, jeudi, le 14 de mars courant, concernant le remboursement de certains subsides par des compagnies de chemins de fer.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent), que ces résolutions soient maintenant lues une deuxième fois.

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** à ce propos, impute au gouvernement l'odieuse d'une

nouvelle taxe de 5% sur les profits nets des chemins de fer. Il dit que la Chambre n'avait pas encore eu l'occasion de mettre une taxe sur le compte du nouveau gouvernement. Il espère que le gouvernement ne répudiera pas l'enfant dont il est le père. Toutes les autres taxes ont été mises sur le dos des gouvernements conservateurs. Il souligne que, lorsque le parti maintenant au pouvoir était dans l'opposition, il n'était pas partisan de la taxation, mais maintenant qu'il occupe les bancs du gouvernement, il ne voit aucune objection à imposer une demie de 1% sur les profits nets des chemins de fer. Il suppose qu'il ne saurait y avoir objection à ce qu'on lui permette d'en parler à l'avenir, en et hors Chambre, comme de "la taxe des chemins de fer de Parent". Mais les membres devraient garder en mémoire qu'ils taxent les profits nets des chemins de fer. Le gouvernement doit assumer cette responsabilité et il faut espérer qu'on ne mettra pas cette taxe sur son dos (le chef de l'opposition) et sur celui de ses amis politiques.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** dit que la seule négligence du représentant de Nicolet a été d'omettre plusieurs faits importants. Le chef de l'opposition a oublié de rappeler à la Chambre qu'il y a quelques années la même taxe avait été imposée sur les subsides des chemins de fer, qu'elle avait été imposée sous le régime conservateur et qu'elle totalisait environ \$43 000, montant impossible à collecter dans les conditions actuelles. Selon la présente résolution, \$21 000 seraient collectées et cela n'augmente certainement pas les taxes. Il s'attendait à ce que le chef de l'opposition s'oppose à ces résolutions à cause de la réduction du montant à recevoir des chemins de fer.

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** dit que le représentant de Brome a admis que seulement \$8000 environ ont été collectées des chemins de fer bien que ceux-ci en doivent \$300 000 en taxes depuis dix ans.

Il demande s'il n'est pas exact que le gouvernement s'attend de collecter plus d'argent avec la nouvelle taxe qu'il en a collecté avec l'ancienne et qu'à moins qu'il ne reçoive ces \$21 000, il ne saurait y avoir de surplus.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** dit que, bien que les chemins de fer aient des arrérages pour une bonne partie de l'ancienne taxe, ils sont tenus de les payer. Il leur a bien fait comprendre qu'il ferait tout en son pouvoir pour que la nouvelle taxe soit prélevée.

En ce moment, \$21 000 seront dues par année et devront être payées. En vertu de la loi passée par l'honorable M. Shehyn, 54

Victoria, chapitre 88, section 11, il était prélevé une demie de 1%, par an, sur le montant total du subside. Cette somme était payée en deux versements semi-annuels.

Il a été constaté que la collection de cette taxe était très difficile, et, en réalité, elle n'était pas payée. Pour rendre la loi plus effective, dit-il, je propose une loi autorisant le gouvernement à imposer une taxe de 5% sur les revenus nets de ces chemins de fer. De cette façon, les chemins de fer qui sont payants paieront plus de taxes, et ceux qui sont moins florissants paieront moins. Ainsi, par exemple, le

chemin de fer du Lac-Saint-Jean qui, sous l'ancienne loi, aurait dû payer une taxe annuelle de \$12 000 ne paiera que \$2451. Et le Québec central qui, sous l'ancien système, ne payait que \$5380, paiera à l'avenir \$8072. On voit de suite le côté vraiment pratique de cette mesure.

Les taxes telles qu'elles étaient établies autrefois n'étaient pas collectées, tandis que, sur cette nouvelle base, elles le seront.

Voici un tableau qui démontrera clairement le montant que les compagnies avaient à payer sous l'ancienne loi et celui qu'elles paieront en vertu de la loi proposée:

Compagnies	Montant du subside payé à chaque compagnie	Pourcentage de 1/2 de 1%	Profits nets de chaque compagnie	Pourcentage de 5% sur les profits nets de chaque compagnie
Altantic & Lake Superior, compris:				
Baie des Chaleurs	\$995 529.61			
Great Eastern	94 742.00	\$5 628.28	\$6 070.32	\$303.54
Ottawa Valley	35 385.00			
Great Northern	435 201.60	2 426.45	2 693.76	134.63
Hereford	127 500.00	637 50	20 335.84	1 016.79
L'Assomption	5 512.50	27.56	638.38	31.92
Lotbinière et Mégantic	131 100.83	655.50	1 335.46	66.77
Montfort et Gatineau	109 895.70	549.47	3 230.43	161.52
South Eastern	497 007.10	2 485.03	31 705.01	1 535.25
Orford Mountain	110 532.00	552.56	1 832.58	91.63
Ottawa et Gatineau	639 360.00	2 335.47	3 714.15	185.70
Pontiac Pacifique	467 095.03	3 196.90	8 145.49	407.27
Philipsburg By & Q'ry	25 720.00	128.60	1 415.16	70.76
Quebec & Lake St. John	2 419 872.73	12 099.36		
Great Northern			49 030.75	2 451.54
Lower Laurentian	252 000.00	1 260.00		
Québec Central	1 076 123.14	5 380.61	161 452.43	8 072.62
Québec, Mon'cy Ch'voix	313 000.00	1 565.00	24 561.02	1 228.05
St. Law'ce et Adiron- dacks	65 216.00	326.03	78 412.27	3 020.61
Témiscouata	362 250.00	1 811.25	1 139.31	56.96
United Counties	311 347.13			
E. Richelieu Valley	116 340.00	2 138.43	18 427.01	920.29
South Shore	50 000.00	250.00	12 429.83	621.49
	\$3 690 320.52	\$43 454.05	\$426 560.70	\$21 327.99

La proposition est adoptée sur division. Les résolutions sont lues pour la deuxième fois.

#### Introduction de bills:

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** demande la permission d'introduire un bill (no 14) concernant le remboursement de certains subsides par les compagnies de chemin de fer.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

#### Subsides

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### En comité:

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas soixante et quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'administration de la justice, y compris \$13 122.92 pour couvrir les dépenses payées par le shérif de Montréal, du 30 septembre 1890 au 30 juin 1899, pour lesquelles il n'avait pas été crédité, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le prix de la propriété sur le chemin Sainte-Foy, actuellement employée par l'école normale Laval, achetée de J.-T. Ross (Ordre en conseil, no 467, du 10 octobre 1900), pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas huit mille cinq cent soixante et cinq piastres et dix-huit cents soit accordée à Sa Majesté, pour l'école normale Laval: afin de solder la balance du montant dû pour les réparations les plus nécessaires et améliorations faites à la propriété avant l'ouverture de l'école, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** critique la politique du gouvernement.

**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)** dit à propos de cette dépense que le budget contient une somme additionnelle de \$10 000 pour rendre cette propriété aussi confortable que possible.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions étant lues une fois, il est ordonné que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à plus tard.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin), que, vu le budget supplémentaire soumis à cette Chambre pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1901, et l'urgence du paiement de la somme de \$8565.18, représentant la balance due pour les réparations et améliorations les plus nécessaires faites à la nouvelle école normale, avant l'ouverture de cette école (item no 6 dudit budget), une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur le priant d'émettre son mandat en faveur du trésorier de la province pour la somme de \$8565.18, et assurant Son Honneur que cette Chambre en tiendra compte.

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** demande au ministre des Travaux publics (l'honorable L. Gouin) s'il a visité cette bâtisse et s'il l'a trouvée convenable pour une pareille institution, car il paraît que c'est une écurie qu'on a convertie en école.

**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)** réplique que la bâtisse répond parfaitement aux fins pour lesquelles elle est destinée. Elle occupe un site enchanteur; on ne peut rien trouver de mieux sous le rapport hygiénique; ses communications sont très faciles avec toutes les parties de la ville, le tramway électrique passe à sa porte. C'est la bâtisse du gardien qu'on a convertie en école, et l'on y a fait toutes les réparations voulues pour donner aux élèves tout le confort désirable, du moins temporairement, car le gouvernement se propose d'ajouter une aile au corps principal de l'édifice. Lorsque tout sera terminé, nous aurons une école qui aura coûté à la province environ \$10 000 à \$12 000 pour rendre cette propriété aussi confortable que possible en déduisant le prix de vente du terrain du gouvernement sur la Grande-Allée. Le principal juge du confort de cette bâtisse, c'est certainement celui qui est à la tête de l'école normale. Or, M. le principal Rouleau est entièrement satisfait de son nouveau logis.

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** fait un reproche au gouvernement de n'avoir pas construit une école sur son terrain de la Grande-Allée.

**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2):** Mais, pourquoi le chef de l'opposition n'a-t-il pas utilisé ce terrain lorsqu'il était à la tête

du gouvernement? Pendant que lui et ses amis étaient au pouvoir, l'école normale est restée dans une bâtisse condamnée par le bureau d'hygiène de cette province.

Le gouvernement a acheté cette magnifique résidence sur le chemin Sainte-Foy pour y installer l'école normale, parce que ça lui a coûté beaucoup moins cher que de construire un édifice convenable sur le terrain qu'il possédait.

La proposition est adoptée.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin), que, vu le budget supplémentaire soumis à cette Chambre pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1901 et l'urgence du paiement de certaines dépenses ayant rapport à l'administration de la justice (item no 3 dudit budget), une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur le priant d'émettre son mandat en faveur du trésorier de la province pour la somme de \$75 000 et assurant Son Honneur que la Chambre en tiendra compte.

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** passe la remarque que le représentant de Brome est le trésorier le plus direct et le plus pratique que la province ait jamais eu. Il s'explique en ajoutant que lorsque le trésorier veut de l'argent, il ne se gêne pas pour en demander. Il ajoute toutefois que le trésorier est loin d'avoir demandé suffisamment d'argent dans ses prévisions budgétaires pour l'année financière se terminant le 30 juin 1902 et que cela entraînera des crédits supplémentaires d'au moins \$100 000. Il dit que le gouvernement émettra des mandats spéciaux entre la prorogation de la Chambre et le 30 juin prochain.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** souligne que les propos du chef de l'opposition ne sont que pures prophéties.

**M. E. J. Flynn (Nicolet):** Prophéties basées sur des faits.

La proposition est adoptée.

#### Subsides

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure des trois résolutions rapportées le 15 mars courant, du comité des subsides, lesquelles résolutions sont adoptées.

#### Hôpital protestant des aliénés de Verdun

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no

15) concernant l'hôpital protestant des aliénés soit maintenant lu pour la deuxième fois. L'objet de ce bill est de garantir l'intérêt à 4 1/2% sur les \$65 000 que les autorités de l'asile de Verdun ont l'intention d'emprunter pour construire une aile à leur hôpital et pour faire des rénovations.

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** parle en faveur de ce bill. Il appuie entièrement le bill, entre autres pour ceci: les citoyens qui ont formé une association afin de construire un hôpital protestant pour les aliénés ont montré tellement de dévouement à la chose publique et à l'égard de cette catégorie d'infortunés qu'on nomme les aliénés, qu'ils méritent toute l'aide que le pouvoir public peut leur accorder.

Il profite de l'occasion pour faire l'éloge du défunt M. Wolferstan Thomas, un des fondateurs de cet hôpital, qui a consacré tellement de son énergie et de son argent au profit de cette honorable cause qui est devant la Chambre, et qui a fait preuve de tant de dévouement à la chose publique et de zèle tout au long d'une carrière digne d'un excellent citoyen. Il déclare qu'il ne fera pas comme les ministériels d'aujourd'hui qui, lorsqu'ils étaient dans l'opposition, critiquaient et combattaient injustement les meilleures mesures. J'ai souvenir, dit-il, que j'ai eu à soutenir une lutte formidable de la part de mes honorables amis de l'autre côté de la Chambre, lorsque j'ai voulu mettre l'asile de Beauport sous la direction des excellentes sœurs de la Charité, faisant par là une des plus belles mesures possible et réduisant en même temps de \$32 000 par année les dépenses publiques. On me combattait, sachant que j'avais raison.

Nous autres, aujourd'hui, comprenant mieux nos devoirs, nous combattons les mesures du gouvernement lorsqu'elles seront mauvaises, mais nous les approuverons lorsqu'elles seront bonnes, et je serai alors toujours heureux de féliciter le gouvernement. Celle-ci est dans l'intérêt public, et au lieu de nous y opposer, par esprit de parti, nous lui donnons notre concours.

La proposition est adoptée.

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Chemins avoisinant Montréal

**M. J. Cochrane (Montréal no 4)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité

général pour étudier le bill (no 82) amendement l'ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant et pour établir un fonds pour cet objet, et les divers actes et ordonnances qui l'amendent.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

**M. J. Cochrane (Montréal no 4)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (no 82) amendement l'ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant et pour établir un fonds pour cet objet et les divers actes et ordonnances qui l'amendent.

Adopté.

#### En comité:

**M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier)** propose de biffer l'article obligeant les cultivateurs utilisant ces chemins à avoir des bandes de roues de quatre pouces de largeur pour les voitures à deux roues et de trois pouces pour les voitures à quatre roues, afin de pouvoir se prévaloir du passage gratuit des barrières lorsqu'ils font le transport d'engrais.

Ce bill est de la plus grave importance pour le comté que j'ai l'honneur de représenter, dit-il. Il est d'aussi grave importance pour le comté d'Hochelaga et je me permettrai d'ajouter même pour les comtés de Laval, L'Assomption, Deux-Montagnes, et même Terrebonne, en autant que ces comtés se trouvent dans le voisinage immédiat de Montréal.

J'irai plus loin et je dirai que ce bill intéresse tous les comtés dans les environs des cités et villes, tel que j'essaierai à le démontrer dans quelques instants, si cette Chambre veut bien m'accorder son attention.

Et, M. le Président, je ne remplirais pas mon devoir de député si je n'enregistrais pas mon protêt contre l'article 2 de ce bill qui modifie la teneur de la loi passée il y a 58 ans pour encourager l'agriculture et favoriser la propreté et l'état sanitaire des cités et villes par l'éloignement des ordures et immondices, en exemptant des péages aux barrières les voitures transportant des engrais des cités et villes sur les terres circonvoisines.

En 1840, une loi a été passée pourvoyant à l'amélioration des chemins dans le voisinage de Montréal et y conduisant. En vertu de cette loi, on empierra une partie des grandes artères ou routes dans les environs de Montréal et dénommés dans ladite loi, à l'est, à l'ouest et au nord. On plaça des barrières et on collecta un taux de péage pour payer l'entretien et le service du

chemin et les intérêts sur l'argent dépensé.

En 1843, une ordonnance fut passée par le Parlement d'alors, sous l'Union, exemptant des péages aux barrières les voitures transportant des engrais des cités et villes du Bas et du Haut-Canada, dans le but d'encourager l'agriculture et de favoriser la propreté et l'état sanitaire des cités et villes.

Le Parlement de Québec n'a pas juridiction pour légiférer sur l'ordonnance passée sous l'Union, en autant que la clause 2 du bill amende une loi passée sous l'Union affectant le Haut et le Bas-Canada.

Je prouve l'intérêt des comtés avoisinant les villes et villages par l'acte 7 Victoria, chapitre XIV qui comporte l'amendement suivant: obligation pour profiter de l'exemption d'avoir des bandages de roues de 3 à 4 pouces. Ce ne sont pas les cultivateurs qui demandent ces amendements, au contraire, ils sont contre ce projet de loi.

Il dit que les cultivateurs de son comté sont absolument contre le bill et demandent que ces clauses soient biffées. Le conseil de comté, la Société d'agriculture du comté, le conseil de Saint-Laurent et John L. Brodie, jardinier, ont protesté par des pétitions.

**M. H. Champagne (Deux-Montagnes)** appuie le représentant de Jacques-Cartier (M. J.-A. Chauret) dans ses remarques en faveur des cultivateurs en demandant l'adoption d'un amendement permettant aux cultivateurs d'avoir des billets de 48 heures.

**M. J. Cochrane (Montréal no 4)** répond que les affirmations du représentant de Jacques-Cartier (M. J.-A. Chauret) sont complètement fausses et que les cultivateurs des environs de Montréal appuient le bill entièrement.

Il dit que la cause principale de l'état épouvantable des chemins avoisinant Montréal, surtout au printemps et à l'automne, est l'utilisation de roues étroites. Il a de nombreux intérêts à Hochelaga et il ne croit pas que beaucoup de gens du comté ou des comtés environnants s'opposent à utiliser des roues plus larges. On s'en sert au Rhode Island, au Vermont, au Connecticut, etc. non seulement de quatre pouces de largeur, mais de cinq ou six pouces et ces bandes de roues ont énormément épargné les chemins. Les bandes étroites brisent tellement les chemins qu'il est impossible de faire les réparations d'entretien adéquatement avec les revenus actuels, vu que la majeure partie du transport des personnes est absorbée par la "Montreal Terminal Electric and Park and Island road" et que maintenant il n'y a que la circulation de transit qui passe aux barrières de péage.

**M. R. S. Cooke (Trois-Rivières)** se dit

en faveur du bill et, à l'appui de ses dires, il souligne qu'à Trois-Rivières l'utilisation des bandes de roues larges a été très bénéfique, vu qu'elles ne brisaient pas les routes.

**M. E. Roy (Montmagny)** se prononce aussi en faveur du bill comme très propre à donner satisfaction aux cultivateurs et à leur permettre de garder plus longtemps leurs chemins en bon état.

L'amendement étant mis aux voix, il est rejeté.

La question principale est adoptée.

**M. J. Cochrane (Montréal no 4)** accepte un amendement accordant deux ans au lieu d'un aux cultivateurs pour changer leurs roues pour des roues plus larges.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** s'oppose à l'amendement apporté en comité à la législation visant à permettre aux cultivateurs allant au marché de s'en retourner dans les 48 heures en payant le taux d'une seule barrière. Il lit une lettre qu'a reçue le premier ministre de l'honorable W. S. Fielding qui dit que son attention a été attirée par le bill et qu'il lui demande d'être prudent en ce qui concerne la clause maintenant soumise à la Chambre qui, du fait qu'elle propose de réduire les recettes de la société fiduciaire, met en danger l'intérêt sur les fonds des écoles publiques de l'Ontario et du Québec, dont certaines parties ont été placées par le gouvernement fédéral dans les obligations de la société fiduciaire au montant de \$195 000. Il dit que cela nous affectera en ce sens que nos intérêts diminueront. Étant donné que les obligations appartiennent à l'Ontario et au Québec conjointement, il ne croit pas que cette Chambre ait le droit de légiférer seule en matière de revenus de la société fiduciaire.

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** s'oppose à ce que la législature se laisse intimider par une menace du gouvernement fédéral. L'Ontario a peut-être un mot à dire dans cette affaire, mais ce n'est certes pas le cas de M. Fielding.

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** répond qu'il n'y a aucune menace venant d'Ottawa. On lui a simplement demandé d'étudier à fond cette affaire et si la législature outrepassa ses pouvoirs après cet avertissement, la validité de la loi pourrait être rejetée.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose que soit rejetée la clause qui a été ajoutée au bill en comité selon laquelle un cultivateur passant à une barrière de péage pourrait avoir un billet de retour qui lui

permettrait de revenir dans les 48 heures.

La proposition est adoptée.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. Les amendements sont lus pour la première fois et adoptés.

#### Code civil, article 2260

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 87) amendement l'article 2260 du code civil. Adopté.

#### En comité:

**M. J.-A. Chicoyne (Wolfe)** s'y oppose avec véhémence parce que cela serait une injustice criante pour les cultivateurs. Il s'agit de limiter la prescription des billets des non-commerçants à trente ans et ceux des commerçants à cinq ans.

Le comité fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

A 6 heures, la Chambre interrompt ses travaux.

#### Reprise de la séance à 7 h 30

#### Compagnie du pont de Grand-Mère

**M. P.-C. Neault (Champlain)** propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. R. S. Cooke), que le bill (no 130) constituant en corporation la Compagnie du pont de Grand-Mère et l'autorisant à construire un pont de péage sur la rivière Saint-Maurice, entre le village de Grand-Mère et la paroisse de Saint-Théophile-du-Lac, soit considéré en comité général, mardi prochain.

Adopté.

#### Municipalité de Sainte-Catherine-de-Hatley

**M. M. B. Lovell (Stanstead)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 48) érigeant la municipalité de Sainte-Catherine-de-Hatley.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. M. B. Lovell (Stanstead)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Charte de Trois-Rivières

**M. R. S. Cooke (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 131) révisant et refondant la charte de la cité de Trois-Rivières.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. R. S. Cooke (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Compagnie du cimetière de Mont-Royal**

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 123) amendement l'acte 19-20 Victoria, chapitre 128, intitulé "Acte pour amender et consolider les différents actes qui incorporent la Compagnie du cimetière de Mont-Royal".

Adopté.

#### **En comité:**

**Une voix** propose l'amendement suivant à l'article 11, après les mots "par déclarations statutaires fournies aux syndics": "Que la personne décédée ait exprimé le désir que son corps soit incinéré, soit dans son testament ou dans un codicille, soit dans des documents signés devant témoins. Dans le cas d'une personne mineure, ce qui précède peut être remplacé par une demande par écrit de son tuteur, de son père ou de sa mère veuve."

Adopté.

**Une voix** propose d'ajouter au même article après les mots "ou la mère veuve de la personne décédée" "un certificat d'un médecin semblable à celui exigé actuellement pour une inhumation; un certificat d'une personne ayant un titre légal de revendiquer le corps, comme quoi la personne décédée n'était pas au moment de sa mort un membre de l'Eglise catholique romaine".

Adopté.

**M. C.-B. Major (Ottawa)** propose d'ajouter dans la clause 11, après le mot "consentement", les mots suivants: "pourvu aussi que la compagnie ne puisse disposer par incinération ou crémation des corps de personnes mortes subitement ou de mort violente, sans permission du coroner du district où ces personnes sont mortes".

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **"Montreal Light, Heat and Power Company"**

**M. F.-X. Dupuis (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 142) constituant en corporation la "Montreal Light, Heat and Power Company".

Adopté.

#### **En comité:**

**M. W. A. Weir (Argenteuil)** propose que le bill soit référé à nouveau au comité plénier avec instruction d'amender la section 10 qui dit que la compagnie pourra dans la cité de Montréal ou dans tout autre endroit situé dans la province de Québec, dans un rayon de 100 milles de ladite cité, avoir accès à et établir sous et sur les rues et chemins publics, tous les tuyaux, lignes, conduits et autres installations qui pourront être nécessaires aux besoins de ses affaires. Il propose d'ajouter à cette clause les mots suivants: "pourvu que le consentement de toute municipalité intéressée soit préalablement obtenu". Il parle de son amendement, soulignant qu'il est simplement juste d'obtenir l'autorisation des municipalités au préalable.

Il montre qu'avec les stipulations du bill on crée un énorme monopole qui, si le bill est accepté dans sa forme actuelle, pourrait écraser toutes les autres entreprises industrielles du même genre dans un tiers de la province. Ses pouvoirs s'étendent dans un rayon de 100 milles de la cité de Montréal.

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** comme le représentant d'Argenteuil, dit qu'accorder à la compagnie le pouvoir qu'elle demande permettrait pratiquement à celle-ci de défoncer, contre le gré des autorités municipales, les rues de toute municipalité située dans un rayon de 100 milles de Montréal, quand et où la compagnie le voudrait et de les laisser éventrées aussi longtemps qu'elle le désirerait sans que la municipalité n'ait aucun recours.

**M. H. Champagne (Deux-Montagnes)** dit que plusieurs autres compagnies jouissent des pouvoirs demandés dans le bill et que ces compagnies n'ont pas à demander

l'autorisation de la municipalité de Montréal.

**M. J. Cochrane (Montréal no 4)** se dit en faveur de l'amendement proposé par le représentant d'Argenteuil (M. W. A. Weir).

**M. F.-X. Dupuis (Châteauguay)** défend son projet. Il dit que, si d'autres compagnies jouissent de ce droit, il ne voit pas pourquoi on le refuserait à cette nouvelle compagnie ou on le limiterait comme le propose l'amendement.

**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)** se prononce en faveur de cette modification, parce que la loi, telle que proposée, accorde des pouvoirs trop considérables à cette compagnie.

Il dit qu'il s'agit d'ouvrir la porte toute grande à un nouveau monopole dont le but est d'englober tous les petits. Il ne peut approuver ces mesures et, avant quatre ou cinq ans, la population se plaindra de ce monopole et de ceux qui lui auront donné l'existence.

Si la majorité qui gouverne accorde à cette compagnie les privilèges qu'elle demande, un grand nombre d'autres compagnies viendront avant la fin de la présente session demander des privilèges semblables pour rivaliser avec la présente compagnie ou pour être mises sur le même pied.

En 1892 la législature a incorporé une compagnie qui a reçu alors des pouvoirs exorbitants, on s'en est aperçu ensuite, mais il était trop tard et cette législation fut passée au détriment des intérêts de Montréal. Il ne faut pas répéter la même chose aujourd'hui. Comme député d'une des divisions de Montréal, il croit de son devoir de protester contre une semblable mesure, car il a peur du monopole et des trop grands pouvoirs conférés à des compagnies privées.

Il demande s'il n'y a pas déjà assez de compagnies d'électricité et de compagnies de gaz à Montréal qui détruisent ou défoncent les rues sans qu'on accorde le même pouvoir à une autre compagnie. Il dit que tous les représentants de Montréal, sauf un, appuient cet amendement et que cela serait une injustice pour Montréal et pour une grande partie de la province si la Chambre rejetait l'amendement.

**M. E. J. Flytm (Nicolet)** se prononce en faveur de l'amendement. Il dit que le bill a été adopté au comité des bills privés avec des noms autres que ceux inscrits sur le bill.

**M. F.-X. Dupuis (Châteauguay):** C'est à la demande du représentant de la compagnie.

**M. J.-M. Tellier (Joliette):** Il est évident, si l'amendement est rejeté, que la "Montreal Light, Heat and Power Company"

pourra entrer dans n'importe lequel des très nombreux villages situés dans un rayon de 100 milles de Montréal, y défoncer les rues et y installer des poteaux ou y faire tout ce qu'elle veut, même si elle vient en concurrence avec la municipalité advenant que celle-ci ait sa propre usine d'électricité, comme c'est le cas du village de Joliette.

**M. R. S. Cooke (Trois-Rivières):** Si la compagnie faisait des pressions pour pouvoir poursuivre ses affaires dans un rayon de 100 milles de Montréal, Trois-Rivières tomberait sous son empire et la compagnie ferait sans doute tort à beaucoup d'autres entreprises.

**M. M. Perrault (Chambly)** se prononce en faveur du bill et contre l'amendement du représentant d'Argenteuil (M. W. A. Weir), que la loi proposée lui paraît renfermer toutes les garanties voulues.

L'amendement étant mis aux voix, il est rejeté sur division (15 contre 24).

Le comité ayant étudié le bill en fait rapport sans amendement.

**M. F.-X. Dupuis (Châteauguay)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

**M. W. A. Weir (Argenteuil)** propose en amendement, appuyé par le représentant de Montréal no 5 (M. M. Hutchinson), que ce bill ne soit pas lu maintenant une troisième fois, mais qu'il soit renvoyé de nouveau au comité général de la Chambre avec instruction d'ajouter les mots suivants à la section dix dudit bill: "pourvu que le consentement de toute municipalité intéressée soit préalablement obtenu".

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Blanchard, Chicoyne, Cochrane, Cooke, Duffy, Duhamel, Flynn, Giard, Gouin, Hearn, Hutchinson, Lemay, Lovell, Mackenzie, Pelletier (Dorchester), Robitaille, Tellier et Weir, 18.

**Contre:** MM. Bergevin, Bissonnette, Cardin, Caron (Matane), Champagne, Chauret, Chênevert, Décarie, Dechêne, de Grosbois, Dorris, Dupuis, Garneau, Girard, Kennedy, Lacombe, Lalonde, Langelier, Morin (Charlevoix), Pelletier (Sherbrooke), Perrault, Roy (Kamouraska), Roy (Montmagny), Tanguay et Turgeon, 25.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

**M. F.-X. Dupuis (Châteauguay)** propose de nouveau que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** soulève un point d'ordre en s'objectant à la troisième lecture du bill maintenant, attendu que la



règle 43 de cette Chambre décrète qu'un bill ne peut subir plus d'une phase par jour.

**M. l'Orateur** décide comme suit: Je décide que l'on ne peut pas, à cette phase, invoquer le règlement pour faire ajourner à demain la troisième lecture parce qu'aussitôt après la réception du rapport du bill sans amendement, la Chambre a ordonné à l'unanimité que la motion serait faite "immédiatement".

Cette objection aurait dû être faite lorsqu'après la réception du rapport du comité général sans amendement j'ai, suivant la pratique régulière, demandé à la Chambre quand elle voulait que la 3e lecture du bill eût lieu, indiquant demain. La Chambre a exprimé sa volonté, sans une voix dissidente, que la motion pour la 3e lecture fut faite "immédiatement".

L'honorable député de Châteauguay a, conséquemment, proposé la motion pour troisième lecture à laquelle l'honorable député d'Argenteuil a proposé l'amendement qui vient d'être rejeté.

La question est donc de nouveau sur la motion principale.

Et la question principale étant posée, elle est résolue dans l'affirmative.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Construction des bâtiments religieux de la paroisse Saint-Paul de Montréal**

**M. D.-J. Décarie (Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 58) amendement la loi concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de Saint-Paul de Montréal.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. D.-J. Décarie (Hochelaga)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Hull**

**M. C.-B. Major (Ottawa)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 63) modifiant de nouveau la charte de la cité de Hull.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. C.-B. Major (Ottawa)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.  
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Succession M. S. Valois**

**M. D.-J. Décarie (Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 44) dégageant de toute responsabilité les acquéreurs des immeubles légués par feu Simon Valois.

Adopté.

Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

#### **Charte de Saint-Laurent**

**M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 145) amendement la loi 56 Victoria, chapitre 59, constituant en corporation la ville de Saint-Laurent soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **"The Point St. Charles Amateur Athletic Association"**

**M. F.-X. Dupuis (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 112) constituant en corporation "The Point St. Charles Amateur Athletic Association" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

- bill (no 32) intitulé "Loi confirmant certains arrangements entre le lord-évêque du diocèse de Montréal et le recteur de la "Christ Church Cathedral" dans ledit diocèse;
- bill (no 35) intitulé "Loi concernant la ville de Longueuil et la Compagnie du chemin de fer du Grand Tronc du Canada";
- bill (no 43) intitulé "Loi amendement les lois qui régissent la commune de la seigneurie de Yamaska";
- bill (no 37) intitulé "Loi constituant en corporation les petites soeurs de la Sainte-Famille";
- bill (no 47) intitulé "Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Édouard-Honoré Bégin au nombre

de ses membres, après examen"; j

- bill (no 50) intitulé "Loi constituant en corporation l'institut des soeurs de Notre-Dame-du-Bon-Conseil";

- bill (no 53) intitulé "Loi constituant en corporation la "Montreal Business Men's League";

- bill (no 60) intitulé "Loi amendant la loi 47 Victoria, chapitre 91 intitulée "Acte autorisant la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu J.-B. Renaud, et la loi qui l'amende";

- bill (no 68) intitulé "Loi constituant en corporation le Club commercial et littéraire de Hull";

- bill (no 71) intitulé "Loi constituant en corporation la Compagnie Paquet Limitée";

- bill (no 73) intitulé "Loi constituant en corporation l'Association des manufacturiers de chaussures de Québec";

- bill (no 76) intitulé "Loi amendant de nouveau la charte de la Compagnie de chemin de fer Québec central";

- bill (no 77) intitulé "Loi amendant de nouveau la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec central";

- et le bill (no 139) intitulé "Loi concernant la succession de feu François-Xavier Beaudry".

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec un amendement pour lequel il demande son concours:

- bill (no 59) intitulé "Loi amendant la loi constituant en corporation l'hôpital Jeffery Hale, de la cité de Québec".

Et aussi le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (M) intitulé "Loi constituant en corporation "The Royal St. Lawrence Yacht Club" pour lequel il demande son concours.

#### Hôpital Jeffery Haie

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill (no 59) intitulé "Loi amendant la loi constituant en corporation l'hôpital Jeffery Hale, de Québec". Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Introduction de bills:

**L'honorable H. T. Duffy** (Brome) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent) que le bill (M) du Conseil législatif intitulé "Loi constituant en corporation "The St. Lawrence Yacht Club" soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

#### Demande de documents:

##### Refus d'octrois à certaines municipalités scolaires

**M. L.-J. Allard (Yamaska)** propose, appuyé par le représentant d'Ottawa (M. C.-B. Major), qu'il soit mis devant cette Chambre une liste des municipalités scolaires auxquelles l'octroi du gouvernement, pour les premiers six mois de la présente année scolaire, a été refusé, et les raisons de tels refus.

Adopté.

#### Interpellations:

##### Rapport semi-annuel des secrétaires-trésoriers des municipalités scolaires

**M. L.-J. Allard (Yamaska):** 1. Les secrétaires-trésoriers des diverses municipalités scolaires de cette province ont-ils fait au surintendant le rapport semi-annuel qu'ils étaient tenus de faire, avant le 15 janvier dernier, en vertu du paragraphe 9 de l'article 224 de la loi de l'instruction publique?

2. Appert-il par ces rapports que certaines municipalités scolaires n'ont pas imposé la rétribution mensuelle?

3. Dans l'affirmative, quelles sont ces municipalités?

##### L'honorable A. Turgeon (Bellechasse):

Non, en vertu du paragraphe 10 de l'article 215 de la loi scolaire actuelle, les secrétaires-trésoriers des municipalités scolaires ne sont tenus de faire un rapport au surintendant qu'avant le 15 juillet de chaque année.

#### Code civil, article 2260

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 87) amendant l'article 2260 du code civil.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

#### Loi électorale du Québec

**M. H. Champagne (Deux-Montagnes)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 92) amendant la loi électorale de Québec, 1895.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

La séance est levée à 11 heures.

Séance du 16 mars 1901

Sous la présidence de l'honorable H.-B. Rainville

La séance s'ouvre à 11 heures du matin.

**Dépôt de pétitions:**

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table: par M. Kennedy, la pétition du révérend M. Dufour et autres, de Saint-Norbert-du-Cap-Chat.

**Rapports de comités:**

**M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

- bill (no 49) amendement et refondant la charte de la ville de Richmond;
- et bill (no 70) amendement la loi 40 Victoria, chapitre 46, relative au village de la Pointe-au-Pic, et augmentant ses pouvoirs.

**Incident en Chambre**

Les députés applaudissent pour souligner l'arrivée du premier ministre qui est en retard.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. L'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (I) intitulé "Loi amendement la loi concernant les serments d'allégeance et d'office" pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

**Introduction de bills:**

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent), que le bill (I) du Conseil législatif intitulé "Loi amendement la loi concernant les serments d'allégeance et d'office" soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

**Tribunaux de Gaspé**

**M. H. Petit (Chicoutimi-Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 109) amendement la loi

concernant les tribunaux dans Gaspé.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. H. Petit (Chicoutimi-Saguenay)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Visite de Son Altesse royale le duc d'York et de Cornwall**

**M. J. Cochrane (Montréal no 4)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 155), autorisant les municipalités des cités et villes à faire les dépenses nécessaires pour la réception de Son Altesse royale le duc d'York et de Cornwall soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

**M. J. Cochrane (Montréal no 4)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)** propose de stipuler que toute municipalité ne devra dépenser plus de \$10 000 à cet effet.

Adopté.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution laquelle est lue deux fois et adoptée.

**M. J. Cochrane (Montréal no 4)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Pension de l'épouse séparée**

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Nicolet (M. E. J. Flynn), que le bill (no 30) amendement l'article 213 du code civil soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité de la législation et des lois expirantes.

#### Interpellations:

##### Système de ventilation de la Chambre d'assemblée

**M. J.-A. Chicoyne (Wolfe):** Est-ce l'intention du gouvernement de prendre des mesures pour appliquer un meilleur système de ventilation à la salle des délibérations de cette Chambre?

**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2):**  
Oui.

**M. E.-A. Dorion de Saint-Ours**

**M. L.-P.-P. Cardin (Richelieu)** propose, appuyé par le représentant d'Hochelaga (M. D.-J. Décarie), que le bill (no 122) permettant à Eugène-Alexandre Dorion d'ajouter à son nom les mots: "de Saint-Ours" soit réinscrit sur l'ordre du jour pour être considéré en comité général, à la prochaine séance.

Adopté sur division.

#### Demande de documents:

##### Commissions de M. J.-A. Marquis

**M. A. W. Giard (Compton)** propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. N. Lemay), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toutes requêtes et de toute correspondance au sujet des commissions de J.-A. Marquis, de Saint-Jérôme-de-Matane, comme commissaire "per dedimus potestatem", comme juge de paix, et comme percepteur du revenu, et de la révocation de ces commissions.

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** demande s'il y a eu des accusations portées contre M. Marquis.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** répond que oui et qu'il y aura enquête. Il porte des accusations graves contre cet employé du gouvernement. Il dit qu'il a été convaincu d'avoir lavé et réutilisé des timbres-poste qui avaient été oblitérés et malgré tout, selon le trésorier, il n'a pas encore été démis de ses fonctions.

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** dit qu'il trouve étrange que Marquis n'a pas même été suspendu, alors que pèsent sur son compte de graves accusations.

La proposition est adoptée.

#### Instruction publique

**M. J.-É. Duhamel (L'Assomption)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Terrebonne (M. J.-B.-B. Prévost), que le bill (no 154) amendement la loi de l'instruction publique soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

##### Code de procédure civile, articles 835 et 896

**M. L.-A. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant du Lac-Saint-Jean (M. G. Tanguay), que le bill (no 27) amendement les articles 835 et 896 du code de procédure civile soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Le but de la loi est que les bûcherons soient tenus de donner un avis aux marchands de bois lorsqu'ils n'ont pas été payés de leurs gages. Sans cet avis, ils perdront leur privilège sur les billots.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

##### Code civil, article 1234

**M. L.-A. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant du Lac-Saint-Jean (M. G. Tanguay), que le bill (no 26) amendement l'article 1234 du code civil soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Ce bill veut permettre de contredire un acte au moyen de commencement de preuve par écrit.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

##### Société des artisans canadiens-français

**M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 40) amendement la charte de la Société des artisans canadiens-français.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

##### Compagnie du gaz de Montréal

**M. P.-H. Roy (Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 129) amendement la charte de la Compagnie du gaz de Montréal et les actes qui l'amendent.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. P.-H. Roy (Saint-Jean)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Compagnie de téléphone du comté de Montmorency**

**M. L.-A. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 72) constituant en corporation la Compagnie de téléphone du comté de Montmorency.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. L.-A. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Monastère de Notre-Darne-de-Mistassini**

**M. G. Tanguay (Lac-Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 114) constituant en corporation le monastère de Notre-Dame-de-Mistassini.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. G. Tanguay (Lac-Saint-Jean)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Exemption de taxes à la "Montreal Cotton" de Valleyfield**

**M. A. Bergevin (Beauharnois)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 33) autorisant et ratifiant le règlement no 162 de la ville de Salaberry-de-Valleyfield, accordant une exemption de taxes et certains avantages à la compagnie dite "The Montreal Cotton Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. A. Bergevin (Beauharnois)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **M. Walter G. Mitchell**

**M. C.-A. Chênevert (Berthier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 126) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Walter G. Mitchell au nombre de ses membres soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **"The Royal St. Lawrence Yacht Club"**

**M. W. A. Weir (Argenteuil)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (M), du Conseil législatif, constituant en corporation "The Royal St. Lawrence Yacht Club" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Subsides**

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'hôpital général, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades pauvres, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Saint-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux sœurs de la Providence, Montréal, pour l'année

financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Saint-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Protestant House of Industry and Refuge", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "St. Patrick's Orphan Asylum", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Montreal Maternity", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Magdalen Asylum" (Bon-Pasteur), Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'orphelinat catholique, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité, pour l'hôpital des enfants trouvés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Orphan Asylum", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de la maternité, aux soins des soeurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de la rue Bonaventure, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

16. Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de Nazareth pour les enfants abandonnés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

17. Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des aveugles, asile de Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

18. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'ouvroir pour les aveugles, asile Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

19. Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au dispensaire de Montréal, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

20. Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Montreal Ladies' Benevolent Society", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

21. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Sainte-Brigitte, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

22. Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Infant's Home", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

23. Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Church Home", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

24. Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice Bethléem, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

25. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté,

comme une aide à l'hôpital Notre-Dame, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

26. Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

27. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Ladies Hebrew Benevolent Society", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

28. Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Miséricorde, pour l'entretien d'enfants trouvés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

29. Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Providence, angle des rues Sainte-Catherine et Fullum, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

30. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'institut du Baron de Hirsch et à la "Hebrew Benevolent Society of Montreal", autrefois appelé "Young Men's Hebrew Benevolent Society", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

31. Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Sheltering Home", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

32. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'institut McKay, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

33. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Montreal Foundling and Sick Baby Hospital", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

34. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice de Saint-Joseph-du-Bon-Pasteur, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

35. Qu'une somme n'excédant pas

soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux petites soeurs des Pauvres, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

36. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile pour les incurables, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

37. Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Western Hospital", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

38. Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Hervey Institute", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

39. Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association homéopathique de Montréal, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

40. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la maison de refuge Sainte-Cunégonde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

41. Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des dames charitables de l'orphelinat catholique et de l'asile Nazareth, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

42. Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

43. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

44. Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Ladies Protestant Home", Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

45. Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au

"Male Orphan Asylum", Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

46. Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Finlay, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

47. Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Female Orphan Asylum", Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

48. Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Sainte-Brigitte, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

49. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

50. Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

51. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité, orphelinat, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

52. Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité, pour veuves et infirmes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

53. Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu-du-Sacré-Coeur-de-Jésus, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

54. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu-du-Sacré-Coeur-de-Jésus, dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

55. Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu-du-Sacré-Coeur-de-Jésus, pour enfants trouvés, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

56. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante

centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu-du-Sacré-Coeur-de-Jésus, pour épileptiques, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

57. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Women's Christian Association", Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

58. Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de la maternité, aux soins des dames du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

59. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital général, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

60. Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'oeuvre du patronage, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

61. Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, asile de la Providence, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

62. Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité pour leur hôpital de la maternité, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

63. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital général, Sorel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

64. Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

65. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

66. Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité, Rimouski, pour l'année financière finissant le 30 juin



1902.

Adopté.

67. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital du Sacré-Coeur, Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

68. Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Distributing Home", Knowlton, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

69. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Hospital", Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

70. Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice Saint-Joseph-de-la-Délivrance, Lévis, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

71. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Vallier, Chicoutimi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

72. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Joseph, Arthabaskaville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

73. Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice Sainte-Anne-de-la-Baie-Saint-Paul, pour vieillards, infirmes et idiots, Baie-Saint-Paul, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

74. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice des soeurs de la Charité, Montmagny, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

75. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de Fraserville, Fraserville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

76. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'orphelinat et hôpital pour vieillards et malades, Valleyfield, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

77. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice Saint-André-Avelin, comté d'Ottawa, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

78. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de Saint-Jérôme, Saint-Jérôme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

79. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice Saint-Antoine, pour orphelins, infirmes et malades, Longueuil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

80. Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de Saint-Jean, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

81. Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Les résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à midi.

Séance du 18 mars 1901

Sous la présidence de l'honorable H.-B. Rainville

La séance s'ouvre à 3 h 15.

**Dépôt de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table:

- par M. Langelier, la pétition de A. F. Carter et autres, du village de Gaspé; la pétition de T. Auclair et autres, de Rivière-à-Claude, Gaspé; la pétition du révérend M. Roy, de Mont-Louis, Gaspé;
- par M. Cochrane, la pétition de H. Gatehouse et autres, de Montréal.

**"The Transit Insurance  
Company of Montreal, Canada"**

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. A. Robitaille), que les règles de la Chambre, en ce qui concerne la pétition de "The Transit Insurance Company of Montreal, Canada", soient suspendues.

Adopté.

**Lecture de pétitions:**

Et ladite pétition demandant des amendements à la charte de ladite compagnie est lue et reçue.

Conformément à l'ordre de la Chambre, la pétition suivante est lue et reçue: la pétition de François Deguire, maire, et autres, de la paroisse de Saint-Laurent, demandant que le bill (no 82) intitulé "Loi amendement l'ordonnance 3 Victoria, chapitre 31, intitulée "Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet" et les divers actes et ordonnances qui l'amendent" ne devienne pas loi.

**Introduction de bills:**

**M. J.-A. Chicoyne (Wolfe)** demande la permission d'introduire un bill (no 21) amendement la loi concernant les sociétés de secours mutuel.

Il s'agit d'empêcher la confusion quant aux fonds de ces sociétés, d'en déterminer l'emploi d'une manière plus claire, de protéger ceux qui joignent une société pour les secours mutuels seulement et non pour la protection.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. C.-A. Chênevert (Berthier)** demande la permission d'introduire un bill (no 23)

amendant le code municipal au sujet de l'entretien des chemins aux frais des municipalités.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**L'honorable S.-N. Pavent (Saint-Sauveur)** demande la permission d'introduire un bill (no 17) amendement la loi de la chasse de Québec.

D'après la loi existante, un chasseur a le droit de tuer deux orignaux et trois chevreuils. L'objet de cette mesure gouvernementale est entre autres de réduire la quantité de gros gibier tué pendant toute saison dans cette province à un orignal, deux caribous et deux chevreuils.

Quant à la chasse au canard, la saison pendant laquelle il sera permis d'en faire la chasse est abrégée d'un mois.

La saison commencera, à l'avenir, le premier avril au lieu du premier mars. La vente de la perdrix sera prohibée jusqu'au premier septembre 1903.

Cela ne veut pas dire qu'un colon ou un chasseur n'aura pas droit d'abattre des perdrix pour les besoins de leurs familles. On pourra continuer la chasse de la perdrix, mais on ne pourra pas la vendre.

Les hôteliers, les restaurateurs, les maisons de pension devront se munir d'une licence pour garder, dans le temps prohibé, du gibier qui aura été abattu dans le temps permis par la loi.

Les propriétaires des magasins à froid (cold storage) devront aussi se munir d'une licence pour du gibier tué en temps permis et quinze jours après la clôture de la saison de la chasse.

La loi renfermera aussi une clause analogue à celle de la loi de pêche, relativement au territoire loué par la couronne à un club ou à un particulier. On donnera droit de poursuite aux propriétaires des territoires ainsi loués contre toute personne qui se permet de faire la chasse sur la propriété d'autrui.

Ce sont là les principales dispositions de la nouvelle loi.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)** demande la permission d'introduire un bill (no 5) amendement la loi concernant l'organisation des départements.

Il dit qu'il s'agit de faire une amélioration dans le service civil en réduisant le nombre de départements à six au lieu de sept. La colonisation sera ajoutée au département des Travaux publics, et les

mines au département des Terres. Cette mesure comporte aussi l'avantage de réduire les dépenses du gouvernement.

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** dit quelques mots sur cette question.

**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)** dit qu'elle sera expliquée plus au long plus tard lorsque la mesure viendra pour sa seconde lecture devant la Chambre.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### Charte de Richmond

**M. P. S. G. Mackenzie (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 49) amendement et refondant la charte de la ville de Richmond.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. P. S. G. Mackenzie (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Charte de la Pointe-au-Pic

**M. J. Morin (Charlevoix)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 70) amendement la loi 40 Victoria, chapitre 46, relative au village de la Pointe-au-Pic et augmentant ses pouvoirs.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. J. Morin (Charlevoix)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### M. E.-A. Dorion de Saint-Ours

**M. L.-P.-P. Cardin (Richelieu)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (no 122) permettant à Eugène-Alexandre Dorion d'ajouter à son nom les mots "de Saint-Ours".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. L.-P.-P. Cardin (Richelieu)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Compagnie de pulpe de Métabetchouan

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 119) constituant en corporation la Compagnie de pulpe de Métabetchouan soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### Interpellations:

##### Remboursement de débentures pour les municipalités de Sainte-Sophie et de New Glasgow

**M. A. W. Giard (Compton):** L'honorable commissaire des Travaux publics et des Chemins de fer, ou aucun des membres du gouvernement, a-t-il promis, au cours de la dernière élection provinciale, ou en aucun temps, de faire rembourser par le gouvernement, aux corporations municipales de Sainte-Sophie et de New Glasgow, dans le comté de Terrebonne, le montant des débentures souscrites par ces corporations à la Compagnie de chemin de fer le Grand-Nord?

**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2):** Non.

##### Subventions à la colonisation dans les municipalités de Sainte-Lucie et de Sainte-Marguerite

**M. A. W. Giard (Compton):** 1. Le gouvernement a-t-il accordé certains deniers de colonisation, au cours des mois d'octobre, novembre et décembre, pour être dépensés dans les municipalités de Sainte-Lucie et de Sainte-Marguerite, comté de Terrebonne, et de fait, a-t-il dépensé des deniers de colonisation dans ces endroits, dans le cours des mois susdits?

2. Dans l'affirmative, à qui ces deniers ont-ils été confiés et payés?

3. Par qui ont-ils été demandés?

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse):** 1. Des instructions ont été données, le 30 d'octobre dernier, pour travaux au montant de \$125 pour Sainte-Lucie et \$75 pour Sainte-Marguerite.

2. Dans l'un et l'autre cas, l'argent a été payé aux conducteurs des travaux, Roch Thouin et Jean-Baptiste Gauthier.

3. Pour Sainte-Lucie, par Ovide Beauchamp, maire. Roch Thouin, Paul André, Edmond André et Alfred Gilbault, et pour Sainte-Marguerite, par Polydore Gauthier.

### Emploi de subventions par les cercles agricoles

**M. J.-A. Chicoyne (Wolfe):** Est-ce l'intention du gouvernement de permettre aux cercles agricoles d'employer tout ou partie de leurs subventions officielles à l'achat de machines à extraire les pierres et les souches?

**L'honorable F.-G.-M. Dechène (L'Islet):** Oui.

### Vente de lots dans le township Rameau

**M. E. J. Flynn (Nicolet):** 1. Les lots suivants, dans le township Rameau, sont-ils en vente en faveur des colons qui voudraient les acheter: les lots nos 9, 10, 22, 23, 29 et 30 du deuxième rang, et les lots nos 9, 10, 22, 23, 29 et 30 du troisième rang, ainsi que la moitié nord-ouest du lot no 2, dans le deuxième rang?

2. Le département a-t-il fait aucune promesse, ou a-t-il pris aucun engagement de vendre ces lots à quelque personne ou personnes?

3. Dans l'affirmative, à qui?

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur):** 1. La vente de ces lots a été suspendue parce que les rapports d'inspection sont contestés et que le département est à considérer s'il ne serait pas opportun de faire faire une nouvelle inspection du canton Rameau avant de prendre action.

2 et 3. Non.

### Terrains de la "British American Land Company"

**M. A. W. Giard (Compton):** Le gouvernement a-t-il le droit de reprendre possession du terrain, ou d'une partie du terrain concédé, il y a quarante-huit ans, à la "British American Land Company", si, à l'expiration de cinquante ans, cette partie de terrain n'a pas été ouverte à la colonisation?

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur):** Rien dans les lettres patentes émises en faveur de la compagnie dite "The British American Land Company" ne paraît donner semblable droit au gouvernement.

### Subsides à la colonisation dans le comté de Compton

**M. W. A. Giard (Compton):** Quelles sommes ont été accordées à la colonisation dans le comté de Compton, annuellement, depuis l'année 1887 inclusivement?

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse):** Le rapport du département imprimé et

distribué chaque année indique le détail des sommes dépensées par comté. Pour l'année courante 1900-1901, \$819.43.

### Demande de documents:

### Élections fédérales et provinciales pour l'année 1900

**M. F.-X. Dupuis (Châteauguay)** propose, appuyé par le représentant de L'Assomption (M. J.-E. Duhamel), qu'il soit mis devant cette Chambre un état donnant:

1. La liste des noms des candidats dans toutes les divisions électorales, aux élections générales de décembre 1900, pour l'Assemblée législative de cette province;

2. Le nombre total de votes inscrits pour chacun des candidats;

3. La majorité constatée dans chaque cas;

4. Un semblable état pour les divisions électorales de la province de Québec, aux élections générales du 7 novembre 1900, pour la Chambre des communes du Canada.

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** répond que cet état se trouve dans le rapport du greffier en chancellerie.

**M. F.-X. Dupuis (Châteauguay)** dit que ce qu'il veut c'est le résultat des dernières élections fédérales et provinciales, et qu'il croyait comprendre que le greffier de la couronne en chancellerie (M. L.-G. Desjardins) avait préparé un rapport de toutes les élections depuis la Confédération. Il suggère que ce rapport soit imprimé, car il constituerait un document important et intéressant à consulter.

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur):** S'il y avait un hansard pour l'Assemblée législative, cet état en ferait partie; mais le rétablissement du hansard n'est guère probable, et il craint qu'il s'avérerait trop dispendieux. Il en coûterait plusieurs milliers de piastres pour imprimer ces résultats. Le gouvernement ne croit pas, pour le moment, devoir faire une telle dépense.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** est convaincu que le rapport du greffier en chancellerie comporte suffisamment de renseignements.

**L'honorable F.-G.-M. Dechène (L'Islet)** abonde dans le même sens.

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** souligne que la motion demande seulement le dépôt d'un bilan et non son impression. A ce propos, il regrette sincèrement l'abolition du hansard qui avait été d'une grande utilité pour les représentants de la Chambre, il dit que c'est

ici que s'écrit l'histoire politique du pays et que l'Assemblée législative devrait avoir le compte rendu officiel de ses délibérations. L'an dernier, il faisait partie d'un comité spécial institué par la Chambre et, ce comité ayant approuvé le rétablissement du hansard, l'honorable Marchand, défunt premier ministre, avait promis la session dernière que la question serait soulevée et étudiée pendant les vacances. Il se prononce donc en faveur du rétablissement d'un hansard.

M. C. Langelier (Lévis) appuie les remarques du représentant de Nicolet.

Il est évident, d'après le débat qui a suivi, qu'il y a en Chambre un sentiment assez fort voulant sauver de l'oubli les sages paroles des membres de l'Assemblée législative. Par contre, les membres du gouvernement semblent craindre que la publication des débats suscite la tentation d'allonger les discours et aussi la session de la législature. Quoi qu'il en soit, les ministres s'abstiennent de faire des promesses à ce propos.

Il fait remarquer qu'un comité spécial de cette Chambre, dont il faisait partie l'an dernier, s'est occupé de cette question et que, d'après les informations reçues, le hansard pouvait être continué à raison de \$2000 à \$2500 par session. Dans tous les cas, il est aussi d'opinion que l'on devrait s'entendre pour continuer la publication officielle des délibérations de l'Assemblée législative, non seulement à titre d'ouvrage de référence pour la Chambre, mais comme outil pour les historiens qui traitent de la politique.

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** répond que la publication d'un hansard serait trop longue et trop dispendieuse, et ne croit pas que les services que peut rendre une telle publication soient en rapport avec les dépenses qu'elle nécessitera.

Il ne voit pas l'utilité de la motion du représentant de Châteauguay (M. F.-X. Dupuis) et, en ce qui concerne le hansard, il parle de la Chambre des députés en France qui se passe très bien de la transcription des débats. Il dit toutefois que le gouvernement étudierait la question.

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** répond qu'un hansard pourrait être basé sur le système anglais et pourrait être fait à bon compte si on notait seulement les principales interventions des représentants. Il considère que c'est de l'argent bien dépensé. Il croit qu'on pourrait par d'autres moyens économiser assez d'argent pour permettre la publication du hansard.

La proposition est adoptée.

### Chemins avoisinant Montréal

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits en comité général au bill (no 82) amendement l'ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet, et les divers actes et ordonnances qui l'amendent.

Les amendements sont en conséquence lus une deuxième fois et adoptés.

### Billets promissoires

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 87) amendement l'article 2260 du code civil. Adopté.

#### En comité:

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** explique le but de cette loi, qui est de faire revivre l'ancienne loi sur les billets promissoires, en ce qui concerne la prescription de certains de ces billets. Il veut faire décréter qu'un billet promissoire sera prescrit par cinq ans pour les négociants et par trente ans pour les autres classes.

Il veut amender l'article 2260 du code civil en ajoutant dans cet article, après les mots "billets promissoires", les mots suivants: "autres que ceux donnés en considération d'un prêt d'argent tant qu'ils sont entre les mains du porteur originaire".

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** soutient que la nouvelle mesure ne déroge en rien à la loi existante.

**M. J.-M. Tellier (Joliette)** prétend, au contraire, que cette loi n'a pas sa raison d'être, qu'elle renferme un changement radical et qu'elle aura un effet rétroactif.

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** propose l'ajournement du débat.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

### Loi électorale du Québec

**M. H. Champagne (Deux-Montagnes)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 92) amendement la loi électorale de Québec, 1895.

Adopté.

#### En comité:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit

comme suit:

"Le paragraphe 1 de l'article 13 de la loi 59 Victoria, chapitre 9, est amendé en ajoutant, à la fin, les mots "de Québec et de Montréal".

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"Le paragraphe 1 de l'article 13 de la loi 59 Victoria, chapitre 9, est amendé en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant: "Néanmoins les records, sauf ceux des cités de Montréal et de Québec, peuvent être électeurs, prendre part aux élections et voter, dans toutes divisions électorales autres que celles dans lesquelles ils exercent leurs fonctions judiciaires."

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

**M. H. Champagne (Deux-Montagnes)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Statuts refondus, article 5290

**M. W. J. Watts (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 89) amendant l'article 5290 des statuts refondus, concernant les compagnies d'assurance mutuelle.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. W. J. Watts (Drummond)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Pouvoir des fabriques

**M. T. B. de Grosbois (Shefford)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 106) amendant l'article 3435 des statuts refondus, concernant les pouvoirs des fabriques.

Adopté.

#### En comité:

L'article 1 est adopté sans discussion.

Le comité insère après l'article 1 l'article suivant: "Cette loi ne s'appliquera pas aux paroisses dans lesquelles les marguilliers sont élus par les anciens marguilliers."

L'article 2 est adopté sans discussion.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

**M. T. B. de Grosbois (Shefford)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Arpenteurs

**M. E. Roy (Montmagny)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Richmond (M. P. S. G. Mackenzie), que le bill (no 157) amendant la loi concernant les arpenteurs soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

#### Code de procédure civile

**M. P.-H. Roy (Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Beauce (M. H.-S. Béland), que le bill (no 25) amendant le code de procédure civile relativement aux confessions de jugement soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

#### Succession M. S. Valois

**M. D.-J. Décarie (Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 44) dégageant de toute responsabilité les acquéreurs des immeubles légués par feu Simon Valois.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. D.-J. Décarie (Hochelaga)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Chasse

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** propose, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable F.-G.-M. Dechêne), que, demain, cette Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant la chasse.

Adopté.

**Remboursement de subsides par  
les compagnies de chemins de fer**

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent), que le bill (no 14) concernant le remboursement de certains subsides par les compagnies de chemins de fer soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Serments d'allégeance et d'office**

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 1) du Conseil législatif amendement la loi concernant les serments d'allégeance et d'office soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Selon la loi actuelle, toute personne occupant un poste au sein du service civil doit prêter serment d'office et aussi d'allégeance à la reine Victoria et à ses héritiers. Après la mort de la défunte reine, un certain doute régnait à savoir s'il était nécessaire de prêter serment d'allégeance au nouveau roi.

En vertu de la loi projetée, ces personnes ne seront pas obligées de prêter de nouveau serment d'allégeance dans le cas de décès du souverain. Ce sont: juges de paix, maires, conseillers des districts ruraux et tout membre ou officier d'une corporation publique ou toute personne admise à pratiquer comme avocat, notaire et arpenteur.

Les dispositions de la nouvelle loi s'appliqueront à toutes personnes qui ont prêté serment d'allégeance sous le règne de feu Sa Majesté la reine Victoria. Cette loi aura un effet rétroactif et elle ne s'appliquera pas aux juges de paix.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

**Charte de Chicoutimi**

**M. H. Petit (Chicoutimi-Saguenay)** propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. X. Kennedy), que la pétition de la corporation de la ville de Chicoutimi demandant des amendements à sa charte, rapportée du comité des ordres permanents, jeudi, le 14 courant, soit de nouveau renvoyée au comité des ordres permanents, avec instruction audit comité de la reconsidérer et de faire rapport à cette Chambre.

Adopté.

**Subsides**

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas cinquante-trois mille neuf cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux cercles agricoles, et pour encouragement à l'agriculture en général et améliorations aux chemins ruraux, y compris les crédits en vertu de la loi 60 Victoria, chapitre 4, et 63 Victoria, chapitre 2, savoir: \$11 600, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'horticulture, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Conseil d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'école d'agriculture de L'Assomption: deuxième de trois paiements égaux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles vétérinaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association laitière de la province de Québec et à l'inspection des syndicats de beurriers et de fromageries, statuts refondus du Québec, article 1753a et 1753e (54 Victoria, chapitre 20, et ordre en conseil no 75, du 24 janvier 1891), pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme encouragement à la culture des arbres fruitiers, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le laboratoire officiel de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les conférences sur l'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Poultry Association", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Mérite agricole de la province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la célébration de la fête des arbres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association agricole des Cantons de l'Est, 60 Victoria, chapitre 9, 5e et dernier octroi à payer après son exposition (exposition de Sherbrooke), pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la métairie Saint-Joseph, Saint-Hyacinthe: aide à la reconstruction de ses bâtisses détruites par le feu, 3e et dernier

paiement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

16. Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'amélioration des chemins ruraux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

17. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'Institut impérial de Londres, contribution de la province de Québec au coût de son entretien, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

18. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux sociétés de colonisation en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

19. Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'immigration, bureaux de Québec et de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

20. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Women's National Immigration Society, Montreal", pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

21. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide à la "Women's Protective Immigration Society", Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

22. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses du service d'enregistrement (cadastre), pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

23. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les mines, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

24. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses de la publication de cartes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

25. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les comptes en suspens, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé



plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

**Code civil, article 1785**

**M. N. Dion (Témiscouata)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 104) amendant l'article 1785 du code civil.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la

prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

**M. N. Dion (Témiscouata)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à 6 heures.

Séance du 19 mars 1901

Sous la présidence de l'honorable H.-B. Rainville

La séance s'ouvre à 3 heures.

**Dépôt de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table:

- par M. Pelletier, la pétition du révérend M. O'Farrell et autres, de Saint-Édouard-de-Frampton;
- par M. Daigneault, la pétition de F. Dandenault et autres, de Saint-Simon, Bagot.

**Comité spécial du code municipal**

**M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité spécial du code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'il les a adoptés sans amendement:

- bill (no 93) amendant l'article 1080 du code municipal;
- bill (no 94) amendant l'article 291 du code municipal.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté avec un amendement: bill (no 90) amendant l'article 761 du code municipal.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'il les a rejetés;

- bill (no 88) amendant l'article 1048 du code municipal;
- bill (no 95) amendant l'article 291 du code municipal.

**Rapports de comités:**

**M. T. B. de Grosbois (Shefford):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et des compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (no 74) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Québec et de la Baie-James, et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent de la législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'il les a adoptés avec plusieurs amendements:

- bill (no 25) amendant le code civil

en rapport avec les confessions de jugement;

- bill (no 101) amendant la loi concernant les corporations de ville;
- bill (no 154) amendant la loi d'éducation.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a rejeté: bill (no 157) amendant la loi concernant les arpenteurs.

**L'honorable F.-G.-M. Dechène (L'Islet):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement:

- bill (no 57) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Omer Drouin au nombre de ses membres, après examen;
- bill (no 56) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Marc-Aurèle Lemieux au nombre de ses membres, après examen;
- bill (no 118) autorisant Stanley Burns à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec;
- bill (no 137) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre John Joseph Barry au nombre de ses membres, après examen;
- bill (no 45) autorisant Frederic-A. Baxter, de Montréal, à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec;
- bill (no 136) constituant en corporation "Warden King & Son, Limited".

Aussi les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

- bill (no 64) autorisant Samuel-Robert Martin à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec;
- bill (no 38) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Moïse Véronneau à la pratique de la médecine et de la chirurgie;
- bill (no 46) autorisant James Peter Pidgeon à exercer la profession de médecin et chirurgien dans la province de Québec;
- bill (no 144) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Cyrille-F. Lussier à la pratique de la médecine et de la chirurgie;
- bill (no 115) amendant la loi concernant le Crédit foncier du Bas-Canada;
- bill (no 145) amendant la loi 56 Victoria, chapitre 59, constituant en corporation la ville de Saint-Laurent.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement:

- bill (no 133) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Léopold Houle au nombre de ses membres, après examen;

- bill (no 134) amendant la charte de la ville de Saint-Louis;

- bill (no 112) constituant en corporation "The Point St. Charles Amateur Athletic Association".

Le promoteur (M. L.-A. Taschereau - Montmorency) du bill (no 75) autorisant la "Restigouche Boom Company" à construire et à exploiter des estacades et des jetées dans la province de Québec, ayant déclaré qu'il désirait ne pas procéder avec ce bill, votre comité recommande, en conséquence, à votre honorable Chambre, que permission lui soit accordée de retirer ledit bill, et que les sommes par lui payées au comptable de l'Assemblée législative lui soient remises, moins le coût de l'impression et de la traduction dudit bill.

Adopté.

**M. É. Lalonde (Vaudreuil):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité, en conformité de l'ordre de référence de votre honorable Chambre concernant la pétition de la ville de Chicoutimi, demandant des amendements à sa charte, a examiné de nouveau ladite pétition, et trouve que les avis n'ont pas été publiés pendant tout le temps requis dans les journaux français; cependant, votre comité recommande la suspension de la 51<sup>e</sup> règle, convaincu qu'il est que toutes les parties intéressées sont bien informées de la demande.

**M. C. Langelier (Lévis)** propose que la règle de la Chambre soit suspendue pour permettre l'adoption du bill.

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** s'oppose à cela. Il prétend que la Chambre doit déclarer ce bill hors d'ordre parce que les avis requis par les règles de la Chambre n'ont pas été donnés.

**M. C. Langelier (Lévis)** lui répond que les avis avaient été publiés en français et en anglais dans la Gazette officielle et dans un journal anglais. Et puis, la population de Chicoutimi peut-elle prétendre n'avoir pas été informée quand la Défense, journal publié à Chicoutimi et l'organe de ceux qui s'opposent à cette loi, n'a cessé de tonner contre ce projet de loi. Il cite des extraits de ce journal et l'autorité de Todd, On Private Bills, qui enseigne que si le public intéressé, soit par des avis ou autrement, a

été informé, il ne faudra pas insister sur la règle.

**L'honorable F.-G.-M. Dechène (L'Islet)** met fin à la discussion en disant que la présentation du bill n'engage pas la Chambre à le passer. En justice, on devrait lui faire l'honneur de l'étudier en comité, quitte à le tuer ensuite, s'il n'est pas convenable.

**M. C. Langelier (Lévis)** propose, appuyé par le représentant de Laprairie (M. C.-S. Cherrier), que cette Chambre adopte ce rapport.

Adopté.

#### Introduction de bills:

**M. H. Petit (Chicoutimi-Saguenay)** demande la permission d'introduire un bill (no 111) amendant la charte de la ville de Chicoutimi.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (C) intitulé "Loi amendant l'article 3560a des statuts refondus" pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

#### Introduction de bills:

**M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier)** propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. C.-A. Chênevert), que le bill (C) du Conseil législatif intitulé "Loi amendant l'article 3560a des statuts refondus" soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

#### Corporations de ville

Le bill du représentant de Terrebonne (M. J.-B.-B. Prévost) concernant les corporations de ville a été retiré du consentement unanime de la Chambre.

#### Introduction de bills:

**M. É. Blanchard (Verchères)** demande la permission d'introduire un bill (no 160) modifiant le code municipal en ce qui regarde les appels aux conseils de comtés.

Il ne veut pas abolir les conseils de comtés mais en diminuer les frais. Et, dans ce but, il veut remplacer les appels dispendieux auxquels se prête le régime actuel par un mode d'arbitrage économique. Dans ces conditions, la mesure se

recommande à la favorable attention des députés ruraux.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. É. Blanchard (Verchères)** demande la permission d'introduire un bill (no 159) amendant la loi concernant la conciliation.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

### Travaux de la Chambre

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** propose, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable H. T. Duffy), qu'à partir de mercredi prochain, inclusivement, il y ait deux séances distinctes chaque jour: la première, de trois à six heures p. m.; la seconde, de huit heures p. m. jusqu'à l'ajournement; que, jusqu'à la fin de la session, lorsque la Chambre s'ajournera le vendredi, elle soit ajournée jusqu'à onze heures a. m., le samedi suivant.

Adopté.

### Incendie d'un palais de justice

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent), que le bill (H) du Conseil législatif soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill avec plusieurs amendements pour lesquels elle demande son concours.

### Subsides

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure des résolutions rapportées le 18 mars courant, du comité des subsides, lesquelles résolutions sont adoptées.

### Agriculture

**L'honorable F.-G.-M. Dechène (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 8) amendant la loi concernant l'agriculture.

Adopté.

### En comité:

**M. N. Garneau (Québec-Comté)** critique les amendements contenus dans ce bill. Ce membre qui est un agriculteur pratique s'oppose au bill tel qu'il est présenté maintenant et principalement à la clause 3 remplaçant l'article 1645J des statuts révisés qui stipule que les lauréats du "très grand

mérite" sont exclus des concours ultérieurs prévus à la première section du présent bill. Pour les fins des distinctions autorisées par cet article, ils forment deux classes de concurrents pour la médaille d'or: les agriculteurs qui vivent exclusivement de leur profession, et ceux qu'on peut appeler les amateurs qui n'attendent pas tous leurs revenus des biens du sol et qui cultivent pour leur agrément.

Dans chacune de ces classes, celui qui s'est le plus distingué dans n'importe quel concours en vertu de l'article 1615a, durant les cinq années qui suivent la date où il a reçu le diplôme de "très grand mérite", à maintenir la perfection de la culture qui lui a valu sa distinction honorifique, peut, sur le rapport des juges à cette fin et sur la recommandation du conseil d'agriculture, approuvée par le commissaire, recevoir, s'il forme partie de la classe en premier lieu décrite, une médaille d'or avec diplôme extra comportant les faits, et les mots "très grand mérite exceptionnel", et s'il forme partie de la classe en second lieu décrite, un diplôme extra comportant les faits et les mots "très grand mérite spécial".

Cette distinction aura pour effet, dit-on, d'empêcher des millionnaires qui font des jardins de leurs fermes et des palais de leurs maisons, de prendre part au concours pour la médaille d'or. Car, paraît-il, l'admission de ces gens riches au concours en écarte les cultivateurs pratiques.

C'est cette disposition nouvelle de la loi qu'il repousse vigoureusement, en démontrant qu'elle n'est ni nécessaire, ni juste, ni sage.

Elle n'est pas juste principalement parce qu'elle prive un grand nombre d'agriculteurs des récompenses qu'ils méritent. Il croit que le degré d'excellence devrait être très élevé et de fait il est beaucoup plus élevé chez les agriculteurs amateurs et, selon le bill maintenant soumis à la Chambre, il sera interdit aux "gentlemen farmers" de prendre part au concours pour la médaille d'or. Il pense que le système actuel est le meilleur puisqu'il rehausse de beaucoup l'idéal d'excellence. Elle n'est pas nécessaire, parce que la loi du mérite agricole et les règlements du Conseil d'agriculture qui s'y rapportent, si l'on veut seulement les bien comprendre et les appliquer judicieusement, offrent toutes les garanties voulues de justice et d'équité aux concurrents, qu'ils soient exclusivement du métier, ou qu'ils s'en fassent un passe-temps ou un agrément avec l'aide de la fortune. En effet, ces derniers ne peuvent obtenir de récompenses que si leurs méthodes de culture accusent à la fois et des succès et une exploitation économiquement sage. Il ne suffit pas que leur culture soit excellente en tous points, il faut de plus qu'elle soit rémunératrice. Les juges ne doivent ni ne

peuvent accorder la médaille d'or ou toute autre récompense à une personne riche, faisant de l'agriculture par amusement mais à perte. Ils ne lui accorderont de récompense que si ses méthodes peuvent servir de modèle à toute la classe agricole en général. Et si, dans le passé, quelqu'un de cette catégorie a pu, sans cela, obtenir une récompense, c'est dû à ce que les juges auront mal compris leur devoir ou mal interprété une bonne loi et de bons règlements. Voilà tout.

Cela se trouve à la page II des instructions et règlements du département de l'Agriculture et de la Colonisation où il est dit en toutes lettres:

"Les conditions de ce concours sont telles qu'aucun cultivateur laborieux, économe et intelligent ne doit hésiter à concourir dans la crainte que son peu de fortune ne l'empêche de se mesurer avec des concurrents plus favorisés que lui sous ce rapport. Les juges auront à rechercher avant tout quels sont ceux qui tirent meilleur parti de leur terre sans l'épuiser et avec le moins de dépenses comparées à la somme de profits nets qu'ils en obtiennent. Le mérite et le travail et non la fortune assureront le succès."

Cette clause n'est pas juste, parce qu'elle priverait d'une décoration bien méritée un grand nombre de cultivateurs riches qui, par cela même qu'ils sont riches, peuvent tenter des expériences, essayer les méthodes nouvelles qui serviront ensuite de modèles pour tous les autres agronomes. Car, si je le comprends bien, le but de la loi n'est pas tant de faire distribuer parmi la classe agricole de la province une moisson nécessairement clairsemée de médailles, de rosettes et de diplômes, que d'améliorer l'industrie agricole de cette province.

L'objet de la loi de 1889 était de créer des fermes modèles dans toutes les parties de la province, et comme le faisait si bien remarquer le regretté Mercier, dans le discours qu'il prononça à la distribution solennelle des prix du premier concours: "L'agriculture devant être dans ce pays la seule de toutes les professions qui verra ses membres couronnés par les plus hautes autorités, et portant sur leur poitrine la médaille du mérite, amènera forcément dans ses rangs une foule de jeunes gens intelligents et riches sortis d'autres professions et que l'espoir de la récompense et l'amour du travail pousseront vers la charrue de leurs ancêtres."

Et cette loi me paraît injuste, parce qu'elle trompe l'objet qu'elle avait en vue.

Puisqu'il s'agit de reconnaître le mérite, les agriculteurs qui ont placé des capitaux dans l'agriculture améliorée n'ont certainement pas dû démeriter, par ce fait, de la province. Pourquoi n'auraient-ils pas au moins autant de mérite que ceux qui n'ont

fait qu'y rechercher leur subsistance? N'est-ce pas à eux que nous devons ce mouvement agricole qui a tant contribué à la richesse de la province et à l'amélioration de notre agriculture? Qui a pris l'initiative, qui a favorisé l'établissement de toutes ces sociétés d'industrie laitière, d'agriculteurs, de ces syndicats de cultivateurs, de ces cercles agricoles, sociétés de pomologie, de ces concours de toutes sortes que réclamaient les auteurs de la loi existante?

En un mot, la loi de 1889 récompensait le mérite et le travail, et, si on lui fait subir l'amendement proposé, elle ne récompensera guère plus que le travail indépendamment du mérite et du succès. Il pense que le gagnant de la médaille d'or devrait constituer une classe en soi - sa ferme serait véritablement la meilleure ferme dans la province et serait un modèle pour tous les autres fermiers qu'ils soient amateurs ou professionnels.

Cette clause n'est pas sage, dit-il, et cela est démontré par le bill lui-même, parce qu'elle tend à éloigner de l'agriculture les gens qui ont de la fortune, de l'intelligence et des loisirs, et qu'en cela elle offre un vrai contre-sens avec l'objet primordial de la loi. Cette exclusion est tellement anormale qu'on ne la décrète qu'avec gêne. Je n'en veux pour preuve que la restriction que l'on a cru à propos d'insérer dans l'amendement lui-même à la clause 1615m. En effet, ne dit-on pas dans cet amendement qu'il faudra toutefois faire une exception à la proscription des gens qui ne sont pas seulement qu'agriculteurs en faveur de l'honorable commissaire de l'Agriculture, lequel sera, de par sa position, lauréat du mérite agricole, et par suite aura droit à la plus haute décoration, c'est-à-dire à la médaille d'or. Je n'ai pas d'objection à cela. Mais, on me permettra de faire observer que, dans cette province, il arrive assez rarement qu'un agriculteur pratique occupe la position de commissaire de l'Agriculture. Cet honneur est d'ordinaire l'apanage d'un homme de profession les trois quarts du temps, de médecins ou d'avocats qui n'ont peut-être jamais remué une pelletée de terre et dont tout le mérite, je veux dire le mérite agricole, consiste à bien administrer leur département d'après la loi et les règlements. Or, il est de droit lauréat du mérite agricole et, des agriculteurs de profession, des hommes qui peinent tous les jours sur leur terre ne pourront pas concourir pour la première récompense du mérite agricole.

Personnellement, je ne suis pas opposé à ce que cette décoration puisse échoir, comme à d'autres, à l'honorable commissaire de l'Agriculture; mais il me sera bien permis d'invoquer à l'appui de ma prétention cette réserve que l'on n'a pas pu s'empêcher d'insérer dans le malencontreux amendement.

Pourquoi faut-il, après cela, que nous disions à des agriculteurs non moins intelligents, plus instruits, plus éclairés que les autres, précisément parce qu'ils sont riches, à des agriculteurs, si vous voulez des noms, qui peuvent s'appeler honorable Syndey Fisher, honorable Dryden, MM. Cochrane ou McPherson, qui seront les plus beaux modèles de notre classe agricole, qui auront contribué le plus puissamment à l'avancement de cette noble profession chez nous, pourquoi faut-il que nous leur disions: "Or ça, vous et autres, quels que soient vos études, vos travaux, vos dépenses et vos mérites, vous n'aurez droit qu'à la décoration de la médaille d'argent et du diplôme secondaire, et nous vous interdisons de concourir pour la médaille d'or, honneur suprême que nous réservons à l'agriculteur dit pratique ou terre-à-terre, et à M. le commissaire de l'Agriculture, quel qu'il soit, fût-il même un d'entre vous?"

Monsieur le Président, je crois avoir suffisamment démontré l'anomalie que créera cette clause que ne réclament nullement ni la nécessité, ni la justice, ni la sagesse.

Il estime que toute la clause en question est de nature à décourager un grand nombre de cultivateurs et il exprime l'espoir que le ministre de l'Agriculture n'insistera pas, mais qu'il consentira à la faire retrancher. Son opinion est que si le degré d'excellence est élevé, on pourrait obtenir des résultats de beaucoup supérieurs si les autres fermiers doivent trimer pour l'atteindre que s'il est facile à atteindre.

#### **L'honorable F.-G.-M. Dechène (L'Islet)**

répond que le bill n'avait pas pour effet d'ignorer les gens riches qui font de la culture exemplaire, car il accorde à ceux-ci un diplôme spécial, mais qu'il réserve aux cultivateurs qui tirent leurs revenus de la culture seulement la récompense de la médaille d'or à leurs mérites.

Il n'est pas passé à la cachette devant le comité puisque tous les membres, moins lui qui avait été dûment averti au préalable, étaient présents et votèrent à l'unanimité pour cette mesure dont voici quelques extraits:

"Les lauréats de "très grand mérite" sont exclus des concours ultérieurs.

"Pour les fins des distinctions autorisées par cet article, ils forment deux classes, l'une composée de ceux d'entre eux qui tirent principalement de leur travail agricole et du revenu de leur terre leurs moyens d'existence, l'autre de ceux qui ne sont pas cultivateurs de profession.

"Dans chacune de ces classes, celui qui s'est le plus distingué, dans l'une quelconque des divisions de la province érigées en vertu de l'article 1615a, durant les cinq années qui suivent la date à laquelle ils ont reçu le diplôme de "très grand mérite", à maintenir la perfection de la culture qui lui a valu sa

distinction honorifique, peut, sur le rapport des juges à cette fin et sur la recommandation du Conseil d'agriculture, approuvée par le commissaire, recevoir, s'il forme partie de la classe en premier lieu décrite, une médaille d'or avec diplôme extra comportant les faits, et les mots "très grand mérite exceptionnel", et s'il forme partie de la classe en second lieu décrite, un diplôme extra comportant les faits et les mots "très grand mérite spécial".

"Il est aussi loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder des diplômes et des médailles à toute personne domiciliée hors de cette province qui a rendu des services à l'agriculture, soit dans la culture ou dans les industries qui s'y rapportent, dans un emploi public ou dans des missions scientifiques, ou par des ouvrages ou publications sur l'agriculture."

Il souligne que le degré d'excellence est trop élevé, si élevé en fait que bon nombre d'agriculteurs se découragent sachant qu'ils ne pourraient élever leur propre propriété à ce degré d'excellence, vu leur manque d'argent.

Il dit que, si quelque amendement devait être fait, il devrait l'être à la demande des juges du mérite agricole, M. Thos. Drysdale, M. Joseph Deland et M. Arsène Denis, et par le Conseil d'agriculture qui estime que le fermier qui doit beaucoup travailler pour améliorer sa ferme est traité injustement puisqu'il doit concourir contre de riches agriculteurs amateurs. Ils ont pensé qu'il était injuste pour le cultivateur, le vrai cultivateur, celui qui travaille, de le mettre en lutte dans un concours avec des "gentlemen farmers", celui qui, grâce à son argent, en fait peiner d'autres pour en recueillir le mérite.

Le changement proposé est basé sur la suggestion parue dans le dernier rapport du département de l'Agriculture. Cette suggestion est la suivante: "Avant de terminer ce rapport, nous prenons la liberté de réitérer notre suggestion et notre espoir en ce qui concerne M. Nesbitt principalement, que la loi et les règlements concernant les concours du mérite agricole soient amendés de façon à ce que les propriétaires de fermes qui ne sont pas des agriculteurs professionnels vivant de leurs travaux agricoles et du rapport de leur terre puissent former une classe spéciale de concurrents ayant droit à la médaille d'or, sans priver les concurrents de la classe agricole proprement dite de la même récompense lorsqu'ils la méritent. Ainsi, dans le présent concours, M. W. W. Ogilvie, riche agriculteur amateur ayant déjà été admis à concourir et ayant déjà gagné une médaille d'argent, juge qu'il est en droit de recevoir la médaille d'or puisqu'il est le concurrent qui a accumulé le plus de points. Mais, puisque M. John Nesbitt, fermier

professionnel, est le premier de sa classe de concurrents, il a lui aussi accumulé assez de points pour mériter la même récompense pour son mérite exceptionnel, et nous osons recommander qu'elle lui soit accordée, parfaitement convaincus qu'en le faisant nous ne faisons qu'exprimer la volonté commune des agriculteurs du pays." De plus, les agriculteurs riches sont d'accord avec ce changement.

Avec la loi actuelle, les cultivateurs ne reçoivent pas "fair play". Il connaît des millionnaires qui ont dépensé jusqu'à \$100 000 pour améliorer une ferme. Comment voulez-vous que nos cultivateurs qui cultivent pour vivre du produit de leurs terres puissent lutter contre ces gens-là?

Il veut que ceux qui font de l'agriculture pratique ne soient pas privés de la juste récompense que méritent leurs labeurs. De plus, les agriculteurs riches ont demandé ce changement et sont contents de recevoir un diplôme spécial.

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** partage l'opinion du représentant de Québec-Comté (M. M. Garneau), disant que cela est simplement juste pour le fermier. Il aurait voulu que tous ceux qui rendent des services à l'agriculture puissent être décorés. Il considère que les médailles d'or devraient être attribuées non seulement au travail, mais aussi au mérite, c'est-à-dire au cultivateur qui a amélioré sa ferme et qui a dépensé une partie de sa fortune en travaux agricoles. Il est content de voir que l'actuel commissaire de l'Agriculture marche dans les traces du commissaire conservateur. Le gouvernement actuel n'a rien fait de nouveau à propos de l'agriculture.

**M. J.-M. Tellier (Joliette)** prend part à la discussion.

Le comité ayant étudié le bill en fait rapport sans amendement.

**L'honorable F.-G.-M. Dechène (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Chasse

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin), que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant la chasse. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

Adopté.

En comité:

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** propose:

1. Que le bail d'un territoire de chasse confère au locataire, pour le temps qui y est fixé, le droit de prendre et de conserver la possession exclusive des terrains qui y sont décrits, en conformité des règles et restrictions qui peuvent être établies, et lui donne le droit exclusif de faire la chasse dans les terrains loués conformément aux lois et règlements alors en vigueur, ainsi que d'intenter en son propre nom toute action contre un possesseur illégal ou une personne qui contrevient à une disposition de la loi de chasse, et d'en recouvrer des dommages, s'il y a lieu, sauf cependant contre une personne qui passe sur ses terrains ou qui s'y livre à une occupation qui n'est pas incompatible avec les dispositions de ladite loi, ni contre le porteur d'un permis de coupe de bois, lequel a, en tout temps, conformément à son permis, le droit d'abattre et d'enlever les arbres, le bois en grume, le bois de sciage et autre, compris dans sa limite, et, pendant le temps fixé par ce permis, de se servir des rivières ou cours d'eau flottables et des lacs, étangs ou autres étendues d'eau et de leurs berges, pour transporter toutes sortes de bois et pour faire naviguer tous les bateaux, bateaux-passeurs et canots requis à cette fin, à condition de réparer les dommages résultant de l'exercice de ce droit.

Adopté.

2. Que, si une personne, sans la permission du locataire ou de ses représentants, chasse, fait chasser une autre personne ou l'aide à chasser sur les terrains sous bail, elle n'a aucun droit au gibier tué ou pris ni à aucune partie d'icelui, lequel peut être confisqué et devient alors la propriété absolue du locataire, et qu'elle est, en outre, passible d'une amende de pas moins de vingt, ni de plus de cent piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement d'un mois au moins et de six mois au plus.

Adopté.

3. Que le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries pourra accorder, sur paiement d'un honoraire conformément à un tarif fait par le lieutenant-gouverneur en conseil, à toute personne, compagnie ou corporation tenant des entrepôts frigorifiques, à tout hôtelier ou restaurateur ou à tout club, une licence annuelle permettant de conserver dans ces entrepôts frigorifiques ou dans des réfrigérateurs, pendant le temps de prohibition, du gibier pouvant servir de comestible, et, en outre s'il s'agit d'un hôtel, d'un restaurant ou d'un club, de servir, pour y être consommé, pendant le temps de prohibition, le gibier dont la vente n'est pas prohibée en vertu des articles 1400a ou 1420

des statuts refondus, pourvu que, dans tous ces cas, le gibier ait été légalement pris ou tué pendant le temps où la chasse est permise.

Que la demande de la licence devra être faite par écrit et contenir la description du local où l'on se propose de faire l'emménagement du gibier.

Que la licence décrira le local pour lequel elle sera accordée, contiendra l'indication du nom de la personne, compagnie, corporation ou club autorisé à faire l'emménagement, spécifiera l'année pour laquelle elle sera émise et sera signée par le commissaire et contresignée par le surintendant de la chasse.

Qu'il sera défendu à toute personne, compagnie, corporation ou club qui sera porteur d'une licence en vertu de cette résolution de recevoir, après l'expiration du quinzième jour qui suivra le commencement du temps de prohibition, du gibier pour le placer dans ces réfrigérateurs ou pour le vendre pour consommation en vertu de cette résolution.

Que tout garde-chasse ou toute autre personne autorisée par le commissaire pourra, à des heures raisonnables, faire l'inspection de ces entrepôts et de ces réfrigérateurs, et y saisir tout gibier qu'il aura raison de croire avoir été pris ou tué pendant le temps de prohibition, ou par quelque moyen illégal, ou avoir été reçu après l'expiration du quinzième jour qui suivra le commencement du temps de prohibition, et l'apporter devant un juge de paix qui, si la loi a été enfreinte, le déclarera confisqué, en tout ou en partie, au bénéfice de la province.

Que la preuve que du gibier emmagasiné ou vendu pour consommation en vertu de cette résolution a été tué ou pris légalement pendant le temps où la chasse est permise, ou qu'il n'a pas été reçu pour emmagasinage ou pour être vendu pour consommation après l'expiration du quinzième jour qui suivra le commencement du temps de prohibition, sera à la charge et aux frais de la personne, compagnie ou corporation tenant l'entrepôt frigorifique, ou du propriétaire d'hôtel ou de restaurant, ou du club où le gibier aura été trouvé.

Que toute personne, compagnie, corporation ou club qui recevra du gibier pour emmagasinage ou pour être vendu pour consommation, ou qui emmagasiner du gibier, contrairement aux dispositions de cette résolution, sera passible d'une amende de vingt piastres au moins et de cent piastres au plus.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé trois résolutions lesquelles sont lues deux fois et adoptées sur division.

Il est ordonné que ces résolutions soient renvoyées au comité général de la Chambre pour la considération du bill (no 17) amendement la loi de la chasse de Québec.

#### Billets promissoires

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 87) amendement l'article 2260 du code civil. Adopté.

#### En comité:

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** propose que le comité soit levé. Adopté.

#### Sociétés coopératives

**M. J.-A. Chicoyne (Wolfe)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre reprenne le débat ajourné, jeudi, 14 mars courant, sur la motion proposée: Que le bill (no 96) concernant les sociétés coopératives soit lu une deuxième fois.

Adopté sur division.

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse):** Je ne saurais trop féliciter l'honorable député de Wolfe sur l'intéressant discours qu'il a prononcé lors de la seconde lecture de son projet de loi. Il fait une spécialité des questions d'économie sociale et son opinion sur l'action bienfaisante des sociétés coopératives d'épargne et de crédit mérite d'être sérieusement considérée. J'ai été amené dans ces derniers temps, et je dirai tantôt à quelle occasion, à étudier cette question. J'ai lu quelques traités spéciaux, et surtout le remarquable ouvrage de M. Léon Say, et, après les avoir lus, je puis dire que l'honorable député de Wolfe ne saurait être accusé d'exagération. Si on peut lui reprocher quelque chose, c'est d'être resté en deçà de la vérité. Et cependant, je suis forcé de présenter quelques observations contre ce projet de loi. Il n'aura pas - je puis me tromper, mais c'est mon opinion consciencieusement exprimée - l'effet qu'il en attend. Il présente des anomalies de détail qu'il serait facile, sans doute, de faire disparaître lors de son examen, mais il se heurte à des objections que je considère insurmontables.

Pour remplir son but, la caisse rurale doit être une société coopérative d'épargne et de crédit. La caisse rurale sans caisse d'épargne n'a pas sa raison d'être. Elle a donc une double fonction: c'est un organe collecteur d'épargnes et c'est un organe distributeur de crédit. Il est de l'essence même de ces sociétés qu'elles ne prêtent qu'à leurs membres, et pour en faire partie, il faut être porteur d'une ou de plusieurs



actions payables d'un coup ou par versements à titre d'épargne. C'est l'idée maîtresse de l'institution. C'est cette idée maîtresse que Schulze exprimait excellemment en disant: "Pour avoir droit au crédit, il faut s'en rendre digne." Et l'on s'en rend digne par des habitudes d'ordre, d'économie, de probité, en prélevant chaque semaine ou chaque mois une épargne sur le fruit de son travail, de son négoce ou de son industrie, et cette épargne est portée à la caisse sous forme de dépôt ou en paiement des actions. Ainsi, on le voit, les caisses doivent de toute nécessité avoir l'autorisation légale de recevoir des dépôts. Je ne sais si je me fais bien comprendre. Pas de caisses rurales sans caisses d'épargne. En Europe, on l'a tellement bien compris que ces sociétés ont recours à mille moyens pour provoquer et recueillir l'épargne. On a multiplié les bureaux de collection; on a soin de les ouvrir après les heures de travail; on a installé des guichets dans les usines; on a réduit la collection à un montant infime, comme le sou, et même en Hollande, il y a des agents, véritables provocateurs de l'épargne, qui vont à domicile. Or, la législature n'a pas le pouvoir d'accorder cette autorisation légale. En vertu de notre loi organique (section 91, sous-section 16 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique) l'autorisation légale de recevoir des dépôts est du ressort exclusif du Parlement fédéral. L'honorable député l'a tellement bien compris qu'il a retranché ce qui était la section quatorze du projet de loi déposé à la dernière session. Cette omission forcée, je l'admets, nécessaire, je ne le conteste pas, détruit, à mon point de vue, toute l'économie et toute l'efficacité de la loi et la rend inutile.

L'honorable député a eu raison de modifier la section. L'an dernier, cette section décrétait la responsabilité illimitée des sociétaires et cette prescription, dans mon opinion, aurait arrêté l'établissement de ces institutions de crédit ou, du moins, leur diffusion. La solidarité n'est pas dans nos moeurs. Ces caisses, comme leur nom l'indique, sont destinées aux campagnes et nos cultivateurs, plus encore que les habitants de villes, sont réfractaires à cette responsabilité illimitée. L'honorable député, je le sais, pouvait se réclamer de l'autorité de Schulze. Dans le type Schulze, en effet, les membres se tiennent solidaires des opérations de la société; mais outre que ce système s'applique à l'Allemagne, ou un pays de moeurs différentes du nôtre, il n'a pas été accepté par un homme de la compétence de Luzzati, le fondateur des banques populaires de l'Italie et qui a donné à ces institutions une supériorité incontestable sur les institutions similaires à l'étranger, et voici quelle était son opinion. Je tire ce passage d'un excellent ouvrage de M. Desloges: Épargnes et Crédits populaires à

l'étranger et en France:

"M. Luzzati estimait qu'un instrument aussi énergique que la responsabilité par voie de solidarité illimitée n'est pas indispensable pour garantir les créances et il arguait de l'exemple des magasins coopératifs anglais qui, avec la seule responsabilité limitée, sont arrivés à une puissance économique énorme. Luzzati tenait compte du tempérament de ses concitoyens rebelles, comme le sont les races latines, à un engagement illimité de responsabilité et son type de banque, tout en conservant les caractères essentiels du système Schulze, a été par lui excellemment approprié aux moeurs et aux besoins des populations italiennes. Consacré maintenant par une expérience plus que trentenaire, il répond parfaitement aux nécessités financières de la démocratie laborieuse de sa patrie."

D'ailleurs, Schulze lui-même a fini par transiger avec la rigueur de son principe et, depuis 1889, la loi de l'Empire allemand autorise la formation de sociétés à responsabilité limitée. Nous avons de plus l'expérience de l'Écosse et de la Belgique. Dans ce dernier pays, les banques populaires belges avaient adopté le type Schulze dans toute sa rigueur. Mais progressivement on a tenu compte "de l'esprit des tendances et des besoins des populations belges" (Desloges), et l'on a abandonné la responsabilité illimitée pour arriver par étapes successives à la limiter, d'abord, à cinq fois le montant de l'action, puis, au seul montant de cette action.

Mais, dira-t-on, si la législature n'a pas l'autorité législative nécessaire, adressons-nous au Parlement fédéral. Aussi, je fais un pas de plus et je formule ma principale objection: je suis hostile à toute législation pour le moment. Pour un adepte de la mutualité et des sociétés coopératives cela peut paraître illogique et cependant rien n'est plus raisonnable. Ces sociétés n'existent pas encore dans la province ou, plutôt, il en existe peut-être deux ou trois et déjà l'on présente une législation. Le besoin crée l'organe. Ce projet de loi (si on commençait à réglementer à ce sujet) procède du principe contraire, du principe faux que l'organe crée le besoin. Nous sommes bien français sous ce rapport et trop imbus de la manie étatiste de nos cousins d'outre-mer. Il n'y a, en effet, disait l'auteur déjà cité, de lois véritables, bonnes que celles qui sont nées d'elles-mêmes dans les habitudes du peuple et le législateur, intervenant plus tard pour les écrire, ne fait en somme que formuler les règles que le peuple s'était déjà données à lui-même. Voyons un peu ce qui s'est fait à l'étranger. En Allemagne, la première caisse remonte à 1765 et, cependant, on ne trouve aucune trace de législation avant 1838. Elles se sont développées uniquement sous le régime du

droit commun et du libre emploi. Les banques populaires italiennes, au point de vue juridique, ont, pendant plus de vingt ans, vécu ignorées du législateur et c'est au régime du droit commun, sans restriction et sans privilège, que Léon Say attribue leur prospérité et leur rapide développement.

La première banque populaire belge remonte à 1865 et cependant jusqu'en 1873 les banques populaires furent inconnues de la loi, et leur existence juridique des plus discutables. En Suisse, ce n'est que depuis le 14 juin 1881 que le code fédéral des obligations s'applique aux coopératives de crédit. On retrouve le même phénomène en Écosse, où les banques depuis le commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle se sont fondées et multipliées par la libre association. En Serbie, où la coopération a pris de rapides développements, il existe actuellement une centaine de banques populaires du type Luzzati, et 180 caisses rurales du type Raiffeisen, qui, les unes et les autres, se sont organisées librement, le législateur n'ayant pas encore jugé à propos d'intervenir. Par contre, voyez ce qui s'est passé en France. "Si la France, comme l'écrivait un économiste distingué (Rampai: Introduction à l'économie politique de Schulze-Delitzsch) occupe une place considérable par l'élaboration des idées, son rang est loin d'être égal au point de vue pratique." En effet, s'il existe quelques essais isolés de coopératives de crédit - et quelques-uns de ces essais ont été heureux, comme la Banque populaire de Menton - la France n'occupe pas la place que ses richesses et l'esprit d'ordre et d'économie de ses habitants lui permettraient d'ambitionner; et où faut-il en rechercher la cause? Dans sa législation hâtive et tyrannique; on a voulu tout réglementer avant qu'il y eut quelque chose à réglementer; on a cru que l'organe créerait le besoin et aujourd'hui les mutualistes et les économistes se débattent dans le cercle de fer établi par cette législation.

J'ai dit, en commençant mes remarques, que j'avais été amené à étudier cette question. Il existe, en effet, dans la ville de Lévis, une banque populaire de date récente que nous devons au zèle et à la sollicitude patriotique d'un membre adjoint de la Société des études économiques de France, M. Alphonse Desjardins. Il s'est inspiré de l'expérience des hommes les plus compétents et la constitution de sa banque populaire, qui est une heureuse combinaison de tous les systèmes, a mérité les compliments de M. Luzzati lui-même. Je tiens à la main le dernier numéro du Bulletin du Crédit populaire en France et à l'étranger, publié à Paris, et M. Charles Rayneri - tous les mutualistes connaissent la haute compétence de cet écrivain - lui consacre un article des plus flatteurs. Je

serais heureux de mettre une copie de cette constitution devant le comité dont l'honorable député va demander la formation dans un instant, et le comité, j'en suis convaincu, en recommandera l'impression à la Chambre. Cet exemple sera-t-il suivi? Je connais plusieurs personnes dévouées, des membres du clergé, qui en surveillent les débuts avec anxiété, toutes prêtes à en établir de semblables dans leur localité si le succès répond aux espérances. Si cet exemple se généralise, dans dix ans, le mouvement donné par Lévis aura des imitateurs et nous aurons cent, deux cents caisses populaires; notre population se familiarisera avec son esprit, son rouage; les hommes de la haute finance, les administrateurs des grandes institutions de crédit, convaincus, non seulement de leur innocuité, mais de leur incontestable utilité, leur prêteront main-forte au lieu d'entraver leur marche. Ce sera alors le temps de demander au Parlement fédéral une loi qui fixera leur existence juridique, car la banque économique fondée à Lévis par M. Alphonse Desjardins semble présenter toutes les conditions désirables d'un fonctionnement sûr et efficace et qui rencontrerait toutes les conditions que le représentant de Wolfe a en vue.

Le promoteur de ce projet de loi, je le sais, acceptera mes remarques en bonne part et, pour tout dire, avec le même esprit qui les a dictées. Comme lui, je n'ai pas de plus ardent désir que l'établissement de ces sociétés coopératives de crédit, de leur développement, de leurs succès; comme lui, je suis un adepte de la mutualité; comme lui, je crois que c'est le point d'appui qui servira aux Archimèdes de l'avenir pour soulever le monde économique, et je dis après M. Méline: "Celui qui a dit le premier que le XX<sup>e</sup> siècle serait le siècle de la mutualité a vu l'avenir comme dans un éclair et n'a fait que devancer l'histoire".

**M. J.-A. Chicoyne (Wolfe)** propose, appuyé par le représentant de Montcalm (M. P.-J.-L. Bissonnette), que ce bill soit renvoyé à un comité spécial composé de l'honorable M. Dechène et de MM. Champagne, Chicoyne, Garneau et Roy (Saint-Jean) avec instruction de l'examiner et de faire rapport.

Adopté.

#### Terme de la Cour

**M. H.-S. Béland (Beauce)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. P.-H. Roy), que le bill (no 29) amendement le chapitre 2e du titre VIe des statuts refondus du Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

**Demande de documents:****Pont Yule**

**M. A. Girard (Rouville)** propose, appuyé par le représentant de Charlevoix (M. J. Morin), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de tous documents, correspondance, concernant le pont Yule, sur la rivière Richelieu, entre Chambly canton et Richelieu.

Le pont Yule est situé sur un des chemins les plus importants de la province, un chemin qui, avant la construction des chemins de fer, était le seul chemin pour les habitants des comtés de Chambly et des comtés avoisinants. Après avoir fait l'histoire de ce pont, il ajoute qu'il a été fait des dépenses pour le réparer, au montant de \$250. On se demande à qui appartient ce pont qui est devenu dangereux et quels sont ceux qui sont tenus de son entretien. Est-ce au gouvernement fédéral ou à la province de Québec? Et le gouvernement provincial, s'il en a la propriété, forcera-t-il les comtés seuls de Chambly et de Rouville à l'entretien d'un pont qui intéresse un quart de la province de Québec? Quelles sont les intentions du gouvernement de Québec? Prétend-il qu'il appartient encore au gouvernement fédéral? C'est ce que nous dira la réponse du gouvernement.

**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)** dit que la question se résume à peu de choses mais est délicate. Le pont a été construit par M. Wm Yule en 1845 avec la garantie du gouvernement de la province du Bas-Canada. Ce pont a été brûlé en 1895 et a été reconstruit. La succession Yule s'est adressée à Ottawa et a été payée après un jugement obtenu devant la Cour suprême et confirmé par le Conseil privé. La demande a été reçue, mais rien n'a été accordé pour l'entretien et ce dernier point a été renvoyé au gouvernement provincial. Les deux municipalités entre lesquelles ce pont est situé sont responsables d'après le droit commun. Mais comme c'est le gouvernement fédéral qui a été condamné à en payer le prix, c'est à lui qu'il doit s'adresser pour les réparations qui s'imposent. Le gouvernement désire être agréable aux électeurs de Rouville et de Chambly, mais il faut avant tout veiller aux intérêts de la province.

La proposition est adoptée.

**Les dentistes**

**M. C.-A. Chênevert (Berthier)** propose, appuyé par le représentant d'Iberville (M. F. Gosselin), que le bill (no 85) amendant la loi

concernant les dentistes soit de nouveau renvoyé au comité de la législation et des lois expirantes pour y être reconsidéré. Il veut qu'il y ait appel des décisions du bureau devant la Cour supérieure; il ajoute que ce corps possède des pouvoirs excessifs, plus considérables que ceux du barreau et du collège des médecins. Pourquoi les dentistes ne seraient-ils pas soumis à la loi comme ces corps?

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** s'oppose au bill.

**M. L.-J. Allard (Yamaska)** s'y oppose également.

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** suggère que le bill soit référé de nouveau au comité de législation pour y être reconsidéré avant d'être soumis à la Chambre.

**M. P.-É. LeBlanc (Laval)** s'y oppose énergiquement. Il parle en faveur du bill.

**M. F.-X. Dupuis (Châteauguay)** participe aussi à la discussion.

**M. A. Girard (Rouville)** fait également quelques remarques à propos de ce bill.

**M. J.-B.-B. Prévost (Terrebonne)** est aussi d'opinion de référer le bill au comité de législation.

La proposition est adoptée.

**Demande de documents:****Vente ou location des pouvoirs d'eau dans le comté de Pontiac**

**M. D. Gillies (Pontiac)** propose, appuyé par le représentant de Drummond (M. W. J. Watts), qu'il soit mis devant cette Chambre une copie de tous documents et correspondance au sujet de la vente ou de la location des pouvoirs d'eau dans le comté de Pontiac, depuis le premier mars 1892 à juin 1897.

Adopté.

**Code civil, article 1688**

**M. M. Perrault (Chambly)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. P.-H. Roy), que le bill (no 105) amendant l'article 1688 du code civil soit de nouveau renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes pour y être reconsidéré.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

Séance du 20 mars 1901

Sous la présidence de l'honorable H.-B. Rainville

La séance s'ouvre à 3 heures.

**Propos de l'échevin Lebeuf au Herald**

M. C. Langelier (Lévis) soulève une question de privilège et attire l'attention de la Chambre sur une entrevue publiée dans le Herald par l'échevin Lebeuf, au sujet de sa récente visite au comité des bills privés de l'Assemblée législative, dans laquelle l'échevin critique le comité des bills privés de l'Assemblée. M. Lebeuf se plaint dans cette entrevue de la conduite des membres du comité et de la façon dont les procédures ont été conduites lors de la discussion sur le bill de la Compagnie d'abattoirs de Laing. En parlant du bill adopté par le comité, il a dit que c'était une législation honteuse et que les membres du comité avaient voté sans avoir lu le bill et sans le comprendre.

Le représentant de Lévis donne lecture de l'entrevue. "The bill," said ald. Lebeuf this morning, in discussing the matter, "is the worst piece of legislation - the most nefarious - I have ever witnessed in my life. By it the company is practically given power to take possession of the streets of the city and the streets in all the towns and villages for a hundred miles around. It is allowed to do just what it likes without asking the permission of anybody. It is simply shameful - there is no other word for it.

"And the way the members of the Legislature acted in the room of the Private Bills Committee the other day when we appeared before them was even more shameful, if that were possible. I have nothing to complain of personally; I was heard respectfully and spoke as often as I wanted to, but the general tenor of the proceedings was disrespectful to the city. The members did not pay any attention to the bill; the majority of them had never read it - they didn't know anything about it and they didn't want to know anything. No attempt whatever was made to answer our arguments. The members answered simply by yelling: "Vote! Vote! Vote!"

"The committee was altogether too large; think of a committee of 53 of a House of 72. Nor was there any politics connected with the disgraceful exhibition; the Conservatives acted just as badly as the Liberals. All talked, laughed, smoked, walked about; it was a regular pandemonium. There was no decorum. One had to shout at the top of one's voice if one wished to be heard. Generally there were four or five attempting to address the chair at the same time. The Honorable Mr Gouin asked me if I did not

consider it deplorable, and I told him that I did not see how he could countenance such a pack of wolves". (1)

Il la qualifie d'insulte aux honorables membres du comité et de la Chambre. Il prétend qu'en tant que président du comité, le soir dont on parle, il a été attaqué personnellement et il raille les accusations portées par l'échevin Lebeuf disant qu'elles sont des exagérations malveillantes.

Il proteste contre cette assertion injurieuse pour l'un des comités les plus importants de la Chambre, soulignant le fait que l'échevin a bénéficié d'un auditoire des plus respectables. Il est certain que les membres du comité sont d'accord avec lui lorsqu'il exige de la Chambre la protection du comité contre des accusations diffamatoires et sans fondement comme celles-là.

(Applaudissements.)

**Dépôt et lecture de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur la table:

- par M. Langelier, la pétition de J.-B. Bernatchez et autres, de la Pointe-à-la-Frégate, Gaspé; et la pétition de C. Philippe et autres, de Gaspé-Nord.

Les pétitions suivantes sont, conformément à l'ordre du jour, lues et reçues:

- de S. Auclair et autres, de la Rivière-à-Claude, comté de Gaspé, recommandant l'octroi d'une charte à la compagnie du chemin de fer Canada Atlantique et Occidental;

- de A. F. Carter et autres, de Gaspé village, Gaspé, recommandant l'octroi d'une charte à la compagnie du chemin de fer Canada Atlantique et Occidental;

- du révérend M. E.-J. Roy et autres, de Mont-Louis, Gaspé, recommandant l'octroi d'une charte à la compagnie du chemin de fer Canada Atlantique et Occidental;

- et de H. Gatehouse et autres, de la cité de Montréal, contre la prohibition de la vente de la perdrix.

**Établissements industriels**

M. L.-P.-P. Cardin (Richelieu) retire son bill concernant les établissements industriels, lequel doit être renvoyé de nouveau au comité de législation. Il s'agit de l'inspection des bouilloires. Il prétend que l'inspection est mal faite et que, par conséquent, une foule de pauvres ouvriers sont exposés à perdre la vie par suite du

mauvais état des bouilloires. Il demande que la loi soit amendée à l'article 3028 des statuts refondus de façon à ce que, "dans toute cité et ville ayant une charte spéciale l'autorisant à nommer un inspecteur des chaudières à vapeur, l'inspection ne puisse, dans aucun cas, être faite par un autre inspecteur que par l'inspecteur de ladite cité ou ville, nonobstant toute loi à ce contraire privée ou publique". Il démontre que la nomination des inspecteurs de chaudières telle qu'elle se fait actuellement constitue une source de nombreux dangers pour le public. Il prétend que plusieurs des inspecteurs sont incompetents, qu'un bon nombre d'entre eux ne sont pas qualifiés pour détenir des certificats.

Un comité d'enquête devrait être institué par le gouvernement pour veiller à ce que seuls les inspecteurs de bouilloires compétents reçoivent des certificats, pour établir la compétence des inspecteurs et protéger aussi les ouvriers et les manufacturiers.

Il dit que, puisqu'il semble que la députation préfère attendre avant d'adopter cette mesure, il s'y soumet. Il retire son bill pour cette année afin de permettre aux inspecteurs de bouilloires de l'étudier, mais il promet de le présenter de nouveau à la prochaine session et il demande au gouvernement de faire une enquête sur l'état de choses qu'il signale.

**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)** félicite le représentant de Richelieu sur sa décision de retirer son bill contre lequel il a reçu de nombreuses protestations des propriétaires d'établissements industriels demandant à ce que la loi ne soit pas changée dans le sens proposé par le député de Richelieu. Il prétend que les assurances et les propriétaires des manufactures sont aussi intéressés que les ouvriers eux-mêmes à la sûreté des bouilloires. Il dit que les compagnies d'assurances voient généralement à ce que l'inspection des chaudières dans les manufactures soit faite de façon à donner toutes les garanties possibles de protection.

Il ne pense pas qu'il soit judicieux pour le gouvernement d'accéder à la requête du représentant de Richelieu. S'il y a des dangers pour les ouvriers, comme le prétend le représentant de Richelieu, le département n'en a jamais eu d'écho. Quant à l'enquête demandée, il faudrait une motion indiquant quelle sera l'étendue de cette enquête et alors le gouvernement verra ce qu'il a à faire.

**M. L.-P.-P. Cardin (Richelieu)** dit qu'il demandera une enquête sur la manière dont les inspecteurs des chaudières s'acquittent de leurs devoirs.

Le bill est retiré.

## Rapports de comités:

**M. J. Morin (Saint-Hyacinthe):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent de la législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté sans amendement: bill (no 85) amendant la loi concernant les dentistes.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté avec plusieurs amendements: bill (no 27) amendant les articles 835 et 896 du code de procédure civile.

## Comité spécial du code municipal

**M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité spécial du code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'il les a adoptés avec certains amendements:

- bill (no 108) amendant le code municipal;
- et bill (no 153) amendant le code municipal.

## Rapports de comités:

**M. L.-P.-P. Cardin (Richelieu):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir:

- bill (no 121) autorisant Joseph-Édouard Barras à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec;
  - bill no (124) constituant en corporation la ville de Grand-Mère;
  - bill no (125) concernant l'instruction publique dans la municipalité scolaire de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal.
- Aussi les bills suivants, qu'il a l'honneur de rapporter sans amendement:
- bill (no 79) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Aurélien Bernatchez au nombre de ses membres, après examen;
  - bill (no 126) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Walter G. Mitchell au nombre de ses membres;
  - et bill (M) du Conseil législatif constituant en corporation le "Royal St. Lawrence Yatch Club".

### Comité spécial sur les sociétés coopératives

**M. H. Champagne (Deux-Montagnes):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial nommé pour étudier le bill concernant les sociétés coopératives. Voici le rapport:

Votre comité a élu M. Champagne, son président.

Votre comité a examiné le bill (no 96) concernant les sociétés coopératives et a l'honneur de le rapporter avec plusieurs amendements.

#### Rapports de comités:

**M. T. B. de Grosbois (Shefford):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et des compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'il les a adoptés avec certains amendements:

- bill (no 116) constituant en corporation La Compagnie de chemin de fer électrique de Lévis;

- bill (no 143) constituant en corporation La Compagnie de chemin de fer Canadien Atlantique et Occidental.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

- bill (no 31), loi modifiant la loi connue sous le titre de "Loi modifiée des biens temporels du diocèse de Montréal, 1890";

- bill (no 54), loi constituant en corporation la société religieuse "The Free Methodist Church" de la province de Québec;

- bill (no 61), loi amendant la loi 63 Victoria, chapitre 67, concernant la Compagnie du chemin de fer de Québec et Lac-Saint-Jean;

- bill (no 67), loi changeant le nom de James Scott, de la cité de Montréal, marchand, en celui de James Barn Scott;

- et bill (no 138), loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Antoine Gobeil au nombre de ses membres, après examen.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (no 36), "Loi amendant la charte de la cité de Québec", auquel il a fait certains amendements pour lesquels il demande son concours.

### Cité de Québec

La Chambre procède à la prise en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 36) intitulé "Loi amendant la charte de la cité de Québec". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Introduction de bills:

**M. J.-É. Duhamel (L'Assomption)** demande la permission d'introduire un bill (no 161) validant certains actes reçus devant des notaires n'ayant pas prêté serment d'allégeance.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. P.-H. Roy (Saint-Jean)** demande la permission d'introduire un bill (no 158) amendant l'article 1622 du code civil.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. H.-S. Béland (Beauce)** demande la permission d'introduire un bill (no 107) amendant l'article 762 du code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial du code municipal.

#### Interpellations:

##### Confiscation des dépôts de candidats aux dernières élections provinciales

**M. A. W. Giard (Compton):** 1. Est-ce qu'il y a des dépôts faits par des candidats au cours des dernières élections provinciales du 7 décembre dernier qui ont été confisqués?

2. Est-ce que quelques-uns de ces dépôts, ainsi confisqués, ont été remboursés et, s'il y en a eu, d'après quels ordres, instructions ou autorité l'ont-ils été?

**L'honorable H. T. Duffy (Brome):** 1. Oui.

2. Aucun.

#### Demande de documents:

##### Creusage de la rivière des Hurons

**M. A. Girard (Rouville)** propose, appuyé par le représentant de Charlevoix (M. J. Morin), qu'il soit mis devant cette Chambre une copie de toute correspondance, rapports et autres documents concernant le creusage de la rivière des Hurons, dans les comtés de Rouville et de Saint-Hyacinthe.

Adopté.

#### Subventions municipales

**M. J.-A. Chicoyne (Wolfe)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 86) concernant les subventions municipales.

Adopté.

#### En comité:

Les articles 1 et 2 sont adoptés sans discussion.

Le comité insère après l'article 2 l'article suivant: "Les dispositions de la présente loi s'appliqueront à toutes les municipalités locales et rurales, ainsi qu'aux cités et villes".

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit: "La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction."

Cet article est amendé et les mots "le jour de sa sanction" sont remplacés par les mots suivants: "quatre mois après le jour de sa sanction".

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié.

La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

**M. J.-A. Chicoyne (Wolfe)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Confessions de jugement

**M. P.-H. Roy (Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 25) amendant le code de procédure civile relativement aux confessions de jugement.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. P.-H. Roy (Saint-Jean)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Corporations de villes

**M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 101) amendant la loi concernant les corporations de villes.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

**M. J.-A. Chicoyne (Wolfe)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Sociétés de secours mutuel

**M. J.-A. Chicoyne (Wolfe)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montcalm (M. P.-J.-L. Bissonnette), que le bill (no 21) amendant la loi concernant les sociétés de secours mutuel soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

#### Code municipal, article 1080

**M. P. S. G. Mackenzie (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. 3. G. Hearn), que le bill (no 93) amendant l'article 1080 du code municipal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

**M. P. S. G. Mackenzie (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. P. S. G. Mackenzie (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Code municipal, article 291

**M. T. B. de Grosbois (Shefford)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 94) amendant l'article 291 du code municipal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il a pour effet de permettre à tout électeur municipal de voter aux élections municipales sans avoir payé ses taxes. Il voudrait que tous les propriétaires fonciers puissent voter, sans qu'on exige cette taxe, dont ils n'ont pas toujours le montant en poche, et qu'ils pourront toujours payer après l'élection. Cette taxe empêche, paraît-il, un grand nombre de gens d'exercer leur droit de vote.

Il estime que la disposition de la loi à ce sujet n'est pas nécessaire, surtout en ce qu'elle concerne les propriétaires, attendu que les propriétés répondent pour le

paiement des taxes. Cependant, la loi reste la même en ce qui concerne les taxes scolaires.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

**M. T. B. de Grosbois (Shefford)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. T. B. de Grosbois (Shefford)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Publication de déclarations dans les municipalités**

**M. W. H. Walker (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 90) amendant l'article 761 du code municipal soit maintenant lu pour la deuxième fois. Cet article est relatif aux chemins municipaux.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

**M. W. H. Walker (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

#### **Organisation des départements**

**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable F.-G.-M. Dechène), que le bill (no 5) amendant la loi concernant l'organisation des départements soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2):** Ce bill réduit le nombre de portefeuilles à six au lieu de sept. Par cette loi, on fait disparaître le ministère de la Colonisation et des Mines: la colonisation va aux Travaux publics et les mines, le cadastre et les arpentages au département des Terres de la

couronne. On constate qu'une vacance n'a pas été remplie. C'est précisément pour cela que le gouvernement propose une mesure qui se recommande au point de vue de l'économie comme de l'efficacité du service public.

Nous avons un portefeuille de la Colonisation qui, n'ayant à peu près sous son contrôle que les dépenses pour ponts et chemins de colonisation, appartient plutôt normalement au département des Travaux publics, lequel, lui-même, est loin d'avoir la même somme d'ouvrage qu'à l'époque où chaque année l'on votait des subsides aux chemins de fer. De plus, le service des arpentages et des mines relève, par sa nature même, du département des Terres, dont il avait été détaché, pour ajouter surtout quelque utilité à celui de la Colonisation; mais en réalité, ce dont l'emploi a été plutôt une cause de lenteur et de malentendu (sic).

Le gouvernement croit donc mieux servir les intérêts publics en supprimant le commissariat de la Colonisation et des Mines, et en le partageant entre ceux dont il relève par sa nature même. On effectuera ainsi une économie de plusieurs milliers de piastres tout en assurant un meilleur service.

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** s'oppose fortement à cette loi. Il estime que c'est là une grande erreur. Cette mesure très regrettable à tous points de vue aurait l'effet d'un frein sur le progrès de la colonisation, le plus grand de tous les intérêts de la province, celui qui requiert le plus l'attention et l'encouragement du gouvernement, en le subordonnant aux autres.

Il est en faveur du maintien des sept portefeuilles, tels que créés par son gouvernement. En proposant cette réorganisation de quelques ministères, le gouvernement veut supprimer un ministre. L'abolition d'un département aussi important que celui de la Colonisation et des Mines sera regrettée.

De plus, il est presque impossible que le ministre des Terres de la couronne et des Pêcheries ait le temps de s'occuper aussi des mines. Le ministre des Travaux publics a généralement assez de travail à faire sans avoir à s'occuper de la colonisation qui est la question du jour dans la province.

D'après son expérience, il croit que ce que comporte ce département, dont le premier ministre de la province a la direction, suffit à occuper amplement un seul homme et si le service des mines et des arpentages est transféré, la quantité de travail sera énorme. Le même argument sera valable pour l'autre département quand les Travaux publics et la Colonisation seront amalgamés. Il croit que la question de la colonisation est la plus importante en ce moment, celle dont le gouvernement doit



s'occuper et il devrait y avoir un ministre particulier pour le faire. Quant à la question d'économie, il croit que, malgré la suppression d'un ministre, le nouveau système va coûter plus cher que l'ancien.

Il le qualifie de fausse économie. La suppression d'un département est regrettable de toute façon et après tout, selon le promoteur du bill, elle représenterait une économie de seulement \$4000 par année, soit le salaire d'un ministre. Il ne faut pas oublier que de tels changements coûteraient presque \$50 000 (coût entraîné par cette mesure pour changer le formulaire du système de tenue des comptes, etc.) soit le montant de plusieurs années de salaire d'un ministre.

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** ne partage pas son opinion.

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** continue sans changer le montant. Le changement qu'on se propose de faire arrêterait le progrès de la colonisation et l'opinion publique est presque unanimement contre. Il n'a encore vu aucun journal responsable qui approuve l'action du gouvernement dans cette affaire et, au contraire, on la considère généralement comme rétrograde et un certain nombre de journaux la condamne.

Il constate que tout mouvement de progrès est arrêté dans la province. Il n'y a plus de travaux publics et le gouvernement n'a pas de politique de chemins de fer, mais ça ne peut aller loin comme ça, et il croit que dès l'année prochaine, le gouvernement aura une politique à ce sujet, c'est-à-dire une politique de travaux publics et de chemins de fer.

Le chef de l'opposition explique les raisons qui ont engagé son gouvernement à créer un ministère de la Colonisation. La première est une raison patriotique. Nous avons cru, dit-il, qu'en raison de l'importance nationale de la colonisation, nous devions confier la colonisation à la direction toute spéciale d'un homme, d'un ministère distinct. Il y avait aussi la raison politique, et nous avons mis à la tête de ce département l'un des hommes politiques les plus distingués de notre province, l'honorable M. Chapais. Et lorsque M. Marchand est arrivé au pouvoir, il nomma pour remplacer M. Chapais, au ministère de la Colonisation, le ministre actuel, l'honorable député de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), et c'était bien le meilleur choix qu'il pouvait faire. Bref, nous avons été approuvés sur ce point par nos successeurs. Mais aujourd'hui le gouvernement prétend qu'il y a des complications entre les départements. Il y en a toujours, mais cela n'est pas une raison pour supprimer ce ministère. Et je ne crois pas que les ministres se soient donné à eux-mêmes des difficultés. De plus la loi permet de changer

les attributions d'un ministre. Je crois que le gouvernement veut détruire ce que nous avons fait de mieux. Cela est regrettable.

Il mentionne aussi le fait que depuis la Confédération l'élément anglophone protestant a toujours été représenté au cabinet par deux ministres alors que dans le cabinet actuel il n'est représenté que par un seul ministre. Il dit qu'il ne sait pas ce que les membres anglophones de la Chambre pensent d'un tel état de choses et s'ils aimeraient qu'il en soit toujours ainsi à l'avenir. Il comprend dans quelle difficulté s'est trouvé le premier ministre lorsqu'il a dû former son cabinet après la mort de l'honorable M. Marchand, difficulté exigeant une composition très similaire des deux cabinets, mais il pense qu'on devrait saisir la première occasion pour rétablir la situation.

Il croit que cela est une grave erreur du point de vue de la représentation, puisque les différents éléments de notre société sont privés de la représentation à laquelle ils ont droit au cabinet. Étant donné que tous les représentants anglophones en Chambre appuient maintenant le gouvernement, il suppose que s'ils sont satisfaits de cet état de choses il n'y a plus rien à dire en ce qui les concerne.

Il pense sincèrement que la grande majorité des habitants de la province est contre le bill.

**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)** n'est pas aussi certain que le chef de l'opposition que ce changement surchargerait de travail le ministère des Terres, des Forêts et des Pêcheries et celui des Travaux publics. On a créé le département de la Colonisation en 1897. Cela a été une erreur. Avant cela, le travail était fait par le ministère de l'Agriculture. Tout le monde sait qu'il n'y a pas suffisamment de travail pour un ministre au département des Travaux publics, de sorte qu'il ne serait pas excessif d'y ajouter une autre branche.

La besogne qui sera donnée au département des Terres par ce changement s'élèvera à peu de choses. Le reste n'est pas considérable et, comme dans le moment le département des Travaux publics a peu de choses à faire, il est tout naturel d'amalgamer ces deux départements et de faire de l'économie.

C'était différent lorsque le département s'occupait de construction publique, mais maintenant la majeure partie de son travail est terminée et la tâche additionnelle de la construction des chemins et des ponts de colonisation passera inaperçue. De tels travaux relèvent normalement du département des Travaux publics. Le gouvernement légifère pour le présent, non pour l'avenir et il n'a pas l'intention de critiquer le passé. Au contraire, dit-il, nous admettons que le représentant de Nicolet a fait beaucoup pour

la colonisation et nous l'en félicitons. Aujourd'hui, il s'agit de tenter un changement pour le mieux. Or, si nous nous trompons, nous reviendrons sur nos pas et nous déclarerons que nous faisons fausse route.

Il considère qu'il serait préférable que la Colonisation et les Travaux publics soient ensemble.

Le chef de l'opposition est d'avis que ce changement, tout ce remue-ménage, n'est pas demandé par le peuple et cependant l'ancien premier (sic) de la province, M. Marchand, avait promis de diminuer le nombre des ministres. Aujourd'hui, l'occasion s'offre de diminuer le nombre et nous en profitons.

La réforme opérée par le gouvernement constitue l'exécution d'une promesse faite au peuple lors des élections de 1897. La preuve de cet avancé, c'est qu'à chacune des trois sessions de l'administration Marchand, l'honorable chef de l'opposition demandait à l'honorable Marchand s'il remplirait ses promesses et réduirait le nombre des ministres. Cette mesure a donc été approuvée par le peuple de cette province. Les travaux publics et la colonisation doivent être contrôlés par une même tête et les travaux faits dans les deux départements sont souvent de même nature.

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester):** La réorganisation des départements nécessitera-t-elle des destitutions?

**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2):** Non.

Il parle ensuite de la division anormale du service des arpentages et du département des Terres de la couronne et il est certain que la fusion de ceux-ci faciliterait de beaucoup la gestion des affaires publiques.

Le point important, c'est la colonisation: va-t-elle en souffrir? Voilà le point. Pour le moment, le département des Travaux publics pourrait faire plus qu'il fait; c'est pourquoi l'on va lui adjoindre la colonisation. Au point de vue de la similitude du travail, rien de plus naturel que d'annexer la colonisation aux travaux publics, puisqu'il s'agit de construction de ponts et de chemins. Ce changement ne peut qu'améliorer le sort des colons. Sans doute, le ministre actuel de la colonisation a fait beaucoup pour celle-ci, mais je m'efforcerai de continuer son oeuvre. Il ne s'agit pas de question politique dans ce changement et il me semble qu'on devrait tenter ce changement avant de le critiquer. C'est dans le plus grand intérêt de la province. Il termine en déclarant que le gouvernement reviendra sur ses pas s'il constate qu'il fait fausse route.

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** s'oppose

au bill, il est en faveur du maintien du septième portefeuille établi par le parti conservateur.

Il reproche au gouvernement d'avoir refusé aux Irlandais catholiques un représentant avec portefeuille dans le cabinet. Il souligne qu'il n'est pas autorisé à parler au nom des Anglais protestants et des Irlandais catholiques. Leurs droits peuvent être abandonnés mais il représente un comté renfermant un grand nombre d'électeurs anglais et irlandais qui ne sont pas représentés comme ils le devraient au sein du gouvernement actuel, et qui ne sont pas satisfaits de la représentation qu'ils ont dans le cabinet.

Depuis la Confédération, les Anglais protestants et les Irlandais catholiques ont toujours eu le nombre de représentants au cabinet auquel ils ont droit selon la coutume. Aujourd'hui les choses ont changé. Ils ne sont pas représentés comme ils le devraient. Il est certain que les protestants à la grandeur du pays seraient déçus s'ils étaient privés de l'entière représentation qu'ils ont toujours eue au cabinet depuis la Confédération.

Les Anglophones vont s'opposer à ce qu'on réduise le nombre de ministères puisque cela diminuerait leurs chances d'être représentés. Dans son comté, ils sont sûrement de cet avis. Il n'est pas sûr que les représentants anglais protestants vont appuyer une mesure comme celle qui est proposée à moins qu'ils aient l'assurance que le tort qui leur a été fait sera réparé le plus rapidement possible.

Il n'y a qu'un représentant anglais protestant au gouvernement et aucun représentant irlandais catholique. Il dit que, dans le cabinet, le trésorier (l'honorable H. T. Duffy) est le représentant à la fois des Anglophones protestants et des Anglophones catholiques. Qu'advient-il d'eux?

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur):** Oui, il y a l'honorable représentant de Montréal no 6 (l'honorable J. J. E. Guerin) qui est le représentant irlandais catholique.

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** dit que cet honorable représentant n'a pas de portefeuille et que dès lors il ne représente pas la communauté irlandaise catholique au gouvernement.

C'est une cinquième roue à la machine ministérielle. S'ils sont satisfaits d'avoir un représentant sans portefeuille, ils sont faciles à contenter. La représentation dans le dernier Parlement conservateur était plus juste. Nous avions M. Atwater et M. Hackett. Ils étaient ministres avec portefeuille. Il proteste au nom de son comté. Un comté représenté par un ministre sans portefeuille n'est guère influent lorsqu'il s'agit de faveurs à obtenir. On aurait pu

conserver les sept ministres.

D'anciens ministres du cabinet Mercier sont au même rang que les jeunes députés. Il voit en cette Chambre des hommes qui ont toujours servi le parti libéral, qui ont toujours travaillé pour le parti alors qu'il était moins puissant qu'aujourd'hui. Ils ne peuvent pas élever la voix ici car ils ne sont pas en caucus, et, à la Chambre, c'est différent, il faut se montrer partisan jusqu'au bout. Il y en a de ces derniers qui disent: "Il y a assurément beaucoup de bon sens dans ces paroles." Il félicite ceux qui ont été à la bataille et à qui on a demandé de faire taire leurs ambitions. L'orateur admire cette abnégation. Il parle des pionniers du parti libéral dans cette Chambre. Il voit ici des anciens ministres, même des anciens Orateurs. Nous avons un Orateur qui était la gloire de toute la Chambre, et comme les autres, il a dû s'effacer en présence des exigences politiques du nouveau gouvernement. Il a aussi jeté au nez du gouvernement la manière dont il a réglé le cas du district de Montréal en nommant le représentant de Montréal no 3 (l'honorable H.-B. Rainville) Orateur de la Chambre, alors qu'on a réduit au silence l'ex-Orateur fessier avec un banquet.

Il dit quelques mots du témoignage rendu au député de Portneuf (M. Jules Tessier) hier soir et dit que tous étaient bien traités sous son règne. Mais du moment que les grosses phalanges ministérielles sont satisfaites, il convient de se conformer. Il termine en disant qu'il espère que le gouvernement prendra ses remarques non comme des reproches mais comme des avis sages et prudents pour l'avenir, et il ridiculise l'idée d'économiser en abolissant un département.

**M. W. A. Weir (Argenteuil)** se dit partiellement d'accord avec le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), mais comme représentant d'un comté largement composé d'Anglais protestants, il dit qu'ils sont contents de l'abolition d'un département parce qu'elle dénote une tendance vers l'économie, que toute mesure favorisant l'économie est sage et qu'elle aura l'appui des Anglais. La situation financière de la province n'a pas été trop brillante et toute mesure tendant à l'améliorer a la faveur de l'opinion publique.

Mais la minorité anglaise n'a toutefois pas l'intention de renoncer à sa demande d'être bien représentée comme la coutume le voulait depuis la Confédération. Il dit penser qu'en tant qu'humble membre de la députation anglophone à la Chambre, certaines remarques doivent venir de lui, en ce qui a trait à la représentation de la minorité anglaise de la province au cabinet.

Parlant du bill de l'honorable ministre, il dit tout de suite que dans l'ouest de la

province on comprend clairement que l'économie est absolument nécessaire. S'il ne doute pas de la sagesse de l'économie qu'entraîne le bill actuel, il veut bien faire comprendre au gouvernement et à la Chambre qu'il ne faut pas croire pour autant que la minorité anglophone renonce à aucun de ses droits à une juste représentation au cabinet à laquelle elle a généralement eu droit, c'est-à-dire deux sièges. Ils sont une minorité et n'ont peut-être pas droit à deux ministres sur sept à cause justement de leur nombre, mais d'un autre côté les grands intérêts financiers qu'ils représentent ont toujours été considérés d'une importance justifiant une telle représentation.

Il comprend très bien que le premier ministre se soit trouvé dans une situation embarrassante lorsqu'il a dû former son gouvernement l'automne dernier. Il lui aurait été en effet très difficile de mettre de côté ces messieurs qui, lorsqu'ils étaient ses collègues sous l'administration Marchand, avaient fourni un travail si excellent, si intense et si loyal dans le plus grand intérêt de la province. Toutefois, nous ne renonçons pas passivement à nos prétentions à une représentation au cabinet. Mais nous comprenons que les ministres déjà en place ont mérité un renouvellement de confiance.

On se souvient qu'il y a eu au moment de la Confédération beaucoup d'émoi au sein de la minorité anglophone de la province concernant le traitement qui lui serait réservé.

Il admet avec joie que les promesses faites lors de la Confédération en ce qui a trait aux droits de la minorité ont été tenues par la majorité dans cette province et il dit que cet engagement a été très bien rempli. Justice a été rendue à chacun. Cela fait honneur aux tendances libérales de ses amis canadiens-français et à l'esprit de "fair play" de la majorité des gens de cette province; la minorité n'a eu aucune raison de se plaindre. Jamais elle n'a été mieux traitée que par la population de la province de Québec. Dans le passé, les gouvernements de la province de Québec ont toujours tenu à lui donner des représentants dans le cabinet et il regrette de constater qu'on semble vouloir en finir avec cette ancienne coutume.

Maintenant, ils se trouvent toutefois confrontés à une situation anormale. Jusqu'ici, on leur a toujours concédé au moins deux représentants dans le cabinet depuis la Confédération. Cela représente peut-être plus que ce à quoi ils devraient avoir droit numériquement en ce moment, mais il demande qu'on prête attention à ses demandes sans qu'il soit fait référence au fait qu'ils sont une minorité et qu'il est presque impossible qu'un seul ministre, si compétent et si vaillant soit-il, puisse surveiller tous les intérêts d'une si importante minorité, éparpillée comme elle

est aux quatre coins de la province, de Gaspé à Huntingdon, des Cantons de l'Est à Ottawa et Pontiac. On devrait réserver au moins deux représentants à cette minorité, spécialement lorsqu'on considère les énormes intérêts financiers et autres que détient la minorité anglophone. Si on réduit le nombre de représentants dans le cabinet à seulement un, le travail ne suscitera plus l'ambition et l'émulation des nombreux députés anglophones de la Chambre.

En conclusion, il ne doute pas que, lorsque l'occasion se présentera, le premier ministre s'arrangera pour nommer un autre ministre anglais protestant. Il a la plus grande confiance en l'esprit de justice du premier ministre. La requête des habitants anglophones de la province recevra toute l'attention qu'elle mérite.

Le comité ayant étudié le bill en fait rapport sans amendement.

**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Documents:**

##### **Droits de pêche dans le comté de Nicolet**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir:

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 25 février 1901, pour:

1. Copie de toutes requêtes et de toute correspondance, depuis le 1er juillet 1897, au sujet du droit de pêcher dans le fleuve Saint-Laurent, en ce qui regarde le territoire qui longe ce fleuve et qui est compris dans le comté de Nicolet;

2. Un état indiquant, année par année, les noms des personnes qui ont reçu, soit du gouvernement de Québec, soit du gouvernement d'Ottawa, des permis ou licences de pêche, la nature de ces permis, leur durée, et le prix, le tout depuis le 1er juillet 1897;

3. Copie de chaque formule de permis ou licence émise par le département des Terres, Forêts et Pêcheries, ou en vertu de ses instructions, avec aussi copie de chaque formule des différentes espèces de permis ou licence de pêche émise par le département de la Marine et des Pêcheries, le tout pour la même période;

4. Un état indiquant la somme totale reçue, année par année, depuis le 1er juillet 1897, pour loyer ou prix de ces permis ou licence, avec le chiffre des dépenses encourues chaque année pour les services des

garde-pêche ou autrement, le tout pour la même période et pour la même région. (Document de la session no 37)

##### **Chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 11 mars 1901, pour la production de copie de toutes requêtes adressées, depuis un an, au gouvernement de la province de Québec, à l'honorable premier ministre ou à aucun membre du gouvernement, au sujet de la continuation du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs jusqu'au bassin de Gaspé, et de la construction d'une ligne à travers la péninsule de Gaspé, dite "ligne courte", et de toute correspondance, sur ce sujet, depuis la même date. (Document de la session no 38)

##### **Procès par jury en matière civile dans le comté de Gaspé**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 mars courant, pour la production de copie de toutes requêtes et de toute correspondance antérieures, depuis deux ans, au 23 mars 1900, ayant trait à aucun amendement à la loi concernant les procès par jury en matière civile, dans le comté de Gaspé. (Document de la session no 39)

##### **Refus d'octrois à certaines municipalités scolaires**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 15 mars courant, pour une liste des municipalités scolaires auxquelles l'octroi du gouvernement, pour les premiers six mois de la présente année scolaire, a été refusé et les raisons de tel refus. (Document de la session no 40)

À 6 heures, la Chambre interrompt ses travaux.

##### **Reprise de la séance à 8 h 15**

##### **Introduction de bills:**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** demande la permission d'introduire un bill (no 18) amendant la loi des mines.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

##### **Charte de Saint-Louis**

**M. D.-J. Décarie (Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité général pour étudier le bill (no 134) amendant la charte de la ville de Saint-Louis.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. D.-J. Décarie (Hochelaga)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### "Warden King and Son, Limited"

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 136) constituant en corporation "Warden King and Son, Limited".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### "The Point Saint Charles Amateur Athletic Association"

**M. F.-X. Dupuis (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 112) constituant en corporation "The Point Saint Charles Amateur Athletic Association".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. F.-X. Dupuis (Châteauguay)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### M. Stanley Burns

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 118) autorisant Stanley Burns à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### M. Frederick H. A. Baxter

**M. C. Langelier (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 45) autorisant Frederick H. A. Baxter, de Montréal, à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. C. Langelier (Lévis)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### M. Marc-Aurèle Lemieux

**M. C. Langelier (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 56) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Marc-Aurèle Lemieux au nombre de ses membres après examen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. C. Langelier (Lévis)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### M. Orner Drouin

**M. C. Langelier (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 57) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Orner Drouin au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. C. Langelier (Lévis)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### M. John Joseph Barry

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 137) autorisant le barreau de la province

de Québec à admettre John Joseph Barry au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **M. Léopold Houle**

**M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 133) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Léopold Houle au nombre de ses membres, après examen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Saint-Laurent**

**M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 145) amendant la loi 56 Victoria, chapitre 59, constituant en corporation la ville de Saint-Laurent.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Crédit foncier du Bas-Canada**

**M. H. Champagne (Deux-Montagnes)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 115) amendant la charte concernant le Crédit foncier du Bas-Canada.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. H. Champagne (Deux-Montagnes)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **M. James Peter Pidgeon**

**M. C. Langelier (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 46) autorisant James Peter Pidgeon à exercer la profession de médecin et chirurgien dans la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. C. Langelier (Lévis)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **M. Cyrille-F. Lussier**

**M. A. Girard (Rouville)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 144) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Cyrille-F. Lussier à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. A. Girard (Rouville)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **M. Moïse Véronneau**

**M. A. Girard (Rouville)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 38) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Moïse Véronneau à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. A. Girard (Rouville)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **M. Samuel-Robert Martin**

**M. C.-B. Major (Ottawa)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 64)

autorisant Samuel-Robert Martin à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. C.-B. Major (Ottawa)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Compagnie du chemin de fer de Québec et de la Baie-James**

**M. G. Tanguay (Lac-Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 74) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Québec et de la Baie-James.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. G. Tanguay (Lac-Saint-Jean)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **M. Aurélien Bernatchez**

**M. E. Roy (Montmagny)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 79) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Aurélien Bernatchez au nombre de ses membres, après examen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. E. Roy (Montmagny)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **M. W. G. Mitchell**

**M. C.-A. Chênevert (Berthier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 126) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre W. G. Mitchell au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. C.-A. Chênevert (Berthier)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **M. Joseph-David-Édouard Barras**

**M. C. Langelier (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 121) autorisant Joseph-David-Édouard Barras à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. C. Langelier (Lévis)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Ville de Grand-Mère**

**M. P.-C. Neault (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 124) constituant en corporation la ville de Grand-Mère.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. P.-C. Neault (Champlain)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **"The St. Lawrence Yacht Club"**

**M. W. A. Weir (Argenteuil)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (M) du Conseil législatif constituant en corporation "The St. Lawrence Yacht Club".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. W. A. Weir (Argenteuil)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

#### **Municipalité scolaire de Sainte-Cunégonde**

**M. D.-J. Décarie (Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 125) concernant l'instruction publique

dans la municipalité scolaire de Sainte-Cunégonde de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. D.-J. Décarie (Hochelaga)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Compagnie de chemin de fer électrique de Lévis**

**M. C. Langelier (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 116) constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer électrique de Lévis.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

#### **"Laing Packing and Provision Company"**

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 65) concernant la "Laing Packing and Provision Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

**M. F.-X. Dupuis (Châteauguay)** propose en amendement, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. A. Bergevin), que le bill ne soit pas lu une troisième fois maintenant, mais qu'il soit renvoyé au comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en ajoutant, après la clause 2, les mots suivants: "Ladite compagnie ne pourra exercer les pouvoirs mentionnés dans les paragraphes (a) et (b) ci-dessus, dans les limites de la cité de Montréal, qu'avec le consentement de ladite cité, et elle restera sujette à tous les règlements de la cité de Montréal".

Il dit qu'il n'est pas dans l'intérêt des Québécois que ce bill passe sans un tel amendement. La charte de la cité de Montréal stipule qu'il n'est pas permis de tuer ou d'abattre tout animal sauf à l'abattoir public. Si vous accordez ce pouvoir à cette compagnie, cela constituera un outrage à la charte de la cité et donnera à la compagnie Laing le pouvoir de tuer des animaux dans la cité sans le consentement de celle-ci.

Il s'oppose à ce projet de loi, car il va

être des plus dommageables aux bouchers de la ville de Montréal. Il n'y a pas un seul boucher qui ne s'oppose pas à ce bill. La compagnie Laing sera exempte des droits d'abattoirs et de hallage. Si le bill est adopté, la "Laing Packing and Provision Company" aura seule le droit de tuer dans la ville de Montréal, ce qui n'est pas permis à aucune compagnie ni à aucun boucher et qui lui permettra par conséquent de vendre à meilleur marché, n'ayant pas à payer un droit à la "Union Abattoir".

Cela signifie la ruine pour nombre de bouchers dans et autour de la cité de Montréal. Il espère que les membres appuieront la province de Québec et la cité de Montréal, et verront à ce que le bill ne soit pas adopté sans amendement. Il dit qu'en laissant passer ce projet de loi, on crée un monopole en faveur de la "Laing Company".

Et la motion en amendement étant proposée la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit:

**POUR:** MM. Béland, Blanchard, Cardin, Caron (Maskinongé), Champagne, Chauré, Chênevert, Duhamel, Dupuis, Flynn, Giard, Gouin, Lacombe, LeBlanc, Major, Morin (Charlevoix), Pelletier (Dorchester), Tellier, 18.

**Contre:** MM. Allard, Bergevin, Bissonnette, Caron (Matane), Cherrier, Chicoyne, Cochrane, Cooke, Daigneault, Décarie, Dechêne, de Grosbois, Dion, Dorris, Duffy, Fiset, Gillies, Girard, Gosselin (Iberville), Gosselin (Missisquoi), Guerin, Hearn, Hutchinson, Kennedy, Lalonde, Lane, Langelier, Lovell, Mackenzie, Morin (Saint-Hyacinthe), Neault, Parent, Pelletier (Sherbrooke), Perrault, Prévost, Robitaille, Roy (Kamouraska), Roy (Montmagny), Roy (Saint-Jean), Smith, Tanguay, Taschereau, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Walker, Watts, Weir, 47.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Alors, la motion principale étant soumise, elle est adoptée sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Saint-Étienne-de-Lauzon**

**M. C. Langelier (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 120) amendant la loi octroyant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Étienne-de-Lauzon, dans le comté de Lévis.

Adopté.

**En comité:**



**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** se prononce contre l'adoption du bill. Il veut présenter certains amendements à l'effet d'empêcher que les conseillers qui siègent dans le temps soient responsables de la construction d'un pont projeté.

**M. P.-É. LeBlanc (Laval)** dit que l'heure accordée à l'étude des bills privés est expirée.

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** propose que le comité soit levé et qu'il rapporte progrès.

Adopté.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

#### **Demande de documents:**

##### **Reconstruction du pont sur la rivière Jésus**

**M. J.-B.-B. Prévost (Terrebonne)** propose, appuyé par le représentant de L'Assomption (M. J.-É. Duhamel), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre une copie de tous les ordres en conseil passés et de la correspondance échangée entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et toute autre personne, à propos de la reconstruction du pont sur la rivière Jésus, entre la ville de Terrebonne et la paroisse de Saint-François-de-Sales, dans le comté de Laval, ainsi que tous autres documents s'y rapportant.

En faisant cette demande, il dit qu'il désire se procurer des documents historiques qui seront précieux pour le comté de Terrebonne. Il fait l'historique de ce pont et termine en disant qu'il veut se renseigner sur le passé du pont en question et surtout sur la politique suivie par feu M. Mercier en faveur de ce pont. Il en profite pour faire un éloge de la politique des ponts en fer de l'administration Mercier.

**M. P.-É. LeBlanc (Laval)** dit que la promesse de feu M. Mercier pour construire le pont sur la rivière Jésus n'était qu'une promesse électorale et que jamais il n'y a eu de plans de faits pour le pont en question.

**M. F.-G.-M. Dechène (L'Islet)** dit que tous les documents à ce sujet seront déposés devant la Chambre.

La proposition est adoptée.

##### **Commission des chemins à péage de Montréal**

**M. P.-É. LeBlanc (Laval)** propose,

appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre une copie de tous ordres en conseil se rapportant à la commission des chemins à barrière de Montréal ("Montreal Turnpike Trust"), passés depuis le mois de mars 1897 inclusivement.

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse):**  
Oui, demain.

Adopté.

##### **Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, du Canada**

**M. F.-H. Daigneault (Bagot)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. J. Morin), que le bill (no 52) conférant certains pouvoirs additionnels et privilèges à la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, du Canada soit de nouveau renvoyé au comité des bills privés, les pétitionnaires ayant décidé, depuis le rapport du comité recommandant à la Chambre de permettre le retrait du projet de loi, de demander la suite de la procédure relative à ce bill.

Adopté sur division.

#### **Demande de documents:**

##### **Recettes des Terres, Forêts et Pêcheries**

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé, par chapitres différents de recettes, de l'item: Terres, Forêts et Pêcheries, \$617 937.20 mentionné dans l'état des recettes et paiements soumis à cette Chambre pour la période depuis le 1er juillet 1900 au 25 février 1902.

Adopté.

##### **Enquête sur le registrateur M. L. de G. Lachaine**

**M. J.-B.-B. Prévost (Terrebonne)** propose, appuyé par le représentant de L'Assomption (M. J.-É. Duhamel), qu'il soit mis devant cette Chambre une copie de documents comprenant les plaintes portées, l'enquête faite et les affidavits au soutien de ces plaintes, postérieures à l'enquête, sur l'administration du bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne, par Louis de Gonzague Lachaine, registrateur conjoint de ce comté.

Il dit qu'il demande ces documents parce qu'il est convaincu qu'il y trouvera la preuve que M. Lachaine a commis des actes illégaux et qu'il demande sans retard sa destitution. L'enquête tenue l'a déjà prouvé

enregistrer ses minutes au lieu de la pièce officielle.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** répond qu'il mettra devant la Chambre tous les documents qu'il a en main.

La proposition est adoptée.

#### **Sociétés coopératives**

**M. J.-A. Chicoyne (Wolfe)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 96) concernant les sociétés coopératives.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il a fait quelques progrès.

**M. J.-A. Chicoyne (Wolfe)** propose, appuyé par le représentant de Montcalm (M. P.-J.-L. Bissonnette), que le bill (no 96) concernant les sociétés coopératives soit renvoyé au comité de législation.

Adopté.

#### **Code de procédure civile, articles 835 et 896**

**M. L.-A. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 27) amendement les articles 835 et 896 du code de procédure civile.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. L.-A. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Code municipal**

**M. L.-J. Allard (Yamaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 153) amendement le code municipal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

**M. L.-J. Allard (Yamaska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. L.-J. Allard (Yamaska)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Conciliation**

**M. É. Blanchard (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Champlain (M. P.-C. Neault), que le bill (no 159) amendement la loi concernant la conciliation soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité de la législation et des lois expirantes.

#### **Chef-lieu du district de Beauharnois**

**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)** propose, appuyé par le représentant de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechène), que, demain, la Chambre se forme en comité général pour considérer une résolution concernant le chef-lieu du district de Beauharnois.

Adopté.

#### **Chasse**

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Brome (l'honorable H. T. Duffy), que le bill (no 17) amendement la loi de la chasse de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** propose:

1. Que nul ne puisse chasser, tuer ou prendre vivants, pendant une saison de chasse, plus d'un orignal, deux chevreuils et deux caribous.

Adopté.

2. Que les macreuses, les sarcelles ou les canards sauvages d'aucune espèce, excepté les harles (becs-scies), le huard et le goéland, ne puissent être chassés entre le premier jour de mars d'une année et le quinzième jour de septembre de l'année suivante; mais il est permis de chasser, tuer ou prendre les espèces de canards bucéphales communément désignés sous le nom de canards, cailles ou plongeurs, entre le premier jour de septembre d'une année et le quinzième jour d'avril de l'année suivante.

Adopté.

3. Que l'article suivant soit inséré après l'article 1400 des statuts refondus, tel qu'édicte par ladite loi:

"Il est défendu de vendre, d'exposer en

qu'édicte par ladite loi:

"Il est défendu de vendre, d'exposer en vente ou d'avoir en sa possession avec intention de la vendre aucune perdrix grise ou de savane avant le premier jour d'octobre 1903.

Toute livraison de perdrix faite autrement qu'à titre purement gratuit constitue une vente dans le sens de cette disposition.

Toute contravention aux dispositions du présent article rend celui qui en est trouvé coupable passible d'une amende de \$15. au plus, et de \$5. au moins."

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** considère qu'en ce qui concerne l'interdiction de la vente de la perdrix jusqu'en septembre 1903 on aurait dû avertir toutes les personnes intéressées avant de mettre la loi en vigueur. Les commerçants auraient dû être prévenus de quelque manière que la vente de la perdrix comme prévu serait interdite après telle date, disons dans un an d'ici. On lui a dit que la clause ayant trait à la chasse du gros gibier est rigoureuse. Il fait aussi allusion aux abus dont parlaient récemment les journaux concernant la chasse hors saison et suggère de remplacer l'amende par une peine minimum d'un an d'emprisonnement.

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** abonde dans le même sens que le chef de l'opposition en ce qui concerne la sanction qui devrait être imposée, mais pour ce qui est des autres points qu'il a soulevés, il a l'appui des associations de protection du poisson et du gibier de Québec et de Montréal. Tous les représentants de l'influente délégation des sportifs de Québec et de Montréal qui l'a rencontré l'autre jour appuient l'amendement au sujet de la chasse du gros gibier à une exception près et sont aussi en faveur de la plupart des autres amendements.

La proposition est adoptée.

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** propose:

4. Que personne ne doive permettre qu'un chien lui appartenant ou dont il a le soin ou la garde, habitué à chasser ou à courir le chevreuil, erre, chasse ou court dans les localités où il y a du chevreuil, entre le premier novembre d'une année et le vingt octobre de l'année suivante sous peine d'une amende de \$5 au moins et de \$25 au plus.

Tout garde-chasse peut tuer sans encourir aucune responsabilité tout tel chien trouvé errant, chassant ou courant dans ces localités entre les dates susmentionnées.

Adopté.

5. Que le bail confère au locataire, pour le temps qui y est fixé, le droit de

prendre et de conserver la possession exclusive des terrains qui y sont décrits, en conformité des règles et restrictions qui peuvent être établies, et lui donne le droit exclusif de faire la chasse dans les terrains loués conformément aux lois et règlements alors en vigueur, ainsi que d'intenter en son propre nom toute action contre un possesseur illégal ou une personne qui contrevient à une disposition de la loi de chasse, et d'en recouvrer des dommages s'il y a lieu, sauf cependant contre une personne qui passe sur ses terrains ou qui s'y livre à une occupation qui n'est pas compatible avec les dispositions de ladite loi, ni contre le porteur d'un permis de coupe de bois, lequel a, en tout temps, conformément à son permis, le droit d'abattre et d'enlever les arbres, le bois en grume, le bois de sciage et autre, compris dans sa limite et pendant le temps fixé par ce permis de se servir des rivières ou cours d'eau flottables et des lacs, étangs ou autres étendues d'eau et de leurs berges pour transporter toutes sortes de bois et pour faire naviguer tous les bateaux, bateaux-passeurs et capots requis à cette fin, à condition de réparer les dommages résultant de l'exercice de ce droit.

Adopté.

6. Que si une personne, sans la permission du locataire ou de ses représentants, chasse, fait chasser une autre personne ou l'aide à chasser sur les terrains sous bail, elle n'ait aucun droit au gibier tué ou pris ni à aucune partie d'icelui, lequel peut être confisqué et devient alors la propriété absolue du locataire, et qu'elle soit en outre passible d'une amende de pas moins de vingt ni de plus de cent piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement d'un mois au moins et de six mois au plus.

Adopté.

7. Que le commissaire puisse accorder, sur paiement d'un honoraire conformément à un tarif fait par le lieutenant-gouverneur en conseil, à toute personne, compagnie ou corporation tenant des entrepôts frigorifiques, à tout hôtelier ou restaurateur ou à tout club, une licence annuelle permettant de conserver dans ces entrepôts frigorifiques ou dans des réfrigérateurs, pendant le temps de prohibition du gibier pouvant servir de comestible, et, en outre, s'il s'agit d'un hôtel, d'un restaurant ou d'un club, de servir, pour y être consommé, pendant le temps de prohibition, le gibier dont la vente n'est pas prohibée en vertu des articles 140a ou 1420, pourvu que dans tous ces cas le gibier ait été légalement pris ou tué pendant le temps où la chasse est permise.

La demande de la licence doit être faite par écrit et contenir la description du local où l'on se propose de faire l'emménagement du gibier.

La licence décrit le local pour lequel elle est accordée, contient l'indication du

nom de la personne, compagnie, corporation ou club autorisé à faire l'emmagasiner, spécifie l'année pour laquelle elle est émise, et est signée par le commissaire et contresignée par le surintendant de la chasse.

Il est défendu à toute personne, compagnie, corporation ou club, qui est porteur d'une licence en vertu de cet article, de recevoir, après l'expiration du quinzième jour qui suit le commencement du temps de prohibition, du gibier pour le placer dans ses réfrigérateurs ou pour le vendre pour consommation en vertu de cet article.

Tout garde-chasse ou toute autre personne autorisée par le commissaire peut, à des heures raisonnables, faire l'inspection de ces entrepôts et de ces réfrigérateurs, et y saisir tout gibier qu'il a raison de croire avoir été pris ou tué pendant le temps de prohibition ou par quelque moyen illégal ou avoir été reçu après l'expiration du quinzième jour qui suit le commencement du temps de prohibition, et l'apporter devant un juge de paix, qui, si la loi a été enfreinte, le déclare confisqué, en tout ou en partie, au bénéfice de la province.

La preuve que du gibier emmagasiné ou vendu pour consommation en vertu de cet article a été tué ou pris légalement pendant le temps où la chasse est permise, ou qu'il n'a pas été reçu pour emmagasinage ou pour être vendu pour consommation après l'expiration du quinzième jour qui suit le commencement du temps de prohibition, sera à la charge et aux frais de la personne, compagnie ou corporation tenant l'entrepôt frigorifique, ou du propriétaire d'hôtel ou de restaurant, ou de club, où le gibier a été trouvé.

Toute personne, compagnie, corporation ou club qui reçoit du gibier pour emmagasinage ou pour être vendu pour consommation, ou qui emmagasinera du gibier, contrairement aux dispositions de cette résolution, est passible d'une amende de vingt piastres au moins et de cent piastres au plus.

Adopté.

Le comité ayant étudié le bill en fait rapport sans amendement.

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Statuts refondus, article 3560a

**M. C. Langelier (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Rimouski (M. A. Tessier), que le bill (C) du Conseil législatif amendement l'article 3560a des statuts refondus soit maintenant lu pour

la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

La séance est levée à 11 heures.

#### NOTES

1. Cette entrevue fut publiée dans *The Montreal Herald*, mardi, 19 mars 1901, p. 10, col. 1-2. En voici la traduction:

"En discutant de la question ce matin, le conseiller municipal Lebeuf a ajouté: "Ce bill est la pire des mesures législatives et la plus néfaste dont je n'ai jamais entendu parler. Avec cette mesure, dit-il, on accorde à peu de choses près à la compagnie le pouvoir de s'approprier les rues de la ville ainsi que les rues de tous les villages et villes dans un rayon de cent milles. Elle obtient ainsi l'autorisation de faire tout ce qui lui plaît sans en demander la permission à qui que ce soit. Cela est tout simplement honteux, il n'y a pas d'autre mot pour qualifier une telle chose.

"De plus, les députés qui nous ont reçus l'autre jour dans la salle où siège le comité des bills privés se sont comportés d'une façon encore plus honteuse, si cela est seulement possible. Personnellement, je n'ai aucune raison de me plaindre, on m'a écouté avec attention et j'ai parlé aussi souvent que je le désirais, mais l'allure générale de la réunion témoignait du peu de respect accordé à l'administration municipale. Les députés n'ont pas porté attention au bill, la majorité ne l'avait jamais lu. Ils ne savaient rien au sujet de ce bill et ne voulaient rien savoir non plus. Aucun effort n'a été tenté afin de réfuter nos arguments. Les députés ont répondu en criant simplement: "Vote! Vote! Vote!"

"Les membres de ce comité étaient beaucoup trop nombreux; que penser d'un comité formé de 53 membres alors que la Chambre en compte 72! Il ne fut non plus jamais question de politique lors de cette scandaleuse démonstration; les conservateurs se sont aussi mal conduits que les libéraux. Tout le monde parlait, riait, fumait ou se promenait: une vraie tour de Babel! Absolument aucun decorum! Si l'on voulait être entendu, il fallait crier pour que notre voix couvre celle des autres. Il y avait souvent quatre ou cinq personnes à la fois qui essayaient d'adresser la parole au président. L'honorable M. Gouin m'a alors demandé si je ne trouvais pas cela déplorable et je lui ai répondu que je ne voyais pas comment il pouvait appuyer une telle meute de loups."

Séance du 21 mars 1901

Sous la présidence de l'honorable H.-B. Rainville

La séance s'ouvre à 3 heures.

**Dépôt de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur la table:

- par M. Langelier, la pétition du révérend M. Pérusse et autres, de Sainte-Anne-des-Monts, Gaspé; la pétition du révérend M. Sasseville et autres, du canton de Chlorydorme, Gaspé; la pétition de M. Morin et autres, de l'Anse-à-Griffon, Gaspé et la pétition de O. Drapeau et autres, de Saint-Jean-l'Évangéliste, Bonaventure;

- par M. Dion, la pétition du révérend M. Fournier et autres, de Saint-Arsène, Témiscouata, la pétition du révérend M. Thibault et autres, de Sainte-Rose-du-Dégel; et la pétition du révérend M. Desjardins et autres, de Saint-Antonin, Témiscouata;

- par M. Gillies, la pétition de "The Quebec Provincial Christian Temperance Union".

**Rapports de comités:**

**M. É. Lalonde (Vaudreuil):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

- bill (no 146) intitulé "Loi amendant la loi 62 Victoria, chapitre 58, section 8";

- et bill (no 52) intitulé "Loi conférant certains pouvoirs additionnels et privilèges à la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, du Canada".

Le promoteur (M. M. Hutchinson - Montréal no 5) du bill (no 113) intitulé "Loi amendant la charte d'incorporation du village de Grand-Mère" et le promoteur (M. R. S. Cooke - Trois-Rivières) du bill (no 117) intitulé "Loi amendant la loi 60 Victoria, chapitre 77 constituant en corporation la "North Shore Power Company", ayant déclaré qu'ils désiraient ne pas procéder avec ces bills, votre comité recommande, en conséquence, à votre honorable Chambre que permission leur soit accordée de retirer lesdits bills et que les sommes par eux payées au comptable de l'Assemblée législative leur soient remises, moins le coût de l'impression et de la traduction desdits bills.

Adopté.

**M. H. Champagne (Deux-Montagnes):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent de la législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté avec plusieurs amendements: bill (no 21) intitulé "Loi amendant la loi concernant les sociétés de secours mutuels".

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'il recommande d'en faire l'étude pendant la vacance de cette Chambre.

- bill (no 156) intitulé "Loi amendant les dispositions spéciales relatives aux corporations de cités, de villes et autres corporations";

- bill (no 159) intitulé "Loi amendant la loi concernant la conciliation".

Votre comité a aussi examiné le bill (no 105) intitulé "Loi amendant l'article 1688 du Code civil". Sans se prononcer sur le mérite ou le principe de ce bill, il en recommande l'étude pendant la vacance.

**Charte de Chicoutimi**

**M. C. Langelier (Lévis)** propose, appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin), que le nom de M. Langelier soit substitué à celui de M. Petit comme promoteur du bill (no 111) amendant la charte de la ville de Chicoutimi.

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** soulève l'objection que la motion n'est pas dans l'ordre:

1. parce qu'avis n'en a pas été donné;

2. parce que l'on ne peut pas substituer le nom d'un député à celui du promoteur d'un bill sans le consentement de ce dernier, surtout lorsque le promoteur du bill est absent et qu'on n'a pas son autorisation;

3. parce que les contribuables de la ville de Chicoutimi qui s'opposent à ce bill n'ont pas eu avis du rapport du comité des ordres permanents au sujet de la pétition sur laquelle le bill est basé, lequel rapport fait voir que les avis nécessaires n'ont pas été publiés et, qu'en conséquence, on ne peut pas enlever le bill des mains du député du comté qui est absent.

Le représentant de Chicoutimi-Saguenay (M. H. Petit) a souligné qu'il était le parrain du bill et qu'il entendait bien le demeurer jusqu'à ce qu'il soit adopté. Il dit toutefois que cette mesure est basée uniquement sur la résolution du conseil de ville et que les

électeurs n'ont pas été consultés. Il pense qu'une partie de la population de la ville s'y oppose.

**M. l'Orateur** prend en considération la motion du représentant de Dorchester et réserve sa décision jusqu'à demain.

**M. C. Langelier (Lévis)** demande alors qu'il lui soit permis de retirer sa motion pour ne pas retarder la procédure sur ledit bill.

La motion est retirée.

#### **Publication du rapport du greffier sur les élections générales de 1900**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** propose, appuyé par le représentant de l'Islet (l'honorable F.-G.-M. Dechène), que le rapport du greffier de la couronne en chancellerie sur les élections générales du 7 décembre 1900 soit imprimé pour la distribution officielle ordinaire et pour publication dans les documents de la session. Adopté.

#### **Introduction de bills:**

**M. H. Champagne (Deux-Montagnes)** demande la permission d'introduire un bill (no 98) validant les actes faits par les officiers et autres qui n'ont pas prêté le serment d'allégeance.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

- bill (no 39) concernant la "Canadian Electric Light Company, Limited";
- bill (no 69) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre F.-X.-Édouard Guay au nombre de ses membres, après examen;
- bill (no 135) ratifiant une convention concernant les taxes d'écoles imposées sur les propriétés de la "Dominion Cotton Mills Company, Limited" dans la ville de Magog;
- bill (no 3) concernant les conseils de conciliation et d'arbitrage pour régler les différends industriels;
- bill (no 14) amendant la loi concernant le remboursement de certains subsides par les compagnies de chemin de fer;
- bill (no 102) amendant la loi concernant les corporations de ville;
- bill (no 109) amendant la loi

concernant les tribunaux dans Gaspé.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande son concours:

- bill (no 34) ratifiant la constitution du Club de Montréal et lui accordant certains pouvoirs additionnels;
- bill (no 41) constituant en corporation "The William Strachan Company";
- bill (no 55) concernant la succession de feu Charles-Théodore Viau;
- bill (no 110) constituant en corporation la "Chevra Kadisha" de Montréal;
- bill (no 140) autorisant la Société canadienne des ingénieurs civils à admettre Ashley Bemis Tower au nombre de ses membres;
- et bill (no 6) concernant l'organisation d'un service sanitaire permanent.

#### **Club de Montréal**

La Chambre procède à prendre en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 34) intitulé "Loi ratifiant la constitution du Club de Montréal et lui accordant certains pouvoirs additionnels". Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **"The William Strachan Company"**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 41) intitulé "Loi constituant en corporation "The William Strachan Company". Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **"The Chevra Kadisha"**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 110) intitulé "Loi constituant en corporation la "Chevra Kadisha" de Montréal". Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **M. Ashley Bemis Tower**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 140) intitulé "Loi autorisant la Société canadienne des ingénieurs civils à admettre Ashley Bemis Tower au nombre de ses membres". Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Hygiène publique**

La Chambre procède à prendre en

considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 6) intitulé "Loi concernant l'organisation d'un service sanitaire permanent". Les amendements sont lus pour la première fois.

#### **Demande de documents:**

##### **Cour de circuit de Nicolet**

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'il soit mis devant cette Chambre une copie de toutes requêtes et de toute correspondance depuis l'année 1892, inclusivement, au sujet de l'extension de juridiction de la cour de circuit de Nicolet, ou ayant trait à quelques changements à apporter dans l'organisation judiciaire de cette partie de la province.

Il dit qu'au début de la session une délégation de Nicolet est venue rencontrer le cabinet au sujet de certains changements demandés dans l'organisation des cours du comté de Nicolet. Les personnes intéressées par ces changements sont maintenant impatientes de savoir si le gouvernement va acquiescer à leurs demandes et il aimerait avoir une déclaration concernant les intentions de celui-ci dans cette affaire.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** répond que le district de Trois-Rivières comprend les comtés de Maskinongé, Trois-Rivières, Saint-Maurice, Champlain et Nicolet. Il y a quelques années, en fait dès 1890, lorsque ces personnes ont fait appel, pour la même raison, à l'honorable M. Casgrain, alors procureur général, ce dernier leur a dit qu'on décentralisait trop la justice. Ces personnes ont soumis la question de nouveau au gouvernement et ont demandé de deux choses l'une, soit qu'on fasse de Nicolet un district indépendant, soit qu'on érige une cour supérieure pour le comté de Nicolet, créant pratiquement ainsi deux chefs-lieux dans le district, un sur la rive nord à Trois-Rivières et l'autre à Nicolet. Le gouvernement a jugé que d'accéder à l'une ou l'autre de ces requêtes créerait un mauvais précédent qui ferait de la Cour supérieure une cour itinérante. Le problème était si difficile à régler qu'il exigeait une étude très approfondie et que dès lors le gouvernement ne pouvait prendre aucune mesure à cet effet au cours de la session.

L'actuel procureur général (l'honorable H. Archambault) considère qu'il serait très difficile d'effectuer les changements demandés car, si on les faisait, d'autres comtés enverraient au Parlement des délégations dans le même but. Il remercie le représentant de Nicolet d'avoir soulevé cette question et l'assure qu'elle aura la considération la plus empressée du gouvernement.

**M. L.-J. Allard (Yamaska)** émet l'idée que la juridiction de la Cour de circuit dans les comtés ruraux devrait être la même que celle de la Cour supérieure vu que la Cour de circuit est présidée par un juge de la Cour supérieure. Que ce juge siège au chef-lieu du district ou au chef-lieu du comté, il doit avoir les mêmes connaissances légales et la même autorité.

Il dit qu'il espère que le gouvernement introduira cette question d'aujourd'hui à la prochaine session et nous soumettra alors un projet de loi qui pourra rendre justice aux comtés ruraux. Si l'on donnait à la Cour de circuit cette juridiction, le gouvernement ne serait pas assiégré de ces demandes nombreuses de subdivision des districts judiciaires.

**M. R. S. Cooke (Trois-Rivières)** fait également quelques remarques.

La proposition est adoptée.

##### **Chemins avoisinant Montréal**

**M. J. Cochrane (Montréal no 4)** propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. W. H. Walker) que le bill (no 82) soit maintenant lu pour la troisième fois.

**M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier)** propose en amendement, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. H. Champagne), que ce bill ne soit pas lu maintenant une troisième fois, mais qu'il soit renvoyé, de nouveau, au comité général de la Chambre, avec instruction de l'amender en retranchant la clause 2 dudit bill.

Monsieur l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer que le bill (no 82) ne subisse pas maintenant la troisième lecture mais qu'il soit référé de nouveau au comité général de la Chambre, avec ordre de l'amender en retranchant la clause 2 de ce bill.

La motion que j'ai l'honneur de proposer, comme j'ai eu déjà occasion de le dire lors de la formation du comité général de cette Chambre pour étudier ce bill, est de la plus grave importance et intéresse à un très haut degré la population agricole dans le voisinage de Montréal.

En vertu d'une législation spéciale créée par le statut 7 Victoria, chapitre 14, les voitures transportant des engrais des cités et villes de cette province sont exemptées de payer aux barrières soit que tel chemin appartienne à la province ou à quelque corporation, compagnie ou personne de cette province.

Eh bien, par la législation décrétée par l'article 2 de ce bill, on change complètement cette législation qui avait été créée spécialement pour encourager l'agriculture et favoriser la propreté et l'état sanitaire des cités ou villes en les

débarrassant des déchets et fumier gisant dans les cours. On dit, par cet amendement, qu'il n'y aura dorénavant que les voitures dont les roues auront un bandage de 3 à 4 pouces de largeur selon que ce sera des voitures à 2 ou 4 roues qui profiteront de l'exemption de payer, les autres de moindre dimension paieront le tarif ordinaire.

M. l'Orateur, je prétends que cet amendement à la loi est injuste et vexatoire vis-à-vis de notre population rurale et je ne comprendrais pas mon devoir de député ou je comprendrais mal mon devoir de député si je ne protestais de toutes mes forces contre ce projet de loi agressif pour notre population de la campagne. C'est un défi injurieux lancé à la figure des cultivateurs par des personnes qui administrent ce chemin, qui n'ont aucune idée des efforts incessants que font nos habitants de la campagne pour sortir du sol ce qui est nécessaire pour vivre et faire vivre leurs enfants.

Comment! On fait des lois dans cette Chambre pour décorer d'une médaille ou d'un ruban les cultivateurs qui se sont signalés dans l'agriculture; on publie à grands frais un journal d'agriculture pour leur apprendre quoi?... À retourner à la terre la fertilité qu'on lui a enlevée par des récoltes consécutives et on leur dit sans cesse d'engraisser leurs terres en les fumant et on vient d'un trait de plume augmenter le transport de ces engrais en leur disant: "Dorénavant, vous paierez 10 ou 20 cents pour le transport de ces engrais, à moins d'avoir des voitures avec des bandages de roues de 3 à 4 pouces", augmentant les frais de transport et nous forçant à dépenser \$25 à \$30 pour l'achat de ces roues.

En présence de ces faits, on a bien le droit de se poser cette question et de vous demander: Qui êtes-vous, messieurs les membres de cette commission? Que représentez-vous ici? Qui êtes-vous? Êtes-vous des cultivateurs vivant à la campagne, connaissant les mauvaises saisons de l'année? Ne savez-vous pas qu'avec des roues de telle dimension, en sortant des grandes routes macadamisées pour entrer dans nos chemins de rangs mal macadamisés, ou pas macadamisés du tout, il vous sera impossible de passer dans l'ornière faite par les petites roues ou si nous calons dans nos chemins, il faudra décharger notre charge et changer de voiture?

Cela est impossible. Le gouvernement qui est soutenu par les députés de districts ruraux va favoriser l'adoption de ma motion. Vous allez obliger les cultivateurs de renouveler, sous deux ans, il est vrai, les roues de leur voiture, eux qui pratiquent l'économie en ne faisant qu'un repas lorsqu'ils sont à Montréal.

Et puis, M. l'Orateur, cette loi, par qui est-elle demandée: sont-ce les cultivateurs qui la demandent? Y a-t-il un certain

nombre d'entre eux qui ont de telles roues et qui en ressentent un tel bien qu'ils veulent le partager avec leurs semblables? Au contraire, ils sont opposés à cette législation. Le conseil de la paroisse de Saint-Laurent, composé de cultivateurs et jardiniers progressifs, est opposé à cette mesure. John L. Brodie et autres de la division d'Hochelaga, hommes de progrès, sont opposés à cette mesure.

Le conseil de comté et la société d'agriculture sont opposés à cette mesure. Il y a devant cette Chambre une pétition signée par 83 cultivateurs opposés à cette mesure et l'honorable député de la division Saint-Laurent (M. J. Cochrane) disait, lors du comité général siégeant sur ce bill, que cette législation était demandée par 60 cultivateurs eux-mêmes; c'est une affirmation gratuite et d'ailleurs il n'y a rien devant cette Chambre, pétition ou autre chose, à l'appui de son affirmation.

Et de plus, M. l'Orateur, voilà 58 ans que nous jouissons de ce privilège d'exemption, je dis nous, parce que, bien qu'étant homme de profession, je m'occupe d'agriculture, tellement que je n'ai pas eu peur l'autre jour de favoriser le projet de loi de l'honorable ministre d'Agriculture qui faisait deux classes parmi les décorés, ceux qui avaient de l'argent, "gentlemen farmers", comme il les appelait, et ceux qui, par leur travail et les revenus de leur ferme, en tiraient leur principal moyen de subsistance. Je me classe parmi cette dernière catégorie, non pas que je prétende faire les travaux de la ferme, mais bien que j'aie la prétention de savoir les faire faire, au point de vue des bénéfices. Je demande bien pardon à la Chambre, M. l'Orateur, de cette digression, si j'ai profité de cette occasion pour dire que je n'ai pas eu peur comme mon honorable ami, le député du comté de Québec (M. N. Garneau), du projet de loi de l'honorable ministre d'Agriculture (l'honorable F.-G.-M. Dechène). Je reviens au sujet et je dis que, puisque vous portez une main criminelle sur ce privilège de 58 années de nos cultivateurs de passer aux barrières sans rien payer, la Chambre me permettra bien de faire cette réflexion: il faut donc que nous ayons bien dégénéré pour que, après 58 années, nous ayons perdu les sentiments bien généreux de nos aïeux de favoriser autant que possible l'agriculture qui, comme l'a si bien dit l'un des chefs de la loyale opposition de Sa Majesté, l'honorable député de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), est la base de la richesse de notre pays.

Avant de terminer, je me permettrai d'attirer l'attention toute spéciale des honorables membres qui représentent des divisions mixtes, c'est-à-dire des divisions formées de municipalités de campagne et de municipalités de ville, que l'article 2 de ce bill, s'il n'est pas rayé, affectera leur



division électorale en tant qu'il obligera les cultivateurs de leur division pour jouir de l'exemption de changer leur système de roues. J'ai donc confiance avec ces quelques considérations que le bon esprit qui anime tous les membres de cette Chambre se rangera de mon côté et que ma motion sera adoptée.

**M. P. É. LeBlanc (Laval)** appuie cet amendement, parce que cette disposition impose une nouvelle obligation aux cultivateurs qui apportent des produits au marché. Il faudra que leurs bandes de roues aient trois ou quatre pouces de largeur.

Aujourd'hui, les cultivateurs qui viennent chercher de l'engrais à la ville ne paient pas de taux de péage. À l'avenir, quand bien même ils viendront chercher de l'engrais en ville, ils paieront la barrière si les bandes de leurs voitures n'ont pas la largeur voulue. On devrait faire une législation générale et non une législation limitée à Montréal.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Blanchard, Cardin, Chauret, Chênevert, Cherrier, Décarie, Dorris, Duhamel, Giard, Lalonde, LeBlanc, Lemay, Pelletier (Dorchester), Prévost, Tellier, Tessier (Portneuf), 16.

**Contre:** MM. Allard, Béland, Bergevin, Bissonnette, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chicoyne, Cochrane, Cooke, Daigneault, Dechène, Duffy, Fiset, Gameau, Girard, Gosselin (Iberville), Gosselin (Missisquoi), Guoin, Guerin, Hearn, Hutchinson, Kennedy, Lacombe, Langelier, Lovell, Mackenzie, Morin (Charlevoix), Morin (Saint-Hyacinthe), Neault, Parent, Pelletier (Sherbrooke), Perrault, Robitaille, Roy (Kamouraska), Smith, Tanguay, Taschereau, Tourigny, Turgeon, Walker, Watts, Weir, 43.

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** interpelle le député de Saint-Jean (M. P.-H. Roy).

**M. P.-H. Roy (Saint-Jean)** dit qu'il aurait voté pour l'amendement du député de Jacques-Cartier (M. J.-A. Chauret) mais qu'on a passé par-dessus son nom.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Et la motion principale étant de nouveau soumise à la Chambre,

**M. P.-É. LeBlanc (Laval)** propose comme amendement, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), que ce bill ne soit pas lu maintenant une troisième fois, mais qu'il soit renvoyé au comité général de la Chambre, avec instruction de l'amender en y insérant, après la clause 2, la suivante:

2a. "Les cultivateurs amenant des produits au marché, avec des voitures légères ou de charge, ont droit à un billet de retour, dans les 48 heures, en ne payant qu'un seul péage."

**M. H. Champagne (Deux-Montagnes)** se prononce en faveur de cet amendement, parce que c'est rendre justice aux cultivateurs éloignés des villes et à la population agricole des environs de Montréal.

Cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés ils sont inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bissonnette, Blanchard, Cardin, Champagne, Chauret, Chênevert, Cherrier, Chicoyne, Décarie, Dorris, Duhamel, Flynn, Giard, Gosselin (Iberville), Gosselin (Missisquoi), LeBlanc, Lemay, Pelletier (Dorchester), Prévost, Roy (Saint-Jean), Tellier, Tourigny, 22.

**Contre:** MM. Allard, Béland, Bergevin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Cochrane, Cooke, Dechène, Dion, Duffy, Fiset, Gameau, Girard, Guoin, Guerin, Hearn, Hutchinson, Kennedy, Lacombe, Lalonde, Lane, Langelier, Lovell, Mackenzie, Morin (Charlevoix), Morin (Saint-Hyacinthe), Neault, Parent, Pelletier (Sherbrooke), Perrault, Petit, Robitaille, Roy (Kamouraska), Smith, Tanguay, Taschereau, Tessier (Rimouski), Turgeon, Walker, Watts, Weir, 41.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant de nouveau proposée,

**M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier)** propose comme amendement, appuyé par le député de Deux-Montagnes (M. H. Champagne), que ce bill ne soit pas lu maintenant une troisième fois, mais qu'il soit renvoyé de nouveau au comité général de la Chambre, avec instruction d'ajouter après le mot "voiture", dans la quatrième ligne de la cédule A, les mots suivants: "à l'exception des cultivateurs, jardiniers et maraîchers avec des voitures légères ou de charge, amenant des produits au marché, qui pourront aller et revenir avec le même cheval ou les mêmes chevaux et la même voiture, entre huit heures du soir d'un jour, et huit heures du soir du jour suivant."

Et, cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bissonnette, Blanchard, Cardin, Champagne, Chauret, Cherrier, Chicoyne, Décarie, Dorris, Duhamel, Flynn, Giard, Gosselin (Iberville), Kennedy, Langelier, LeBlanc, Lemay, Pelletier (Dorchester), Prévost, Roy (Saint-Jean), Tellier, Tessier (Portneuf), 22.

**Contre:** MM. Allard, Béland, Bergevin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Chênevert, Cochrane, Dechène, Dion, Duffy,

Fiset, Garneau, Girard, Gosselin (Missisquoi), Gouin, Guerin, Hearn, Hutchinson, Lacombe, Lalonde, Lane, Lovell, Mackenzie, Major, Morin (Charlevoix), Morin (Saint-Hyacinthe), Neault, Parent, Pelletier (Sherbrooke), Perrault, Petit, Robitaille, Roy (Kamouraska), Smith, Tanguay, Tessier (Rimouski), Turgeon, Walker, Watts, Weir, 40.

Cet amendement est aussi rejeté.

Alors, la motion principale est soumise de nouveau à la Chambre qui se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Publication de déclarations dans les municipalités**

**M. W. H. Walker (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (no 90) amendement l'article 761 du code municipal.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

**M. W. H. Walker (Huntingdon)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Instruction publique**

**M. J.-É. Duhamel (L'Assomption)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 154) amendement la loi de l'instruction publique.

Adopté.

#### **En comité:**

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"L'article 145 de la loi de l'instruction publique, 62 Victoria, chapitre 28, est remplacé par le suivant:

145. Est éligible à la charge de commissaire ou de syndic d'écoles:

a) Tout curé catholique romain ou tout ministre du culte d'une autre croyance religieuse desservant une municipalité scolaire et y résidant;

b) Tout propriétaire, par lui-même ou par sa femme, de biens-fonds portés au rôle d'évaluation en vigueur dans la municipalité scolaire, à une valeur de deux cents piastres; pourvu que ce propriétaire soit inscrit

comme tel audit rôle, qu'il soit majeur, du sexe masculin, qu'il sache lire et écrire et qu'il réside dans la municipalité scolaire."

Cet article est rejeté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"Le paragraphe de l'article 148 de la loi 62 Victoria, chapitre 28, est amendé en remplaçant tous les mots après les mots "il faut", dans la deuxième ligne, par les suivants: "être majeur, du sexe masculin, être propriétaire de biens-fonds portés au rôle d'évaluation en vigueur dans la municipalité à cinquante piastres de valeur réelle, être inscrit comme tel à ce rôle d'évaluation, et avoir acquitté toutes les contributions scolaires par lui dues dans la municipalité scolaire dans laquelle ce propriétaire veut exercer son droit de vote."

Cet article est adopté.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

**M. J.-É. Duhamel (L'Assomption)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Dentistes**

**M. C.-A. Chênevert (Berthier)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 85) amendement la loi concernant les dentistes.

Cette loi prévoit le droit d'appel de l'Association des dentistes à la cour.

**M. L.-J. Allard (Yamaska)** propose comme amendement, appuyé par le représentant d'Ottawa (M. C.-B. Major), que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots suivants: "dans six mois" soient ajoutés à la fin de la motion.

Il propose le renvoi à six mois, parce qu'il veut conserver aux différentes professions le droit de faire des règlements et de diriger leurs propres affaires. Il faut de toute nécessité protéger l'honneur et le niveau intellectuel des professions libérales, et la mesure que nous discutons enlève aux professions ce privilège. Il dit qu'il s'oppose au bill car il est d'avis que les membres des différentes professions doivent se conformer aux règlements de leur bureau. Quand les aspirants seront dignes d'entrer dans la profession, le bureau ne les refusera pas.

**M. C.-A. Chênevert (Berthier)** défend son bill et prétend, à l'appui de son plaidoyer, que le droit d'appel à la Cour supérieure qu'on veut accorder par cette mesure existe dans le barreau.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Allard, Béland, Bissonnette, Blanchard, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Chauret, Cherrier, Chicoyne, Cochrane, Cooke, Daigneault, Décarie, Dechêne, Dion, Dorris, Duffy, Duhamel, Fiset, Flynn, Gagneau, Giard, Girard, Gosselin (Iberville), Gosselin (Missisquoi), Gouin, Hearn, Hutchinson, Kennedy, Lalonde, Lemay, Lovell, Mackenzie, Major, Morin (Charlevoix), Morin (Saint-Hyacinthe), Neault, Parent, Pelletier (Dorchester), Pelletier (Sherbrooke), Robitaille, Roy (Kamouraska), Smith, Tanguay, Tourigny, Turgeon, Walker, Watts, Weir, 50.

**Contre:** MM. Bergevin, Champagne, Chênevert, Lacombe, Lane, LeBlanc, Perrault, Prévost, Roy (Saint-Jean), Taschereau, Tellier, Tessier (Portneuf), 12.

Ainsi l'amendement est adopté.  
La question principale est rejetée.

#### **Construction et entretien des ponts par les municipalités**

**M. W. A. Weir (Argenteuil)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Pontiac (M. D. Gillies), que le bill (no 108) modifiant le code municipal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

**M. W. A. Weir (Argenteuil)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. W. A. Weir (Argenteuil)** propose que le bill (no 108) soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Bureau d'enregistrement du comté de Wright**

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent), que le bill (no 11) concernant le bureau d'enregistrement du comté de Wright soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Le bureau d'enregistrement, dans la

cité de Hull, pour la division d'enregistrement du comté de Wright, a été détruit par un incendie le vingt-six avril mil neuf cent, avec les registres, livres, papiers, plans et archives qui s'y trouvaient. Le problème est aggravé par l'incendie des études de la plupart des notaires devant lesquels ces actes ont été signés.

Depuis, des registres ont été fournis au bureau de cette division, et il importe de prescrire le mode d'après lequel les intéressés pourront faire procéder à l'enregistrement des actes qui y avaient été précédemment enregistrés.

Voici ce que la loi décrète à ce sujet:

"Tout acte, plan ou autre document enregistré dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Wright, le ou avant le vingt-six avril mil neuf cent, doit, sur production d'icelui à ce bureau, avec le certificat de l'enregistrement originaire, être de nouveau enregistré."

En faisant cet enregistrement, le registraire doit transcrire le certificat de l'enregistrement originaire, et le jour et l'heure de l'entrée et de l'enregistrement y mentionnés seront le jour et l'heure à partir desquels l'entrée et l'enregistrement nouveaux auront leur effet.

S'il ne peut être produit de certificat de l'enregistrement originaire, toute partie intéressée peut, soit faire enregistrer comme s'il n'avait jamais été enregistré, si elle est encore dans les délais utiles pour ce faire, soit faire enregistrer, conformément aux dispositions ci-après, tout acte, plan ou autre document enregistré dans ledit bureau avant l'époque susmentionnée, dans chacun des cas suivants:

a) S'il existe une copie d'icelui dûment certifiée.

b) Si l'original existe ou s'il existe un double d'icelui.

c) S'il n'existe pas de tel double ou s'il n'existe pas de telle copie et que l'original ait été détruit.

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** appelle l'attention du gouvernement sur notre bibliothèque parlementaire, qui n'est nullement protégée, et sur les voûtes de certains édifices publics qui laissent beaucoup à désirer.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose que le bill (no 11) soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Chef-lieu du district de Beauharnois**

**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant le chef-lieu du district de Beauharnois. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de la nature de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2):** L'objet de ce bill est de transférer le chef-lieu du district de Beauharnois de la ville de Beauharnois à la ville de Valleyfield. Cette dernière s'est engagée à payer une somme de \$50 000 au gouvernement, pourvu que le palais de justice et la prison soient construits dans ses limites et que le chef-lieu y soit transféré. La construction des édifices ne commencera qu'après que cette somme aura été versée dans le Trésor de la province. Les travaux se feront sur un terrain acheté par la ville et ne devront pas dépasser la somme de \$50 000, à moins que Valleyfield ne paye le surplus.

Comme le gouvernement n'a pu consulter tout le comté de Beauharnois, il s'en rapporte au député (M. A. Bergevin), et celui-ci est en faveur de la législation projetée. Il y a sans doute quelques paroisses qui n'approuvent pas ce changement, mais on le demande d'une manière générale; et c'est le devoir du gouvernement de se rendre à cette demande, parce qu'il travaille dans l'intérêt public. Ce changement est bon et le nouveau système débarrassera la population de ce district des nombreux problèmes dont elle a souffert.

**M. A. Bergevin (Beauharnois)** croit de son devoir dans le moment de donner les explications suivantes sur l'attitude qu'il entend prendre au sujet de ce projet de loi. En présence, dit-il, du désir de la grande majorité des électeurs du comté de Beauharnois, je ne puis faire autrement que de me prononcer en faveur du changement du chef-lieu de ce district.

J'ai remis entre les mains de l'honorable commissaire des Travaux publics les lettres venant des personnes suivantes: M. C. Huneau, préfet du comté de Beauharnois et maire de Sainte-Cécile; M. Joseph Mire, maire de Saint-Stanislas-de-Kostka; une

résolution de la Chambre de commerce de Valleyfield, signée par M. Guindon, président, et par M. D. C. McAvoy, secrétaire "pro tempore": une déclaration du maire et des conseillers de Saint-Louis-de-Gonzague; une résolution de la paroisse de Saint-Stanislas, signée par le maire et quatre conseillers, les autres étant absents; une requête signée par un grand nombre de contribuables de Saint-Stanislas. Toutes ces lettres, ces résolutions et ces requêtes demandent le changement du chef-lieu. La grande majorité des contribuables du comté est en faveur du transfert du chef-lieu de Beauharnois à Valleyfield.

Je me suis enquis de l'opinion dans différentes parties du comté et je puis ajouter que dans tout le comté de Beauharnois et partout l'on reconnaît que ce changement doit s'opérer tôt ou tard. Après avoir constaté que l'on désirait ce changement, j'ai cru qu'il était de mon devoir de me prononcer en faveur de ce projet.

Je regrette infiniment de me trouver dans l'obligation de léser certains droits de la ville et de la paroisse de Beauharnois et du village de Saint-Étienne, et de déplaire à bon nombre de mes amis. Mais, je dois faire passer avant tout l'intérêt général du district et l'intérêt de la grande majorité des électeurs de Beauharnois.

La ville de Valleyfield a passé un règlement offrant de payer la somme de \$50 000 au gouvernement pour la construction d'un palais de justice et d'une prison et j'ai été prié par ses contribuables de demander au nom de cette florissante ville qui possède déjà une population de 13 000 âmes et qui grandit avec une rapidité vertigineuse, de faire passer une loi basée sur ce règlement qui a été voté à la presque unanimité des contribuables. Une délégation composée de citoyens importants de Valleyfield est arrivée aujourd'hui même à Québec pour appuyer le projet de loi que nous discutons maintenant.

En présence de tous les faits que je viens d'énumérer et sachant que le député de Châteauguay (M. F.-X. Dupuis) et celui de Huntingdon (M. W. H. Walker), qui représentent deux comtés intéressés au changement du chef-lieu, sont en faveur du projet, j'ai cru qu'il était de mon devoir, que je devais appuyer la mesure qui nous a été présentée par l'honorable commissaire des Travaux publics.

**M. W. H. Walker (Huntingdon)** appuie la résolution.

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** discute également du bill.

**M. P.-É. LeBlanc (Laval)** s'oppose à cette mesure parce qu'elle ne présente ni

plans, ni autres renseignements nécessaires. Ce changement ferait beaucoup de tort à Beauharnois. Il pense qu'il est simplement juste que la ville de Valleyfield dise le montant qu'elle entend dépenser pour les édifices du palais de justice et de la prison. Il ne pense pas que les contribuables de Valleyfield soient disposés à dépenser \$50 000 pour la construction de ces édifices.

Il s'oppose à la passation de cette mesure, parce qu'on ajoute un nouveau fardeau sur les épaules des contribuables de Valleyfield et que les électeurs des comtés intéressés n'ont pas été consultés. On ne connaît pas le montant que coûteront les nouvelles constructions.

#### **L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)**

répond que le gouvernement n'a pas agi en aveugle et ne marche pas à la légère. Nous savons ce que nous faisons; nous avons consulté qui de droit et nous connaissons ce que coûte la construction d'un palais de justice et d'une prison. On peut construire un palais de justice à Valleyfield pour une somme de \$50 000. Cette construction s'impose. D'après la loi proposée, la ville de Valleyfield paiera toutes les dépenses que nécessitera le changement de chef-lieu; le gouvernement n'aura pas un seul sou à payer. Le gouvernement sait très bien que le changement proposé s'impose. Les députés des trois comtés intéressés, Beauharnois, Huntingdon et Châteauguay, approuvent cette législation et ces représentants du peuple connaissent mieux que qui que ce soit les intérêts de leurs comtés. Ce sont les meilleurs juges, les meilleurs interprètes du sentiment du peuple. D'après ce que nous savons, ce changement s'impose nécessairement.

Encore une fois, nous n'avons pas agi à la légère; nous avons pris toutes les précautions qu'exigeait cette importante question; un palais de justice et une prison seront construits par la ville de Valleyfield sans qu'il en coûte un seul centin au gouvernement; nous suivons les renseignements qui nous sont donnés par les trois députés intéressés à ce changement, et en proposant le changement du chef-lieu, nous agissons dans l'intérêt public.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

#### **Documents:**

##### **Commission des chemins à péage de Montréal**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative en date du 21 mars 1901, demandant copie de tous ordres en conseil se

rapportant à la commission des chemins à barrière de Montréal (Montréal Turnpike Trust), passés depuis le mois de mars 1897 inclusivement. (Document de la session no 41)

#### **Permis de chasse**

##### **L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)**

dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 28 février 1901, pour un état indiquant les noms des personnes qui ont obtenu des permis de chasse en vertu de l'acte 62 Victoria, chapitre 24 (1899), avec mention des sommes payées pour tels permis et leur durée. (Document de la session no 42)

#### **Pont Yule**

##### **L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)**

dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 mars 1901, pour la production de tous documents et correspondance concernant le pont Yule sur la rivière Richelieu, entre Chambly Canton et Richelieu. (Document de la session no 43)

À 6 h 15, la Chambre interrompt ses travaux.

#### **Reprise de la séance à 8 h 45**

#### **Lecture de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont lues et reçues, savoir: de J.-B. Bernatchez et autres, et de C. Philipps et autres, demandant respectivement l'octroi d'une charte pour le chemin de fer Canada Atlantique et Occidental.

#### **Code civil, article 1688**

**M. M. Perrault (Chambly)** dit qu'on vient d'envoyer devant la Chambre un rapport de comité qui n'a jamais été recommandé. Le bill (no 105) a été pris en considération ce matin au comité de législation et il fut décidé que ce bill serait référé à la Chambre pour considération. Or, ce soir, ce bill n'apparaît pas sur l'ordre du jour. Ayant demandé la cause de cette omission, on lui a appris que le bill a été renvoyé à la Chambre, mais qu'on avait eu soin de recommander l'étude du bill en question pendant la vacance. Il attaque le représentant de Deux-Montagnes (M. H. Champagne), qui a présidé le comité de législation et déclare que le président a agi avec intention afin d'empêcher son bill d'aller plus loin.

**M. H. Champagne (Deux-Montagnes)** déclare à la Chambre qu'il n'a jamais eu

connaissance de cette recommandation et qu'il ignore qui en est l'auteur.

Avant la séance, il a eu une entrevue avec le représentant de Chambly à ce sujet et il s'est engagé à demander à la Chambre de prendre ce soir ce bill en considération. Il est surpris d'entendre le député de Chambly parler de "partisannerie" et déclare qu'il a agi avec la meilleure foi du monde.

**M. P.-É. LeBlanc (Laval)** déclare que la Chambre ne peut s'occuper de cette question et qu'elle est du domaine du comité de législation.

**M. M. Perrault (Chambly)** dit qu'il attendait cette objection pour déclarer que le but proposé est atteint et qu'on savait qu'en soumettant ce bill à l'ordre du jour ce soir, on l'empêchait de se rendre au Conseil législatif et de devenir loi à cette session. Il fait une sortie contre le comité et déclare qu'on ne veut pas lui donner justice.

**M. H. Champagne (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. J.-A. Chauret), que le huitième rapport du comité permanent de la législation et des lois expirantes soumis à la première séance de ce jour soit renvoyé à ce comité avec instruction d'en réviser la rédaction.

Adopté.

#### Introduction de bills:

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** demande la permission d'introduire un bill (no 19) amendant la loi des élections contestées. Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** demande la permission d'introduire un bill (no 20) amendant la loi des licences de Québec. Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. C. Langelier (Lévis)** demande la permission d'introduire un bill (no 162) amendant la loi des élections contestées.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (no 63) modifiant de nouveau la charte de la cité de Hull, avec plusieurs amendements pour lesquels il demande son concours.

#### Charte de Hull

La Chambre procède à l'examen des amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 63) modifiant de nouveau la charte de la cité de Hull. Les amendements sont lus deux fois.

**M. C.-B. Major (Ottawa)** propose, appuyé par le représentant de Yamaska (M. L.-J. Allard), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant Leurs Honneurs que cette Chambre a accepté leurs amendements, mais qu'elle propose d'amender la clause 12, en retranchant aussi le paragraphe qui se lit comme suit: "Lorsqu'une partie du terrain susdécrit aura été subdivisée en lots de ville et pourvue de bâtiments, telle partie cessera d'être considérée comme terrain agricole, et tous terrains actuellement subdivisés et bâtis ne sont pas inclus dans la précédente désignation de terrains agricoles, mais seront évalués d'après le système général d'évaluation".

Adopté. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Compagnie de chemin de fer électrique de Lévis

**M. C. Langelier (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 116) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer électrique de Lévis.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

**M. C. Langelier (Lévis)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Municipalité de Saint-Stanislas-de-Kostka

**M. P. Pelletier (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 42) érigeant la municipalité de Saint-Stanislas-de-Kostka.

Adopté.

#### En comité:

**M. P. Pelletier (Sherbrooke)** défend le bill dont il est le parrain.

**M. P. S. G. Mackenzie (Richmond)** s'oppose au bill et propose qu'il soit pris en considération dans six mois seulement.

**M. A. W. Giard (Compton)**, en anglais, prend part au débat et se prononce contre l'amendement.

**M. F.-H. Daigneault (Bagot)** intervient également dans la discussion et dans le même sens que le représentant de Compton.

**M. L.-P. Fiset (Saint-Maurice)** se prononce aussi contre l'amendement.

**Le Président (M. H. Champagne, Deux-Montagnes)** déclare hors d'ordre l'amendement du représentant de Richmond (M. P. S. G. Mackenzie).

Le comité ayant étudié le bill en fait rapport sans amendement.

**M. P. Pelletier (Sherbrooke)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. L.-P. Fiset), que le bill (no 42) soit maintenant lu pour la troisième fois.

**M. P. S. G. Mackenzie (Richmond)** propose en amendement, appuyé par le représentant de Montréal no 4 (M. J. Cochrane), que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "dans six mois" soient ajoutés à la fin de la motion.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Cochrane, Duffy, Flynn, Giard, Gillies, Guerin, Hutchinson, Kennedy, Langelier, LeBlanc, Lemay, Mackenzie, Pelletier (Dorchester), Tellier, Walker, Watts, Weir, 17.

**Contre:** MM. Allard, Bergevin, Bissonnette, Blanchard, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Cooke, Daigneault, Décarie, Dechène, Dion, Dorris, Duhamel, Fiset, Garneau, Girard, Gosselin (Iberville), Gosselin (Missisquoi), Gouin, Lacombe, Lalonde, Lane, Major, Morin (Saint-Hyacinthe), Neault, Parent, Pelletier (Sherbrooke), Perrault, Robitaille, Roy (Kamouraska), Roy (Saint-Jean), Taschereau, Tourigny, Turgeon, 37.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La question principale est adoptée.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Compagnie du pont de Grand-Mère

**M. P.-C. Neault (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 130) constituant en corporation la Compagnie du pont de Grand-Mère et

l'autorisant à construire un pont de péage sur la rivière Saint-Maurice entre le village de Grand-Mère et la paroisse de Saint-Théophile-du-Lac.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Et la motion étant soumise, que le rapport soit reçu maintenant.

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** propose en amendement, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), que le rapport ne soit pas reçu maintenant, mais que le bill soit de nouveau référé au comité général de la Chambre avec instruction de l'amender, en ajoutant à la clause qui pourvoit au péage le paragraphe suivant:

"Il ne sera rien chargé extra, quel que soit le nombre de personnes qu'il y ait dans une voiture, pourvu que ces personnes n'aient pas monté spécialement dans ladite voiture pour éviter de payer le péage dû par les piétons."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Flynn, Giard, LeBlanc, Lemay, Pelletier (Dorchester), Tellier, Weir, 7.

**Contre:** MM. Allard, Bergevin, Bissonnette, Blanchard, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Chênevert, Cherrier, Cochrane, Cooke, Daigneault, Décarie, Dechène, Dion, Dorris, Duffy, Duhamel, Fiset, Garneau, Gillies, Girard, Gosselin (Iberville), Gosselin (Missisquoi), Gouin, Guerin, Hearn, Hutchinson, Kennedy, Lacombe, Lalonde, Lane, Langelier, Mackenzie, Major, Morin (Saint-Hyacinthe), Neault, Parent, Pelletier (Sherbrooke), Perrault, Prévost, Robitaille, Roy (Kamouraska), Roy (Saint-Jean), Taschereau, Tourigny, Walker, 49.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Et la motion principale étant de nouveau proposée,

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** propose en amendement, appuyé par le représentant de Laprairie (M. C.-S. Cherrier), que le rapport ne soit pas reçu maintenant, mais que ledit bill soit renvoyé de nouveau au comité général de la Chambre, avec instruction de l'amender, en retranchant la clause qui permet l'achat dudit pont et en la remplaçant par la suivante:

"En tout temps, la corporation du village de Grand-Mère, la corporation des paroisses de Saint-Théophile et de Sainte-Flore auront, conjointement ou séparément, le droit d'acheter le pont et les privilèges conférés par cette loi, au prix auquel le pont et les accessoires seront évalués par des arbitres nommés et agissant suivant les

dispositions des codes relatives à l'arbitrage, un des arbitres devant être nommé par les propriétaires du pont, l'autre par la ou les corporations qui désireront acheter et le troisième par un juge de la Cour supérieure ayant juridiction dans le district de Trois-Rivières. S'il y a eu des octrois du gouvernement accordés pour aider à la construction ou à la réparation de ce pont, ce ou ces montants seront déduits du chiffre de la sentence arbitrale."

**M. R. S. Cooke (Trois-Rivières)** s'oppose à l'amendement proposé. Il défend le projet de loi et déclare qu'il appartient aux électeurs de Grand-Mère, Sainte-Anne, etc., de combattre le bill, mais non à un simple député.

**M. L.-P. Fiset (Saint-Maurice)** participe également à ce débat.

Cet amendement est mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés ils sont inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Chauret, Chicoyne, Flynn, Giard, LeBlanc, Lemay, Pelletier (Dorchester), Tellier, Weir, 9.

**Contre:** MM. Allard, Bergevin, Bissonnette, Blanchard, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Cochrane, Cooke, Daigneault, Décarie, Dechène, Dion, Dorris, Duhamel, Fiset, Garneau, Girard, Gosselin (Iberville), Gosselin (Missisquoi), Gouin, Hutchinson, Kennedy, Lacombe, Lalonde, Lane, Langelier, Major, Morin (Saint-Hyacinthe), Neault, Parent, Pelletier (Sherbrooke), Perrault, Prévost, Robitaille, Roy (Kamouraska), Roy (Saint-Jean), Taschereau, Tourigny, Turgeon, 41.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est alors proposée de nouveau. La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

**M. P.-C. Neault (Champlain)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Taxation sur les magasins à rayons**

**M. J. Cochrane (Montréal no 4)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 146) amendant la loi 62 Victoria, chapitre 58, section 8.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec amendement. Les amendements sont lus deux fois et adoptés sur division.

**M. J. Cochrane (Montréal no 4)** propose

que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, du Canada**

**M. F.-H. Daigneault (Bagot)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 52) conférant certains pouvoirs additionnels et privilèges à la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, du Canada.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. F.-H. Daigneault (Bagot)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Compagnie du chemin de fer Atlantique et Occidental du Canada**

**M. C. Langelier (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 143) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Atlantique et Occidental du Canada.

Adopté.

En comité:

Les articles 1 à 25 sont adoptés sans discussion.

Le comité étudie l'article 26.

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** déclare qu'il n'a pas l'intention de faire un long discours, mais qu'il tient à démontrer à la Chambre que les comtés de Gaspé et de Bonaventure sont opposés à ce chemin.

Il combat la mesure en s'appuyant sur les nombreuses pétitions qu'il a en main, sur les déclarations publiques des deux candidats à la dernière élection et sur le fait que cette nouvelle construction donnera le coup de mort au chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs.

Pour démontrer le sentiment populaire de la Gaspésie, lors de la dernière campagne électorale, les deux candidats ont dû s'engager à travailler pour le chemin du littoral et contre le chemin de l'intérieur.

À la dernière élection, M. Jos-X. Lavoie, le promoteur du bill de la "Gaspé Short Line", a écrit à plusieurs amis, leur conseillant de signer des requêtes pour



demander au premier ministre (l'honorable S.-N. Parent) de se porter candidat, déclarant que c'était le seul moyen d'assurer la construction du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs. Le chef de l'opposition lit des lettres à la Chambre. Tout ceci prouve qu'en janvier dernier, tous les Gaspésiens étaient en faveur du chemin de la Baie-des-Chaleurs, même les promoteurs, sans excepter M. Lavoie, protonotaire de Percé.

Pourquoi s'oppose-t-on à la charte de la nouvelle compagnie?

1. Parce qu'on craint que cette compagnie soit dommageable à celle de la Baie-des-Chaleurs;

2. Parce que la nouvelle voie passera dans un endroit inculte et inabordable;

3. Parce que la compagnie n'est pas sérieuse et qu'elle ne pourra jamais marcher sans les subsides du gouvernement, quoi qu'elle en dise;

4. La nouvelle compagnie est composée des anciens actionnaires de la "Petroleum Company"; il est reconnu à Gaspé que cette compagnie est en faillite;

5. La compagnie n'a pas les capitaux nécessaires; il lui faudra \$2 600 000 pour construire ce chemin qui aura une longueur de 120 milles, chaque mille de construction devant coûter pour le moins \$20 000 sinon plus, mais sûrement pas moins et la compagnie ne montre qu'un capital de \$230 000. Où la compagnie prendra-t-elle le reste? Pas des gouvernements car elle déclare qu'elle se passera de ces derniers.

Il répète que cette compagnie n'est pas sérieuse et qu'il est impossible d'y ajouter foi.

En 1889, dit-il, une compagnie américaine a obtenu la même charte que celle qu'on demande aujourd'hui et, après quelques années, elle a tout abandonné car elle s'est aperçu qu'elle marchait à la ruine. Quel va être le sort de la nouvelle? Eh bien, messieurs, en présence de ce que je viens de vous dire, êtes-vous surpris si les Gaspésiens appréhendent cette nouvelle compagnie et s'opposent à sa charte?

Il dit aussi que c'est la "Petroleum Oil Trust Company" qui est au fond et qui désire avoir cette charte afin d'obtenir des subsides sur les marchés anglais et sauver, si possible, les millions déjà enfouis dans les puits de pétrole de Gaspé.

Il souligne qu'un certain nombre d'habitants de Gaspé et de Bonaventure sont contre le bill, alors que d'autres l'appuient et l'on constate sur ces requêtes qu'il y a 2639 signatures contre le projet et 800 seulement en faveur. Tous les conseils municipaux ont passé des résolutions contre ce projet et dans toutes les requêtes, pétitions, résolutions, etc. l'on constate une grande protestation contre la nouvelle compagnie et une demande au gouvernement d'Ottawa d'acheter le chemin de la Baie-des-

Chaleurs et de terminer la voie jusqu'à Gaspé.

D'après lui, cette compagnie n'est pas sérieuse. Il pense que la communication ferroviaire avec Gaspé serait assurée plus rapidement si les autorités fédérales achetaient et achevaient le chemin de la Baie-des-Chaleurs.

À la fin de ses remarques, il propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), que le bill (no 143) intitulé "Loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer Canadien, Atlantique et Occidental" ne soit pas lu la troisième fois mais qu'il soit renvoyé au comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en substituant le mot "dix" au mot "cinq" dans la deuxième partie du paragraphe 1 de la section 26 de ce bill, tel qu'amendé par le comité des chemins de fer; et d'insérer après l'article 27, l'article suivant:

"Afin de prouver son honnêteté, la compagnie devra construire dix milles de chemin de fer au lieu de cinq au cours des deux premières années ou la charte sera déchuë et le chemin devra être achevé en cinq ans".

**M. C. Langelier (Lévis)** déclare, au nom de la compagnie, qu'il ne voit aucune objection à cet amendement qui constitue un gage de sincérité et de bonne foi de la compagnie.

La proposition est adoptée.

Le comité étudie l'article 28 qui se lit comme suit: "La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction".

Cet article est remplacé par le suivant:

"La présente loi entrera en vigueur par proclamation de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, après que et lorsque la compagnie aura fourni au Conseil exécutif une preuve certaine et complète qu'elle a, par elle-même, les ressources pécuniaires nécessaires pour construire ledit chemin de fer".

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

**M. C. Langelier (Lévis)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Travaux de la Chambre

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** soulève l'objection que la Chambre ne peut pas continuer plus longtemps à considérer les bills privés, l'heure réservée à cette fin étant expirée.

**M. l'Orateur** décide que la Chambre ayant ordonné qu'il y aurait deux séances distinctes chaque jour, la règle 19, quant à l'heure réservée pour la considération des bills privés à sept heures trente p.m., n'a plus son application.

L'heure d'ouverture de la seconde séance est à huit heures et la Chambre doit suivre alors le nouveau feuillet des ordres du jour. L'ordre de priorité ne peut être modifié que du consentement unanime de la Chambre.

### Charte de Chicoutimi

**M. H. Petit (Chicoutimi-Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 111) amendement la charte de la ville de Chicoutimi soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

### Licences

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable S.N. Parent), qu'à la prochaine séance, la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les licences.

Adopté.

### Hygiène publique

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 6) intitulé "Loi amendement et refondant la loi concernant l'hygiène publique". Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### Chef-lieu du district de Beauharnois

**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant le chef-lieu du district de Beauharnois.

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** critique ces résolutions.

**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)** propose:

Attendu que la ville de Salaberry-de-Valleyfield est l'endroit le plus central et le

plus peuplé du district de Beauharnois et qu'elle a adopté un règlement aux fins de s'engager à payer une somme de cinquante mille piastres au gouvernement pourvu que le palais de justice et la prison du district soient construits dans ses limites et que le chef-lieu du district y soit transféré; et attendu qu'il est dans l'intérêt public de transférer le chef-lieu dans cette ville; qu'il soit en conséquence résolu

1. Qu'aussitôt que la ville de Salaberry-de-Valleyfield aura payé au trésorier de la province une somme de cinquante mille piastres, tel que pourvu au règlement cité au préambule lequel est par les présentes validé et ratifié, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser la construction d'un palais de justice et d'une prison dans la ville de Salaberry-de-Valleyfield.

Adopté.

2. Que les travaux de construction de ces palais de justice et prison seront faits sous la direction du commissaire des Travaux publics sur un terrain acquis par lui dans la partie de la ville convenable pour cette fin et que le coût d'iceux, y compris le prix du terrain, ne devra pas excéder ladite somme de cinquante mille piastres, à moins que la ville de Salaberry-de-Valleyfield ne paie l'excédent.

Adopté.

3. Que, lorsque le palais de justice et la prison seront construits, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, par proclamation, abolir le chef-lieu du district de Beauharnois maintenant établi à la ville de Beauharnois et le transférer à la ville de Salaberry-de-Valleyfield pour toutes les fins se rattachant à l'administration de la justice tant civile que criminelle.

Adopté.

4. Que, lorsque le transfert du chef-lieu aura été fait conformément aux dispositions de la loi basée sur ces résolutions, le lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil publié dans la Gazette officielle de Québec, pourra ordonner le transport, dans un délai fixé à sa discrétion, de tous les dossiers, registres, documents et archives, pièces et procédures judiciaires de la cour siégeant en la ville de Beauharnois, au chef-lieu dans la ville de Salaberry-de-Valleyfield; et que toutes les affaires judiciaires ressortant au présent chef-lieu du district de Beauharnois devront se transiger dans ladite ville de Salaberry-de-Valleyfield à compter de l'expiration de ce délai.

Adopté.

5. Qu'il sera du devoir des shérif, protonotaire, greffier et autres officiers du district de Beauharnois de faire la transmission desdits documents dans le délai fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil sous les peines d'une amende de cinq cents piastres et, à défaut de paiement, d'un

emprisonnement de six mois.

Que les dépenses et déboursés occasionnés par cette transmission seront payés par la province.

Adopté.

6. Que, sur le refus ou la négligence des susdits officiers de se conformer aux devoirs mentionnés dans la résolution précédente, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser toute autre personne compétente à faire cette transmission et que les frais et déboursés occasionnés par cette transmission seront à la charge de la province.

Adopté.

7. Qu'après la transmission desdits documents, toutes les procédures déjà faites seront continuées audit nouveau chef-lieu dans la ville de Salaberry-de-Valleyfield, comme si elles eussent été prises et commencées dans cet endroit.

Adopté.

8. Que le cours de la prescription et tous les délais de procédure, dans toute cause pendante au chef-lieu aboli, seront suspendus et cesseront de courir depuis le jour fixé pour la transmission desdits documents jusqu'au jour de l'ouverture des séances de la cour au nouveau chef-lieu.

Adopté.

9. Que la reprise des procédures dans ces causes pendantes n'exigera aucun avis nouveau.

Adopté.

10. Que la cour de circuit siégeant en la ville de Salaberry-de-Valleyfield cessera d'exister dès que le chef-lieu y aura été établi conformément aux dispositions de la loi basée sur ces résolutions.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

#### Introduction de bills:

**L'honorable L. Guoin (Montréal no 2)** demande la permission d'introduire un bill (no 13) concernant le chef-lieu du district de Beauharnois.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### Actes des officiers qui n'ont pas prêté serment d'allégeance

**M. H. Champagne (Deux-Montagnes)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 98), validant les actes faits par les officiers et autres qui n'ont pas prêté le serment d'allégeance soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Accordé. Le bill est renvoyé à un

comité de toute la Chambre.

**M. H. Champagne (Deux-Montagnes)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

**M. H. Champagne (Deux-Montagnes)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Sociétés de secours mutuel

**M. J.-A. Chicoyne (Wolfe)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 21) amendement la loi concernant les sociétés de secours mutuel.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. J.-A. Chicoyne (Wolfe)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Licences

Le bill du représentant de l'Assomption (M. J.-É. Duhamel) relatif à l'amendement de la loi des licences a été retiré du consentement unanime de la Chambre.

#### Code civil, article 53a

Le bill du représentant de Châteauguay (M. F.-X. Dupuis) amendement l'article 53a du code civil a été retiré du consentement unanime de la Chambre.

#### Demande de documents:

##### Montants payés au coroner Demers

**M. F.-X. Dupuis (Châteauguay)** propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. A. Girard), qu'il soit mis devant cette Chambre une copie de tous comptes transmis au gouvernement par le docteur Demers, coroner conjoint du district de Beauharnois, avec un état détaillé des montants payés audit coroner.

Adopté.

**Vente de lots dans le township Rameau**

**M. E. J. Flynn** (Nicolet) propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'il soit mis devant cette Chambre une copie de toutes requêtes et de toute correspondance, depuis 3 ans, au sujet de la révocation ou de la vente, de nouveau, ou de la suspension de la vente de tous ou d'aucun des lots suivants dans le township Rameau: 9, 10, 22, 23, 29, et 30, dans le deuxième rang, et 9, 10, 22, 23, 29, et 30, dans le troisième rang, et la moitié nord-ouest du no 2, dans le deuxième rang.

Adopté.

**Arrangements entre le lord-évêque  
du diocèse de Montréal et la  
"Christ Church Cathedral"**

**M. M. Hutchinson** (Montréal no 5) propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. W.A. Weir), que l'honoraire payé pour le bill (no 32) intitulé "Loi confirmant certains arrangements entre le lord-évêque du diocèse de Montréal et le recteur de la "Christ Church Cathedral" dans ledit diocèse" soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que le bill concerne une institution religieuse.

Adopté.

La séance est levée à minuit trente.

Séance du 22 mars 1901

Sous la présidence de l'honorable H.-B. Rainville

La séance s'ouvre à 3 heures.

Adopté.

**Lecture de pétitions:**

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

- de A. Morin et autres, de la municipalité de l'Anse-à-Griffon, comté de Gaspé, recommandant l'octroi d'une charte à la compagnie du chemin de fer Canadien Atlantique et Occidental;

- de la "Quebec Provincial Women's Christian Temperance Union" demandant de donner plus d'autorité aux inspecteurs de fabriques;

- de la "Quebec Provincial Women's Christian Temperance Union" demandant de restreindre le vagabondage des enfants, le soir;

- du révérend Sasseville et autres, du canton Chlorydorme, comté de Gaspé, recommandant l'octroi d'une charte à la compagnie du chemin de fer Canadien Atlantique et Occidental;

- et du révérend M. Pérusse et autres, de Sainte-Anne-des-Monts, comté de Gaspé, recommandant l'octroi d'une charte à la compagnie du chemin de fer Canadien Atlantique et Occidental.

**Rapports de comités:**

**M. C. Langelier (Lévis):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (no 119) intitulé "Loi constituant en corporation la Compagnie de pulpe de Métabetchouan", auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

**M. T. B. de Grosbois (Shefford):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et des compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Le promoteur (M. J. Morin - Saint-Hyacinthe) du bill (no 128) intitulé "Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Union" ayant déclaré qu'il désirait ne pas procéder sur ce bill, votre comité recommande, en conséquence, à votre honorable Chambre, que permission lui soit accordée de retirer ledit bill et que les sommes payées au comptable de l'Assemblée législative lui soient remises, moins le coût de l'impression et de la traduction dudit bill.

**M. H. Champagne (Deux-Montagnes):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent de la législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité, conformément à l'ordre de référence au sujet de son huitième rapport, a l'honneur de faire le nouveau rapport qui suit, savoir:

Votre comité a examiné le bill suivant et a l'honneur d'informer votre honorable Chambre qu'il l'a adopté avec plusieurs amendements: bill (no 21) intitulé "Loi amendant la loi concernant les sociétés de secours mutuel".

Votre comité, après avoir examiné les bills suivants, a l'honneur de suggérer, dans l'intérêt public, d'en faire une étude plus complète, pendant la vacance:

- bill (no 156) intitulé "Loi amendant les dispositions spéciales relatives aux corporations de cités, de villes et autres corporations";

- et bill (no 159) intitulé "Loi amendant la loi concernant la conciliation".

Votre comité a aussi examiné le bill (no 105) intitulé "Loi amendant l'article 1688 du code civil", et, sans se prononcer sur le mérite ou le principe de ce bill, il le rapporte à votre honorable Chambre pour qu'elle en continue elle-même la considération.

**M. H. Champagne (Deux-Montagnes):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent de la législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'il les a rejetés, savoir:

- bill (no 30) intitulé "Loi amendant l'article 213 du code civil";

- bill (C) du Conseil législatif intitulé "Loi amendant l'article 3560a des statuts refondus".

Votre comité a aussi consacré un temps considérable à l'examen du bill (no 96) intitulé "Loi concernant les sociétés corporatives" et en reconnaît toute l'importance, mais, vu la perspective d'une prorogation très prochaine, il sera impossible d'en compléter l'étude à la présente session.

Votre comité suggère respectueusement de soumettre à l'honorable procureur général, au moins quinze jours avant l'ouverture de chaque session, les projets de loi à l'effet d'amender le code civil et le code municipal.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (no 40) amendement la charte de la Société des artisans canadiens-français avec un amendement, pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

- bill (no 33) intitulé "Loi autorisant et ratifiant le règlement no 162 de la ville de Salaberry-de-Valleyfield, accordant une exemption de taxes et certains avantages à la compagnie dite "The Montreal Cotton Company";

- bill (no 48) intitulé "Loi érigeant la municipalité de Sainte-Catherine-de-Hatley";

- bill (no 58) intitulé "Loi amendement la loi concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de Saint-Paul de Montréal";

- bill (no 66) intitulé "Loi concernant la succession de feu John Pratt";

- bill (no 114) intitulé "Loi constituant en corporation le monastère de Notre-Dame-de-Mistassini";

- bill (no 129) intitulé "Loi amendement la charte de la Compagnie du gaz de Montréal et les lois qui l'amendent";

- et bill (no 141) intitulé "Loi amendement la charte de la Compagnie manufacturière de Chambly".

Et aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (no 72) intitulé "Loi constituant en corporation le Compagnie de téléphone du comté de Montmorency" sans amendement, mais qu'il a changé le titre du bill comme suit: "Loi constituant en corporation la Compagnie du téléphone et de la lumière électrique du comté de Montmorency", pour lequel il demande son concours.

#### Société des artisans canadiens-français

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill (no 40) amendement la charte de la Société des artisans canadiens-français. L'amendement est lu deux fois et adopté. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Compagnie du téléphone et de la lumière électrique du comté de Montmorency

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au titre du bill (no 72)

intitulé "Loi constituant en corporation la Compagnie de téléphone du comté de Montmorency". L'amendement est lu deux fois et adopté. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### Mines

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 2, (l'honorable L. Gouin), que cette Chambre se forme immédiatement en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant les mines. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de la nature de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

Adopté.

### En comité:

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** propose:

1. Que toutes les mines appartenant à la couronne en vertu de la loi ou des titres de concession dans le tréfonds des terres concédées avant le 24 juillet 1880, dans les cantons, excepté les mines d'or et d'argent, seront abandonnées par la couronne et appartiendront exclusivement au propriétaire de la surface, pourvu que celui-ci ne se soit pas départi de son droit de préemption consacré par les dispositions antérieures de la loi.

Que, dans le cas où le propriétaire de la surface se serait départi de son droit de préemption, l'acquéreur dudit droit aura, mais sur les mines ainsi abandonnées seulement, le premier et à l'exclusion de tous autres, le privilège de miner à moins qu'il ne décline de le faire dans un délai de six mois sur valable mise en demeure de la part du propriétaire superficiaire, à la suite d'une découverte exploitable d'un minerai quelconque.

Adopté.

2. Que, dans les concessions de terres faites avant le 24 juillet 1880, par simple billet de location, aux conditions ordinaires d'établissement, pour fins agricoles, mais pour lesquelles concessions des lettres patentes ou autres titres au même effet ne sont pas encore émis, ou ne l'auraient été que postérieurement à la date susdite, les mines d'or et d'argent seulement appartiendront à la couronne, s'il est établi qu'à la date du 24 juillet 1880, l'acquéreur de ces terres, ou ses ayants droit, avaient accompli toutes les conditions du billet de location, et que des lettres patentes ou autres titres au même effet auraient pu alors être émis.

Que, dans le cas où les conditions du billet de location n'étaient pas remplies à la

date du 24 juillet 1880, les mines de toutes sortes appartiendront à la couronne, comme si la concession de ces terres avait été faite sous l'empire de la loi des mines de 1880.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé deux résolutions lesquelles sont lues deux fois et adoptées sur division.

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin), que le bill (no 18) amendement la loi des mines soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité:

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse):** Le but de cette loi est d'accorder une plus ample protection aux découvreurs.

Les amendements que j'ai l'honneur de soumettre ne sont pas nombreux, mais ils sont d'une haute importance, car ils introduisent un principe nouveau dans notre législation minière. Ils ont pour but de faire disparaître le droit de préférence accordé par la loi de 1892 au propriétaire superficiaire. L'explorateur qui trouve un gisement ne peut l'exploiter qu'après avoir offert au propriétaire de la surface de l'exploiter lui-même. La loi nouvelle permettra au découvreur de faire valoir lui-même le gisement découvert par lui sans être tenu d'accorder une préférence au propriétaire. Ce dernier recevra cependant une juste indemnité pour le dommage causé sur l'immeuble. Cette question a été agitée, l'an dernier, par l'honorable député de Wolfe (M. J.-A. Chicoyne) et bien qu'il paraisse équitable, très équitable même, que celui qui a pris un permis de recherche, qui a consacré des semaines et des mois à faire des fouilles, ne soit pas privé du fruit de son travail, elle n'est pas d'une solution aussi facile qu'elle le paraît à première vue. Elle soulève un point de droit civil et, surtout, un point de droit public assez délicat.

L'article 414 du code civil se lit comme suit: "La propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous. Le propriétaire peut faire au-dessus toutes les plantations et constructions qu'il juge à propos, sauf les exceptions établies au titre des servitudes. Il peut faire au-dessous toutes

les constructions et fouilles qu'il juge à propos et tirer de ces fouilles tous les produits qu'elles peuvent fournir, sauf les modifications résultant des lois et règlements relatifs aux mines et des lois et règlements de police."

Cette question, comme bien on pense, a été longuement et savamment discutée par les auteurs qui ont traité de l'ancien droit français. Quelques-uns ont prétendu que le droit de préférence accordé au propriétaire superficiaire existait de droit commun, en vertu des ordonnances des rois de France; mais d'autres ont soutenu, et leur opinion a prévalu, que ce droit de préférence n'existait pas.

Dans notre province, cette question de droit civil ne présente aucune difficulté. Toutes les ordonnances des rois de France antérieures à 1663 et, surtout, la fameuse ordonnance de Montilz-les-Tours, réservent expressément les mines à la couronne et celles qui sont postérieures à 1663 et qui ont été enregistrées par le Conseil souverain (on sait que les autres n'avaient pas force de loi dans la Nouvelle-France) n'ont pas altéré le droit antérieur. La question a été ainsi jugée dans la cause de Regina et de Léry. Le procureur général avait soumis, comme moyen d'annulation, des lettres patentes, accordées à la famille de Léry en 1846, qu'elles avaient été émises par la couronne sans tenir compte du droit de préférence existant en faveur du propriétaire superficiaire. La Cour supérieure d'abord, et la Cour d'appel, à l'unanimité, ont rejeté ce moyen et jugé qu'en vertu de l'ancien droit sur les mines, le propriétaire superficiaire n'avait aucun droit de préférence.

J'ai raison de conclure que ce privilège créé par la loi de 1880 et les amendements de 1884 et de 1892 est de droit nouveau. Comme l'article 414 de notre code civil est la reproduction de l'article correspondant du code Napoléon, il n'est pas sans intérêt de rechercher quelle est la législation française moderne sur ce point. Je vais donner la conclusion d'un remarquable article publié par M. Renouard dans *l'Économiste français*:

"Le système qui attribue la propriété de la mine à l'inventeur et qui, sous certaines conditions, est appliqué en Prusse, en Autriche, en Espagne, a trouvé théoriquement des partisans et notamment Turgot. L'inventeur peut dire, en effet, que sans lui les substances minérales resteraient enfouies dans les entrailles de la terre; qu'il a créé une valeur nouvelle et que c'est donc à lui qu'elle appartient. Ce raisonnement, éloquentement combattu par Mirabeau, n'a pas été entièrement réfuté. L'inventeur peut, en effet, réclamer un droit de préférence. Il vient de rendre seul un service à la société; reste à savoir, si la valeur ayant été plutôt signalée que créée, la société a le devoir de lui abandonner la propriété de sa découverte.

Mirabeau disait non... Turgot estimait au contraire qu'on aurait tort de ne pas accorder la propriété de la mine à l'inventeur dès l'instant où celui-ci serait capable de l'exploiter. L'exemple des nations que nous citons tout à l'heure a donné raison à cet économiste."

Dans un traité de droit public et administratif assez récent, par Batbie, professeur à la faculté de droit de Paris, avocat à la Cour d'appel, sénateur et ancien ministre, je trouve ce qui suit sur la législation ancienne et nouvelle de la France sur les mines (vol 5, p. 461, nos 526 et 528):

No 526: "La propriété des mines a donné lieu à plusieurs systèmes que se partagent les législations et qui ont successivement exercé de l'influence sur la loi française. Avant la Révolution, les mines étaient considérées comme une richesse domaniale dont le roi était propriétaire et qu'il pouvait concéder par droit régalien. Ce droit fut contesté par des philosophes et spécialement par Turgot qui proposa d'y substituer le droit du premier occupant, la mine étant une richesse non appropriée, une chose sans maître et que l'occupation devait attribuer. D'autres soutinrent que la propriété de la mine était une conséquence de la propriété de la surface, le propriétaire du dessus étant propriétaire du dessous "usque ad infera". C'est l'opinion qui inspira quelques-unes des dispositions de la loi du 28 juillet 1791; il ne fut pas adopté comme principe de loi, mais il eut une part très grande, presque égale à celle que lui aurait donnée l'adoption entière. Cette exagération du droit individuel était inconciliable avec la bonne exploitation des mines, elle avait pour conséquence, en mettant l'exploitation aux mains du premier venu, de préparer le gaspillage d'une richesse considérable. Aussi, la nécessité de modifier la loi du 28 juillet 1791 ne tarda pas à être reconnue; elle fut remplacée par la loi du 21 avril 1810 qui, sans méconnaître les droits du propriétaire de la surface, en les reconnaissant même par une indemnité, accorda au gouvernement le droit de choisir les concessionnaires."

No 528: "Sous ce rapport, la loi du 21 avril 1810 a consacré une innovation importante, car la loi du 28 juillet 1791 donnait un droit de préférence au propriétaire demandeur en concession. L'administration devait mettre le propriétaire de la surface en demeure d'exploiter et ce n'était qu'à son refus que la concession pouvait être faite à un étranger."

Comme on le voit, la législation française moderne est le résultat d'un compromis. Il y avait plusieurs systèmes en présence: la théorie de Adam Smith, qui accorde le tréfonds au propriétaire superficiaire, et c'est la théorie qui a triomphé en Angleterre. Je dirai en passant qu'il n'y a qu'en Angleterre où le

propriétaire de la surface soit le propriétaire des mines, à l'exclusion de l'or et de l'argent. L'État n'a conservé qu'un droit de police et de surveillance, comme, par exemple, l'interdiction du travail des femmes et des enfants au-dessous d'un certain âge. À côté de ce système, il y avait la théorie de Turgot qui accorde tout à l'explorateur. Les mines ne sont que des "res nullius" appartenant au premier occupant. Mirabeau soutenait, au contraire, que les mines sont la propriété de l'État qui a le droit d'en déterminer la concession suivant certaines règles. C'est du conflit de ces divers systèmes qu'est sortie la loi de 1791 qui reconnaissait le droit de préférence et, finalement, la loi actuelle (loi 1810) qui ne reconnaît plus ce droit. En France, celui qui fait des recherches sur un domaine public ou privé peut obtenir du préfet, après un rapport du bureau des mines, une concession minière qu'il peut exploiter. Seulement, il est tenu de payer au propriétaire une redevance tréfoncière déterminée par le décret de concession. Elle est fixe ou proportionnelle. Fixe, elle varie de \$0.05 à \$0.10 par hectare; proportionnelle, elle varie de \$0.50 à 1 fr. par tonne extraite. Il est tenu, de plus, de payer une indemnité d'occupation. Si l'occupation ne doit durer qu'une année, l'indemnité est le double du produit du terrain; si elle doit durer plus longtemps, elle est le double de la valeur du terrain. Il y a aussi d'autres dispositions qui protègent le propriétaire de la surface contre le préjudice éventuel causé par les travaux souterrains: sources tarées, éboulements, etc., etc.

En Belgique, la législation est pratiquement la même qu'en France. En Prusse, comme en Autriche, en Italie et en Espagne, c'est la théorie de Turgot qui l'a emporté. Le propriétaire du sol n'a aucun droit aux richesses souterraines; c'est la priorité de demande qui crée le droit. De toute évidence, l'initiative individuelle est ici mise à profit et c'est à cette initiative que l'on attribue les exploitations minières les plus prospères de l'Europe comme les fameuses mines de Rio Tinto, en Espagne. Il en est de même aux États-Unis et au Canada. Les lois minières des différentes provinces de la Confédération de même que l'acte des terres fédérales ne reconnaissent aucun droit de préférence au propriétaire superficiaire.

Je crois donc qu'il est temps de mettre notre législation sur le même pied que les législations similaires à l'étranger. Je trouve que la loi actuelle est injuste et impolitique: injuste, parce qu'elle autorise la confiscation, au profit du propriétaire de la surface, du travail de l'explorateur; impolitique, parce que nos mines ne prendront jamais un développement sérieux si celui qui est prêt à dépenser son temps et son argent à faire des



fouilles et des recherches n'est pas sûr, en cas de succès, de jouir du fruit de son travail. Je ne blâme pas l'auteur de la loi de 1880 de ne pas être allé aussi loin que je le propose; je crois qu'il ne le pouvait pas. Il faut parcourir les journaux de l'époque, et même le *hansard*, pour se rendre compte des passions qu'elle a soulevées et, pour tout dire, des commentaires injustes qui l'ont assaillie. On a dit que c'était une loi radicale et la simple disposition autorisant de miner sur la terre d'un particulier a valu à l'honorable chef de l'opposition le nom de communard. On a dit que c'était une loi digne de la Commune de Paris. Et celui qui a tenu ce langage n'était pas un député inexpérimenté ou dans toute la fougue de la jeunesse, c'était l'un des plus vieux députés de la Chambre et l'un des mieux versés dans les questions de législation.

Félicitons-nous, Monsieur, de traverser des jours plus calmes et formons le voeu que la raison et non la passion continue à dicter nos débats. Ce qui me fait croire que l'auteur de la loi de 1880 a été arrêté par les préjugés de l'époque, c'est qu'il terminait son remarquable discours, lors de la seconde lecture, par ces paroles empruntées à un législateur de l'antiquité: "Je n'ai peut-être pas fait les meilleures lois qu'il eût été possible de faire, mais je les ai faites aussi bonnes que les Athéniens pouvaient les supporter".

Je livre ces remarques à la considération de mes collègues espérant qu'ils n'y verront pas le vain plaisir d'innover, mais le désir sincère d'opérer une réforme d'utilité publique.

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** fait quelques remarques sur cette question. Il dit que le changement proposé est trop radical et non justifiable. Il rappelle ce qui s'est passé lors de l'adoption de la loi minière de 1880, le trouble énorme que lui avait causé cette loi, loi qui lui valut le titre de communard. Il fut obligé d'insister auprès du Conseil législatif pour la faire passer. Ses troubles n'étaient pas à bout: il fut menacé de voir sa loi désavouée par le gouvernement fédéral. Heureusement que le ministre de la Justice de cette époque était feu sir Alexander Campbell, qui était si au courant de notre constitution, et il fit un rapport favorable à la loi de 1880. En vertu de cette loi, le propriétaire du fonds avait la préférence pour l'exploitation des mines qui pouvaient se trouver sur son terrain. Avec la nouvelle loi, cette préférence disparaît et si des minerais sont découverts sur le terrain d'un particulier, n'importe qui pourra obtenir une licence pour les exploiter. Il est d'opinion que l'application de cette loi va peut-être donner lieu à de grandes difficultés. Le principe consacré par la nouvelle loi est que le propriétaire du fonds

n'a plus de référence. N'importe qui pourra à l'avenir obtenir le droit de mine en payant l'honoraire à la couronne pour sa licence. C'est un changement radical en vertu duquel le propriétaire du fonds n'aura plus aucun droit quelconque; on fait disparaître le principe de la préférence en faveur du propriétaire. L'application de cette loi sera peut-être jugée tyrannique. On pourra exploiter les mines malgré le propriétaire du sol en l'indemnisant.

Il ajoute qu'il ne s'explique pas pourquoi on a fait disparaître les articles relatifs aux seigneuries. Le gouvernement veut-il dire qu'il abandonne ses droits sur celles-ci?

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** lui répond que non.

**M. E. J. Flynn (Nicolet):** En tout cas, il s'est opéré depuis dix ans dans cette province une véritable révolution, ou plutôt une évolution extraordinaire. Si, il y a dix ans, un ministre avait introduit une loi semblable à celle-ci, il aurait ruiné sa carrière. D'un autre côté, il ne croit pas qu'il y ait dans cette province un tel réveil et un tel regain d'opportunité à propos de l'industrie minière pour justifier une pareille mesure.

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** prend également part au débat.

**M. J.-A. Chicoyne (Wolfe)** prononce aussi un discours dans le même sens que le secrétaire provincial et fait des suggestions concernant le droit de prospection minière. Il croit que cette loi sera très utile et qu'il en résultera beaucoup de bien pour l'industrie minière.

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** fait les mêmes suggestions que le représentant de Wolfe.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Chef-lieu du district de Beauharnois

**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que le bill (no 13) concernant le chef-lieu du district de Beauharnois soit

maintenant lu pour la deuxième fois.

**M. P.-É. LeBlanc (Laval)** expose encore une fois les raisons qui, selon lui, méditent (sic) contre le changement proposé, c'est-à-dire le transfert du chef-lieu de la ville de Beauharnois à Valleyfield et il demande que l'étude du bill soit ajournée jusqu'à lundi de façon à permettre aux gens de Beauharnois de se faire entendre s'ils désirent protester.

**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)** répond que l'ajournement n'est jamais impossible. Il sait très bien que, si on accorde des délais aux opposants du bill, ils protesteront sans doute, mais le gouvernement est fixé sur la question et ne peut revenir sur sa décision. Il dit que quelques personnes de la localité de laquelle le chef-lieu va être retiré vont sans doute protester s'il y a ajournement jusqu'à la semaine prochaine, mais rien de bon n'en ressortira puisque le gouvernement a déjà pesé la question soigneusement et qu'il va s'empresse de faire adopter le bill parce que le changement est proposé en vue de l'intérêt public.

**M. P.-É. LeBlanc (Laval)** soulève la question que ce bill n'est pas dans l'ordre, notamment la clause 1re en ce qu'elle tend à la ratification d'un prétendu règlement de la ville de Salaberry-de-Valleyfield et ne devrait pas se présenter dans un bill public; qu'à tout événement, ce bill est un bill hybride et devrait être traité comme tel. Le bill n'est pas public mais privé puisqu'il concerne les droits privés des gens de Valleyfield et il faut donc qu'un avis spécial en soit donné. La Chambre n'a pas le droit de s'en occuper. Il cite des experts pour étayer ses revendications.

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** discute la question d'ordre en faveur du bill. Il dit que la session touche à sa fin et qu'il ne peut pas exposer ce projet de loi à ne pas passer. Si, dit-il, on me donnait aucune bonne raison pour ajourner cette loi, je serais heureux d'accorder la demande de l'honorable député de Laval, mais je n'en vois point.

**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)** combat ce point d'ordre également.

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** lui répond.

**L'honorable F.-G.-M. Dechène (L'Islet)** et **L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)** citent des décisions du représentant de Laval lui-même, (M. P.-É. LeBlanc), alors qu'il était Orateur, dans le sens de leurs prétentions.

**M. l'Orateur** décide comme suit: Ce bill est un bill qui ne tombe pas sous les règles 51 et suivantes qui ont rapport aux bills privés. De sa nature, c'est un bill public pourvoyant au changement d'un chef-lieu de district et aux moyens financiers de faire ce changement. La partie du bill à laquelle on s'objecte n'est qu'une des conditions financières de cette mesure et ne change pas sa nature de bill public.

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** soulève la question d'ordre: "Que la loi fixe la manière dont doivent être construits et payés les palais de justice. Le projet de loi actuel pourvoit à un autre mode de construction et de paiement et, notamment, il y est édicté que le palais de justice sera construit avec le produit d'un emprunt à être fait par la ville de Valleyfield. La ville de Valleyfield n'a pas le droit par sa charte (57 Victoria, chapitre 63) de faire cet emprunt.

"Elle ne peut y être autorisée que par un bill privé (moyen qui vient d'être écarté) ou par une loi précédée de résolutions autorisées par le lieutenant-gouverneur imposant une taxe sur les citoyens de Valleyfield pour payer les \$50 000 ou autorisant un emprunt légal à être payé par des répartitions légalement imposées.

"En outre, le prétendu règlement qu'il s'agit de valider n'est pas devant nous. Nous ne savons même pas s'il existe.

"En conséquence, il est soumis qu'il ne serait pas dans l'ordre de procéder ultérieurement sur ce bill, pour le moment."

**M. l'Orateur** déclare que, vu l'heure avancée, il donnera sa décision à la séance du soir.

#### Travaux de la Chambre

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** propose, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable H. T. Duffy) que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

À 6 heures, la Chambre interrompt ses travaux.

#### Reprise de la séance à 8 h 30

#### Dépôt de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table: par M. Cardin, la pétition de A. Marchand et autres, de Sainte-Victoire, Richelieu.

#### Introduction de bills:

**M. J.-B.-B. Prévost (Terrebonne)** demande la permission d'introduire un bill (no 163) amendant l'article 237 du code de

procédure civile de façon à empêcher un fils de juge de plaider devant son père.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**M. H.-S. Béland (Beauce)** demande la permission d'introduire un bill (no 164) amendant le code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial du code municipal.

**M. H.-S. Béland (Beauce)** demande la permission d'introduire un bill (no 165) amendant l'article 339 du code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial du code municipal.

#### Interpellations:

##### Réparations au palais de justice et à la prison de Beauharnois

**M. P.-É. LeBlanc (Laval):** 1. Le gouvernement a-t-il fait des réparations au palais de justice et à la prison de Beauharnois depuis 1890 inclusivement?

2. Dans l'affirmative, combien le gouvernement a-t-il payé pour ces réparations?

**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2):**

1. Oui.

2. \$10 202.34.

##### Terres colonisables dans des limites forestières

**M. J.-A. Chicoyne (Wolfe):** 1. Les limites forestières actuellement annoncées pour être vendues le 4 juin prochain renferment-elles des terres propres à la colonisation?

2. Dans l'affirmative, quelle est l'étendue, en acres, de telles terres colonisables?

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur):** 1. Ces limites se trouvent presque entièrement dans des terrains non subdivisés et généralement impropres à la culture.

2. Les sept huitièmes environ des limites offertes dans quelques cantons subdivisés sont impropres à la culture.

##### Encouragement à la tempérance

**M. A. W. Giard (Compton):** Dans le but de favoriser l'oeuvre de la tempérance, le gouvernement a-t-il l'intention d'exempter les porteurs de licences d'hôtel de tempérance, sauf dans les cités de Québec et de Montréal, du paiement de la taxe imposée sur les tables de billard, en vertu de la loi 63 Victoria, chapitre 12, section 6?

**L'honorable H. T. Duffy (Brome):** Non, cela ne serait pas de nature à promouvoir la tempérance.

##### Concession gratuite de terrains colonisables

**M. J.-A. Chicoyne (Wolfe):** Est-ce l'intention du gouvernement de donner suite à la résolution passée par l'Assemblée législative, le 20 mars 1900, concernant la concession gratuite de certains terrains colonisables?

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur):** À l'étude.

##### Chef-lieu du district de Beauharnois

**M. l'Orateur** rend sa décision sur le point d'ordre du représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier): "Que la loi fixe la manière dont doivent être construits et payés les palais de justice. Le projet de loi actuel pourvoit à un autre mode de construction et de paiement, et notamment, il y est édicté que le palais de justice sera construit avec le produit d'un emprunt à être fait par la ville de Valleyfield. La ville de Valleyfield n'a pas le droit par sa charte (57 Victoria, chapitre 63) de faire cet emprunt.

"Elle ne peut y être autorisée que par un bill privé (moyen qui vient d'être écarté), ou par une loi précédée de résolutions autorisées par le lieutenant-gouverneur imposant une taxe sur les citoyens de Valleyfield pour payer les \$50 000, ou autorisant un emprunt légal à être payé par des répartitions légalement imposées.

"En outre, le prétendu règlement qu'il s'agit de valider n'est pas devant nous. Nous ne savons même pas s'il existe.

"En conséquence, il est soumis qu'il ne serait pas dans l'ordre de procéder ultérieurement sur ce bill, pour le moment."

Il décide comme suit:

Le bill est basé sur des résolutions qui ont été recommandées à la considération de la Chambre par Son Honneur le lieutenant-gouverneur et adoptées en comité général. Son objet est d'intérêt public, et je ne puis voir qu'il affecte des intérêts privés de manière à empêcher la Chambre de continuer à le considérer.

Je renvoie donc l'objection.

**M. P.-É. LeBlanc (Laval)** demande la copie du règlement passé par la ville de Valleyfield et le résultat du vote sur ce règlement.

Il demande, ainsi que le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), de remettre la discussion à demain et de déposer sur la table de la Chambre tous les documents se rapportant à cette question.

**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)** transmet immédiatement au représentant de Laval les documents demandés, et ces documents sont déposés sur le bureau de la Chambre.

Et la motion étant de nouveau soumise à la Chambre par M. l'Orateur, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

### Subsides

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas soixante-sept mille cent dix-neuf piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les loyers, assurances, réparations, etc. des édifices publics, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les inspections, explorations, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les réparations aux palais de justice et prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas deux mille six cent quarante-quatre piastres et vingt-six centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les loyers des palais de justice et prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'inspection des chemins de fer, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les taxes sur les édifices publics en général, pour la cité de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté,

pour payer la construction d'un nouveau palais de justice, à Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le coût d'un appareil de chauffage, prison des Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le coût d'un appareil de chauffage, palais de justice et prison, district de Saguenay, Malbaie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le coût d'une voûte, palais de justice et prison du district de Kamouraska, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la construction d'une annexe à l'école normale Laval, chemin Sainte-Foy, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille deux cent douze piastres et soixante-neuf centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les frais d'administration de la dette publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement de l'Orateur du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc., du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

16. Qu'une somme n'excédant pas cinquante-sept mille deux cent soixante-huit piastres et vingt centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

17. Qu'une somme n'excédant pas vingt-

cinq mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les impressions et relier pour les deux Chambres de la législature: statuts refondus de la province de Québec, article 158, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

18. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour achat de livres pour la bibliothèque de la législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

19. Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc. de la bibliothèque de la législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

20. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses des élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

21. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement du greffier de la couronne en chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

22. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les impressions, relier et distribution des statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

23. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

24. Qu'une somme n'excédant pas cinquante-six mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses contingentes du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

25. Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

26. Qu'une somme n'excédant pas vingt-sept mille trois cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements du juge des sessions de la paix et de son assistant, Québec, ceux de leurs employés et les dépenses contingentes, y compris le traitement du grand connétable et de son député, etc., Montréal, pour l'année

financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

27. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'inspection des bureaux publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

28. Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les "High Schools", Québec et Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

29. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques pour l'allocation aux "High Schools", dont deux mille piastres pour la faculté de droit de l'université Laval de Montréal, et deux mille piastres pour l'école de médecine et de chirurgie de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

30. Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles publiques: 5 % de la part des catholiques de cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le lieutenant-gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

31. Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles dans les municipalités pauvres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

32. Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles normales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

33. Qu'une somme n'excédant pas trente-six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'inspection des écoles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

34. Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les instituteurs mis à la retraite, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

35. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les livres à être donnés en prix, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

36. Qu'une somme n'excédant pas douze

mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles des sourds-muets, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

37. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles des sourds-muets, Mile End, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

38. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles des sourdes-muettes, soeurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

39. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Conseil de l'instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

40. Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide supplémentaire au comité protestant du Conseil de l'instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

41. Qu'une somme n'excédant pas six mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la publication d'un journal français et d'un journal anglais d'instruction publique, aux conditions et de la manière déterminées par le secrétaire de la province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

42. Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le musée scolaire, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

43. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'impression du rapport du surintendant de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

44. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles du soir, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

45. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la succursale de l'université Laval, 6e sur 7 paiements égaux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

46. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au collège de Saint-Romuald-d'Etchemin, 3e et dernier paiement, pour l'année financière finissant le 30 juin

1902.

Adopté.

47. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Monument national, Montréal; aide à cette entreprise contrôlée par l'Association Saint-Jean-Baptiste de cette ville (constituée en corporation par 51-52 Victoria, chapitre 65, telle qu'amendée par 55-56 Victoria, chapitre 83 - 5e et dernier paiement, sujet aux conditions de l'ordre en conseil no 187, du 29 mai 1896), pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

48. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de navigation, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

49. Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Conseil des arts et manufactures; y compris l'enseignement des beaux-arts appliqués à l'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

50. Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses générales du département des Terres, Forêts et Pêcheries, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

51. Qu'une somme n'excédant pas onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les comptes en suspens du département des Terres, Forêts et Pêcheries, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

52. Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la protection des forêts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

53. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la publication de cartes régionales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

54. Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les arpentages, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

55. Qu'une somme n'excédant pas trois cent quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles et autres dépenses incidentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

56. Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles de réforme et d'industrie, y compris les dépenses incidentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

57. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la retraite Belmont, institut McKay, subvention, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

58. Qu'une somme n'excédant pas soixante-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses se rattachant à la perception des licences, droit sur les successions et taxes sur les corporations commerciales, etc., en vertu de la loi 63 Victoria, chapitre 3, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

59. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les timbres, licences, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

60. Qu'une somme n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements et dépenses contingentes des registrateurs, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

61. Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'impression de la Gazette officielle de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

62. Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Conseil d'hygiène provincial; statuts refondus du Québec, titre 7, chapitre 3, section 1, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

63. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le vaccin (y compris cinq cents piastres pour inspection), pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

64. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses autorisées par l'"Acte des établissements industriels de Québec", pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

65. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'agent du Canada en France, traitement et allocation pour loyer de bureau, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

66. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'annuité à Mme Gaspard Drolet; résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

67. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la publication des rapports judiciaires du barreau de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

68. Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement et les frais de voyage de l'officier spécial, sur la côte nord du Saint-Laurent (ordre en conseil no 51, du 31 janvier 1896), pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

69. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association de tir de la province de Québec, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Les résolutions sont lues deux fois et adoptées, sauf la résolution no 56.

Il est ordonné que la résolution 56 soit lue la seconde fois à la prochaine séance.

#### Code civil, article 1688

**M. M. Perrault (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 105) amendant l'article 1688 du code civil.

Adopté.

En comité:

**M. M. Perrault (Chambly)** propose de réduire de dix à cinq ans la responsabilité des architectes et des entrepreneurs pour leurs travaux. Il remercie la Chambre d'avoir permis à son bill de revenir ce soir sur l'ordre du jour et en profite pour l'expliquer au long.

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** se prononce contre le principe de ce projet de loi.

**M. P.-J.-L. Bissonnette (Montcalm)** abonde dans le même sens que le représentant de Nicolet.

**M. A. Robitaille (Québec-Centre)** se prononce carrément contre le projet de loi

du représentant de Chambly et soutient que la loi existante renferme toutes les garanties qu'exige l'intérêt public.

**M. L.-P. Fiset (Saint-Maurice)** prétend que cinq années suffisent pour constater si une construction est bien faite ou non et si elle résistera aux intempéries des saisons.

**MM. L.-P. Pelletier (Dorchester)** et **J.-M. Tellier (Joliette)** participent également au débat.

La motion étant mise aux voix, elle est rejetée sur division (24 contre 19).

La question principale est rejetée.

#### **Compagnie de pulpe de Métabetchouan**

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 119) constituant en corporation la Compagnie de pulpe de Métabetchouan.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Élections contestées**

**M. C. Langelier (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 162) amendant la loi des élections contestées soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

#### **Sœurs de Notre-Dame-du-Bon-Conseil**

**M. H. Petit (Chicoutimi-Saguenay)** propose, appuyé par le représentant de Gaspé (**M. X. Kennedy**), que l'honoraire payé pour le bill (no 50) constituant en corporation l'institut des sœurs de Notre-Dame-du-Bon-Conseil soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, attendu qu'il s'agit d'une institution de charité.

Adopté.

#### **Petites sœurs de la Sainte-Famille**

**M. P. Pelletier (Sherbrooke)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (**M. L.-P. Fiset**), que l'honoraire payé pour le bill (no 37) constituant en corporation les petites sœurs de la Sainte-Famille soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, attendu qu'il s'agit d'une institution de charité.

Adopté.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. L'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (no 142) constituant en corporation "The Montreal Light, Heat and Power Company" avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

#### **"Montreal Light, Heat and Power Company"**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 142) constituant en corporation "The Montreal Light, Heat and Power Company". Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Documents:**

#### **Recettes des Terres, Forêts et Pêcheries**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 20 mars 1901, pour production d'un état détaillé, par chapitres différents de recettes, de l'item Terres, Forêts et Pêcheries, \$617 937.20, mentionné dans l'état des recettes et paiements soumis à cette Chambre, pour la période depuis le 1er juillet 1900 au 25 février 1901. (Document de la session no 44)

La séance est levée à 10 h 45.



Séance du 23 mars 1901

Sous la présidence de l'honorable H.-B. Rainville

La séance s'ouvre à 11 heures du matin.

### Incident en Chambre

**Des voix** demandent au représentant de Soulanges (M. A.-G. Bourbonnais) s'il venait toucher son indemnité parlementaire vu que c'était sa première apparition à la Chambre.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

- bill (no 8) intitulé "Loi amendant la loi concernant l'agriculture";
- bill (no A4) intitulé "Loi dégageant de la responsabilité les acquéreurs des immeubles légués par feu Simon Valois";
- bill (no 78) intitulé "Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Wolfe, Mégantic et Lotbinière";
- et bill (no 106) intitulé "Loi amendant l'article 3435 des statuts refondus concernant le pouvoir des fabriques".

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre:

- bill (no 16) intitulé "Loi amendant la loi concernant les cimetières et les inhumations et exhumations";
- bill (no 51) intitulé "Loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre J.-E. Boily à la pratique de la médecine et de la chirurgie";
- bill (no 103) intitulé "Loi amendant l'article 165 du code de procédure civile";
- et bill (no 155) intitulé "Loi autorisant les municipalités des cités et villes à faire les dépenses nécessaires pour la réception de Son Altesse royale le duc de Cornwall et York".

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (B) constituant en corporation la compagnie dite "The Valleyfield & St. Hyacinth Railway Company" pour lequel il demande son concours.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé ses amendements faits au bill (H) intitulé "Loi amendant la loi concernant les pertes causées par l'incendie d'un palais de justice".

### Introduction de bills:

**M. M. Perreault (Chambly)** propose, appuyé par le représentant du Lac-Saint-Jean (M. G. Tanguay) que le bill (B) du Conseil législatif intitulé "Loi constituant en corporation "The Valleyfield & St. Hyacinth Railway Company" soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

### Cimetières, inhumations et exhumations

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 16) intitulé "Loi amendant la loi concernant les cimetières et les inhumations et exhumations". Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### M. J.-E. Boily

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 51) intitulé "Loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre J.-E. Boily à la pratique de la médecine et de la chirurgie". Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### Visite de Son Altesse royale le duc de Cornwall et York

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 155) intitulé "Loi autorisant les municipalités des cités et villes à faire les dépenses nécessaires pour la réception de Son Altesse royale le duc de Cornwall et York". Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### Code de procédure civile, article 165

**M. L.-A. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant du Lac-Saint-Jean (M. G. Tanguay), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant leurs Honneurs que cette Chambre ne peut pas concourir dans les amendements faits au bill (no 103) amendant l'article 165 du code de procédure civile, parce que leur adoption détruirait toute l'économie dudit bill.

Il est ordonné que le greffier reporte

ce message au Conseil législatif.

#### Subsides

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de la résolution no 56 rapportée le 22 mars courant, du comité des subsides, laquelle est adoptée.

#### Licences

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent), que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération les résolutions proposées concernant les licences.

Adopté sur division.

#### En comité:

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent):

1. Que toute personne qui a l'intention de demander la confirmation, en vertu de l'article 25 de la loi des licences de Québec, d'un certificat pour obtenir une licence dans la cité de Québec, payera une somme de sept piastres sur telle demande.

Adopté.

2. Que, sur chaque demande de transfert de licence dans la cité de Québec en vertu de l'article 36 de la loi des licences de Québec, il sera payé une somme de trente piastres.

Adopté.

3. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de payer, à même le fonds consolidé du revenu de la province, au shérif du district de Québec et au greffier de la paix de ce district, pour leurs services comme commissaires des licences de Québec, tel traitement annuel qu'il lui plaira de fixer.

Adopté.

4. Que préalablement à l'octroi d'une licence à un chimiste ou pharmacien pour la vente en gros de liqueurs enivrantes à des chimistes ou pharmaciens seulement, il doit être payé au percepteur du revenu de la province, par la personne qui la requiert, la somme de cent cinquante piastres et un honoraire de cinq piastres, dont trois piastres appartiendront à la couronne et les deux autres piastres seront retenues par le percepteur.

Adopté.

5. Que les honoraires et droits exigés en vertu de l'article 342 de la loi des licences de Québec, pour licence d'encanteur, devront être payés par les encanteurs qui vendent au plus bas et dernier enchérisseur.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

#### Licences

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 20) concernant les licences soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il donne toutes les explications sur ce bill.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité:

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** fait remarquer la différence de prix existant entre les villes de Montréal et de Québec, pour une demande de transfert de licence. À Montréal, on paierait \$25, et à Québec \$30. Il plaide pour les hôteliers de Québec et demande de mettre ces deux villes sur le même pied.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** consent à faire disparaître cette différence de la loi et à fixer le même prix pour une demande de transfert de licence pour Montréal et Québec.

Le comité fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant les licences rapportées aujourd'hui en comité. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de la nature de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

Adopté.

#### En comité:

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose:

1. Que toute personne qui a l'intention de demander la confirmation, en vertu de l'article 25 de la loi des licences de Québec, d'un certificat pour obtenir une licence dans la cité de Québec, payera une somme de sept piastres sur telle demande.

Adopté.

2. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de payer, à même le fonds consolidé du revenu de la province, au shérif du district de Québec et au greffier de la paix de ce district, pour leurs services comme commissaires des licences de Québec, tel traitement annuel qu'il lui plaira de fixer.

Adopté.

3. Que préalablement à l'octroi d'une licence à un chimiste ou pharmacien pour la vente en gros de liqueurs enivrantes à des chimistes ou pharmaciens seulement, il doit être payé au percepteur du revenu de la province, par la personne qui la requiert, la somme de cent cinquante piastres et un honoraire de cinq piastres, dont trois piastres appartiendront à la couronne et les deux autres piastres seront retenues par le percepteur.

Adopté.

4. Que les honoraires et droits exigés en vertu de l'article 342 de la loi des licences de Québec, pour licence d'encanteur, devront être payés par les encanteurs qui vendent au plus bas et dernier enchérisseur.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a amendé les résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

#### Licences

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (no 20) amendant la loi des licences de Québec.

Adopté.

En comité:

Le comité adopte les articles 1 à 7 sans discussion.

Le comité étudie l'article 8 qui se lit comme suit:

"L'article 122 de ladite loi est remplacé par le suivant:

122. Aucune liqueur enivrante ne doit être vendue dans un magasin de liqueurs ou dans ses dépendances ni par aucun embouteilleur, dans aucun endroit de cette province, un jour de la semaine, depuis minuit jusqu'à quatre heures du matin, ou pendant toute la journée du dimanche, excepté dans les magasins de liqueurs en détail dans lesquels elle peut être vendue, sur un certificat spécial pour des fins médicales signé par un médecin pratiquant dûment enregistré et produit par l'acheteur."

Cet article est amendé et les mots: "ou par un ministre du culte" sont ajoutés après les mots "dûment enregistré".

Le comité étudie l'article 9 qui se lit comme suit:

"Les biens et effets suivants, vendus à l'encan et par criée, en cette province, et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, doivent l'être par un encanteur muni de licence, savoir:"

**M. W. A. Giard (Compton)** fait quelques remarques à l'encontre de cette dernière clause du bill.

Cet article est amendé et les mots: "ou au moins offrant et dernier enchérisseur" sont ajoutés après les mots: "au plus offrant et dernier enchérisseur".

Le comité adopte l'article 10 sans discussion.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Chef-lieu du district de Beauharnois

**L'honorable L. Guoin (Montréal no 2)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 13) concernant le chef-lieu du district de Beauharnois.

Adopté.

En comité:

**L'honorable L. Guoin (Montréal no 2)** propose qu'aussitôt que la ville de Salaberry-de-Valleyfield aura payé au trésorier de la province une somme de cinquante mille piastres - tel que prévu dans le règlement mentionné dans le préambule de cette loi, lequel est par les présentes validé et ratifié - il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser la construction d'un palais de justice et d'une prison dans la ville de Salaberry-de-Valleyfield.

**M. P.-É. LeBlanc (Laval)** dit qu'il ne veut pas s'opposer personnellement au changement, mais qu'il proteste au nom des intéressés qui n'ont pas été consultés.

Il dit que la majorité était opposée au changement projeté et qu'on impose une dépense inutile aux contribuables de cette région. Il dit qu'on a dépensé \$10 000 pour la réparation des édifices publics à Beauharnois et que les gens de ce comté ne veulent pas dépenser \$50 000 pour avoir des édifices semblables dans une autre paroisse du comté. La grande majorité des contribuables

bles s'oppose à tout changement. Aujourd'hui, la ville de Valleyfield a une population d'environ 12 000 âmes et 2707 électeurs. Maintenant, selon le règlement déjà adopté, la ville de Valleyfield s'engage à voter une somme de \$50 000 pour ces édifices, mais cela ne sera pas suffisant, il semble que le coût sera de \$65 000. Ainsi un fardeau additionnel de \$15 000 sera imposé aux contribuables sans que ceux-ci aient été consultés et y consentent. Parlant toujours de ce règlement qui permet au conseil municipal d'emprunter \$50 000 il dit que la charte de la ville l'interdit. Il dit de plus que la majorité des électeurs ne s'est pas prononcée et que de 2107 électeurs, seulement 153 ont participé au vote, dont 129 en faveur du règlement et 24 contre.

**M. A. Bergevin (Beauharnois)** répond au député de Laval qu'il représente le comté de Beauharnois et soutient que le changement du chef-lieu est demandé par la grande majorité des intéressés et que cette mesure est dans l'intérêt public.

La proposition est adoptée.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"Les travaux de construction de ces palais de justice et prison seront faits sous la direction du commissaire des Travaux

publics sur un terrain acquis par lui dans la partie de la ville convenable pour cette fin, et le coût d'iceux, y compris le prix du terrain, ne devra pas excéder la somme de cinquante mille piastres, à moins que la ville de Salaberry-de-Valleyfield ne paie l'excédent."

Cet article est amendé et les mots: "qui seront les palais de justice et prison du district de Beauharnois, seront faits par le gouvernement de la province" sont ajoutés après les mots "palais de justice et prison".

Les articles 3 à 11 sont adoptés sans discussion.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. Les amendements sont lus pour la première fois.

#### **Documents:**

##### **État des féculeries au Québec**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre en date du 14 mars courant, pour la production de tous documents, correspondance, rapports, etc., depuis le premier janvier 1898, au sujet de l'établissement de féculeries dans cette province. (Document de la session no 45)

La séance est levée à 1 heure .

Séance du 25 mars 1901

Sous la présidence de l'honorable H.-B. Rainville

La séance s'ouvre à 3 heures.

**Dépôt de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur la table:

- par M. Gillies, la pétition de "The Quebec Provincial Women's Christian Temperance Union";

- par M. Langelier, la pétition de F.-X. Bertrand et autres, de la Grande-Rivière, Gaspé; la pétition de T. Proulx et autres, de la Rivière-au-Renard, Gaspé; la pétition de A. Kavanagh et autres, de Saint-Alban-du-Cap-Rosier, Gaspé; et la pétition du révérend M. Landry et autres, de Saint-Alban-du-Cap-Rosier, Gaspé.

**Rapports de comités:**

**M. C. Langelier (Lévis):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (no 111) intitulé "Loi amendant la charte de la ville de Chicoutimi" et a l'honneur de le rapporter sans aucun amendement.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants pour lesquels il demande le concours de cette Chambre:

- bill (F) intitulé "Loi concernant la formule du décret des statuts passés par la législature de Québec";

- bill (L) intitulé "Loi amendant les articles 1342, 1351 et 1357 du code de procédure civile";

- et bill (N) intitulé "Loi amendant la loi concernant les enquêtes dans les cas d'incendies".

Aussi le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre:

- bill (no 49) intitulé "Loi amendant et refondant la charte de la ville de Richmond";

- bill (no 5) intitulé "Loi amendant la loi concernant l'organisation des départements".

**Introduction de bills:**

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent), que le bill (F) du Conseil législatif intitulé "Loi concernant la formule du décret des statuts passés par la Législature de Québec" soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

**Formule du décret des statuts**

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent), que le bill (F) du Conseil législatif concernant la formule du décret des statuts passés par la législature de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

**Introduction de bills:**

**M. A. Robitaille (Québec-Centre)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. N. Garneau), que le bill (L) du Conseil législatif intitulé "Loi amendant les articles 1342, 1351 et 1357 du code de procédure civile" soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

**Code de procédure civile, articles 1342, 1351 et 1357**

**M. A. Robitaille (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. N. Garneau), que le bill (L) du Conseil législatif amendant les articles 1342, 1351 et 1357 du code de procédure civile soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

**Introduction de bills:**

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent), que le bill (N) du Conseil législatif intitulé "Loi amendant la loi concernant les enquêtes dans les cas d'incendies" soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

#### **Enquêtes dans les cas d'incendies**

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent), que le bill (N) du Conseil législatif concernant les enquêtes dans les cas d'incendies soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

#### **Organisation des départements de la province**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 5) intitulé "Loi amendement la loi concernant l'organisation des départements". Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Charte de Richmond**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 49) intitulé "Loi amendement et refondant la charte de la ville de Richmond". Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Charte de Saint-Étienne-de-Lauzon.**

**M. C. Langelier (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 120) amendement la loi octroyant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Étienne-de-Lauzon.

Adopté.

#### **En comité:**

**M. C. Langelier (Lévis):** L'objet de ce nouveau bill est de construire un nouveau pont dans un certain coin de la paroisse sur la rivière Chaudière. Il expose les prétentions des deux parties opposées dans cette affaire et laisse la Chambre juge suprême dans la matière. Il propose l'adoption du préambule du bill.

**M. E. Roy (Montmagny)** s'oppose au bill qu'il prétend mauvais en principe; ce serait exposer la municipalité à des dépenses parfaitement inutiles.

**M. L.-A. Taschereau (Montmorency)** prend la part de la corporation de Saint-Étienne-de-Lauzon. Il dit que le conseil municipal a statué l'endroit où l'on devait

reconstruire ce pont. Au-delà de \$3000 ont déjà été dépensés, les contrats sont donnés et le changement causerait une perte sèche considérable pour les paroissiens.

Autre chose, les entrepreneurs s'opposent au changement du site du pont et demanderont des dommages. Il est en faveur d'accorder les pouvoirs demandés dans le bill en question.

**M. C. Langelier (Lévis)** croit devoir mettre les faits devant la Chambre, en justice pour les deux parties. Il expose les raisons alléguées par chacune des parties devant le comité.

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** s'oppose à l'adoption de ce bill auquel la majorité, en nombre et en valeur, l'unanimité moins un au conseil municipal, est opposée parce qu'il entraînerait des dépenses inutiles.

La proposition étant mise aux voix, elle est rejetée sur division (24 contre 22).

La question principale est refusée.

#### **"The Valleyfield and St. Hyacinth Railway"**

**M. M. Perrault (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (B) du Conseil législatif intitulé "Loi constituant en corporation "The Valleyfield and St. Hyacinth Railway" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et des compagnies minières et manufacturières.

#### **Interpellations:**

##### **Placement des fonds des sociétés de bienfaisance**

**M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier):** Ordre a-t-il été donné aux inspecteurs des sociétés de bienfaisance de s'assurer si les fonds provenant des contributions des membres de ces sociétés ont été placés sur des propriétés immobilières, et si ces placements offrent les garanties définies et exigées par la loi?

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse):** Dans les rapports exigés des sociétés de secours mutuels, en vertu de l'article 310h de 62 Victoria, chapitre 32, l'actif de la société doit comprendre la valeur au comptant des hypothèques et doit être détaillé à la cédule B.

##### **Protection des petits planteurs de tabac**

**M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier):** 1. Le ministre de l'Agriculture est-il au courant

des démarches faites par les grands planteurs de tabac, auprès du gouvernement fédéral, pour faire adopter une loi à l'effet d'obliger tous les planteurs de tabac, grands et petits, à ne vendre leur tabac qu'aux manufacturiers?

2. Dans l'affirmative, le ministre de l'Agriculture, dans l'intérêt de la classe agricole qu'il représente dans le gouvernement, va-t-il étudier la question et s'opposer, s'il y a lieu, à ce changement pour protéger les petits planteurs?

**L'honorable F.-G.-M. Dechène (Bellechasse):** 1. Non.

2. Le gouvernement étudiera la question quand elle lui sera soumise et prendra les moyens de protéger la classe agricole.

#### Location du lac Carré

**M. A. W. Giard (Compton):** 1. Le département des Terres, Forêts et Pêcheries a-t-il loué à un nommé Grenon, hôtelier de Saint-Faustin, comté de Terrebonne, le lac Carré, ou aucun autre lac situé dans le septième rang du canton Wolfe?

2. À quelle date ce lac a-t-il été loué?

3. Pour combien d'années?

4. Pour quel prix?

5. Quels sont les numéros des lots qui entourent ces lacs?

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur):** 1. Le lac Carré a été loué à M. Grenon.

2. Le 23 décembre 1899.

3. Pour neuf ans.

4. \$10 par année. Ce lac est de petite dimension et ne mesure d'après nos plans qu'une dizaine d'arpents en superficie.

5. Les lots 27, 28 et 29 du septième rang.

#### Demande de documents:

##### Banque populaire de Lévis

**M. C. Langelier (Lévis)** propose, appuyé par le représentant de Drummond (M. W. J. Watts), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de tous documents en la possession du gouvernement se rapportant à la Banque populaire de Lévis.

Adopté.

#### Vente de lots dans le canton Chavigny

**M. J. Tessier (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil (M. E. Lalonde), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de la correspondance et autres documents concernant la vente des lots nos 15 et 16, dans le cinquième rang du canton Chavigny.

Adopté.

#### Vente d'un lot dans le cinquième rang Alton

**M. J. Tessier (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil (M. E. Lalonde), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de la correspondance et autres documents concernant la vente du lot 15, dans le cinquième rang Alton.

Adopté.

#### Élections contestées

**M. C. Langelier (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 162) amendant la loi des élections contestées.

Adopté.

Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

#### Code de procédure civile, article 237

**M. J.-B.-B. Prévost (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de L'Assomption (M. J.-E. Duhamel), que le bill (no 163) amendant l'article 237 du code de procédure civile soit maintenant lu pour la deuxième fois.

L'objet de cette mesure est d'empêcher que des personnes plaident devant des juges avec lesquels elles sont étroitement liées. Il fait des considérations générales sur l'urgence de la mesure qu'il propose en vue d'interdire aux fils de juges de plaider devant leurs pères.

Il cite à l'appui de sa prétention de nombreuses autorités françaises. C'est, dit-il, dans l'intérêt que je porte à la magistrature et du respect (sic) dont nous devons l'entourer que je propose cette loi. Le public, à tort ou à raison, a des soupçons lorsqu'il voit un avocat plaider devant son père qui siège sur le tribunal (sic). Pourquoi ne pas faire disparaître ce soupçon? Si j'ai le courage de présenter cette loi, j'espère que tous les avocats dans cette Chambre qui m'ont encouragé à le faire ne manqueront pas de m'appuyer. Il dit qu'il ne présente pas ce bill pour jeter du discrédit sur la magistrature de la province; c'est plutôt pour la mettre à couvert d'insinuations malveillantes à son adresse par certains membres du barreau.

Or, les juges sont intéressés à ce que leurs fils plaident devant eux; alors, le bill aurait du bon parce qu'il fait cesser un état de choses immoral; si les juges ne sont pas intéressés à voir leurs fils plaider devant eux, alors ce bill aura pour bon effet de les défendre contre les calomnies lancées à leur adresse par une foule d'avocats.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

#### **Chef-lieu du district de Beauharnois**

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements faits en comité général au bill (no 13) concernant le chef-lieu du district de Beauharnois.

**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)** propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon) que les amendements soient lus pour la deuxième fois.

Adopté sur division.

#### **Subsides**

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des subsides.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'éducation supérieure: cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu chaque année pour être distribué, dans la proportion que le lieutenant-gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la province; et cinq pour cent de la part des catholiques, dans le fonds de l'éducation supérieure, pourra être appliqué par le secrétaire de la province à l'achat d'ouvrages écrits et imprimés dans cette province pour être distribués comme prix aux institutions qui auront contribué audit montant de cinq pour cent, et \$10 000 seront payées, à même cette part dudit fonds, à l'École polytechnique, en vertu de la loi 57 Victoria, chapitre 23, article 17. \$4000 de cette somme seront payées à l'université Laval, Québec; la somme de \$3000 en sus des \$10 000 ci-dessus, sera payée à l'École polytechnique de Montréal, et la somme de \$2000 sera payée à l'éducation chez les protestants, de la manière qui sera déterminée par le comité protestant de l'instruction publique. Sur la somme assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200 seront employées à venir en aide à l'Association provinciale des instituteurs, et \$700 à solder le traitement d'un inspecteur des écoles supérieures, académies, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas dix-

huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme un encouragement à l'industrie laitière, à l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromage, concours de produits laitiers, inspecteurs de beurrieres et de fromageries de la province, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des services divers en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service de la pêche et de la chasse, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### **Voies et moyens**

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général dans le but de considérer certaines résolutions relatives aux voies et moyens à prendre pour payer les subsides accordés à Sa Majesté.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose:

1. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$125 440.26 pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil neuf cent un soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Adopté.

2. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$2 094 105.40 pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil neuf cent deux soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**



Le comité fait rapport qu'il a passé deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Introduction de bills:

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** demande la permission d'introduire un bill (no 2) octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1901 et le 30 juin 1902, et pour d'autres fins du service public.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

#### Abattoirs

**M. C. Langelier (Lévis)** propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. A. Tessier):

Que, considérant que les cultivateurs de cette province obtiennent pour les viandes en général, et notamment pour la viande de porc, des prix peu rémunérateurs;

Considérant que la fertilité du sol a considérablement diminué en cette province par suite du manque d'élevage et d'engrais, et qu'il est à désirer que nos cultivateurs se livrent davantage à l'industrie de l'élevage, sans toutefois négliger celle de l'industrie laitière;

Considérant que l'Association des marchands de beurre et de fromage de Montréal vient d'adresser à tous les fabricants une circulaire publique les invitant à diminuer les produits de cette industrie parce que le marché anglais a un approvisionnement de ces produits pour quatre mois à venir;

Considérant qu'il est dans l'intérêt public de cette province de favoriser l'élevage et d'aider à l'augmentation du prix des viandes provenant de l'élevage chez nos cultivateurs;

Considérant que les prix élevés que les marchés d'Angleterre offrent pour les viandes que cette province pourrait fournir en grande quantité, et que la facilité de transport qu'elle possède, étant donné les distances respectives des autres pays qui font ce commerce avec l'Angleterre, comparées à celle qui nous sépare de ce dernier pays, nous offre des avantages exceptionnels;

Considérant que le Conseil d'agriculture de cette province a, le 24 janvier dernier, adopté une résolution recommandant l'opportunité de l'établissement d'abattoirs en cette province et attiré l'attention de l'honorable commissaire de l'Agriculture sur l'urgence de promptes démarches à faire pour assurer chez nous la construction d'abattoirs;

Considérant que cette Chambre, en 1890, a adopté la résolution suivante: "Que

l'instruction rapide et pratique de l'ensilage permettra aux cultivateurs de lutter avec plus d'avantage contre la sévérité de notre climat, de se livrer avec plus de profit à l'élevage des bestiaux et à l'industrie laitière, les deux branches les plus rémunératrices de la culture, tant pour la consommation locale que pour l'exportation à l'étranger, et d'obtenir par là des revenus considérables qui leur permettront d'améliorer leurs terres et leurs méthodes de culture, et contribueront à diminuer l'émigration";

Considérant que de nombreuses pétitions ont été adressées à cette Chambre, demandant l'établissement d'abattoirs en cette province;

Considérant que les Chambres de commerce de Québec et de Lévis, après avoir consulté les cercles agricoles dans au-delà de cinquante comtés, ont adressé des pétitions ou requêtes au gouvernement demandant l'établissement d'abattoirs en cette province;

Considérant que Sa Grandeur l'archevêque de Québec, et son clergé, Leurs Grandeurs les évêques de Rimouski et Chicoutimi, et leur clergé, ont adressé à la Chambre de commerce de Québec, des résolutions demandant l'établissement d'abattoirs, lesquelles résolutions ont été transmises au gouvernement;

Cette Chambre verrait avec plaisir le gouvernement prendre les mesures nécessaires pour assurer l'établissement d'abattoirs en cette province. Il dit qu'il veut provoquer une expression d'opinion de la part de la Chambre sur cette importante question. Il rappelle les nombreuses requêtes qui ont été présentées à ce sujet, et soutient que l'établissement d'abattoirs dans notre province aurait pour effet de promouvoir puissamment les intérêts agricoles, et spécialement d'engager les cultivateurs à s'occuper d'élevage sur une plus grande échelle.

On invoque, dit-il, la raison d'économie; c'est parfait, que l'on économise, que l'on rétablisse l'ordre dans nos finances; j'applaudis à cette politique. Mais, d'un autre côté, il ne faut pas pousser trop loin cette politique, il ne faut pas enrayer le progrès de la province. Or, le progrès ne s'arrête pas, il faut qu'il marche; s'il s'arrête, c'est comme la marée, c'est pour reculer. Pour ma part, je suis opposé à ce que nous reculons. Si nous voulons conserver les avantages que nous avons déjà conquis pour l'agriculture au prix de grands sacrifices, il faut en faire de nouveaux. Du reste, la classe agricole forme une classe trop importante pour qu'elle ne réclame point toutes nos sollicitudes et tous nos efforts.

Il faut bien l'avouer notre agriculture n'est pas dans les conditions de prospérité qu'elle devrait avoir. Beaucoup de gens s'en

éloignent, non pas par manque de goût, mais simplement parce qu'elle n'est pas assez rémunératrice. C'est là une des causes de l'émigration aux États-Unis. Si nos cultivateurs pouvaient obtenir de meilleurs prix pour leurs produits, cela leur fournirait les moyens de donner des établissements à leurs enfants et de les garder au pays. On a beaucoup écrit sur les causes de cette émigration désastreuse, on lui a assigné toutes espèces de raisons, et, pourtant que l'on y regarde de plus près et l'on se convaincra que la vraie cause est là, dans la pauvreté des cultivateurs en général.

Rendons l'agriculture payante et vous verrez l'émigration cesser; car ce n'est pas de gaieté de coeur que nos compatriotes quittent le pays, qu'ils se séparent de tout ce qu'ils possèdent de plus cher au monde. Mais hélas! la pauvreté et la misère ont poussé à bout bien de braves coeurs qui se sont expatriés pour aller chercher sous d'autres cieux le pain qu'ils ne pouvaient pas trouver dans leur pays. Il estime que, s'il y avait des abattoirs dans notre province, cela assurerait un revenu annuel de 4 à 5 millions de plus pour nos cultivateurs.

Notre province est essentiellement un pays agricole; nos pâturages sont excellents, notre climat favorable, notre eau est abondante et bonne. De père en fils, notre population a été élevée dans les champs qu'elle a arrosés de ses sueurs. Songe-t-on à l'immense révolution qui serait opérée si nous arrivions à rendre l'agriculture payante? Or, le moyen est tout simple, il est à notre portée. Que faut-il donc? Il s'agit de trouver ou de créer un marché pour les produits de la ferme. Et, pour obtenir ce résultat, le vrai moyen, c'est l'établissement d'abattoirs.

Tous les jours, nous entendons les mêmes plaintes de la part des cultivateurs; ils nous disent que l'agriculture ne paye plus, qu'ils ont peine à attacher les deux bouts et qu'ils mènent une existence misérable. Il allègue que la fertilité du sol a considérablement diminué en cette province par suite du manque d'élevage et d'engrais et qu'il serait à désirer que nos cultivateurs se livrent davantage à l'industrie de l'élevage sans toutefois négliger celle de l'industrie laitière. Les encouragements accordés à l'industrie laitière ont contribué considérablement à améliorer le sort des agriculteurs; l'établissement d'abattoirs serait le complément de cette politique bienfaisante et intelligente.

Nos viandes se donnent pour rien, tandis que nous avons pour ainsi dire à nos portes un marché immense, je veux parler du marché anglais. L'association des marchands de beurre et de fromage de Montréal ayant adressé à tous les fabricants une circulaire publique les invitant à diminuer les produits de cette industrie, parce que le marché anglais a un approvisionnement de ces

produits pour quatre mois à venir, il est dans l'intérêt public de cette province de favoriser l'élevage et d'aider à l'augmentation du prix des viandes provenant de l'élevage chez les cultivateurs. Les prix élevés que les marchés d'Angleterre offrent pour les viandes que cette province pourrait fournir en grande quantité, la facilité de transport qu'elle possède étant donné les distances respectives des autres pays qui font ce commerce avec l'Angleterre comparées à celle qui nous sépare de ce dernier pays, tout cela milite en faveur de l'établissement d'abattoirs en cette province. Savez-vous, M. l'Orateur, quel a été le chiffre de l'importation, en Angleterre, des viandes abattues pour l'année dernière? Au delà de 160 millions de piastres! Le Canada en a vendu pour sa part seulement pour neuf millions et demi de piastres. L'Angleterre a importé des moutons au montant de quatre millions et demi de piastres, et le Canada en a vendu seulement pour un demi-million; l'Angleterre a importé pour soixante et un millions de piastres de lard fumé (bacon) et de jambons; le Canada n'en a fourni que pour une valeur de trois millions; l'Angleterre a importé 140 millions de douzaines d'oeufs et nous lui en avons fourni cinq millions et demi seulement.

Que sert aux cultivateurs d'engraisser la viande, pour la vendre trois ou quatre cents la livre? Ça ne paie point, et voilà pourquoi l'élevage est si négligé dans nos campagnes. Que l'on établisse des abattoirs qui auront pour effet d'augmenter le prix de revient de la viande et vous verrez alors nos cultivateurs se livrer à l'élevage.

On dit que nos cultivateurs ne peuvent pas s'occuper d'élevage parce qu'ils ne sont pas dans des conditions aussi favorables que nos voisins les Américains. C'est une erreur. En 1895 il a été prouvé devant le comité d'agriculture à Washington que le grand avantage que possédait pour l'élevage l'État du Missouri, c'était le bon marché du foin. Or, en 1899, dans les 10 principaux États où se fait l'élevage, le prix du foin était de \$6.10 la tonne, quand chez nous il se vendait \$5.00. N'est-ce pas là, à part de toutes les autres raisons déjà données, un avantage considérable en notre faveur?

Nos bestiaux, je le sais, sont généralement petits. Ceux-là on les débite et on les met en conserve pour l'exportation. Les plus beaux sont expédiés en carcasses. Pour la viande en conserve, nous aurions un marché tout prêt. Aujourd'hui, l'Angleterre va acheter à New-York et à Chicago les viandes en conserve dont elle a besoin pour le ravitaillement de ses armées. Si nous fabriquons ces produits, elle les achèterait de préférence chez nous.

Au début de l'industrie laitière, nous n'avions pas les belles vaches à lait que nous voyons aujourd'hui. Qu'est-il arrivé? Lorsque

nos cultivateurs se sont aperçus que cette industrie était rémunératrice, ils se sont empressés d'améliorer leurs vaches à lait. Il en sera de même du bétail quand ils verront que l'élevage peut se faire avec profit pour eux.

D'après la proposition soumise au gouvernement, ces abattoirs seraient accompagnés de réfrigérateurs placés dans différents centres de la province, où les cultivateurs pourraient déposer leurs produits périssables, comme le beurre, le fromage, les oeufs, les fruits, les volailles, etc., jusqu'au moment où ils seraient prêts pour l'exportation. Car, la maison Campbell, Shearer et Cie se propose d'acheter tous ces produits.

En 1897, l'Angleterre a importé pour \$77 462 329 de beurre et nous lui en avons vendu seulement pour \$2 164 995; elle a importé 140 317 540 douzaines d'oeufs, et nous ne lui en avons fourni que 5 678 690. L'Angleterre a importé 4 199 791 quarts de pommes, et nous n'en avons vendu que 1 020 929. Tous ces produits pourront, au moyen de réfrigérateurs, se conserver dans d'excellentes conditions et commander les meilleurs prix sur le marché anglais.

Il est un sujet sur lequel j'attire spécialement l'attention du gouvernement et du pays: c'est l'engrais des porcs. Comme je l'ai dit plus haut, l'Angleterre a importé en 1897, - c'est la dernière statistique que nous possédons - pour \$61 075 752 de jambons et de bacon ou lard fumé, et nous ne lui en avons fourni que pour \$3 000 000. Si nous voulions, pourtant, nous pourrions lui en vendre pour quatre fois ce montant. Car, M. Gunn, l'agent de la maison Campbell, Shearer et Cie, qui a passé l'été dernier au pays, me disait que ces produits venant du Canada sont particulièrement recherchés sur le marché anglais et se vendent toujours plus cher que les mêmes qui viennent des autres pays. "Pourquoi cela, lui demandai-je?" "A cause de la façon dont vous les engraissez. Dans les derniers temps de leur engrais, ajoutait-il, vos cultivateurs les nourrissent avec des pois, et il n'y a rien comme cela pour donner à la chair de la fermeté et une délicatesse dans le goût que l'on ne trouve point dans les produits qui nous viennent des États-Unis. Là, on les engraisse surtout avec le blé d'Inde et cela fait toute la différence du monde."

En fait d'élevage, les frais d'engrais ne sont pas plus considérables pour un animal de qualité inférieure que pour un autre de qualité supérieure. Dans le premier cas, vous aurez un animal d'environ 900 livres rapportant de deux à trois cents la livre représentant \$22.50 tandis que dans l'autre, avec les mêmes frais d'engrais, vous aurez un animal pesant dans les 1200 livres qui vous rapportera de 4 à 6 centins la livre, soit \$60. N'est-ce pas là un fait important

pour les cultivateurs?

Il est important de constater ce qui suit: de 1893 à 1899 la population des États-Unis a augmenté de 11 par cent. Pendant la même période, le nombre des bestiaux a diminué de 14 p.c, celui des moutons de 20 p.c, celui des porcs de 13 1/2 p.c.; et, à part cela, dans les quatre dernières années les Américains ont importé 988 139 têtes de bétail commun pour les engraisser.

En face d'une pareille statistique, n'est-ce pas le temps pour nous de préparer et éduquer nos cultivateurs à l'élevage? Avant longtemps, le marché des États-Unis sera pour nous un marché rémunérateur autant que l'Angleterre, si nous savons nous y préparer.

Le jour où nos produits de la laiterie ne trouveront pas les prix qu'ils reçoivent aujourd'hui, ce sera la ruine de nos cultivateurs. Or dans une circulaire dernièrement publiée par l'Association des marchands de beurre et de fromage de Montréal, nous trouvons le cri d'alarme qui devrait attirer notre attention.

Cette association avertit les fabricants de fromage que le marché anglais est encombré de ce produit, et qu'il y en a pour au moins quatre mois à venir. Cela veut dire une réduction dans le prix du fromage. C'est un enseignement dont nous devons profiter. Voyons à l'élevage qui sera le salut de la classe agricole, lorsque l'industrie laitière pourra lui faire défaut. Et nos cultivateurs, quoiqu'on en dise, sont assez intelligents, assez industrieux pour mener les deux choses de pair.

Quels sont ceux qui combattent ce projet? Un M. Lang, qui tient un petit abattoir, à Montréal, où il ne tue que des porcs, et les exportateurs de beurre et de fromage. Savez-vous la raison invoquée par ces derniers? C'est que cela aurait pour effet de faire hausser le prix du beurre et du fromage. Mais, qui profitera de cette hausse dans les prix? Ce seront les producteurs, c'est-à-dire les cultivateurs. C'est donc une raison additionnelle, suivant moi, en faveur du projet.

Quant à M. Lang, lui, il dit: "J'ai établi un abattoir et je n'ai reçu aucune aide du gouvernement; il serait injuste de me susciter une concurrence au moyen d'un octroi du gouvernement." D'abord, la plupart des porcs qu'il abat sont achetés en dehors de la province de Québec, et il ne les paie que le prix du marché dans notre pays.

Ce que nous voulons faire est bien différent. Les abattoirs projetés ne s'occuperont pas seulement du commerce de lard, mais ils abattront encore les boeufs, les moutons et les veaux; ils ne paieront pas le prix de notre marché, mais celui du marché anglais, lorsque nous aurons amélioré notre bétail, c'est-à-dire près d'un tiers plus cher, et c'est là ce qui justifie le gouvernement

d'accorder un octroi spécial. Quel est le cultivateur qui s'en plaindra, lorsqu'il recevra pour ses produits un tiers de plus qu'il ne les vend aujourd'hui? Qu'est-ce que représente cet octroi réparti sur tous les cultivateurs? Une bagatelle. Il y a dans la province 200 000 cultivateurs, ce qui revient à dire que cela représente 10 cents pour chacun d'eux. Quel est celui qui trouvera cela exorbitant? Il n'y en a pas un qui n'applaudira pas au projet et qui ne bénira pas le gouvernement qui en aura assuré le succès.

Il y a encore la Chambre de commerce de Montréal qui a passé une résolution hostile à l'établissement d'abattoirs. A-t-elle donné une seule bonne raison? Non, sans avoir étudié la question, elle a décidé "ex cathedra" qu'il valait mieux ne rien faire. S'il s'agissait de placer les abattoirs à Montréal, il est probable qu'elle aurait trouvé d'excellentes raisons pour soutenir une opinion contraire. Cette Chambre de commerce, après tout, n'est pas infallible; nous avons la nôtre, ici, qui se recrute parmi nos meilleurs hommes d'affaires et elle est loin de partager le sentiment de celle de Montréal. Après avoir consulté cinquante-trois comtés, chose que l'on s'est bien gardé de faire à Montréal, elle a adopté le rapport que j'ai cité plus loin. Il n'est pas le résultat d'un simple caprice, mais le fruit d'une étude intelligente et sérieuse de la question. Le projet a l'appui d'un grand nombre d'habitants de cette province haut placés dans l'agriculture et l'industrie; des pétitions appuyant l'établissement d'abattoirs ont été envoyées par les résidents de 85 paroisses avoisinant l'endroit projeté de l'établissement des abattoirs. Il allègue de nouveau qu'en 1890 la Chambre a adopté une résolution recommandant aux cultivateurs de s'occuper davantage de l'élevage des bestiaux. Sa Grandeur l'archevêque de Québec et son clergé, Leurs Grandesurs les évêques de Rimouski et Chicoutimi et leurs clergés ont adressé des pétitions demandant l'établissement d'abattoirs. C'est pourquoi il conclut que la Chambre verrait avec plaisir le gouvernement prendre les mesures nécessaires pour assurer l'établissement d'abattoirs en cette province.

Je fais donc appel à tous les députés, mais surtout à ceux qui représentent des districts ruraux et je les conjure de m'aider dans la tâche que j'ai entreprise. De son succès dépend l'avenir national de notre province, sa prospérité et son bonheur. Cette tâche, je l'ai entreprise avec la détermination de la poursuivre jusqu'au bout. Je ne cesserai d'agiter l'opinion que lorsque j'aurai triomphé. Que tous ceux qui sont les amis des cultivateurs me prêtent main-forte et le succès ne tardera pas à couronner nos efforts réunis. Nous aurons alors accompli une oeuvre aussi bienfaisante que patriotique;

nous aurons consolidé notre race, grandi notre influence en augmentant notre population et en lui assurant l'aisance et le bien-être. Quant à moi, ma résolution est prise, elle est inébranlable: s'il n'y en a qu'un pour défendre les intérêts de la classe agricole, pour travailler à assurer sa prospérité, je serai celui-là.

**M. N. Garneau (Québec-Comté):** Je croirais manquer à mon devoir de député d'un comté agricole en ne faisant pas connaître mon humble opinion sur cette importante question des abattoirs, dont l'honorable député de Lévis s'est fait l'avocat et qu'il défend avec tant de zèle et tant de persistance. Lui aussi est en faveur de l'établissement d'abattoirs qui, selon lui, seraient très profitables à la province.

Il y a deux ans, de même que l'an dernier, je me suis déclaré favorable, en principe, à un établissement de ce genre. Je suis encore de cet avis. Je crois, comme tous les membres de cette Chambre, comme tous ceux qui ont tant soit peu étudié la question, que cette nouvelle industrie contribuerait au développement de l'agriculture en lui créant un marché pour plusieurs produits qu'elle n'a presque pas osé cultiver jusqu'à présent.

Je crois en toute sincérité que toute mesure qui a pour objet de créer de nouvelles ressources, de nouveaux profits à la nombreuse classe de cultivateurs mérite toute notre attention et tout notre encouragement.

Or, le projet d'établir des abattoirs en cette province est incontestablement l'un de ceux que nous devons examiner avec le plus de soin et aider s'il y a lieu de le faire.

Je suis donc, en principe, favorable à l'établissement d'abattoirs et je félicite l'honorable député de Lévis d'avoir, par son travail persévérant, réussi à éclairer l'opinion publique sur ce sujet; je le félicite d'avoir, en si peu de temps, convaincu la classe agricole de l'excellence de son projet, auquel peu de gens auraient osé croire il y a quelques années.

J'ai dit, il y a un instant, que, comme tous ceux qui ont étudié la question, je suis favorable en principe aux abattoirs. En effet, M. l'Orateur, quiconque se plaçant au-dessus de la question de clocher examine le sujet au point de vue de l'intérêt général, non seulement de la province, mais du pays entier, quiconque connaît la situation économique de l'agriculture est au courant du mouvement agricole, connaît les ressources et surtout les besoins des cultivateurs; celui-là ne peut pas être opposé au principe de l'établissement d'abattoirs. C'est pour ces raisons que, durant la dernière polémique sur ce sujet, tous les journaux ont été unanimes à en reconnaître l'excellence, même ceux qui combattaient le

plus fortement les propositions qui étaient soumises au gouvernement.

Les journaux nous ont annoncé tout dernièrement qu'un mouvement sérieux était parti à Toronto pour établir le commerce de viande de bœuf avec l'Angleterre, et qu'une première expédition de 175 animaux morts y avait été faite par des commerçants anglais, qui font déjà un grand commerce de viande venant de l'Australie et de la république argentine et qui espèrent établir ce commerce avec le Canada.

De plus, je suis en mesure de dire à cette Chambre que je tiens de personnes très au courant de ce qui se fait à Montréal, dans le commerce d'animaux, que le projet d'y établir de grands abattoirs en vue de l'exportation de la viande y est à l'étude depuis quelque temps.

D'ailleurs, M. l'Orateur, comment peut-il en être autrement? Ce qui me surprend et ce qui devra surprendre tout homme d'affaires, c'est que nous ayons attendu si longtemps pour fonder un de ces établissements. Je vois que nous avons exporté en Angleterre, presque tout de Montréal, durant le dernier exercice, 115 000 têtes de bétail et 80 000 moutons. Je vois aussi que nous avons importé de différents pays pour une valeur de \$2 250 000 de piastres de peaux vertes. Je me demande pourquoi, à l'exemple de l'Australie, de la république argentine, des États-Unis, nous ne convertissons pas ces 200 000 animaux en viande, gardant ici les peaux et les nombreux déchets qui seraient si bien utilisés par l'industrie et qui créeraient de l'emploi pour un si grand nombre d'hommes.

Je vois dans ces chiffres, M. l'Orateur, la preuve que des abattoirs peuvent être établis dans cette province avec autant et même plus de chances de succès que toute autre industrie, pourvu qu'ils soient entrepris par des hommes sérieux et compétents, qu'ils soient partis sur une base saine d'affaire, avec des capitaux suffisants et qu'on y déploie l'énergie, le travail et l'intelligence voulus.

Je comprends néanmoins qu'une telle entreprise comportera surtout, pour une très grande partie de la province, un danger sérieux pour le développement et même pour l'existence de l'industrie laitière, laquelle constitue aujourd'hui de beaucoup la plus importante source de revenus des cultivateurs, soit \$12 millions pour notre province.

Je me rends bien compte des difficultés qu'il y aura à vaincre, de la grande habileté qu'il y aura à déployer, de la sagesse dont il faudra faire preuve pour amener nos cultivateurs à produire la matière première pour les abattoirs, je ne dirai pas sans nuire, mais sans ruiner irrémédiablement ce que nous avons édifié avec tant de peine par 25 ans de travail, l'industrie laitière.

Je ne suis pas prêt à dire que nous devons donner telle ou telle subvention, ou même que nous devons donner aucune subvention pour aider le projet. Pour me prononcer, j'aurais besoin de plus de renseignements que j'en ai actuellement. D'ailleurs cela regarde le cabinet et non la Chambre, au moins à cette phase de la question.

J'ai pleine confiance dans le gouvernement, je sais qu'il étudiera la question à fond, qu'il la résoudra de la manière la plus avantageuse pour la province et d'une façon pratique.

Je suis d'opinion que lui seul a qualité pour juger s'il y a lieu de subventionner un abattoir et quelle doit être cette subvention; s'il y a lieu d'entretenir telle ou telle proposition ou s'il vaut mieux en attendre de plus avantageuses. De même que j'ai confiance qu'il prendra toutes les mesures qui seront nécessaires, advenant la réalisation d'un tel projet, pour protéger d'une manière indiscutable les intérêts de l'industrie laitière.

Grâce à l'excellence de la propagande du député de Lévis, les populations rurales sont maintenant en faveur de l'établissement de cette industrie à laquelle on peut s'opposer si on connaît bien les conditions économiques de l'agriculture.

Il propose en amendement, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. A. Robitaille), que les mots suivants soient ajoutés à la présente résolution: "Cette Chambre, tout en désirant l'établissement d'abattoirs, a confiance que le gouvernement étudiera soigneusement la question, et saura sauvegarder les intérêts des agriculteurs de cette province".

**L'honorable F.-G.-M. Dechène (L'Islet)** au nom du gouvernement, déclare qu'il accepte l'amendement du représentant de Québec-Comté (M. N. Garneau), et quant à lui personnellement, il n'hésite pas à dire qu'il est favorable à toutes les mesures de nature à rendre service à la classe agricole. Mais il ne faut pas perdre de vue que, dans une matière de cette importance, il faut quelquefois laisser de côté la question de sentiment pour n'envisager que le côté matériel et vraiment pratique de la question.

Alors que le gouvernement est très conscient de l'importance de la question des abattoirs et est d'accord avec le principe de celle-ci, il considère que le moment n'est pas opportun de dépenser d'importantes sommes d'argent pour subventionner ces établissements alors que l'industrie laitière en demande tant.

Si des abattoirs étaient construits avec l'aide du gouvernement, cela nuirait peut-être à l'industrie du beurre et du fromage pour laquelle on a déjà dépensé d'importantes sommes d'argent. De plus, si quelqu'un

désirait plus tard établir un abattoir privé, il ne pourrait concurrencer ceux qui sont subventionnés par le gouvernement.

Les législateurs ne sont pas réunis pour faire de la théorie, mais pour se demander si la mesure que l'on propose, laissant de côté la question de clochers, serait appelée, dans les circonstances actuelles, à améliorer la situation des cultivateurs. Ils doivent, avant d'enregistrer leur vote, se demander si, à l'encontre de ce que l'on attend de son adoption, cette grande et intéressante majorité de la population de la province de Québec n'aurait pas à craindre une dépression dans les revenus de la ferme et partant une diminution des revenus qui lui assurent la vie, l'existence. Actuellement, après vingt années d'efforts, de sacrifices, tant des particuliers que des gouvernements, nous en sommes arrivés à développer et même à faire prospérer l'industrie laitière dans cette province. Nous avons déjà un succès considérable et nos produits bénéficient d'une vente rapide sur le marché anglais.

Nous avons dépensé, depuis 1879, au-delà d'un million de piastres pour encourager la production du beurre et du fromage, sans compter les sommes octroyées pour la construction de beurreries et de fromageries; et cependant, tout le monde est d'accord pour reconnaître que, malgré le déploiement d'efforts et d'énergie, malgré la dépense faite, nous sommes loin d'avoir atteint la perfection. Nous ne nous sommes pas lassés de suivre la voie du progrès, mais nous n'avons pas encore atteint le but qui nous permet d'avouer que, dans l'avenir, nous ne serons pas distancés et que, quelle que soit la concurrence des autres pays, nous n'avons rien à redouter d'eux.

Tous les membres de cette Chambre ont à coeur le développement de la prospérité de nos campagnes et c'est pour cette raison qu'avec eux, il faut se demander si la réalisation d'un projet comme celui auquel il est fait allusion serait dans l'intérêt bien compris de ceux que l'on semble vouloir protéger.

Le gouvernement est en faveur du principe des abattoirs; mais il s'agit de savoir si ce sont des abattoirs subventionnés ou non subventionnés.

Ne l'oublions pas: grâce à sa situation géographique, à son climat, qui n'est ni trop chaud ni trop froid, à la nature de son sol, d'une extrémité à l'autre, la province de Québec offre des avantages exceptionnels pour la production d'un excellent lait destiné aux beurreries et fromageries. Peut-on dire que la Providence nous favoriserait aussi bien, sous les mêmes rapports, si nous voulions faire l'élevage des animaux de boucherie?

Au point de vue climatérique, notre province n'offre pas d'avantages à l'élevage

des bestiaux sur une si grande échelle que le réclamerait l'industrie des abattoirs. Si les abattoirs n'ont pas réussi dans les provinces de l'Ouest qui sont mieux situées que la nôtre, il est bien certain que cette industrie a peu de chances de succès dans notre province.

Voyons donc ce qui se passe même de nos jours. Il cite alors des statistiques démontrant que, pour nos marchés locaux et pour des viandes que le cultivateur pourrait produire sans nuire à l'industrie laitière, nous sommes obligés d'appeler en aide l'étranger. Il cite le cas des volailles et en particulier le lard dont le Canada a importé depuis 3 ans pour plus de six cent mille dollars. Que l'on s'adresse aux commerçants, et l'on se rendra mieux compte de la justesse de ces remarques.

C'est donc ainsi qu'avant que l'industrie laitière soit arrivée à son apogée, l'on vient demander à lui susciter une industrie rivale sans pouvoir prouver qu'elle puisse suivre côte à côte, sans démontrer que l'une ne fera pas péril à l'autre. Nos cultivateurs peuvent-ils nourrir le double d'animaux sans aucun détriment? Du fait qu'il y aura des abattoirs, la terre doublera-t-elle sa production, et si elle ne le fait pas, quelle industrie nous verrons-nous obligés de laisser dépérir?

Toutefois, il y a encore beaucoup à faire et naturellement encore beaucoup d'argent à dépenser avant que nous puissions atteindre l'idéal qui nous est présenté et, d'ici là, le gouvernement pense qu'il est sage de consacrer son aide et son appui à cette fin. Nous devons faire une chose à la fois et, avant de parrainer l'industrie des abattoirs, nous devons assurer à l'industrie laitière une base des plus solides. La province de Québec est de toute façon dans une situation financière moins enviable qu'on le voudrait et tout l'argent qu'on veut mettre au service des intérêts des cultivateurs doit aller à l'industrie que nous avons établie à grands frais, pécuniaires et autres, et qui fonctionne si bien maintenant.

Allons-nous donner \$20 000 par an, soit \$400 000 pour 20 ans, comme on nous le demande pour peut-être ruiner l'industrie laitière privée et, dans tous les cas, pour couper court à toute initiative privée, s'il se présentait des capitalistes qui, avec leurs propres deniers, voudraient laisser des entreprises de cette nature, le jour où, comme les promoteurs actuels, ils verraient un avenir dans ce genre d'affaires? Actuellement, le gouvernement ne croit pas devoir s'engager dans cette voie qui tendrait simplement à la création d'un monopole au profit d'une compagnie qui fermerait la porte en cas de succès à toute autre compagnie et qui, en cas d'insuccès mettrait la province dans une situation financière absolument désastreuse.

On a aussi prévu le cas où, dans quelque 15 ou 20 ans, l'industrie laitière, qui est très payante actuellement, ne rapporterait plus que des revenus insignifiants.

Or, à cette objection, il répond que le meilleur moyen d'éviter le malheur, c'est de le prévenir. Si l'on ne veut pas voir périliter l'industrie laitière qui rapporte aujourd'hui de bons bénéfices, en demandant moins de travail, moins de frais qu'aucune autre, c'est de ne pas enrayer son progrès en lui suscitant l'industrie rivale qui coûtera à nos cultivateurs beaucoup de soins, beaucoup de peine et d'énormes sacrifices, avant qu'ils aient sur leurs fermes les animaux voulus pour pouvoir fournir la viande que l'on demande pour l'exportation.

Le gouvernement est avant tout soucieux des vrais intérêts du pays. Il a le devoir de favoriser leur développement, mais c'est aussi son devoir non seulement de surveiller l'emploi des capitaux de la province, mais de ne pas pousser nos populations dans des entreprises dont les résultats sont plus qu'aléatoires, et cela aux dépens d'une industrie qui a fait des preuves en rapportant des bénéfices nets pour tous ceux qui s'y adonnent.

Il conclut en disant que le gouvernement n'a pas l'intention pour le moment d'aider financièrement l'établissement d'abattoirs dans cette province, surtout alors qu'il est encore appelé à donner tant d'aide à l'industrie laitière.

**M. E. J. Flynn (Nicolet)** fait quelques remarques concernant les résolutions.

Il fait un discours dans le même sens que le représentant de Lévis (M. C. Langelier) quant au principe des abattoirs, mais il exprime sa surprise de voir que le gouvernement annonce dans son discours du trône que l'industrie laitière est rendue à son apogée en cette province; et que maintenant, on dit qu'il y a encore trop à faire pour s'occuper d'abattoirs. Il félicite le représentant de Lévis de l'exposé qu'il a fait de cette question si importante des abattoirs.

Il déclare que, surtout depuis qu'il représente un comté essentiellement agricole, il a tenu à étudier cette grave question, mais, encore aujourd'hui, il croit qu'elle demande beaucoup d'études avant de se prononcer. D'ailleurs, pour lui, chef de l'opposition, il ne pourrait prendre de position moins dangereuse pour le gouvernement que celle prise par le représentant de Québec-Comté (M. N. Garneau), qui n'engage personne.

Mais, dit-il, ce n'est pas le temps pour moi de me prononcer. Je le ferai quand je serai appelé à le faire comme chef du gouvernement. Comme le disait un grand parlementaire anglais: "When called for, I will prescribe". Le député de Lévis a montré beaucoup de persévérance dans cette affaire

et il finira par obtenir le succès.

Dans le discours du trône, il est dit que l'agriculture est dans un état de prospérité inouïe. Or, l'honorable commissaire de l'Agriculture vient de nous déclarer que nous avons encore énormément à faire, même pour l'industrie laitière. Cela ne cadre pas beaucoup avec la déclaration ministérielle qui a été mise dans la bouche du lieutenant-gouverneur.

J'avais lu la circulaire à laquelle le député de Lévis (M. C. Langelier) a fait allusion dans son discours. Elle indique un état de choses assez alarmant, et il est d'urgence pour le gouvernement d'en informer les intéressés.

Tout ce que demande pour le moment le député de Lévis, c'est une expression d'opinion de cette Chambre. Je serais bien disposé à accepter les résolutions telles que soumises par le représentant de Lévis, si le représentant de Québec-Comté (M. N. Garneau) n'avait pas soumis l'amendement par lequel il veut nous forcer de voter confiance dans le gouvernement. Les résolutions telles que préparées par le représentant de Lévis étaient suffisantes. En tous cas, la question mérite d'être sérieusement étudiée par le gouvernement et espérons qu'il s'en occupera.

En résumé, il n'est pas prêt à dire que, malgré les requêtes qu'il a lui-même présentées, il faut aller vite de l'avant. La question est trop importante pour qu'on ne la livre pas à l'étude. Quant à l'amendement, il n'est pas utile au gouvernement qui, jusqu'ici, n'a pas trop souffert d'opposition.

La proposition est adoptée sur division.

La motion principale, ainsi amendée, étant alors soumise, la Chambre se divise, et elle est adoptée.

#### **Demande de documents:**

##### **Enseignement dans les écoles d'agriculture**

**M. H. Champagne (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant d'Iberville (M. F. Gosselin), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de documents et de la correspondance relative à l'enseignement dans les écoles d'agriculture, de la culture des plantes potagères, légumes et fruits et à leur mise en conserves.

Adopté.

#### **Documents:**

##### **Reconstruction du pont sur la rivière Jésus**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 20 mars

courant, demandant la production de copie de tous les ordres en conseil passés et de la correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres, et toute autre personne, à propos de la reconstruction du pont sur la rivière Jésus, entre la ville de Terrebonne et la paroisse de Saint-François-de-Sales, dans le comté de Laval, et tout autre document s'y rapportant. (Document de la session no 46)

#### **Cour de circuit de Nicolet**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 21 mars courant, pour la production de copie de toutes requêtes, et de toute correspondance, depuis l'année 1892, inclusivement, au sujet de l'extension de juridiction de la cour de circuit de Nicolet, ou ayant trait à quelques changements à apporter dans l'organisation judiciaire de cette partie de la province. (Document de la session no 47)

#### **Recettes et dépenses des greffes des cours supérieure et de circuit du chef-lieu de Beauharnois**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du même 21 mars courant, pour un état indiquant les recettes des greffiers de la cour supérieure et de la cour de circuit du chef-lieu du district de Beauharnois, et des dépenses encourues par ces greffes pour les années 1898-1899 et 1900. (Document de la session no 48)

Adopté.

#### **Banque populaire de Lévis**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date d'aujourd'hui, pour la production de tous documents en la possession du gouvernement se rapportant à la Banque populaire de Lévis. (Document de la session no 49)

À 6 heures, la Chambre interrompt ses travaux.

#### **Reprise de la séance à 8 h 15**

##### **Charte de Chicoutimi**

**M. H. Petit (Chicoutimi-Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 111) amendant la charte de la ville de Chicoutimi.

Adopté.

#### **En comité:**

**M. H. Petit (Chicoutimi-Saguenay):** Le bill veut amender la charte de la ville de Chicoutimi de façon à lui permettre d'emprunter \$35 000 pour améliorer les rues de la ville, sans un vote de la majorité des contribuables et propriétaires de Chicoutimi.

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** dénonce cette demande comme une honte, indigne d'être prise en considération par une législature provinciale. Il s'oppose au bill parce que la ville, mettant de côté sa charte, n'a pas obtenu le consentement de la majorité des contribuables, en nombre et en valeur, pour emprunter l'argent. Le conseil veut emprunter \$35 000, non selon un règlement municipal, comme la chose doit se faire, mais seulement d'après une résolution du conseil. Comme la majorité des propriétaires de la ville sont carrément contre le bill, il espère que la législature leur rendra justice totale et refusera l'adoption du bill. De plus, selon lui, le bill actuellement devant la Chambre dépasse tout droit commun et n'a jamais été soumis au conseil de Chicoutimi.

Il explique ensuite le différend survenu à Chicoutimi, donne à chacun sa part de blâme et de droit, et dit que les contribuables propriétaires ne doivent pas être tenus responsables de la mauvaise entente qui existe entre deux factions dont l'une commande les affaires municipales. Ceux qui, dit-il, seront appelés à payer cet emprunt de \$35 000 dans la ville de Chicoutimi doivent être consultés. Le bon sens, la raison et le principe même de notre système politique et municipal l'exigent. Les députés de cette Chambre doivent être jaloux des libertés municipales et tous sont envoyés ici pour les protéger comme on protège la prune de ses yeux.

Voter ce bill tel qu'il est là, c'est dire aux citoyens de cette intéressante ville de Chicoutimi: Vous n'êtes pas capables de vous gouverner et c'est nous, députés de cette législature, qui allons le faire pour vous. Nous allons disposer de vos biens, de vos propriétés comme nous l'entendrons. Vous, vous n'aurez qu'à payer.

Mais on nous dit que les règlements passés par le conseil de la ville sont cassés par la Cour. Qu'y a-t-il en cela de si extraordinaire? Est-ce que le devoir des juges ne les oblige pas de casser les règlements illégaux?

Les juges ne sont pas libres de ne pas casser les règlements illégaux qui leur sont soumis. La loi les oblige, leur fait un devoir d'annuler ces procédés municipaux. Les intéressés, dans tous ces cas, ont le recours de l'appel aux tribunaux supérieurs, s'ils ne sont pas satisfaits.

À Chicoutimi comme ailleurs, dit-il, on



use de ces recours et je profite de l'occasion pour proclamer devant cette Chambre que les jugements du juge Gagné ont subi avec un haut succès l'épreuve des tribunaux d'appel de ce pays. Il a défendu l'honorable juge Gagné qu'on a voulu calomnier. Ses jugements ont été confirmés par les Cours de révision, d'appel et même de la Cour suprême. Je me plais à dire ici, devant cette Chambre, que l'honorable juge Gagné est un de nos meilleurs juges, un de ceux qui font le plus honneur au banc judiciaire et à la magistrature.

**M. C. Langelier (Lévis)** défend le bill. Il répond que les citoyens de Chicoutimi ne sont pas contre le bill auquel s'est opposé seulement un nombre restreint de citoyens durant le comité. En ce qui concerne la façon d'utiliser ces fonds, il dit qu'on les emploiera seulement au fur et à mesure qu'avanceront les travaux. Le conseil demande d'emprunter au moyen d'une résolution afin d'éviter (sic) et d'échapper aux misères du parti conduit par M. Belley.

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** prend aussi part aux débats.

Le comité ayant étudié le bill en fait rapport sans amendement.

**M. H. Petit (Chicoutimi-Saguenay)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** propose en amendement, appuyé par le représentant de Laval (M. P.-E. LeBlanc), que ce bill ne soit pas lu maintenant une troisième fois, mais qu'il soit référé, de nouveau, au comité général de la Chambre, avec instruction de l'amender en retranchant les mots "par résolution" et les substituant par les mots suivants: "par règlement approuvé par la majorité des électeurs propriétaires de la ville de Chicoutimi."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bourbonnais, Caron (Maskinongé), Chauret, Cherrier, Chicoyne, Cochrane, de Grosbois, Giard, Gillies, Hearn, Hutchinson, LeBlanc, Lemay, Lovell, Mackenzie, Pelletier (Dorchester), Smith, Tellier, Walker, Watts et Weir, 21.

**Contre:** MM. Bergevin, Blanchard, Cardin, Caron (Matane), Chênevert, Cooke, Daigneault, Décarie, Dechêne, Dion, Duffy, Duhamel, Dupuis, Fiset, Garneau, Girard, Gosselin (Iberville), Gosselin (Missisquoi), Gouin, Kennedy, Lacombe, Lalonde, Lane, Langelier, Major, Morin (Charlevoix), Morin (Saint-Hyacinthe), Neault, Parent, Pelletier (Sherbrooke), Perrault, Petit, Prévost, Robitaille, Roy (Montmagny), Roy (Saint-Jean), Taschereau, Tessier (Portneuf) et

Tourigny, 39.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Et la motion principale étant de nouveau soumise,

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** propose en amendement, appuyé par le représentant de Laval (M. P.-E. LeBlanc), que ce bill ne soit pas lu maintenant une troisième fois, mais soit référé de nouveau au comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en ajoutant au paragraphe 1er, les mots suivants: "Avis du jour que sera passée ladite résolution sera donné au moins huit jours d'avance dans un journal de la ville, et la résolution en question ne deviendra en force que quinze jours après sa passation."

Et cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bourbonnais, Caron (Maskinongé), Cherrier, Chicoyne, Cochrane, de Grosbois, Giard, Gillies, Gosselin (Iberville), Hearn, Hutchinson, LeBlanc, Lemay, Lovell, Mackenzie, Major, Pelletier (Dorchester), Smith, Tellier, Tessier (Portneuf), Walker, Watts et Weir, 23.

**Contre:** MM. Bergevin, Blanchard, Cardin, Caron (Matane), Chauret, Chênevert, Cooke, Daigneault, Décarie, Dechêne, Dion, Duffy, Duhamel, Dupuis, Fiset, Garneau, Girard, Gosselin (Missisquoi), Gouin, Kennedy, Lacombe, Lalonde, Lane, Morin (Charlevoix), Morin (Saint-Hyacinthe), Neault, Parent, Pelletier (Sherbrooke), Perrault, Petit, Prévost, Robitaille, Roy (Montmagny), Roy (Saint-Jean) et Taschereau, 35.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est alors proposée; la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Comité conjoint des impressions de la législature

**M. N. Garneau (Québec-Comté):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité conjoint des impressions de la législature. Voici le rapport:

Votre comité a élu M. Garneau son président et recommande que son quorum soit réduit à trois membres.

Votre comité a l'honneur de recommander l'impression des documents suivants, savoir:

- no 22: Chemins de colonisation, routes et ponts, montants payés depuis le 30 juin 1900;

- no 33: Noms des candidats aux élections générales et partielles, depuis 1867,

y compris la réponse à l'ordre de la Chambre de la présente session, pour semblable état des dernières élections générales;

- no 49: Documents concernant la Banque populaire de Lévis.

Votre comité est d'opinion qu'il serait très utile et important, pour faciliter l'étude des principes et de l'interprétation des règles de la procédure parlementaire, de publier en volume les décisions des honorables Orateurs de l'Assemblée législative depuis 1867. En conséquence, votre comité a l'honneur de recommander l'impression de ces "décisions", sous la direction de Monsieur le Greffier de l'Assemblée législative.

Adopté.

#### **Inspecteurs de chaudières à vapeur**

**M. L.-P.-P. Cardin (Richelieu)** propose, appuyé par le représentant d'Iberville (M. F. Gosselin) que, dans l'opinion de cette Chambre, il est désirable d'aviser aux meilleures mesures à prendre pour donner plus d'efficacité à l'examen des inspecteurs de chaudières à vapeur, afin d'assurer au public les services d'officiers dont la compétence inspirera plus de confiance et sera une garantie sérieuse que la vie des personnes chargées de faire fonctionner les machines à vapeur, des ouvriers des manufactures, du public voyageur et des équipages, ainsi que les ateliers, sont convenablement protégés.

Il profite de l'occasion pour donner quelques explications pour justifier son attitude et engager le gouvernement à étudier la question pendant la vacance.

La motion est retirée du consentement unanime de la Chambre.

#### **Chef-lieu du district de Beauharnois**

L'ordre du jour appelle la Chambre à concourir dans les amendements faits, en comité général, au bill (no 13) concernant le chef-lieu du district de Beauharnois.

Les amendements sont adoptés.

**L'honorable L. Guin (Montréal no 2)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

**M. P.-É. LeBlanc (Laval)** quoiqu'il ne s'oppose pas à ce changement, dit que la Chambre ne devrait entreprendre quoi que ce soit dans cette affaire avant que les parties intéressées de Valleyfield soient consultées. Il croit avoir fait son devoir en défendant les intérêts des intéressés et termine en déclarant qu'un gouvernement n'a pas le droit d'user de sa force pour imposer une mesure qui répugne à des intéressés.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Formule du décret des statuts**

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (F) du Conseil législatif concernant la forme du décret des statuts passés par la législature du Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill avec leurs amendements.

#### **Enquêtes dans les cas d'incendies**

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (N) du Conseil législatif amendant la loi concernant les enquêtes dans les cas d'incendies.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

#### **Élections contestées**

**M. C. Langelier (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (no 162) amendant la loi des élections contestées.

Adopté.

#### **En comité:**

Le comité adopte les articles 1 à 3 sans discussion.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit: "L'abrogation opérée par la section 3 de cette loi s'appliquera aux élections qui ont eu lieu le 7 décembre 1900, qui sont contestées devant les tribunaux, et nul membre de l'Assemblée législative qui a voté et siégé dans cette Assemblée contrairement aux dispositions de ladite section 14 n'encourra de pénalité pour avoir

ainsi siégé ou voté ou pour avoir omis de prêter serment selon cette section 14, la prestation ou l'omission de prestation du serment en vertu de cette loi, ainsi abrogée par la section 3, étant déclarée nulle et sans effet."

Cet article est amendé et les mots suivants sont ajoutés: "et l'amendement opéré par la section 4" après les mots suivants: "par la section 3".

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. Les amendements sont lus deux fois et adoptés sur division. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

**M. C. Langelier (Lévis)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

**Une voix** propose que la troisième lecture ait lieu dans six mois.

Et la question principale étant soumise, la Chambre se divise, et les noms étant appelés ils sont inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bergevin, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Chauret, Chênevert, Cochrane, Daignault, Décarie, Dechène, Dion, Duffy, Duhamel, Dupuis, Fiset, Gillies, Girard, Hearn, Hutchinson, Kennedy, Lacombe, Lalonde, Langelier, Lovell, Mackenzie, Morin (Charlevoix), Morin (Saint-Hyacinthe), Neault, Pelletier (Sherbrooke), Perrault, Petit, Prévost, Robitaille, Roy (Kamouraska), Roy (Montmagny), Roy (Saint-Jean), Smith, Taschereau, Tessier (Portneuf), Tourigny, Turgeon, Walker, Watts et Weir, 44.

**Contre:** MM. Giard, Gosselin (Missisquoi), LeBlanc, Lemay, Pelletier (Dorchester) et Thellier, 6.

Ainsi, la proposition est adoptée.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Code de procédure civile, articles 1342, 1351 et 1357**

**M. A. Robitaille (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (L) du Conseil législatif amendant les articles 1342, 1351 et 1357 du code de procédure civile.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. A. Robitaille (Québec-Centre)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill

sans amendement.

#### **Élections contestées**

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 19) amendant la loi des élections contestées soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Frais de présentation des bills privés**

**M. C. Langelier (Lévis)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. P.-H. Roy), que la règle 58, des règles de cette Chambre, soit amendée:

a) En remplaçant le paragraphe 2 par les suivants:

"2. Sauf dans les cas prévus par le paragraphe 2a, le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, outre le prix d'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération. (B. 644, M. 900).

"2a. Néanmoins, dans le cas de bill pour autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'ingénieur, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste, le pétitionnaire payera, avant la présentation de la pétition, au lieu de la somme de \$200, celle de \$1000, outre les frais d'impression et de traduction, comme susdit:

La pétition ne peut être lue ni reçue, et il ne peut être fait aucune procédure sur cette pétition ou sur le bill, à moins que, lors de la présentation de la pétition, un reçu constatant ces paiements n'ait été déposé entre les mains du greffier de la Chambre."

b) En ajoutant, après le paragraphe 3, le suivant:

"3a. Dans les cas prévus par le paragraphe 2a, si un exemplaire du bill n'a

pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de \$1200.

**Des voix protestent.**

La proposition est rejetée.

**Compagnie du chemin de fer  
Canadien Atlantique et Occidental**

**M. C. Langelier (Lévis)** propose, appuyé par le représentant de Kamouraska (M. L.-R. Roy), que l'honoraire additionnel de \$300. payé pour le bill (no 143) intitulé "Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Canadien Atlantique et Occidental" soit remis, attendu que le bill n'a été reçu après l'expiration du délai que par le retard dans l'arrivée des malles causé par l'interruption du service des trains sur le chemin de fer de la baie des Chaleurs.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** déclare que les seuls cas où le gouvernement peut consentir à une telle remise sont quand le bill n'est pas adopté ou quand il concerne

une association religieuse, de charité ou de secours mutuel.

Adopté.

**Charte de Saint-Étienne-de-Lauzon**

**M. C. Langelier (Lévis)** propose, appuyé par le représentant de Kamouraska (M. L.-R. Roy) que l'honoraire payé pour le bill (no 120) intitulé "Loi amendant la loi octroyant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Étienne-de-Lauzon, dans le comté de Lévis" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, ce bill ayant été rejeté.

Adopté.

**Société des artisans canadiens-français**

**M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1)** propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. J.-A. Chauret), que l'honoraire payé pour le bill (no 40) intitulé "Loi amendant la charte de la société des artisans canadiens-français" soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu qu'il s'agit d'une institution de bienfaisance.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 50.

Séance du 26 mars 1901

Sous la présidence de l'honorable H.-B. Rainville

La séance s'ouvre à 3 h 10.

**Rapports de comités:**

**L'honorable H. T. Duffy (Brome):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent de la législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (no 163) intitulé "Loi amendant l'article 237 du code de procédure civile" et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

- bill (no 45) intitulé "Loi autorisant Frederick H. A. Baxter, de Montréal, à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec";

- bill (no 93) intitulé "Loi amendant l'article 1080 du code municipal";

- bill (no 101) intitulé "Loi amendant la loi concernant les corporations de ville".

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre:

- bill (no 17) intitulé "Loi amendant la loi de chasse de Québec";

- bill (no 70) intitulé "Loi amendant la loi 40 Victoria, chapitre 46, relative au village de la Pointe-au-Pic, et augmentant ses pouvoirs";

- et bill (no 131) intitulé "Loi révisant et refondant la charte de la cité des Trois-Rivières".

**Chasse**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 17) amendant la loi de chasse de Québec. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Charte de Pointe-au-Pic**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 70) intitulé "Loi amendant la loi 40 Victoria, chapitre 46,

relative au village de la Pointe-au-Pic, et augmentant ses pouvoirs". Les amendements sont lus la première fois.

**Charte de Trois-Rivières**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 131) intitulé "Loi révisant et refondant la charte de la cité de Trois-Rivières". Les amendements sont lus la première fois.

**Interpellations:****Enquête sur le registrateur  
M. Robertson**

**M. E. Roy (Montmagny):** 1. Une enquête a-t-elle été faite par l'inspecteur des bureaux d'enregistrement, contre M. Robertson, registrateur du comté de Montmagny?

2. Un rapport a-t-il été fait par l'inspecteur?

3. Dans l'affirmative, le gouvernement a-t-il pris une décision sur ce rapport, ou se propose-t-il de le faire?

**L'honorable H. T. Duffy (Brome):** 1. Oui.

2. Oui.

3. Non. Sans considération.

**Timbres judiciaires annulés ou effacés**

**M. A.-G. Bourbonnais (Soulanges):** 1. Y a-t-il un arrêté en conseil obligeant les greffiers des cours de recorder, des magistrats de district, des juges de paix et des cours des commissaires, de circuit et de comté, à faire rapport annuellement des timbres judiciaires annulés ou effacés?

2. Dans l'affirmative, ces rapports sont-ils faits et à qui?

**L'honorable H. T. Duffy (Brome):** Non.

**Causes en délibéré  
devant le juge Bélanger**

**M. J.-É. Duhamel (L'Assomption):** 1. Le gouvernement est-il informé qu'il y a un grand nombre de causes en délibéré devant l'honorable juge Bélanger, dans le district de Beauharnois, y compris les circuits de Huntingdon et de Sainte-Martine?

2. Dans l'affirmative, combien?

3. Depuis quand?

**L'honorable H. T. Duffy (Brome):** Non.

**Recettes provenant de  
la vente de licences d'hôtels  
et de restaurants à Québec**

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester):**  
Combien a-t-il été payé au Trésor provincial de licences d'hôtels et de restaurants dans la cité de Québec, durant les années de 1900 et de 1901?

**L'honorable H. T. Duffy (Brome):**

Du 1er mai 1899 au 30 avril 1900,	
pour hôtels	\$11 700.00
pour restaurants	7 800.00

Du 1er mai 1900 au 26 mars 1901,	
pour hôtels	12 598.00
pour restaurants	19 695.00

Licences octroyées, années 1899-1900:	
Du 1er mai 1899 au 30 avril 1900,	
pour hôtels	44
pour restaurants	26

Licences octroyées, fraction des années 1900-1901:

Du 1er mai 1900 au 26 mars 1901,	
pour hôtels	42
pour restaurants	77

**"Montreal Business Men's League"**

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** propose, appuyé par le représentant de Richelieu (M. L.-P.-P. Cardin) que l'honoraire payé pour le bill (no 53) intitulé "Loi constituant en corporation la "Montreal Business Men's League" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu qu'il s'agit d'un bill de nature philanthropique et d'éducation.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** s'oppose à la remise de ces dépenses.

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** déclare qu'il est aussi opposé à toutes ces demandes, excepté pour les cas de charité et d'oeuvre religieuse.

Il souligne que, si l'honoraire est remis, la province perdra plusieurs milliers de dollars, plus de \$5000. Cependant, la Chambre est libre de voter comme elle l'entend.

Et la motion étant soumise à la Chambre, elle se divise et la proposition est rejetée.

**M. Ashley Bemis Tower**

**M. W. A. Weir (Argenteuil)** propose, appuyé par le représentant de Montréal no 5

(M. M. Hutchinson) que l'honoraire payé pour le bill (no 140) intitulé "Loi autorisant la Société canadienne des ingénieurs civils à admettre Ashley Bemis Tower" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression. La proposition est rejetée sur division.

**M. Robert Martin**

**M. C.-B. Major (Ottawa)** propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. W. A. Weir) que l'honoraire payé pour le bill (no 64) intitulé "Loi autorisant Robert Martin à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression. La proposition est rejetée sur division.

**Club commercial et littéraire de Hull**

**M. C.-B. Major (Ottawa)** propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. W. A. Weir) que l'honoraire payé pour le bill (no 68) intitulé "Loi constituant en corporation le Club commercial et littéraire de Hull" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté sur division.

**M. Stanley Burns**

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. T. 8. de Brosbois), que l'honoraire payé pour le bill (no 118) intitulé "Loi autorisant Stanley Burns à exercer la profession de chirurgien dentiste, dans la province de Québec" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bergevin, Cardin, Chênevert, Daigneault, de Grosbois, Dion, Dupuis, Lacombe, Lane, Lovell, Mackenzie, Major, Morin (Charlevoix), Roy (Kamouraska), Roy (Montmagny), Taschereau, 16.

**Contre:** MM. Blanchard, Champagne, Chauret, Chicoyne, Cochrane, Cooke, Décarie, Dechène, Dorris, Duffy, Duhamel, Garneau, Gillies, Gosselin (Iberville), Gosselin (Missisquoi), Gouin, Guerin, Hearn, Hutchinson, Morin (Saint-Hyacinthe), Parent, Pelletier (Dorchester), Pelletier (Sherbrooke), Perrault, Petit, Prévost, Smith, Tanguay, Tessier (Rimouski), Tourigny, Turgeon, Walker, Watts et Weir, 34.

Ainsi, la proposition est résolue dans la négative.

**M. Édouard-Honoré Bégin**

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. T. B. de Grosbois), que l'honoraire payé pour le bill (no 47) intitulé "Loi autorisant le

barreau de la province de Québec à admettre Edouard-Honoré Bégin au nombre de ses membres, après examen" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bergevin, Cardin, Chênevert, Daigneault, de Grosbois, Dion, Dupuis, Lacombe, Lane, Lovell, Mackenzie, Major, Morin (Charlevoix), Roy (Kamouraska), Roy (Montmagny), Taschereau, 16.

**Contre:** MM. Blanchard, Champagne, Chauret, Chicoyne, Cochrane, Cooke, Décarie, Dechène, Dorris, Duffy, Duhamel, Garneau, Gillies, Gosselin (Iberville), Gosselin (Missisquoi), Gouin, Guerin, Hearn, Hutchinson, Morin (Saint-Hyacinthe), Parent, Pelletier (Dorchester), Pelletier (Sherbrooke), Perrault, Petit, Prévost, Smith, Tanguay, Tessier (Rimouski), Tourigny, Turgeon, Walker, Watts et Weir, 34.

Ainsi, la proposition est résolue dans la négative.

#### M. J. J. Barry

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. T. B. de Grosbois) que l'honoraire payé pour le bill (no 137) intitulé "Loi autorisant le barreau de la province de Québec, à admettre J. J. Barry au nombre de ses membres, après examen" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bergevin, Cardin, Chênevert, Daigneault, de Grosbois, Dion, Dupuis, Lacombe, Lane, Lovell, Mackenzie, Major, Morin (Charlevoix), Roy (Kamouraska), Roy (Montmagny), Taschereau, 16.

**Contre:** MM. Blanchard, Champagne, Chauret, Chicoyne, Cochrane, Cooke, Décarie, Dechène, Dorris, Duffy, Duhamel, Garneau, Gillies, Gosselin (Iberville), Gosselin (Missisquoi), Gouin, Guerin, Hearn, Hutchinson, Morin (Saint-Hyacinthe), Parent, Pelletier (Sherbrooke), Pelletier (Dorchester), Perrault, Petit, Prévost, Smith, Tanguay, Tessier (Rimouski), Tourigny, Turgeon, Walker, Watts et Weir, 34.

Ainsi, la proposition est résolue dans la négative.

#### Compagnie du chemin de fer Québec central

**M. A. Robitaille (Québec-Centre)** propose, appuyé par le représentant de Kamouraska (M. L.-R. Roy), que l'honoraire payé pour le bill (no 77) intitulé "Loi amendant de nouveau la Compagnie du chemin de fer Québec central" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression,

vu que ladite compagnie a, durant la présente session, présenté un autre bill (no 76) pour amender ladite charte et qu'un seul bill aurait suffi.

La Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bergevin, Cardin, Chênevert, Daigneault, de Grosbois, Dion, Dupuis, Lacombe, Lane, Lovell, Mackenzie, Major, Morin (Charlevoix), Roy (Kamouraska), Roy (Montmagny), et Taschereau, 16.

**Contre:** MM. Blanchard, Champagne, Chauret, Chicoyne, Cochrane, Cooke, Décarie, Dechène, Dorris, Duffy, Duhamel, Garneau, Gillies, Gosselin (Iberville), Gosselin (Missisquoi), Gouin, Guerin, Hearn, Hutchinson, Morin (Saint-Hyacinthe), Parent, Pelletier (Dorchester), Pelletier (Sherbrooke), Perrault, Petit, Prévost, Smith, Tanguay, Tessier (Rimouski), Tourigny, Turgeon, Walker, Watts et Weir, 34.

Ainsi, la proposition est résolue dans la négative.

#### "The Chevra Kadisha of Montreal"

**M. J. Cochrane (Montréal no 4)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. A. Robitaille), que l'honoraire payé pour le bill (no 110) intitulé "Loi constituant en corporation "The Chevra Kadisha of Montreal" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, attendu que c'est une institution constituée pour des fins religieuses.

Adopté.

#### M. F.-X.-Édouard Guay

**M. A. Robitaille (Québec-Centre)** propose, appuyé par le représentant de Kamouraska (M. L.-R. Roy), que l'honoraire payé pour le bill (no 69) intitulé "Loi pour l'admission de F.-X.-Édouard Guay, à la pratique du droit" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bergevin, Cardin, Chênevert, Daigneault, de Grosbois, Dion, Dupuis, Lacombe, Lane, Lovell, Mackenzie, Major, Morin (Charlevoix), Roy (Kamouraska), Roy (Montmagny), Taschereau, 16.

**Contre:** MM. Blanchard, Champagne, Chauret, Chicoyne, Cochrane, Cooke, Décarie, Dechène, Dorris, Duffy, Duhamel, Garneau, Gillies, Gosselin (Iberville), Gosselin (Missisquoi), Gouin, Guerin, Hearn, Hutchinson, Morin (Saint-Hyacinthe), Parent, Pelletier (Dorchester), Pelletier (Sherbrooke), Perrault, Petit, Prévost, Smith, Tanguay, Tessier (Rimouski), Tourigny, Turgeon, Walker, Watts et Weir, 34.

Ainsi la proposition est résolue dans la

négative.

#### **Biens temporels du diocèse de Montréal, 1890**

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** propose, appuyé par le représentant de Montréal no 4 (M. J. Cochrane), que l'honoraire payé pour le bill (no 31) intitulé "Loi modifiant la loi connue sous le titre de "Loi modifiée des biens temporels du diocèse de Montréal, 1890" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a pour objet des fins religieuses. Adopté.

#### **"Point Saint Charles Amateur Athletic Association"**

**M. F.-X. Dupuis (Châteauguay)** propose, appuyé par le représentant de Montréal no 4 (M. J. Cochrane), que l'honoraire payé pour le bill (no 112) intitulé "Loi constituant en corporation la "Point Saint Charles Amateur Athletic Association" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bergevin, Cardin, Chênevert, Daigneault, de Grosbois, Dion, Dupuis, Lacombe, Lane, Lovell, Mackenzie, Major, Morin (Charlevoix), Roy (Kamouraska), Roy (Montmagny), Taschereau, 16.

**Contre:** MM. Blanchard, Champagne, Chauret, Chicoyne, Cochrane, Cooke, Décarie, Dechène, Dorris, Duffy, Duhamel, Garneau, Gillies, Gosselin (Iberville), Gosselin (Missisquoi), Gouin, Guerin, Hearn, Hutchinson, Morin (Saint-Hyacinthe), Parent, Pelletier (Dorchester), Pelletier (Sherbrooke), Perrault, Petit, Prévost, Smith, Tanguay, Tessier (Rimouski), Tourigny, Turgeon, Walker, Watts et Weir, 34.

Ainsi, la proposition est résolue dans la négative.

#### **Charte de la seigneurie de Yamaska**

**M. L.-J. Allard (Yamaska)** propose, appuyé par le représentant d'Ottawa (M. C.-B. Major) que l'honoraire payé pour le bill (no 43) intitulé "Loi amendant les lois qui régissent la commune de la seigneurie de Yamaska" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bergevin, Cardin, Chênevert, Daigneault, de Grosbois, Dion, Dupuis, Lacombe, Lane, Lovell, Mackenzie, Major, Morin (Charlevoix), Roy (Kamouraska), Roy (Montmagny) et Taschereau, 16.

**Contre:** MM. Blanchard, Champagne, Chauret, Chicoyne, Cochrane, Cooke, Décarie, Dechène, Dorris, Duffy, Duhamel,

Garneau, Gillies, Gosselin (Iberville), Gosselin (Missisquoi), Gouin, Guerin, Hearn, Hutchinson, Morin (Saint-Hyacinthe), Parent, Pelletier (Dorchester), Pelletier (Sherbrooke), Perrault, Petit, Prévost, Smith, Tanguay, Tessier (Rimouski), Tourigny, Turgeon, Walker, Watts et Weir, 34.

Ainsi, la proposition est résolue dans la négative.

#### **Charte de Pointe-au-Pic**

**M. J. Morin (Charlevoix)** propose, appuyé par le représentant de Yamaska (M. L.-J. Allard), que l'honoraire payé pour le bill (no 70) intitulé "Loi amendant la loi 40 Victoria, chapitre 46, relative au village de la Pointe-au-Pic, et augmentant ses pouvoirs" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bergevin, Cardin, Chênevert, Daigneault, de Grosbois, Dion, Dupuis, Lacombe, Lane, Lovell, Mackenzie, Major, Morin (Charlevoix), Roy (Kamouraska), Roy (Montmagny) et Taschereau, 16.

**Contre:** MM. Blanchard, Champagne, Chauret, Chicoyne, Cochrane, Cooke, Décarie, Dechène, Dorris, Duffy, Duhamel, Garneau, Gillies, Gosselin (Iberville), Gosselin (Missisquoi), Gouin, Guerin, Hearn, Hutchinson, Morin (Saint-Hyacinthe), Parent, Pelletier (Dorchester), Pelletier (Sherbrooke), Perrault, Petit, Prévost, Smith, Tanguay, Tessier (Rimouski), Tourigny, Turgeon, Walker, Watts et Weir, 34.

Ainsi la proposition est résolue dans la négative.

#### **Construction de bâtiments religieux dans la paroisse Saint-Paul de Montréal**

**M. D.-J. Décarie (Hochelaga)** propose, appuyé par le représentant de Charlevoix (M. J. Morin), que l'honoraire payé pour le bill (no 58) intitulé "Loi amendant la loi concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de la Côte Saint-Paul de Montréal" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bergevin, Blanchard, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Cochrane, Cooke, Daigneault, Décarie, Dechène, Dion, Dorris, Duffy, Dupuis, Fiset, Garneau, Giard, Gillies, Gosselin (Missisquoi), Gouin, Guerin, Hearn, Hutchinson, Lane, Langelier, LeBlanc, Lemay, Lovell, Mackenzie, Major, Morin (Saint-Hyacinthe), Neault, Parent, Pelletier (Dorchester), Pelletier (Sherbrooke), Prévost,



Roy (Montmagny), Smith, Tanguay, Taschereau, Tessier (Rimouski), Walker, Watts et Weir, 46.

**Contre:** MM. Bissonnette, Chênevert, de Grosbois, Duhamel, Girard, Gosselin (Iberville), Lacombe, Perrault, Petit, Roy (Kamouraska), Tessier (Portneuf) et Tourigny, 12.

Ainsi, la proposition est résolue dans l'affirmative.

#### M. J. B. Scott

**M. M. Hutchinson (Montréal no 5)** propose, appuyé par le représentant d'Hochelaga (M. D.-J. Décarie), que l'honoraire payé pour le bill (no 67) intitulé "Loi changeant le nom de James Scott, de la cité de Montréal, marchand, en celui de James Barn Scott" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La proposition est rejetée sur division.

#### M. Joseph David Édouard Barras

**M. C. Langelier (Lévis)** propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe) la remise de l'honoraire payé moins les frais de traduction et d'impression, pour le bill (no 121) intitulé "Loi autorisant Joseph David Édouard Barras à exercer la profession de chirurgien dentiste en cette province".

La Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bergevin, Cardin, Caron (Maskinongé), Chênevert, Gillies, Girard, Lacombe, Lane, Langelier, Lovell, Major, Roy (Kamouraska), Roy (Montmagny), Roy (Saint-Jean) et Taschereau, 15.

**Contre:** MM. Bissonnette, Caron (Matane), Champagne, Chauret, Chicoyne, Cochrane, Cooke, Daigneault, Décarie, Dechène, de Grosbois, Dion, Dorris, Duffy, Duhamel, Dupuis, Fiset, Garneau, Giard, Gosselin (Iberville), Gosselin (Missisquoi), Gouin, Guerin, Hearn, Hutchinson, LeBlanc, Lemay, Morin (Saint-Hyacinthe), Neault, Parent, Pelletier (Dorchester), Pelletier (Sherbrooke), Perrault, Petit, Prévost, Smith, Tanguay, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Tourigny, Turgeon, Walker, Watts et Weir, 44.

Ainsi, la proposition est rejetée.

#### M. F. H. A. Baxter

**M. C. Langelier (Lévis)** propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), que l'honoraire payé pour le bill (no 45) intitulé "Loi autorisant F. H. A. Baxter à exercer la profession de chirurgien dentiste dans cette province" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La proposition est rejetée sur division.

#### M. Omer Drouin

**M. C. Langelier (Lévis)** propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), que l'honoraire payé pour le bill (no 57) intitulé "Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Omer Drouin au nombre de ses membres" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La proposition est rejetée sur division.

#### M. James Peter Pidgeon

**M. C. Langelier (Lévis)** propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), que l'honoraire payé pour le bill (no 46) intitulé "Loi autorisant James Peter Pidgeon à exercer la profession de médecin et chirurgien dans cette province" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La proposition est rejetée sur division.

#### M. Marc-Aurèle Lemieux

**M. C. Langelier (Lévis)** propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), que l'honoraire payé pour le bill (no 56) intitulé "Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Marc-Aurèle Lemieux au nombre de ses membres" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bergevin, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Chênevert, Cochrane, Dion, Fiset, Gillies, Girard, Lacombe, Lane, Langelier, Lovell, Mackenzie, Major, Petit, Roy (Montmagny), Taschereau, Walker et Weir, 21.

**Contre:** MM. Bissonnette, Champagne, Chauret, Chicoyne, Cooke, Daigneault, Décarie, Dechène, de Grosbois, Dorris, Duffy, Duhamel, Dupuis, Garneau, Giard, Gosselin (Iberville), Gosselin (Missisquoi), Gouin, Guerin, Hutchinson, Morin (Charlevoix), Neault, Parent, Pelletier (Dorchester), Pelletier (Sherbrooke), Prévost, Roy (Saint-Jean), Tanguay, Tellier, Tessier (Rimouski) et Turgeon, 31.

Ainsi, la proposition est rejetée.

#### Compagnie du téléphone du comté de Montmorency

**M. L.-A. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant du Lac-Saint-Jean (M. G. Tanguay), que l'honoraire payé pour le bill (no 72) intitulé "Loi constituant en corporation la Compagnie du téléphone du comté de Montmorency" soit

remis, moins les frais d'impression et de traduction.

La Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bourbonnais, Caron (Maskinongé), Chênevert, de Grosbois, Lacombe, Lane, Langelier, Major, Perrault, Prévost, Tanguay et Taschereau, 12.

**Contre:** MM. Bissonnette, Blanchard, Cardin, Caron (Matane), Champagne, Chauret, Chicoyne, Cochrane, Cooke, Daigneault, Dechène, Dion, Dorris, Duffy, Duhamel, Dupuis, Fiset, Garneau, Giard, Girard, Gosselin (Iberville), Gosselin (Missisquoi), Guerin, Hearn, Hutchinson, Kennedy, Lovell, Mackenzie, Morin (Charlevoix), Neault, Parent, Pelletier (Dorchester), Pelletier (Sherbrooke), Robitaille, Roy (Montmagny), Smith, Tellier, Tessier (Rimouski), Tessier (Portneuf), Tourigny, Turgeon, Walker et Watts, 43.

Ainsi, la proposition est rejetée.

#### Monastère de Notre-Dame de Mistassini

**M. G. Tanguay (Lac-Saint-Jean)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (M. L.-A. Taschereau), que l'honoraire payé pour le bill (no 114) intitulé "Loi constituant en corporation le monastère de Notre-Dame de Mistassini" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu qu'il s'agit d'une institution fondée dans un but religieux charitable et d'éducation.

La Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Cardin, Caron (Matane), Champagne, Chauret, Chênevert, Cochrane, Cooke, Daigneault, Décarie, Dion, Duffy, Dupuis, Fiset, Garneau, Giard, Gillies, Gosselin (Missisquoi), Gouin, Guerin, Hearn, Lacombe, LeBlanc, Lemay, Lovell, Mackenzie, Major, Neault, Parent, Pelletier (Dorchester), Perrault, Robitaille, Tanguay, Taschereau, Tellier, Tessier (Rimouski), Tessier (Portneuf) et Walker, 37.

**Contre:** MM. Bissonnette, Blanchard, Bourbonnais, Caron (Maskinongé), Chicoyne, Dechène, de Grosbois, Dorris, Duhamel, Girard, Gosselin (Iberville), Hutchinson, Kennedy, Lane, Morin (Charlevoix), Pelletier (Sherbrooke), Prévost, Roy (Montmagny), Turgeon, Watts et Weir, 21.

Ainsi, la proposition est résolue dans l'affirmative.

#### Ville de Grand-Mère

**M. P.-C. Neault (Champlain)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (M. L.-A. Taschereau), que l'honoraire payé pour le bill (no 124) intitulé "Loi constituant en corporation la ville de Grand-Mère" soit remis, moins les frais de traduction et

d'impression.

La proposition est rejetée sur division.

#### M. Aurélien Bernatchez

**M. E. Roy (Montmagny)** propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. P.-C. Neault), que l'honoraire payé pour le bill (no 79) intitulé "Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Aurélien Bernatchez au nombre de ses membres, après examen" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La proposition est rejetée sur division.

#### "The Free Methodist Church"

**M. J.-J.-B. Gosselin (Missisquoi)** propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. E. Roy), que l'honoraire payé pour le bill (no 54) intitulé "Loi constituant en corporation la société religieuse "The Free Methodist Church" de la province de Québec" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu qu'il s'agit d'une corporation religieuse.

Adopté sur division.

#### Compagnie du pont de Grand-Mère

**M. P.-C. Neault (Champlain)** propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), que l'honoraire payé pour le bill (no 130) intitulé "Loi incorporant la Compagnie du pont de Grand-Mère, et l'autorisant à construire un pont de péage sur la rivière Saint-Maurice, entre le village de Grand-Mère et la paroisse de Saint-Théophile-du-Lac" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La proposition est rejetée sur division.

#### M. Moïse Véronneau

**M. A. Girard (Rouville)** propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. P.-C. Neault), la remise de l'honoraire payé, moins les frais de traduction et d'impression, pour le bill (no 38) intitulé "Loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Moïse Véronneau à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen" vu que cet étudiant est pauvre.

La Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Cooke, Daigneault, de Grosbois, Fiset, Girard, Lacombe, Lane, Mackenzie, Major, Morin (Charlevoix), Neault, Pelletier (Sherbrooke), Petit, Roy (Montmagny) et Taschereau, 18.

**Contre:** MM. Bissonnette, Blanchard, Caron (Matane), Champagne, Chauret, Cochrane, Décarie, Dechène, Dion, Dorris, Duffy, Duhamel, Dupuis, Garneau, Giard,

Gillies, Gosselin (Iberville), Gosselin (Missisquoi), Gouin, Guerin, Hearn, Hutchinson, Kennedy, LeBlanc, Lemay, Lovell, Parent, Pelletier (Dorchester), Prévost, Robitaille, Smith, Tanguay, Tellier, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, Walker, Watts et Weir, 39.

Ainsi, la proposition est rejetée.

#### Charte de Hull

**M. C.-B. Major (Ottawa)** propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. A. Girard), que l'honoraire payé pour le bill (no 63) intitulé "Loi modifiant de nouveau la charte de la cité de Hull" soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, en considération des pertes causées par l'incendie du 26 avril dernier.

La Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bourbonnais, Caron (Maskinongé), Champagne, Chauret, Chênevert, Cooke, Daigneault, de Grosbois, Girard, Gosselin (Iberville), Guerin, Lacombe, Lane, Major, Morin (Charlevoix), Neault, Perrault, Prévost, Roy (Montmagny), Smith, Taschereau et Tessier (Rimouski), 22.

**Contre:** MM. Bissonnette, Blanchard, Cardin, Caron (Matane), Chicoyne, Cochrane, Décarie, Dechène, Dion, Dorris, Duffy, Duhamel, Dupuis, Fiset, Gameau, Giard, Gillies, Gosselin (Missisquoi), Gouin, Hearn, Hutchinson, Kennedy, Lovell, Mackenzie, Parent, Pelletier (Dorchester), Pelletier (Sherbrooke), Petit, Robitaille, Roy (Saint-Jean), Tellier, Tourigny, Turgeon, Walker, Watts et Weir, 36.

Ainsi, la proposition est rejetée.

#### Charte de Trois-Rivières

**M. R. S. Cooke (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant d'Ottawa (M. C.-B. Major), que l'honoraire payé pour les frais de traduction du bill (no 131) intitulé "Loi révisant et amendant la charte de la cité des Trois-Rivières" soit remis, vu que la traduction faite et payée pour le bill retiré à la session de l'an dernier a servi au bill adopté durant la présente session.

Adopté sur division.

#### Charte de Pointe-au-Pic

La Chambre procède à considérer de nouveau les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 70) amendant la loi 40 Victoria, chapitre 46, concernant le village de la Pointe-au-Pic et étendant ses pouvoirs. Les amendements sont lus la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Charte de Trois-Rivières

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 131), amendant et refondant la charte de la ville des Trois-Rivières. Les amendements sont lus la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (no 146) amendant la loi 62 Victoria, chapitre 58, section 8, avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

#### Loi 62 Victoria, chapitre 58, section 8

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 146) amendant la loi 62 Victoria, chapitre 58, section 8. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Subsides

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent), que le bill (no 2) octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1901 et le 30 juin 1902, et pour d'autres fins du service public, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** demande si ce bill est la dernière mesure du gouvernement vu que d'habitude il indique que tout est terminé.

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** déclare que cette demande est la dernière mesure du gouvernement et qu'il n'a plus rien à soumettre à cette session.

**Des voix** entonnent alors le "Deo Gratias".

La proposition est adoptée.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Code de procédure civile,  
article 237**

**M. J.-B.-B. Prévost (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de L'Assomption (M. J.-É. Duhamel), que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 163) amendement l'article 237 du code de procédure civile.

Adopté.

**En comité:**

**M. J.-B.-B. Prévost (Terrebonne):** Ce bill veut interdire aux fils et aux parents d'un juge de plaider devant ce même juge. D'après ce projet de loi, un juge ne pourra présider une cour lorsqu'il sera parent ou allié de l'avocat ou du conseil, ou de l'associé de l'avocat ou du conseil de l'une des parties à l'instance, soit en ligne directe, soit jusqu'au deuxième degré en ligne collatérale. L'indépendance et le respect de la magistrature sont ainsi davantage assurés.

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** plaide la cause des jeunes et défend la magistrature.

Il combat fortement cette mesure parce qu'elle ruinera un avocat dans plusieurs cas, que cette disposition est un soufflet lancé à la face de la magistrature, en laissant entendre qu'elle pouvait se laisser influencer par un parent, et parce qu'il faudra envoyer un dossier d'un tribunal à un autre et que les frais seront grandement argumentés (sic) par ce changement de venue. C'est du coup fermer plusieurs bureaux d'avocats pratiquant à la campagne. Cela les forcera à changer d'endroit.

Cette mesure s'attaque visiblement aux parents des juges conservateurs et, dans les couloirs, on dit ouvertement que le bill radie Sir Alexandre Lacoste et les juges Pelletier et Gagné. Il pense que cela exprime très peu de confiance dans leur conception de la probité et de la justice.

**M. J.-B.-B. Prévost (Terrebonne)** défend son bill disant qu'il y a un penchant naturel qui existe si, dans une cause, un des avocats est un proche parent du juge qui préside.

Cette loi est semblable à celle qui existe aujourd'hui en Suisse, et là on ne la considère pas comme une injure faite à la magistrature. Les juges sont obligés de se récuser lorsque leurs parents au premier degré plaident devant eux.

C'est pour faire disparaître les soupçons d'impartialité (sic) qui planent sur la tête d'un juge quand c'est un de ses parents, un de ses garçons qui plaide devant lui.

Les commentateurs du code de procédure français s'élèvent tous contre les conseils ou consultations directes ou

indirectes aux parties plaidantes ou à leurs avoués. Or, peut-on raisonnablement croire qu'un juge demeurant avec son fils et causant droit avec lui puisse s'abstenir, même avec la meilleure volonté du monde, de lui donner des conseils sur des causes qu'il sera appelé à juger?

Si les juges ont intérêt à ce que cette loi ne passe pas, les motifs qui les font agir sont indignes. Je dirai plus, c'est immoral. Un procès renferme toujours un doute. Or, quand c'est un des parents du juge qui plaide une cause, on est disposé à croire que le juge accordera le bénéfice du doute à son parent. C'est ce soupçon qu'il faut faire disparaître, et alors on n'entendra plus les accusations que l'on a entendues dans certains districts judiciaires.

Il proteste de son respect pour la magistrature et dit que le présent bill la mettra à l'abri des soupçons. Il dit se faire l'écho d'un grand nombre des membres du barreau de la province.

**M. J.-M. Tellier (Joliette)** démontre que le projet de loi du représentant de Terrebonne (M. J.-B.-B. Prévost) n'est pas du tout semblable à la loi de la Suisse. Cette dernière loi n'exclut pas les associés de l'avocat ou du conseil.

En récusant un juge, on apporte des retards à la cause et l'on augmente les frais.

Aujourd'hui, les causes de récusation ne sont pas nombreuses, mais elles le seront si le bill actuel devient loi.

Dans les grandes villes, comme Montréal et Québec, il n'est pas difficile de remplacer un juge qu'on récusé; mais il n'en est pas de même dans les districts ruraux, et il arrive souvent qu'il faut faire promener un dossier d'un district à un autre.

Le comité ayant étudié le bill en fait rapport sans amendement.

**M. J.-B.-B. Prévost (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester)** propose en amendement, et appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), que le mot "maintenant" soit retranché et les mots "dans six mois" soient ajoutés à la fin de la proposition.

L'amendement est mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Chicoyne, Giard, LeBlanc, Pelletier (Dorchester) et Tellier, 5.

**Contre:** MM. Bergevin, Bissonnette, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Chauret, Chênevert, Cochrane, Cooke, Daigneault, Décarie, Dechêne, Dion, Dorris, Duffy, Duhamel, Dupuis, Fiset, Garneau, Gillies, Girard, Gosselin (Iberville), Gosselin

(Missisquoi), Gouin, Guerin, Hutchinson, Kennedy, Lalonde, Lane, Langelier, Lovell, Mackenzie, Major, Morin (Charlevoix), Morin (Saint-Hyacinthe), Neault, Parent, Pelletier (Sherbrooke), Perrault, Petit, Prévost, Roy (Montmagny), Roy (Saint-Jean), Smith, Tanguay, Taschereau, Tourigny, Turgeon, Walker et Weir, 52.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Alors, la motion principale est de nouveau proposée, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative, sur la même division, prise en sens inverse.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Messages du lieutenant-gouverneur:

##### Sanction royale

Message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur par l'entremise de Samuel Staunton-Hatt, écuyer, gentilhomme huissier à la verge noire, qui s'exprime comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire que les membres de cette honorable Chambre se rendent immédiatement auprès de Son Honneur, dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent auprès de Son Honneur, dans la salle des séances du Conseil législatif.

Et étant de retour,

M. l'Orateur fait rapport que, conformément aux ordres de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, la Chambre s'est rendue auprès de Son Honneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, où il a plu à Son Honneur de donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- loi amendant et refondant la loi concernant l'hygiène publique;
- loi amendant la loi concernant l'organisation des départements;
- loi concernant la succession de feu François-Xavier Beaudry;
- loi constituant en corporation la Compagnie Paquet Limitée;
- loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre J.-E. Boily à la pratique de la médecine et de la chirurgie;
- loi autorisant Frederic H. A. Baxter, de Montréal, à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de

Québec;

- loi amendant la loi concernant les cimetières et les inhumations et les exhumations;

- loi concernant l'admission au barreau de certains étudiants;

- loi concernant la succession de feu Charles-Théodore Viau;

- loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Édouard-Honoré Bégin au nombre de ses membres, après examen;

- loi modifiant la loi relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement.

#### Vente de lots dans le township Rameau

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre en date du 21 mars 1901, pour la copie de toutes requêtes et de toute correspondance depuis 3 ans, au sujet de la révocation ou de la vente de nouveau, ou de la suspension de la vente de tous ou d'aucun des lots suivants dans le township Rameau: 9, 10, 22, 23, 29 et 30, dans le deuxième rang, et 9, 10, 22, 23, 29 et 30, dans le troisième rang, et la moitié nord-ouest du no 2, dans le deuxième rang. (Document de la session no 50)

#### Rapport de l'arpenteur géomètre H- O'Sullivan

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport no 2, de l'exploration faite par Henry O'Sullivan, écuyer, arpenteur géomètre, depuis le Lac-Saint-Jean jusqu'à la Baie-James. (Document de la session no 9a)

#### Pêche à la ligne dormante

M. J.-É. Duhamel (L'Assomption) demande au gouvernement de diminuer le montant des permis de pêche à la ligne dormante à cinquante centins.

Adopté.

#### Travaux de la Chambre

L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur) propose, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable F.-G.-M. Dechène), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle le soit à huit heures de l'après-midi, demain.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

Séance du 27 mars 1901

Sous la présidence de l'honorable H.-B. Rainville

La séance s'ouvre à 9 heures.

**Dépôt et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table: par M. Langelier, la pétition de B. Paquet et autres, de Saint-Nicolas, Lévis.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

- du révérend M. Landry et autres, contribuables de Saint-Alban-du-Cap-Rosier;

- d'Arthur Kavanagh et autres, de la municipalité de Saint-Alban-du-Cap-Rosier, comté de Gaspé;

- de Théophile Proulx et autres, de la municipalité de Rivière-au-Renard, comté de Gaspé;

- de F.-X. Bertrand et autres, de la municipalité de la Grande-Rivière, comté de Gaspé, recommandant respectivement l'octroi d'une charte à la compagnie du chemin de fer Canadien Atlantique et Occidental;

- et de la "Quebec Provincial Women's Christian Temperance Union" demandant la fermeture des exhibitions le dimanche.

**Indemnité parlementaire**

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** propose, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable F.-G.-M. Dechène), que le comptable de l'Assemblée législative soit autorisé à payer aux députés de cette Chambre le montant de leur indemnité, sans tenir compte des séances pendant lesquelles ils ont été absents, pourvu que ces absences n'excèdent pas dix séances.

Adopté.

**Rapports de comités:**

**M. T. B. de Grosbois (Shefford):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et des compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (B) du Conseil législatif intitulé "Loi constituant en corporation la compagnie dite "The Valley-field and St. Hyacinth Railway Company" et a l'honneur de faire rapport que le préambule n'a pas été adopté.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour

lesquels il demande le concours de cette Chambre:

- bill (no 74) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Québec et Baie-James;

- bill (no 137) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre John Joseph Barry au nombre de ses membres;

- bill (no 150) amendant l'article 94 du code de procédure civile.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre:

- bill (no 65) concernant la "Laing Packing and Provision Company";

- bill (no 144) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Cyrille-F. Lussier à la pratique de la médecine et de la chirurgie;

- et bill (no 162) amendant la loi concernant les élections contestées.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

- bill (no 18) intitulé "Loi amendant la loi des mines de Québec";

- bill (no 46) intitulé "Loi autorisant James Peter Pidgeon à exercer la profession de médecin et chirurgien dans la province de Québec";

- bill (no 56) intitulé "Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Marc-Aurèle Lemieux au nombre de ses membres, après examen";

- bill (no 57) intitulé "Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Omer Drouin au nombre de ses membres, après examen";

- bill (no 64) intitulé "Loi autorisant Samuel Robert Martin à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec";

- bill (no 79) intitulé "Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Aurélien Bernatchez au nombre de ses membres, après examen";

- bill (no 112) intitulé "Loi constituant en corporation "The Point Saint Charles Amateur Athletic Association";

- bill (no 116) intitulé "Loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer électrique de Lévis";

- bill (no 118) intitulé "Loi autorisant Stanley Burns à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec";

- bill (no 121) intitulé "Loi autorisant Joseph-David-Edouard Barras à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec";

- bill (no 133) intitulé "Loi autorisant

le barreau de la province de Québec à admettre Léopold Houle au nombre de ses membres, après examen";

- bill (no 136) intitulé "Loi constituant en corporation "Warden King & Son, Limited";

- bill (no 149) intitulé "Loi amendant la loi concernant l'érection et la division des paroisses".

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

- bill (no 38) intitulé "Loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Moïse Véronneau à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen";

- et bill (no 126) intitulé "Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Walter G. Mitchell au nombre de ses membres".

Il est reçu et lu un autre message du Conseil législatif informant l'Assemblée législative qu'il insiste sur son amendement au bill (no 103) intitulé "Loi amendant l'article 165 du code de procédure civile".

#### Contestation d'élections

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 162) amendant la loi concernant les élections contestées. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### "Laing Packing and Provision Company"

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 65) concernant la "Laing Packing and Provision Company". Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### M. Cyrille-F. Lussier

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 144) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Cyrille-F. Lussier à la pratique de la médecine et de la chirurgie. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Compagnie du chemin de fer Québec et Baie-James

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 74) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Québec et Baie-James. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### M. John Joseph Barry

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 137) intitulé "Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre John Joseph Barry au nombre de ses membres". Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Code de procédure civile, article 94

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 150) amendant l'article 94 du code de procédure civile. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Code de procédure civile, article 165

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. C.-A. Chênevert), que les amendements de l'honorable Conseil législatif au bill (no 103) soient adoptés en ajoutant le paragraphe suivant, tel qu'adopté par l'Assemblée législative:

"Dans tous les cas où il est requis, le dépôt devra être fait dans les trois jours pendant lesquels la motion contenant une exception préliminaire doit être signifiée à la partie adverse."

Adopté. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### M. E.-A. Dorion de Saint-Ours

M. L.-P.-P. Cardin (Richelieu) propose, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. J.-J.-B. Gosselin) que l'honoraire payé pour le bill (no 122) intitulé "Loi permettant à Eugène-Alexandre Dorion d'ajouter à son nom les mots "de Saint-Ours" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté par le Conseil législatif.

Adopté.

#### Loi 62 Victoria, chapitre 58, section 8

M. J. Cochrane (Montréal no 4) propose, appuyé par le représentant de Richelieu (M. L.-P.-P. Cardin), que l'honoraire additionnel de \$300 payé pour le bill (no 146) intitulé "Loi amendant la loi 62 Victoria, chapitre 58, section 8" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression. Adopté sur division.

#### M. Ashley Bemis Tower

M. W. A. Weir (Argenteuil) propose, appuyé par le représentant de Richelieu (M. L.-P.-P. Cardin) que l'honoraire de \$100

payé pour le bill (no 140) intitulé "Loi autorisant la société canadienne des ingénieurs civils à admettre Ashley Bemis Tower au nombre de ses membres" soit remis.

Adopté sur division.

**Taxes scolaires imposées à la  
"Dominion Cotton Mills  
Company Limited"**

**M. M. B. Lovell (Stanstead)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. J. G. Hearn), que l'honoraire de \$100 payé pour le bill (no 135) intitulé "Loi ratifiant un certain arrangement relatif aux taxes scolaires sur la propriété de "The Dominion Cotton Mills Company Limited" dans le village de Magog" soit remis.

Adopté sur division.

**Documents:**

**Enquête sur le registrateur  
M. Robertson**

**M. E. Roy (Montmagny)** propose, appuyé par le représentant de Soulanges (M. A.-G. Bourbonnais), qu'il soit mis devant cette Chambre une copie des documents concernant l'enquête tenue contre M. Robertson, registrateur du comté de Montmagny, dans le cours de l'été 1900.

Il fait quelques remarques à l'appui de sa demande. Il dit qu'il a été prouvé que M. Robertson mérite d'être destitué à cause de son inconduite envers les clients du bureau et des mots injurieux qu'il a mis en marge dans les registres.

Il apparaît par les documents que M. Robertson a, dans le cours de juillet dernier, mis brutalement à la porte de son bureau, sans raison, un M. Laliberté de Saint-François, l'un des citoyens les plus importants du comté et celui qui fait le plus d'affaires au bureau d'enregistrement.

Il aurait été prouvé de plus que, au mépris de son devoir, le registrateur aurait mis en marge d'un transport, dans le livre de transcription, une note véritablement injurieuse pour le notaire qui avait fait cet acte. Dans cette circonstance, M. Robertson a fait preuve d'un manque de tact complet.

Je ne veux pas demander la destitution d'un homme pour des raisons futiles, dit-il, mais, comme je viens de l'établir, les raisons ici sont suffisamment graves pour justifier le gouvernement d'avoir recours à un acte de rigueur. Le renvoi n'est pas demandé par quelqu'un qui désire cette position, mais bien

par des citoyens paisibles et honnêtes, habitués à rencontrer partout le respect qu'ils méritent et qui veulent que les employés publics se conduisent envers les contribuables avec courtoisie et politesse.

En acceptant le mandat du comté de Montmagny, j'ai compris que mon devoir était de faire respecter mes électeurs par les officiers publics, voilà pourquoi je viens ici ce soir dénoncer au gouvernement la conduite de l'un d'eux et voilà pourquoi je lui demande de prendre les mesures nécessaires pour empêcher que de tels actes se renouvellent à l'avenir. M. Robertson doit disparaître comme registrateur, l'opinion publique dans Montmagny le demande, et les faits prouvés contre lui justifient cette destitution.

Je le demande à tous les députés qui m'entendent: Est-ce qu'ils ne parleraient pas comme je le fais ce soir si les mêmes faits que j'invoque se passaient dans leur comté? Là-dessus, il n'y a qu'une manière de penser, chez toute la députation, et je me crois donc parfaitement justifiable de parler comme je le fais et de demander au gouvernement ce que je lui demande.

Il prétend que M. Robertson n'a pas le tact nécessaire pour remplir sa position et que les contribuables ont toutes les raisons de se plaindre.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)**

l'informe que les documents seront tous déposés et qu'après examen du dossier, justice serait rendue dès que la question aura été étudiée par le procureur général. L'affaire étant encore devant les tribunaux, il ne peut dire plus que ce qui a été dit en réponse à la question, principalement que le gouvernement étudiait les dépositions faites lors de l'enquête et verrait à ce que justice soit faite à ce sujet.

La proposition est adoptée.

**Frais de présentation  
des bills privés**

**M. C. Langelier (Lévis)** propose que la Chambre accorde une remise de \$100 sur les honoraires de \$200 faits par les étudiants pour leurs bills.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** s'y oppose.

La proposition est rejetée.

La séance est levée à 9 h 30.



Séance du 28 mars 1901

Sous la présidence de l'honorable H.-B. Rainville

La séance s'ouvre à 3 heures.

**Crédit foncier du Bas-Canada**

**M. H. Champagne (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. J.-A. Chauret), que l'honoraire payé pour le bill (no 115) intitulé "Loi amendant la loi concernant le Crédit foncier du Bas-Canada" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été retiré.

Adopté.

**M. J. J. Barry**

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** propose, appuyé par le représentant du Lac-Saint-Jean (M. G. Tanguay), la remise des \$100 payés à titre d'amende, pour le bill (no 137) intitulé "Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre John Joseph Barry au nombre de ses membres".

Adopté sur division.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre:

- bill (no 86) intitulé "Loi concernant les subventions municipales";

- et bill (no 98) intitulé "Loi validant les actes faits par les officiers et autres qui n'ont pas prêté le serment d'allégeance".

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre:

- bill (no 143) intitulé "Loi constituant en corporation La Compagnie du chemin de fer Canadien Atlantique et Occidental";

- bill (no 123) intitulé "Loi amendant l'acte 19-20 Victoria, chapitre 128, intitulé "Acte pour amender et consolider les différents actes qui incorporent la compagnie du cimetière Mont-Royal";

- bill (no 82) intitulé "Loi amendant l'ordonnance 3 Victoria, chapitre 31, intitulée "Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet" et les divers actes et ordonnances qui l'amendent";

- et bill (no 119) intitulé "Loi constituant en corporation la Compagnie de pulpe de Métabetchouan".

Il est reçu et lu un autre message du Conseil législatif informant l'Assemblée législative qu'il a agréé son amendement à l'amendement fait par le Conseil législatif, à la dernière clause de la section 12 du bill (no 63) intitulé "Loi modifiant de nouveau la charte de la cité de Hull".

Il est reçu et lu un autre message du Conseil législatif, informant l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (0) intitulé "Loi concernant la continuation de la communauté" pour lequel il demande son concours.

**Subventions municipales**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 86) concernant les subventions municipales. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Actes des officiers qui n'ont pas prêté serment d'allégeance**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 98) validant les actes faits par les officiers et autres qui n'ont pas prêté le serment d'allégeance. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Compagnie de chemin de fer Canadien Atlantique et Occidental**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 143) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Canadien Atlantique et Occidental. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Compagnie du cimetière du Mont-Royal**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 123) amendant l'acte 19-20 Victoria, chapitre 128, intitulé "Acte pour amender et consolider les différents actes qui incorporent la Compagnie du cimetière du Mont-Royal". Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Chemins avoisinant Montréal**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 82) amendant

l'ordonnance 3 Victoria, chapitre 31, intitulé "Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet" et les divers actes et ordonnances qui l'amendent. Les amendements sont lus la première fois.

**Compagnie de pulpe  
de Métabetchouan**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 119) constituant en corporation la Compagnie de pulpe de Métabetchouan. Les amendements sont lus la première fois.

**Introduction de bills:**

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent), que le bill (0) du Conseil législatif concernant la continuation de la communauté soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

**Continuation de la communauté**

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent), que le bill (0) du Conseil législatif concernant la continuation de la communauté soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable H. T. Duffy (Brome)** propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur bill sans amendement.

**Documents:**

**Enquête sur le registrateur  
M. L. de G. Lachaine**

**L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)** dépose, sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre, en date du 20 mars 1901, pour copie de documents comprenant les plaintes portées, l'enquête faite et les affidavits au soutien de ces plaintes, postérieurs à l'enquête, sur l'administration

du bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne par Louis-de-Gonzague Lachaine, registrateur conjoint de ce comté. (Document de la session no 51)

**M. F.-X.-E. Guay**

**M. C. Langelier (Lévis)** propose, appuyé par le représentant de Drummond (M. W. J. watts), que l'honoraire payé pour le bill (no 69) intitulé: "Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre F.-X.-Edouard Guay au nombre de ses membres, après examen" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill est devenu inutile par suite de l'opération d'une loi générale concernant ce cas.

Adopté.

**Chemins avoisinant Montréal**

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** propose, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable H. T. Duffy), que, vu l'urgence, la Chambre procède immédiatement à considérer de nouveau les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 82) intitulé "Loi amendant l'ordonnance 3 Victoria, chapitre 31, intitulée "Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet" et les divers actes et ordonnances qui l'amendent". Les amendements sont lus la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendements:

- bill (no 42) intitulé "Loi érigeant la municipalité de Saint-Stanislas-de-Kotska";
- bill (no 13) intitulé "Loi pour changer le chef-lieu du district judiciaire de Beauharnois";
- bill (no 111) intitulé "Loi amendant la charte de la ville de Chicoutimi".

Un autre message du Conseil législatif est reçu et lu informant l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

- bill (no 11) intitulé "Loi concernant le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Wright";
- bill (no 20) intitulé "Loi amendant la loi des licences de Québec";
- bill (no 21) intitulé "Loi amendant la loi concernant les sociétés de secours mutuel";
- bill (no 25) intitulé "Loi amendant le code de procédure civile relativement aux confessions de jugement";
- et bill (no 90) intitulé "Loi

amendant l'article 761 du code municipal".

amendements.  
Adopté.

### Charte de Saint-Laurent

**M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier)** propose, appuyé par le représentant des Deux-Montagnes (M. H. Champagne), que l'honoraire additionnel de cent piastres payé pour le bill (no 145) intitulé "Loi amendant la loi 56 Victoria, chapitre 59, constituant en corporation la ville de Saint-Laurent" soit remis, les règles de cette Chambre étant suspendues à cet effet.

Adopté sur division.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (no 134) amendant la charte de la ville de Saint-Louis, sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (no 2) intitulé "Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1901 et le 30 juin 1902, et pour d'autres fins du service public".

Il est reçu et lu un autre message du Conseil législatif, informant l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (no 145) intitulé "Loi amendant la loi 56 Victoria, chapitre 59, constituant en corporation la ville de Saint-Laurent" avec plusieurs amendements pour lesquels il demande son concours.

Il est reçu et lu un autre message du Conseil législatif, informant l'Assemblée législative qu'il ne concourt pas dans l'amendement fait aux amendements du bill (no 103) intitulé "Loi amendant l'article 165 du code de procédure civile".

### Charte de Saint-Laurent

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 145) amendant la loi 56 Victoria, chapitre 59, constituant en corporation la ville de Saint-Laurent. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### Code de procédure civile, article 165

**M. L.-A. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant du Lac-Saint-Jean (M. G. Tanguay), qu'un message soit transmis à l'honorable Conseil législatif informant Leurs Honneurs que cette Chambre n'insiste pas sur son amendement aux amendements du Conseil législatif faits au bill (no 103) intitulé "Loi amendant l'article 165 du code de procédure civile" et que cette Chambre concourt dans lesdits

**M. Léopold Houle**

**M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (M. L.-A. Taschereau), que l'honoraire payé pour le bill (no 133) intitulé "Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Léopold Houle au nombre de ses membres, après examen" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

L'honorable **S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** soulève la question que cette motion n'est pas dans l'ordre parce qu'avis préalable n'en a pas été donné.

M. l'Orateur retient l'objection du premier ministre et décide que la motion n'est pas dans l'ordre.

La motion est retirée.

### Indemnité parlementaire de M. Clapperton

**M. W. A. Weir (Argenteuil)** propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. D. Gillies), que le comptable de l'Assemblée législative soit autorisé à faire le paiement en entier de l'indemnité de M. Clapperton, député de Bonaventure, nonobstant son absence durant une partie de la session, vu que cette absence a été causée par une sérieuse maladie.

Adopté.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre:

- bill (no 125) intitulé "Loi concernant l'instruction publique dans la municipalité scolaire de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal";

- bill (no 130) intitulé "Loi constituant en corporation la Compagnie du pont de Grand-Mère et l'autorisant à construire un pont de péage sur la rivière Saint-Maurice, entre le village de Grand-Mère et la paroisse de Saint-Théophile-du-Lac";

- et bill (no 124) intitulé "Loi incorporant la ville de Grand-Mère."

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (no 163) intitulé "Loi amendant l'article 237 du code de procédure civile" sans amendement.

**Ville de Grand-Mère**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 124) incorporant la ville de Grand-Mère. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Compagnie du pont de Grand-Mère**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 130) constituant en corporation la Compagnie du pont de Grand-Mère et l'autorisant à construire un pont de péage sur la rivière Saint-Maurice, entre le village de Grand-Mère et la paroisse de Saint-Théophile-du-Lac. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Municipalité scolaire de  
Sainte-Cunégonde**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 125) concernant l'instruction publique dans la municipalité scolaire de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**État des travaux de la  
présente session**

**L'honorable S.-N. Parent (Saint-Sauveur)** dépose, sur le bureau de la Chambre, un état des travaux de la présente session comme suit:

L'ouverture de cette session a eu lieu le 14 février 1901, étant la première du dixième Parlement.

La prorogation a lieu le 28 mars, 1901.	
Nombre de jours de session à cette date	33
Nombre de séances	37
La Chambre a voté	24 fois
Pétitions présentées	179
Adresses et ordres de la Chambre ordonnés	41
Documents mis devant la Chambre: réponses aux adresses et aux ordres de la Chambre	27
Documents ordonnés à la dernière session	2
Bills présentés à l'Assemblée législative	158
Par le gouvernement	20
Bills publics	59
Bills reçus du Conseil législatif	14

#### Nombre des avis de motions

Avis de motions ayant rapport aux interpellations	45
Avis de motions se rapportant aux bills	143
Avis de motions relatifs aux adresses et ordres	37
Avis de motions se rapportant à des résolutions	11
La Chambre en comité général sur résolutions	11 fois
La Chambre en comité général sur les subsides	11 fois
La Chambre en comité général pour considérer divers projets de loi	144 fois

#### Rapports faits par des comités permanents

Comité spécial chargé de préparer la liste des comités permanents	1
Bills privés	15
Chemins de fer	9
Ordres permanents	11
Législation et loi expirantes	11
Comptes publics	1
Impressions	1
Privilèges et élections	1
Agriculture, immigration et colonisation	2
Industries	2

#### Comités spéciaux

Comité pour considérer le code municipal	3
Comité pour considérer le bill de la conciliation	1
Comité pour considérer les sociétés coopératives	1

Québec, 28 mars 1901

E. R. Alleyn  
Greffier des archives

#### Demande de documents:

##### Commission des chemins à barrière de l'île de Montréal

**M. H. Champagne (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. J.-A. Chauret), qu'il soit mis devant cette Chambre un état des recettes et dépenses de la Commission des chemins à barrières de l'île de Montréal, durant les dix dernières années.  
Adopté.

À 6 heures, la Chambre interrompt ses travaux.

#### Reprise de la séance à 8 h 30

##### Compagnie de pulpe de Métabetchouan

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 119) constituant en corporation La Compagnie de pulpe de Métabetchouan.

**M. L.-R. Roy (Kamouraska)** propose que la Chambre concoure dans ces amendements.

**M. L.-P. Pelletier (Dorchester):** Non, pas sans discussion!

Il s'oppose à la requête unanime de faire la lecture et de concourir lors d'une seule séance dans les amendements apportés au bill par le Conseil législatif.

Et la motion étant soumise par M. l'Orateur, la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les amendements sont en conséquence lus la deuxième fois.

Il est ordonné que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance de cette Chambre.

#### **Compagnie de pulpe de Métabetchouan**

M. L.-R. Roy (Kamouraska) propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. T. B. de Grosbois), que l'honoraire payé pour le bill (no 119), constituant en corporation la Compagnie de pulpe de Métabetchouan, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill ne peut passer à cette session.

Adopté.

#### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par l'entremise de Samuel Staunton-Hatt, écuyer, gentilhomme huissier de la verge noire, qui s'exprime comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur m'a ordonné d'informer cette honorable Chambre que c'est le plaisir de Son Honneur que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement dans la salle des séances du Conseil législatif.

#### **Au Conseil législatif:**

##### **Sanction royale**

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent auprès de Son Honneur qui donne, alors, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills publics et privés qui suivent:

- loi amendant la loi concernant l'organisation des clubs de récréation;
- loi concernant la formule du décret des statuts passés par la législature de Québec;
- loi amendant la loi concernant la nomination des constables par les magistrats de police;
- loi amendant la loi concernant les pertes causées par l'incendie d'un palais de justice;
- loi amendant la loi concernant les serments d'allégeance et d'office;
- loi concernant la loi 63 Victoria, chapitre 28;
- loi amendant les articles 1342, 1351 et 1357 du code de procédure civile;

- loi constituant en corporation "The Royal Saint Lawrence Yacht Club";
- loi amendant la loi concernant les enquêtes dans les cas d'incendie;
- loi concernant la continuation de communauté;
- loi concernant les conseils de conciliation et d'arbitrage pour régler les différends industriels;
- loi amendant la loi concernant l'agriculture;
- loi amendant la loi relative au contrat passé entre le gouvernement, la "Standard Assurance Company" et les soeurs de la Charité de Québec;
- loi concernant le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Wright;
- loi pour changer le chef-lieu du district judiciaire de Beauharnois;
- loi amendant la loi concernant le remboursement de certains subsides par les compagnies de chemin de fer;
- loi amendant la loi de la chasse de Québec;
- loi amendant la loi des mines de Québec;
- loi amendant la loi des licences de Québec;
- loi amendant la loi concernant les sociétés de secours mutuel;
- loi amendant le code de procédure civile relativement aux confessions de jugement;
- loi modifiant la loi connue sous le titre de "Loi modifiée des biens temporels du diocèse de Montréal, 1890";
- loi confirmant certains arrangements entre le lord-évêque du diocèse de Montréal et le recteur de la "Christ Church Cathedral" dans ledit diocèse;
- loi autorisant et ratifiant le règlement no 162 de la ville de Salaberry-de-Valleyfield, accordant une exemption de taxes et certains avantages à la compagnie dite "The Montreal Cotton Company";
- loi ratifiant la constitution en corporation du "Club de Montréal" et lui accordant certains pouvoirs additionnels;
- loi concernant la ville de Longueuil et la Compagnie du chemin de fer du Grand Tronc du Canada;
- loi amendant la charte de la cité de Québec;
- loi constituant en corporation Les petites soeurs de la Sainte-Famille;
- loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Moïse Véronneau à la pratique de la médecine et de la chirurgie après examen;
- loi concernant la "Canadian Electric Light Company Limited";
- loi amendant la charte de la Société des artisans canadiens-français;
- loi constituant en corporation "The

William Strachan Company";

- loi organisant la municipalité d'Ascot Corner;
- loi amendant les lois qui régissent la commune de la seigneurie de Yamaska;
- loi dégageant de toute responsabilité les acquéreurs des immeubles légués par feu Simon Valois;
- loi autorisant James Peter Pidgeon à exercer la profession de médecin et chirurgien dans la province de Québec;
- loi érigeant la municipalité de Sainte-Catherine-de-Hatley;
- loi amendant et refondant la charte de la ville de Richmond;
- loi constituant en corporation l'institut des soeurs de Notre-Dame-du-Bon-Conseil;
- loi constituant en corporation la "Montreal Business Men's League";
- loi constituant en corporation la société religieuse "The Free Methodist Church" de la province de Québec;
- loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Marc-Aurèle Lemieux, au nombre de ses membres, après examen;
- loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Omer Drouin, au nombre de ses membres;
- loi amendant la loi concernant la construction des église, sacristie, et presbytère de la paroisse de Saint-Paul;
- loi amendant l'acte d'incorporation de l'hôpital Jeffery Hale, de la cité de Québec;
- loi amendant la loi 47 Victoria, chapitre 91, intitulée "Acte autorisant la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu Jean-Baptiste Renaud" et la loi qui l'amende;
- loi amendant la loi 63 Victoria, chapitre 67, concernant la Compagnie du chemin de fer de Québec et Lac-Saint-Jean;
- loi modifiant de nouveau la charte de la cité de Hull;
- loi autorisant Samuel Robert Martin à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec;
- loi concernant la "Laing Packing and Provision Company";
- loi concernant la succession de feu John Pratt;
- loi changeant le nom de James Scott, de la cité de Montréal, marchand, en celui de James Barn Scott;
- loi constituant en corporation le Club commercial et littéraire de Hull;
- loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre F.-X. Édouard Guay au nombre de ses membres, après examen;
- loi amendant la loi 40 Victoria, chapitre 46, relative au village de la Pointe-au-Pic, et augmentant ses pouvoirs;
- loi constituant en corporation la

Compagnie de téléphone et de lumière électrique du comté de Montmorency;

- loi constituant en corporation l'Association des manufacturiers de chaussures de Québec;
- loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Québec et Baie-James;
- loi amendant de nouveau la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec central;
- loi amendant de nouveau la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec central;
- loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Wolfe, Mégantic et Lotbinière;
- loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Aurélien Bernatchez au nombre de ses membres, après examen;
- loi amendant l'ordonnance 3 Victoria, chapitre 31, intitulée "Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet" et les divers actes et ordonnances qui l'amendent;
- loi concernant les subventions municipales;
- loi amendant l'article 761 du code municipal;
- loi amendant l'article 1080 du code municipal;
- loi validant les actes faits par les officiers et autres qui n'ont pas prêté le serment d'allégeance;
- loi amendant la loi concernant les corporations de ville;
- loi amendant la loi concernant les corporations de ville;
- loi amendant l'article 165 du code de procédure civile;
- loi amendant les articles 34-35 des statuts refondus concernant les pouvoirs des fabriques;
- loi amendant la loi concernant les tribunaux dans Gaspé;
- loi constituant en corporation "The Chevra Kadisha of Montreal";
- loi amendant la charte de la ville de Chicoutimi;
- loi constituant en corporation "The Point Saint Charles Amateur Athletic Association";
- loi constituant en corporation le monastère de Notre-Dame-de-Mistassini;
- loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer électrique de Lévis;
- loi autorisant Stanley Burns à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec;
- loi autorisant Joseph-David-Édouard Barras à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec;

- loi amendant l'acte 19 et 20 Victoria, chapitre 128, intitulé "Acte pour amender et consolider les différents actes qui incorporent la Compagnie du cimetière du Mont-Royal";
- loi constituant en corporation la ville de Grand-Mère;
- loi concernant l'instruction publique dans la municipalité scolaire de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal;
- loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Walter G. Mitchell au nombre de ses membres;
- loi amendant la charte de la Compagnie du gaz de Montréal et les actes qui l'amendent;
- loi constituant en corporation la Compagnie du pont de Grand-Mère et l'autorisant à construire un pont de péage sur la rivière Saint-Maurice, entre le village de Grand-Mère et la paroisse de Saint-Théophile-du-Lac;
- loi révisant et refondant la charte de la cité des Trois-Rivières;
- loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Léopold Houle au nombre de ses membres, après examen;
- loi amendant la charte de la ville de Saint-Louis;
- loi ratifiant une convention concernant les taxes d'écoles imposées sur les propriétés de la "Dominion Cotton Mills Company Limited" dans la ville de Magog;
- loi constituant en corporation "Warden King & Son Limited";
- loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre John Joseph Barry au nombre de ses membres;
- loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Antoine Gobeil au nombre de ses membres, après examen;
- loi autorisant la Société canadienne des ingénieurs civils à admettre "Ashley Bemis Tower" au nombre de ses membres;
- loi amendant la charte de la Compagnie manufacturière de Chambly;
- loi constituant en corporation la "Montreal Light, Heat and Power Company";
- loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Atlantique Québec et Occidental;
- loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Cyrille-F. Lussier, à la pratique de la médecine et de la chirurgie;
- loi amendant la loi 56 Victoria, chapitre 59, constituant en corporation la ville de Saint-Laurent;
- loi amendant la loi 62 Victoria, chapitre 58, section 8;
- loi amendant la loi concernant l'érection et la division des paroisses;
- loi amendant l'article 94 du code de procédure civile;

- loi autorisant les municipalités des cités et villes à faire les dépenses nécessaires pour la réception de Son Altesse royale le duc d'York et de Cornwall;
- loi amendant la loi concernant les élections contestées;
- loi amendant l'article 237 du code de procédure civile.

#### Discours de l'Orateur de l'Assemblée législative:

Alors, l'honorable Orateur de l'Assemblée législative a adressé la parole à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, et a présenté à Son Honneur pour qu'elle veuille y donner sa sanction un bill (no 2) intitulé "Acte octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1901 et le 30 juin 1902, et pour d'autres fins du service public".

À ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

Au nom de Sa Majesté, le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.

#### Discours du lieutenant-gouverneur:

Après quoi, il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de clore la première session de la dixième législature de la province de Québec par le discours suivant:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative, je suis heureux, à la fin de cette session, de vous féliciter de la diligence que vous avez apportée à l'accomplissement de vos devoirs publics, et de la courtoisie qui a présidé à toutes vos délibérations.

Messieurs de l'Assemblée législative, au nom de Sa Majesté, je vous remercie des subsides que vous avez votés pour les différentes branches du service public. Mon gouvernement verra à ce qu'ils soient employés avec une intelligente économie, et pour les fins auxquelles ils sont destinés.

Honorables Messieurs du Conseil législatif, Messieurs de l'Assemblée législative, en vos relevant de vos devoirs parlementaires, je vous offre mes vœux les plus sincères pour la prospérité de la province, et pour votre bonheur et celui de vos familles.

#### Orateur du Conseil législatif:

Alors, l'honorable Orateur du Conseil législatif dit:

Honorables Messieurs du Conseil législatif, Messieurs de l'Assemblée législative, c'est la volonté et le désir de Son Honneur le lieutenant-gouverneur que



cette législature soit prorogée jusqu'à jeudi, le deuxième jour de mai prochain, pour être ici tenue; et cette législature provinciale est,

en conséquence, prorogée à jeudi, le deuxième jour de mai prochain.